

# Université Paris II - Panthéon-Assas

École doctorale d'économie, gestion, information et communication

Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication  
soutenue le

**Les politiques multiculturelles et les médias destinés aux  
nouveaux immigrants à Taïwan :  
les limites du volontarisme public et le dynamisme de la société civile**



**TSENG Ting Hsuan**

Sous la direction de Tristan Mattelart

Membres du jury :

**M. CERVULLE Maxime**

Maître de conférences-HDR en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis, rapporteur

**M. CHEN Jui-Hua**

Assistant Professor en Sociologie culturelle et sociologie politique, National Tsing-Hua University (Taïwan)

**M. CORCUFF Stéphane**

Maître de conférences en Politique du monde chinois contemporain, Sciences Po Lyon

**Mme DEVILLARD Valérie**

Professeur en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris II Panthéon-Assas

**Mme DOYTCHEVA Milena**

Maître de conférences-HDR en Sociologie des migrations, de la ville et des discriminations, Université de Lille, rapporteur

**M. MATTELART Tristan**

Professeur en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris II Panthéon-Assas

## ***Avertissement***

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

## **Résumé (1700 caractères) :**

Cette recherche porte sur la dernière vague d'immigration arrivant à partir des années 1980 à Taïwan : les immigrées matrimoniales en provenance de Chine et d'Asie du Sud-Est, ainsi que les travailleurs migrants en provenance des pays du Sud-Est asiatique. Elle étudie l'évolution des dispositifs étatiques et des initiatives collectives visant à améliorer l'accès/la représentation/la participation de ces nouveaux immigrants dans la sphère publique.

Ce travail se développe autour du concept de « multiculturalisme ». Le terme se trouve, sous trois présidents consécutifs de Taïwan — Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2012) —, au cœur des politiques socio-culturelles touchant les ethnies minoritaires.

A travers des analyses de corpus et de contenu, mais aussi des observations participantes et 21 entretiens effectués sur le terrain, ce travail vise, premièrement, à analyser comment les rhétoriques du multiculturalisme ont été déployées dans l'élaboration des politiques pour traiter les rapports interethniques, voire géopolitiques ; deuxièmement, à démontrer comment ces politiques se sont traduites à travers des mesures facilitant l'accès à l'information, la participation et le droit de communiquer de la population visée ; troisièmement, à examiner des initiatives lancées par la société civile afin, d'une part, de compenser l'inefficacité du secteur public et, d'autre part, d'élever le poids et la parole de cette population au sein de la sphère publique. Enfin, cette thèse s'intéresse également au dynamisme du dialogue entre l'État et la société civile au travers de mouvements sociaux, de plaidoyers, d'événements culturels et de productions médiatiques.

*Descripteurs : Multiculturalisme, migration matrimoniale, travailleurs migrants, empowerment, média ethnique, Taïwan, politiques publiques, rapport interethnique, flux migratoires au 20e et 21e siècles*

## **Abstract (1700 characters):**

This research effort focuses on the latest immigration flows arriving in Taiwan since 1980s : marriage migrants originating from China and Southeast Asia, as well as Southeastern migrant workers. It explores the evolution of governmental policies and collective initiatives aiming at improving access, representation and participation of new immigrants in the public sphere.

This thesis develops around the concept of « multiculturalism ». The term positions itself at the heart of socio-cultural politics regarding ethnic minorities by Taiwan's three consecutive Presidents — Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2012).

Through corpus and texts analyses, participant observation and 21 interview conducted during the field study, this research work intends first of all to analyze how rhetorics of multiculturalism were rolled out during politics elaboration in order to deal with interethnic, even geopolitical relationships; secondly, it attempts to explore how these politics were translated into mechanism facilitating information access, participation and right to communicate of the target population; thirdly, it looks into the initiatives launched by civil society to, on one hand, compensate public sector's inefficiency, and on the other hand, uplift influence and voice of this population within public sphere. Lastly, it aims also at discussing, through social movements, advocacies, cultural events and media productions, the dynamic and dialogue between the Nation and the civil society.

*Keywords: Multiculturalism, marriage migrants, migrant workers, empowerment, ethnic media, Taiwan, public policies, interethnic relations, migratory flows in 20th and 21st centuries*

## ***Principales abréviations***

AHRLIM : Alliance for Human Rights Legislation for Immigrants and Migrants

CTS : Chinese Television System

GFTV : Garuda Formosa TV

INPUT : International Public Television

KMT : Kuomintang

KRTC : Kaohsiung Rapid Transit Corporation

NCC : National Communication Committee

NIA : National Immigration Agency

NCTV : New Citizen TV

PDP : Parti Démocrate Progressiste

PTS : Public Television Service Foundation

TASAT : TransAsia Sisters Association, Taiwan

TBS : Taiwan Broadcasting System

TITV : Taiwan Indigenous Television

TIWA : Taiwan International Workers' Association

TMFA : Taiwan Media Farmers Association

TLAM : Taiwan Literature Award for Migrants

TSU : Taiwan Solidarity Union

## Table des Matières

Introduction générale : Les politiques et les médias multiculturels à Taïwan -----	11
Problématique -----	12
Cadre théorique -----	13
Méthodologie -----	17
L'apparition du Multiculturalisme en tant que concept de la politique publique -----	21
Le Multiculturalisme en Asie -----	26
Le Multiculturalisme dans le contexte taïwanais -----	32
Historique de Taïwan et son statut unique -----	32
Formation discursive du multiculturalisme à Taïwan -----	34
Définition de l' « Intégration » dans le contexte socio-politique de Taïwan -----	36
<b>PARTIE I. Président Lee Teng-Hui (1988-2000) : Les politiques multiculturalistes pour contenir l'agitation sociale? -----</b>	<b>40</b>
Chapitre 1 : -----	42
Construire l'« unité » dans une situation de complexité ethnique -----	42
1.1. Contexte historique pour la formation discursive du « multiculturalisme » -----	42
1.1.1. Mouvements indépendantistes ultramarins : -----	44
Embryon d'un discours nationaliste taïwanais -----	44
1.1.2. Mouvements d'opposition insulaires : apparition du débat public sur l'identité nationale -----	46
1.1.3. Mouvements pour la rédaction de la Constitution : réformer pour s'adapter à la nouvelle réalité politique -----	47
1.1.4. Les mouvements des groupes autochtones : pour les droits collectifs -----	49
1.1.5. Le mouvement des Hakkas : pour la reconnaissance de leur langue maternelle -----	51
1.2. L'étude du multiculturalisme et de la communication dans le cadre taïwanais -----	55
1.2.1. La fin de la Politique d'assimilation à travers la répression des dialectes -----	58
1.2.2. Historique des politiques radiotélévisées face aux ethnies minoritaires -----	61
1.3. L'apparition du discours sur les « nouveaux Taïwanais » -----	65
Chapitre 2 : -----	69

La politisation des migrants d'Asie du Sud-Est et l'idéologie nationaliste -----	69
2.1. Le nationalisme incarné dans le programme guestworker taïwanais-----	71
2.1.1. La délocalisation comme levier politique : remplacer la destination de l'Ouest par le Sud-----	77
2.1.2. La régularisation des travailleurs migrants pour exercer la souveraineté-----	78
2.1.3. Le renforcement de l'identité nationale par l'élaboration politique -----	80
2.2. La législation des épouses étrangères pour un imaginaire de l'État-nation -----	83
2.2.1. Une redéfinition de la frontière et de la citoyenneté-----	87
2.2.2. La catégorisation des femmes étrangères : les Chinoises ne sont pas des étrangères ?	91
Chapitre 3 : -----	96
Initiatives citoyennes et publiques pour les épouses étrangères : conscientisation ou assimilation ? -----	96
3.1. Réorientation dans la gouvernance : du laissez-faire à l'assimilation-----	96
3.2. Premier programme informatif destiné aux mariées étrangères : la prise de conscience collective-----	98
Intervention du gouvernement -----	102
La pédagogie freirienne ici et ailleurs -----	104
La lutte pour les droits de l'immigration et leur avenir-----	105
3.3. « Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project » : une réorientation politique-----	107
3.4. Représentation des immigrés par les médias : l'essentialisation stéréotypée et la problématisation -----	114
Chapitre 4 : -----	122
« Ethnicity Multiculturalism » : Les médias comme moyen de stabilisation sociale ?-----	122
4.1. Politiques encourageant les premiers programmes de radio aux immigrés : une structure d'accueil pour stabiliser-----	122
La structure des médias : une perspective passant de la majorité à la minorité -----	129
Les relations entre les médias et le gouvernement : un modèle fondé sur le prosélytisme	134
4.2. Expérimentation gouvernementale pour les travailleurs migrants : un pas vers l'interculturalité -----	137
Des critiques à l'extérieur aux réformateurs à l'intérieur -----	138
Amélioration du droit à l'information des travailleurs migrants -----	140

Un événement comme moyen de communication interculturelle-----	143
4.3. Entre l'assimilation et la sensibilisation : les positions différentes de l'État et des acteurs non étatiques-----	145
<b>PARTIE II. Président Chen Shui-Bian (2000-2004) : Les politiques multiculturalistes pour redéfinir l'identité nationale?</b>	<b>153</b>
Chapitre 5 : L'élaboration des politiques promouvant le multiculturalisme -----	154
5.1. Construction d'une société multi-ethnique et multiculturelle -----	155
5.1.1. « Déclaration du mouvement de la citoyenneté culturelle »-----	159
5.1.2. « Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale » -----	164
5.1.3. « Congrès sur le développement de l'ethnie et de la culture » et plan d'action-----	167
5.2. « The Foreign Spouse Care and Guidance Fund » : mesures clés encourageant l'inclusion sociale des immigrées matrimoniales -----	171
Chapitre 6 : Le transnationalisme, le nationalisme et la migration -----	180
6.1. Durcissement des politiques migratoires face au changement démographique-----	182
6.1.1. Des règles différentes entre les épouses chinoises et celles d'Asie du Sud-Est-----	184
6.1.2. Établissement de la National Immigration Agency : pour mieux contrôler ? -----	188
6.2. Violation des droits des travailleurs migrants : révolte de Kaohsiung -----	191
6.3. Représentation médiatique des immigrés dans la presse : stigmatisée et politisée -----	199
Les épouses étrangères-----	199
Les travailleurs migrants-----	206
Chapitre 7 : « Equity Multiculturalism » : entamer un ajustement structurel-----	214
7.1. Développement du droit à la communication pour les minorités -----	214
7.1.1. Création des chaînes de télévision consacrées aux ethnies minoritaires -----	217
La Hakka TV -----	217
Taiwan Indigenous TV -----	221
7.1.2. Création de la National Communications Commission : publication du rapport sur l'« indice multiculturel » dans les médias électroniques -----	229
Publication du rapport sur l'« indice multiculturel » dans les médias électroniques ----	231
7.2. Immigration sur le petit écran : émissions télévisées destinées aux immigrés-----	236
7.2.1. Première émission télévisée dédiée aux épouses étrangères, « Belles-filles de Taïwan », sur le Chinese Television System-----	237
7.2.2. Première programmation destinée aux « nouvelles immigrées » au Taiwan Public Television Service -----	241
7.2.3. Deuxième génération du droit à la communication : égalité promue par l'État -----	247



Chapitre 8 : Initiatives « grassroots » pour créer des médias ethniques -----	255
8.1. L'apparition de la presse écrite publiée par la communauté migrante -----	256
« The Migrants » destiné à la diaspora philippine-----	256
« INTAI », destiné aux diasporas indonésiennes -----	258
Leurs perspectives sur les politiques multiculturelles à Taïwan-----	260
8.2. La création du 4-Way Voice : un repère pour le développement des médias ethniques	264
8.3. « Média-par » vs. « Média-pour » -----	278
<b>Partie III. Président Ma Ying-Jeu (2008-2016) : Les pressions de la société civile pour encourager la participation des immigrants? <span style="float: right;">290</span></b>	
Chapitre 9 : Réorientation vers une politique pragmatique et prudente -----	291
9.1. Les lignes directrices de la politique et des réglementations migratoires du KMT ----	294
9.2. La promotion du Multiculturalisme, versus la renaissance de la culture chinoise-----	304
À la recherche de la construction de la nation : le balancier entre les présidents Chen et Ma	311
Chapitre 10 : Multiculturalisme et civisme : pour un meilleur engagement ?-----	319
10.1. Le lancement du « Torch Program » en 2012 : la mise en valeur des cultures sud-est asiatiques-----	319
10.2. Les tentatives législatives vers une diversité culturelle -----	327
10.2.1. La dimension « polyethnique » du projet de Loi fondamentale de la Culture : un processus d'une décennie-----	328
10.2.2. Le projet de création d'une chaîne de télévision pour l'immigration-----	336
Coordination horizontale interministérielle : New Immigrants Affair Coordinating Committee -----	342
10.3. La représentation des immigrants dans la presse mainstream : positive, mais exotique	347
La réception de la représentation médiatique des femmes étrangères sur le terrain ----	356
Chapitre 11 : Un nouveau paysage médiatique -----	363
11.1. Le « New Immigration Communication, TV & Media Production Project » de l'Agence nationale de l'Immigration -----	364
11.1.1. Émissions de radio à l'attention des immigrants et leurs orientations-----	368
11.1.2. Émissions télévisées subventionnées : des approches différentes -----	381
« Love Family » -----	383
« Taiwan is My Home » -----	388
« Far and Away » -----	390
11.2. La plateforme, le rôle et les efforts de l'Agence nationale de l'Immigration -----	395

11.3. Les efforts du Taiwan Public Television Service -----	404
Analyse de la nouvelle programmation à l'attention des immigrés-----	404
L'enquête sur la consommation télévisuelle auprès des nouvelles immigrées -----	406
Les limites du PTS -----	412
Chapitre 12 : Participation accrue de la population migrante-----	418
12.1. Établissement de la Global Workers' Organisation et son virage vers un modèle participatif -----	418
12.2. La fin de l'ère de la presse écrite ? -----	428
12.2.1. Du 4-Way Voice au Migrants' Park-----	429
12.2.2. Première télévision par Internet (IPTV) destinée à la population étrangère : GFTV 437	
12.3. Quand des immigrés se prennent en main : des immigrés dans la production audiovisuelle -----	444
Trần Thị Hoàng Phượng : productrice vietnamienne d'émissions télévisées-----	445
Nguyễn Kim Hồng : réalisatrice de documentaires indépendants -----	450
12.4. Taiwan Literature Award for Migrants et Brilliant Time Bookstore : favoriser la citoyenneté culturelle des immigrés-----	455
Taiwan Literature Award for Migrants (TLAM) -----	457
L'ouverture du Brilliant Time Bookstore-----	461
Alliance des librairies d'Asie du Sud-Est -----	463
F24 Floor Library-----	465
Limites et apports-----	467
Conclusion : évolution du Multiculturalisme à Taïwan, ses apports et limites -----	471
<b>Bibliographie</b>	<b>487</b>
<b>Corpus</b>	<b>499</b>
<b>Table des annexes : Transcriptions d'entretiens</b>	<b>500</b>

## ***Introduction générale : Les politiques et les médias multiculturels à Taïwan***

Cette thèse, intitulée « Les politiques multiculturelles et les médias destinés aux nouveaux immigrés à Taïwan : les limites du volontarisme public et le dynamisme de la société civile », est consacrée à la représentation évolutive et à la participation accrue au sein des médias de la dernière vague d'immigration en provenance d'Asie du Sud-Est. Elle vise à étudier l'évolution, l'impact et le dynamisme des dispositifs étatiques et des initiatives collectives destinés à améliorer l'accès/la représentation/la participation des nouveaux immigrés dans la sphère médiatique.

Dans cette dernière vague d'immigration qui a débuté au début des années 1980 se distinguent deux catégories de migrants, souvent nommés les nouveaux immigrés ou nouveaux habitants : des travailleurs migrants sud-est asiatiques, qui n'ont pas le droit de s'installer dans le pays une fois leur contrat de travail terminé, et des épouses étrangères de même origine ou de Chine, qui ont été mariées à des hommes taïwanais.

Le terme « multiculturalisme » se trouve, selon trois présidents consécutifs de Taïwan — Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2012) —, au cœur des politiques socio-culturelles à l'égard des ethnies minoritaires. En partant de ce terme de « multiculturalisme », ce travail vise premièrement à analyser comment les rhétoriques du multiculturalisme se sont déployées pour traiter le rapport interethnique durant les trois présidences et les politiques élaborées pour atteindre leurs objectifs ; deuxièmement, à examiner comment ces politiques se sont traduites dans les mesures destinées à faciliter la participation de la population visée et son droit à communiquer ; troisièmement, à étudier certaines initiatives lancées par la société civile afin de compenser l'inefficacité du secteur public et d'accroître le poids de sa parole dans la sphère publique. Enfin, il s'intéresse également au dynamisme du dialogue entre l'État et la société civile au travers de mouvements sociaux, de plaidoyers, d'évènements culturels et de productions médiatiques.

## ***Problématique***

Se qualifiant de pays démocratique basé sur les droits de l'homme, le gouvernement taïwanais s'efforce de mettre en œuvre des politiques qui visent non seulement à protéger la culture des ethnies minoritaires, mais également à développer des dispositifs qui promeuvent leur droit à la communication — les politiques du « multiculturalisme » qui ont été officiellement proclamées. Si ces mesures sont du plus bel effet sur le papier, il est néanmoins permis de s'interroger quant à leur efficacité et leur pertinence. Par ailleurs, la question « qui est Taïwanais ? », jusqu'à aujourd'hui, revient de manière récurrente dans le débat au sujet des politiques migratoires à Taïwan. Pour les chercheurs taïwanais qui s'intéressent à la relation existant entre l'idéologie du « nationalisme » et le processus d'élaboration des politiques en matière d'immigration, il apparaît nécessaire d'analyser comment le nationalisme et l'identité nationale peuvent exercer autant d'influence sur les politiques en matière d'immigration.

En prenant la notion de multiculturalisme comme fil conducteur, cette thèse s'articule autour de quatre grands axes. Le premier axe consiste à examiner l'apparition du discours du multiculturalisme à Taïwan et la façon dont ce concept a été introduit, interprété et utilisé dans la conduite des politiques ethniques. L'objectif est d'examiner l'arrière-pensée sous-jacente à l'élaboration des politiques migratoires à Taïwan et des politiques visant à améliorer l'accès/la participation/la représentation de la population migrante au sein des médias.

Le deuxième axe porte sur l'étude des politiques publiques ainsi que des dispositifs qui ont pour but de favoriser les médias ou les programmes destinés aux immigrés — que ce soit la presse, la radio, la télévision ou les documentaires. Les mesures gouvernementales visant à accroître l'engagement de la population donnée constituent aussi l'objet de cette recherche.

Le troisième axe s'intéresse aux initiatives de la société civile, qui ont pour objectif de combler l'inaction ou, surtout, l'inefficacité des dispositifs étatiques du multiculturalisme et d'*empower* (redonner la capacité d'agir) à la population pour qu'elle puisse parler en son nom.

Ces actions pourront être entreprises par des Taïwanais, des communautés migrantes ou des projets basés sur une collaboration entre les deux.

Enfin, le quatrième axe se focalise sur l'effet réel de ces politiques, ainsi que sur celui des initiatives collectives visant à améliorer l'accès/la représentation/la participation des migrants dans les médias et, plus largement, dans l'espace public. Il s'intéresse également au dynamisme du dialogue entre l'État et la société civile au travers de mouvements sociaux, de plaidoyers, d'événements culturels et de productions médiatiques. Ce dialogue pourra contribuer au développement des droits culturels de la population issue de l'immigration à Taïwan. Par ailleurs, l'évolution des modèles des médias destinés aux migrants reflète aussi l'évolution éco-politique des médias en général, les changements dans l'attitude à l'égard des migrants, dans le rapport de pouvoir interethnique et dans les relations entre les médias des migrants, les communautés cibles et les médias *mainstream*.

Les recherches sur les médias destinés aux immigrants s'avèrent relativement moins nombreuses à Taïwan, voire en Asie de l'Est ; ce travail envisagera donc de combler certaines lacunes et de contribuer à bâtir une base pour les recherches à venir. Afin d'appréhender le contexte spatio-temporel, l'arrière-pensée politique des différentes périodes et des relations de pouvoir entre les politiques de l'État et la société civile, nous considérerons ces politiques à partir de la première élection générale en 1998, sous les présidences successives de Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2016).

### ***Cadre théorique***

Depuis une trentaine d'années, Taïwan est une des premières destinations pour la main-d'œuvre provenant d'Asie du Sud-Est. En outre, l'émergence de la migration à objectif matrimonial (les migrants matrimoniaux) constitue un phénomène non négligeable depuis les années 1980 : résultat du déséquilibre de l'économie mondiale dans un modèle « centre-périphérie », les femmes des pays moins développés d'Asie du Sud-Est ont cherché à se marier

dans des pays plus développés en Asie de l'Est, à Taïwan notamment. Dans une certaine mesure, Taïwan se situe au centre des flux migratoires entre l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est. Pour mieux prendre en compte la spécificité du contexte asiatique, plus précisément taïwanais, nous nous référerons non seulement à des recherches occidentales, mais également à des recherches menées par les universitaires taïwanais. Si les théoriciens occidentaux — particulièrement canadiens, britanniques, étatsuniens et français — se sont depuis longtemps penchés sur les questions de la communication et des médias minoritaires, cette thèse cherchera à mettre aussi en avant les recherches et les théories développées à Taïwan, nous permettant de mieux appréhender certains traits spécifiques des flux d'immigration trans-asiatiques.

Interdisciplinaire, cette thèse envisagera d'établir un lien entre et se référera aux recherches scientifiques qui portent sur quatre axes : a) les théories et développements du discours du multiculturalisme à Taïwan ; b) le processus d'élaboration des politiques migratoires et son intrication avec l'idéologie nationaliste/l'identité nationale ; c) les relations entre le développement des médias ethniques et les politiques dites multiculturelles ; d) les actions médiatiques et culturelles menées par la société civile basées sur le concept de la citoyenneté culturelle.

Pour remonter aux origines du multiculturalisme à Taïwan, nous nous appuyerons sur les recherches rigoureuses de Chang Mau-Kuei et Wang Li-Jung, qui décomposent le processus de formation et le développement du discours multiculturaliste à Taïwan depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils montrent comment celui-ci est devenu un discours récurrent dans la sphère politique taïwanaise. Les arguments de Chao Kang et Chang Mau-Kuei eux-mêmes mettent l'accent sur les limites du multiculturalisme et la possibilité que cette rhétorique soit instrumentalisée par le gouvernement.

Une autre perspective d'analyse concerne la théorie en matière de politiques migratoires, qui est révélatrice des études sur les phénomènes migratoires. Non seulement ce travail se référera aux recherches de Hsia Hsiao-Chuan, une des pionniers-universitaires sur la question des épouses étrangères depuis l'apparition de ce phénomène, mais aussi à celles de Ku Yu-Ling.

La prise en compte de ces recherches s'avère essentielle pour mieux saisir les paradoxes existant au sein du système des travailleurs migrants de Taïwan. En outre, les arguments de Tseng Yen-Fen, Chen Xue-Hui et Wang Horng-Luen serviront à démontrer la relation entre l'élaboration des politiques migratoires et l'idéologie nationaliste à Taïwan.

Compte tenu du fait que le contenu des médias de masse reflète et suit souvent l'attitude du gouvernement et de la majorité, il s'avère également important de synthétiser les recherches des universitaires, notamment celles de Hsia Hsiao-Chuan, de Wei-Ti, de Chen Chun-Fu et de Ni Yen-Yuan, mais aussi les nombreux mémoires et thèses portant sur l'évolution de la représentation médiatique de l'immigration dans les principaux journaux sous trois périodes différentes.

Avant d'étudier l'institution des médias de l'immigration, la thèse examinera la notion de « multiculturalisme » dans les politiques promouvant l'accès de la population migrante aux dispositifs médiatiques. Pour cette partie, nous considérerons les études de Chang Chin-Hwa, une chercheuse qui s'est focalisée sur le droit à la communication et qui plaide en faveur d'une véritable diversité culturelle afin d'améliorer la représentation, la perspective et l'accès des groupes ethniques dans les médias. Les travaux de Hsiao Hsin-Huang et Chen Yi-Hsiang fournissent également des perspectives et observations éclairantes sur la façon dont la politique multiculturaliste pourrait faciliter l'établissement des médias destinés aux ethnies minoritaires.

Enfin et surtout, nous nous proposons d'explorer le développement des médias destinés aux populations issues de l'immigration. Cet axe de recherche permettra de bâtir un raisonnement fondé sur les études de certains universitaires taïwanais, notamment Chiu Chu-Wen, qui est un des premiers chercheurs à avoir étudié l'apparition des programmes radiophoniques consacrés aux travailleurs migrants avant l'année 2000, et Chen Chun-Fu, qui met l'accent sur la conduite de la politique médiatique, le besoin des migrants en matière d'accès aux médias et l'*empowerment* des migrants au sein des institutions médiatiques. Cheng Lucie et Zhang Zheng sont également des chercheurs-praticiens observant/œuvrant à la promotion de la citoyenneté culturelle des immigrants et la création des médias « alternatifs » pour les nouveaux arrivants.

En partant de l'*empowerment* et de la participation des immigrés, les articles de Cheng Lucie, Zhang Zheng et Hsia Hsiao-Chuan donnent un aperçu sur la possibilité des actions collectives à mener par la société civile.

Il va sans dire que cette thèse s'appuiera sur des arguments de théoriciens occidentaux, afin d'étayer les constats que nous avons formulés. La différence sur la forme et le fond du multiculturalisme entre les pays occidentaux et orientaux, proposés par Will Kymlicka d'un côté, un chercheur réputé de la théorie du multiculturalisme, et He Bao-Gang de l'autre, un professeur sur la politique et gouvernance internationale, servira de point de départ à cette thèse. Rogers Brubaker souligne le rôle du nationalisme dans l'élaboration des politiques migratoires. Les recherches des universitaires taïwanais se sont fortement inspirées de ces théories lorsqu'elles évoquent l'influence de l'identité nationale en tant qu'arrière-pensée politique.

Quant aux politiques médiatiques à l'intention des populations de l'immigration, les contributions de Charles Husband et Stephen Harold Riggins alimenteront également la réflexion dans cette thèse. Tout particulièrement, seront mis en avant les cinq modèles de médias minoritaires reflétant les relations de pouvoir entre l'État et les médias ethniques, développés par Riggins. Les travaux sur les médias ethniques/minoritaires et la diversité culturelle des universitaires, notamment ceux de Dan Caspi, Nelly Elias, Isabelle Rigoni et Beata Klimkiewicz, seront également consultés pour ce travail de recherche.

Par ailleurs, afin de compléter les lacunes que peuvent présenter les recherches taïwanaises sur l'analyse des politiques multiculturalistes à l'heure où cette thèse est rédigée, nous nous appuierons sur la théorie d'Augie Fleras, un professeur canadien spécialisé dans les relations ethniques, les politiques multiculturalistes et la communication par les médias de masse. Sa comparaison des politiques multiculturalistes au Canada à différentes périodes aidera à faire la lumière sur l'évolution du cas taïwanais.

Les théories sud-américaines nous éclaireront sur l'énergie déployée par la société civile afin de combattre l'inaction du gouvernement. Le concept de Paulo Freire a été mis en valeur



par diverses ONG taïwanaises mentionnées dans cette thèse et l'on ne pourra pas faire l'impasse sur la discussion au sujet de l'*empowerment* culturel comme moyen de lutter contre l'hégémonie d'une structure sociale, à plus forte raison quand certaines actions d'alphabétisation ont été mises en œuvre par la première organisation civile destinée aux épouses étrangères afin de les aider à mieux participer et à s'engager dans la société. Le « 4-Way Voice », un titre de presse multilingue destiné à la population sud-est asiatique à Taïwan, constitue un outil de promotion de la citoyenneté culturelle — terme forgé par Renato Rosaldo —, permettant à des lecteurs ciblés de s'exprimer et de négocier au sein de l'espace public.

En résumé, cette étude envisage de croiser des travaux couvrant quatre disciplines et qui seront appliquées au cadre taïwanais : l'élaboration des politiques migratoires, la question du multiculturalisme, l'étude des politiques publiques visant à améliorer l'accès/la participation/l'établissement de projets médiatiques et les initiatives de la société civile en prenant en compte le droit culturel et la citoyenneté culturelle.

## ***Methodologie***

Ce travail de thèse s'appuie sur quatre méthodes de recherche : l'analyse de corpus, l'analyse de contenu, les entretiens qualitatifs et l'observation participante. Si tous les titres des documents ou des littératures scientifiques en mandarin sont traduits directement en français par l'auteur, les titres ayant une traduction en anglais par les auteurs originaux seront maintenus. L'analyse du corpus se base sur les documents officiels/gouvernementaux indiqués ci-dessous :

- les rapports d'activité annuels de 2003 à 2012 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent du Ministère de l'Intérieur ;
- les bilans annuels de 2005 à 2016 des subventions octroyées par les Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères du Ministère de l'Intérieur ;
- les rapports d'activité annuels de 2007 à 2016 de la *National Immigration Agency* ;

- les bilans financiers annuels de 2012 à 2016 du Programme des communications et des productions médiatiques destinés aux nouveaux immigrants de la *National Immigration Agency* ;
- les rapports annuels de 2008 à 2016 des subventions de la *National Immigration Agency* octroyées aux gouvernements locaux pour les aides destinées aux épouses étrangères ;
- les projets politiques annuels de 2007 à 2016 du *National Communication Committee* ;
- les rapports d'activité annuels de 2007 à 2016 du *National Communication Committee* ;
- les discours d'investiture des présidents de 2000 à 2016 ;

De plus, nous nous appuyerons également sur les documents officiels incluant, sans toutefois s'y limiter, la Constitution de Taïwan, les gazettes/bulletins du Yuan Législatif (Parlement), la Résolution sur la diversité ethnique et l'unité nationale, des réglementations relatives à l'immigration et à la nationalité, les rapports de recherche à l'égard des médias ethniques menés par les institutions publiques de Taïwan, les couvertures sur les enjeux relatifs à l'immigration apparues dans les médias, dans le but de construire une vision large en matière de politiques sur les médias à l'attention des migrants.

L'analyse de contenu se penchera sur certaines émissions de télévision phares concernant ce type de public, avec pour but d'examiner l'évolution des contenus télévisuels *mainstream* durant différentes périodes. Les émissions de télévision étudiées sont *Belles-filles de Taïwan* — la première émission de télévision à l'attention des épouses étrangères, lancée en 2005 —, *Don't Call Me Foreign Brides* — la première émission de télévision dans laquelle les immigrants ont reçu des rôles, lancée en 2007 —, *Taiwan is My Home*, *Love Family* et *Far and Away* — trois émissions phares subventionnées, diffusées l'une après l'autre entre 2013 et 2017 sur différentes chaînes —, ainsi que *Happy Vietnamese Show* — la première émission produite et jouée par les immigrants eux-mêmes, lancée en 2016.

Pour compléter l'analyse de corpus et celle de contenu mentionnées ci-dessus, ce travail de recherche s'appuiera principalement sur des entretiens menés à Taïwan. Le panel des personnalités interviewées a été établi de façon à avoir une vision d'ensemble de l'évolution et

de l'état des médias destinés aux populations immigrées à Taïwan. Cette vision inclut tant les migrants de différentes origines que les Taïwanais, les professionnels des médias, les militants, les universitaires et les fonctionnaires. La liste des personnes interviewées est la suivante :

1. Hsia Hsiao-Chuan : universitaire et militante, fondatrice du programme d'alphabétisation des épouses étrangères à *Meinung* ;
2. Zhang Zheng : ancien éditeur en chef du *4-Way Voice* et fondateur du *Brilliant Time Bookstore* ;
3. Nguyễn Kim Hồng : réalisatrice de documentaires et fondatrice du *Khuôn viên văn hoá Việt Nam* (Vietnam-Chiayi Culture Hub) ;
4. Tony Thamshir : animateur de radio et fondateur d'un magazine indonésien, *INTAI* ;
5. Wang Li-Jung : universitaire et membre en consultation de l'élaboration de la Loi fondamentale de la culture ;
6. Ho Gwo-Hwa : ancien manager et chercheur chevronné du *Taiwan Public Television Service* ;
7. Asuka Lee : ancien éditeur en chef du *4-Way Voice* et fondateur/éditeur en chef du *Migrants' Park* ;
8. Tran Thi Hoang Phuong : animatrice des émissions de radio et productrice de l'émission télévisée *Happy Vietnamese Show* ;
9. Cheng Li-Chieh : manager général de la GFTV (IPTV destinée aux habitants indonésiens) ;
10. Virut Taoprasirt : animateur d'émissions de radio destinées aux Thaïlandais ;
11. Anny Ting : ancienne éditrice du *4-Way Voice*, animatrice de l'émission radiophonique *Happiness United* et actrice de l'émission télévisée *Happy Vietnamese Show* ;
12. Lee Vuoch-Heang : animatrice de *Happiness United* et secrétaire générale de la *TransAsian Sisters Association* ;
13. Shie Shih-Shiuan : secrétaire exécutif de la *TransAsian Sisters Association* ;
14. Lai Su-Yen : productrice d'émissions de radio, notamment le *Happiness United* ;
15. Nene Ho : fondatrice et éditrice en chef du journal *The Migrants* ;
16. Xu Rui-Xi : fondatrice de la *Global Workers' Association* ;
17. Tsai Chen-Chien : manager du bureau de direction de la *National Immigration Agency* ;

18. Chen Chiao-Yu : animatrice du *Happiness United* ;
19. Hung Chin-Chih : militante, enseignante et membre de la *TransAsian Sisters Association* ;
20. Chen Yi-Chun : employée du *Brilliant Time Bookstore* ;
21. Hung Man-Chih : secrétaire exécutive de la *TransAsian Sisters Association*.

Les entretiens ont duré en général une heure et demie et se sont faits en personne, sauf ceux avec les interlocuteurs 19, 20 et 21, qui ont été effectués en ligne via Messenger et par écrit lorsque l'auteur était en France. Tous réalisés en mandarin, ces entretiens approfondis visent non seulement à combler les lacunes dans les recherches scientifiques, mais aussi à apporter des informations et des observations précieuses de première main. L'apport principal est que les matériaux récoltés grâce aux entretiens permettront de déterminer la nature de l'influence des politiques et des structures publiques « multiculturelles » par rapport à ces médias, ainsi que d'examiner les actions de la société civile visant à promouvoir la production et la transmission médiatiques destinées aux migrants. L'échantillon des personnes interviewées regroupe des producteurs, éditeurs et managers travaillant — ou ayant travaillé — dans l'industrie médiatique, comprenant la télévision, la radio, la presse, le journalisme digital et la IPTV, mise en œuvre par des associations taïwanaises ou par les nouveaux migrants. Dans le domaine des structures politiques/publiques, la liste contient des employés dans le secteur public : télévision publique, membres désignés du comité d'élaboration de la Loi fondamentale de la Culture, fonctionnaires de la *National Immigration Agency*.

Au-delà de ces entretiens, l'observation participante est une méthode d'étude sociologique visant à une « compréhension de l'autre dans le partage d'une condition commune » (A. Touraine, 1995). Cette démarche permet d'approcher les populations concernées en partageant le mode de vie de ces groupes et en participant aux activités et aux enjeux. L'auteure a mené trois observations participantes : dans le journal *4-Way Voice* — un journal multilingue important destiné à la population issue de l'immigration — entre mars 2016 et juin 2017, puis dans le processus de création du média en ligne *Migrants' Park* — un journal indépendant numérique concernant les communautés migrantes — en tant que membre fondateur. D'une manière parallèle, une autre observation participante a été effectuée dans une organisation dans

le cadre du plaidoyer et de l'action sociale *TransAsia Sisters Association, Taiwan* (TASAT)<sup>1</sup>, où l'auteure a participé aux actions de plaidoyer et à des manifestations en faveur des droits de l'immigration. Grâce à ces expériences effectuées, l'auteure a non seulement fait des constatations authentiques de première main, mais a également obtenu des opportunités pour conduire des entretiens avec des acteurs clés dans le champ de la recherche.

L'immersion sur le terrain de longue durée et l'expérience personnelle auprès des migrants contribuent à une analyse de première main, tant en termes de contenus de production médiatique que de régulations officielles. Cette démarche de rapprochement entre des forces politiques dichotomiques — la société civile et le secteur public, la nation d'assimilation et le discours sur le multiculturalisme — nous a permis de saisir la/une réalité dans sa globalité et, de ce fait, de mettre en évidence les arrière-pensées du gouvernement dans ses politiques pondérées par les stratégies de la société civile qui vont à son encontre.

### ***L'apparition du Multiculturalisme en tant que concept de la politique publique***

Le multiculturalisme est une philosophie politique qui explore les relations à la fois verticales, entre l'État et les communautés ethno-culturelles, et horizontales, entre les communautés dominantes et dominées. Il concerne l'intérêt collectif autant que la liberté individuelle, mettant en relief la reconnaissance de l'identité culturelle et une distribution équilibrée des ressources. Le projet politique du multiculturalisme se nourrit « des valeurs fondamentales des sociétés libérales et démocratique, à savoir la liberté de tous et l'égalité entre individus et groupes sociaux<sup>2</sup>. » Il s'agit de savoir comment appréhender et répondre aux défis liés à la diversité culturelle et religieuse. L'hypothèse fondamentale est que les individus de différentes collectivités culturelles peuvent coexister pacifiquement.

---

<sup>1</sup> En 1995, une « course à l'alphabétisation » a été lancée auprès des épouses étrangères. En 2003, ces dernières, à l'aide de bénévoles taïwanais, ont fondé la TASAT : il s'agit de la première organisation collective créée par de « nouvelles immigrées » dans l'histoire de l'île. Aujourd'hui, la TASAT est également un membre de l'*Alliance for Human Rights Legislation of Immigrants and Migrants*.

<sup>2</sup> DOYTCHEVA, Milena (2011), *Le multiculturalisme*. Paris: La Découverte, p. 14.

Le multiculturalisme peut être vu également comme une idéologie de la politique publique, qui fait référence à la façon dont les sociétés choisissent de formuler et de mettre en œuvre les politiques concernant les dispositifs vis-à-vis des différentes cultures. S'appuyant sur le multiculturalisme, le gouvernement démocratique est en mesure de construire un discours ou une ligne directrice fournissant des justifications pour inscrire les revendications des minorités culturelles dans les institutions politiques et dans les politiques publiques. L'assertion de Bhikhu Parekh, un théoricien politique, politicien et directeur du *Parekh Report*, résume la mission du multiculturalisme, qui est de trouver des moyens de « reconciling the legitimate demands of unity and diversity, of achieving political unity without cultural uniformity, and cultivating among its citizens both a common sense of belonging and a willingness to respect and cherish deep cultural differences. »<sup>3</sup> Selon Milena Doytcheva, spécialiste en sociologie des migrations, de la ville, des discriminations, et de la participation des minorités, le multiculturalisme se définit comme 1) un idéal et un programme politique pour répondre de façon politique à la diversité des sociétés humaines qui sont toujours plurielles ; 2) une « invention » récente qui transforme la question du pluralisme culturel et des identifications particulières en enjeu de justice sociale ; 3) l'implication d'un changement institutionnel et plus généralement un rôle actif des institutions et des pouvoirs publics<sup>4</sup>.

L'origine du concept de multiculturalisme remonte au moins aux années 1960, quand les groupes ethniques subalternes, notamment les Africains-Américains et les communautés hispaniques des États-Unis, commençaient à dénoncer un accès inégal à l'éducation, une absence de contrôle sur les ressources éducatives et un manque de préservation de leurs langues et de leurs cultures au sein des institutions publiques. Dans les années 1970, face aux revendications des groupes ethniques dans leurs territoires, le Canada et l'Australie ont entrepris l'un après l'autre la mise en place d'une politique du multiculturalisme au niveau constitutionnel en tant que gouvernance démocratique. Le modèle taïwanais de multiculturalisme est apparu

---

<sup>3</sup> PAREKH, Bhikhu (2004), *What is multiculturalism?* En ligne : <http://www.india-seminar.com/1999/484/484%20parekh.htm> (Consulté le 10/12/2016)

<sup>4</sup> DOYTCHEVA, Milena, *Le multiculturalisme*, op. cit., p. 15.

dans les années 1960 et s'est construit par la suite comme un discours convergeant avec plusieurs mouvements sociaux de minorités ethniques dans les années 1990, dont nous parlerons dans le prochain chapitre. Au niveau législatif, le Yuan Législatif<sup>5</sup> a ajouté la clause du multiculturalisme dans la Constitution taïwanaise au moyen d'un amendement en 1997. Désormais, le gouvernement a officiellement entrepris une politique multiculturelle, afin de gérer ses relations avec les minorités ethniques.

Parmi les divers arguments avancés en faveur du multiculturalisme, on trouve l'article « *Multiculturalism : Success, Failure and the Future* » de Will Kymlicka, un des principaux théoriciens du multiculturalisme. Ce dernier considère que le multiculturalisme fait partie d'une plus vaste révolution des droits de l'homme impliquant la diversité ethnique et raciale. Sa « raison d'être » est de s'opposer à tout l'éventail des régimes autoritaires ou antidémocratiques, et justifiés par une idéologie raciste datant d'avant la Seconde Guerre mondiale, selon laquelle la supériorité de certains groupes leur donnerait le droit de régner sur d'autres. Selon Kymlicka, nous pouvons distinguer trois vagues de mouvements destinés à contester la présence ou les conséquences persistantes des anciennes hiérarchies : 1) la lutte pour la décolonisation, concentrée durant la période de 1948 à 1965 ; 2) la lutte contre la ségrégation et la discrimination raciales, initiée et illustrée par le mouvement des droits civils des Africains-Américains de 1955 à 1965 ; 3) la lutte pour les droits multiculturels et minoritaires, ayant émergé vers la fin des années 1960 en Amérique latine. Chaque mouvement s'appuie sur la révolution des droits de l'homme et l'idéologie fondamentale de l'égalité ethno-culturelle, afin de défier les hiérarchies et les hégémonies qui ont précédé. En d'autres termes, il s'agit de tentatives législatives et politiques à l'égard de la diversité ethnoculturelle visant à remplacer d'anciennes formes de hiérarchie ethnique et raciale par une nouvelle relation de citoyenneté

---

<sup>5</sup> Le Yuan Législatif (« LiFa Yuan » en mandarin) est l'équivalent du Parlement et désigne l'assemblée qui détient le pouvoir législatif en République de Chine (Taïwan). Il est composé de 113 sièges élus pour quatre ans.

démocratique. Tous ces efforts de sensibilisation font partie du processus de la « *citizenization*<sup>6</sup> »<sup>7</sup>.

Compte tenu de l'accélération des flux migratoires, d'abord par la mondialisation, puis par les mutations économique-politiques des années 1980, la crispation entre l'État et les groupes des minorités culturelles s'est intensifiée. Les États modernes se sont traditionnellement organisés autour de normes basées sur la langue et la culture des groupes dominants qui les constituaient et qui les contrôlaient. Les membres des communautés minoritaires ont à ce titre rencontré plus de barrières structurelles que ceux des groupes privilégiés.

Cependant, à l'instar des États-Unis, le terme de multiculturalisme n'a été présent dans aucun des grands journaux avant 1988, selon une enquête de Nathan Glazer, qui montre que « d'une centaine d'occurrences en 1990, il passe à 600 en 1991 et à 1 500 en 1994 »<sup>8</sup>. Ceci signifie l'importance du débat sur ce concept et la perspective qu'il offre. C'est également dans les années 1990 que de nombreux pays d'Amérique latine se sont clairement définis comme des « nations multiculturelles »<sup>9</sup>.

Parmi les études parues au cours des années 1990, construisant de manière collective la théorie du multiculturalisme, méritent d'être mentionnés des ouvrages tels que *Justice and the Politics of Difference* (1990) d'Iris Marion Young, *The Ethics of authenticity* et *The Politics of Recognition* (1992, réédité en 1994) de Charles Taylor, *Liberalism, Multiculturalism and Toleration* (1993) de John Horton, *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition* (1994) d'Amy Gutmann, ainsi que *Liberalism, Community and Culture* et *Multicultural*

---

<sup>6</sup> Un ensemble de processus par lequel les individus deviennent reconnus, habilités et *empowered* comme citoyens au sein d'un État.

<sup>7</sup> KYMLICKA, Will (2012), *Multiculturalism: Success, Failure, and The Future*. Berlin : Migration Policy Institute. Disponible à : <https://www.migrationpolicy.org/research/TCM-multiculturalism-success-failure>, pp. 5-6.

<sup>8</sup> GLAZER Nathan, « Multiculturalism and American Exceptionalism » communication au colloque Multiculturalism, Minorities and Citizenship, Florence, avril 1996, cité par M. Wieviorka, « Culture, société et démocratie », Wieviorka M. (dir.), Une société fragmentée, le multiculturalisme en débat, Paris, la Découverte, 1996.

<sup>9</sup> Ibid.



*Citizenship* (1989 et 1995) de Will Kymlicka. Les études traitant du multiculturalisme ont privilégié un cadre conceptuel mettant en évidence la question de la domination culturelle, voire de l'impérialisme culturel dans une société donnée.

La notion de multiculturalisme et les théories ci-dessus ont été fondées sur une reconnaissance de l'existence des communautés ethnoculturelles au sein de la société, composée de l'État et de l'ensemble des individus. Or, le sentiment d'appartenance culturelle est d'une part indispensable à la construction de l'autonomie individuelle, permet d'autre part à ces communautés de servir de plateforme intermédiaire auprès de l'État par le biais de revendications de droits collectifs. En outre, ces communautés ethnoculturelles s'engagent à revaloriser des identités marginalisées et à défier les systèmes dominants de représentation et de communication qui stigmatisent ces minorités. Pour elles, les cultures fonctionnent comme des « *contexts of choice* » qui fournissent des options et des textes significatifs avec lesquels les individus peuvent cadrer, réviser et poursuivre leurs buts<sup>10</sup>.

Le multiculturalisme libéral défini par Kymlicka propose un concept de citoyenneté différenciée (*differentiated citizenship*), distinguant trois types de groupes minoritaires. À partir de cette théorie, Kymlicka développe une typologie des différents groupes, chacun possédant les droits qui lui correspondent. Compte tenu du fait que les autochtones et les minorités nationales ont été incorporés d'une manière violente par le processus mené par l'establishment de l'État, et que leur statut de minorité leur a été imposé, ils disposent du droit à l'autonomie politique et du droit à la représentation.

En revanche, en se déplaçant volontairement — selon leurs propres décision et motivation —, les immigrés ont un accès limité à leur culture native et possèdent des droits différents de ceux des autochtones et des minorités nationales. Kymlicka qualifie le droit des immigrés de droits particuliers adaptés (*polyethnic rights*), qui prennent parfois la forme de dérogations. Selon Kymlicka, ces droits particuliers adaptés pour les immigrés devraient plutôt

---

<sup>10</sup> KYMLICKA, Will (1995), *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*. Oxford : Clarendon Press, p. 89.

être vus comme une réponse à la revendication de termes d'intégration plus équitables dans une société plus large, par le biais de l'octroi de dérogations et d'adaptations, et non pas comme un rejet d'intégration ou comme une demande d'autodétermination collective<sup>11</sup>.

Avant d'examiner le développement du multiculturalisme à Taïwan, il semble pertinent de s'intéresser préalablement à la définition du multiculturalisme et à son rôle politique. Afin de mieux cerner les dialectiques conflictuelles qu'impliquent les politiques multiculturelles, Ellie Vasta donne une définition du multiculturalisme en tant que politique publique :

*As public policy, multiculturalism is concerned with the management of cultural differences. It is this apparently innocuous objective that all the ambivalence of multiculturalism arises; it is simultaneously a discourse of pacification and emancipation; of control and participation; of the legitimation of the existing order and of innovation. Multiculturalism is part of a strategy of domination over minorities by the majority, but also points beyond this, to the possibility of new forms of social and cultural relations.*

En partant de cette citation, il est pertinent de noter que le multiculturalisme demeure, tel qu'elle le définit, une ambiguïté et un paradoxe. Il pourrait être une stratégie d'émancipation du peuple marginalisé et, dans le même temps, une tactique du gouvernement pour légitimer sa gestion de la différence.

## ***Le Multiculturalisme en Asie***

Le multiculturalisme et la reconnaissance du droit différencié des minorités ethniques ont été jugés incompatibles avec la notion d'égalité universelle. C'est une des raisons principales pour lesquelles plusieurs pays européens, notamment la France et l'Allemagne, ont considéré le multiculturalisme comme voué à l'échec. En effet, selon le droit romain en France, « l'État

---

<sup>11</sup> VASTA, Ellie (1996), « Dialectics of domination: Racism and multiculturalism ». Dans E. Vasta. et S. Castles. (1996), *The teeth are smiling: the persistence of racism in multicultural Australia*. Allen & Unwin: New South Wales, p. 48.

précède la Nation » et il a pour rôle d’instaurer l’harmonisation nationale<sup>12</sup>. Ce faisant, les pratiques culturelles et ethniques ne peuvent être exercées que dans l’espace privé et ne sont pas reconnues dans l’espace public.

La nation française est caractérisée par sa centralisation, tant politique que culturelle. La nation française a été renforcée lors de la Révolution française par le jacobinisme, qui défend l’indivisibilité de la République française. Ce dernier principe impose celui de l’unité nationale et limite la reconnaissance politique des corps intermédiaires<sup>13</sup>. Autrement dit, si, selon la pensée républicaine française, tous les individus sont égaux, le droit à la différence ne saurait guère être toléré. Considérée comme un modèle capable d’assurer l’égalité de tous les citoyens et d’éviter la ghettoïsation sociale, la politique d’intégration a ainsi été appliquée aux groupes ethniques, en particulier à ceux issus de l’immigration.

Dans cette optique, non seulement la notion de diversité culturelle contredit le principe d’égalité universelle, mais elle contribue à ébranler l’homogénéité et l’unité nationales. Cependant, il convient de noter, comme Stuart Hall l’a observé, que le multiculturalisme ne devrait pas se limiter à un dogme, à une simple stratégie politique, ni à un statut aux contours bien définis. Au contraire, il devrait s’inscrire dans un ensemble de stratégies politiques et être envisagé comme un processus continu. À cet égard, les différentes sociétés multi-ethniques se trouvent en mesure de pouvoir s’approprier, et développer, leur propre multiculturalisme<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> SCHNAPPER, Dominique (1992), *L’Europe des immigrés*, p.114. Cité par ZAMMOUM, Khaled (2011), « Minorité ethnique issue de l’immigration et communication communautaire : Les spécificités du modèle intégrationniste français », *Global Media Journal -- Édition canadienne*, 4 (1), pp. 93-108.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> HALL, Stuart (2000), « The multicultural question », *Un/Settled Multiculturalisms*, ed. Barnor. Hesse, London : Zed Press.

*Multiculturalism in Asia*<sup>15</sup>, co-dirigé par Will Kymlicka et Baogang He<sup>16</sup>, explore les manières variées et quelquefois contradictoires avec lesquelles les enjeux liés à la diversité ethnoculturelle sont conceptualisés et débattus en Asie du Sud et de l'Est. Nous y constatons un déploiement croissant de la rhétorique du multiculturalisme. Néanmoins, étant donné que les pays de cette région utilisent le terme de multiculturalisme dans le but d'exprimer des idées bien différentes, ancrées dans des traditions et des religions différentes, et influencées par des héritages à la fois précoloniaux et coloniaux, il est nécessaire de présenter une vision nuancée de ces interactions complexes en conceptualisant les notions de diversité et de citoyenneté dans ces pays asiatiques. Les modèles occidentaux du multiculturalisme sont-ils applicables aux pays asiatiques, et plus précisément à Taïwan ?

Au moyen d'études de cas sur la situation en Asie, l'ouvrage *Multiculturalism in Asia* argumente que, compte tenu des facteurs suivants, les modèles du multiculturalisme en Asie du Sud et de l'Est disposent de trajectoires développementales différentes de ceux en Occident<sup>17</sup> :

1. L'héritage du colonialisme : les pouvoirs impériaux ont eu tendance à adopter la stratégie du « diviser pour mieux régner » dans les pays colonisés. L'administration coloniale, afin de faire barrage aux rebelles potentiels, a cherché à collaborer avec les alliés locaux. Ces alliés, étant dans la plupart des cas des minorités ethniques, avaient, en contrepartie de leur soutien contre l'opposition, un accès privilégié à l'éducation, au service civil et au travail. Au moment de l'indépendance, le groupe majoritaire au pouvoir a parfois considéré ces groupes minoritaires comme des privilégiés, voire des conspirateurs infidèles, d'où les efforts pour les dépouiller de ces « privilèges » octroyés sous le colonialisme et pour les remplacer par des mesures discriminatoires.

2. L'héritage des hiérarchies précoloniales : la raison pour laquelle les colonisateurs ont été en mesure de recruter des minorités ethniques est liée au fait que ces minorités avaient

---

<sup>15</sup> KYMLICKA Will et HE Baogang (2005), *Multiculturalism in Asia*. Oxford University Press: Oxford.

<sup>16</sup> Baogang He, spécialisé en gouvernance démocratique et conflits identitaires nationaux en Asie de l'Est, est le président des études internationales à *School of Politics and International Studies*, Deakin University, en Australie.

<sup>17</sup> KYMLICKA Will et HE Baogang, *Multiculturalism in Asia*, op. cit.

une longue histoire d'exclusion ou de répression causées par le groupe majoritaire. Dans le cas de la Chine, de Taïwan, de la Malaisie, de Singapour et de la Corée, l'idéologie du confucianisme et sa distinction *Hua-Yi* (ou *Xia-Yi*) est ancrée dans la manière dont les relations interethniques sont conçues. En ce qui concerne la doctrine confucianiste, le monarque au centre de la civilisation appartient aux *Hua* (l'ethnie Han), alors que les *Yi* (les ethnies étrangères) sont des barbares non civilisés se trouvant à la périphérie de l'empire chinois. Après l'indépendance, ce précepte des hiérarchies précoloniales a tendu à être remis sur l'avant de la scène.

3. Sécurité géopolitique : un autre facteur qui gêne un engagement pour les droits des minorités dans cette région se cache derrière l'insécurité géopolitique. La plupart des pays estiment avoir des ennemis voisins qui veulent les affaiblir. Dans cette optique, la minorité présente sur le territoire peut être vue comme une cinquième colonne, prête à collaborer avec l'État ennemi, en particulier quand ils sont liés en termes d'ethnie, de religion ou d'idéologie politique. Il y a de nombreux exemples dans cette région, notamment les Tamils au Sri Lanka, les musulmans du Cachemire et l'ethnie malay en Thaïlande.

4. *Sequencing issues* : c'est l'expression par laquelle Kymlicka et He expliquent une des différences entre le Multiculturalisme en Asie et celui en Occident. En Occident, l'appropriation du multiculturalisme et des droits des minorités ont eu lieu après l'installation et la consolidation de la démocratie politique et de l'économie de marché. En Asie, au contraire, la requête des droits des minorités coïncide souvent avec la transition vers la démocratisation. Au cours de la démocratisation, l'idéologie des droits de l'homme et de la liberté a donné naissance aux revendications des groupes minoritaires contre la poursuite de l'État d'une homogénéité culturelle et d'une domination structurelle. Ce faisant, le concept de multiculturalisme est intrinsèquement lié au modèle de liberté et de droits de l'homme, et il est considéré comme un symbole de modernité.

5. Catégories des minorités : selon les théories occidentales du multiculturalisme, les minorités ethniques sont divisées en trois types, en fonction des revendications particulières de

chaque groupe, comme mentionné plus haut : a) peuples autochtones ; b) minorités nationales ; c) groupes d'immigrés. D'après Kymlicka, la pertinence de l'application de ces distinctions à la situation asiatique s'avère problématique. Par exemple, des tribus montagnardes en Thaïlande ou au Bangladesh sont catégorisées par les théoriciens comme des peuples autochtones dont la situation, tant au niveau de leur culture traditionnelle que de leur marginalisation politique et économique, est semblable à celle des autochtones des Amériques. Toutefois, ils sont des arrivants relativement nouveaux dans le pays et ils ne disposent pas de lien historique avec le territoire. En outre, le terme de « travailleurs migrants » a une connotation différente en Asie. Dans le contexte du système de « *guestworker* », ces minorités asiatiques se trouvent souvent au milieu, entre les notions d'immigrés et d'« esclaves modernes », dont nous parlerons ultérieurement.

En plus de ces cinq facteurs cruciaux élaborés par Kymlicka et He, qui distinguent l'adoption du multiculturalisme en Asie de celle en Occident, l'ampleur du nombre de la population immigrée et celle du rôle joué par les normes internationales exercent également des influences significatives. Des organisations internationales, telles que l'ONU et le Conseil de l'Union Européenne, jouent un rôle important dans l'établissement de normes — parmi ces normes, on trouve la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales et la Convention des Nations unies sur les droits des travailleurs migrants — et elles encouragent leurs États-membres à les respecter.

Il faut noter que le Conseil de l'UE dispose de plus de force de contrainte envers ses États-membres que l'ONU. La pénurie, à la fois d'institutions puissantes supranationales équivalentes à celles de l'UE en Asie et d'engagement en ce qui concerne les droits des minorités au sein de l'ASEAN — l'organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est —, limite l'avancée de ces pays asiatiques en matière d'intégration régionale, de droits de l'homme et d'adoption de politiques multiculturelles. De plus, étant donnée sa situation diplomatique particulière, Taïwan ne peut adhérer ni à l'ONU, ni à l'ASEAN. Bien que Taïwan ait adopté des conventions internationales telles que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, suivant

les réglementations nationales pour montrer sa détermination à respecter les normes internationales, la pression et l'influence des organisations transnationales à l'égard des droits des minorités atteignent plus difficilement l'île.

En outre, n'étant ni d'anciens colonisateurs, ni au centre du développement économique mondial, les vagues d'immigrés vers les pays de la région asiatique — que ce soient des réfugiés, des demandeurs d'asile ou des immigrés économiques — se révèlent moins importantes que celles vers les pays occidentaux. Ceci couplé avec un contrôle strict aux frontières et une procédure de sélection des immigrés, les pays asiatiques constatent relativement rarement de larges flux d'immigrés, ce qui circonscrit l'impact structurel et direct qu'ils ont sur les sociétés d'accueil. Les éléments mentionnés ci-dessus font ressortir clairement les raisons pour lesquelles le multiculturalisme a une influence et une connotation différentes en Asie par rapport aux pays occidentaux.

En somme, la politique du multiculturalisme est un concept politique servant à gouverner les conflits ethniques, qui, selon Kymlicka, ne sont pas seulement des conflits relatifs au pouvoir et aux intérêts socio-politiques et culturels, mais aussi à l'idéologie, aux exigences de la justice et de la norme précisant les droits que ces peuples sont autorisés à avoir, qui leur sont dus ou qu'ils « méritent » d'avoir. Elle permet aux acteurs concernés de formuler des idées sur la citoyenneté, les droits de l'homme, le statut de leur nation, l'histoire, la tradition, la souveraineté et sur « l'autochtonisme<sup>18</sup> », tout en défendant leurs revendications.

Néanmoins, le multiculturalisme étant un concept interdisciplinaire recouvrant plusieurs domaines académiques, sa définition floue et vaste entraîne parfois une ambiguïté quant à sa signification. Augie Fleras (Fleras & Elliot, 2002), un professeur canadien spécialiste des relations raciales et ethniques, du Multiculturalisme, de la théorisation des problèmes sociaux et de la communication des médias de masse, remarque que le terme « Multiculturalisme » pourrait

---

<sup>18</sup> L'autochtonisme est un mouvement de pensée apparu dans les années 1970. Il critique non seulement la domination, le contrôle, voire l'exploitation du gouvernement du Kuomintang nationaliste au moyen de la structure politique, mais aussi l'hégémonie de la culture han, qui leur impose d'apprendre le mandarin et d'oublier leur propre histoire.

être envisagé en fonction de dimensions différentes. Selon la façon dont il est défini, il serait donc : a) un fait empirique (ce qui est) ; b) une idéologie (ce qui doit être) ; c) une politique d'État (ce qui est proposé) ; d) une pratique (ce qui est en réalité) ; ou e) un discours critique (ce qu'il faut être). En d'autres termes, le multiculturalisme pourrait être à la fois un idéal abstrait, un dispositif pragmatique, une conduite pratique et une base de la critique discursive.

## *Le Multiculturalisme dans le contexte taïwanais*

### **Historique de Taïwan et son statut unique**

L'objet de ce travail de recherche est une île-nation située en Asie de l'Est, abritant une population de 23 millions d'habitants : Taïwan, la République de Chine. En termes de PIB, Taïwan a été classé en 2016 au 22<sup>e</sup> rang mondial par le Fond Monétaire International<sup>19</sup>. À de nombreux égards, Taïwan s'avère être un « pays » solide et puissant, bien qu'ignoré et exclu par l'ensemble de la société internationale.

Afin d'appréhender la situation compliquée et la position délicate de Taïwan au niveau tant national qu'international, il est important d'en connaître le contexte géopolitique. Taïwan est devenu une colonie de l'empire du Japon suite au traité de Shimonoseki de 1895, signé à l'issue de la première guerre sino-japonaise de 1894 perdue par l'empire Qing. Cinquante ans plus tard, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Tchang Kaï-Chek, l'homme d'État du Kuomintang (KMT), a revendiqué le retour de tous les territoires annexés par l'empire japonais, incluant Taïwan et les îles Pescadores, comme condition pour la capitulation du Japon. Le document de reddition a été signé à la mairie de Taipei le 25 octobre 1945 et a confié à Chen Yi du KMT la charge de finaliser la rétrocession. Ce jour-là a été proclamé par le KMT comme le « jour de la rétrocession de Taïwan ».

---

<sup>19</sup> <http://statisticstimes.com/economy/projected-world-gdp-ranking.php> (Consulté le 18/05/2016)



Cependant, il n'est pas exempt de polémique. Des indépendantistes taïwanais, les universitaires J. I. Charney et J. R. V. Prescott, ainsi que le président américain Harry S. Truman, soutenaient que le statut légal de Taïwan était indéterminé, considérant qu'aucun traité d'après-guerre n'avait explicitement cédé la souveraineté de l'île à un quelconque État. Les sympathisants de l'indépendantisme considèrent par conséquent cette date comme le début de l'occupation et de l'oppression imposées par le parti autoritaire du KMT sur l'île et choisissent donc de ne pas fêter ce jour.

En 1949, suite à sa défaite contre le parti communiste pendant la guerre civile en Chine continentale, le KMT s'est enfui à Taïwan, où il a entamé sa gouvernance sur l'île. Les mesures coercitives du KMT et de son armée ont engendré l'incident du 28 février 1947<sup>20</sup>, lors duquel des milliers de Taïwanais de souche ont été massacrés par l'armée du Kuomintang sur ordre des élites politiques en provenance du continent. Pour réprimer le soulèvement populaire et récupérer le continent chinois, le KMT a mis en place les *dispositions temporaires pendant la période de rébellion communiste*<sup>21</sup> en 1948. Ensuite, en 1949, la loi martiale a été promulguée. Celle-ci n'a été levée qu'en 1987 par le président Chiang Ching-Kuo, soit trente-huit ans plus tard. Aussi, la durée de l'imposition de la loi martiale par un seul régime à Taïwan est la plus longue au monde. Après la levée de la loi martiale, le président Lee Teng-Hui a mené des réformes à la fois structurelles et constitutionnelles, grâce auxquelles le pays a été en mesure de se démocratiser et de procéder à la première élection générale en 1996.

---

<sup>20</sup> Cet incident est connu comme le « massacre 228 ». Deux ans après la prise de la tutelle dictatoriale du KMT sur Formose en 1945, le mécontentement du peuple taïwanais atteignait son paroxysme. Le 27 février 1947, des inspecteurs du bureau du monopole gouvernemental du tabac effectuaient des contrôles ; ils ont confisqué des cigarettes de contrebande à une femme en la malmenant. Des affrontements ont commencé lorsque des passants sont intervenus ; un homme a été tué par balle. Dès le lendemain, l'indignation résultant de cet incident a entraîné des manifestations de rue contre le gouvernement nationaliste. Le soulèvement a été violemment réprimé par le KMT, qui a donné l'ordre de tirer sur la foule de manifestants. Les estimations du nombre de morts varient entre 10 000 et 30 000 individus. Pendant des décennies, l'incident tragique est demeuré un tabou national. En 1995, le président de l'époque, Lee Teng-hui, a présenté des excuses publiques aux familles des victimes.

<sup>21</sup> Les Dispositions temporaires sont un amendement de 1948 à la Constitution de la République de Chine par le Kuomintang et ont été retirées par Lee Teng-Hui en 1991. Elles permettaient au président de ne pas appliquer la Constitution afin de réunir des forces pour lutter contre les communistes en Chine continentale.

À partir de la fin des années 1970 et du début des années 1980, Taïwan a connu une nouvelle phase de flux migratoires, non seulement en provenance de Chine continentale, mais également des pays d'Asie du Sud-Est. Cette dernière vague migratoire revêt principalement deux formes : l'une se compose de la main-d'œuvre migrante arrivée durant la période de prospérité qu'a connue l'économie taïwanaise, tandis que l'autre s'avère d'origine matrimoniale. Le trait commun caractérisant ces deux types d'immigration réside dans le fait qu'elles répondent à des besoins de la société taïwanaise, que ces derniers soient relatifs aux exigences de l'industrie ou à une pénurie de femmes résultant de facteurs à la fois historiques et structurels.

Ces nouveaux immigrants ont marqué un bouleversement intrinsèque du paysage démographique et des relations inter-ethniques de l'île. Dès les années 1990, la « guerre froide » entre le gouvernement nationaliste de Taïwan et le gouvernement communiste de Chine continentale a pris fin en raison de l'influence croisée de la modernisation et de la mondialisation en matière d'échanges interdépendants. Face à l'augmentation de la proportion d'immigrés dans la société taïwanaise — que ce soit la main-d'œuvre migrante, les mariées étrangères ou les réfugiés — le gouvernement insulaire a entamé dès les années 1990 une série de mesures visant à redéfinir les frontières géographiques et la citoyenneté entre Taïwanais de souche et Continentaux, dans le but de bâtir un État-nation qui aiderait à renforcer une souveraineté malheureusement perdue au sein de la société internationale.

## **Formation discursive du multiculturalisme à Taïwan**

La formation discursive du multiculturalisme dans le contexte taïwanais a commencé à prendre forme dans les années 1950, conduite par une série de mouvements politiques et sociaux, dont nous allons discuter plus longuement ultérieurement. Michel Foucault a conceptualisé cette méthodologie de la formation discursive. Dans *L'Archéologie du Savoir*, il explique comment des connaissances systématiques et des déclarations sérieuses peuvent mener à une structuration des espaces sociaux par la différenciation des discours. Ainsi, il montre comment certains savoirs s'imposent au fil du temps comme une « vérité » autoritaire par accumulation de

corpus. Dans le cadre de ce travail de recherche, il s'agira d'envisager comment les discours apportés par des mouvements liés à la (re)construction des rapports sociaux ont pu converger et contribuer à l'avènement du multiculturalisme à Taïwan.

Les facteurs rapportés par Kymlicka et He, qui distinguent les modèles du multiculturalisme en Asie de ceux de l'Occident, sont également présents à Taïwan :

1. L'héritage du colonialisme : l'administration japonaise a eu recours à la tactique de contenir l'ethnie des Han avec les populations autochtones durant la période de colonisation à Taïwan. Le colonisateur allouait ainsi des ressources éducatives et matérielles et des positions militaires aux tribus autochtones dans l'objectif de réprimer l'influence des Han et de garantir la sécurité territoriale. Après la rétrocession, le gouvernement du KMT a confisqué les territoires ancestraux des populations autochtones et a interdit l'utilisation des noms et des langues autochtones, afin de restreindre leur développement et de centraliser le pouvoir.

6. L'héritage des hiérarchies précoloniales : ce phénomène paradoxal a eu lieu à Taïwan après la rétrocession, alors que le régime du KMT considérait que le groupe ethnique Han, cultivé et éduqué, devait exercer un contrôle patriarcal sur les minorités « non civilisées » — les Taïwanais, les Hakkas et les autochtones —, en pratiquant notamment l'exclusion de toute forme d'autodétermination et en interdisant l'utilisation des dialectes afin de promouvoir la culture chinoise « authentique ».

7. Sécurité géopolitique : le cas des épouses chinoises à Taïwan nous permet de constater un élément géopolitique. Suite à l'arrivée du KMT à Taïwan en 1949, chassé du continent par les Communistes, les Chinois du continent installés sur l'île étaient souvent perçus comme des espions qui envisageaient de s'introduire dans le système de défense nationale de Taïwan ; après la démocratisation taïwanaise, la population chinoise a été perçue un des éléments perturbateurs de la démocratie et de l'identité nationale de Taïwan. En d'autres termes, les tensions existant dans les relations interdétroit ont entraîné un resserrement et une limitation des droits des immigrants chinois à Taïwan, notamment pour ce qui est de l'obtention de la citoyenneté, de droits culturels et de droits politiques.

8. *Sequencing issues* : le processus de démocratisation n'a été mis en place qu'à la levée de la loi martiale en 1987, au milieu de l'essor des mouvements socio-politiques et de la crispation des relations interethniques. Selon *Multiculturalism in Asia*, tenter d'adopter le multiculturalisme au milieu de la transition démocratique a pu soulever des enjeux difficiles qui n'étaient pas présents dans la plupart des cas occidentaux. Sans présence ou fonctionnement correct d'institutions visant à assurer une citoyenneté égale pour tous les individus, les minorités risquent d'utiliser leurs droits collectifs afin de nier les droits accordés aux membres des autres communautés. Quand il manque une protection ferme des droits civils et politiques de tous les individus, les minorités nouvellement dotées de pouvoir risquent de reproduire les modèles d'exclusion qu'ils ont subis auparavant. Ceci s'avèrera être le cas à Taïwan.

La communauté taïwanaise, après avoir repris le pouvoir en 2000 avec le président Chen, a commencé à valoriser les cultures locales en excluant et en dévaluant la culture de la communauté continentale (les *mainlanders*). En accusant le gouvernement du KMT d'être responsable de l'Incident du 28 février, de l'oppression de classe et de la terreur blanche<sup>22</sup>, la communauté continentale a fait l'objet d'une stigmatisation sous le nationalisme taïwanais. Cela ne signifie pas que l'adoption du multiculturalisme doit être fondée sur la consolidation de la démocratie et que les deux ne peuvent se dérouler simultanément, mais que le *sequencing* des réformes politiques est également un facteur essentiel.

### **Définition de l' « Intégration » dans le contexte socio-politique de Taïwan**

Le terme « intégration » n'a jamais été défini officiellement par l'État taïwanais et il n'y existe pas d'institution en charge de la promotion de l'intégration nationale comme dans certains

---

<sup>22</sup> La Terreur blanche à Taïwan a commencé deux ans après le « massacre 228 », lorsque Tchang Kai-Chek a instauré la loi martiale en 1949. Durant la Terreur blanche, environ 140 000 Taïwanais ont été emprisonnés, principalement des intellectuels et des membres de l'élite sociale taïwanaise, en raison d'une suspicion fondée ou infondée de résistance au KMT, ou de leur sympathie pour le Parti communiste. Entre 3000 et 4000 d'entre eux ont été exécutés. La loi martiale est restée en place jusqu'au 15 juillet 1987.

pays occidentaux, notamment la France. En traçant l'utilisation de ce mot, nous pouvons constater que sa notion et l'objet auquel il réfère ont évolué au fil du temps.

Le concept de l'intégration interethnique a émergé à Taïwan dans les années 1990, peu après la levée de la loi martiale en 1987, pour définir la relation entre les *Benshengren* — les Taïwanais natifs arrivés à partir du XVIIe siècle — et les *Waishengren* — les Continentaux arrivés après 1945. Autrement dit, au tout début, l'intégration n'a pas été appliquée dans le but d'accueillir la population issue de l'immigration, mais pour traiter les tensions entre les deux communautés, qui ont été dans une certaine mesure attisées par la mobilisation des partis politiques.

À la fin des années 1980, au vu de l'histoire et du contexte politique unique de Taïwan, des universitaires ont entrepris une enquête sur l'identité nationale. À cette époque, les études au sujet de l'ethnie, de l'État-nation et de la politique identitaire occupaient le centre des recherches socio-politiques. Le concept d'intégration était alors principalement utilisé pour parler de l'intégration entre « sheng » — les provinces d'origine.

Populaire, ce terme a été employé par des universitaires avant de circuler dans les rhétoriques politiques, sans jamais être défini clairement. Il a été utilisé afin de désigner une belle vision de l'harmonie ethnique, par opposition à la ségrégation et à l'hostilité sociale qui résultaient du Massacre du 28 février 1947 et de la Terreur blanche (à partir de 1949), quand le KMT autoritaire et les élites continentales dominaient la structure et l'accès aux ressources.

En 1993, le PDP, le parti d'opposition d'alors, a publié son Livre blanc sur les politiques ethniques et culturelles. Ce Livre blanc, intitulé « Relations et culture de l'intégration ethnique pluraliste », a placé le pluralisme comme idéal des relations interethniques.

Wang Fu-Chang, éminent sociologue de l'Academia Sinica, a décrit qu'à partir des années 1980, le concept d'ethnie a été orienté vers le pluralisme ethnique, qui défend l'idée « différent

mais égal<sup>23</sup> ». Wang dit que la relation inter-communauté idéale dans une société doit maintenir la différence et la coexistence pluraliste. Le plus important est que les Taïwanais ont commencé à considérer que l'État avait le devoir de partager la singularité culturelle de ces ethnies.

Paradoxalement, le terme « intégration » peut parfois être négatif dans le contexte taïwanais et quasiment équivalent de l'« assimilation ». En 2004, le PDP, alors parti au pouvoir, déclarait dans la Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale que l'État devait « abandonner la politique assimilationniste et intégrationniste et envisager la coexistence et la prospérité<sup>24</sup> ». Il a mis avant la politique du multiculturalisme et a renoncé à la politique d'assimilation ou d'« intégration unilatérale ». Nous en parlerons plus en profondeur ultérieurement.

Ambiguë, paradoxale et sans définition, l'implication de l'intégration à Taïwan peut être à la fois positive et négative selon le contexte : positive quand il s'agit d'éviter la discrimination et la ségrégation sociale ; négative quand il s'agit de l'assimilation qui conteste le respect et la coexistence culturelle de différentes communautés ethniques dans la société taïwanaise. Autrement dit, en contraste avec la France où le multiculturalisme est vu comme risquant de saper l'unité nationale que la politique intégrationniste s'efforce de cultiver, les notions du multiculturalisme et de l'intégration à Taïwan se complètent et se chevauchent parfois, et à un autre moment, le multiculturalisme est mis en avant pour éviter l'effet assimilationniste mené par l'intégration.

Il faut noter que dès les années 1980, au cours de la démocratisation, l'enjeu de l'ethnicité est toujours resté présent. Fier de constituer un pays démocratique basé sur les droits de l'homme, le gouvernement taïwanais s'efforce de mettre en œuvre des politiques du « multiculturalisme », qui proclament non seulement la protection de la culture des ethnies

---

<sup>23</sup> WANG, Fu-Chang (2013), « De la “classification ethnique” à la “relation idéale ethnique” : le changement du concept d'ethnie à Taïwan » (Tdl.), *Academia Sinica Newsletter*, n° 1448. Disponible à : <https://newsletter.sinica.edu.tw/reviews/knowledge/1448.pdf>

<sup>24</sup> « Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale » (Tdl.), Democratic Progressive Party, <https://www.dpp.org.tw/media/contents/1407> (MAJ le 26/09/2004)

minoritaires, mais également le développement des dispositifs promouvant leur droit à la communication. Ces mesures semblent convaincantes en théorie, mais on peut sérieusement douter de leur efficacité et de leur pertinence. Par ailleurs, la question : « qui est taïwanais ? », jusqu'aujourd'hui, revient de manière récurrente dans le débat au sujet des politiques migratoires à Taïwan. Dans la lignée des chercheurs taïwanais s'intéressant à la relation entre le « nationalisme » et le processus de l'élaboration des politiques en matière d'immigration, il apparaît nécessaire d'analyser comment le nationalisme et l'identité nationale peuvent exercer autant d'influence sur les politiques concernant l'immigration.

Afin d'appréhender le cadre spatio-temporel de l'arrière-pensée politique de Taïwan et les relations entre les politiques de l'État et les minorités ethniques, nous considérerons d'abord les politiques de l'État dès la première élection générale en 1988, sous les présidences successives de Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2016). Ce travail de recherche sera divisé en trois parties, correspondant chacune à une de ces trois présidences, selon un ordre chronologique. Chaque partie comporte quatre sous-parties — la première contribue à l'interprétation et l'application du concept de multiculturalisme ; la deuxième est axée sur les politiques migratoires et la représentation médiatique de la population issue de l'immigration ; la troisième est consacrée aux dispositifs et mesures du gouvernement liés au développement des médias d'immigration ; et la dernière s'adresse aux initiatives et aux réactions de la société civile.

## **PARTIE I. Président Lee Teng-Hui (1988-2000) : Les politiques multiculturalistes pour contenir l'agitation sociale?**

À la suite de la reddition des forces militaires japonaises après la Seconde Guerre mondiale et du transfert de Taïwan à la République de Chine en 1945, le gouvernement nationaliste du Kuomintang (KMT) a établi l'année suivante des dispositifs dans l'optique d'unifier le peuple, notamment un comité pour la promotion du mandarin et la prohibition de l'usage du japonais. Néanmoins, le massacre du 28 février 1947, dont nous allons parler ultérieurement, a non seulement compliqué, mais aussi faussé les relations entre les différentes ethnies.

À la suite de l'Incident du 28 février, puis de l'application de la loi martiale en 1949 et de la période de la Terreur blanche qui a suivi, de nombreuses libertés ont été supprimées, y compris le droit de rassemblement, de manifestation, de grève et de liberté d'expression. Au cœur du programme éducatif se trouvait l'idéologie chinoise, inculquée au travers de l'apprentissage de la géographie et de l'histoire de Chine, toujours dans le but de centraliser le pouvoir et de renforcer l'hégémonie culturelle de la Chine continentale.

Parallèlement, des opposants politiques et les dissidents exilés ont commencé à s'organiser à l'étranger, notamment au Japon et aux États-Unis. Ils revendiquaient à la fois une identité taïwanaise et un gouvernement démocratique. Les heurts politiques contre le régime autoritaire se sont intensifiées et des forces opposantes ont commencé à se former sur l'île. Le discours sur la composition multiethnique de Taïwan a également pris forme. Nous allons parler de ces mouvements et de comment ils ont encouragé l'apparition de la politique du multiculturalisme à Taïwan.

Après le décès de Tchang Kaï-Chek en 1975 — le chef militaire dirigeant le régime dictatorial de la République de Chine contre le communisme —, son fils Chiang Ching-Kuo est devenu le nouveau chef d'État. En maintenant le régime autoritaire et policier, Chiang Ching-Kuo a commencé à orienter l'État vers une libéralisation progressive du régime politique et favorisé la levée de la censure des médias et de l'expression publique. En 1987, il a contribué à



la levée de la loi martiale en vigueur depuis 1949. Chiang Ching-Kuo a également encouragé la participation des Taïwanais à l'administration et au KMT, parmi lesquels se trouvait Lee Teng-Hui.

Lee Teng-hui est le premier président de la République de Chine à être un natif de Taïwan. Alors qu'il était vice-président, après le décès du président Chiang Ching-kuo en 1988, il a remplacé ce dernier jusqu'à la fin du mandat présidentiel. Lee Teng-Hui a été élu par l'Assemblée nationale en 1990, avant d'être réélu lors de la première élection présidentielle démocratique, qu'il a lui-même supervisée<sup>25</sup>. Durant sa présidence, Lee a non seulement poursuivi de nombreuses réformes politiques lancées par son prédécesseur, mais en a également élargi la portée. Ses efforts ont consisté à encourager le mouvement de la localisation taïwanaise, ou « mouvement de taïwanisation ».

Le mouvement de localisation, également connu sous le terme de « taïwanisation », a mis en valeur les diverses cultures de l'île et est allé à l'encontre de l'hégémonie culturelle, ainsi que de la structure des colonisateurs japonais ou chinois. Au lieu de rester une simple variante culturelle du Japon ou de la Chine, ce mouvement a été entrepris dans une optique taïwano-centrée et a affirmé la spécificité et la singularité de la culture locale taïwanaise, composée des Taïwanais, des Hakkas et des groupes autochtones. Cependant, l'objectif n'était pas d'éliminer la culture han ou japonaise, mais de les intégrer comme des éléments enrichissant l'ensemble de la culture taïwanaise. La taïwanisation est une initiative ascendante qui n'a pas eu lieu à une période spécifique et a reçu des connotations différentes en fonction des périodes. Durant l'occupation japonaise, la localisation permettait de lutter contre l'hégémonie du Japon, tandis qu'après l'arrivée du KMT, ce mouvement a visé à combattre la domination injuste du régime autoritaire.

La présidence de Lee Teng-Hui représente une période symbolique et significative en matière de transition dans la démocratisation taïwanaise. Durant son mandat, il s'est efforcé non seulement de traiter la crispation entre les Taïwanais de souche et les Continentaux, mais aussi

---

<sup>25</sup> Décédé le 30 juillet 2020, Lee Teng-Hui est appelé par les médias français et mondiaux « M. Démocratie » de Taïwan.

de gérer, voire de modifier les rapports de pouvoir entre les ethnies locales et les Continentaux qui dominaient au plan politique, économique et culturel.

## ***Chapitre 1 :***

### ***Construire l'« unité » dans une situation de complexité ethnique***

La teneur de l'action du président Lee Teng-Hui a conduit ses partisans à le considérer comme « le père de Taïwan ». Ses adversaires, au contraire, l'ont accusé de s'ériger secrètement comme le défenseur de l'indépendance insulaire, au détriment de la stabilité interdétroit. En 2000, à l'issue de son mandat, Lee a rejoint la fondation de l'« Union pour la solidarité de Taïwan », un parti politique défendant l'indépendance de l'île. Il est donc perçu comme le « chef spirituel » de ce mouvement. Dans ces conditions, son exclusion du Kuomintang la même année était devenue inévitable.

Avant son accession au pouvoir, la société taïwanaise connaissait déjà des mouvements sociaux clandestins depuis une trentaine d'années, qui ont conduit à la création en 1986 du parti d'opposition — le Parti démocrate progressiste (PDP) —, ainsi qu'à l'éclosion d'un milieu social plein d'énergie et de dynamisme. Dès sa création, la première mission du PDP a consisté à faire adopter un amendement constitutionnel concernant des questions telles que le remaniement territorial, l'acceptation ou le rejet de l'héritage de l'ancienne souveraineté, le choix du système politique et une redéfinition du rôle de l'Assemblée nationale, qui représentait toujours l'ensemble des provinces de la Chine continentale. Lors de son élection en 1990, le président Lee a promis de lancer une série de réformes démocratiques et de mettre fin à la période de « rébellion communiste », un terme politique utilisé lors de la période d'État d'urgence afin de réprimer l'influence résiduelle du parti communiste à Taïwan.

#### **1.1. Contexte historique pour la formation discursive du « multiculturalisme »**

Le fait que Taïwan soit historiquement un pays d'immigration n'a pas donné lieu mécaniquement à l'émergence d'un « multiculturalisme ». La mise en place de politiques en faveur du multiculturalisme n'a pas constitué non plus un choix politique dès le début de la levée de la loi martiale en 1987. À Taïwan, le processus des politiques multiculturalistes a revêtu la forme d'actions et de discours systématisés à partir des années 1990. Selon le point de vue de Chang Mau-Kuei, éminent spécialiste taïwanais des mouvements politiques et sociaux, des relations ethniques et de la question du nationalisme, cette construction d'un nouvel imaginaire communautaire de soi au travers du discours du multiculturalisme nécessitait des agents en provenance des ethnies minoritaires, c'est-à-dire des acteurs autonomes, qui désiraient (re)définir la structuration des rapports de forces ethniques (Chang Mau-Kuei, 2009 : 8-9). Il est par conséquent pertinent d'examiner l'apparition de ces acteurs et des mouvements sociaux qu'ils menaient, et de voir comment ces mouvements ont conduit à une formation du discours du multiculturalisme. Vu sous cet angle, une démarche s'impose : la nécessité d'explorer non seulement le moment et le contexte dans lequel le discours concernant les ethnies taïwanaises a pris forme, mais aussi d'étudier comment la politique multiculturaliste est devenue un puissant levier politique.

L'origine directe et identifiable de cette politique remonte au déclenchement d'un mouvement organisé par les militants autochtones en 1997. Toutefois, le résultat s'est traduit par une convergence des efforts revendicatifs de la part d'une diversité d'acteurs à des époques distinctes. Concernant la chronologie de cette question, Chang Mau-Kuei<sup>26</sup> distingue cinq courants principaux qui se chevauchent et se rejoignent :

- des années 1950 à 1987 : les mouvements outre-mer luttant pour l'indépendance ;
- des années 1960 à 1986 : les mouvements de l'opposition insulaire (mouvement *Dangwai*<sup>27</sup>) ;
- des années 1980 à aujourd'hui : les mouvements dits de la « rédaction de la Constitution » ;

---

<sup>26</sup> CHANG, Mau-Kuei (2002a), « La formation et les défis du multiculturalisme et le discours multiculturel à Taïwan » (Tdl.), Hsueh, Tien-Tung (ed.), *Taiwan's future*, pp. 223-273.

<sup>27</sup> Se référer à Samia Ferhat-Dana, *Le Dangwai et la démocratie à Taïwan. Une lutte pour la reconnaissance de l'entité taïwanaise (1949-1986)*, Paris, L'Harmattan, 1998, 417p.

- de 1983 aux années 2000 : les mouvements revendiquant les droits collectifs des autochtones ;
- de 1987 aux années 2000 : les mouvements revendiquant les droits collectifs des Hakkas.

Ces mouvements ne constituent pas à proprement parler le cœur de la thèse ; c'est pourquoi l'on se contentera de rapporter leur histoire de manière relativement succincte. Cependant, ce bref aperçu nous permettra de mieux appréhender comment ces courants ont pu participer à une convergence et à la naissance d'une politique promouvant le multiculturalisme.

### **1.1.1. Mouvements indépendantistes ultramarins : Embryon d'un discours nationaliste taïwanais**

À partir de 1949, à la suite du massacre du 28 février, le climat politique à Taïwan s'est brutalement obscurci à cause de la « Terreur blanche » et de la promulgation de la loi martiale par le Kuomintang (KMT). Chassé de Chine continentale, le gouvernement nationaliste a mis en place une série de mesures de répression politique à l'encontre des intellectuels taïwanais qui s'étaient rebellés. Les « Dispositions temporaires »<sup>28</sup> et la loi martiale ont permis au président d'adopter des décrets sans passer par le Parlement, notamment ceux concernant l'interdiction du dialecte « taïwanais »<sup>29</sup> — de même origine que la langue des Hoklos, elle est parlée par la majorité de la population insulaire —, afin de promouvoir le mandarin. Les dissidents locaux et l'identité taïwanaise ont ainsi été sévèrement réprimés par le parti nationaliste du KMT au cours de la « Terreur blanche » (1949-1987), période pendant laquelle le gouvernement autoritaire a pris entièrement le contrôle sur l'île afin d'éliminer des individus, principalement des intellectuels résistant au régime.

---

<sup>28</sup> La période de mobilisation pour la suppression de la rébellion communiste a été déclarée à Taïwan par le gouvernement du Kuomintang en 1947, durant la guerre totale contre les communistes de Chine continentale. Un amendement constitutionnel a donné naissance aux « Dispositions temporaires », qui ont permis de centraliser et de renforcer le pouvoir du gouvernement. Le président Lee Teng-Hui a mis fin à cette période en 1991.

<sup>29</sup> Cette appellation a été attribuée par le gouvernement japonais à l'époque de la colonisation japonaise, afin de distinguer la langue locale de la langue officielle, c'est-à-dire le japonais.

Si certains opposants ont été obligés de partir de Taïwan pour assurer leur survie, ce climat répressif a dans le même temps contribué à l'émergence, depuis la fin des années 1950, d'un mouvement social et politique proprement taïwanais. Celui-ci s'est posé en partisan de l'indépendance du pays contre la colonisation de l'île par le gouvernement chinois en exil. C'est dans ce contexte qu'a été établi en 1970 le *World United Formosans for Independence* par quatre organisations d'outre-mer promouvant depuis les États-Unis, à New York, l'indépendance de Taïwan.

En 1975, un des anciens présidents du *World United Formosans for Independence*, Koh Se-Kai, a rédigé le « *Draft Constitution of the Republic of Taiwan* ». Il s'agit du premier document traitant de la question de la composition ethnique et politique des Taïwanais, qui a fortement influencé les constructions conceptuelles sur le multiculturalisme formulées ultérieurement. En effet, le troisième article de ce projet constitutionnel stipule :

La population de la République de Taiwan, étant donné les différences de langues et des périodes d'immigration, pourrait être catégorisée en quatre groupes culturels sur base linguistique : les langues malayo-polynésiennes, les langues hoklos, les langues hakkas, les langues de Pékin. Les citoyens peuvent choisir et décider librement du groupe auquel ils appartiennent. [...] Aucun groupe ne saurait être discriminé, ni réprimé, par les autres groupes culturels.<sup>30</sup> (Tdl.)

L'influence du « discours des quatre ethnies » s'est avérée si forte qu'il continue à être appliqué dans les mouvements dits de la « rédaction de la Constitution », depuis les années 1980. Il a fallu attendre l'abolition des « Dispositions temporaires » et la levée de la loi martiale en 1987 pour que les dissidents exilés à l'étranger soient autorisés à retourner à Taïwan et puissent continuer à contribuer aux mouvements sociaux œuvrant contre la répression du gouvernement.

D'un côté, ce premier discours contemporain autour de la construction de l'identité taïwanaise a constitué une des modalités de la lutte contre la répression qu'a connue la population locale durant la période de la colonisation japonaise, puis sous la dictature du régime nationaliste

---

<sup>30</sup> « Draft Constitution of the Republic of Taiwan (Koh Se-Kai's version) », *Focusing Constitution*. En ligne : <https://pse.is/LL2ER> (Consulté le 02/05/2017)

du KMT. D'un autre côté, il s'inscrit dans le mouvement de la lutte émancipatrice anticoloniale qui a marqué la scène internationale depuis le XX<sup>e</sup> siècle. Une des revendications de ces militants réfugiés à l'étranger était que l'ethnie taïwanaise, réprimée par le gouvernement « chinois », devait renverser ce dernier et retrouver son identité.

### **1.1.2. Mouvements d'opposition insulaires : apparition du débat public sur l'identité nationale**

Au début, l'objectif des mouvements insulaires d'opposition politique — mouvement *Dangwai* (littéralement : « en dehors du parti dominant ») — était de lutter contre la domination et la dictature du Kuomintang et de participer aux élections locales en vue de changer la situation à l'intérieur du système politique. Face à la répression politique du régime nationaliste, à l'origine, l'influence du mouvement *Dangwai* s'est trouvée limitée et fragmentée, et s'est répandue en parallèle de la mobilisation des mouvements d'indépendance ultramarins.

En 1979, le *Formosa Magazine* a été créé par des personnalités du mouvement *Dangwai*. Malgré les attaques dont certains membres ont été victimes — comme des agressions physiques et la destruction de leurs locaux — en seulement deux mois, la popularité de ce mouvement s'est rapidement propagée dans le grand public. Le 10 décembre de cette même année, la revue a organisé un rassemblement à Kaohsiung, la seconde plus grande ville de Taïwan, située au sud de l'île, pour célébrer la 41<sup>e</sup> Journée internationale des droits de l'Homme. Cependant, prétextant une volonté de faire respecter le couvre-feu, les forces de l'ordre ont entièrement encerclé ce rassemblement pacifique. À la fin, des brigades anti-émeutes ont même été déployées pour le réprimer. Le lendemain, 152 personnes appartenant au mouvement *Dangwai* ont ainsi été arrêtées, 8 parmi elles ont été condamnées pour crime de rébellion au titre du Code militaire et une centaine pour crime de droit commun. Connue comme l'« Incident de Formose », cet incident a non seulement attiré l'attention des défenseurs internationaux des droits de l'Homme, mais a plus largement sensibilisé les citoyens taïwanais à la possibilité d'emprunter une voie potentielle de démocratisation.

Entre 1983 et 1984, des intellectuels, des écrivains et des militants ont initié un débat idéologique sur l'identité nationale insulaire par l'intermédiaire de la revue *Dangwai*. Ce débat autour de la conscience de soi des Taïwanais et de la relation entre les identités taïwanaise et chinoise a été désigné ultérieurement comme un débat idéologique entre le « complexe taïwanais » et le « complexe chinois ». En outre, ce premier débat public sur l'identité nationale, en tant que questionnement central au sein de la sphère politique du pays, allait servir de base idéologique pour le discours au sujet de la « taïwanisation ».

Résultat du regroupement des militants du *Dangwai* et des défenseurs de la démocratie, le premier parti d'opposition, le « Parti démocrate progressiste » (*Democratic Progressive Party*, PDP) a été fondé en 1986. L'année suivante, la décision du président d'alors, Chiang Ching-Kuo, fils de Tchang Kai-Chek, de lever la loi martiale en vigueur depuis 1949, a marqué un grand pas en avant vers des réformes démocratiques à Taïwan.

### **1.1.3. Mouvements pour la rédaction de la Constitution : réformer pour s'adapter à la nouvelle réalité politique**

En 1988, le président Chiang Ching-Kuo est décédé au cours de son mandat et le vice-président, Lee Teng-Hui, lui a succédé. Le premier problème rencontré durant cette période a été de déterminer comment ce pays post-dictatorial et post-colonial pouvait revenir à un régime normal. Ensuite, s'est posée la question suivante : était-il pertinent que l'État insulaire hérite du système constitutionnel de la République de Chine élaboré avant la retraite du gouvernement nationaliste sur l'île ? Ce questionnement se posait particulièrement concernant la souveraineté — du territoire, de la structure politique et de la vie parlementaire. Bénéficiant d'un mandat d'une durée indéfinie à l'assemblée nationale depuis leur arrivée sur l'île, certains représentants et militaires de haut rang étaient devenus un lien symbolique avec l'ancienne souveraineté de la République de Chine. Par conséquent, la transformation de la structure du régime constitutionnel, afin de le mettre au diapason des réalités nationales (cette volonté pouvait se traduire par la dissolution de l'Assemblée nationale), s'est trouvée au centre d'une nouvelle bataille politique.

En 1988, le PDP a annoncé le début d'un mouvement dit de la « nouvelle Constitution de Taïwan ». L'année suivante, Cheng Nan-Jung, fondateur et éditeur de plusieurs magazines d'opposition, a été incarcéré, car il avait publié un « projet de Constitution de la République de Taïwan ». Résolu à défendre la liberté d'expression, Cheng Nan-Jung a décidé de s'immoler par le feu. Sa veuve, Yeh Chu-Lan, est devenue plus tard un fervent défenseur du nationalisme taïwanais et du discours des « quatre ethnies », mis en avant dans le projet de constitution taïwanaise. Ensuite, en 1990, le PDP a établi un « comité du mouvement de rédaction constitutionnelle ». Selon eux, l'élaboration d'une Constitution représentait non seulement l'espoir d'une transformation démocratique, mais avait également pour conséquence la nécessité de redéfinir la souveraineté *de facto* de Taïwan.

Suite à de multiples manifestations, mouvements sociaux et autres mobilisations du PDP, ainsi qu'à des débats publics, le « *Draft Constitution of Taiwan* » a été approuvé au sein de groupes représentatifs et universitaires du pays. L'article 24 énonce ainsi que « les politiques du pluralisme culturel et multilingue doivent être protégées. Il n'est pas légal d'imposer l'emploi d'une langue unique, ni de discriminer les autres langues. » (Tdl.)

En vue d'adopter une vision globale sur la définition des Taïwanais et de gagner des électeurs médians, le PDP a rédigé le *Livre blanc global*<sup>31</sup> en 1993. Dans son chapitre intitulé « politiques ethniques et culturelles » (Tdl.), le PDP déclare que l'intégration pluraliste constituera la ligne directrice cruciale de sa gouvernance des relations multiculturelles et multi-ethniques à Taïwan. Le concept de l'intégration pluraliste du PDP comprend les deux points suivants<sup>32</sup> :

1. Une nation ne se compose pas obligatoirement d'une ethnie unique. Concernant le cas de Taïwan, une politique de la mono-ethnie tend à être oppressive envers les minorités. L'État devra non seulement admettre la singularité et l'irremplaçabilité culturelles des différents groupes ethniques, mais aussi encourager et préserver le développement multiculturel de chaque ethnie ;

---

<sup>31</sup> Parti démocratique progressif (1993), *Livre Blanc des politiques du PDP : lignes directrices*.

<sup>32</sup> CHANG, Mau-Kuei (2009), *Les mouvements et politiques du Multiculturalisme à Taïwan* (Tdl.). En ligne : [https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10\\_taiwanduooyuanwenhua.pdf](https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10_taiwanduooyuanwenhua.pdf) (Consulté le 02/05/2017)



2. Pour éviter une tendance à l'isolement qui pourrait être induit par le pluralisme, en se basant sur le multiculturalisme, l'État devra aussi édifier une conscience civile, une conscience nationale et un esprit de communauté nationale à l'appui du concept de la citoyenneté.

En d'autres termes, les activistes d'outremer, les militants politiques locaux et les réformistes de la Constitution ont tous contribué, de manière collective et lors de différentes périodes historiques, à construire l'imaginaire de l'identité de l'ethnie taïwanaise, ainsi que celui d'une société dont le tissu est composé de différentes communautés ethniques. Parmi ces contributeurs, le président du KMT, Lee Teng-Hui, a joué un rôle décisif dans le processus de réforme démocratique à Taïwan<sup>33</sup>. En 1994, en réponse aux revendications de dissolution de l'Assemblée nationale, le président Lee a entamé sa procédure de démission. La révision constitutionnelle en cours, qui devait ouvrir la porte à une redistribution du pouvoir, a également contribué à ébranler davantage l'influence politique du KMT.

#### **1.1.4. Les mouvements des groupes autochtones : pour les droits collectifs**

L'étude des discours sur le multiculturalisme serait inadéquate sans la prise en compte de l'influence des actions sociales. Comme cela a été mentionné précédemment, le mouvement des groupes autochtones s'avère être le point déclencheur de l'amendement constitutionnel évoqué. En d'autres termes, la mise en œuvre de la politique multiculturelle a été fortement alimentée par la mobilisation et par les revendications des groupes ethniques, particulièrement de la part des autochtones. À partir des années 1980, des manifestations à petite échelle ont été organisées afin d'attirer l'attention du gouvernement sur des questions de survie. Ces enjeux comprenaient des dimensions socio-économiques et culturelles, notamment l'inégalité de l'emploi, le manque de ressources médicales et éducatives, la discrimination, la stigmatisation, l'interdiction de l'utilisation de leurs langues maternelles et de leurs noms autochtones, ainsi que l'exploitation illégale de leurs territoires.

Ce mouvement collectif et significatif résulte de trois facteurs principaux : premièrement, d'une opportunité structurelle et du climat politiquement agité à l'intérieur du pays peu avant la

---

<sup>33</sup> Jacinta HO Kang-Mei, MALLET Pierre (2005), *Lee Teng-Hui et la révolution tranquille de Taïwan* (Tdl.), Paris, L'Harmattan, p. 152.

levée de la loi martiale ; deuxièmement, de l'influence des mouvements internationaux des droits des autochtones ; troisièmement, de l'éveil de la conscience des intellectuels autochtones issus de la jeune génération. Quoiqu'il en soit, les mouvements sociaux des groupes autochtones ont constaté un tournant de leur histoire durant les années 1983 et 1985, lorsqu'un groupe de jeunes intellectuels autochtones s'est réuni et a fondé le magazine *High Green Mountain* (*Kao Shan Ching* en chinois, désignant le Mont Ali, où résident de nombreux groupes autochtones). L'année suivante, ils ont exprimé leurs préoccupations et ont revendiqué leurs droits, non seulement individuels, mais aussi collectifs — notamment la rectification de leur nom<sup>34</sup>, leur droit à l'auto-détermination, à l'intégrité territoriale et à leur identité culturelle.

Suite à ces mouvements, dont ceux concernant leurs revendications territoriales et la mise en réseau entre différentes organisations<sup>35</sup>, les groupes autochtones sont parvenus à un consensus sur leur souveraineté naturelle. Après avoir perdu des sièges lors des élections de 1995 au Congrès, la domination absolue du KMT s'est trouvée quelque peu en danger. Dès lors que les partis d'opposition avaient conclu une alliance, le soutien des députés autochtones du KMT s'est révélé crucial pour ce dernier afin de conserver la majorité. En échange de leur collaboration, un Conseil des peuples autochtones (*Council of Indigenous People*) a été créé en 1996.

L'année suivante, les manifestations autochtones contre l'oppression coercitive et la ségrégation politique du gouvernement nationaliste ont conduit à une révision constitutionnelle portant sur l'ajout de la « clause du multiculturalisme ». Cette même année, les représentants de l'Assemblée nationale de la République de Chine se sont rassemblés au Chung-Shan Hall, situé dans le Parc national du Mont Yangming, à Taipei. L'objectif de cette réunion était de réfléchir à la révision constitutionnelle. À cette occasion, les défenseurs des droits des autochtones ont

---

<sup>34</sup> Les systèmes de nomination des autochtones sont variés et différent de ceux pour l'ethnie han. Néanmoins, ils ont été sinisés au fur et à mesure depuis la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand l'Empire Qin donnait des noms comme récompense aux autochtones qui collaboraient avec l'Empire. Le régime japonais et le régime autoritaire du KMT leur ont également interdit d'utiliser leurs noms traditionnels. L'interdiction a été levée en 1995.

<sup>35</sup> Selon l'universitaire taïwanais d'origine autochtone Iwan Nawi (2005), il y aurait eu 196 manifestations autochtones entre 1991 et 1996.

organisé une manifestation, surnommée la « Marche 616 des autochtones au Château de Grass Mountain<sup>36</sup> » (Tdl.). Il s'agissait pour eux de demander certaines révisions constitutionnelles d'articles les concernant et ce, afin d'être reconnus légalement comme une « ethnie », de bénéficier de la protection de leur autonomie politique, d'une garantie d'un droit à la terre et d'un droit à la participation politique<sup>37</sup>.

Afin d'alléger les pressions politiques pesant sur le gouvernement en place, de gagner le soutien des législateurs autochtones pour l'élection parlementaire à venir et d'atténuer les mécontentements exprimés par les groupes autochtones, l'administration du président Lee a décidé de procéder à la révision de certains aspects de la constitution relatifs au multiculturalisme, en ajoutant les articles 10-9 et 10-10, également appelés « clauses du multiculturalisme »<sup>38</sup> :

*The State affirms cultural pluralism<sup>39</sup> and shall actively preserve and foster the development of aboriginal languages and cultures.*

*The State shall, in accordance with the will of the ethnic groups, safeguard the status and political participation of the aborigines. The State shall also guarantee and provide assistance and encouragement for aboriginal education, culture, transportation, water conservation, health and medical care, economic activity, land, and social welfare. Measures for this shall be established by law. The same protection and assistance shall be given to the people of the Kinmen and Matsu areas.*

### **1.1.5. Le mouvement des Hakkas : pour la reconnaissance de leur langue maternelle**

---

<sup>36</sup> Le *Grass Mountain Chateau* est l'ancienne résidence du défunt président de la République de Chine, Tchang Kaï-Chek. En fait, cet édifice se situe également dans le Parc national du Mont Yangming.

<sup>37</sup> LIN, Shu-Ya (2000), *First Nations: A Constitutional Study on Aboriginal Movement in Taiwan*, Taipei: Avanguard Publishing Co., p. 63.

<sup>38</sup> *Constitution de la République de Chine*, Articles 10-9 et 10-10.

<sup>39</sup> Le terme « *cultural pluralism* » vient de la traduction officielle de l'administration gouvernementale. Toutefois, comme cela a été expliqué auparavant, les termes tels que « pluralisme culturel », « multiculturalisme » et « diversité culturelle » sont très proches en chinois et leur distinction s'avère délicate. En réalité, elle est souvent négligée en dehors des recherches académiques.

L'ethnie hakka figure parmi les deux ethnies *Benshengren*<sup>40</sup> – signifiant littéralement « peuples de la province locale », autrement dit « Taïwanais locaux » ou « Taïwanais de souche ». Bien qu'appartenant à l'ethnie han, ses ressortissants éprouvent souvent le sentiment d'être ignorés et dominés par l'ethnie hokkien, l'ethnie principale de Taïwan. Ce sentiment s'est trouvé renforcé lors des mouvements indépendantistes et de la prise de conscience de la « taïwanisation », qui ont été accompagnés d'une mise en valeur la langue hoklo des Hokkiens, ce qui a représenté de manière indirecte une menace contre le patrimoine culturel et linguistique des Hakkas. Certains intellectuels hakkas se sentaient invisibles, piégés entre la culture chinoise, symbolisée par le gouvernement du KMT, et la culture taïwanaise/hokkien, représentée par le mouvement d'opposition. De plus, le gouvernement d'alors a mené, dès 1946, le « mouvement du mandarin » et a interdit l'utilisation des dialectes — le hakka, le taïwanais (hokkien) —, ainsi que du japonais dans l'espace public, notamment dans les écoles. Le *Radio and Television Act* adopté en 1975, dont nous allons parler dans la suite de la thèse, a également posé des contraintes en termes d'utilisation des dialectes au sein des médias. C'est la raison pour laquelle ils ont lancé en 1988 un mouvement nommé « *Give back our mother tongue* » (traduit du mandarin). Cette mobilisation était focalisée sur le problème de la langue et de l'identité hakka. Elle a connu une certaine popularité, ainsi qu'un fort taux de participation au sein des communautés hakkas de Taïwan et de l'étranger. Les objectifs de ce mouvement se sont avérés triples :

1. Réviser l'article 20 du *Radio and Television Act*, qui interdisait l'usage de tous les dialectes, y compris de la langue hakka ;
3. Produire des programmes, des journaux télévisés et des programmes météorologiques en langue hakka ;
4. Prendre en compte une politique pluraliste concernant les domaines de l'éducation et de la communication, afin de protéger la langue hakka qui se trouve en danger.

Les militants ont commencé à s'organiser, avec la création de la THAPA (*Taiwan Hakka Association for Public Affairs*) à la fin de l'année 1990. En créant un imaginaire communautaire de l'identité hakka inscrit dans l'identité taïwanaise, les dirigeants de cette association

---

<sup>40</sup> En chinois, le mot « province » se dit *sheng*. Le terme *Bensheng* peut se traduire « province locale », alors que *Waisheng* signifie « province extérieure ». Le premier désigne les Taïwanais de souche, alors que le dernier indique les Continentaux — les immigrants chinois arrivés après 1945.

estimaient que la population hakka ne devait pas être absente du processus de démocratisation et qu'elle devait s'unir avec le parti d'opposition afin de participer aux affaires publiques. À partir de 1993, les droits culturels et linguistiques de l'ethnie hakka ont ainsi émergé dans la liste des campagnes politiques du PDP.

La lutte des défenseurs hakkas contre la domination du mandarin et du *hokkien/hoklo* (taïwanais) comportait une signification culturelle et politique dans la société taïwanaise. En 1994, les militants hakkas ont lancé un autre mouvement en vue d'obtenir la création d'une chaîne de radio destinée aux Hakkas. Au cours de la même année, dans le but de « préserver l'héritage de la langue hakka, de développer la culture hakka et de promouvoir l'harmonie entre ethnies et participer à la construction de Taïwan », la *Formosa Hakka Radio Station* a ainsi été créée. Bien que diffusée de manière irrégulière, il s'agissait de la première radio en langue hakka (Fan, Jenn-Chyan, 2002 : 207).

Globalement, les années 1993 et 1994 ont marqué un tournant majeur dans la « politisation des ethnies » (Chang, 2004 : 26). En 1993, le parti d'opposition, le PDP, a publié son *Livre blanc* sur les relations interethniques et son agenda sur l'intégration pluraliste. Au cours de la même année, le mouvement autochtone réclamant son droit du territoire a uni ses forces avec le Comité des peuples autochtones du PDP nouvellement créé et il a rédigé un discours clair dans lequel il indiquait que les autochtones étaient les maîtres de leurs terres et qu'ils ne pourraient jamais coexister avec les autres ethnies si la répression ethnique subsistait. De son côté, la communauté hakka a mené en 1994 une nouvelle bataille sous la direction du *Hakka Magazine* et de la THAPA en créant la *Formosa Hakka Radio Station*, une radio pirate visant à revendiquer les droits culturels des Hakkas. Cette radio a obtenu la licence en 1997.

La même année, une réforme de l'éducation a été lancée suite à une manifestation exigeant une réforme des programmes scolaires, dont nous allons parler ultérieurement. Une des suggestions apportées par le comité était d'ajouter le concept de l'éducation multiculturelle et du respect envers les différentes ethnies et cultures de Taïwan. Les partis politiques, les recherches universitaires, les médias de masse, de même que les programmes scolaires sont devenus autant de lieux de réflexion sur le récit et l'interprétation de l'histoire ethnique et, plus précisément, sur

la situation et l'identité de Taïwan. Autrement dit, le discours autour de la composition des quatre ethnies de l'île s'est construit à la faveur des mouvements sociaux et politiques. Les relations ethniques, les cultures et les langues des différentes ethnies de Taïwan apparaissaient désormais comme un levier trop important pour être ignoré aux yeux des acteurs politiques.

La notion de multiculturalisme a aussi été formulée de façon interdépendante entre différents discours développés dans le parcours historique de Taïwan. Ces discours s'articulent autour de l'identité taïwanaise ; des quatre ethnies, du récit de la démocratisation et de la réforme constitutionnelle ; des mouvements sociaux et des droits collectifs des autochtones ; des mouvements de défense de la langue maternelle hakka et de la revendication d'une politique multilingue dans les médias ; du discours autour du multiculturalisme à un stade précoce dans les années 1980 ; de la réforme de l'éducation et du Plan national de développement intégral communautaire mené à partir de 1994. La convergence de tous les discours s'est finalement transformée en un « consensus » autour du discours dominant concernant le multiculturalisme à Taïwan, sans que les collectivités ne s'en soient vraiment rendu compte.

La naissance du concept de multiculturalisme à Taiwan apparaît donc comme le résultat d'une série de compromis et de conciliations politiques survenus vers la fin des années 1990, dans le but de renforcer le pouvoir et l'influence du régime du Kuomintang, suite à la levée de la loi martiale. Si l'on compare le discours du PDP à celui du KMT, il en ressort que le premier a choisi de traiter les relations entre ethnies d'une manière claire, en s'appuyant sur le discours des « quatre ethnies taïwanaises » élaboré à partir du mouvement indépendantiste ultramarin. Quand Chen Shui-Bian, ancien membre des avocats de la défense lors de l'Incident de *Formosa Magazine* (l'incident de *Meilidao*<sup>41</sup>) et ancien maire de Taipei, s'est porté candidat à la présidence en 2000, il s'appuyait sur le « Livre Blanc de la politique hakka ». Ce Livre Blanc appelle à promouvoir les activités culturelles hakkas et l'utilisation de la langue hakka dans l'espace public, y compris dans les écoles et dans les médias. De son côté, le KMT a adopté une attitude plus ambiguë par rapport aux enjeux autour de la question des relations ethniques. En ce

---

<sup>41</sup> *Meilidao* est le nom d'un magazine publié en mandarin, qui signifie littéralement « la belle île ». Il a été créé par un groupe de militants de *Dangwei*, avec pour objectif de récupérer la liberté et d'installer la démocratie dans le pays.

qui concerne le président Lee Teng-Hui, la raison de la mise en place d'une politique dite multiculturelle a été d'une part de conserver sa position hégémonique politique et culturelle et, d'autre part, de ne pas aggraver les tensions existant entre les différentes ethnies.

Après avoir examiné la naissance et le développement du discours du Multiculturalisme dans l'arène politique de Taïwan, nous allons désormais faire un état des lieux des études s'intéressant à la politique des médias, afin d'examiner la façon dont le multiculturalisme nouvellement inscrit dans la Constitution influence l'orientation des médias ethniques à Taïwan.

## **1.2. L'étude du multiculturalisme et de la communication dans le cadre taïwanais**

Compte tenu des mouvements sociaux visant à changer les rapports de forces entre les communautés ethniques, le discours sur le multiculturalisme a progressivement pris une forme concrète, qui s'est traduite par une nouvelle ligne directrice du gouvernement, qui avait l'intention de limiter la multiplication de sujets de crispation suite à la levée de la loi martiale. De ce fait, il est important d'étudier la manière dont le discours sur le multiculturalisme a émergé et s'est infiltré dans la sphère publique taïwanaise. En tant que nouvelle politique générale d'État, le « multiculturalisme » a commencé à attirer l'attention des médias vers la fin du mandat du président Lee Teng-Hui. Chang Mau-Kuei a analysé les textes d'un des quotidiens les plus lus à Taïwan, afin de déterminer la fréquence et la date d'apparition du terme « multiculturel » ou « multiculturalisme » dans les grands titres journalistiques. Avant 1995, le terme semblait quasiment inexistant, n'étant mentionné qu'à deux reprises entre 1993 et 1995. C'est à partir de 1998 que sa fréquence d'apparition a dépassé les vingt occurrences<sup>42</sup>.

Dans le cadre universitaire, un des premiers séminaires portant sur le multiculturalisme s'est tenu au *Research Center for Humanity and Social Sciences* de Taïwan en 1996. Plusieurs articles s'intéressaient aux recherches sur le multiculturalisme, tant au niveau conceptuel qu'au niveau pratique. Les politiques multiculturelles, qui s'articulent autour de trois axes — la langue, l'éducation et les médias, la relation entre les politiques multiculturelles, les groupes

---

<sup>42</sup> CHANG, Mau-Kuei, *La formation et le défi du multiculturalisme et le discours multiculturel à Taïwan* (Tdl.), *op. cit.*

ethniques et le pouvoir —, ont commencé à occuper le cœur des études dans le champ académique de la communication. Des universitaires taïwanais, notamment Chang Chin-Hwa, Zheng Rui-Cheng, Su Heng, Liu Yu-Li et Chen Yi-Hsiang, se sont mis à accorder à l'élaboration des politiques dites multiculturelles un rôle majeur dans leurs recherches relatives aux relations interethniques, ainsi qu'au processus de démocratisation et à la taïwanisation.

Selon Chang Chin-Hwa<sup>43</sup> et Chen Yi-Hsiang<sup>44</sup>, il existe une différence entre pluralisme et multiculturalisme. En effet, le premier concerne la liberté et l'égalité entre individus. Il sous-entend que la liberté d'expression va de pair avec les mécanismes du marché et que le retrait de l'État s'avère essentiel pour le développement des médias. Cependant, ce laissez-faire dans le marché des médias signifie ignorer les relations de pouvoir entre les individus, les entreprises, le gouvernement et les collectivités sociales. Afin d'atteindre une véritable égalité, en dépit d'une structure hégémonique, il faut considérer l'accès et la participation des minorités ethniques aux médias comme un droit social, ce qui implique l'intervention de l'État.

Pour les défenseurs du multiculturalisme, en raison des déséquilibres de pouvoir entre les différents groupes de la société, cette inégalité peut se trouver reproduite et renforcée à cause des disparités dans la répartition des ressources. Par conséquent, les groupes minoritaires ne disposent guère d'opportunités leur permettant de lutter de façon équitable contre les groupes dominants. La possibilité d'une égalité des chances et de participation nécessite la reconnaissance de cette différence (Young 1990, Stam 1994, Chang 1997a & b, Chen 2002 & 2009).

Autrement dit, les universitaires taïwanais gardent une attitude plutôt positive vis-à-vis du fonctionnement de la théorie du multiculturalisme dans les politiques communicationnelles. Dans son article, Chang Chin-Hwa explique que le multiculturalisme représente un troisième

---

<sup>43</sup> CHANG, Chin-Hwa (1997), « Multiculturalism & Taiwan's Broadcasting Policies — The Case of Aboriginal and Hakka in Taiwan », *Journal of Audio-visual Media and Technologies*, N°3(1), pp. 1-24.

<sup>44</sup> CHEN, Yi-Hsiang (2009), *Comparaison des concepts de pluralisme, de multiculturalisme et de diversité des médias* (Tdl.). En ligne : <https://www.feja.org.tw/40347> (Publié le 27/02/2009 ; consulté le 28/12/2016)



tournant essentiel dans le contexte de la théorie critique héritière de la critique marxiste contre le processus de production capitaliste. Elle dénonce le fait que la théorie critique marxiste présente les structures sociétales, culturelles et médiatiques comme étant dominées ou/et contrôlées par un régime hégémonique et par la classe capitaliste, un système dans lequel, de fait, la hiérarchie sociale ne peut que se perpétuer. La théorie critique se poursuit à travers les études culturelles, les *cultural studies*. Il s'agit d'un courant de recherche transdisciplinaire qui est apparu en Grande-Bretagne dans les années 1960. Face à une hégémonie qui tenterait de pénétrer la vie quotidienne des classes populaires, les populations, en acquérant raison et conscience, se trouveraient plus ou moins en mesure de combattre la superstructure. Selon l'argumentation de Hall<sup>45</sup>, l'audience ou les téléspectateurs disposeraient de la capacité de décoder et d'interpréter des messages transmis et ils pourraient ainsi occuper une position négociée, voire oppositionnelle par rapport au message encodé.

Après avoir « critiqué » et « lutté » contre le système hégémonique, certains universitaires taïwanais se sont interrogés sur ce qui pourrait le remplacer, en envisageant de « construire » un mécanisme offrant la possibilité aux minorités de s'émanciper par le biais de la démocratisation. Habermas, un des grands représentants de la deuxième génération de l'École de Francfort, a élaboré une pensée autour de l'espace public. Les principes qu'il développe s'inscrivent dans le cadre plus large de la démocratie délibérative, dans laquelle une décision ne trouve sa légitimité que s'il y a suffisamment de discussions et de débats au sein de cet espace virtuel et communicationnel auxquels tous les individus peuvent participer. Néanmoins, il existe une tendance à favoriser l'individualisme et la tradition de la rationalité du libéralisme lors de la construction de l'espace public. De ce fait, la situation désavantageuse et souvent sous domination des groupes minoritaires n'est pas prise en compte. Afin de poursuivre l'édification d'un l'espace public communicationnel ouvrant l'accès et la participation aux minorités, notamment aux immigrés, le multiculturalisme vise non seulement à renforcer la rationalité communicative d'Habermas, mais aussi à protéger le statut social et culturel des groupes minoritaires à travers l'élaboration de politiques multiculturelles.

---

<sup>45</sup> STUART, Hall (1973), *Encoding and Decoding in the Television Discourse*. Paper for the Council of Europe Colloquy on « Training In The Critical heading Of televisual language », organized by the Council & the Centre for Mass Communication Research, University of Leicester, September 1973.

À propos de la théorie de la communication de masse, Denis McQuail précise que le pluralisme des médias, y compris les propriétaires de ces derniers et leurs sources de financement, le type et l'échelle des médias, la régulation, les contenus, se révèlent essentiels pour garantir la diversité des médias et un accès équitable aux médias : « *Freedom of communication and free and equal access are related to the question of who is in control of the actual communication process* » (Denis McQuail, 2003 : p. 204). Toutefois, si l'on ne prend pas en compte le groupe ethnique et sa situation culturelle et sociale, comme l'explique Chang Chin-Hwa, le problème du cercle vicieux auquel se trouvent confrontés certains groupes précaires, en termes culturels, ne saurait être résolu. En effet, l'absence de pouvoir économique et politique entraîne une impossibilité de disposer de la propriété des médias, ce qui donne lieu à une absence d'emplois pour les populations concernées et qui conduit finalement à une absence de droit de représentation. En considérant le concept de multiculturalisme, Chang et certains universitaires estiment qu'une politique basée sur la prise de conscience des différences entre les groupes ethniques devrait constituer une des solutions quant aux inégalités de représentation médiatique.

En somme, les chercheurs taïwanais considèrent que le marché ne suffit pas pour assumer le multiculturalisme au sein des médias. Se faisant l'écho des différentes générations des droits de l'homme, ils revendiquaient au début une abstention du contrôle par le régime autoritaire. Une fois que la régulation avait cédé la place à un mécanisme de marché libre, on a assisté à un net glissement à la concurrence commerciale au détriment de l'existence des médias minoritaires. En conséquence, ils ont fait appel à la deuxième génération des droits de l'homme, c'est-à-dire l'interférence gouvernementale pour créer un environnement en faveur des médias ethniques — notamment à travers l'élaboration de décrets, la mise en place de subventions et une facilitation de l'accès aux chaînes ou fréquences publiques. Autrement dit, selon les universitaires mentionnés plus haut, l'État joue un rôle important dans le développement du multiculturalisme.

### **1.2.1. La fin de la Politique d'assimilation à travers la répression des dialectes**

Comme mentionné au début du chapitre, le gouvernement du KMT a entamé un processus politique d'unification de la langue, semblable à ceux des gouvernements allemand et japonais au XIX<sup>e</sup> siècle et à celui de la Chine au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cette politique promouvant une langue nationale avait pour but de faciliter l'unité interethnique et le développement du nationalisme, et de renforcer le contrôle de l'esprit des citoyens. Selon B. Weinstein, la désignation d'une langue officielle est une des conséquences d'une stratégie gouvernementale et ne saurait constituer l'aboutissement d'un phénomène naturel<sup>46</sup>. De même, la nomination des dialectes à Taïwan par le KMT s'avère être le résultat d'une bataille politique<sup>47</sup>.

En 1950, les « Mesures d'exécution des lignes directrices de l'éducation en période d'urgence » ont ordonné de renforcer l'usage du mandarin. Six ans après, les dialectes, tout particulièrement le taïwanais, considéré comme un outil de séparatisme, sont devenus la cible de l'assimilation culturelle. Le gouvernement a lancé le projet « Parler en mandarin » avec pour objectif de renforcer l'identité nationale, ce qui signifiait de limiter l'usage des dialectes dans les espaces publics. Il en a résulté une quasi disparition de ces derniers dans les établissements scolaires. À partir de cette période, à tous les niveaux scolaires, les élèves ou étudiants parlant taïwanais étaient condamnés à porter à leur cou des panneaux sur lesquels était inscrit : « Je parle mandarin et non pas un dialecte ».

En juillet 1987, un an avant la présidence de Lee Teng-hui, son prédécesseur Chiang Ching-Kuo a promulgué la levée de la loi martiale. Compte tenu des bouleversements du climat politique taïwanais, le président Lee a poursuivi le processus de démocratisation. Le mois suivant, le ministre de l'éducation a annoncé l'interdiction de punir les élèves parlant un dialecte dans des établissements primaires et secondaires. Ensuite, Lee a lancé une série de campagnes, telles qu'« Aimer notre sol », « Éducation de la culture locale », où l'accent a été mis sur l'identité taïwanaise, la diversité ethnique et la communauté et l'identité taïwanaises. Le but

---

<sup>46</sup> WEINSTEIN, Brian (1983), *The civic tongue: Political consequences of language choices*. Longman: New York and London.

<sup>47</sup> SHIH, Cheng-Feng (1996), « Political relevancy of language ». Dans *Language Politics and Policies*, ed. Cheng-Feng Shih. Taipei : Qinwei.

était de contrebalancer l'hégémonie de la culture chinoise et le processus de marginalisation de la culture taïwanaise.

L'année 1990 représente un tournant décisif pour les réformes en termes d'éducation, d'enseignement des langues locales et d'enjeux sur le choix de la langue maternelle. Les maires des sept départements gouvernés par le parti d'opposition ou sans étiquette politique se sont réunis et ont organisé le tout premier séminaire intitulé : « Les enjeux de l'éducation sur la langue locale ». La motivation politique était, comme l'a affirmé le maire de Yi-Lan de l'époque, Yu Shyi-Kun, de « lutter contre le “chauvinisme chinois” et la domination du mandarin qui ont détruit notre culture locale, cette période s'est révélée pire que les 51 ans de colonisation japonaise. » En 1994, 13 départements sur un total de 21 avaient publié un programme scolaire comprenant les langues hakka, hoklo et autochtones<sup>48</sup>.

En 1994, comme mentionné brièvement plus haut dans la partie sur les mouvements sociaux, un comité de réforme de l'éducation avait été mis en place dans l'objectif de bâtir un discours de haut niveau, susceptible d'engendrer une société « libéralisée », « pluraliste », « multiculturaliste », « localisée », « communautaire » et « internationalisée »<sup>49</sup>. Deux ans plus tard, dans le rapport final de la consultation sur la réforme de l'éducation, le comité a conduit une mission pour la promotion de l'éducation multiculturelle, consistant « non seulement à chérir la culture de notre ethnie, mais aussi à mieux apprécier les cultures de différentes ethnies. En vertu du principe de justice sociale, nous devons considérer et assister à son développement... »<sup>50</sup>.

Autrement dit, la politique sur l'usage linguistique dans l'espace public avait été, depuis la Seconde Guerre mondiale, instrumentalisée par le gouvernement nationaliste, et le choix de langue était associé au renforcement de l'identité nationale. Isabelle Rigoni, sociologue française spécialisée en migration, relations interethniques et médias minoritaires, indique au

---

<sup>48</sup> CHANG, Mau-Kuei (2002b), « Taïwan est un pays multiculturel ?! », *Cultural Studies Monthly*, n° 13, p. 3.

<sup>49</sup> Ministère de l'Éducation, *Education Reform Journal*, publié le 29/10/1994.

<sup>50</sup> Ministère de l'Éducation, *Rapport final de consultation sur la réforme de l'éducation* (1996), p. 37.

sujet du rôle de la langue sur la production de l'identité, que « la langue constitue un facteur important de (re)production d'un sentiment identitaire »<sup>51</sup>. Avec les bouleversements politiques ayant suivi la levée de la loi martiale, la société taïwanaise est entrée dans un processus de démocratisation et de « multiculturalisation », sollicité par le mouvement *Dangwai* et le parti d'opposition. Sans pouvoir apporter de changement concret, les réformes de l'éducation et une série de mesures de conscientisation de la culture « taïwanaise » étaient malgré tout porteuses d'un message politique essentiel exprimant l'intention de remettre en cause la politique assimilationniste et la politique de « *sinification*<sup>52</sup> ».

### 1.2.2. Historique des politiques radiotélévisées face aux ethnies minoritaires

La relation entre la politique multiculturelle et l'ouverture des médias ethniques apparaît comme un des thèmes récurrents des études en communication depuis les années 1990. Néanmoins, les sujets ne portent que sur les groupes hakkas et autochtones. Les recherches sur les médias destinés aux immigrés s'avèrent relativement moins présentes ; ce travail envisagera donc de combler certaines lacunes. Pour mieux en saisir le contexte, cette thèse s'efforce de donner un aperçu de l'évolution politique des programmes des médias destinés aux ethnies minoritaires. En s'appuyant sur les recherches d'éminents universitaires — Chang Chin-Hwa<sup>53</sup> et Liu Yu-Li<sup>54</sup> —, le développement des médias ethniques se fondant sur la politique linguistique avant l'an 2000 peut être divisé en cinq périodes :

1. Avant 1963, période de laissez-faire : À peine arrivé sur l'île, le gouvernement du Kuomintang a sensiblement limité l'usage du japonais et du dialecte taïwanais, en privilégiant le mandarin comme langue officielle. Cependant, il n'existait pas réellement de

---

<sup>51</sup> RIGONI, Isabelle (2007), « De l'immigration à l'immigré : quand l'objet devient sujet », *Migrations Société*, vol. 111-112, no. 3, pp. 201-214.

<sup>52</sup> MAO, Chin-Ju (2002), « Identity politics and educational reform: A sociological study on indigenization curriculum », *Taiwan Journal of Sociology of Education*, 2(2): pp. 1-26.

<sup>53</sup> CHANG, Chin-Hwa, (1997). « Le multiculturalisme et les politiques audiovisuelles de Taïwan : Cas d'étude des groupes autochtones et hakkas » (Tdl.), *Journal of Radio & Television Studies*, N°3 (1), pp. 1-23.

<sup>54</sup> LIU, Yu-Li (1997), « A study of ownership on aboriginal broadcasting and radio programs », *Journal of Radio and Television Studies*, 3(2), pp. 1-28.

régulation politique concernant l'usage des langues dans les médias : la langue hakka et le taïwanais ont pu ainsi être diffusés via la télévision et la radio.

2. Années 1960, début de la politique assimilationniste : À partir de 1959, la création de radio privée est interdite : le parti du KMT et ses militaires contrôlent presque 95% des chaînes et une politique privilégiant le mandarin est mise en œuvre. Le Yuan Exécutif<sup>55</sup> a promulgué en 1963 les *Regulations to Guide Broadcast and TV Station Programs*, dont l'article 3 stipulait que « la langue utilisée pour la diffusion télévisuelle et radiophonique privilégiera le mandarin ; la durée des émissions utilisant un dialecte ne devra pas dépasser 50 % de l'ensemble de la programmation<sup>56</sup> » (Tdl.).
3. Années 1970, durcissement de la politique : À partir d'avril 1972, soumis à des pressions de l'Assemblée nationale, le pourcentage accordé aux dialectes — selon Kuan Ren-Chien<sup>57</sup>, les programmes télévisuels parlant le taïwanais étant la cible principale — a encore dû être réduit à moins de 16%. Toutefois, face à la popularité des émissions en taïwanais, le règlement allait encore se durcir. En 1976, le *Radio and Television Act* a été adopté, dont l'article 20 précisait l'objectif, à savoir une restriction progressive de l'usage des dialectes dans les émissions. En outre, comme la mesure d'exécution l'indiquait, l'usage du mandarin ne devait pas être inférieur à 55% du contenu des émissions AM et 70% des émissions FM. À ce stade, la notion de multiculturalisme n'apparaissait nulle part dans la politique communicative, car une des missions énoncées dans le *Radio and Television Act* consistait à « promouvoir la culture chinoise ». L'assimilation linguistique et culturelle a ainsi constitué l'objectif premier des politiques gouvernementales. De ce fait, il n'existait pas de station de radio consacrée aux groupes ethniques durant cette période.
4. Années 1980, conscience des ethnies minoritaires : Les ethnies minoritaires — autochtones et hakka — ont initié des mouvements revendiquant leurs droits culturels face au danger de l'extinction de leurs langues maternelles. Certains programmes de radio à l'attention des

---

<sup>55</sup> Le terme « Yuan Exécutif », littéralement « Cour exécutive », désigne la branche exécutive du gouvernement de la République de Chine. Selon la Constitution du pays, le système politique de Taïwan est composé de cinq Yuans, qui correspondent aux cinq pouvoirs (le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le pouvoir des examens et le pouvoir de contrôle). Le Yuan exécutif dirige les douze ministères du gouvernement.

<sup>56</sup> Yuan Exécutif (1963), *Regulations to Guide Broadcast and TV Station Programs*, Article 3.

<sup>57</sup> KUAN, Ren-Chien (2016), *Waisheng New Talk*, Ark Publishing House : Taipei.

couples ethniques sont apparus. Face à la recrudescence des mouvements sociaux et politiques, ainsi qu'aux revendications des groupes ethniques minoritaires, le Bureau de l'information<sup>58</sup> a commencé à octroyer des subventions en faveur des émissions radiophoniques à l'attention des autochtones habitant dans les régions montagneuses à partir de la fin des années 1970. Néanmoins, l'objectif de ces programmes subventionnés était avant tout de contenir les actions potentielles de subversion communiste en propageant les politiques de l'État. Quant aux Hakkas, le mouvement de défense de leur langue maternelle a été lancé en 1988. Désormais, des émissions de radio destinées aux groupes hakkas bénéficiaient de subventions, bien que le montant de celles-ci demeurât modeste et qu'elles ne fussent diffusées qu'à des heures périphériques.

5. Années 1990, période de dérégulation : Dès la levée de la loi martiale, la ligne directrice a été abolie, mais ce n'est qu'en 1991, sous la présidence de Lee, que les restrictions sur l'usage des dialectes ont été retirées. Comme cela a été mentionné plus haut, le gouvernement contrôlait alors plus de 95% des chaînes de radio. Cette situation monopolistique a commencé à changer à partir de la fin des années 1980 dans le sillage de l'ouverture politique et de la levée de loi martiale. En 1992, une commission a été instituée afin de vérifier les demandes de création de station de radio, que ce soit dans les langues mandarin, taïwanais, hakka ou autochtones. La politique de privatisation a suivi une démarche censée fournir davantage de diversification au niveau de la propriété, de la localisation et du contenu. En 1994, la première station de radio destinée aux groupes hakkas a été mise en place et la première station destinée à la population autochtone a été créée cinq ans après.

Au cours du processus de démocratisation, pour compenser la liberté de l'expression violée pendant l'exécution de la loi martiale, l'État a mis fin à son contrôle sur les moyens de communication en accélérant le processus de privatisation des médias à grande échelle. Néanmoins, faute de mécanisme de surveillance et de spécification, les médias se sont retrouvés

---

<sup>58</sup> Créé en 1947, le Bureau de l'information prenait en charge la réglementation de l'information et de la communication, ainsi que la promotion des politiques du gouvernement. Néanmoins, en raison de sa nature autoritaire durant la Terreur blanche — chargé de la censure et de la propagande politique —, le gouvernement a annoncé, en 2001, sa dissolution prévue pour 2012.

dans les mains soit des partis politiques, soit de méga-corporations. Suivant une logique de commercialisation, les programmes de divertissement et provocants destinés au grand public étaient privilégiés, et les audiences minoritaires étaient marginalisées par le marché des médias. Autrement dit, la privatisation et l'ouverture du marché de communication n'a pas entraîné une égalité des chances, ni un accroissement de la protection culturelle parmi les groupes ethniques minoritaires. Cela n'a pas garanti non plus davantage d'emplois pour les ethnies minoritaires dans les champs médiatiques. Durant cette période, la stratégie favorisant le droit de communication dans le cadre du multiculturalisme a consisté en une promotion superficielle de la cohabitation des différences culturelles à travers des projets subventionnés. Rien de fondamental, ni de durable n'a été construit grâce à ces politiques culturelles.

En se basant sur le concept des trois générations du droit de communication conçu par Charles Husband, qui reprenait le cadre conçu initialement par Karel Vasak pour l'UNESCO<sup>59</sup> pour les droits humains en 1977, on peut considérer que la première génération de définition et de conception du droit de communication mettait en avant la liberté d'expression et un relatif retrait de l'État. Cependant, afin de créer une sphère publique multi-ethnique, l'inaction du gouvernement était loin d'être suffisante et une deuxième génération du droit de communication était nécessaire. Celle-ci devait prendre la forme d'une intervention étatique par le biais des mesures de politiques publiques, qui devaient aider à établir un environnement favorable à une égalité d'information, de représentation et de participation des minorités au sein des médias. Dans son article, Husband affirme que « State needs to actively facilitate the emergence and viability of a multi-ethnic public sphere », afin de « address the specific needs of minority ethnic groups »<sup>60</sup>. Taïwan étant un pays qui, depuis 1997, confirme d'une manière positive le principe du multiculturalisme au niveau constitutionnel, il faut de ce fait examiner les mécanismes que le gouvernement a mis en place afin d'atteindre une sphère publique multiethnique.

---

<sup>59</sup> Les trois générations des droits humains sont : les droits civiques et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels et les droits collectifs et de solidarité.

<sup>60</sup> HUSBAND, Charles (1998), « Differentiated citizenship and the multi-ethnic public sphere », *Journal of International Communication*, 5 (1 & 2), December, pp 134-148.



### 1.3. L'apparition du discours sur les « nouveaux Taïwanais »

Depuis longtemps, la question des relations ethniques apparaît comme un enjeu extrêmement sensible, voire brûlant au sein de la société taïwanaise. Chiu Hei-Yuan, sociologue spécialiste des sciences sociales et chercheur à l'*Academia Sinica* de Taïwan, a défini en ces termes les enjeux posés par la question ethnique dans un article de presse :

L'enjeu ethnique a émergé au cours du processus de libéralisation politique de Taïwan. Tandis que la démocratisation elle-même pose de nombreux problèmes, l'enjeu ethnique s'est aggravé non seulement au point de devenir un sujet de controverse, mais aussi d'avoir un impact négatif sur la démocratisation. En outre, à la faveur du processus de démocratisation, la conscience ethnique, faisant toujours l'objet d'une oppression, a enfin pu s'émanciper. Toutefois, en raison des carences du système et des connaissances démocratiques, la liberté a été obtenue en perdant la tolérance et le respect ; et, ce faisant, les conflits ethniques se sont accentués. Aggravées par des campagnes électorales ayant eu lieu lors de la mutation du pouvoir gouvernemental entre les *Benshengren* (les Taïwanais de souche) et les *Waishengren* (les *mainlanders*<sup>61</sup>), les tensions ethniques sont devenues une des problématiques politiques majeures. En ajoutant la question de l'unification et de l'indépendance par rapport à la Chine, les conflits ethniques sont devenus un des facteurs de troubles les plus importants de la société taïwanaise.<sup>62</sup>

En construisant un discours et une terminologie spécifiques, le président Lee a tenté d'apaiser les conflits ethniques et de renverser la position hégémonique des *Waishengren* dans les mouvements sociaux qui secouaient le pays. Dans un premier temps, il a proposé le concept de « conscience collective de Taïwan » — selon lequel les différentes communautés ethniques à Taïwan doivent trouver un terrain d'entente et se rendre compte que nous sommes tous dans le même bateau — lors de son intervention à l'Assemblée nationale en 1993 :

---

<sup>61</sup> Ou « Chinois du continent ».

<sup>62</sup> CHIU, Hei-Yuan, « Les campagnes électorales provoquent les tensions entre ethnies et entre indépendantistes et unificationnistes » (Tdl.), *China Times*. (Publié le 15/10/1998 ; consulté le 06/02/2017)

Il faut tout d'abord cultiver la conscience de la communauté, pour pouvoir ensuite aimer ce sol, aimer nos compatriotes et aimer ce pays. Ici, nous sommes confrontés à un sujet sérieux, à savoir le problème de l'identité nationale.<sup>63</sup> (Tdl.)

Cependant, certains politiciens, notamment Ge Ching-Guei, ont accusé les effets négatifs induits par la campagne politique de « localisation » — la mise en avant de la culture et de l'identité taïwanaise —, dans la mesure où celle-ci posait les risques suivants : a) elle aggrave la distinction selon « l'origine » et accentue l'éloignement entre les groupes ethniques ; b) elle cause des problèmes quant à la définition de l'identité nationale et s'avère susceptible de donner une idée faussée que Taïwan et la Chine sont deux pays différents ; c) face à la Chine et à la communauté internationale, la politique de Lee contribue à restreindre la capacité de négociation du pays<sup>64</sup>.

Le concept de « conscience collective » a émergé vers la fin de 1993. Dans son discours politique annuel au Yuan Législatif, le ministre du Conseil des Affaires culturelles, Shen Xue-Yong, sans étiquette politique, a élaboré le principe de *Community Development*, dont la définition était, selon l'ONU, un processus dans lequel les « *community members come together to take collective action and generate solutions to common problems* »<sup>65</sup>. Pour les élites du KMT, cela représentait une opportunité de réduire leur opposition face à la vague émergente de la taïwanisation, en associant l'ensemble des communautés, y compris les Continentaux, avec le sol de l'île. L'année suivante, sous la direction du nouveau ministre Chen Chi-Nan, membre du PDP<sup>66</sup>, le mouvement de développement des communautés a commencé à jouer un rôle significatif dans la « localisation » et dans la promotion d'une identité locale, en cherchant une

---

<sup>63</sup> « Lee Teng-Hui en 1994 : Forger une conscience de la communauté de vie partagée » (Tdl.). En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=w6gSwtJOYfo> (Consulté le 08/02/2017)

<sup>64</sup> GE, Ching Guei (1994), « La boutique centenaire avec un nouveau patron » (Tdl.), *Straits Review Monthly*, n°48(12). <https://www.haixia-info.com/articles/1210.html> (Consulté le 9/02/2017)

<sup>65</sup> UNTERM Archive, <https://web.archive.org/web/20140714225617/http://unterm.un.org/DGAACS/unterm.nsf/8fa942046ff7601c85256983007ca4d8/526c2eaba978f007852569fd00036819?OpenDocument>

<sup>66</sup> A ce moment, nous commençons à remarquer des indices sur le fait que le président Lee Teng-Hui tente d'orienter vers la taïwanisation et l'indépendance éventuelle de Taïwan. C'est la raison pour laquelle il est considéré par le KMT comme un traître et le père de l'indépendance taïwanaise par le PDP.

relation d'interdépendance entre le sol, la culture, la religion, les dialectes locaux et les habitants.

Au printemps 1998, le concept de « conscience collective » a évolué. Le président Lee a inauguré le concept de « nouveaux Taïwanais » à l'occasion d'une allocution publique : « Aujourd'hui, nous qui avons grandi et qui vivons ensemble sur ce sol, que vous soyez autochtones, immigrés arrivés il y a plusieurs siècles ou seulement quelques dizaines d'années, nous sommes tous des Taïwanais, les véritables maîtres de Taïwan ! »<sup>67</sup> Ce discours politique a permis la reconstruction d'un imaginaire national qui tentait d'inclure les *Waishengren* à Taïwan et, par là, de diminuer les conflits ethniques. Six mois plus tard, le discours des « nouveaux Taïwanais » avait, de manière inattendue, radicalement modifié la donne.

À la fin de l'année 1998, la double élection des maires ainsi que des conseils municipaux des première et deuxième villes de Taïwan — Taipei et Kaohsiung — s'est déroulée dans une atmosphère des plus tendues. Les candidats à la mairie de Taipei du Kuomintang, Ma Ying-Jeou, et du Parti démocrate progressiste, Chen Shui-Bian — qui sont devenus l'un après l'autre président du pays —, se sont affrontés dans la compétition pour le contrôle de la capitale. Envisagées comme une première étape de l'élection présidentielle de 2000, les deux partis ont investi toutes leurs ressources pour gagner ces élections. Le président Lee s'est rendu à l'ultime rassemblement à la veille des élections, afin de faire campagne en faveur de Ma, qui, en tant qu'enfant d'une dynastie politique *Waishengren*<sup>68</sup>, avait cruellement besoin de se rapprocher de la majorité des électeurs, des *Benshengren*, afin de pouvoir remporter l'élection. Pour ce faire, Lee a déclaré que Ma faisait partie des « nouveaux Taïwanais », qui avaient grandi « en mangeant le riz de Taïwan et buvant l'eau de Taïwan ». Le président Lee a poursuivi en expliquant : « Peu importe votre ethnie, peu importe d'où vous venez ou quand vous êtes arrivés ; tant que vous aimez Taïwan et que vous vous identifiez avec cette société

---

<sup>67</sup> LEE, Teng-Hui (1999), *With the People Always in My Heart*. Yuan-Liou Publishing : Taipei, p. 271.

<sup>68</sup> Son père, Ma Ho-Ling, était un haut fonctionnaire du Kuomintang ayant suivi le gouvernement à Taïwan en 1948. Il a été le directeur de la *Youth Supervision Committee* du Yuan Législatif et le vice-président du *Performance Committee* du KMT.

démocratique, en sécurité et prospère, vous êtes taïwanais ! » Désormais, « aimer Taïwan » était devenu pour tous les partis politiques la rhétorique standard lors des campagnes électorales.

Selon des commentateurs politiques, l'influence de ce discours s'avèrera si forte que Chen Shui-Bian, le maire de Taipei en place, qui bénéficiait d'un taux de satisfaction de 64%, n'est pas parvenu à se faire réélire. Ceci a stupéfait de nombreux commentateurs politiques. Au fil du temps, ce discours, ainsi que le parcours du président lui-même, se sont révélés de plus en plus paradoxaux. Lee Teng-Hui, cet ancien président appartenant au Kuomintang et figure incontournable du KMT, s'est transformé, après sa démission, en un leader du mouvement indépendantiste. Le discours autour des « nouveaux Taïwanais » développé par Lee Teng-Hui, ayant pour objectif d'améliorer l'image des *Waishengren* et de favoriser leur élection en 1998, a ensuite été emprunté et réinterprété par les défenseurs de l'indépendance comme un outil leur permettant de les distinguer des Chinois de Chine continentale sur le plan ethnique. À cet égard, bien que ce discours fût à la fois fortement critiqué et hautement apprécié par les deux partis politiques, son influence et son rôle dans la modulation de l'unité de l'identité nationale ne doivent pas être négligés.

Dans le chapitre suivant, nous allons d'abord examiner les politiques en matière d'immigration. L'accent sera mis sur la manière dont l'élaboration des politiques pour les migrants, notamment les travailleurs migrants et les épouses étrangères, est devenue un champ de bataille politique. Dans le cas de Taïwan, en particulier, l'idéologie du nationalisme joue un rôle essentiel et influence les conditions non seulement du séjour, mais aussi du travail de la population donnée.

## **Chapitre 2 :**

### ***La politisation des migrants d'Asie du Sud-Est et l'idéologie nationaliste***

Pour certains universitaires, notamment Benedict Anderson, Rogers Brubaker et Ali Behdad, les enjeux de la citoyenneté se trouvent étroitement mêlés aux idées se rapportant à la nation. Principalement en raison de l'accroissement de la mobilité mondiale, les flux d'immigration ont commencé à mettre à l'épreuve la construction de l'État-nation. Les débats autour de la citoyenneté dans l'État-nation « *are debates about nationhood - about what it means, and what it ought to mean, to belong to a nation-state* »<sup>69</sup>. Comment des immigrants peuvent-ils obtenir l'adhésion d'une nation ? Quel genre d'exclusion subissent-ils ? Dans quelles circonstances sont-ils considérés comme une partie de la société et bénéficient-ils des mêmes droits et obligations que leurs voisins ?

En outre, la façon dont une nation est pensée et conceptualisée peut jouer un rôle crucial dans les politiques envers les migrants. Le processus de prise de décision pour déterminer qui sera inclus ou exclu de la société peut agir comme une projection de la conscience des élites politiques basée sur leur imaginaire de la nation. Spécialiste réputé de la question du post-colonialisme et de la critique culturelle à l'UCLA (*University of California, Los Angeles*), Behdad a démontré comment, dans le contexte des États-Unis, l'immigration a rendu « ambivalent » le concept d'État-nation imaginable : « *Located at the interstices of national consciousness and state apparatus, immigration makes the ambivalent concept of the "nation-state" imaginable in America.* »<sup>70</sup>

Au sujet de l'institutionnalisation — le processus de formalisation et d'acceptation d'un système de relations sociales, y compris dans la sphère politique, se référant à un établissement d'une ou des institutions chargées de la surveillance ou l'application des politiques —, l'universitaire taïwanais Wang Horng-Luen a mis en évidence le poids du nationalisme dans les

---

<sup>69</sup> BRUBAKER, Rogers (1990), « Immigration, Citizenship, and the nation-state in France and Germany: a comparative historical analysis », *International Sociology*, Vol. 5, n°4, pp. 379-407.

<sup>70</sup> BEHDAD, Ali (1997), « Nationalism and Immigration to the United States », *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, Vol. 6, n° 2, pp. 155-178.

confrontations politiques. Il a analysé le fonctionnement macro et micropolitique des politiques migratoires, inspiré par Brubaker, qui a examiné des catégories ethniques nationales et les a observées à travers le prisme hungaro-roumain à Cluj, supposant que la diffusion des idéologies nationales et le travail des institutions identificatrices (notamment de l'État-nation) contribuent à la consolidation des catégories ethnonationales<sup>71</sup>.

Selon Wang Horng-Luen, « la politique nationaliste de Taïwan est presque omniprésente dans tous les domaines de notre quotidien. Étant donné que les institutions d'un État-nation ont pour objectif de définir la société dans son ensemble, le champ de bataille concerne tous les milieux. »<sup>72</sup> Brubaker et ses collaborateurs présentent des révisions critiques de la « construction » des catégorisations ethniques en fournissant une nouvelle perspective sur plusieurs questions clé : la variable ethnique comme grille d'interprétation du monde social ; l'articulation entre les micro-pratiques de catégorisation et les classifications institutionnelles ; la constitution et la diffusion de codages et de savoirs partagés ethniquement orientés<sup>73</sup>. Brubaker a appelé à regarder au-delà de l'ethnie et de l'identité. Afin d'examiner les questions de la nation et de l'identité d'une manière empirique et de connaître l'application de « *nationhood* », il a proposé d'étudier dans la lignée de l'« institutionnalisme<sup>74</sup> ».

L'institutionnalisation de la politique migratoire s'avère étroitement liée à la conscience nationaliste, en particulier quand Taïwan, en tant qu'État, se voit privé de son droit de participation sur la scène internationale. La politique nationaliste apparaît par conséquent comme un moyen essentiel pour le gouvernement de montrer et d'exercer sa souveraineté. En d'autres termes, à Taïwan, la souveraineté nationale et l'imaginaire ethnique se révèlent

---

<sup>71</sup> BRUBAKER, Rogers et al. (2006), *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*. Princeton University Press : Princeton.

<sup>72</sup> WANG, Horng-Luen (2001), « Institutional Contexts, External Factors and the Peculiarities of Taiwan's National Question: A Reflection on Theories and Experiences », *Taiwanese Sociology*, n° 1, pp. 183-239.

<sup>73</sup> BRUBAKER, Rogers (2002), « Ethnicity without groups », *Archives of European Sociology*, n° XLIII/2, pp. 163-189

<sup>74</sup> BRUBAKER, Rogers (1996), *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.

indissociables ; il s'agit également d'un conflit relatif à la dignité nationale, la nationalité et le statut national<sup>75</sup>. L'universitaire Wu Nai-Teh<sup>76</sup> indique que le fond du problème ethnique est en fait un problème d'identité nationale. Partie intégrante des relations ethniques, il semble indispensable d'examiner comment l'idéologie nationaliste des élites politiques a influencé l'élaboration de politiques et l'établissement d'institutions à l'égard des populations issues de l'immigration.

## 2.1. Le nationalisme incarné dans le programme *guestworker* taïwanais

Dans les années 1990, sous la gouvernance du président Lee, l'administration taïwanaise a mis davantage l'accent non seulement sur la prise de conscience des relations ethniques et de l'identité nationale, mais aussi sur la question de la régularisation des nouveaux immigrants, à savoir les épouses étrangères et les travailleurs migrants. Malgré le fait que des ouvriers migrants étaient présents illégalement dans des secteurs à forte demande de main-d'œuvre au seuil des années 1980, ce n'est qu'à partir de 1989 que le gouvernement a introduit officiellement des ouvriers du Sud-Est asiatique pour satisfaire les besoins en capital humain du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Autrement dit, la législation s'est efforcée de légaliser un phénomène déjà courant, à savoir celui du « travail au noir » dans les industries gourmandes en main-d'œuvre relativement peu qualifiée. En 1989, le recrutement de travailleurs migrants a été la solution à deux nécessités : premièrement, il s'agissait de répondre à la pénurie d'ouvriers taïwanais dans le domaine des travaux publics, conformément au plan national ; deuxièmement, il s'agissait de freiner les délocalisations d'entreprises taïwanaises vers la Chine continentale pour cause du coût de la main-d'œuvre en introduisant des travailleurs venus d'Asie du Sud-Est. En outre, le système de quota en ce qui concerne le nombre de travailleurs migrants a été calculé sur une base annuelle. La législation des ouvriers a été établie plus précocement que celle adres-

---

<sup>75</sup> WANG, Horng-Luen (2001), « Why is Taiwan Making Trouble? Trends of Globalization and the Problem of Nationhood in Taiwan », dans *Nationalism and Cross-Strait Relations*, Lin Chia-Lung et Cheng Yung-Nien (eds.), Taipei: Thirdnature Publishing.

<sup>76</sup> WU, Nai-Teh (1993), « Provincial Consciousness, Political Support, and National Identity: A Preliminary Study of Theory on Taiwan Ethnic Politics », In *Ethnic Relations and National Identity*, Chang Mau-kuei (ed.), Taipei : Yeh Chiang.

sée aux immigrées matrimoniales : élaboré en 1992, l'« *Employment Service Act* » a consisté en l'adoption du système de *guestworker*.

En 1992, le Parlement de Taïwan a ainsi voté un premier ensemble de lois destinées à introduire et gérer les travailleurs étrangers ouvriers — « *Employment Service Act* » —, qui comporte, dans le cinquième chapitre de la loi, une partie consacrée à la « réglementation du recrutement et de la gestion des travailleurs étrangers ». Il se trouve que la réglementation des cadres supérieurs est séparée de celle des ouvriers, dont les conditions de travail, la réglementation en matière de recrutement et de changement d'employeur et la durée maximum de travail diffèrent sensiblement. Pour les travailleurs migrants ouvriers, Taïwan a choisi d'opérer sur la base d'un programme dit de *guestworker*. Les entreprises vont ainsi embaucher temporairement des ouvriers originaires des Philippines, de Thaïlande, d'Indonésie et du Vietnam avec un contrat à court terme. Une fois le contrat terminé ou la durée de résidence ayant atteint le maximum autorisé<sup>77</sup>, les travailleurs se voient dans l'obligation de quitter le pays. En outre, leur visa de travail ne peut en aucun cas se transformer en visa de séjour. Les secteurs autorisés à recruter des migrants apparaissent fort limités : industrie manufacturière, BTP, agriculture, pêche, services à domicile... De plus, afin de protéger les travailleurs locaux, le gouvernement calcule des quotas de travailleurs migrants dans les secteurs sur une base annuelle. La procédure de calcul du nombre maximum de travailleurs migrants est précisée dans la loi concernée :

*The central Competent Authority shall invite and consult with representatives of the relevant governmental agency(ies), laborers, employers, and scholars to decide, pursuant to the foreign workers employment alert index, the maximum number of foreign workers permitted per year to be introduced into the Republic of China to engage in work as referred to in the preceding paragraph<sup>78</sup>.*

Les statistiques des travailleurs migrants sont traçables à partir de 1991. Selon le chiffre du Ministère du travail, cette population peut être divisée en deux catégories : des travailleurs pour

---

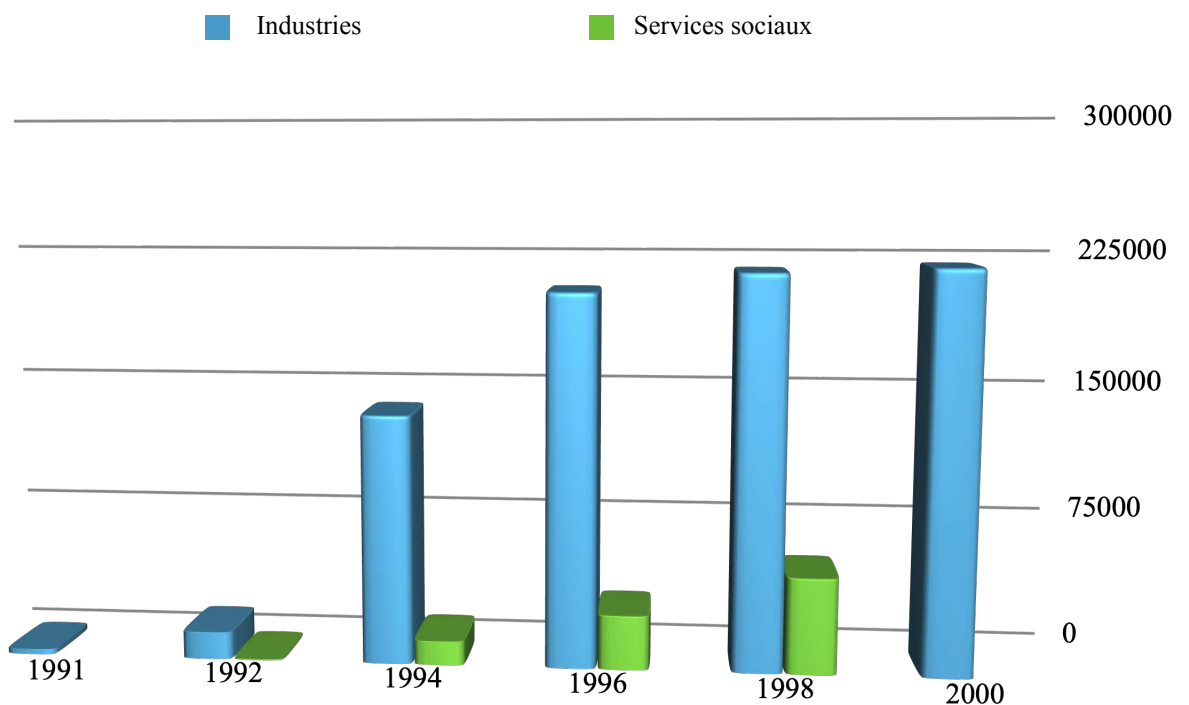
<sup>77</sup> Ce plafond de résidence s'étend de trois ans à six ans, puis neuf, douze et jusqu'à une durée de séjour de quinze ans en 2016.

<sup>78</sup> Article 52 de l'« *Employment Service Act* » de Taïwan.



les secteurs du BTP et de l'industrie lourde et ceux des services sociaux, c'est-à-dire des aides-soignants et aides à domicile. Nous constatons que le nombre des travailleurs des industries, entrés plus tôt, dépasse largement celui des services sociaux. Un autre élément à remarquer est que, après l'adoption de l'*Employment Service Act* en 1992, le nombre des travailleurs a augmenté en flèche<sup>79</sup> :

### Evolution du nombre des travailleurs migrants par catégorie



Source : Statistiques du travail ; le tableau réalisé par l'auteur.

A partir de 1994, les nationalités des travailleurs migrants sont également documentées. Si nous les trions selon leur origine en prenant les chiffres de l'an 2000, les proportions en 1994 et en 2000 apparaissent telles que dans les diagrammes ci-dessous<sup>80</sup>. Nous pouvons constater quelques évolutions évidentes, notamment l'essor de la quantité de personnel en provenance d'Indonésie et du Vietnam, ainsi que la diminution du nombre des Malaisiens, en raison du développement économique de leur pays :

<sup>79</sup> Statistiques du travail, Disponible à : <https://statdb.mol.gov.tw/evta/jspProxy.aspx?sys=100&kind=10&type=1&funid=wqrymenu2&cparm1=wq14&rdm=I4y9dcIi>

<sup>80</sup> Ibid.

● Indonésien ● Thaïlandais ● Malaisien ● Vietnamien ● Philippin

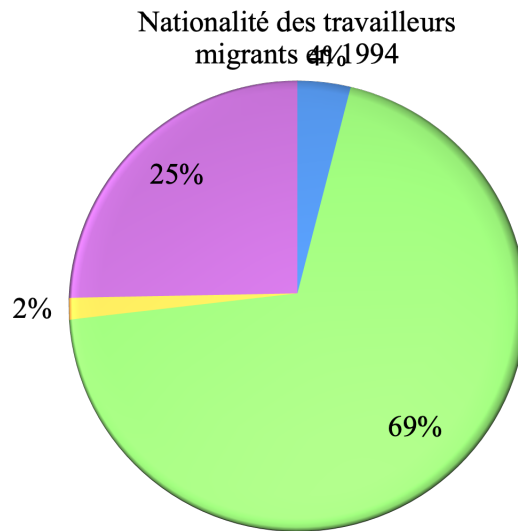


Tableau réalisé par l'auteur. Source : Statistiques du travail

● Indonésien ● Thaïlandais ● Malaisien ● Vietnamien ● Philippin

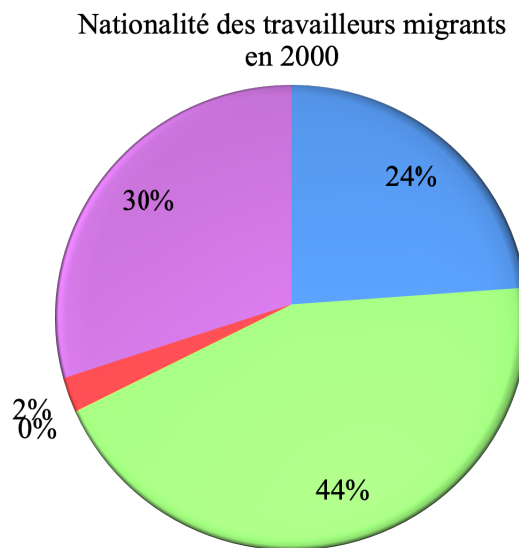


Tableau réalisé par l'auteur. Source : Statistiques du travail

Cependant, le système taïwanais de *guestworker*, par rapport à celui des pays européens, notamment de l'Allemagne — lieu d'origine de ce système —, prive ces travailleurs migrants de droits fondamentaux. Ce manque de droits en fait l'objet de critiques sévères. Leur contrat précise explicitement leur fonction et leur employeur, auxquels ils restent liés. Autrement dit, ils n'ont pas la liberté de changer de travail une fois arrivés à Taïwan, même dans le cas où les conditions de travail s'avèrent effroyables. Ce faisant, ils sont extrêmement vulnérables au cours de la négociation avec les employeurs. Souvent mal traités et mal payés, les travailleurs migrants n'ont pas d'autre choix que de fuir et travailler d'une manière illégale — hors contrat —, afin de pouvoir regagner ce qu'ils ont payé auprès de l'agence avant de venir. La militante-universitaire Lorna Kung<sup>81</sup>, qui a été la directrice du Centre de service aux travailleurs migrants dans la ville de Taipei, signale de nombreuses privations de droits aux travailleurs migrants. En deuxième lieu, le marché est laissé aux agences privées, à la fois à Taïwan et dans le pays d'origine. La population devient alors une marchandise. Les agences se battent pour baisser leurs prix, au détriment des droits humains des immigrants. Ce n'est qu'à partir de 1997 que le recours à l'embauche directe dans le secteur public est devenu possible. Ensuite, les travailleurs migrants se voient privés de toute possibilité de s'installer, encore moins de se faire naturaliser. Ils disposent quand même du droit de faire partie d'un syndicat, mais ne peuvent pas devenir cadre de direction. Une participation politique tant locale que nationale semble encore plus inenvisageable.

Alors que le droit à une vie de famille constitue l'un des éléments fondamentaux garantis par les instruments juridiques européens, à Taïwan, au contraire, le droit au regroupement familial ne constitue jamais un sujet de débat public. Le rôle des organisations supranationales s'avère essentiel dans l'ouverture de la société et l'intégration des immigrants. Depuis le traité de Maastricht, qui a proclamé la citoyenneté européenne et le fonctionnement de l'Union européenne, la pression en provenance des organisations supranationales a poussé les pays européens à mieux protéger les droits des immigrants dans son territoire. De son côté, Taïwan occupe

---

<sup>81</sup> KUNG, Lorna (2008), « The Demise of Guest-Worker Program? — The comparison of Taiwan and German Guest-Worker policy », publié au séminaire international Transborder and Diaspora. Paru dans *Transborder and Diaspora: Immigrants and Migrant Workers under Globalization*, Vol. 1, Tonsan Publishing : Taipei.

une position marginalisée et fragile dans la sphère internationale à la suite de son départ de l'ONU. La seule organisation transnationale à laquelle il participe officiellement — l'*Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC) — révèle une structure lâche et nébuleuse, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'influencer, ni d'exercer aucune pression sur les États-membres.

S'appuyant sur la perspective constructiviste révisionniste de Rogers Brubaker, inspirée par les travaux de Weber et Bourdieu, cette étude sur le nationalisme à Taïwan et son influence sur la politique migratoire se focalise sur le rôle des acteurs politiques — les élites politiques et leur interprétation des relations entre Taïwan et le monde. Selon Brubaker, il est pertinent de souligner les « *opportunism and cynicism* » des élites politiques (1998: 289). Jean Terrier, un sociologue politique suisse, commente l'intrication entre la construction des identités, les frontières et la conscience politique. Il affirme que « *[i]dentities and boundaries are outcomes of conscious political process* »<sup>82</sup> (2015, p. 39) et sont conçues consciemment dans un processus descendant, pendant lequel les élites politiques tentent de mobiliser des populations spécifiques, notamment des « *ethnic entrepreneurs* » (2015, p. 49).

Dans un article, Tseng Yen-Fen, professeure de sociologie à l'Université de Taïwan, a montré que dans les négociations parlementaires précédant l'élaboration de la loi de 1992 — l'*Employment Service Law* (loi sur le service de l'emploi) —, la toute première réglementation destinée aux immigrés, les enjeux autour de la politique nationaliste, tels que le nationalisme, le concept de nation et la nationalité, étaient devenus le principe sur lequel s'était fondé la politique à l'égard des travailleurs migrants à Taïwan. Tseng affirme qu'à Taïwan, l'introduction d'une main-d'œuvre non qualifiée ne constitue pas simplement une politique purement relative au marché du travail et à l'économie. En fait, elle s'inscrirait également dans une forme de politique de contrôle de la population immigrée<sup>83</sup>.

---

<sup>82</sup> TERRIER, Jean (2015), « Aspects of boundary research from the perspective of *longue durée* », dans *Nationalism, Ethnicity and Boundaries: Conceptualising and Understanding Identity through Boundary Approaches*, Jackson, Jennifer et Molokotos-Liederman, Lina (eds), Routledge: New York.

<sup>83</sup> TSENG, Yen-Fen (2004), « Expressing Nationalist Politics in Guestworker Program: Taiwan's Recruitment of Foreign Labor », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 32, pp. 1-58.

Dans le chapitre suivant, nous allons analyser les facteurs qui influencent l'élaboration des politiques de l'introduction des travailleurs migrants et dans quelle mesure le nationalisme taïwanais et l'intérêt politique jouent un rôle dans le processus.

### **2.1.1. La délocalisation comme levier politique : remplacer la destination de l'Ouest par le Sud**

Selon les données gouvernementales, le taux de la pénurie de main-d'œuvre (*labor shortage rate*) a grimpé de 16% en 1982 à 52% en 1987 (Tsay : 1995). En fait, certains chercheurs taïwanais considèrent la pénurie de main-d'œuvre comme relevant d'une rhétorique construite<sup>84</sup>, alors que le manque de main-d'œuvre bon marché constitue la véritable cause. L'attention et l'action gouvernementales ont été sollicitées face à la stratégie mise en place par les entreprises qui ont brandi la menace de la délocalisation. Pourquoi cet argument est-il parvenu à exercer une telle pression auprès des décideurs politiques ? L'éditorial suivant nous permet d'entrevoir la crainte d'avoir des entreprises qui se délocalisent :

La rapidité de la délocalisation des entreprises taïwanaises se révèle plus rapide que nous ne l'avions anticipé. Il y a déjà de nombreuses entreprises qui ont choisi d'investir à l'étranger avant la répression des travailleurs migrants (illégaux) à Taïwan ; maintenant que l'effort répressif a été lancé, la vitesse des délocalisations va encore s'accélérer. En plus, la région de l'offshoring est principalement la Chine continentale. Si cette frénésie d'investissements vers la Chine ne pouvait pas être contenue de manière efficace, les fondements du développement économique taïwanais iraient en s'affaiblissant. L'ouverture aux travailleurs migrants pourrait renforcer l'incitation à rester dans le pays. (Éditorial du China Times, 21/04/1991)

Tseng Yen-Fen démontre que le « miracle taïwanais<sup>85</sup> » a résulté d'une politique économique nationaliste, mettant en avant l'industrie qui, tout à la fois, contribuait à consolider l'identité nationale et disposait d'une signification symbolique sur la scène internationale : dans le cas de Taïwan, le secteur de la production axé sur l'exportation. La fuite des fonds nationaux

---

<sup>84</sup> LIU, Mei-Chun (2000), « A Critique from Marxist Political Economy on the 'Cheap Foreign Labor' Discourse », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n°38, pp. 59-90.

<sup>85</sup> Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation rapide et la croissance économique remarquable a été appelée « miracle taïwanais » ou « miracle économique de Taïwan ».

s'avère susceptible d'ébranler le contrôle sur la richesse nationale. D'autre part, les pertes d'emplois pourraient affaiblir la légitimité de l'État-nation (Sassen 1996, Reich 1991 ; cité dans Tseng 2004 : 18).

Le fait que les entreprises se déplacent vers la Chine continentale représente encore un autre souci, qui a suscité de vifs débats à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Pour Wu Jieh-Min (1996 : 229-237), les deux arguments principaux concernant les risques de « départ » en Chine résident, premièrement, dans la dépendance à l'égard de ce pays qui se révèle nocive pour le développement économique de Taïwan ; deuxièmement, dans le risque que cette relation de dépendance nuise à la sécurité nationale, dans la mesure où la Chine était perçue, à cette époque, comme l'adversaire communiste. C'est aussi la raison pour laquelle le gouvernement s'est engagé, à partir de 1993, dans une stratégie de « *Southbound* », incitant les investissements en direction de l'Asie du Sud-Est au lieu de ceux vers la Chine continentale.

### **2.1.2. La régularisation des travailleurs migrants pour exercer la souveraineté**

Tseng Yen-Fen, dans son article, souligne le fait que Taïwan, comme les États-Unis, Singapour et l'Australie, se sert de sa politique migratoire comme levier diplomatique, qui permet de récompenser un allié autant que de punir un ennemi. Afin de déterminer quand, combien et comment recruter les travailleurs migrants, Taïwan renforce son poids diplomatique en négociant directement avec les pays d'origine<sup>86</sup>. Le directeur du Conseil des affaires du travail, Chao Shou-Po, a fixé quatre critères pour sélectionner les pays de recrutement :

L'ouverture aux travailleurs migrants n'est pas une finalité diplomatique. Cependant, si l'introduction des travailleurs migrants peut aider au déploiement diplomatique, il est nécessaire de se conformer aux besoins de la diplomatie. Pour le gouvernement, il y a quatre critères pour choisir les pays à recruter : l'autorisation peut renforcer les relations bilatérales ; le pays en question entretient des rapports amicaux avec le gouvernement taïwanais et notre population ; le

---

<sup>86</sup> TSENG, Yen-Fen, « Expressing Nationalist Politics in Guestworker Program: Taiwan's Recruitment of Foreign Labor », *op. cit.*

pays concerné dispose de travailleurs de qualité ; le gouvernement du pays d'origine peut agir en fonction de notre politique et de nos besoins.<sup>87</sup>

En effet, la liste des pays susceptibles de fournir de la main-d'œuvre a été établie selon les préconisations du Ministère des Affaires étrangères en 1990. L'influence diplomatique sur la politique d'introduction des travailleurs migrants s'est traduite, en 1998, par une incitation à recruter des ouvriers parmi les alliés diplomatiques sud-est asiatiques et même à proposer de subventionner les frais de transport. De ce fait, cette stratégie associant politique de recrutement des ouvriers et politique diplomatique a été baptisée par les médias taïwanais « diplomatie des travailleurs migrants » (*China Times* 08/07/1997, cité par Tseng 2004 : 23).

D'un autre côté, les négociations bilatérales en la matière constituent pour Taïwan une des rares occasions d'exercer sa souveraineté sur la scène internationale. En tant que pays d'accueil, le gouvernement taïwanais compte disposer de davantage de pouvoir dans le processus de recrutement et obtenir le respect du statut national de Taïwan en tant que pays à part entière. Des blocus temporaires sur l'importation de travailleurs ont ainsi été imposés à plusieurs reprises, notamment contre les Philippines et la Thaïlande. Il s'agissait de représailles diplomatiques contre des actions qui étaient allées à l'encontre des intérêts taïwanais. Autant dans le choix des pays d'origine que dans la décision de l'instauration d'un blocus, le pouvoir du marché et les intérêts des entreprises ne sont donc pas toujours prioritaires<sup>88</sup>.

La régularisation injuste à l'égard des travailleurs migrants constitue jusqu'aujourd'hui le champ de bataille entre des ONG et l'État. Le système de l'agence de la main-d'œuvre est en mesure d'exiger des fortunes auprès des travailleurs migrants sous différents prétextes — frais de dossier, frais de transport, frais de service, frais de traduction, pour n'en citer que quelques-uns. Selon l'ancienne régulation, ils étaient obligés de quitter le territoire tous les trois ans avant de renouveler leur contrat avec l'agence. À chaque fois, ils renouvelaient le contrat, l'agence

---

<sup>87</sup> CHAO, Shou-Po (1992), *La politique et le problème de la main-d'œuvre* (Tdl.), China Productivity Center : Taipei.

<sup>88</sup> KUNG, Lorna (2002), « Migrant Workers in Taipei: Biased Central State Policy and Alternative Administration Strategy of Local State », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, N°48, pp. 235 - 285.

redemandait les frais de dossier, qui coûtaient de un à deux mois de salaire. Heureusement, cette règle a été abolie en 2016. Un autre problème réside dans le fait que les travailleurs migrants ne sont pas autorisés à changer librement leur emploi. Pour ce faire, pour le dire simplement, il faut non seulement avoir l'accord de l'employeur et de l'agence, mais encore payer des frais de transfert équivalant à deux à quatre mois de salaire<sup>89</sup>. À l'aide de la mobilisation et du plaidoyer des ONG, les frais surchargés par la « sangsue » — un surnom attribué à l'agence par les ONG — ont baissé. Cependant, les travailleurs migrants ne détiennent toujours pas le droit de changer librement de travail, même s'ils sont abusés, maltraités ou impayés : il leur faut toujours des preuves pour pouvoir demander un changement d'employeur sans payer de frais. C'est la raison pour laquelle il y a des « travailleurs fugitifs » à Taïwan. Les ONG luttent toujours pour changer le système, pour sensibiliser le public au sujet de l'injustice de la loi sur les migrants, afin de diminuer la stigmatisation subie par les travailleurs migrants « en fuite ». Nous parlerons plus en détail des situations malsaines rencontrées par cette population ultérieurement.

### **2.1.3. Le renforcement de l'identité nationale par l'élaboration politique**

En examinant les discours publics articulés par les régulateurs au sein du Parlement, il ressort que, au sujet du marché de la main-d'œuvre étrangère, les décisions n'étaient que rarement motivées par les besoins du marché ou des employeurs, encore moins par ceux des travailleurs. En fait, les décisions répondaient à un « consensus » parmi les élites politiques (Tseng 2004 : 35). Si le Ministère des Affaires étrangères peut sélectionner l'origine des travailleurs migrants d'après des considérations diplomatiques, selon quels principes le gouvernement taïwanais décide-t-il qui se verra refuser le droit de travailler à l'intérieur de son territoire ? Un sondage portant sur les besoins des employeurs a été effectué à la veille de l'élaboration de la politique. Les résultats de ce sondage révèlent que les entreprises souhaitaient avoir la possibilité de recruter des travailleurs chinois en raison des proximités linguistiques, qui facilitaient la communication (*Economic Daily News*, 03/09/1990). Néanmoins, les travailleurs chinois ont été, et sont actuellement, exclus par la politique d'introduction des ouvriers. Dans le contexte des années 1980 et

---

<sup>89</sup> « Après l'abolition de la clause d'exploitation tous les 3 ans, les travailleurs migrants sont-ils vraiment libres ? », *Radio Taiwan International*. En ligne : <https://www.rti.org.tw/news/view/id/2007148> (MAJ le 03/01/2019 ; consulté le 26/03/2020)



1990, un mouvement de localisation était en marche et privilégiait la culture taïwanaise, afin de contester la domination à la fois de la culture chinoise et de la structure autoritaire dirigée par le KMT. Dans cette bataille politique identitaire, la question posée peut se formuler de la sorte : les immigrés chinois constitueront-ils à terme une menace pour l'identité nationale ou le processus de construction de l'État-nation insulaire ?

Le discours prononcé par le législateur Peng Pai-Hsien en 1991 au Yuan Législatif illustre l'ambiguïté de la position et du statut des « Chinois » à Taïwan :

Si les ouvriers chinois réussissaient à entrer, les considérerions-nous comme des ressortissants taïwanais ou étrangers ? Ceci demeure une question à clarifier. Si nous les voyons comme des étrangers, on nous qualifiera d'indépendantistes taïwanais ; si nous les voyons comme des citoyens, c'est comme si Taïwan était déjà unifié. Alors, sommes-nous en réalité pour l'indépendance ou l'unification ?<sup>90</sup>

En apparence, le Yuan Législatif était devenu un champ de débat pour définir les pays d'origine des travailleurs migrants, mais le véritable enjeu tournait autour de l'identité nationale. Les discours prononcés par les législateurs montrent que les avis étaient partagés :

Recruter des ouvriers migrants poserait des problèmes ethniques. Je pose ainsi cette question : au lieu d'accueillir des travailleurs étrangers, pourquoi ne pas introduire des travailleurs chinois ? Nous partageons la même langue et la même descendance. Nous disons souvent que « “les trois principes du peuple”<sup>91</sup> unissent la Chine », mais également que nous devons aimer nos compatriotes, alors pourquoi exclure les Chinois ?<sup>92</sup>

---

<sup>90</sup> The Legislative Yuan Gazette, 80:31(98).

<sup>91</sup> Les trois principes du peuple correspondent à la doctrine formulée par le Dr. Sun Yat-Sen, révolutionnaire et homme d'État chinois. Après avoir renversé la dynastie Qing et fondé la République de Chine en 1911, Sun, considéré comme le « père de la Chine moderne », a formulé ces principes dès 1912. Le premier principe, le nationalisme (prononcer *Minzu*), a été conçu pour unir les cinq grandes ethnies chinoises — tibétaine, mongole, tatare, mandchoue et chinoise —, afin de construire un État-nation puissant. Le second principe est celui de la démocratie (prononcer *Minchun*, littéralement « pouvoir du peuple »), qui a pour but de donner le droit au peuple de contrôler le gouvernement et le pouvoir au gouvernement de gérer l'État. Ce principe était conçu sous la forme d'une république. L'incarnation du troisième principe, le socialisme (prononcé *Minsheng*, littéralement « vie du peuple »), était une mise en œuvre selon deux cadres politiques — la péréquation des droits fonciers et l'abolition du capitalisme. Il constitue toujours le titre de l'hymne national taïwanais.

<sup>92</sup> The Legislative Yuan Gazette, compte-rendu du comité 80:343(55).

Cet argument du législateur du KMT, Wang Chih-Hsiung, a été aussitôt réfuté par Chao Shou-Po, le directeur du Conseil des affaires du travail à l'époque :

Les compatriotes chinois ne sont pas autorisés à travailler à Taïwan, conformément à l'« Acte de sécurité nationale ». Par ailleurs, le continent reste sous le contrôle du parti communiste, qui vise toujours à nous « unifier » par toutes sortes de stratégies. Nous ne pouvons pas éliminer la possibilité que la Chine projette de nous bousculer grâce à ses « espions ».<sup>93</sup>

En somme, l'attitude des Taïwanais envers les Chinois résidant à Taïwan se répartit en trois catégories : ceux qui considèrent les Chinois comme des Taïwanais ; ceux qui considèrent les Chinois comme des étrangers ; enfin, certains suggèrent d'établir pour les Chinois une catégorie unique qui ne soit ni taïwanaise, ni étrangère. À la fin, il s'avère que c'est la troisième option qui a été retenue et par laquelle la structure gouvernementale désigne la population chinoise. Au lieu d'une loi sur l'immigration, un « *Act Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area* » a été élaboré en 1992. Cet acte visait à réglementer les actions, relations et transactions entre les populations des deux côtés du détroit.

Compte tenu des restrictions imposées sur les travailleurs étrangers<sup>94</sup> et la décision d'exclure les ouvriers chinois, la pensée des élites et l'élaboration des politiques en matière d'immigration ont été influencées par une idéologie nationaliste : qui pourra vivre parmi nous et qui sera exclu? En outre, la discussion sur l'immigration à Taïwan soulève, au fond, un débat relatif à l'appartenance nationale. D'un côté, l'intention de préserver l'homogénéité de sang dans la société taïwanaise semble évidente. D'un autre côté, les Chinois communistes, possédant une culture ainsi que des origines proches, se trouvent exclus, voire stigmatisés, comme une menace potentielle pour la sécurité nationale.

Pour approfondir cette question, nous allons examiner la logique derrière l'élaboration de la politique gérant le flux des « mariées étrangères », dans laquelle la population en provenance de Chine n'est plus interdite. Dans cette section, nous analyserons la façon dont l'élaboration des

---

<sup>93</sup> Ibid.

<sup>94</sup> Notamment la nature temporaire et contractuelle de l'emploi, l'impossibilité de changer le statut du visa et les obstacles pour changer d'employeur.

réglementations liées aux « mariées étrangères » s'avère être un véritable champ de bataille pour l'idéologie et l'identité qui déchire les élites politiques taïwanaises.

## 2.2. La législation des épouses étrangères pour un imaginaire de l'État-nation

Sous la présidence de Lee Teng-Hui, la politique des épouses étrangères était plutôt désignée sous l'appellation de phénomène des « mariées étrangères » (*foreign brides*)<sup>95</sup>. Ce phénomène découlait d'une pénurie domestique sur l'île, qui résultait de trois facteurs principaux : la fracture générationnelle causée par les vétérans chinois célibataires qui cherchaient des femmes pour les accompagner ; le déséquilibre structurel du développement urbain rural qui rendait les hommes célibataires des ruraux plus difficile à se marier ; et la croissance de la mobilité d'émigration dans un contexte d'aggravation de l'éloignement avec le centre convergent au niveau de la scène internationale. Cette immigration a débuté à la fin des années 1970, souvent de manière illégale, par le biais des réseaux familiaux et personnels. La deuxième vague de mariées étrangères est survenue vers le milieu des années 1980. Cependant, les profils des femmes immigrées différaient sensiblement d'une période à l'autre. Puisque les femmes de la première vague détenaient généralement une similarité linguistique et culturelle, et que le nombre d'entrée était relativement restreint, elles n'avaient pas provoqué autant d'inquiétude que celles de la deuxième vague. La distinction entre ces deux vagues d'épouses étrangères peut être illustrée comme ci-dessous :

**Diagramme : Épouses étrangères des deux différentes vagues**

	Première vague	Deuxième vague
Période	À partir de la fin des années 1970	À partir de 1985

<sup>95</sup> Il s'agit d'une appellation péjorative soulignant leur rôle de mariée et leur fonction exclusive au sein de la société taïwanaise. Dès l'année 2000, des ONG et les immigrées elles-mêmes ont commencé à exiger de modifier ce nom. Un événement a été organisé dans ce but en 2003 : nous l'évoquerons plus en détails dans le chapitre prochain. C'est aussi la raison pour laquelle le terme « mariée étrangère » ne sera appliqué que dans ce chapitre, qui porte sur la période avant 2000. Cependant, pour refléter la mentalité de l'époque, cette thèse garde l'utilisation originale du terme.

	Première vague	Deuxième vague
Profil des maris	Vétérans en provenance de Chine continentale	Jeunes paysans ou pêcheurs en milieu rural
Origine des femmes	Chinoises ou de diasporas chinoises en provenance d'Indonésie, des Philippines, de Malaisie et de Thaïlande	Femmes d'origine d'abord malaisienne, philippine, ensuite indonésienne et vietnamienne, et finalement chinoise
Langue et culture	Partageant la langue et la culture chinoises ou hakkas	Sans connaissance de la langue, ni de la culture chinoise
Intermédiaire du mariage	Plutôt à travers les réseaux personnels/familiaux	Plutôt à travers les agences privées/professionnelles
Âge moyen	Plus âgée	Plus jeune

Source : Tableau établi par l'auteure.

Même si le nombre des entrées archivées par le Ministère de l'Intérieur peut remonter à l'année 1987 selon des données — un an avant la présidence de Lee Teng-Hui —, aucun chiffre précis sur base annuelle n'est consultable. De plus, les critères servant à comptabiliser les épouses sont apparus inconsistants — elles étaient documentées dans une base de données à leur entrée sur le territoire et comptées séparément selon les visas délivrés dans une autre. Les catégories inconsistantes et aléatoires de l'État à l'attention des mariées étrangères avant 1994 — l'année marquant le début de la documentation officielle des épouses étrangères — étaient caractérisées par l'absence de discussion au sujet de leurs droits et par l'accent mis sur le contrôle et la restriction des flux migratoires.

À cette date, la situation des épouses étrangères a commencé à être légalisée et les voyages de part et d'autre du détroit de Taïwan ont connu une accélération. En 1994, le nombre de visas délivrés aux épouses originaires du Sud-Est asiatique s'élevait à 4899<sup>96</sup>, alors que celui des femmes chinoises avant 1997 était inexistant. L'année suivante, ce premier nombre atteignait les 7574 et a constaté un taux de croissance d'environ 30% chaque année par la suite. Le gouvernement a lancé en 1993 la « *Southbound policy* », une politique encourageant les investissements et la coopération avec les pays d'Asie du Sud-Est. L'objectif de cette politique consistait à réduire la dépendance envers la Chine continentale. Par ailleurs, durant les années

<sup>96</sup> Chiffres dressés par le Bureau des affaires consulaires du Ministère des Affaires étrangères.

1992 et 1998, les visas de première entrée et de deuxième entrée à Taïwan ont été comptabilisés ensemble par erreur pour le calcul du nombre des femmes étrangères. Ce problème méthodologique a finalement été résolu quand le Ministère des Affaires étrangères n'a plus comptabilisé que les premières entrées.

Vers la fin des années 1990, les « agences » assurant des services de mariage international ont connu un essor très rapide en raison de leur nature lucrative. Pourtant, considérés jusqu'alors comme une sorte de « service conventionné » s'inscrivant dans la portée des « contrats civils » — autrement dit, une action relevant du droit privé entre les citoyens —, ce marché n'a jamais été vraiment réglementé par une loi, ni même « normalisé » par le pouvoir. Le gouvernement était bien conscient des anormalités possibles des services payants de mariages transnationaux, mais il a choisi de ne pas intervenir.

L'article 573 du code civil taïwanais stipulait auparavant que « si le contrat d'un entremetteur du mariage est lucratif, le contrat est nul ». Cependant, conformément aux « besoins » du peuple taïwanais et de manière à favoriser les agences matrimoniales transnationales, cet article a été modifié en 2000 : « Un entremetteur ne dispose d'aucun droit de revendication pour un contrat d'entremise matrimoniale qui stipule une rémunération. » Les législateurs ont justifié la nécessité de réviser cette dernière clause et de lever l'interdiction sur l'action lucrative comme suit : « Il existe déjà dans la société civile une industrie prodiguant des services payants pour l'entremise des mariages. Le service est accueilli de plus en plus favorablement par les citoyens. Pour agir conformément aux réalités de la société, nous avons décidé de modifier l'article pour qu'il n'aille pas à l'encontre de cette interdiction<sup>97</sup>. » En outre, les agences de mariage et les intérêts que représentaient les agences de mariage transnational ont pris le dessus sur la politique taïwanaise, qui était jusque-là fière de figurer en tête parmi les défenseurs des droits de l'Homme.

---

<sup>97</sup> Les amendements précédents et leurs explications du Code civil : <http://www1.hl.gov.tw/webplaw/data/> (Consulté le 24/11/2016)

Selon une étude menée par Hsia Hsiao-Chuan — éminente chercheuse, pionnière dans les études sur l’immigration matrimoniale à Taïwan —, le phénomène des épouses du Sud-Est asiatique arrivées sur l’île semble progresser au même rythme que les investissements taïwanais vers ces pays. Son travail considère les mariages transnationaux comme des « marchandises », c’est-à-dire comme un des « sous-produits du développement capitaliste » à l’échelle internationale :

*Furthermore, “commodified transnational marriages” manifest the international division of labor within interpersonal relationships, localizing the international division of labor as an unequal relation between people<sup>98</sup>.*

Selon la perspective de Hsia, à l’instar de la politique d’introduction des travailleurs étrangers, le phénomène des épouses étrangères est également associé à la délocalisation des industries taïwanaises. La relation de causalité entre le flux des investissements et le flux de l’immigration reflète le développement centre-périphérique du système capitaliste, où les femmes sont devenues littéralement une marchandise dans un commerce inéquitable. Dans son analyse des investissements, Hsia montre la relation qui existe entre les investissements de capitaux et la hausse du nombre d’« épouses étrangères » en provenance des pays « investis ». Durant les années 1986-1991, les pays d’Asie du Sud-Est ayant bénéficié des investissements taïwanais ont été principalement la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines. En retour, d’après les entretiens qu’elle a effectués auprès des marieuses et les reportages de presse, les épouses étrangères les plus nombreuses après 1985 sont des femmes thaïlandaises et philippines. Les flux de capitaux vers l’Indonésie n’ont réellement progressé qu’à partir de 1991, année de la signature de l’Accord d’Investissement garanti (*Investment Guarantee Agreement*). La croissance des investissements à destination de l’Indonésie est synchronisée avec l’apparition des femmes indonésiennes à Taïwan<sup>99</sup>. Selon l’entretien réalisé auprès d’un fonctionnaire par le *Taipei Economic and Trade Office, Jakarta, Indonesia*, l’essor du nombre d’épouses indonésiennes remonterait à l’année 1991. Pourtant, depuis 1993, puisque les délais d’attente

---

<sup>98</sup> HSIA, Hsiao-Chuan (2000), « Transnational Marriage and Internationalization of Capital — the Case of the ‘Foreign Bride’ Phenomenon in Taiwan », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 39, September, p. 45.

<sup>99</sup> Ibid. p. 64.

pour que des épouses indonésiennes obtiennent le visa se sont de plus en plus allongés, les Taïwanais se sont tournés vers les femmes en provenance du Vietnam. Cela correspond également à l'année où les investissements taïwanais ont commencé à privilégier ce pays. D'après l'article de Hsia, le bond du nombre d'épouses vietnamiennes en 1995 paraît, de ce fait, étroitement lié à l'Accord d'Investissement garanti conclu avec le Vietnam au cours de l'année précédente.

### 2.2.1. Une redéfinition de la frontière et de la citoyenneté

Dans cette partie, nous envisagerons l'élaboration des réglementations au sujet des épouses étrangères à Taïwan, en nous focalisant sur la corrélation entre leur citoyenneté et le processus de construction d'un imaginaire autour de l'État-nation. La régularisation des épouses étrangères est fondée sur trois dispositifs législatifs, les « trois réglementations sur l'immigration » — la « Loi sur l'immigration » (*Immigration Act*) en 1999, la « Loi sur la nationalité » (*Nationality Act*) promulguée en 1929 et modifiée en 2000, ainsi que la « Loi sur l'organisation de l'Agence nationale de l'immigration, Ministère de l'Intérieur » (*Organization Act of the National Immigration Agency, Ministry of the Interior*) en 2005. À la différence de la réglementation à l'attention des ouvriers étrangers, les lois au sujet des épouses étrangères sont destinées à une population qui pourra s'installer de manière permanente et éventuellement être naturalisée. De ce fait, les efforts axés sur leur incorporation dans la société taïwanaise paraissent encore plus justifiés.

Parmi les trois réglementations, la loi sur la nationalité a été mise en place en 1929, alors que le gouvernement de la République de Chine contrôlait toujours la Chine continentale, et n'a pas été modifiée depuis malgré le fait que les réalités politiques ont été complètement bouleversées. Face à une forte croissance et une nouvelle ère pour la réalité politique, tout à la fois domestique et internationale, le gouvernement avait pour tâche urgente de se lancer dans la révision de ces lois déjà obsolètes et de rétablir une nouvelle logique légale. En 1999, la réglementation destinée à l'immigration est entrée dans une nouvelle ère : l'attention du gouvernement s'est tournée des ressortissants qui émigrent vers les étrangers qui immigreront.

Comme indiqué dans l'introduction, dès la levée de la loi martiale, Taïwan a fait face dans l'immédiat à des pressions de l'extérieur et de l'intérieur. Les premières provenaient des tendances néolibérales et de la mise en valeur des droits humains, alors que les autres résultaient de la prise de conscience des groupes ethniques à l'encontre de la dominance des continentaux et de l'exigence d'une stabilisation politique. Le président Lee a entrepris une série de mesures ayant pour but à la fois de consolider la crispation interethnique et de rehiérarchiser les rapports de pouvoir entre les différents groupes ethniques à Taïwan. À travers l'analyse que nous avons menée, nous pouvons remarquer que les actions de Lee, avec la redéfinition de l'identité taïwanaise allant de pair avec son discours sur les « nouveaux Taïwanais », visaient au final à bâtir un État-nation<sup>100</sup>.

Le 14 mai 1999, une des « trois réglementations sur l'immigration »<sup>101</sup> — l'*Immigration Act* (la loi sur l'immigration), qui était auparavant présentée sous la forme de décrets ou d'ordonnances administratives — a enfin été mise en forme, avec 70 articles au total. Il est intéressant de noter que la mission de cette loi au moment de son élaboration consistait à « gérer les migrants, garantir la sécurité nationale, régulariser les affaires migratoires et conseiller les immigrés ». De ce point de vue, l'objectif de cette loi était de « gérer » les arrivants et de sécuriser le pays, tandis que les règles relatives à la protection des droits des immigrés étaient complètement absentes.

L'article 23 de l'édition originale de la loi sur l'immigration, portant sur les conditions de demande d'une carte de séjour permanente pour les épouses étrangères, stipule ainsi :

Les étrangers qui ont résidé pendant sept années successives de façon régulière dans le pays ou les ressortissants disposant de la citoyenneté, et dont l'épouse et/ou les enfants ont résidé légalement pendant cinq années successives dans le pays, ou les épouses et/ou enfants ayant résidé

---

<sup>100</sup> KUNG, Yu-Chien (2013), « Immigrants and Refugees in the Cold War Era: The Taiwanese Case », *Router: A journal of cultural studies*, n°17, pp. 225-231.

<sup>101</sup> Les trois réglementations sur l'immigration sont l'*Immigration Act*, le *Nationality Act* et l'*Organization Act of the National Immigration Agency*.



régulièrement pendant quinze ans et plus de 183 jours chaque année pendant huit ans, pourront demander une carte de séjour permanente s'ils satisfont aux exigences suivantes :

1. Avoir atteint l'âge de 20 ans (les enfants des ressortissants doivent avoir au moins 14 ans) ;
2. Avoir un comportement décent ;
3. Disposer d'un capital de biens ou d'un talent qui leur permette de gagner leur vie ;
4. Avoir résidé plus de 270 jours chaque année pendant le séjour régulier, 183 jours pour les épouses et/ou enfants de ressortissants taiwanais ;
5. Être bénéfique à l'intérêt national de l'État.

L'autorité compétente pourra fixer les quotas de cartes de séjour permanentes émises chaque année en fonction de l'intérêt national et des pays ou régions d'origine.<sup>102</sup>

En outre, l'article 27 précise :

Durant la période du séjour et de la résidence<sup>103</sup>, les étrangers ne sont pas autorisés à entreprendre des activités ou effectuer des travaux incompatibles avec l'objectif de leur séjour.<sup>104</sup>

L'article 28 stipule également :

En cas d'urgence, l'autorité compétente pourra, dans l'objectif de maintenir l'ordre public ou les intérêts communs, restreindre leurs habitations ou activités ou énoncer des consignes à respecter.<sup>105</sup>

Ces articles sont les principaux concernant les épouses étrangères dans la loi sur l'immigration ; ils nous permettent de cerner l'attitude gouvernementale dans son traitement du phénomène des mariées étrangères :

1. Sur un total de 70 articles, très peu d'articles considèrent la situation des épouses étrangères, tandis que 10 articles légifèrent les conditions des ressortissants sans citoyenneté et de la diaspora (entrée, séjour et résidence) ; 9 articles réglementent toutes les entrées possibles résultant des services de transport. Cela indique que la régularisation des épouses étrangères n'attire qu'une faible attention chez les décideurs politiques. En revanche, ils semblent plus

---

<sup>102</sup> *Immigration Act*, Republic of China, Article 23.

<sup>103</sup> La période de séjour correspond à une durée de résidence à Taïwan inférieure à six mois, tandis que la résidence concerne un séjour supérieur à six mois.

<sup>104</sup> *Immigration Act*, Republic of China, Article 27.

<sup>105</sup> *Immigration Act*, Republic of China, Article 28.

se préoccuper de bien définir l'identification des ressortissants de la diaspora qui tentent d'entrer dans le territoire et de garantir la sécurité de manière à mieux contrôler les frontières.

2. Il est difficile de devenir l'épouse d'un Taïwanais, car une clause exige de la part des femmes étrangères de posséder suffisamment de biens pour pouvoir se marier. Cette condition non seulement porte atteinte aux droits de l'Homme fondamentaux, mais, plus encore, ignore une réalité : ces femmes sont des immigrées en quête d'une vie meilleure, en provenance de régions en voie de développement. En effet, afin de fournir cette attestation, les femmes sont souvent obligées d'emprunter de l'argent auprès des agences matrimoniales, qui réclament des taux d'intérêt extrêmement élevés, ou de prendre le risque de contrefaire leurs attestations. Toutes ces démarches rendent la situation des femmes étrangères d'autant plus précaire.

3. La lecture des clauses concernant cette population révèle une attitude conservatrice de la part des autorités, notamment lorsqu'elles exigent que les femmes immigrées doivent se montrer « décentes » et « bénéfiques pour l'État ». D'un côté, le gouvernement présume que leur arrivée et leur « immoralité » ont tendance à porter atteinte à la fois aux intérêts et à l'ordre de la société taïwanaise. D'un autre côté, les définitions de « décence » et de « bénéfique » s'avèrent elles-mêmes trop vagues et laissent un pouvoir administratif discrétionnaire à l'autorité compétente pour décider qui aura ou n'aura pas le droit de rester.

4. D'après les articles 27 et 28, il ressort que le libre choix du travail, voire même la liberté de déplacement, pourraient être circonscrits tout simplement par un décret administratif ministériel sans avoir à passer par le Yuan Législatif, dès lors que le gouvernement le juge nécessaire. Il est important de noter que, si les épouses du Sud-Est asiatique bénéficient du droit de travailler selon l'« Acte du service d'emploi », les épouses chinoises, selon l'« *Act Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area* », ne sont pas autorisées à travailler.

Chen Xue-Hui<sup>106</sup> a étudié à la fois le processus d'élaboration des politiques concernant la population immigrée et leur contenu, afin d'explorer le rôle du nationalisme joué dans les lois migratoires. En analysant les politiques et les arrière-pensées qui les sous-tendent, Chen a découvert des singularités dans ces réglementations en comparaison avec d'autres politiques. Premièrement, contrairement aux autres, les lois migratoires portent sur des groupes d'étrangers dépourvus du droit de vote. En conséquence, il s'avère difficile, pour eux, non seulement d'attirer l'attention ou l'intérêt des législateurs afin d'élaborer des règles en leur faveur, mais même impossible de s'exprimer par eux-mêmes. Les trois lois sur l'immigration ont été traitées comme « orphelines » — ignorées par des législateurs. Deuxièmement, au cours des négociations concernant l'amendement des lois auxquelles elle a participé en tant qu'assistante d'un législateur, Chen a observé que ce qui rendait l'avancement des lois sur l'immigration encore plus délicat ne résidait pas tant dans les restrictions budgétaires, ni dans le renforcement étatique, ni dans l'identification des droits et des obligations des citoyens. Le problème se situait dans la classification entre « nous » et « eux » ; il en ressort un processus d'exclusion résultant en partie du mouvement nationaliste taïwanais (Chen, 2007 : 2). En somme, durant le processus d'élaboration des lois migratoires, ces femmes ont été considérées soit comme une « altérité inférieure » — femmes d'Asie du Sud-Est —, soit comme une « altérité rivale » — femmes chinoises. Cette hostilité menée par la mobilisation nationaliste allant de pair avec la discrimination sexuelle et l'esprit patriarcal avait pour but, au détriment des droits de cette population migrante, de faciliter la construction d'un État-nation et de renforcer la souveraineté étatique de Taïwan.

### **2.2.2. La catégorisation des femmes étrangères : les Chinoises ne sont pas des étrangères ?**

Dans la période de janvier 1992 à mars 1998, le nombre des demandeuses de visa qualifiées (deux ans de mariage ou ayant déjà donné naissance à un enfant) s'est élevé à 23 493 ; parmi ces

---

<sup>106</sup> CHEN, Xue-Hui (2007), *A New Look of Taiwan's Discourse on Nationalism— Discrimination and Exclusion of Marriage Migration in Immigration Acts*, Mémoire : Graduate Institute for Social Transformation Studies, Shih Hsin University.

demandes, 4951 ont été approuvées et ont abouti à la délivrance d'un visa<sup>107</sup>. D'après un rapport sur « *The guidance measures for the foreign and Mainland China spouse* » publié en 2003 par le Ministère de l'Intérieur<sup>108</sup>, de 1990 à 2002, le nombre de femmes étrangères et chinoises a atteint un total de 247 966, 93 751 étant des épouses étrangères (c'est-à-dire des femmes originaires d'Asie du Sud-Est) et 154 215 des épouses chinoises, soit 38% contre 62%.

En lisant les rapports et les bases de données officiels, il faut s'interroger sur comment le système de gestion administrative distingue les épouses chinoises des « étrangères ». En effet, il apparaît que les Chinoises ne sont pas comptabilisées dans la catégorie des « étrangères » et que la réglementation destinée aux « épouses étrangères » ne suffit pas à gérer la question des épouses chinoises. Dans la suite du débat avant l'élaboration en 1992 de l'« *Employment Service Act* » mentionné dans la partie 2.1., les mariées chinoises ont été classées dans une rubrique distincte de celle des femmes originaires d'Asie de Sud-Est. Les textes emploient effectivement le terme de « femmes du continent » à la place de « femmes chinoises »<sup>109</sup>. Jusqu'à présent, pour désigner les épouses qui ne sont pas d'origine taïwanaise sur un document ou un rapport officiel, l'administration s'est efforcée de les catégoriser de la manière suivante :

- Épouses chinoises (y compris celles originaires de Hong Kong et de Macao) ;
- Épouses étrangères :
  - Épouses sud-est asiatiques ;
  - Épouses d'une autre origine.

---

<sup>107</sup> *Mainland Affairs Council*, Executive Yuan, <http://www.mac.gov.tw/fp.asp?fpage=cp&xItem=55240&ctNode=5713&mp=1> (Consulté le 26/11/2016).

<sup>108</sup> National Immigration Agency, Ministry of Interior, *The guidance measures for the foreign and Mainland China spouse Report* (2003), <https://www.immigration.gov.tw/5385/7445/7451/7457/7472/7478/30389/> (Consulté le 08/08/2020)

<sup>109</sup> L'appellation de la « Chine » par le gouvernement taïwanais occulte aussi l'idéologie nationale qui renvoie à l'histoire des relations interdépendantes. Suite à la retraite de ses troupes à Taïwan, le gouvernement du Kuomintang, représentant de la République de Chine, a nommé le territoire contrôlé par les Communistes « le continent » (*Mainland*). Il s'agissait pour lui de minimiser la légitimité du régime communiste dans l'optique de récupérer la Chine continentale. En tenant compte de l'imaginaire d'une unité entre Taïwan et la Chine, le terme de « continent » est devenu au fil du temps un moyen d'éviter de définir l'identité taïwanaise et d'évoquer son indépendance : il est ainsi souvent utilisé dans un cadre officiel entre Taïwan et la Chine continentale.

Outre ces catégories, la législation et les autorités compétentes pour les épouses chinoises et étrangères s'avèrent totalement compartimentées. Le processus de naturalisation d'une épouse sud-est asiatique doit passer par deux phases, celles-ci comprenant l'obtention d'un certificat de résidente étrangère (*Alien Resident Certificate*) et une demande de naturalisation. Une épouse chinoise doit, quant à elle, accomplir trois étapes : obtenir une autorisation d'entrée/sortie (*Entry/Exit Permit*, notamment dans le cas de visites familiales ou de regroupements familiaux), être en mesure de prouver une résidence permanente (*Permanent residency for naturalization*), obtenir un certificat de résidence (*Resident certificate* ; pour la résidence de regroupement familial ou la résidence permanente). En outre, le nombre annuel de délivrances de visa pour les épouses chinoises était restreint par un système de quotas, tandis que le nombre de femmes originaires d'Asie du Sud-Est ne disposait d'aucune limitation.

Cette distinction reflète comment les législateurs envisagent la relation très spécifique entre Taïwan et la Chine continentale, ainsi qu'une certaine idéologie. Elle est révélatrice également de l'imaginaire à l'égard de la frontière nationale. Dans certains cas, le terme « étranger » pourrait aussi inclure « chinois » aux niveaux politique et législatif. L'ambiguïté et les problèmes résultant de l'application et la signification des termes ont déjà été la cause de troubles dans la société taïwanaise depuis plusieurs décennies. Afin de trouver une cohérence avec les termes employés par le gouvernement taïwanais, cette thèse s'efforcera d'établir une distinction, selon les contextes, entre les femmes « chinoises » et « étrangères ».

En somme, face aux nouvelles réalités géopolitiques qui se sont faites évidentes à partir des années 1970 — départ de l'ONU et retrait officiel de la République de Chine de l'ensemble de la scène internationale, levée de la loi martiale —, le gouvernement taïwanais s'est trouvé dans l'obligation de redéfinir la citoyenneté et les frontières, afin de créer une solidarité nationale. L'analyse des réglementations destinées aux étrangères sous la présidence de Lee Teng-Hui met en évidence le fait que le comportement de l'État taïwanais envers les travailleurs migrants et les épouses étrangères est caractérisé par les points suivants :

1. Le gouvernement a essayé de bâtir une société homogène autour de l'identité taïwanaise en minimisant les facteurs susceptibles de produire des risques potentiels vis-à-vis de l'ordre public, notamment avec les ouvriers en provenance d'Asie du Sud-Est, ou de l'iden-

tité nationale avec les mariées étrangères. L'objectif des réglementations était en priorité de « gérer » les migrants, sans prendre en compte les droits des immigrés ;

2. Entre les lignes, nous pouvons y percevoir un sentiment de supériorité de la part de la bureaucratie taïwanaise, résultant de sa position dans le système du marché global par rapport aux pays du Sud-Est asiatique. L'arrogance et l'ignorance ont entraîné non seulement des politiques discriminatoires, mais également des malentendus auprès du grand public ;

3. Malgré la relative facilité pour s'installer à Taïwan, les épouses étrangères se sont trouvées confrontées à des difficultés dans la vie quotidienne : elles étaient dépourvues de filet de sécurité sociale et ne bénéficiaient d'aucun dispositif d'aide et d'accompagnement. Au lieu d'être considérée comme une source de problèmes, la population migrante a été « marginalisée » et « ignorée » par la société durant cette période. Nous évoquerons leur position marginalisée dans la société et les médias ultérieurement ;

4. Parallèlement au mouvement de localisation taïwanaise, l'élaboration des politiques migratoires a montré à de nombreux égards une continuité ou une réponse aux débats au sujet de l'identité nationale. En renforçant le concept de citoyenneté des différentes ethnies, le gouvernement s'est trouvé en mesure de déconstruire les bases de l'hégémonie culturelle pilotée par l'ethnie chinoise. Bien évidemment, les immigrés chinois étaient soit exclus, soit traités différemment dans la construction de l'État-nation insulaire.

En somme, l'élaboration de la politique publique concernant les travailleurs migrants répondait à un « consensus » parmi les élites politiques et à une représentation, une image de la réalité qu'ils voulaient construire — en l'occurrence, un imaginaire du tissu social et de l'identité nationale de Taïwan. Cette représentation politique allait devenir un « référentiel » incontournable lors de toutes les discussions publiques portant sur les politiques migratoires<sup>110</sup>. Au moment où les politiciens taïwanais se sont affrontés, par le biais du discours des « quatre ethnies taïwanaises », contre la domination et l'homogénéité de la culture et de l'ethnie chinoises, ils étaient en train de définir le statut de la citoyenneté de ses membres et la composition ethnique de la société. Pour les élites politiques taïwanaises, l'objectif était de

---

<sup>110</sup> MULLER, Pierre (1995), « Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde », dans *La Construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris: Éditions L'Harmattan.

pouvoir formuler un jour un État-nation — un pays qui s'appellerait la République de Chine pour le KMT nationaliste, la République de Taïwan pour les indépendantistes du PDP.

Il est pertinent de conclure que, à ce stade-ci, les cultures des ethnies insulaires ont été mises en avant afin de construire une identité locale contre celle de la Chine continentale, en même temps que l'arrivée massive des immigrants était susceptible de menacer l'ordre social et d'ébranler l'unité nationale du pays, en particulier celle des épouses chinoises. Conséquence : autant l'État taïwanais inclut la différence ethnique de Taïwan, autant il contrôle et exclut les immigrants.

Face à l'augmentation du nombre des personnes issues de l'immigration, en vue de les gérer, le gouvernement a commencé à ressentir le besoin de leur faire parvenir des informations, notamment à propos des réglementations. De ce fait, la production du contenu informatif et l'établissement du réseau médiatique à l'attention des immigrants ont émergé. Dans le chapitre suivant, nous allons étudier la façon dont l'agenda multiculturel de l'État s'est concrétisé à travers des initiatives liées aux médias, tout en étant attentif aux motifs et aux messages portés par ces programmes médiatiques consacrés aux communautés migrantes.

## ***Chapitre 3 :***

### ***Initiatives citoyennes et publiques pour les épouses étrangères : conscientisation ou assimilation ?***

#### **3.1. Réorientation dans la gouvernance : du laissez-faire à l'assimilation**

Durant la présidence de Lee Teng-Hui de 1988 à 2000, les enjeux autour des relations ethniques et les rapports de force entre communautés ethnoculturelles ont commencé à entrer dans la sphère publique. Le discours du multiculturalisme, une trentaine d'années après sa formation, est devenu un élément important pour lutter contre la domination identitaire de la culture chinoise à Taïwan. Les actions collectives de la part des minorités ethniques — Hakkas et autochtones — ont connu un essor soutenu et rapide. C'est dans ce contexte historique et politique que les enjeux migratoires sont entrés au centre de la politique, que le sujet de l'immigration à Taïwan est devenu étroitement lié avec l'identité taïwanaise/chinoise, ou le nationalisme dans un aspect général.

Comme cela a été évoqué plus haut, le phénomène de l'immigration matrimoniale s'est développé d'une manière illégale, répondant tout d'abord aux besoins des vétérans célibataires et relativement âgés qui appartenaient aux troupes du Kuomintang vers la fin des années 1970. À la faveur de l'urbanisation et de l'industrialisation, les jeunes paysans-pêcheurs célibataires victimes de l'« *urban-industrial bias* » (Michael Lipton, 1976 ; cité dans Hsia Hsiao-Chuan, 1997) ont exprimé également leurs propres demandes. Le gouvernement a laissé ce marché lucratif à des agences privées et décidé de ne pas intervenir. Vers la fin des années 1980, l'accroissement du nombre des épouses étrangères a commencé à attirer l'attention des médias, qui, d'après les études du professeur Hsia Hsiao-Chuan, ont essayé de construire une réalité sociale selon laquelle ces immigrées posaient effectivement des problèmes familiaux et sociaux. En raison de l'émergence des mariages blancs, les politiques vis-à-vis des immigrées matrimoniales ont évolué : le contrôle à l'entrée du territoire taïwanais s'est trouvé renforcé et l'administration a durci les procédures de demande de visa pour les femmes sud-est asiatiques. Ce n'est qu'à partir de 1994 que le gouvernement a instauré officiellement un système permettant de documenter le



nombre des mariées étrangères à Taïwan. En d'autres termes, non seulement les épouses étrangères ont été marginalisées et stigmatisées par les médias, mais elles ont aussi été exclues de tous les mécanismes étatiques.

Depuis les années 1990, certaines collectivités se sont mobilisées afin de participer aux négociations avec le gouvernement en faveur de la protection des droits des communautés migrantes. En effet, le premier plan d'action concernant les immigrées matrimoniales, promulgué en 1999, s'était inspiré d'une initiative locale à *Meinung* (un district de Kaohsiung où la plupart des habitants appartiennent à l'ethnie hakka), intitulée « Programme d'alphabétisation pour les mariées étrangères » (*Literacy Programs for Foreign Brides*) et lancée en 1995. Face aux revendications et aux pressions politiques, l'administration du président Lee a pris des mesures visant à inclure cette population dans la politique publique. En 1997, l'article énonçant le principe de multiculturalisme a été adopté dans la Constitution à la suite de manifestations organisées par les autochtones. La cohabitation entre ethnies de culture différente a commencé à être reconnue au niveau du gouvernement central en tant que directive politique. Afin de mieux régulariser les migrants, l'*Immigration Act* a été édictée en 1999 et, l'année suivante, la loi sur la nationalité a été révisée pour la première fois depuis son élaboration en 1929. Un dispositif important intitulé *Foreign Bride Life-Adjustment Counseling Implementation Project* a été mis en œuvre en 1999. L'objectif de ce projet, dont nous discuterons plus tard, était de faciliter l'insertion sociale des épouses étrangères. Il s'agissait, d'une part, de fournir des cours de mandarin et, d'autre part, d'assurer un accompagnement administratif, social et médical. Ce plan a été largement critiqué en raison de ses mesures assimilationnistes et unidirectionnelles, qui plaçaient les mariées étrangères dans un cadre hiérarchique, patriarcal et racialisé, dirigé par une structure hégémonique. Sans pouvoir résoudre le racisme ni les inégalités structurelles, ce plan traite les épouses étrangères comme des « *inferior other* »<sup>111</sup> à l'égard de la majorité et est susceptible de rendre leur situation encore plus précaire et stéréotypée.

---

<sup>111</sup> Hsia Hsiao-Chuan, « Des “mariées étrangères” aux “nouveaux immigrés” : jusqu'où sommes-nous allés ? » (Tdl.), *CommonWealth Magazine*. Disponible à <https://opinion.cw.com.tw/blog/profile/65/article/6576> (MAJ le 31/01/2018 ; consulté le 02/29/2019).

Dans ces conditions, nous allons observer, dans les sections suivantes, de quelle façon la société civile a mené des actions avant les décideurs politiques, et comment ces derniers ont été poussés à réagir sous la pression et la mobilisation de la première. En outre, l'analyse de la motivation derrière ces politiques migratoires, ainsi que la mise en place des dispositifs tant médiatiques que culturels, restera également au cœur de ce chapitre.

### **3.2. Premier programme informatif destiné aux mariées étrangères : la prise de conscience collective**

Au cours de sa participation à un projet de recherche au début des années 1990, Hsia Hsiao-Chuan a rencontré un groupe de mariées étrangères par hasard lors d'une étude de terrain à Meinung. À partir de 1994, elle a décidé de consacrer sa thèse doctorale en sociologie à l'Université de Floride à un sujet qui était sans précédent à cette époque : les immigrées matrimoniales, également appelées d'une façon péjorative « mariées étrangères », comme expliqué plus haut. Après avoir observé en personne les obstacles quotidiens dus au fait qu'elles ne maîtrisaient pas la langue chinoise, ni l'écriture ni la lecture, Hsia a décidé de fonder en juillet 1995 un « Programme d'alphabétisation des mariées étrangères à Meinung », en collaboration avec la *Meinung People's Association*<sup>112</sup>. Le cours a reçu une aide financière du projet de formation des adultes du comté de Kaohsiung. En tant que première initiative destinée aux épouses étrangères, ces cours ont suscité l'attention nationale, plus particulièrement celle des médias. Hsia a affirmé l'objectif initial du programme :

Après avoir constaté que les sœurs du Sud-Est asiatique restaient confinées chez elles à cause de la barrière linguistique, mes camarades de la *Meinung People's Association* et moi avons décidé d'instaurer un programme d'alphabétisation, qui vise à les faire sortir de la contrainte, à mettre en place un réseau d'entraide et à leur permettre de dialoguer avec la société à travers l'apprentissage de la langue. Nous sommes conscients qu'elles ne sont pas illettrées, mais que seules leur langue et leurs expériences personnelles ne sont plus valables à Taïwan. Du

---

<sup>112</sup> Un rassemblement a été organisé initialement en 1992 pour lutter contre la construction du réservoir de Meinung. En 1994, l'association a été ainsi créée. Son mandat recouvre le développement local, la connaissance des savoirs locaux, l'*empowerment* des jeunes locaux, la protection des ressources en eau et l'héritage culturel de la communauté hakka.

coup, avec le mot « alphabétisation », nous souhaiterions souligner la précarité de leur situation : elles sont confrontées à un environnement dominé par la langue chinoise.<sup>113</sup>

Un documentaire intitulé « *Foreign brides in Meinung* », tourné à partir de 1996 et durant sept années, témoigne non seulement du processus des mariages transnationaux, mais également des défis rencontrés au début de l'institution du programme. De plus, ce documentaire nous permet de visualiser la situation délicate de ces épouses et la nécessité du programme d'alphabétisation. Lors de l'un des entretiens réalisés par la réalisatrice du documentaire, Lin Hsiao-Fang, une des élèves du programme, Long Gin-Hwa, originaire de Thaïlande, a raconté les difficultés et les moqueries dont elles faisaient l'objet dans la vie quotidienne de par leur état d'analphabètes :

À chaque fois que je vais à la banque ou à la poste, il y a des gens qui me demandent : « Quel âge avez-vous mademoiselle ? Pourquoi vous n'allez pas à l'école ? » Et je réponds : « Je ne peux rien faire, je ne suis pas d'ici. » C'est comme ça. Ils ne croient pas que je ne suis pas taïwanaise. Ils me disent : « Tu parles parfaitement mandarin, même les dialectes hakka et taïwanais. » Je dis : « Oui, je les parle, mais je ne connais pas ces mots. » Des fois, quand je demande à quelqu'un d'écrire pour moi, on me dit : « Oh là là ! Quel âge avez-vous ? »

Par ailleurs, l'appellation de « mariée étrangère » comporte une connotation discriminatoire, le choix du nom étant, en effet, délibérément ironique. Dans un autre documentaire, qui célèbre les vingt ans du programme d'alphabétisation des mariées étrangères, la fondatrice Hsia Hsiao-Chuan a expliqué :

Dès le début, nous avons mis des guillemets à l'intitulé du programme, « programme d'alphabétisation des mariées étrangères », car nous cherchions à mettre en exergue deux problématiques essentielles : ce nom reflète, premièrement, les discriminations dont elles sont victimes ; deuxièmement, les dysfonctionnements de leur situation, car elles ne maîtrisent pas cette langue.

Pour commencer, en l'absence d'une base de données officielle à cette époque, Hsia a dû consulter toutes les informations relatives aux mariages enregistrés à Meinung à l'Office

---

<sup>113</sup> HSIA, Hsiao-Chun (2005), « A la recherche de lumière — la route sinueuse du programme d'alphabétisation au Yuan Exécutif » (traduit du chinois), dans *Don't call me Foreign Bride*, Hsia, Hsiao-Chun (ed.), Taipei: Rive Gauche Publishing House, pp. 12-48.

d'enregistrement des ménages, afin de recueillir les coordonnées des couples transnationaux. Néanmoins, les efforts de la première année se sont soldés par un échec, à cause de la pédagogie traditionnelle quant à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. À la fin des trois premières saisons, les épouses restaient enfermées et n'osaient toujours pas exprimer leur opinion pendant le cours. Pire encore, elles communiquaient rarement les unes avec les autres, à tel point qu'elles ne connaissaient même pas leurs noms, sans parler du fait qu'elles ne parvenaient pas à établir un réseau d'entraide. Après réflexion, le programme a décidé d'adopter une autre philosophie pédagogique, combinant la pédagogie des opprimés de Paulo Freire<sup>114</sup> et le concept du théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal<sup>115</sup>.

Hsia mentionne un autre objectif plus proactif de ce programme dans une revue : il vise également à encourager à la fois leur énonciation autonome et leur organisation, afin de défendre leur cause. Il s'agit de les faire sortir de leur isolement et d'en faire des agents autonomes et collectifs. Autrement dit, le programme d'alphabétisation ne projette pas seulement de renforcer la capacité d'adaptation des mariées étrangères dans la vie quotidienne et de les assimiler à la société taïwanaise<sup>116</sup>. Cette démarche correspond au concept pédagogique de Paulo Freire, qui souligne le fait que dans le monde capitaliste, l'éducation ne sert plus de chemin pour la pensée critique et le changement social, mais devient un instrument de reproduction du système éco-politique dominant. Par conséquent, il est important que l'éducation aide les éduqués à construire davantage une cognition critique, tant sur l'environnement que sur eux-mêmes, puis à la transformer en un élan les rendant en mesure de changer le monde (Freire, 1985).

---

<sup>114</sup> Paulo Freire est un pédagogue brésilien connu pour sa contribution à la promotion de l'éducation des adultes en milieu pauvre. Il défend une conception de l'alphabétisation militante comme un moyen de lutter contre l'oppression et comme un chemin vers la liberté. À travers l'éducation, les élèves prennent conscience de leur situation d'opprimés et peuvent ensuite mener des actions culturelles qui favorisent l'émancipation.

<sup>115</sup> Augusto Boal est un écrivain, metteur en scène, théoricien du théâtre et homme politique brésilien. Boal a publié *Le théâtre de l'opprimé*, pour lequel il a expérimenté diverses formes de théâtre participatif et éducatif. Celles-ci cherchent à lutter contre toutes les formes d'oppression que connaissent les sociétés humaines.

<sup>116</sup> HSIA, Hsiao-Chuan (2003), « The Localization of Praxis-Oriented Research: the Case of 'Foreign Brides Literacy Program' », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 49, pp. 1-47.

Dans l'esprit de Freire, ce programme envisage de solliciter un espoir, une réflexion critique et une action solidaire des éduqués. Le but de ce programme consiste non seulement à leur apprendre le mandarin, mais aussi à leur faire prendre conscience de leur propre situation, des problèmes institutionnels auxquels elles doivent faire face et, finalement, de la possibilité de transformer la destinée de l'ensemble de la communauté. Cette pédagogie refuse d'utiliser l'éducation comme un outil de l'« idéologie d'adaptation » et de la « culture du silence » (Freire 1985 : 9, cité dans Hsia 2003 : 13). Le principe du programme s'articule autour de la prise de conscience de la précarité de soi et l'analyse critique de la domination du système hégémonique. La clef réside dans l'« *empowerment* » de leurs capacités collectives. Sur base des conceptions freiriennes, le but de l'éducation est d'amener les éduqués autant que les éducateurs à « apprendre à lire la réalité pour écrire leur propre histoire ». Il existe donc un lien important entre l'éducation auprès des ethnies minoritaires et le développement de leurs communautés.

À partir de 1996, le programme a invité également Chung Chiao, poète et employé au sein du Théâtre du Peuple, à participer à l'animation et à la conception de la quatrième saison du programme. À la lumière des techniques théâtrales basées sur la théorie du théâtre de l'opprimé, certaines épouses ont commencé à apprendre à exprimer leurs émotions ainsi que leur opinion, tant de manière verbale que corporelle. La définition du « théâtre de l'opprimé » est, selon Augusto Boal, « ...*about acting rather than talking, questioning rather than giving answers, analysing rather than accepting* » (Boal, 1992: xxiv). Dans la perspective de Boal, le forum du théâtre se trouve en mesure d'encourager la conscientisation, de stimuler les débats publics et de trouver des solutions ; et, ce faisant, la frontière entre les spectateurs et les acteurs s'estompe. Boal, artiste et activiste social influencé par Paulo Freire, considère le théâtre comme un véhicule permettant au peuple « invisible » d'abord de se libérer, puis de dialoguer avec la société dominante et, finalement, de la changer — « *Perhaps the theater itself is not revolutionary; but have no doubt, it is a rehearsal for the revolution* » (Boal, 1996 : 99).

À titre d'essai, Chung Chiao et Hsia Hsiao-Chuan ont ainsi introduit des techniques théâtrales dans le premier cours de la saison, celles-ci consistant en des jeux d'imitation et d'imagination, des étirements du corps et des sports collectifs. Cependant, à la fin du cours, certaines

participantes se sont plaintes, affirmant qu'elles n'étaient pas venues pour jouer, mais pour apprendre le mandarin de manière sérieuse. Si le programme était basé toujours sur une méthode intellectuelle et restait abstrait, la participation et l'engagement des éduqués auraient été limités. Néanmoins, la participation constitue à la fois l'objectif et la condition de l'action d'alphabetisation (Food and Agriculture Organisation 1976 : 45, cité par Hsia 2003 : 18). Par conséquent, il a fallu réfléchir à une pédagogie susceptible d'associer la pratique des conversations et l'expression de leurs expériences quotidiennes, afin de satisfaire aux besoins basiques des participantes pour communiquer dans la vie.

En plus de recevoir des cours de langue, ces épouses étrangères ont également été invitées à prendre part à la *Meinung People's Association*, à plusieurs mouvements régionaux, tout particulièrement de manifester contre la construction d'un barrage à Meinung. Par le biais de la participation dans les affaires publiques, l'image des épouses étrangères à Meinung, ainsi que l'attitude publique à laquelle elles faisaient face, se sont progressivement transformées — elles ont été perçues de plus en plus, si l'on traduit littéralement, comme « des membres parmi nous », au lieu des « autres ». Le succès de cette expérience et la contribution des immigrants dans le voisinage ont donné lieu à des reportages et à une couverture dans les médias, ce qui a eu pour autre résultat d'attirer l'intérêt du gouvernement.

### ***Intervention du gouvernement***

Au cours de l'instauration du programme d'alphabetisation, le professeur Hsia a continué à plaider auprès du ministère de l'Éducation, en collaboration avec des ONG, ainsi que des législateurs du Yuan Législatif, en faveur du droit à l'éducation des adultes. Entre autres, elle a déclaré en 2000, à l'occasion d'une conférence de presse intitulée « Traiter les enjeux des mariées étrangères », qui envisageait de revendiquer les droits des épouses étrangères, tels que le droit au travail, le droit à la propriété et le droit à l'éducation :

We have been asking the Education administration, asked them officially and non-officially if they can do something for these new immigrants, such as they can learn our language. However, officials' reply were no need to take care of non-citizens. We hope this discriminatory

attitude can be changed in near future. Especially while the new government is transforming to new leading party, the new officials can do some changes.<sup>117</sup>

Ces immigrantes matrimoniales, naturalisées ou pas, étaient donc perçues comme des « citoyennes de seconde zone » — terme fréquemment utilisé par Hsia durant la conférence — et ont été privées de la citoyenneté. L'enjeu s'avère double : premièrement, une fois qu'elles ont reçu le titre de résidente permanente, peuvent-elles être considérées systématiquement comme des citoyennes et se voir accorder les mêmes droits que les Taïwanais de souche ? Deuxièmement, avant de recevoir le titre de résidente permanente, ce qui demande généralement entre six et huit ans, voire plus, de quels droits peuvent-elles bénéficier ?

« En parlant des travaux au sujet des droits de l'Homme et de la protection sociale pour les mariées étrangères (chinoises), le gouvernement prend toujours du retard par rapport à la société civile. Il faut souvent attendre que les organisations collectives fassent pression sur les autorités compétentes pour que le gouvernement commence à ajuster quelque peu ses provisions ou sa conduite politique »<sup>118</sup>, déclare Hsia Hsiao-Chuan dans une de ses revues. À partir de 1997, après que le contenu, ainsi que la méthode d'enseignement du programme d'alphabétisation ont été stabilisés, le programme d'alphabétisation de Meinung a commencé à chercher des opportunités pour collaborer avec des associations en dehors de la commune. En 1999, face aux revendications et à une prise de conscience publique, le gouvernement a finalement entrepris des actions dans ce sens. Comme spécifié dans le chapitre précédent, l'administration de l'Éducation a organisé une table ronde intitulée « Organisation de cours d'adaptation et d'entraînements linguistiques destinés aux mariées étrangères pour les assister à intégrer l'environnement du pays ». La décision a été prise durant cette réunion de prendre le programme de Meinung comme modèle afin de promouvoir des cours de langue et de civilisation à l'échelle nationale. À la fin de 1999, l'administration a commencé à organiser des cours de mandarin et de civilisation taïwanaise à l'attention de ces nouvelles arrivées par le biais d'une collaboration avec des ONG

---

<sup>117</sup> « Foreign Brides in Meinung » (Documentaire), LIN, Hsiao-Fang (dir.), 2001: 42'39" - 43'18".

<sup>118</sup> HSIA, Hsiao-Chuan, « Réexaminer la politique multiculturaliste à travers les droits des immigrées dans le cadre de la mondialisation » (traduit du chinois), *Bongchhi New Letter*, n° 157, 2004. <http://forum.yam.org.tw/bongchhi/old/light/light155-3.htm> (Consulté le 07/07/2017)

et des établissements scolaires. En 2000, le programme d’alphabétisation de Meinung a reçu une subvention du Ministère de l’Intérieur en tant qu’institution déléguée.

Il est intéressant de noter que c’est le Ministère de l’Intérieur qui s’est occupé des affaires des immigrés : les affaires culturelles de l’immigration et même l’Agence de l’Immigration, créée en 2007, restent sous la tutelle du Ministère de l’Intérieur, qui est chargé principalement de la sécurité nationale et de l’ordre social. Ceci est révélateur de la nature de la politique de l’immigration à Taïwan.

L’objectif de ce programme éducatif destiné aux épouses du Sud-Est asiatique était de les doter de capacités linguistiques et de les transformer en agents confiants, de manière à lever les obstacles et lutter contre l’injustice institutionnelle. La priorité du programme ne consistait pas à répondre à une « responsabilité humanitaire » en les « intégrant » dans la société majoritaire, comme l’a déclaré un député local lors de la cérémonie d’ouverture du programme. Le problème ne réside pas uniquement dans la définition de l’« intégration », concept encore controversé au niveau académique, mais aussi dans le rôle et les rapports de pouvoir entre éduqués, éducateurs et structure publique. Il y a donc une disparité entre les deux structures d’enseignement, c’est-à-dire entre le programme initié par la société civile et le projet d’adaptation lancé par le gouvernement, ce qui correspond à la distinction qu’établit Freire entre les modèles d’éducation conservateur et progressiste :

Dans une pratique éducative conservatrice, on cherche, à travers les contenus, à occulter la raison d’être d’une infinité de problèmes sociaux ; dans une pratique éducative progressiste, on tente, toujours grâce aux contenus, de mettre au jour la raison d’être de ces problèmes. Tandis que la première vise à accommoder l’éduqué à un monde donné, la seconde cherche à déstabiliser l’éduqué en le mettant au défi, pour lui faire prendre conscience que le monde est un monde qui se donne et qui, par conséquent, peut être changé, transformé, réinventé. (Freire 1995, Pédagogie dans la ville)

### *La pédagogie freirienne ici et ailleurs*



Certaines initiatives des militants taïwanais en faveur des droits politiques, économiques, sociaux ou culturels des épouses étrangères comportent désormais une idéologie de gauche et affichent une attitude critique à l'égard du gouvernement. Le programme d'alphabétisation en 1995 d'abord, l'*Alliance for Human Rights Legislation for Immigrants and Migrants* (AHR-LIM) et la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* (TASAT) établis en 2003, suivis par le journal *4-Way Voice* en 2006, présentent plus ou moins la même philosophie et se mobilisent contre l'inefficacité de l'État. En réaction à celle-ci, des projets culturels et communicationnels initiés par des communautés issues de l'immigration, dont nous allons parler ultérieurement, contiennent une couleur intégrationniste et visent non seulement à être reconnus par la majorité, mais également à améliorer le système lui-même.

Au lieu de mener des actions de plaidoyer comme l'AHRLIM et la TASAT, le journal *4-Way Voice*, consacré aux nouveaux immigrés de Taïwan et publié en cinq langues de 2006 à 2016, a envisagé de déterminer comment diffuser leur propre parole dans la presse. L'esprit de Paulo Freire a exercé une influence cruciale sur sa création. Sa fondatrice, Lucie Cheng<sup>119</sup>, a expliqué, en s'appuyant sur Freire, qu'il s'agissait d'une condition essentielle de l'émancipation. Les groupes opprimés doivent développer leurs propres mots pour narrer le monde : « *Those who have been denied their primordial right to speak their word must first reclaim this right and prevent the continuation of this dehumanizing aggression* » (Freire, 2000 : 88). Compte tenu de la philosophie de la pédagogie émancipatrice, Lucie Cheng et Zhang Zheng — son éditeur en chef et le fondateur du *Brilliant Bookstore* plus tard — estiment qu'il est important de créer un espace de dialogue où les immigrés puissent devenir des éducateurs et se trouver en mesure de transformer le monde. Dans la partie concernant la période du président Chen Shui-Bian, nous allons discuter de manière plus approfondie des conditions, des objectifs, ainsi que de l'influence de la production du *4-Way Voice*.

### ***La lutte pour les droits de l'immigration et leur avenir***

Dans le cadre de cette recherche, nous avons effectué un entretien avec la professeure Hsia Hsiao-Chuan. Celle-ci demeure toujours active dans la mobilisation et la sensibilisation des

---

<sup>119</sup> Manuscrit de Lucie Cheng avant son décès, cité dans le *Projet d'archives numériques du 4-Way Voice* (Tdl.), Chen Ying. En ligne : <https://bit.ly/2F7Du6w> (MAJ le 17/04/2012 ; consulté le 04/08/2020)

enjeux des immigrés, et nous lui avons posé des questions d'ordre culturel et politique au sujet de la population issue de l'immigration. L'initiative de Hsia Hsiao-Chuan, à la faveur du succès du programme de Meinung exposé aux médias, et les campagnes de plaidoyer en collaboration avec des ONG ont contribué à l'élaboration en 1999 du *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project*, qui énonce les régimes de financement gouvernemental visant à encourager l'organisation des cours de langue par des associations locales<sup>120</sup>. Le nombre d'établissements prodiguant des cours de langue aux épouses étrangères s'est rapidement accru pendant les années qui ont suivi — notamment des programmes dirigés directement par le secteur public, s'efforçant de les intégrer, voire de les assimiler dans la société d'accueil. Au contraire, les programmes des ONG s'évertuent à solliciter leur subjectivité et une participation indépendante. Jusqu'à présent, les programmes publics, privés ou associatifs, alloués ou indépendants, locaux ou centraux, sur la langue ainsi que sur la civilisation taïwanaise, demeurent une des premières procédures d'accompagnement que les immigrées matrimoniales doivent suivre pour entrer dans la société majoritaire de Taïwan.

Le programme d'éducation de Meinung, en tant que représentant et première initiative de la société civile en faveur des droits collectifs de la population immigrée, a donné le ton aux autres mouvements associatifs et pourrait être caractérisé par les traits suivants :

1. Le dynamisme et la mobilisation de la société civile non seulement jouent un rôle essentiel dans les négociations publiques, mais conduisent parfois à des élaborations politiques à travers leurs stratégies de plaidoyer, notamment la formation d'alliances et la sensibilisation ;
2. La vigilance vis-à-vis de la politique « assimilationniste », des discours et actions d'« *empowerment* » a été prônée tant par les associations non gouvernementales qu'au sein du monde universitaire taïwanais. Par conséquent, la participation et la collaboration des épouses étrangères dans l'espace public représentent l'objectif auquel s'engagent la plupart des ONG ;

---

<sup>120</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, universitaire, militante et fondatrice du programme d'alphabétisation de Meinung. L'entretien a eu lieu le 21/03/2018, à Taipei.

3. Influencées par le discours de Paulo Freire, les initiatives de la société civile, sur les communautés des immigrées matrimoniales et les travailleurs migrants sur différentes périodes, insistent sur la capacité de lire et d'écrire, la liberté de communiquer et la possibilité d'être entendus par la majorité. En d'autres termes, leur droit à la communication et leurs droits culturels ont été considérés depuis les années 1990 comme des revendications à prendre en compte par les campagnes associatives face aux politiques publiques.

### **3.3. « *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project* » : une réorientation politique**

Si le phénomène des épouses étrangères était dans une certaine mesure discuté dans la sphère publique, les protagonistes elles-mêmes ne disposaient guère de moyens pour participer au processus de délibération. Durant la période initiale de l'entrée des immigrées matrimoniales, ces dernières se trouvaient largement marginalisées, voire stigmatisées par la structure dominante du pays d'accueil. L'inégalité et la discrimination que ces femmes rencontraient ont posé un arrière-plan contre lequel les associations concernant les droits des femmes et les droits des étrangers ont commencé à se battre.

Comme mentionné plus haut, la deuxième vague d'arrivée massive d'épouses étrangères a eu lieu à partir des années 1980, en provenance de Chine et d'Asie du Sud-Est, envoyant au gouvernement un signal d'alarme. Vers la fin des années 1980, l'État a interrompu la délivrance de visas aux femmes d'Asie du Sud-Est, car le nombre de mariages blancs semblait avoir sensiblement progressé. L'année 1994 a marqué un tournant dans la politique taïwanaise des épouses étrangères. En premier lieu, le nombre de visas délivrés auprès des immigrées pour cause de mariage transnational n'a été documenté par le Ministère des Affaires étrangères qu'à partir de 1994. La même année, le Ministère de l'Intérieur a commencé à recenser le nombre de couples transnationaux enregistrés sur le sol taïwanais, soit plus d'une dizaine d'années après leur arrivée. En deuxième lieu, avant 1994, les épouses étrangères devaient quitter le territoire six mois après leur première entrée et n'avaient pas le droit de résider de manière permanente. Ce n'est

qu'à partir de 1994 que le gouvernement a entrepris la politique de « retourner et résider ». Cette politique cherchait à mieux encadrer l'immigration matrimoniale et les femmes concernées ont finalement été autorisées à s'installer sur le territoire.

Finalement, au milieu des années 1990, face aux politiques discriminatoires imposées aux femmes migrantes, un nombre restreint d'associations collectives a commencé à sensibiliser davantage le gouvernement sur leur situation et sur l'importance de défendre leurs droits sociaux, économiques, ainsi que culturels. Le « Programme d'alphabétisation des mariées étrangères à Meinung », la première institution ayant promu les droits culturels des épouses étrangères créée en 1995, mentionnée plus haut, revêt une signification symbolique parmi d'autres. Le contexte s'est accéléré dans la seconde moitié des années 1990. Les pressions en provenance de la société civile se sont faites plus fortes et la couverture médiatique de la question des immigrées matrimoniales s'est intensifiée à partir de 1997 (Hsia, 2001 : 158). C'est la raison pour laquelle certains décideurs politiques ont été amenés à orienter davantage leur attention sur la vie et sur les droits de ce groupe d'immigrés.

Avant les discussions sur leurs droits et leurs besoins, certaines mariées étrangères avaient déjà attiré l'attention d'un département de l'administration : le département de l'hygiène. À partir de juillet 1994, les postes de santé locaux ont considéré les mariées étrangères comme une communauté à surveiller en priorité. L'objectif de cette mesure consistait à promouvoir les connaissances sur la planification familiale, qui encourage le contrôle des naissances selon une perspective eugéniste. La stigmatisation des maladies et des « mauvais gènes » que porteraient les épouses étrangères a été mise en avant par les arguments de recherches conservatrices. Dans l'article « *The Health of Southeast Asian Women in Transnational Marriages in Taiwan* », Wang Hsiu-Hung et Yang Yung-Mei affirment que ces immigrées « tentent de tomber enceintes six mois après leur arrivée à Taïwan. En raison de l'accouchement très proche du mariage, le manque de planification familiale et l'absence de conseil sur la santé génétique [...] deviennent au centre de l'attention des professionnels de la santé. » Par ailleurs, des appels ont été formulés auprès des autorités compétentes afin d'étudier les maladies infectieuses, les standards de l'hygiène publique en Asie du Sud-Est, ainsi que les troubles génétiques « transraciaux » (Wang

H. H. et Yang Y. M., 2002). Ce genre d'argumentation a plus tard été largement critiqué par d'autres chercheurs qui le considéraient comme un discours raciste.

En janvier 1999, inspiré par le Programme d'alphabetisation des mariées étrangères à Meinung, l'administration gouvernementale a reconnu l'importance de l'éducation des épouses étrangères. Le gouvernement provincial de Taïwan<sup>121</sup> a commandé par décret aux gouvernements locaux d'« accepter l'organisation d'ateliers d'enseignement fondamental pour des mariées étrangères » (Chiu, 2000). Cependant, ce décret n'a guère suscité de réaction. Face aux pressions des ONG et aux interpellations des législateurs, le *Home and Nations Committee* du Yuan Législatif a ratifié une résolution le 12 avril 1999, demandant au Ministère de l'Intérieur de « planifier et diriger de manière active des entraînements de la langue et [de] favoriser l'adaptation au mode de vie, de façon à accompagner leur intégration dans la vie du pays ». Un groupe de conseil a été réuni par le Ministère de l'Intérieur pour établir des mécanismes permettant une meilleure participation des femmes dans la société. Huit mois plus tard, le 28 décembre 1999, l'administration de Lee Teng-Hui a lancé un Plan d'action d'assistance à l'insertion des mariées étrangères (*Foreign Bride Life-Adjustment Counseling Implementation Project*). Le plan précise les projets qui seront éligibles aux aides financières auprès du ministère et la procédure pour en bénéficier.

Les objectifs majeurs de cette mesure consistent à organiser des cours ou des ateliers qui abordent les thèmes suivants : a) le cours de langue ; b) des conseils sur les processus administratifs ; c) des conseils sur l'insertion sociale ; d) des conseils sur la fertilité et les soins eugénistes ; e) l'apprentissage des traditions et coutumes de Taïwan. En tant qu'autorité compétente de ce projet, le Ministère de l'Intérieur a orienté les gouvernements municipaux, qui ont organisé des cours d'alphabetisation et de culture pour des immigrées matrimoniales en coordination

---

<sup>121</sup> Le gouvernement provincial de Taïwan (*Taiwan Provincial Government*), son prédécesseur étant le « Taiwan Province Administrative Official Public Ministry », a été créé en 1945 par le gouvernement nationaliste à Nankin lors de la rétrocession de Taïwan, jusqu'alors placé sous le giron du régime japonais. Il s'agissait de l'agence administrative la plus haute à Taïwan après le Yuan Exécutif, devenue le gouvernement provincial de Taïwan en 1947. Le processus de rationalisation de l'appareil gouvernemental a été lancé selon l'amendement constitutionnel de 1997. Le gouvernement provincial est désormais virtualisé et ne détient plus de pouvoir réel. En 2006, le Yuan Législatif n'ayant pas approuvé le budget de la Province, sa fonction a été entièrement absorbée par le gouvernement central de Taïwan.

avec des établissements scolaires et des associations collectives locales. Des organisations religieuses — comme la fondation *Xianguan Gaya* (bouddhiste) ou *The Pearl S. Buck Foundation* (chrétienne) — ont été les premières organisations civiles à proposer des services bénéficiant de subventions publiques.

La lecture du mandat du plan permet de mieux cerner l'attitude du gouvernement face aux immigrées matrimoniales. Dans l'article 2 du Plan, sa mission est formulée ainsi :

Fournir un service de conseil pour l'insertion à la vie auprès des mariées étrangères, renforcer leur capacité tant linguistique que d'adaptation. Leur faciliter l'intégration dans l'environnement social, afin de pouvoir établir une famille heureuse avec les nationaux et éviter les potentiels problèmes sociaux et familiaux.<sup>122</sup>

1. Les immigrées doivent suivre des formations diversifiées : parmi les cours destinés aux femmes, il y a non seulement des cours d'alphabétisation, des ateliers culturels, des conseils médicaux, mais aussi des cours d'« apprentissage de la vie » sur la cuisine taïwanaise et les tâches ménagères — comme si elles ne savaient pas se débrouiller dans un foyer. La sur-simplification de la situation désespérée des femmes, la négligence quant à l'inégalité des chances et la discrimination législative ont conféré à la bureaucratie une position de supériorité et aux épouses étrangères une image de faiblesse et d'infériorité. Ce genre d'éducation assimilationniste et unidirectionnelle a fait l'objet de critiques, car elle tendrait à mépriser les cultures d'origine de ces immigrées matrimoniales et pourrait rendre leur situation d'autant plus précaire (Ho Ching-Jung, 2003 ; Tsai Wen-Yu, 2004).

4. Tous ces dispositifs étaient censés permettre aux femmes migrantes d'être en mesure d'établir une famille heureuse et de donner naissance à des enfants en bonne santé. Un autre projet tenant du planning familial, fournissant des conseils aux familles handicapées et défavorisées, a commencé à inclure les épouses étrangères en 1998. Selon l'étude et le commentaire de Hsia Hsiao-Chuan dans un magazine numérique<sup>123</sup>, l'autorité n'a donné aucune explication, mais a seulement déclaré que les femmes étrangères — femmes

---

<sup>122</sup> Ministère de l'Intérieur, *Foreign Bride Life-Adjustment Counseling Implementation Project*, Article 2.

<sup>123</sup> HSIA Hsiao-Chuan, « Des “mariées étrangères” aux nouveaux habitants : jusqu'où sommes-nous allés ? » (Tdl.), op. cit.

occidentales et nord-est asiatiques exclues — avaient tendance à donner naissance à des enfants en mauvaise santé. Ces épouses étant encadrées par la structure migratoire caractérisée par une pensée patriarcale ; leur valeur et leur rôle dans la société taïwanaise relevaient de modèles stéréotypés et limités — « pouvoir établir une famille heureuse avec les nationaux », comme annoncé dans l’alinéa 1 du Plan.

5. La présence même de ces mariées étrangères était dénoncée pour sa tendance à provoquer des problèmes tant familiaux que sociaux. C’est la raison pour laquelle la mission de ce Plan s’est centrée sur la prévention des « problèmes sociaux et familiaux », causés par une mauvaise adaptation de la population étudiée. En outre, si le gouvernement n’intervenait pas pour les « éduquer » et les « conseiller », elles pouvaient avoir un impact négatif sur la société. Au lieu de représenter des atouts culturels et sociaux, l’État les considérait de manière implicite comme un fardeau pour le pays.

*Le Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project*, et surtout les cours d’alphabétisation, ont également été critiqués par Chiu Chu-Wen<sup>124</sup> pour leurs arrière-pensées. Elle analyse leur teneur en comparant deux genres de cours d’alphabétisation — l’un s’établissant dans le cadre d’une formation continue avec des élèves taïwanais, l’autre dans la logique d’une classe spécialisée pour des épouses étrangères. Étant donné que l’État de Taïwan proclamait être un pays multiculturel, privilégiant la préservation et le respect des différentes cultures de minorités ethniques, l’objectif final de l’article de Chiu Chu-Wen était de vérifier le décalage entre la rhétorique gouvernementale à l’adoption de ce Projet d’action et sa mise en place réelle. Partant de la distinction entre les schémas assimilationniste et multiculturaliste, la chercheuse estime la politique de cette époque comme plus assimilationniste que multiculturaliste, pour les deux raisons suivantes :

1. D’après les enseignants interviewés, ces épouses étrangères devaient être « éduquées, accoutumées et intégrées » dans la communauté taïwanaise. Le programme scolaire, la qualification des enseignants et les objectifs du cours étaient tous déterminés du point de vue taïwanais, sans prendre en compte le rapport entre la culture d’origine des immigrées et la

---

<sup>124</sup> CHIU, Chu-Wen (2000), « Literacy/Life Education of Southeast Asian Immigrant Brides in Taiwan: Assimilation or Multiculturalism », *Bulletin of Adult & Continuing Education*, n° 29, pp. 197-219.

culture *mainstream* du pays d'accueil. Dans la logique de l'assimilation, les minorités ethniques sont supposées devoir s'intégrer dans la société d'accueil. L'échec de l'intégration serait considéré comme un manque d'effort ou de capacité des minorités, et non pas comme une erreur politique ou une insuffisance des infrastructures publiques. En effet, selon l'auteur, la vraie cause demeure « l'absence d'égalité des chances pour participer à la société et une atmosphère stéréotypée et discriminatoire qui les entoure ».

6. L'auteur aborde le concept fondamental du multiculturalisme, qui implique non seulement l'intégration ou l'adaptation des minorités, mais aussi la compréhension et l'adaptation mutuelles entre les minorités — ou immigrants — et la société d'accueil. Sans politique globale prenant en compte également le grand public taïwanais, le concept de « multiculturalisme » de l'administration Lee supposait plutôt une « différence culturelle » qu'une « égalité sociale ». En outre, une politique multiculturelle ne concerne pas simplement des minorités ethniques, mais résulte d'un processus institutionnel ayant pour but de favoriser la communication et les échanges entre les communautés minoritaires et majoritaires.

Pour faire court, en l'absence d'une politique globale relative à l'amélioration de la représentation ou à l'accès des épouses étrangères dans les médias à cette date, le gouvernement taïwanais a mis en place des dispositifs juridiques, culturels et informatifs ayant pour but de faciliter leur « intégration » dans la société *mainstream* à partir de 1998 — un an après l'amendement constitutionnel dans lequel l'article 10-9 sur le multiculturalisme a été ajouté. Alors que le *Programme d'alphabétisation aux mariées étrangères*, créé par la collectivité locale, a reçu l'éloge du public pour sa vocation à susciter la prise de conscience et à encourager la participation aux affaires publiques, le *Foreign Bride Life-Adjustment Counseling Implementation Project*, lancé par le gouvernement, a fait l'objet de critiques en raison de sa teneur hiérarchique et patriarcale, reposant sur une stratégie assimilationniste et une communication unidirectionnelle. En prenant en compte l'existence des immigrées matrimoniales et les difficultés qu'elles rencontraient, le gouvernement a malgré tout montré une volonté de réagir à travers ces dispositifs. Autrement dit, malgré la structure hiérarchique et patriarcale, ainsi que la vision assimilationniste, il s'agit du premier plan étatique mis en œuvre afin d'améliorer la capacité des immigrées à participer dans la société dominante et de favoriser



leur autonomisation. Fondatrice du « Programme d’alphabétisation des épouses étrangères », Hsia Hsiao-Chuan affirme l’importance des cours d’alphabétisation : « À travers le temps passé avec elles, je me suis rendue compte que leur incapacité à parler et à écrire en chinois constituait la principale barrière à laquelle elles se trouvaient confrontées tous les jours. »<sup>125</sup>

Les chercheuses taïwanaises en travail social, Mo Li-Li et Lai Pei-Ling, observent que « les effets et les changements que porte le programme d’alphabétisation sur les mariées étrangères sont profonds. L’alphabétisation se révèle être un instrument qui aidera les éduquées à explorer leur subjectivité, enrichir leur vision sur la vie, la culture et la saveur de la vie. Elle apporte un appui puissant dans leur mobilité sociale, qui peut aller à l’encontre de la reproduction de la position hiérarchique au sein des communautés. »<sup>126</sup> Ce que l’alphabétisation permet à ces immigrées matrimoniales n’est pas simplement la possibilité de lire et écrire : elle leur procure aussi l’espoir de les dégager d’une situation d’enfermement et d’isolement grâce à l’*empowerment* contre l’oppression matérielle, ethnique et sexuelle (Chou Ying-Ning, 2009 ; cité par Su Hsin-Hsia, 2017 : 7).

À l’initiative de la société civile, suivie ensuite par l’administration gouvernementale, les enjeux à l’égard des droits culturels des épouses étrangères et leur accès aux ressources gouvernementales ont fini par entrer dans le débat public. De nombreuses études (Chiu Chu-Wen, 2000 ; Zhang Ya-Wen, 2000 ; Wu Mei-Yun, 2001 ; Tsai Ya-Yu, 2001 ; Chu Yu-Ling, 2002 ; Hsia Hsiao-Chuan, 2002 ; Chen Yuan-Hu, 2002 ; Wang Jui Hung, 2004) ont constaté autant les efforts que les défis de la première démarche de l’administration du président Lee et ont présenté diverses perspectives sur des questions articulées autour de deux axes principaux : comment le gouvernement pourrait-il d’abord ménager une égalité parmi les citoyens ? Comment privilégier les minorités ethniques, notamment les immigrées matrimoniales, tout en évitant l’implication brutale de l’assimilationnisme dans la politique multiculturelle ?

---

<sup>125</sup> HSIA, Hsiao-Chuan (2000), « Transnational Marriage and Internationalization of Capital-the Case of the ‘Foreign Bride’ Phenomenon in Taiwan », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n°39, pp. 45-92.

<sup>126</sup> MO, Li-Li et LAI, Pei-Ling (2010), « An Initial Study of Language Acquisition at a Home-based Service for Spouses of Foreign Nationality », *Community Development Journal*, n° 130, pp. 156-170.

Pour atteindre ce but, nous allons examiner, en nous appuyant sur un état des lieux de la recherche dans le domaine, la représentativité et la représentation des épouses étrangères et celle des travailleurs migrants au sein des médias. La représentativité et la représentation de la population issue de l'immigration, c'est-à-dire la visibilité et le mode de traitement de cette population dans les médias, influencent l'opinion publique « dans la construction de ses représentations, de ses stéréotypes et donc dans son acceptation des altérités constitutives de la société »<sup>127</sup>. De plus, le positionnement de l'opinion publique, dans un régime démocratique, peut être un facteur primordial du volontarisme des politiques mises en œuvre ; inversement, l'image des immigrants façonnée par le discours gouvernemental peut également être un élément clef de la formation et du positionnement de l'opinion publique. Dans cette optique, il est pertinent d'étudier maintenant l'évolution de leur représentation dans les médias *mainstream* pendant les trois présidences mentionnées et la signification derrière les changements au fil du temps.

### **3.4. Représentation des immigrants par les médias : l'essentialisation stéréotypée et la problématisation**

Largement ignorée, la question des migrants n'a guère attiré l'attention du public général avant la levée de la loi martiale. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que le gouvernement s'est senti alerté par le phénomène des flux migratoires et a décidé d'y réagir. Il est important de noter que, bien qu'étant aussi nombreux, les travailleurs migrants ont été tout à fait absents des médias et dans le domaine de la recherche pendant cette période. En raison de l'absence de visibilité des travailleurs migrants, l'analyse de la représentation des immigrants durant cette période sera concentrée sur celle des mariées migrantes.

---

<sup>127</sup> BLION, Reynald et al. (Dir.) (2006), *La représentativité des immigrants au sein des médias : Bilan des connaissances*, Rapport Final. Marché d'études, Appel d'offres du FASILD, Lot n°1.

Affectée par des contraintes économiques, politiques, professionnelles, sociales et culturelles, la production des informations est favorable à une définition particulière de la réalité. Les nouvelles du journal ne constituent pas un moyen objectif de présenter la réalité, mais plutôt un moyen de bâtir une réalité. En outre, la nature et le cadre structurel ritualisé des médias favorisent une interdépendance entre l'État et les médias eux-mêmes. L'État a besoin des médias pour transmettre des messages et des agendas politiques, alors que ces derniers ont besoin d'informations et de contenus. Ce sont souvent les fonctionnaires qui se trouvent en mesure de fournir la matière première, ce qui rend les informations en question non seulement plus crédibles, mais aussi plus accessibles. Il s'avère ainsi nécessaire d'analyser l'attitude gouvernementale à travers la représentation médiatique de la population étudiée. Notre attention se portera plus spécifiquement sur l'apparition des stéréotypes et les modes d'interprétation des événements. Les universitaires français en sciences politiques Kaciaf et Nollet résumant ainsi la question : les rédactions « tendent à “voir” et à “cadrer” l'actualité à travers les lunettes de ces organismes officiels. »<sup>128</sup>

À l'appui du travail de plusieurs chercheurs taiwanais, cette partie s'attachera à montrer la représentation de la population immigrée dans la presse *mainstream* sous la présidence Lee. Les représentations de l'immigration sous les présidences Chen et Ma seront également discutées dans les chapitres suivants, afin de les comparer et d'analyser leur évolution à la fin de cette thèse. Basé sur une analyse du discours des médias de masse au sujet des minorités ethniques en Pologne, le travail de Beata Klimkiewicz démontre que les représentations pourraient se définir selon les trois caractéristiques suivantes : 1) l'essentialisme ; 2) le négativisme ; 3) l'exotisme<sup>129</sup>. Ses études suggèrent que les médias dominants ont tendance à représenter les minorités ethniques selon un cadre stéréotypé. Un reportage réalisé selon une perspective essentialiste tendra à accentuer la différence essentielle des minorités, notamment l'ethnie, la couleur de peau et la religion, l'objectif étant d'accroître la marginalisation et l'isolement des

---

<sup>128</sup> KACIAF, N. & NOLLET, J. (2013). « Présentation du dossier : Journalisme : retour aux sources », *Politiques de communication*, 1 (1), 5-34. <http://www.cairn.info/revue-politiques-de-communication-2013-1-page-5.htm> (Consulté le 25/05/2017)

<sup>129</sup> KLIMKIEWICZ, Beata (1998), « Ethnic Minorities And Media In Poland: Democracy Without Advocacy? », *International Development Studies Network*, <http://archive.li/B1Uot#selection-219.0-234.0> (Consulté le 28/05/2017)

minorités. Le discours négativiste vise à créer une image négative d'une population donnée, notamment par la stigmatisation et l'instauration d'une étiquette, afin de l'exclure. Même si leurs voix sont parfois retransmises, elles sont interprétées et souvent déformées par le système de valeur propre à la structure dominante. Quant aux stéréotypes tenant de l'exotisme, l'existence des minorités pour les journalistes est « *reduced to the level of folklore* » (Klimkiewicz, 1998). La minorité apparaît simplement comme un objet, la différence culturelle pouvant attirer la curiosité de la majorité. Il ne s'agira pas ici d'appliquer entièrement les caractéristiques de la représentation sur les minorités aux récits journalistiques ; nous nous efforcerons d'analyser les similarités et les singularités par rapport au cas de Taïwan.

Les débats médiatisés pendant l'élaboration des lois des immigrés ont non seulement accru la visibilité des immigrées matrimoniales dans les médias, mais aussi amplifié l'inquiétude parmi le grand public vis-à-vis de ces communautés nouvellement arrivées. La professeur Hsia Hsiao-Chuan s'est intéressée aux mécanismes de la construction médiatique de l'image des épouses étrangères. En tant que fondatrice de la première institution d'alphabétisation destinée aux épouses étrangères, dont nous allons discuter ultérieurement, et une des premières chercheuses se préoccupant du phénomène des mariages internationaux, elle a pu cerner les facteurs qui contribuent à l'édification d'un tel « discours médiatique » dans les organismes de presse majeurs, leur position politique par exemple. Son article constitue une des premières recherches au sujet de la représentation des épouses étrangères. Il s'agit d'une étude de 33 couvertures de presse et de magazines *mainstream* publiés entre 1988 et 1996. La raison pour laquelle elle s'est limitée à cette période est que, à partir de 1997, des initiatives pour combattre les représentations stéréotypées se sont multipliées, tant de la part de militants que du gouvernement. De ce fait, cet article nous permettra de mieux comprendre comment cette « réalité journalistique » a été construite à un stade précoce et contre quel genre d'image polémique les militants ont décidé de se battre.

Selon la constatation de Hsia, leur tendance à être considérées comme génératrices de problèmes sociaux était le premier phénomène auquel les épouses du Sud-Est asiatique allaient devoir faire face. Parmi ces 33 couvertures, les thèmes qui les décrivent ainsi comprennent trois

axes — la délinquance et la prostitution, la famille brisée et la détérioration de la qualité de la population<sup>130</sup> :

1. Les épouses étrangères viennent pour se prostituer :

Le terme « Mariage blanc pour se prostituer » a été inventé par les médias. Selon l'image créée par ces récits, les femmes qui se sont mariées à Taïwan étaient motivées par la possibilité de se prostituer et de gagner de l'argent rapidement. Le journal *United Evening News* reproche aux femmes sud-est asiatiques de commettre le crime de se prostituer à Taïwan. L'une des couvertures d'un autre quotidien, le *China Times*, présente la photo, occupant un quart de la page, d'une jeune thaïlandaise qui cache son visage dans le but d'attirer l'attention des lecteurs ; elle était seulement accompagnée d'une phrase en dessous : « Mariage blanc pour se prostituer — une épouse thaïlandaise attrapée ». L'histoire de cette femme, ainsi que de l'organisation de trafic criminel, y sont fortement abrégées : une photo semblait suffisante afin de susciter une association entre l'image de la prostitution et les épouses du tiers-monde.

2. Des familles brisées :

Sur la base de faits divers occasionnels, des journalistes ont tenté de montrer que ces épouses avaient tendance à fuir et abandonner leur famille une fois qu'elles ne jugeaient plus nécessaire de rester ou qu'elles ne supportaient plus leur vie quotidienne. À titre d'exemple, un des plus grands journaux, *United Daily News*, a accusé les femmes d'Asie du Sud-Est, citant une enquête menée par l'Agence nationale de la police, d'avoir tendance à divorcer ou à quitter leur mari, ce qui « pose des questions sur la sécurité tant de la famille que de la société. » Même *Lihpao*, un journal habituellement de gauche, a suggéré que les mariages avec une femme thaïlandaise ne duraient pas plus de deux ans, avec un taux de divorce atteignant les 90%, soit quand le mari n'avait plus d'argent, soit quand elles avaient obtenu leur titre de séjour.

Selon la professeur Hsia, les données avancées par les journalistes sont invérifiables, car les taux de divorce ou de fuite des épouses étrangères n'entrent pas dans les critères des statistiques gouvernementales. Cela nécessiterait d'examiner l'enregistrement des foyers un par un pour ob-

---

<sup>130</sup> HSIA, Hsiao-Chuan (2001), « The Media Construction of the 'Foreign Brides' Phenomenon, *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 43, pp. 153-196.

tenir ces chiffres, ce qui ne semble guère compatible avec la façon de travailler des journalistes. Non seulement il paraît douteux que ces chiffres reflètent la réalité, mais la tendance des journalistes à exagérer le phénomène s'avère plus qu'évidente.

### 3. Dégrader la qualité de la population taïwanaise :

Dans l'image créée par les médias, le mariage transnational apparaît comme une combinaison de deux groupes indésirables : des femmes venues de pays en voie de développement se marient avec des hommes pauvres, âgés ou handicapés, incapables de trouver une femme taïwanaise. Ce faisant, le gouvernement, de même que les médias, laissent penser que les épouses étrangères constituent un facteur susceptible de dégrader la qualité de la population et l'éducation des enfants. Le journal *China Times* déclare sans ménagement que ces épouses étrangères pourraient « exercer une influence négative sur la qualité de la population, ainsi que sur la structure sociale et culturelle ».

Or, lorsqu'elles ne sont pas désignées comme michetonneuses, opportunistes, impitoyables, non éduquées ou délinquantes, les épouses étrangères sont au contraire parfois présentées comme des « victimes » naïves et impuissantes. Certains médias dépeignent le processus des rendez-vous arrangés et la façon dont elles sont comparées et choisies par les hommes comme des marchandises. Entre autres, le *World Journal* décrit comment les hommes jugent ces femmes d'après leur apparence lors du rendez-vous arrangé et ajoute que, « une fois leur cible sélectionnée, ils peuvent entamer une conversation individuelle. »

Victimes impuissantes ou femmes cupides : ces deux images totalement contradictoires sont mobilisées pour représenter les épouses étrangères. Ces deux extrêmes stéréotypés apportent plus de crédit au récit, car si une femme n'appartient pas à une catégorie, elle sera inévitablement classée dans l'autre. Les femmes représentées se trouvent piégées par cette structure narrative, qualifiée par Hsia Hsiao-Chuan de « *double-bind structure* »<sup>131</sup> : impuissantes et naïves, si elles restent soumises, et inactives contre la domination hiérarchique,

---

<sup>131</sup> HSIA, Hsiao-Chuan, « The Media Construction of the 'Foreign Brides' Phenomenon », *op. cit.*, p. 167.

malignes et violentes, si elles s'unissent pour lutter. Malgré ce paradoxe, cette « *double-bind structure* » renforce la crédibilité de la rhétorique des récits et apparaît comme une tactique des médias dans leur traitement de la représentation de l'autre inférieur dans la société et, ainsi, conserver le pouvoir de l'interprétation.

À l'égard d'une représentation stéréotypée des épouses étrangères correspondant à une logique essentialiste, Hsia Hsiao-Chuan conclut ses analyses avec des mécanismes médiatiques qui servent à véhiculer ce récit réduit et caricatural des immigrés, comme s'il s'agissait d'un groupe homogène et inaltérable. En premier lieu, il faut noter une habitude particulière des rédactions, à savoir de se copier réciproquement. Hsia prend comme exemple l'étude de Mark Fishman (1978), qui a montré que la prolifération du discours sur la vague de criminalité envers les personnes âgées dans les médias new-yorkais en 1976 résultait du fait que les trois principaux organes de presse écrite s'étaient mutuellement cités à plusieurs reprises. L'analyse des textes concernés a permis à Hsia de prouver que les journaux s'étaient inspirés les uns des autres pour rédiger leurs articles sur les mariées étrangères. Ce problème s'applique en réalité à la plupart des couvertures journalistiques et résulte d'un phénomène médiatique vivement critiqué. En effet, à Taïwan, les journalistes ont généralement pour obligation de rendre un certain nombre de publications avant 15 heures. Par conséquent, ils développent progressivement un réseau permettant d'échanger les matériaux non exclusifs afin de gagner du temps.

En second lieu, les journalistes ont tendance à citer les autorités — qu'il s'agisse de la police, de personnalités politiques, de fonctionnaires ou d'un organisme public —, afin de renforcer la crédibilité de l'image créée. D'un autre côté, les sources gouvernementales, facilement accessibles, sont privilégiées par les journalistes, qui effectuent souvent plusieurs tâches dans des délais extrêmement restreints. Dans ces conditions, les faits divers annoncés par des communiqués gouvernementaux, tels qu'une arrestation pour mariage blanc ou l'exploitation d'épouses étrangères qui se prostituent, se trouvent véhiculés et amplifiés, jusqu'à être présentés comme une crise nationale. Ensuite, les chiffres « officiels » deviennent un recours miraculeux pour justifier les affirmations concernant la communauté ciblée. Cependant, d'après les observations de Hsia Hsiao-Chuan, les chiffres demeurent non seulement vagues, mais également sus-

ceptibles d'être inventés. Par exemple, le nombre d'épouses étrangères à Meinung, la ville qui constitue le terrain de la recherche, peut aller de « plus de 60 » à « presque 200 ». Le taux de mariées qui s'échappent varie d'« environ 50% » à « presque 90% », d'où l'abus des termes « nombreux », « beaucoup », « comme nous le savons ». N'ayant jamais été comptabilisés par le gouvernement, les taux d'épouses étrangères en fuite que citent les journalistes se fondent seulement sur les impressions des fonctionnaires interviewés.

Enfin, au cours du processus de construction du phénomène des épouses étrangères, les médias servent souvent de filtre, bloquant systématiquement les arguments et les témoins qui contredisent les rhétoriques gouvernementales. Le programme d'alphabétisation de Meinung établi par la professeur Hsia a fréquemment reçu des demandes d'entretien. Elle a découvert que, parmi ces reportages, la voix des épouses elles-mêmes était déformée ou réduite, sinon complètement cachée, alors que l'accent était mis sur les conflits et les mélodrames spectaculaires qui détenaient plus de « valeur d'information » (*newsworthiness*) au regard des sélections opérées par les rédactions. Dans un reportage sur le programme d'alphabétisation de Meinung, un commentaire a bien résumé la représentation collective des épouses étrangères durant cette période et leur image médiatique initiale depuis leur arrivée :

En observant de près, nous découvrons, à notre grande surprise, qu'il y a 20 000 épouses étrangères pour une population de 21 millions d'habitants. Avec environ 5 ou 6000 personnes qui entrent à Taiwan chaque année, quelles sortes de problèmes sociaux entraîneront-elles pour notre société ?

Articulés et produits par les médias, les discours de cette époque sur les mariées étrangères étaient caractérisés par une forme de marginalisation, de généralisation et, en même temps, de déshumanisation. Elles étaient traitées comme un groupe homogène représentant une menace pour la stabilité de la société. Il faut noter que, à travers la narration stratégique des médias majeurs, leur « déviance » et « avidité » en faisaient des sources de problèmes sociaux. Cependant, marginalisée, leur existence « banale » et « insignifiante » ne semblait pas capable de saper les bases de l'identité et de l'intégrité nationales.



Cette narration stéréotypée et rigide se rapproche d'un des trois types que Beata Klimkiewicz propose pour la représentation médiatique d'une minorité ethnique, à savoir le type « essentialiste ». L'appartenance ethnique « *was described as an unalterable fact of life determined at birth, but not as a matter of negotiation between self-identity and imagined communities* »<sup>132</sup>. Non seulement les journalistes demeuraient insensibles à la complexité des enjeux migratoires, mais ils avaient tendance à dépeindre les immigrants comme des objets, des marchandises achetées ou une main-d'œuvre déshumanisée. Du point de vue de la frontière entre « nous » et « eux » et selon la notion de *l'autre* répandue dans le milieu journalistique, les relations de pouvoir entre l'appareil dominant d'information et les épouses étrangères se révélaient extrêmement déséquilibrées, les laissant sans voix et encore plus vulnérables.

Nous avons discuté ci-dessus des dispositifs utilisés pour aborder les épouses étrangères et leur représentation dans les médias. La séparation des mécanismes culturels et communicationnels destinés aux ouvriers migrants et aux épouses étrangères y était évidente. En parallèle avec le *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project* à l'attention des mariées étrangères, l'État a adopté une politique en vertu de laquelle il s'engageait à prendre en compte les travailleurs migrants. Nous allons consacrer le chapitre suivant à la mise en lumière de la situation de ces derniers et des mesures mises en œuvre par le gouvernement.

---

<sup>132</sup> KLIMKIEWICZ, Beata, « Ethnic Minorities and Media in Poland: Democracy Without Advocacy? », *op. cit.*

## **Chapitre 4 :**

### **« *Ethnicity Multiculturalism* » : Les médias comme moyen de stabilisation sociale ?**

#### **4.1. Politiques encourageant les premiers programmes de radio aux immigrants : une structure d'accueil pour stabiliser**

Après avoir étudié les dispositifs consacrés à « l'intégration » des épouses étrangères mis en place respectivement par la société civile et le gouvernement, ainsi que leurs rationalités différentes, nous allons nous pencher sur les mécanismes établis pour un autre groupe de l'immigration : les travailleurs migrants. Contrairement aux épouses étrangères, la durée de séjour des ouvriers étrangers se trouve strictement limitée et ils ne pourront jamais obtenir un permis de séjour permanent. Durant cette période, les accusations selon lesquelles cette population aurait volé des emplois aux travailleurs taïwanais et aurait commis toutes sortes de crimes ont contribué à instaurer une atmosphère anxiogène au sein de la société taïwanaise. La population concernée s'est donc trouvée d'autant plus exclue de la société d'accueil.

Néanmoins, les dispositifs assurant l'accès aux informations pour ces travailleurs ont été mis en place bien avant ceux destinés aux immigrées matrimoniales. En d'autres termes, traitée plus rarement dans les médias *mainstream*, la main-d'œuvre migrante est restée marginalisée dans la sphère publique à Taïwan. Cependant, en dépit de la marginalisation et de leur inexistence au sein de la sphère publique et de la couverture médiatique, les travailleurs migrants, avant les épouses étrangères, ont eu accès à un service d'information par le biais d'émissions radiophoniques à partir de 1995. Pourquoi le gouvernement allouait-il ces ressources à une telle population qui semblait exclue par la société et les institutions ? Ce travail de recherche envisage de répondre à cette question en s'appuyant sur les textes ayant donné naissance à cette politique, ainsi que sur les entretiens avec des membres de personnel des médias les concernant.

Faute de rentabilité potentielle, l'apparition des médias au service des ethnies minoritaires — en particulier celles qui ne détenaient pas de nationalité — ne s'est pas réalisée spontanément.

ment. Leur émergence a été affectée plus directement par les politiques de l'État, à travers des subventions, un soutien technique et l'allocation d'une fréquence de diffusion. Autrement dit, la fondation de ces médias à l'attention des communautés minoritaires, en l'occurrence des ouvriers migrants, a été intégrée dans un mécanisme socioéconomique plus large. Dans cette optique, il est essentiel d'analyser les relations entre l'État et les médias qu'il a créés.

Conformément à l'*Employment Service Act* en vigueur à partir de mai 1992 et aux *Regulations For Revenues, Expenditures, Safeguard And Utilization Of The Employment Security Fund* de septembre de la même année, le gouvernement a alloué des fonds pour aider à la création des premiers programmes radiophoniques destinés aux travailleurs migrants. En raison de leur nombre plus important, les subventions ont été, dans un premier temps, seulement versées aux émissions adressées aux ouvriers thaïlandais. La communauté philippine a ensuite été prise en compte, avant que ce dispositif n'inclue des programmes pour l'ensemble des travailleurs migrants. Au cours de la présidence de Lee Teng-Hui (1988-2000), les quinze programmes radiophoniques soutenus par la politique médiatique destinée aux immigrants — plus précisément le Conseil des affaires du travail, le prédécesseur du Ministère du Travail — ont servi d'instruments préventifs visant à mieux gérer et atténuer les conséquences négatives sur la stabilité, l'hygiène et l'ordre social<sup>133</sup>. Dans les sections suivantes, nous allons non seulement examiner les objectifs et les conditions de développement des projets médiatiques et culturels à l'attention des communautés migrantes, mais aussi la façon dont l'État a commencé à renforcer une intégration sociale basée sur la mise en relief des différences culturelles et des enclaves communicatives.

Les politiques visant à développer les médias des ethnies minoritaires sont apparues relativement tard à Taïwan. Ce retard résulte en partie de la loi martiale, qui avait considérablement limité la liberté d'expression, jusqu'à interdire d'utiliser les dialectes dans les médias avant 1987 comme expliqué dans le chapitre 1.2. La rigidité politique qui avait jusque-là confiné le paysage médiatique a commencé à se relâcher grâce à la dérégulation des bandes de

---

<sup>133</sup> CHIU, Chu-Wen (2003), « Transnational Migrants-Media: Radio Programs Serving South-Eastern Asian Laborers in Taiwan », *Mass Communication Research*, n°75, pp. 79-80.

radiodiffusion, précédemment contrôlées par l'État<sup>134</sup>. Si la question des médias ethniques consacrés aux autochtones et aux Hakkas survenait dans les débats autour de la composition sociale et de l'identité nationale, les enjeux autour des immigrants devaient répondre à la définition de leur fonction et aux attentes de la société d'accueil. L'apparition des programmes de radio destinés aux travailleurs migrants restait par conséquent principalement dans le cadre juridique, dans le but de gérer la population donnée.

Les programmes radiophoniques destinés aux travailleurs migrants sous la présidence de Lee Teng-Hui ont été créés au lendemain de l'« *Employment Service Act* » et du « *Employment Security Fund* », une réglementation sur le recrutement des travailleurs étrangers appliquée à partir de 1992. La législation sur les ouvriers migrants a été établie parallèlement à la démocratisation du pays et à la dérégulation du système télévisuel et radiophonique en 1993. Le principe privilégiant la langue chinoise dans les médias avait été levé au cours de la même année. Ainsi, le contexte politique et le cadre judiciaire ont alimenté l'apparition des premiers programmes médiatiques à l'attention des migrants. Selon l'article 51 de l'*Employment Service Act*, dans le chapitre sur la gestion et l'emploi des ressortissants étrangers, les employeurs doivent payer les frais de sécurité de l'emploi (*Employment Security Fees*) :

When employing Foreign Worker(s) to engage in work [...] the Employer shall pay Employment Security Fees into the specific account for Employment Security Fund as established by the Central Competent Authority to be utilized for the purposes of processing matters regarding promotion of employment of nationals.

Plus précisément, une réglementation liée à la récolte et la distribution de cet argent, intitulée « *Regulations For Revenues, Expenditures, Safeguard And Utilization Of The Employment Security Fund* » et adoptée en 1992, est devenue le socle législatif de la subvention des émissions à l'attention des ouvriers migrants. Selon la déclaration de son alinéa 1, nous pouvons constater que l'objectif de ces émissions n'est pas le bien-être culturel, mais le bon fonctionnement économique, la sécurité nationale et la meilleure gestion des travailleurs migrants.

---

<sup>134</sup> Les médias servaient, sous le régime dictatorial, essentiellement aux campagnes de propagande.

The Employment Security Fund [...] is enacted for the purpose of reinforcing the processes of all the issues related to the employment promotion, the improvement of the welfare for workers and the management of the employment of foreign workers.

En vertu des alinéas 5-7 et 5-10 des *Regulations*, ce fonds couvre les dépenses concernant la gestion des travailleurs étrangers et les dépenses au titre du Fonds des droits des travailleurs. Pour ce dernier, il s'agit d'une aide judiciaire en cas de litiges de travail et toutes les autres formes d'assistance relative à la protection de la situation légale des travailleurs.

La production des programmes destinés aux travailleurs migrants s'est concrétisée à une époque où les concepts de droit à la communication et de médias minoritaires n'étaient qu'à leurs balbutiements. Le fait que ces émissions n'utilisaient que des langues sud-est asiatiques montre que ces programmes ne s'adressaient pas au public taïwanais. L'audience radiophonique des travailleurs migrants se trouvait isolée dans une enclave culturelle. Le catalyseur qui a entraîné la production de telles émissions réside dans une initiative des institutions publiques de prendre en considération ce phénomène. Du fait que les ouvriers thaïlandais représentaient la majorité des travailleurs migrants à une certaine époque, ils sont devenus la population ciblée lorsque les stations de radio à Taïwan ont tourné leur attention vers les migrants. Selon les données du Conseil des affaires du travail, le nombre officiel d'autorisations délivrées aux travailleurs migrants a atteint 151 989 en 1994, dont 69 % à des Thaïlandais ; le second grand groupe est celui des Philippins, représentant 25 % du total ; la domination du groupe des Thaïlandais continue en 2000, où il représente 44 % parmi le total des 326 515 travailleurs migrants, lorsque le groupe des Philippins représente 30 % et celui des Indonésiens 24 %<sup>135</sup>.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que quelques années après, le paysage démographique des travailleurs migrants s'est radicalement modifié. Des facteurs tels que la croissance économique, le manque de main-d'œuvre et un blocus temporaire sur l'introduction de main-d'œuvre suite à un conflit diplomatique entre Taïwan et la Thaïlande ont eu pour résultat le recul de la proportion des travailleurs thaïlandais à Taïwan. D'après les statistiques

---

<sup>135</sup> Service statistique du Ministère des affaires du travail, <https://statfy.mol.gov.tw/default.aspx> (Consulté le 14/06/2017)

publiées par le Ministère des Affaires du travail<sup>136</sup>, à la fin de l'année 2016, 624 768 travailleurs migrants réguliers sont recensés : parmi eux, les Indonésiens sont les plus nombreux, soit 39 % du total. Ils sont suivis par les Vietnamiens, qui représentent 30 % ; les Philippins occupent quant à eux la troisième place, avec 22 %, alors que les Thaïlandais ne constituent plus que 9 %<sup>137</sup>.

En raison de leur présence significative, les premières émissions radiophoniques ont été lancées à l'attention des ouvriers thaïlandais à Taïwan. Le tout premier programme, intitulé « La rive de Chao Phraya » (prononciation : *méi nán hé pàn*), a été inauguré en 1995 sur *Radio Taoyuan*<sup>138</sup> — une radio privée régionale située dans le comté comprenant le plus grand nombre de travailleurs migrants. La même année, le « Service à l'antenne pour les travailleurs migrants » (prononciation : *wài láo kōng zhōng fú wù zhàn*) a rapidement suivi, produit par une autre radio privée, la *Radio Taiwan*. Le « Club de la main-d'œuvre thaïlandaise » (prononciation : *tài láo jù lè bù*) a démarré deux mois plus tard, en août 1995, sur la Taiwan station de la *Broadcasting Corporation of China* (BCC) — une radio fondée et tenue par le KMT, jusqu'à sa privatisation en 2005. À la fin de la même année est entré en activité le « Service à l'antenne pour les travailleurs philippins » (prononciation : *fēi láo kōng zhōng fú wù zhàn*), une émission pour les ouvriers philippins — la seconde population en nombre. L'année suivante, le « Club de la main-d'œuvre thaïlandaise » a été lancé sur la BCC. En outre, également sur la BCC, deux autres programmes — « Voix d'Asie » (*yà zhōu zhī shēng*) et « Voix des ouvriers étrangers » (*wài láo zhī shēng*) — ont été diffusés pour les audiences répondant à ces différents profils. Le premier était diffusé en Thaïlande, pour présenter Taïwan aux auditeurs à l'étranger, tandis que le dernier ciblait les Taïwanais qui s'intéressaient aux cultures, aux langues et aux informations commerciales d'Asie de Sud-Est.

---

<sup>136</sup> Le Conseil des affaires du travail a été surclassé par le Ministre des affaires du travail en janvier 2014.

<sup>137</sup> Service statistique du Ministère des affaires du travail, <https://statfy.mol.gov.tw/default.aspx> (Consulté le 14/06/2017)

<sup>138</sup> Situé au sud de Taipei, Taoyuan est un comté abritant la plus grande concentration de travailleurs migrants, du fait de la présence de nombreuses zones industrielles. En 1997, leur nombre s'élevait à 47 522 à Taoyuan, 28 143 étant Thaïlandais. Compte tenu du public, il semblait raisonnable de produire une émission thaïlandaise d'abord dans cette localité.

Virut Taoprasirt, de nationalité thaïlandaise, membre de la diaspora chinoise et pionnier en matière de production d'émission destinée aux travailleurs migrants, a accepté, dans le cadre de cette thèse, de partager son expérience en tant qu'animateur notamment sur la première émission pour travailleurs migrants, « La rive de Chao Phraya », ainsi que son opinion au sujet de l'évolution des médias de l'immigration. Durant l'entretien, il a d'abord expliqué les enjeux essentiels de l'époque :

L'émission pour les ouvriers thaïlandais est la toute première émission à l'attention des travailleurs migrants à Taïwan. Puisque beaucoup comprenaient mal les réglementations et les coutumes taïwanaises ou ont été induits par erreur par des agences illégales, le taux de fugue était élevé — de trois à quatre cents personnes par mois. On a donc voulu collaborer avec le *Thailand Trade and Economic Office* pour clarifier ces questions. Cela a reçu un très bon accueil, car l'audience pouvait non seulement entendre sa langue maternelle, mais aussi mieux percevoir les enjeux qui les concernaient. Ce programme est devenu une plateforme sur laquelle des travailleurs thaïlandais échangent et s'apportent leur aide.<sup>139</sup>

À propos du financement gouvernemental, Virut Taoprasirt fait une remarque intéressante : en réalité, le gouvernement a initialement adopté une attitude hésitante à l'égard des médias pour les travailleurs migrants et l'*Employment Security Fund* n'a pas systématiquement donné lieu à des subventions. Selon l'interviewé, il a fallu attendre quelques temps pour que le gouvernement constate les résultats de l'émission et commence seulement à la subventionner. En outre, il est important de noter qu'à l'époque, l'aide aux émissions de ce type s'avérait motivée par le désir de l'État de résoudre un problème spécifique lié à la sécurité de la population :

Le fait d'expliquer et de clarifier des réglementations dans l'émission a aidé à diminuer le taux de fugue. À chaque fois que le Conseil des Affaires du travail m'invitait aux réunions, qui étaient nombreuses, pour discuter des causes et des solutions à l'égard des immigrés fugitifs, j'apportais mes suggestions à travers des programmes de radio. Avant, le gouvernement ne faisait que des flyers, qui coûtaient déjà 30 ou 40 dollars taïwanais [soit environ 1€] l'exemplaire, et en imprimait une dizaine de milliers. Néanmoins, il suffisait de financer une émission de radio d'un ou deux millions de dollars taïwanais et l'impact serait considérable. [...] Au début, le Conseil avait seulement subventionné les programmes en thaïlandais, mais, après notre suggestion, il

---

<sup>139</sup> Virut Taoprasirt, animateur d'émissions radiophoniques consacrées aux immigrés thaïlandais. L'entretien a eu lieu le 07/06/2018 à Taipei.

s'est tourné aussi vers les trois autres langues. La proportion des subventions dépendait du taux de fuge. Les programmes en vietnamien ont donc reçu une plus grande aide financière, car ils avaient plus de travailleurs qui fuyaient.<sup>140</sup>

Chiu Chu-Wen, une des pionnières taïwanaises dans le domaine des médias destinés aux migrants et spécialiste sur les questions du sexe, de la migration et de la société contemporaine d'Asie pacifique post-colonisation, a mené des recherches sur les programmes de radio pour les travailleurs migrants avant l'année 2000<sup>141</sup>. Selon son étude, le Bureau de l'emploi et de la formation professionnelle, sous la tutelle du Conseil des Affaires du travail, a commencé à subventionner des émissions destinées aux ouvriers migrants à partir de 1995, grâce à l'*Employment Security Fund*. La progression stable du nombre de programmes radiophoniques destinés aux travailleurs migrants au cours des années suivantes était d'une part parallèle à la croissance en nombre de cette population et, d'autre part, révélatrice du virage politique pris par le gouvernement, qui reconnaissait alors la nécessité de communiquer avec les travailleurs migrants afin de mieux assurer leurs capacités. En fin 2001, quinze émissions étaient diffusées pour les ouvriers migrants dans leur langue maternelle<sup>142</sup>.

La dépendance des émissions pour migrants vis-à-vis de l'État était flagrante à cette époque : parmi ces quinze émissions de radio opérant avant l'an 2000, onze ont reçu une aide financière du Conseil des Affaires du travail, selon l'étude de Chiu Chu-Wen. Si l'on considère l'année 1997, la subvention annuelle à destination du programme « La rive de Chao Phraya » s'élevait à 660 000 NTD, soit environ 22 997 USD (taux d'échange : 1USD:28,7NTD en 1997). La subvention accordée au « Service à l'antenne pour les travailleurs migrants » montait à 600 000 NTD, soit environ 20 906 USD. L'aide publique destinée au « Club de la main-d'œuvre thaïlandaise » était estimée à 400 000 NTD, soit près de 13 937 UDS (Chiu, 1998:182). Progressivement, les subventions totales accordées à la production des émissions à l'attention des travailleurs migrants ont augmenté de manière significative : de 1,5 millions de NTD en

---

<sup>140</sup> Entretien avec Virut Taoprasirt, déjà cité.

<sup>141</sup> CHIU, Chu-Wen (1998), « A Study of Ethnic Media for Immigrant Workers: Thai Radio Program in Taiwan », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n°31, pp. 169 - 193.

<sup>142</sup> CHIU, Chu-Wen, « Transnational Migrants-Media: Radio Programs Serving South-Eastern Asian Laborers in Taiwan », *op. cit.*, pp. 73-102.



1997 à 3,37 millions en 1998, 4,10 millions en 1999, puis à 7,65 millions pour la seconde moitié de l'année 1999 et l'année 2000 (Chiu, 2003:85).

### ***La structure des médias : une perspective passant de la majorité à la minorité***

Toutefois, au lieu d'améliorer le droit à la communication ou l'accès aux médias de la population ciblée, l'objectif de l'intervention publique était de propager, dans leurs langues maternelles, les décrets et les règles à respecter afin, premièrement, de réduire les problèmes sociaux comme indiqué par Virut Taoprasirt et, deuxièmement, de diminuer les potentiels aléas et dangers qu'ils représentaient pour la société en raison des différences culturelles et linguistiques. Troisièmement, des émissions expliquaient le contrat et les réglementations du travail, afin de limiter les litiges avec des employeurs. Lors de l'entretien, Virut Taoprasirt a présenté les sujets traités à l'époque :

Au début, on se concentrait sur les explications des réglementations et de la culture. [...] Par exemple, les employeurs parlaient avec un ton sérieux et une voix forte ; ils donnaient des tapes sur l'épaule des migrants, leur touchaient même la tête. On expliquait dans l'émission que les employeurs parlaient d'une voix forte parce que l'usine était bruyante, qu'ils avaient l'air sérieux parce qu'ils étaient rigoureux. Les contacts physiques étaient juste des gestes amicaux. Mais, en Thaïlande, ils sont un manque de respect. Après avoir compris la différence culturelle, les travailleurs migrants leur donnaient moins d'importance. Il y avait aussi des malentendus ou des violations de la réglementation du travail de deux côtés. [...] Nombre de problèmes, y compris les fugues, ont été créés par le manque de connaissance des ouvriers. Avec la radio, nous les avons résolus au fur et à mesure.<sup>143</sup>

L'étude des documents officiels fait écho aux dires de Virut Taoprasirt. Sur le tout premier projet de bilan de l'*Employment Security Fund* en 1994, il est à remarquer que le titre de la catégorie financée parlait de « renforcement de la gestion des travailleurs étrangers » et soulignait la nécessité de faire la communication des décrets gouvernementaux<sup>144</sup>. De ce point de vue, la possibilité de mieux « gérer » ces ouvriers sud-est asiatiques à travers les médias apparaissait comme un objectif prioritaire à ce stade.

---

<sup>143</sup> Entretien avec Virut Taoprasirt, déjà cité.

<sup>144</sup> Le Conseil des Affaires du travail, *Bilan de l'Employment Security Fund* (1994).

En s'appuyant sur les études japonaises en matière de médias ethniques, Chiu Chu-Wen affirme que la vocation de tels médias est triple. Premièrement, les fonctions intra-groupes (*intra-group functions*) permettent de renforcer la cohérence d'un groupe. En second lieu, les fonctions inter-groupes (*inter-group functions*) favorisent les échanges et la compréhension mutuelle entre ces groupes. Enfin, le troisième élément important se situe dans les fonctions de stabilisation sociale (Shigeyasu Shiramizu, 1996:19-28, cité par Chiu Chu-Wen, 1998:177).

Ayant en tête cette division en trois fonctions, il s'avère pertinent d'analyser le contenu des émissions radiophoniques destinées aux travailleurs migrants à cette époque. Ces dizaines d'émissions utilisent pour la plupart la langue source des immigrés et tendent à cibler une seule communauté à la fois. Étant les plus nombreux, les Thaïlandais se sont vu attribuer huit émissions de radio ; deux programmes ont été consacrés aux Philippines, deux autres aux Indonésiens et un aux Vietnamiens, comptant le nombre le plus bas de travailleurs avant l'an 2000<sup>145</sup>. Les tâches principales de ces émissions, bénéficiant d'une allocation étatique dans des proportions variées, étaient les suivantes :

1. Fournir des informations : les subventions avaient été accordées pour informer des règlements taïwanais concernant les travailleurs migrants, y compris leurs droits et leurs obligations, pour qu'ils puissent bien s'adapter dans la société. Excepté les informations sur la législation taïwanaise, les émissions de radio traitaient également de l'actualité de leur pays d'origine. Il est important de noter que, à l'époque du lancement de ces projets, la plupart des migrants n'avaient pas encore accès à Internet ; la radio a donc joué un rôle essentiel en comblant un manque d'information.
2. Création d'une plateforme interne : les programmes de radio servaient également de réseau à l'intérieur de la communauté. Parfois, certains migrants essayaient de retrouver des amis avec qui ils avaient perdu contact pour diverses raisons, notamment une fuite. À l'antenne, les auditeurs pouvaient apprendre des phrases utiles pour le travail en mandarin, par exemple pour solliciter un jour de congé ou changer la permanence. Les événements à petite

---

<sup>145</sup> CHIU, Chu-Wen, « Transnational Migrants-Media: Radio Programs Serving South-Eastern Asian Laborers in Taiwan », *op. cit.*, pp. 73-102.

échelle ont été organisés avec les auditeurs ; cependant, la fonction de plateforme interne restait encore restreinte à ce stade.

3. Compenser le mal du pays : des chansons des pays d'origine — que ce soient des chansons folkloriques ou populaires —, destinées à réconforter les auditeurs, étaient diffusées dans le reste du segment ou à la transition des segments. Le divertissement n'a pas occupé une place prioritaire dans la programmation. Alors que le contenu des programmes s'est diversifié, un segment religieux est apparu dans la grille, notamment le partage du Coran pour la communauté indonésienne ou l'organisation d'événements chrétiens pour la communauté philippine.

À cet égard, le point de départ des émissions de cette période consistait d'abord à fournir des informations pratiques et nécessaires, mais à sens unique, l'intention étant de stabiliser et de faciliter leur adaptation dans la société d'accueil. Elles remplissaient également une fonction intra-groupe, établissant une plateforme d'échange, même limitée, au sein des communautés. Néanmoins, étant produites spécifiquement pour les ouvriers d'Asie du Sud-Est, elles ne sont pas parvenues à créer une connexion ou un pont inter-groupes. Autrement dit, ces émissions de radio n'ont pas du tout bénéficié à la compréhension du grand public vis-à-vis de la situation des travailleurs migrants. En outre, leurs histoires et leurs voix étaient absentes des médias de la majorité.

Que ce soient les responsables des stations de radio ou les animateurs, la volonté des programmeurs a parfois joué un rôle important, avec la prise d'initiatives pour produire et diffuser ces émissions grâce à des subventions publiques. Les programmeurs ont décidé de lancer des émissions pour des considérations diverses. La localisation des stations de radio et la démographie des auditeurs locaux constituent des facteurs décisifs dans leurs décisions. Comme cela a été évoqué plus haut, « La rive de Chao Phraya » a été créée, car on avait pris en considération l'ampleur des zones industrielles dans le comté de Taoyuan. L'émission du « Club des travailleurs philippins »<sup>146</sup>, diffusée sur une des premières radios destinées aux agriculteurs, a été transmise afin de satisfaire les besoins des travailleurs migrants employés dans les usines

---

<sup>146</sup> L'émission n'est plus programmée actuellement.

de la banlieue de Yunlin. Les entrevues effectuées par Chiu Chu-Wen avec les programmeurs font ressortir que, grâce aux animateurs et aux sponsors de programmes radiophoniques, le président de la Taiwan Radio — une radio privée mentionnée plus haut — a pu devenir un des pionniers en établissant une programmation consacrée aux migrants pour des raisons philanthropiques. Étant le diacre de l'Église chrétienne *Bread of Life* et membre du comité du Rotary club, le président a soutenu la proposition du producteur de réaliser et diffuser ces émissions à l'aide de la subvention publique. C'est pourquoi il a décidé de consacrer des créneaux horaires aux programmes à l'attention des ouvriers thaïlandais dans un premier temps, puis des ouvriers originaires d'autres pays peu après.

Malgré les deux rôles conflictuels des agences de recrutement de main-d'œuvre, il est intéressant de constater que les agences ont aussi parrainé dans une large mesure des programmes dont le but était de leur apprendre à mieux connaître les réglementations les concernant et de les reconforter, par leur langue maternelle et les chansons locales des travailleurs migrants — tout en cherchant à affaiblir la capacité de nuisance potentielle de ces ouvriers migrants. Sur la BCC, une radio appartenant au KMT, le « Club de la main-d'œuvre thaïlandaise » a été créé sous la proposition d'agences de main-d'œuvre, avec l'objectif d'aider à expliquer les réglementations en la matière et de résoudre les difficultés de communication entre employeurs taïwanais et travailleurs étrangers. En d'autres termes, les agences ont choisi de financer le développement des médias qui concernaient les immigrants non pas parce qu'ils tenaient compte de leur droit à la communication, mais parce que la diffusion des informations pourrait réduire les nuisances causées par les ouvriers migrants. Dans cette optique, ces médias ont été considérés comme un outil de stabilisation, voire de dissimulation imposée à la population migrante. Par ailleurs, les commerces concernés — les boutiques d'Asie du Sud-Est, les services de virement de fonds et les agences de tourisme — ont été sollicités en tant qu'annonceurs de publicité entre les programmes. Ces publicités allaient devenir une source de revenus de plus en plus importante pour les médias de l'immigration.

Outre l'étude sur les tâches principales de ces programmes destinés aux travailleurs migrants avant l'an 2000, il est aussi indispensable de tirer leurs traits caractéristiques non seule-

ment sur le plan des affaires, mais aussi aux niveaux du contenu et de l'audience, pour pouvoir mener une analyse évolutive des médias de l'immigration émergés après l'an 2000, réalisée à partir de l'article de Chiu Chu-Wen :

1. Les subventions gouvernementales ont joué un rôle essentiel dans la production de ces programmes. En d'autres termes, la transmission des premiers programmes destinés aux travailleurs migrants était dans la plupart des cas financée, dans des proportions variables, par l'*Employment Security Fund*, récolté auprès des employeurs. Outre les subventions de l'État, la volonté des programmeurs de prendre des risques s'est aussi révélée cruciale. Ayant relativement peu d'annonceurs et de sponsors potentiels, la capacité des radiodiffuseurs de soutenir l'opération des programmes constituait une condition majeure pour garantir leur durabilité. De ce fait, ces programmes de radio ont eu tendance à être produits plutôt par de grands radiodiffuseurs, qui disposaient des ressources suffisantes. Le projet de « La rive de Chao Phraya » a été entrepris par la Radio Taoyuan, un émetteur de faible puissance, puis transféré à la Radio Asia, un autre émetteur de faible puissance, avant d'être finalement cédé à la Taiwan Radio — un émetteur plus influent, avec plus de ressources, capable de soutenir le programme malgré la modeste subvention publique.

7. Le profil de l'audience a été défini en fonction de critères gouvernementaux. La communauté thaïlandaise étant la plus nombreuse, le montant du fonds alloué était censé respecter le principe de proportionnalité. Peu après, la portée de l'allocation étatique a été élargie à la communauté philippine. Toutefois, jusqu'en 2000, les subventions allouées aux médias à l'attention des ouvriers migrants étaient limitées aux groupes thaïlandais et philippin, car ils représentaient, selon les chiffres de juin 2001, plus de 60% des travailleurs migrants. Les programmes destinés aux communautés de travailleurs indonésiens ou vietnamiens étaient alors encore inexistantes.

8. Sur le plan du contenu, les programmes comportaient principalement des informations concernant le travail à Taïwan, accompagnées d'informations quotidiennes destinées à faciliter leur adaptation dans le pays d'accueil. En raison de l'importance du soutien financier gouvernemental, les programmes exprimaient la plupart du temps le point de vue du gouvernement et transmettaient les informations selon la perspective du pays d'accueil. Le mo-

dèle de diffusion demeurait à sens unique, à travers des grilles de programmes préparées par les programmeurs de la majorité pour des audiences minoritaires.

9. La fonction inter-groupes non remplie, la position de la communauté des travailleurs migrants demeurait isolée au sein de la société taïwanaise. Ils étaient traités comme des enfants à éduquer ou des « trublions » potentiels à contrôler. Ni le gouvernement, ni les programmeurs n'ont cherché à établir un pont entre ces minorités et le public général ou à faire connaître leur culture ou leur histoire auprès du grand public. Le système taïwanais de *guestworker* explique pourquoi ces travailleurs ont été privés de la possibilité de résider de manière permanente. Le débat sur le choix entre politique assimilationniste ou intégrationniste n'avait pas encore été engagé dans la sphère publique.

À cette époque, la viabilité des médias de l'immigration était fortement dépendante de la volonté de l'État, non seulement pour lever les interdictions et ouvrir le marché, mais aussi pour soutenir leur développement à travers l'élaboration de lois et une aide financière en la matière. En fonction de l'agenda politique et des motifs derrière le soutien gouvernemental, la relation entre l'État et les médias consacrés à l'immigration pouvait varier. Nous allons examiner, en nous appuyant sur la théorie de Stephen Riggins, les différents modèles des médias ethniques.

### ***Les relations entre les médias et le gouvernement : un modèle fondé sur le prosélytisme***

Stephen Harold Riggins, un sociologue canadien spécialisé en *cultural studies* et médias, donne le ton à la recherche au sujet des soutiens structurels des médias minoritaires ethniques à leur premier stade d'évolution<sup>147</sup>. Étant donné que les médias ethniques sont considérés par certains gouvernements comme capables de concrétiser les menaces en promouvant une désintégration nationale, il n'est pas étonnant que l'État tienne une politique incohérente — c'est-à-dire encourager les médias minoritaires et, en même temps, contrôler et diriger leur développement et orientation. Il conceptualise ces relations sous cinq modèles :

---

<sup>147</sup> RIGGINS, Stephen (1992), *Ethnic Minority Media: An International Perspective*, Sage : Newbury Park, CA.

1. *Integrationist Model* : l'État considère que subventionner les médias ethniques peut aider à intégrer les minorités dans la vie nationale, car le soutien peut être perçu comme bénéfique. En même temps, l'État est en mesure d'atteindre une audience hors de portée des médias *mainstream* et de surveiller et entraver les informations comportant un potentiel message à tendance séparatiste ;

2. *Economic Model* : en raison de la privation économique et de l'accès inégal aux ressources, les minorités ethniques ont tendance à montrer un taux élevé d'analphabétisme (ou à ne pas comprendre la langue locale dans le cas des immigrants) et à être embauchés dans les secteurs ne requérant pas de qualification. La politique multiculturelle se mobilise pour favoriser l'éducation et l'alphabetisation du peuple, car les médias peuvent servir à assurer qu'elle parvienne aux minorités. L'avantage économique, au lieu d'une préservation culturelle et linguistique à long terme, est au centre de l'engagement étatique. Les modèles intégrationniste et économique sont compatibles, car la poursuite du multiculturalisme s'avère superficielle et que la valeur principale du pays n'est pas influencée ou modifiée par les minorités ethniques ;

3. *Divisive Model* : l'État peut soutenir les médias de différentes communautés ethniques pour créer ou maintenir un certain degré de tension, de rivalité ou de concurrence entre elles. À travers les ressources financières et législatives, l'État atteint son objectif de contrôler les rapports de force entre communautés et de façonner les cultures ethniques. Autrement dit, le modèle peut faciliter l'interprétation de la position de l'État envers le multiculturalisme ;

4. *Preemptive Model* : il n'est pas rare que l'État prenne l'initiative de fonder des médias ethniques, afin d'éviter que ce genre de médias soient créés indépendamment de l'État ou demandent l'aide d'institutions étrangères. Dans le cas de Taïwan, dont nous allons discuter plus tard, il est possible que le gouvernement ait créé un canal de communication pour éviter que les immigrants reçoivent des informations seulement en provenance de leur pays d'origine ;

5. *Proselytism Model* : l'État ou l'organisation peut viser à promouvoir et communiquer les valeurs de la société d'accueil à travers des médias ethniques. À l'aide de ces médias, le gouvernement est en mesure d'atteindre des communautés minoritaires dans leur langue maternelle et de s'assurer que certaines annonces soient bien diffusées.

Pour conclure, compte tenu de la régularisation et de la législation sur les travailleurs migrants à Taïwan en 1992, l'administration sous la présidence de Lee Teng-Hui a mis en place un fonds pour la sécurité de l'emploi et un fonds pour soutenir la création et la production de programmes de radio destinés aux travailleurs étrangers originaires de pays d'Asie du Sud-Est. La création de ces médias subventionnés ne visait pas tant à préserver l'héritage culturel de ces travailleurs migrants ou à leur procurer une plateforme d'expression. La stratégie liée à la langue utilisée, au créneau horaire et au contenu diffusé était taillée sur mesure en fonction des comportements de consommation des travailleurs migrants. Au lieu de favoriser un échange et une compréhension entre la communauté et les Taïwanais, les auditeurs se trouvaient dans une situation d'isolement. L'objectif de ces médias n'était pourtant pas de développer leur participation dans la société *mainstream* ou de les rendre autonomes, mais de les instruire sur les lois et la culture de Taïwan afin d'accélérer leur insertion sociale. En améliorant leur connaissance, puis en modifiant leur comportement, les institutions publiques envisageaient de préserver une stabilité sociale et une sécurité nationale.

C'est la raison pour laquelle les relations entre le régime public de financement et les médias à l'attention de l'immigration avant l'an 2000 s'approchent, parmi les cinq modèles construits par Riggins, du modèle de « prosélytisme », ce qui signifie que les médias subventionnés ont considéré que leur mission prioritaire était la transmission des messages instructifs du gouvernement via un canal unidirectionnel et isolé. Selon cette stratégie communicationnelle de l'État, les communautés migrantes demeuraient exclues, marginalisées et stigmatisées par la structure sociétale dominante. À ce stade, ces médias servaient avant tout à transmettre les perspectives gouvernementales et à stabiliser ces populations potentiellement source de troubles. Ces programmes étaient largement instrumentalisés et leur mode de fonctionnement relevait du prosélytisme. Nous constaterons, dans les années qui suivent, une évolution en matière de mode de traitement des informations et dans la relation entre l'État et les médias, qu'il soutenait de manière variable.

À l'approche du nouveau millénaire, nous remarquons un signe de changement dans la mentalité vis-à-vis des travailleurs migrants. Tout a commencé quand la municipalité de Taipei a



décidé de recruter des militants réputés pour les droits des travailleurs, tant taïwanais que migrants, pour gérer le Centre de consultation pour les travailleurs migrants. Au lieu de les considérer comme un facteur redoutable d'instabilité et d'insécurité, le concept de « service » auprès de cette communauté a commencé à émerger. En conséquence, nous allons consacrer la section suivante à observer la façon dont le gouvernement a mené, piloté par une force provenant de la société civile, des initiatives « out of the box » visant à améliorer les droits culturels et communicationnels des travailleurs sud-est asiatiques.

## **4.2. Expérimentation gouvernementale pour les travailleurs migrants : un pas vers l'interculturalité**

Comme dans le cas des épouses étrangères, l'évaluation du nombre des travailleurs migrants n'a été documentée que sept ans après son introduction générale en 1991. Selon la base de données de l'autorité du travail, le nombre total des travailleurs originaires du Sud-Est asiatique est passé de 270 620 en 1998 à 326 515 vers la fin de l'année 2000. Parmi les divisions administratives de Taïwan, le comté de Taoyuan se classe parmi ceux qui abritent le plus grand nombre de travailleurs migrants, soit 64 740 en provenance d'Asie du Sud-Est en 2000, alors que le comté de Taipei<sup>148</sup> arrive à la seconde place, avec 43 538 travailleurs migrants, suivi par la ville de Taipei, dont le chiffre s'élève à 35 733 durant la même période. À la tête d'une municipalité qui possédait une densité considérable de main-d'œuvre étrangère, le maire de la ville de Taipei de l'époque, Ma Ying-Jeou, a recruté des militants pour les droits de l'Homme par cooptation dans son équipe de conseillers municipaux. Nous allons examiner comment la Ville de Taipei, en tant qu'autorité, a mené un ensemble hétéroclite d'initiatives censées promouvoir les droits des travailleurs migrants, en collaboration avec des activistes de l'extérieur.

---

<sup>148</sup> Le comté de Taipei est devenu, le 25 décembre 2010, « New Taipei City » (*Xinbei Shi*, littéralement « nouvelle ville du Nord »). Administré comme un comté, il possède désormais le statut de municipalité spéciale. Le Nouveau Taipei se situe au nord de Taïwan et son territoire encercle totalement la ville de Taipei ; il contrôle dix municipalités moyennes, quatre municipalités urbanisées et quinze municipalités rurales. Il compte une population de 3 984 051 habitants en 2017.

### ***Des critiques à l'extérieur aux réformateurs à l'intérieur***

Comme cela a été indiqué dans la section précédente, la première initiative de la société civile a consisté en un programme d'alphabétisation destiné aux épouses étrangères à Meinung. Il s'agissait de permettre à ces dernières de participer plus activement tant dans la vie quotidienne que dans l'espace public taïwanais. Cette section de la présente recherche se propose, d'autre part, d'examiner comment une administration municipale telle que la Ville de Taipei s'est efforcée de lancer des initiatives en faveur du droit d'accès à l'information pour les travailleurs migrants. En faisant appel à des activistes en provenance d'organisations de la société civile, la Ville de Taipei a mis en place des dispositifs — un centre de service, des événements culturels, un journal imprimé multilingue et un programme de radio — afin de garantir un canal de communication entre les décideurs politiques et les travailleurs migrants. Une série d'initiatives ont effectivement été entreprises depuis 1998, lors de l'investiture du maire Ma Ying-Jeou. En conséquence, cette partie se concentrera sur le premier mandat du maire Ma, entre 1998 et 2002, afin d'analyser sa politique intégrée, conçue et menée par des administrateurs venant du milieu associatif.

Parmi eux, Cheng Tsun-Chi, un activiste de gauche et un militant pour les droits des ouvriers, a été invité premièrement en 1998 dans le cabinet du maire du Kuomintang — parti politique de droite —, afin de prendre la charge du Département du travail. Lors d'une entrevue, Cheng a exposé ses objectifs en acceptant de s'occuper de ce poste :

D'un côté, je veux montrer que des activistes en dehors du système peuvent faire plus que simplement critiquer de l'extérieur : ils peuvent aussi oser exercer le pouvoir pour accomplir des choses correctement. D'un autre côté, j'espère pouvoir prouver que des militants syndicaux ne collaborent pas qu'avec le Parti démocrate progressiste, mais peuvent avoir comme partenaire de travail le Kuomintang.

[...] J'ai pour principe d'administrer conformément aux lois et de défendre le point de vue des travailleurs là où il y a une marge de manœuvre.<sup>149</sup>

---

<sup>149</sup> « Cheng Tsun-Chi, directeur du Département du travail de la ville de Taipei : Continuons à nous battre pour consolider la force des ouvriers » (Tdl.), *Taiwan Federation of Financial Union Journal*, n°21, 2002/09/15. <http://www.bankunions.org.tw/?q=node/407> (Consulté le 27/08/2017)

L'année suivante, en 1999, Lorna Kung, une autre activiste issue du milieu des mouvements syndicaux, a été recrutée dans le cabinet en tant que directrice du Centre de service de consultation de la Ville de Taipei pour les travailleurs migrants (*Taipei City Foreign Workers Consultation Service Center*). Les centres de service de consultation pour les travailleurs migrants ont été établis par le Conseil des Affaires du travail dans tout le pays à partir de 1996, avec pour objectif de fournir une assistance juridique ainsi qu'un soutien psychologique et d'apporter des solutions aux mouvements d'agitation des ouvriers envers leurs employeurs. Afin de traiter les difficultés des travailleurs originaires du Sud-Est asiatique de manière plus juste, Lorna Kung a invité Tony Tamshir, un immigré indonésien qui a effectué ses études supérieures à Taïwan, à se joindre à l'équipe :

Une autre Philippine et moi avons été directement embauchés par le maire Ma en tant que conseillers municipaux ; comme cela, nous avons pu obtenir notre permis de travail par le gouvernement de la Ville sans avoir à passer par le Département du Travail. Cela montre à quel point l'ancien maire Ma tient à la population issue de l'immigration.<sup>150</sup>

Dans son premier discours politique annuel adressé au Conseil municipal en mars 1999, le maire Ma a déclaré son intérêt concernant la situation des travailleurs immigrés et a promis l'établissement d'un centre culturel qui leur soit consacré. Nous pouvons également avoir un aperçu de son attitude envers ces habitants temporaires par le biais de son discours public présenté à l'Université nationale Chiao Tung (NCTU) en 2001 :

[...] la diversité culturelle apporte de la vitalité à la société. Deux tiers des habitants de Taipei ne sont pas originaires de Taipei ; parmi eux, 53 000 personnes sont des étrangers, dont 32 000 sont des travailleurs immigrés. À cet égard, je souligne l'importance politique des diasporas.

Le gouvernement de la Ville de Taipei se préoccupe des droits des ouvriers étrangers. Dans le cadre de la décroissance économique, il budgétise trois milliards de dollars taïwanais en tant que fonds d'aide juridique destiné aux travailleurs migrants. [...] Le gouvernement de Taipei non seulement les protège par la loi, mais les traite aussi avec humanité.<sup>151</sup>

---

<sup>150</sup> Tony Tamshir, animateur d'émissions de radio destinées à la communauté indonésienne et cofondateur du magazine « INTAI ». L'entretien a eu lieu à Taipei, le 10 janvier 2017.

<sup>151</sup> *The Voice of NCTU Alumni Monthly*, pp. 92-94.

### ***Amélioration du droit à l'information des travailleurs migrants***

Lancé par sa politique annoncée — « les traiter avec humanité ; protéger leurs droits »<sup>152</sup> — , le maire Ma a accepté les propositions de ses conseillers et a établi des projets visant à améliorer la protection juridique et l'accès à l'information des ouvriers d'Asie du Sud-Est, dont le premier était la publication en 2000 d'un journal trimestriel bilingue (en mandarin et en une des quatre langues maternelles des travailleurs), qui s'est également avéré être le premier journal périodique conçu à leur intention. Ce journal imprimé, intitulé « *Migrant Express* » (wài láo E tōng xùn), est envoyé à tous les foyers à Taipei enregistrés dans la catégorie emploi de travailleurs migrants. L'objectif de la publication du journal et la raison pour laquelle il est rédigé en bilingue est de transmettre efficacement les messages à la fois auprès des employeurs et des employés et, au final, de faciliter la communication. Ce journal est encore en distribution lors de la rédaction de cette thèse.

Tamshir s'est joint officiellement au Département du Travail en 2001 et a soutenu toutes les activités relatives aux travailleurs migrants organisées par l'autorité de Taipei. Il raconte le contexte initial de ce journal :

L'arrière-plan historique est qu'on manquait à cette époque-là d'un canal d'informations pour les immigrés. Seule la Ville de Taipei ayant fondé un Centre de consultation pour les ouvriers migrants, avec une quasi absence de canal de communication, certains migrants appelaient notre Centre pour résoudre leurs problèmes. J'ai été contacté pour une affaire grave, celle d'une travailleuse indonésienne qui avait été violée par son employeur. Les autorités de Taïwan se sont efforcées d'un côté de mener des investigations, d'un autre côté d'éviter que les médias internationaux soient informés, de peur que cela ne porte atteinte à l'image de Taïwan. C'est à ce moment-là que l'on a pensé qu'il était préférable de pouvoir communiquer directement avec les travailleurs migrants. Nous espérions les mettre au courant des politiques publiques de Taïwan, au lieu de les joindre par le biais de leur pays d'origine, car les messages seraient non seulement détournés, mais aussi susceptibles d'être erronés. Nous pouvions recevoir environ 500 appels par jour à ce stade ; il y avait plus de 30 000 ouvriers migrants à Taipei, pour une équipe de 25 personnes dans le Centre. L'efficacité était donc loin d'être satisfaisante.

---

<sup>152</sup> Département du Travail, Ville de Taipei, Lorna Kung (dir.), « Investiguer les problèmes des travailleurs migrants par le comportement des inspecteurs des travailleurs migrants », 2001.

C'est justement en raison de ces lacunes que nous avons conçu l'idée d'écrire des informations sur des flyers au format A4 et de commencer par leur apprendre à prendre le bus ou à faire un petit voyage à Taipei. On diffuse ce document en cinq langues — mandarin, anglais, indonésien, vietnamien et thaïlandais —, une édition par saison, dans les cinq versions à chaque fois. L'objectif du journal était autant de leur fournir des informations que de faire prendre conscience aux travailleurs de notre existence. De nombreux ouvriers migrants se trouvent en région rurale et n'ont pas accès à l'information. Leur source d'information ne provient souvent que des agences privées de main-d'œuvre, qui tentent de profiter d'eux d'abord, ensuite des employeurs, des décrets gouvernementaux et, finalement, des travailleurs migrants.<sup>153</sup>

Le journal « *Migrant Express* » focalise son contenu sur la transmission des politiques, des décrets gouvernementaux et de l'actualité taïwanaise, à la fois auprès des employeurs et des employés. L'objectif de sa publication s'avère triple : premièrement, les ouvriers étrangers doivent avoir conscience des règles à respecter, mais aussi de leurs droits, pour pouvoir se défendre en travaillant et vivant à Taïwan. Deuxièmement, il s'agit de fournir des informations aux deux parties pour leur permettre de dialoguer sur une même base. Troisièmement, comme Tamshir l'a mentionné durant l'entretien, ce journal fournit aux travailleurs des informations administratives directement de la part du gouvernement et réduit la possibilité de recevoir des récits — détournés ou faux, selon le point de vue du gouvernement taïwanais — dans les médias des pays d'origine qui pourraient avoir une incidence négative auprès des communautés ciblées.

La création d'un canal de communication par les pouvoirs publics vise à atteindre une communauté ethnique de manière à ce qu'elle ne soit « influencée » ou malavisée par la voie d'autres canaux, notamment en provenance de pays étrangers ou avant que la communauté minoritaire ait elle-même pris contact avec des médias qui pourraient contester le discours gouvernemental. Ce genre de stratégie multiculturelle des médias publics correspond au « modèle préventif » dans la typologie sur la relation entre l'État et les médias ethniques soutenus par l'État de Stephen Riggins, dont nous avons parlé précédemment. Selon Riggins, l'État établit « *its own minority media to preempt minorities from founding organisations which would be independent of the State* » (1992: 10-11). Si l'intention de l'administration était d'éviter l'émergence de sources d'information indépendantes, la publication du « *Migrant*

---

<sup>153</sup> Entretien avec Tony Tamshir, déjà cité.

*Express* » a donné l'accès à de nombreuses informations aux travailleurs migrants, à une époque où très peu de moyens médiatiques leur étaient adressés.

Quant à « *Hello Taipei* », il s'agit d'un projet de radiodiffusion, né de la collaboration directe entre deux secteurs publics et initié en novembre 2000. Ce programme produit par le Département du Travail de la Ville de Taipei et de la Taipei Broadcasting Station partageait, en principe, le même but que le « *Migrant Express* ». Selon le communiqué de presse, le programme a été conçu dans le contexte suivant :

Des travailleurs migrants, à peine arrivés à Taïwan, exigeaient des médias qu'ils leur fournissent des informations, ainsi qu'un soutien moral, afin de faire face à la différence linguistique et au stress du travail. Néanmoins, il existait très peu de programmes conçus vraiment pour ces ouvriers migrants au sein des médias taïwanais traditionnels. « *Hello Taipei* », diffusé par Taipei Broadcasting Station, est le seul programme né d'une collaboration entre le Centre de consultation des travailleurs migrants et les médias. Les services du Centre de consultation s'occupent de différentes dimensions de la vie, des aspects relevant de la loi et du travail. Ayant conscience des besoins et des difficultés de la communauté, le contenu des programmes se trouve en mesure de fournir ces services à la plus large population possible.

La ville de Taipei est en train de se transformer en une métropole internationale. La Taipei Broadcasting Station et le Centre de consultation des travailleurs migrants souhaitent montrer notre conception de la tolérance et du respect à travers ses programmes radiodiffusés et les traiter avec impartialité, tout comme notre diaspora...<sup>154</sup>

L'émission « *Hello Taipei* » était diffusée en trois langues, proposant des programmes destinés respectivement aux communautés thaïlandaise, indonésienne et philippine, à savoir les trois groupes les plus nombreux. Chaque émission durait une heure et passait le week-end en fin de soirée (les samedis de 21h à 22h en indonésien ; de 22h à 23h en thaïlandais ; les dimanches de 21h à 22h en philippin ; de 22h à 23h en vietnamien), pour se conformer au temps de repos des auditeurs. Une émission en vietnamien a été ajoutée quelques années plus tard, en raison de la croissance significative de la communauté d'ouvriers vietnamiens à Taïwan. Les segments des

---

<sup>154</sup> Taipei Broadcasting Station, Site officiel, <https://www.radio.gov.taipei/cp.aspx?n=993FEB9672FB7293> (Consulté le 29/08/2017). Néanmoins, l'émission a été restructurée et collabore désormais avec la *Radio Taiwan International*. Les segments en quatre langues ont été remplacés par deux émissions en indonésien et en vietnamien. L'apparition officielle de *Hello Taipei* dans les médias a été vue pour la dernière fois en 2018.

émissions consistaient à présenter la culture locale, à apporter des informations à caractère juridique, sur l'actualité du pays d'origine, sur divers événements et à proposer une « boîte aux lettres » des ouvriers étrangers. Alors que tous les autres segments ne remplissaient qu'un rôle de transmission d'informations, c'est-à-dire la fonction de stabilisation sociale, comme l'affirment la chercheuse taïwanaise Chiu Chu-Wen et le chercheur japonais Shigeyasu Shiramizu, le segment de la « boîte aux lettres » permettait aux auditeurs de communiquer et de s'exprimer sur les ondes radiophoniques. Cette plateforme d'échanges bidirectionnels jouait une fonction intra-groupe (*intra-group functions*) et renforçait la cohérence au sein des communautés migrantes, et c'est là que réside la plus grande différence entre les rôles souhaités par « *Hello Taipei* » et le « *Migrant Express* ».

Avant de se joindre à l'équipe du gouvernement de Taipei, Tamshir avait été animateur d'une émission de radio destinée aux auditeurs indonésiens pour présenter Taïwan à la *Radio Taiwan International*. Il s'est naturellement chargé de l'animation de l'émission indonésienne dans « *Hello Taipei* ». En parlant de la réaction des auditeurs, Tamshir explique :

Nous avons eu beaucoup d'auditeurs, à tel point que nous avons besoin d'un bénévole pour traiter leurs lettres, car nous pouvions recevoir jusqu'à une vingtaine de lettres par jour. « *Hello Taipei* » est en effet une plateforme d'échange pour les ouvriers étrangers. À partir de 2003, le programme a organisé le premier festival culturel des travailleurs migrants au Parc mémorial de l'Incident 228. Le festival dure un mois : un pays par week-end. Les autres autorités locales nous ont copiés en organisant leurs propres festivals culturels d'Asie du Sud-Est ; nous en avons été les pionniers.<sup>155</sup>

### ***Un événement comme moyen de communication interculturelle***

Un an après la première publication du journal « *Migrant Express* » et la diffusion de « *Hello Taipei* », le Département du Travail de la Ville de Taipei a encore engagé un projet sans précédent. En 2001, la première édition du Concours de poésie et de roman destiné aux travailleurs migrants (*Foreign Workers Poem and Essay Writing Contest*) s'est intitulée « *Taipei, please listen to me* ». Le Concours invite tous les travailleurs migrants à y participer, indépendamment de

---

<sup>155</sup> Entretien avec Tony Tamshir, déjà cité.

leur nationalité, métier, situation géographique ou genre de rédaction. De plus, une anthologie des œuvres du Concours devait être publiée sur une base annuelle. Le but de cet événement, selon le Département du travail, était de les convier à exprimer leurs sentiments d'après leur vie à Taïwan. Non seulement les ouvriers pouvaient soulager leur mal du pays et le stress du travail par le biais de leurs écrits, mais les habitants de Taipei pouvaient aussi découvrir leur ressenti et apprendre à respecter des voix différentes, à améliorer la compréhension mutuelle. Par rapport aux autres pays d'accueil en Asie de l'Est, le gouvernement de Taipei, en collaborant avec le ministère de la Culture de Taïwan, a fait office de pionnier avec l'organisation d'un tel concours destiné à la population issue de l'immigration.

En fait, une autre source d'inspiration de ce concours se trouve dans l'émergence et l'énergie du club de poésie aménagé en 1999 par la communauté des travailleurs philippins. Ce club, nommé SMI (*Samahang Makata International*), constitue une branche de Taïwan affiliée à l'Association des poètes internationaux. Le SMI, un club international des Philippines apparu en réaction aux flux d'émigration au nom du travail en outre-mer, a établi des branches dans des pays tels que Taïwan, Singapour, Hong Kong, le Canada, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Liban, Israël et le Pakistan. La poésie s'avère une forme de création prégnante de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, avec par exemple le pantoun — un genre poétique traditionnel répandu en Malaisie, en Indonésie et à Singapour — et le Lưc bát, une forme classique de ballade vietnamienne. Genre de création artistique toujours à la mode, les populations sud-est asiatiques expriment souvent leurs émotions à travers la poésie.

La littérature de l'immigration est aujourd'hui un genre littéraire étudié avec un grand intérêt par les universitaires. L'émergence de ces écritures peut être considérée comme « un pas vers l'interculturalité »<sup>156</sup> ; en d'autres termes, ces écrits participent, avec l'art comme vecteur, à une démarche qui permet de bâtir une interculturalité, par un processus que Serge Gruzinski a nommé la « transculturation », le passage et le cheminement d'une culture à l'autre et le retour (Delbart : 101). En promouvant volontairement les « littératures et discours identitaires » des

---

<sup>156</sup> DELBART, Anne-Rosine (2010), « Littératures de l'immigration : un pas vers l'interculturalité ? », *Carnets, Littératures nationales : suite ou fin – résistances, mutations & lignes de fuite*, numéro spécial printemps-été, pp. 99-110.



immigrés, le dispositif public qu'est le Concours de poésie des travailleurs migrants « *Taipei, please listen to me* » encourage une formation de leur subjectivité d'une part, la création d'une plateforme pour la délivrer au grand public de Taïwan d'autre part.

Le Concours annuel « *Taipei, please listen to me* » est toujours en activité de nos jours, en raison des réactions positives qu'il a suscitées et de la participation active et significative des communautés ciblées. En 2014, dans le même esprit d'interculturalité, un autre prix littéraire à l'échelle nationale, intitulé « *Taiwan Literature Award for Migrants* » et dont nous allons parler ultérieurement, a été initié par la société civile. Néanmoins, face à la prolifération des activités interculturelles promouvant les cultures, les traditions et les fêtes des pays d'Asie du Sud-Est organisées tant par le gouvernement central que par les municipalités locales, Tamshir a bien défini les limites. D'après lui, la seule promotion culturelle par le biais des fêtes ou d'activités ponctuelles tend à « disneyifier » les fondements du multiculturalisme et à entraver les changements structurels :

Nous organisons ces activités pour que les Taïwanais puissent connaître d'autres cultures sans avoir à voyager à l'étranger. Ce que nous envisageons n'est pas de remplacer la culture taïwanaise, mais de l'enrichir avec de nouveaux éléments et d'habituer les habitants taïwanais à ces cultures. Mais, au final, je trouve qu'il n'y a plus grand-chose à faire, car pour pouvoir atteindre un plus grand changement, il faudrait réviser les lois et les règles ; les activités culturelles ne suffiront pas.<sup>157</sup>

### **4.3. Entre l'assimilation et la sensibilisation : les positions différentes de l'État et des acteurs non étatiques**

En résumé, les grandes directives politiques en ce qui concerne l'immigration ont été conçues de manière progressive durant cette période : l'*Employment Service Act* pour les travailleurs migrants en 1992, l'*Immigration Act* en 1999, suivie par la révision de la *Nationality Law* en 2000. Les contextes socio-politiques, notamment la levée de la loi martiale, la réforme du système politique, les mouvements du parti d'opposition ainsi que des communautés eth-

---

<sup>157</sup> Ibid., p. 83.

niques, constituent des facteurs prégnants de cette période. L'interdiction de l'usage des dialectes dans les lieux publics et les médias a ainsi été retirée après la levée de la loi martiale. La démocratisation taïwanaise s'est accompagnée d'un discours autour du multiculturalisme. Afin de lutter contre le régime dictatorial du Kuomintang et la domination de la culture chinoise, les militants du mouvement *Dangwai* se sont appuyés sur les notions de multiculturalisme et des « Quatre ethnies de Taïwan ». En 1997, suite aux revendications fortes des groupes hakka, puis autochtones, à propos des droits liés aux langues et aux cultures traditionnelles, une clause sur le multiculturalisme a été insérée dans la Constitution : Taïwan est désormais constitutionnellement un pays multiculturel.

Néanmoins, le discours du multiculturalisme contre le nationalisme chinois a évolué progressivement en un nationalisme taïwanais : le gouvernement a décidé de traiter les nouveaux flux d'immigration en provenance de Chine et d'Asie du Sud-Est avec un sentiment de supériorité, qui s'est reflété dans l'élaboration de régularisations exclusives et discriminatoires. En vertu de l'*Employment Service Act*, le gouvernement central a commencé à mettre en œuvre, en 1994, un régime de financement pour des programmes radiodiffusés, dont l'objectif principal était d'informer sur les décrets à respecter et de réduire l'instabilité potentielle suscitée par la communauté. En 1999, le Ministère de l'Intérieur a élaboré un « *Foreign Spouse Life-Adjustment Counseling Implementation Project* » : ce document explique la raison pour laquelle les ateliers d'alphabétisation et de civilisation mis en place ont été considérés comme ayant pour but d'éviter des « problèmes sociaux et familiaux » inhérents aux épouses étrangères.

En matière de politique des droits de l'Homme ou de l'immigration, la société civile joue un rôle important dans la direction de l'évolution avec le gouvernement. Il s'agit soit de faire entendre des revendications par le biais de plaidoyers, soit de réagir en menant des initiatives révolutionnaires. L'évolution en la matière s'est en effet réalisée grâce à un dynamisme et un dialogue mutuel. Autrement dit, il s'avère inapproprié de négliger les actions et les réactions de la société civile dans une discussion globale des politiques au sujet de l'immigration et des droits culturels afin de conceptualiser la façon dont le grand public cherche délibérément à façonner les règles qui gouvernent tous les aspects de la vie sociale. Dans cette perspective, après

avoir examiné les dispositifs appliqués par le secteur public, il importe d'analyser, dans la partie suivante, les initiatives entreprises par les acteurs privés, y compris les associations collectives, les universitaires et les militants taiwanais et migrants.

D'un côté, étant la source d'inspiration du *Foreign Spouse Life-Adjustment Counseling Implementation Project* adopté par l'État, le Programme de cours d'alphabetisation pour mariées étrangères à Meinung fondé par Hsia Hsiao-Chuan s'est centré sur une pédagogie de l'autonomie. Cette initiative envisageait non seulement d'enseigner la langue, mais aussi de sensibiliser des opprimés, en l'occurrence les femmes migrantes, sur leur situation réelle et leur pouvoir de modifier cette structure injuste. D'un autre côté, en mettant l'accent sur l'accès à l'information des immigrés, la municipalité de Taipei a lancé des projets tels que le périodique multilingue « *Migrant Express* », le programme radio « *Hello Taipei* » ou le Concours de poésie « *Taipei, please listen to me* ». Ces démarches résultent d'une expérimentation administrative menée par des militants du mouvement social dirigeant le Département du Travail et le Centre de consultation des travailleurs migrants — c'est aussi la raison pour laquelle les préoccupations de ces initiatives se limitent aux ouvriers et ne concernent pas les épouses étrangères. La nature du Concours de poésie demeure différente des autres dispositifs : il est le seul où la minorité ethnique, les immigrés notamment, se trouvent en position d'exprimer leurs sentiments, leur opinion à la majorité. Ils passent ainsi du statut de destinataires à celui de créateurs de contenu.

Afin de mieux comprendre l'arrière-pensée de la politique « multiculturelle » menée par l'État, cette thèse se propose d'emprunter la théorie de Augie Fleras — un spécialiste en sciences sociales dont les champs d'expertise incluent le multiculturalisme, les relations raciales et ethniques, les politiques au sujet des autochtones et la communication de masse — pour déconstruire l'intention et le fonctionnement du multiculturalisme dans la société taiwanaise. Dans son ouvrage *Immigration Canada : Evolving Realities and Emerging Challenges in a Postnational World*, Fleras argumente que le Multiculturalisme officiel pourrait jouer cinq rôles dans une société : a) servir d'acte politique ; b) atteindre l'inclusion ; c) dépolitiser les différences ; d) gérer le *mainstream* ; e) édifier la nation (« *Canada Building* » dans son terme d'origine). De l'examen des mesures mises à disposition pour encadrer les populations issues de

l'immigration sous le régime de Lee Teng-Hui, il ressort que la politique multiculturaliste constitue effectivement à ce stade un acte politique et un catalyseur pour l'édification de la nation. À cette date, la politique multiculturelle « *constitutes an instrument of the state in defence of the status quo* », dans le but de « *achieve political goals in a politically acceptable manner* »<sup>158</sup>. Afin d'analyser l'intention gouvernementale dans les politiques multiculturelles, il est intéressant de noter que le nationalisme taïwanais a joué un rôle important tout au long de la formation du discours multiculturaliste à partir des années 1950 : mouvement d'indépendance en outre-mer, mouvement *Dangwai* (parti d'opposition), mouvement pour la rédaction constitutionnelle, mouvements des groupes hakka et autochtones, etc. Dans une certaine mesure, il faut observer que l'émergence du discours multiculturaliste est au service du nationalisme taïwanais, au moins sous la présidence Lee avant l'année 2000. Le discours du multiculturalisme a en effet émergé à la fin des années 1990 en vue de « *building a production and governable [country] without disrupting the status quo and corresponding distribution of power and privilege* »<sup>159</sup>. Dans l'exemple taïwanais, il a servi d'un côté à lutter contre la domination de l'identité chinoise ; d'un autre côté, il s'agissait d'apaiser les revendications et l'impatience du parti d'opposition et des communautés ethniques. En d'autres termes, un autre objectif de la mise en place de la politique multiculturelle relève de l'édification de la nation (*nation-building*), la nation taïwanaise, dont la composition ethnique différerait de celle de la Chine continentale.

À l'égard de l'orientation des réformes institutionnelles et des dispositifs publics mis en œuvre en faveur de la promotion du multiculturalisme, une typologie établie également par Augie Fleras nous permet d'observer les différentes phases des politiques multiculturalistes. Reposant sur des critères tels que les dimensions, le focus, les mandats, les problèmes, les solutions et l'aboutissement des politiques, les revirements politiques promouvant le multiculturalisme qui ont eu lieu au Canada peuvent être divisées en quatre phases : *Ethnicity multiculturalism* (multiculturalisme de l'ethnicité, années 1970), *Equity multiculturalism* (multiculturalisme de l'équité,

---

<sup>158</sup> FLERAS, Augie (2015), *Immigration Canada: Evolving Realities and Emerging Challenges in a Postnational World*. UBC Press : Vancouver.

<sup>159</sup> Ibid.

années 1980), *Civic multiculturalism* (multiculturalisme du civisme, années 1990), *Integrative multiculturalism* (multiculturalisme de l'intégration, années 2000). Bien évidemment, les périodes des politiques se chevauchent et ne comprennent pas de coupure nette entre elles. Même si la typologie est basée sur le contexte canadien, elle fournit un cadre théorique permettant de discerner les différents cycles de stratégies politiques élaborées à Taïwan.

**Figure : Les revirements des politiques multiculturelles de l'État**

	<b>Ethnicity</b>	<b>Equity</b>	<b>Civic</b>	<b>Integrative</b>
<b>Point de référence</b>	Culturel	Structurel	Social	Sociétal
<b>Centre d'intérêt</b>	Respecter les différences	Encourager l'équité	Vivre ensemble	Atteindre une cohésion
<b>Mandat</b>	Ethnicité	Relations interraciales	Identité civile	Citoyenneté
<b>Magnitude</b>	Adaptation individuelle	Ajustement institutionnel	Engagement	Sécurité
<b>Problème</b>	Préjugés	Racisme/ Discrimination	Exclusion	Ségrégation/ Extrémisme
<b>Solution</b>	Sensibilité culturelle	Élimination des obstacles	Inclusion	Valeurs partagées
<b>Aboutissement</b>	Capital culturel	Capital humain	Capital social	Unité nationale
<b>Métaphore clef</b>	Mosaïque	Égalité des chances	Appartenance	Promotion de l'intégration

Source : Augie Fleras (2012 et 2015)

Durant la phase de l'*Ethnicity multiculturalism*, l'accent de la politique est mis sur la promotion de la diversité ethnique. L'objectif de la politique de l'ethnicité est double : premièrement, elle cherche à éliminer la négligence enracinée dans l'ethnocentrisme en soulignant l'adaptation individuelle — particulièrement de la part des immigrants dans le cas de Taïwan. Deuxièmement, elle envisage de créer une nouvelle discipline de la gouvernance, dans laquelle le respect de la différence ethnique inhérente à l'immigration sert de base pour encourager leur intégration. Ceci s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les immigrants s'adaptent plus volontiers aux valeurs du pays d'accueil si leurs culture et traditions sont respectées sans crainte d'être punis ou blâmés. Néanmoins, le discours du multiculturalisme de l'ethnicité est souvent ancré dans

une compréhension essentialisée selon laquelle l'ethnicité des immigrés est immobile et primordiale, plutôt que fluide et relationnelle.

Quant à l'*Equity multiculturalism*, l'intérêt pour l'inter-ethnicité laisse la place à des enjeux plus pragmatiques. Une augmentation de la visibilité et une préservation de la culture traditionnelle ne peuvent pas faciliter l'intégration économique, ni la participation sociale ; pour atteindre ces objectifs, démonter les barrières afin d'avoir une égalité des chances s'avère plus important. Les programmes menés par le gouvernement changent également de mandant : au lieu de subventionner des organisations ou des événements ethnoculturels, l'allocation du fonds intervient maintenant auprès des engagements à l'équité, à la justice sociale et au système anti-racisme au niveau institutionnel.

Le *Civic multiculturalism* constate une transition, avec l'accent mis désormais sur la promotion d'un sentiment d'appartenance, d'une participation active dans la vie et la société commune et d'une conscience partagée de l'identité nationale. Son objectif est de décomposer les ghettoïisations culturelles du multiculturalisme, en vue d'accentuer non seulement l'identité culturelle et la justice sociale, mais aussi une participation civique, afin d'améliorer l'engagement des citoyens minoritaires dans le processus de prise de décision publique.

Le discours de l'*Integrative multiculturalism* a pris forme en réaction à la préoccupation mondiale sur la sécurité, notamment après les attentats du 11 septembre. Cette politique s'efforce d'établir une cohésion sociale à travers un engagement à la compréhension interculturelle, à la mémoire civique, à la fierté vis-à-vis de l'histoire collective, au respect des valeurs principales de la démocratie et à l'égalité des chances pour tous les citoyens basée sur la décomposition des obstacles discriminatoires (Fleras 2015 : 333-334). Face à l'extrémisme ethno-religieux, le multiculturalisme de l'intégration a pour but d'assurer une cohésion et une sécurité dans la société, basées sur des valeurs partagées et une identité commune. En valorisant la contribution des migrants, il cherche à se focaliser tant sur le droit que sur la responsabilité des nouveaux arrivants et à encourager leur participation aux affaires politiques, économiques et sociales du pays d'accueil.

Les politiques qui ont entraîné l'institution de dispositifs comme des cours d'alphabétisation et des programmes de radio sous la présidence de Lee Teng-Hui correspondent à ce que Fleras appelle l'*Ethnicity multiculturalism*. Les cours d'alphabétisation élaborés par les gouvernements locaux essaient de reproduire la méthode employée par Hsia Hsiao-Chuan, dont nous avons parlé précédemment. Cependant, au lieu de s'inspirer de la pédagogie d'émancipation de Freire, ces cours pensés par l'État se fondent sur une vision stéréotypée de l'identité des minorités ethniques. L'objectif n'est pas d'entraîner la conscientisation et le changement de la structure inégalitaire, mais de faire connaître les coutumes taïwanaises et de faciliter l'insertion sociale des épouses étrangères.

Alors que la notion de multiculturalisme est apparue dans la Constitution en 1997, celle-ci servait surtout à stabiliser les tensions et à créer un lien commun parmi les communautés ethniques à Taïwan — les groupes des *Mainlanders*, Taïwanais, Hakkas et autochtones. En tant que nouveaux arrivants, les migrants en provenance de Chine continentale et d'Asie du Sud-Est ont été absorbés naturellement dans la formation de l'identité nationale par le biais de la nouvelle politique multiculturaliste. La mission des politiques de cette phase était de « surmonter les barrières culturelles qui empêchent leur participation à la vie du pays ; promouvoir les échanges entre les groupes culturels dans l'intérêt de l'unité nationale ; aider les immigrants à acquérir [la langue officielle] »<sup>160</sup>. Comme l'affirme Varun Uberoi dans son livre<sup>161</sup>, la politique multiculturelle de cette phase est utilisée pour façonner l'identité nationale : « le multiculturalisme devient un élément constitutif de l'ordre juridique et de l'identité nationale » (Uberoi, 2009 ; cité par Garbaye, 2014). Caractérisé par la conception ethnoculturelle et l'adaptation culturelle des migrants, le cas spécifique de Taïwan se distingue par le besoin de (re)construire une unité nationale à travers le nationalisme taïwanais. Cette

---

<sup>160</sup> GARBAYE, Romain (2014), « Du multiculturalisme à la « crise de l'intégration » : regards croisés entre le Canada et la Grande-Bretagne », *Miranda* [Online]. URL : <http://miranda.revues.org/5873> (MAJ le 03/03/2014 ; consultation le 05/09/2017).

<sup>161</sup> UBEROI, Varun (2009), « Multiculturalism and the Canadian Charter of Rights and Freedoms », *Political Studies*, Volume 57, Issue 4, pp. 805–827.

spécificité a installé un processus dans lequel les groupes minoritaires se trouvent en mesure de s'insérer, au lieu de constituer une « mosaïque » dans la culture majoritaire.

En même temps, la stratégie adoptée par les acteurs de la société civile — que ce soit le programme d'alphabétisation à Meinung ou les expérimentations lancées par des activistes dans le cabinet de la municipalité de Taipei — se différencie substantiellement des politiques étatiques. L'objectif du projet de Meinung est d'autonomiser les épouses étrangères pour qu'elles puissent un jour s'exprimer par elles-mêmes et contribuer aux changements structurels du système. Quant aux démarches des activistes, il s'agissait de défendre leurs droits et de fournir une plateforme pour communiquer avec le public. Axées sur la participation des migrants, les actions de la société civile visaient alors à favoriser une prise de conscience propre aux communautés migrantes. Ce faisant, nous constatons un début de dérive d'une stratégie qui se rapproche de la politique de l'*Equity multiculturalism*. L'évolution de cet écart au sujet des stratégies prises par l'État et par la société civile, ainsi que leur interaction continueront à faire l'objet d'un examen dans les chapitres suivants.



## **PARTIE II. Président Chen Shui-Bian (2000-2004) : Les politiques multiculturalistes pour redéfinir l'identité nationale?**

En 2000, la République de Chine accueille sa deuxième élection présidentielle. Avant l'an 2000, le KMT a commencé à constater des tensions et une division internes. En raison de la décision de l'élagage de la structure de « Province de Taïwan » — il s'agissait de ne plus parler de Taïwan comme d'une province de Chine continentale —, le gouverneur provincial populaire de l'époque, Soong Chu-Yu, a décidé de quitter le KMT. Sa candidature indépendante divisant le vote pro-réunification chinoise entre lui et le candidat du KMT Lien Chan, ainsi que les mouvements sociaux en essor, ont entraîné la victoire du candidat du Parti démocratique progressiste (PDP, un parti politique pro-indépendance vis-à-vis de la Chine), Chen Shui-Bian.

Le PDP est un parti créé par des groupes de dissidents ; il se positionne traditionnellement à gauche de l'échiquier politique insulaire. Chen est le premier président né et éduqué à Taïwan (alors que Lee Teng-Hui tenait d'une éducation japonaise). Sa victoire a constitué la première alternance politique du pays, de manière démocratique et qui a mis fin au régime du KMT, au pouvoir de la République de Chine depuis 1919.

Le but de l'opposition était initialement de renverser le régime autoritaire, ainsi qu'à contrer la domination de la culture chinoise imposée par la structure du pouvoir du Kuomintang. Pour ce faire, le PDP s'est appuyé sur l'idéologie du nationalisme taïwanais, sur la valorisation de la démocratie, ainsi que sur la défense des droits de l'Homme, et plus particulièrement sur la protection des cultures des minorités. Par conséquent, pour concrétiser son discours sur le multiculturalisme, l'administration Chen a lancé des initiatives dont le but était de faciliter la redistribution du pouvoir entre groupes ethnoculturels et de redéfinir l'identité nationale. Quant aux relations diplomatiques, la stratégie géopolitique du PDP visait à favoriser l'indépendance insulaire : elle s'est traduite par la mise en avant de la rivalité et la sécurisation des relations transdétroit. Cette évolution allait influencer l'élaboration des politiques envers les populations issues de l'immigration.

Néanmoins, la mise en avant de l'identité taïwanaise peut parfois devenir une idéologie rigide, voire un nationalisme taïwanais en opposition non seulement aux continentaux, mais aussi aux travailleurs migrants et aux épouses étrangères — tout en particulier celles en provenance de Chine. Autrement dit, le discours multiculturel à l'égard des cultures d'Asie du Sud-Est co-existe parfois paradoxalement avec une série de réglementations discriminatoires vis-à-vis des immigrés. Vers la fin du deuxième mandat de Chen Shui-Bian, l'inégalité des rapports de pouvoir entre les différentes ethnies a conduit à une crispation entre les Taïwanais de souche et les continentaux et à des agitations sociales.

Les mesures migratoires mises en place par Chen Shui-Bian font l'objet à la fois de compliments et de critiques. Il a établi de nombreux mécanismes essentiels qui fonctionnent jusqu'aujourd'hui et qui bénéficient à une partie des migrants. Cependant, sans dynamisme au sein de la société civile, ces dispositifs restent insuffisants et peu efficaces.

### ***Chapitre 5 : L'élaboration des politiques promouvant le multiculturalisme***

Les mutations sociales et politiques, ainsi que le mouvement de démocratisation ont contribué à l'accession au pouvoir du Parti démocrate progressiste (*Democratic Progressive Party*). Les agitations politiques et la mobilisation survenues avant et après les élections présidentielles de l'année 2000 ont modifié fondamentalement le paysage politique taïwanais. Peu avant cette élection, le KMT s'était scindé en deux. L'une des deux factions, le Qinmindang (*People First Party*), était constitué des membres fondateurs du KMT, notamment Soong Chu-Yu. Cette rupture a contribué en partie à l'échec du candidat du KMT. Peu après les élections, l'ancien président Lee Teng-Hui a rompu ses relations avec le KMT pour construire son propre parti, l'Union pour la Solidarité de Taïwan (*Taiwan Solidarity Union*, TSU). Dès lors que le Qinmindang a décidé de conclure une alliance avec le KMT et le TSU avec le PDP. La scène politique taïwanaise a été marquée par la confrontation de deux coalitions : les « pan-bleu » (couleur du KMT) contre les « pan-vert » (couleur du PDP).

Face à cette tension ethnique, Chen Shui-Bian a entamé des initiatives afin de reconstruire une identité nationale et de redéfinir la composition de la population taïwanaise. Il a mis en relief le rôle de la politique du multiculturalisme pour le *Nation-building*. Contrairement à son prédécesseur, la population issue de l'immigration constituait le cœur du discours multiculturel du président Chen Shui-Bian.

Dans ce chapitre, nous discuterons de la façon dont le nationalisme taïwanais et la notion de multiculturalisme, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ont été interprétés par les politiques et de quelle manière les dispositifs mis sur pied par l'administration Chen Shui-Bian ont visé à une amélioration de la représentation des résidents d'origine étrangère dans la sphère publique.

### **5.1. Construction d'une société multi-ethnique et multiculturelle**

La première alternance politique démocratique en 2000 a marqué un changement de régime et de valeurs. Elle a également ouvert de nouvelles discussions sur les relations ethniques, sur l'île pour le plan intérieur et avec la Chine continentale pour le plan extérieur. L'analyse du discours d'investiture du président Chen fait ressortir que le terme « Taïwan (Taïwanais) » a été mentionné 47 fois, c'est-à-dire bien plus souvent que les termes « Chine (Chinois) » et « République de Chine » — le nom officiel du pays —, qui n'ont été prononcés respectivement que de six et neuf fois. Ce discours contraste nettement avec celui de son prédécesseur, Lee Teng-Hui, qui avait employé seulement 13 fois le mot « Taïwan (Taïwanais) » et 28 fois « Chine (Chinois) » en 1996. Les valeurs de la démocratie et les droits de l'Homme ont été soulignés et employés respectivement 31 et 14 fois. En outre, le terme « ethnie » est apparu également à deux reprises dans le discours<sup>162</sup>. Le président Chen a donné le ton, affichant clairement son ambition à l'égard de la construction d'une société multi-ethnique :

Due to special historical and geographical factors, Taiwan possesses a wealth of diversified cultural elements. [...] We must open our hearts with tolerance and respect, so that our diverse

---

<sup>162</sup> « Les discours d'inauguration de quatre présidents de Taïwan en 34 mots-clés : quelles sont les implications ? » (Tdl.), Initium Media. Disponible à <https://theinitium.com/article/20160520-taiwan-Tsai-Ing-wen-assume-office-keyword/> (MAJ le 20/05/2016 ; consulté le 16/09/2017).

ethnic groups and different regional cultures may communicate with each other, and so that Taiwan's local cultures may connect with the cultures of Chinese-speaking communities and other world cultures, and create a new milieu of « a cultural Taiwan in a modern century ». <sup>163</sup>

Face aux divisions politiques, Chen avait conscience que le moment était venu de redéfinir l'identité nationale. Selon Shih Cheng-Feng, sociologue et ethnologue taïwanais, Taïwan se situait, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, à un moment charnière en ce qui concerne la réorganisation sociale et la redéfinition de la notion d'État :

Le temps où la politique identitaire commence à prendre de l'importance à Taïwan semble quasiment parallèle au processus de démocratisation. L'identité taïwanaise a été longtemps confinée sous le régime autoritaire d'après-guerre et a cherché une destinée à l'occasion de la levée soudaine de la loi martiale. Nous pouvons remarquer que l'identité nationale, l'identité ethnique et l'identité du parti politique s'enchevêtrent dans une certaine mesure. Cet enchevêtrement est susceptible d'influer sur le comportement des électeurs, le positionnement du pays, la politique diplomatique et même les tensions interethniques. <sup>164</sup>

Afin de satisfaire toutes les communautés de la société multiculturelle taïwanaise, Chen a pris des initiatives structurelles. Elles visaient à développer les cultures des minorités locales, c'est-à-dire à mener des actions pour favoriser un mouvement de « localisation culturelle » par rapport à l'héritage des Continentaux (*Mainlanders*), originaires de Chine continentale.

Le PDP a mis l'accent sur l'idéologie du nationalisme taïwanais et sur l'harmonie interethnique. Sa stratégie consiste à différencier l'identité de Taïwan et celle de Chine, l'objectif final étant l'unification nationale et ethnique. Autrement dit, la politique multiculturelle conduite par le PDP vise à une intégration ethnique ; elle remet toutefois en cause la politique assimilationniste conduite par son prédécesseur Lee Teng-Hui<sup>165</sup> à l'égard des ethnies minoritaires nationales ; par ailleurs, elle ne prend pas en compte la population

---

<sup>163</sup> President Chen's Inaugural Address, <http://english.president.gov.tw/NEWS/2643> (MAJ le 20/05/2000 ; consulté le 16/09/2017).

<sup>164</sup> SHIH, Cheng-Feng, commentaire paru dans le quotidien *Liberty Times* (le 21/03/2000).

<sup>165</sup> CHANG, Ya-Ling, « Discourse and Struggle: A study of Taiwanese Nationalist narratives of multiculturalism and aboriginality in the post-martial-law era », *Anthologie de thèse des ethnies autochtones*, 2009.

d'immigration d'après 2003 — l'arrivée massive d'immigrés matrimoniaux. Chang Mao-Kuei, sociologue et historien, spécialiste des mouvements sociaux et ethniques à Taïwan, explique que la stratégie « affirmative » du président Chen cherche à réconcilier les tensions et les divisions post-électorales entre groupes ethniques : « Au nom du multiculturalisme, sa tactique est d'établir un mécanisme politique en la matière et de tisser de nouvelles relations sociales sur l'île. Cette stratégie transparaît dans la relation qu'il tente d'établir avec les communautés hakka et autochtones. »<sup>166</sup>

En 2001, le Conseil des affaires hakkas a été instauré. Sa création visait à promouvoir le développement de la culture hakka, menacée d'extinction, et à réaliser ses promesses pré-électorales, de manière à satisfaire ses partisans hakkas. Le discours d'ouverture du président Chen laisse transparaître sa conception du multiculturalisme :

La République de Chine est un pays multi-ethnique et multiculturel, dont la Constitution stipule que l'État affirme la diversité culturelle. Ceci constitue notre politique nationale fondamentale. Affirmer la diversité culturelle signifie l'égalité entre les différentes ethnies et races, base sur laquelle les ethnies peuvent se respecter et coexister dans l'harmonie et la prospérité.<sup>167</sup>

Outre la culture hakka, le président Chen a également mis l'accent sur la question de la position de la culture des communautés autochtones. En effet, Chen considère cette dernière comme un élément essentiel pour bâtir un pays unique sur la scène internationale. C'est la raison pour laquelle, à plusieurs occasions publiques, il a énoncé que « l'espoir de Taïwan réside dans les peuples autochtones, le Taïwan d'aujourd'hui n'existerait sans doute pas sans la population autochtone » (Chang Ya-Ling, 2009: 6).

L'affirmation de la diversité culturelle de Taïwan s'inscrit dans un mouvement mondial plus large en faveur de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de toutes les ethnicités. La conclusion de la Conférence des Ministres francophones de la Culture à Cotonou, en 2001, déclarait ainsi : « La diversité culturelle constitue l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle ». Adop-

---

<sup>166</sup> CHANG, Mao-Kuei (2006), « Long Road to Reconciliations: Ethnic Tensions in Taiwan », in *A Cultural Discourse for National Identity*, Shih Cheng-Feng (ed.), pp. 43-82.

<sup>167</sup> Discours d'ouverture du président Chen pour le Conseil des Affaires hakkas, le 14/06/2001.

tée en novembre 2001, la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle est considérée comme un instrument normatif de défense de la diversité culturelle comme héritage de l'humanité.

Au cours des deux premières années après l'adoption des clauses du multiculturalisme dans la Constitution, le multiculturalisme s'appuyait sur la notion des « quatre ethnies taïwanaises » : elle ne concernait que les minorités de souche, sans prendre en compte les résidents issus des dernières vagues migratoires, c'est-à-dire l'immigration maritale et les travailleurs migrants. Néanmoins, l'arrivée massive de nouveaux migrants entre 2000 et 2003 a attiré l'attention des médias et de l'État. Selon les statistiques du Ministère de l'Intérieur, le nombre des couples mariés dont l'épouse était chinoise ou sud-est asiatique s'élevait à 22 905 en 1998, soit 15,7% du total de couples mariés. Au début du nouveau siècle, le taux a fortement progressé, pour atteindre 24,8% en 2002, soit une épouse étrangère (limitée à la nationalité chinoise ou sud-est asiatique) sur quatre couples mariés à Taïwan. Ce nombre a continué à augmenter, pour s'élever à 54 634 en 2003, soit 31,9% des couples mariés. Le nombre des épouses chinoises — dont le chiffre a grimpé en flèche, passant de 28 603 à 34 685 durant cette période — a poussé le gouvernement à « réagir » et à lancer un ensemble d'initiatives. Cette réaction des pouvoirs publics visait deux objectifs : d'un côté, ils cherchaient à mieux contrôler le nombre d'épouses étrangères entrant, puis résidant sur le territoire ; d'un autre côté, ils voulaient concevoir des dispositifs facilitant l'intégration des immigrants dans la société d'accueil. Nous reviendrons ultérieurement sur les mesures que l'administration Chen a mises sur pied à partir de 2003 et nous examinerons plus en détail leurs missions et leurs répercussions, positives ou négatives.

Dans son programme électoral, Chen avait souligné l'importance de bâtir l'égalité linguistique. Cette préoccupation participait de sa politique multiculturelle, sachant que l'objectif principal résidait dans la lutte contre la domination du mandarin. Le Conseil des Affaires hakkas constituait une première étape du projet de la *Language Fairness Law* proposé en 2002, mais qui n'a pas abouti. Le Conseil des Affaires autochtones a ensuite présenté en 2017 le plan de l'*Indigenous Peoples' Languages Development Law* ; le Ministère de l'Éducation a par la suite proposé la *Language Equality Law*. En définitive, c'est le Conseil des Affaires

culturelles qui a pris le relai du Ministère de l'Éducation et a conçu le projet de la *National Languages Development Law* en 2007 — finalement promulguée en 2019. Pourtant, compte tenu de la procédure législative controversée et du conflit idéologique entre les coalitions pan-bleue et pan-verte — c'est-à-dire entre les indépendantistes (ceux qui cherchent l'indépendance de Taïwan) et les unificationnistes (ceux qui envisagent l'unification entre Taïwan et la Chine) — provoqué par l'énorme tapage médiatique sur la crise de la « *De-Sinicization*<sup>168</sup> », l'administration Chen a fini par abandonner ce projet au cours de ses deux mandats consécutifs de quatre ans. Le discours autour des « nouveaux Taïwanais » de l'ancien président Lee, puis la rhétorique du nationalisme taïwanais durant la campagne électorale du président Chen avaient fortement attisé les désaccords et les tensions ethniques. Le plus grand défi auquel se trouvait confronté Chen Shui-Bian consistait à définir la façon de parvenir à une réconciliation inter-ethnique et à affirmer la notion de multiculturalisme. Afin d'améliorer la situation des minorités et de mobiliser le levier politique auprès des communautés ethniques, la reconnaissance culturelle devait s'étendre du niveau individuel au niveau communautaire. Le président Chen s'est efforcé d'écrire une nouvelle page du développement du droit collectif à l'égard des groupes minoritaires.

### 5.1.1. « Déclaration du mouvement de la citoyenneté culturelle »

L'exigence de la construction d'une identité nationale et le renforcement d'une société cohérente et unie se sont retrouvés en haut de la liste des priorités, dès le deuxième mandat du président Chen, car, après l'élection présidentielle de 2004, la société taïwanaise n'avait jamais été aussi déchirée et fragmentée. L'événement dramatique de la Fusillade du 19 mars, à la veille des élections, a donné lieu à une élection extrêmement controversée. Il s'agissait d'une tentative d'assassinat contre le président Chen Shui-Bian et la vice-présidente Annette Lu durant leur campagne électorale. La blessure n'était pas mortelle et les candidats sont sortis de l'hôpital le jour même. Cependant, cet incident a provoqué un grand choc et une forte agitation. Il constitue

---

<sup>168</sup> Ce terme signifie littéralement une élimination de l'influence de l'héritage chinois, qui va de pair parfois avec la mise en valeur de la culture taïwanaise. Sur la scène politique taïwanaise, l'action de désinicisation peut entraîner une inquiétude quant à la volonté de provoquer l'indépendance tant du côté KMT que du gouvernement chinois, et finalement accentuer les tensions interdétroit.

l'un des plus grands scandales dans l'histoire de la démocratie taïwanaise et semble avoir influencé, dans une large mesure, le résultat des élections. Les supporters pan-bleus ont accusé le PDP d'avoir organisé cet attentat pour gagner la compassion des électeurs. Henry Chang-Yu Lee, un des experts criminalistiques de renommée internationale, basé aux États-Unis, a été invité à venir enquêter. Toutefois, les investigations du gouvernement ne sont parvenues à aucun résultat probant, le suspect principal s'étant noyé de manière mystérieuse dix jours après la fusillade.

Dès le début de son deuxième mandat, le président Chen a lancé un ensemble d'initiatives pour promouvoir un discours en mesure d'atténuer les conflits. Autrement dit, le président Chen s'est proposé de traiter les relations et la perception entre « nous » et « vous », c'est-à-dire de colmater la rupture sociale, identitaire et idéologique par le biais de « formations discursives ». Stuart Hall explique de manière explicite le processus de formation du discours par lequel se construisent les identités :

*Precisely because identities are constructed within, not outside, discourse, we need to understand them as produced in specific historical and institutional sites within specific discursive formations and practices, by specific enunciative strategies. Moreover, they emerge within the play of specific modalities of power, and thus are more the product of the marking of difference and exclusion.*<sup>169</sup>

D'après Hall, la question de l'identité touche à l'utilisation de ressources tenant de l'histoire, de la langue et de la culture, dans un processus du devenir plutôt que de l'être (« *process of becoming rather than being* »). Elles concernent moins « qui sommes-nous » que « qui allons-nous devenir » et « comment sommes-nous représentés », ou même « comment cela influence-t-il la manière dont nous nous représentons nous-mêmes au sein de la société » (Hall, 1996: 4). Dans cette optique, les identités sont en effet constituées à l'intérieur et non à l'extérieur de la représentation, qui est de son côté construite conjointement par des institutions socio-culturelles et historiques. De même, l'éminent théoricien politique postmarxiste argentin, Laclau (1990), observe que « *the constitution of a social identity is an act of power* ». Il est intéressant

---

<sup>169</sup> STUART, Hall (1996), « Introduction: Who Needs 'Identity'? », dans *Questions of Cultural Identity*, Stuart Hall et Paul Du Gay (eds), London : Sage. (1-16)



d'examiner la façon dont le gouvernement de Chen a tenté d'articuler, dans cette phase spécifique, un discours d'appartenance à l'identité taïwanaise et de mettre en place une politique symbolique.

Pour trouver un terrain d'entente, malgré les divergences ethniques et politiques découlant du contexte complexe de Taïwan, Chen Shui-Bian a cherché à défendre la ligne directrice de l'« État fondé sur la culture », vers la fin de 2003. Celle-ci est devenue le principe officiellement annoncé après les élections de 2004. La culture est susceptible de dépolitiser les enjeux et d'apaiser les conflits ; c'est pourquoi le gouvernement s'est focalisé sur les questions culturelles. Conformément à ce principe, le directeur du Conseil des Affaires culturelles, Chen Chi-Nan, a défendu le concept de mouvement de la citoyenneté culturelle en mai 2004, un acte sans précédent sur la scène politique du pays. Selon le communiqué public du Conseil des Affaires culturelles, la mission de cette politique poursuivait trois objectifs : l'avancement de la citoyenneté culturelle, la reconstruction de l'identité propre à Taïwan et l'encouragement aux valeurs multiculturelles<sup>170</sup>.

Dans le discours prononcé en juillet à l'Assemblée du comité du Conseil des Affaires culturelles, le président Chen Shui-Bian a déclaré que « Taïwan ne devrait pas seulement se fonder sur les droits de l'Homme, mais aussi sur la culture. Puisque le développement démocratique garantit la citoyenneté politique, le développement économique et la protection sociale permettent de concrétiser la citoyenneté économique et sociale. La tâche du Conseil des affaires culturelles consiste donc à faire avancer la citoyenneté culturelle. »<sup>171</sup> (Tdl) C'est également en juillet 2004 que l'autorité a annoncé la Déclaration de la citoyenneté culturelle. L'objectif de cette déclaration est clairement inscrit dans la proposition n° 5 : « Nous attestons que l'identification à la communauté sociale nationale devrait transformer les indications traditionnelles du sang, du territoire et de l'ethnicité en un consensus et une reconnaissance de

---

<sup>170</sup> WANG, Li-Jung, « The Construction of Cultural Citizenship: The Development of Cultural Policy and the Practice of Citizenship », op. cit.

<sup>171</sup> « Le président se présente dans la première Assemblée du comité du Conseil des Affaires étrangères », Communiqué de *Office of the President of Republic of China*, <https://www.president.gov.tw/NEWS/8672> (MAJ le 30/07/2004 ; consulté le 13/09/2017).

l'art et la culture. »<sup>172</sup> (Tdl) Selon cette déclaration, la prise de conscience du public en matière de valeurs multiculturelles et de respect mutuel entre les différents groupes ethniques est concrétisée par la responsabilité des citoyens à suturer la société déchirée et à établir une communauté culturelle taïwanaise. En plus de bâtir la communauté sur la culture, cette déclaration insistait sur la nécessité d'améliorer l'accès aux ressources artistiques et culturelles pour tous les citoyens et la responsabilité de ces derniers à participer et s'engager à la protection du patrimoine :

- « Nous rappelons que le gouvernement central ainsi que les autorités locales prennent en charge la fourniture des ressources culturelles artistiques afin de satisfaire au droit des citoyens de jouir de la culture. » (Proposition n° 2)<sup>173</sup>

- « Nous rappelons que l'ensemble des citoyens a la responsabilité de soutenir, de maintenir et de promouvoir des activités, des ressources, des atouts et des développements artistiques et culturels. » (Proposition n° 3)<sup>174</sup>

Considérée comme déterminée dialectiquement par l'État et les citoyens (Ong, 1996 : 738), la notion de citoyenneté possède déjà une longue histoire, depuis la Cité-État de la Grèce antique. Pourtant, le concept conventionnel de citoyenneté naturalisée s'est trouvé bouleversé à partir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle par des mouvements migratoires massifs et par le multiculturalisme (Feldblum, 1997 : 103, cité par Miller, 2007 : 54) : « *This is a matter of cultural belonging and material inequality* »<sup>175</sup>, comme l'explique Miller. Parce que certaines communautés ont été exclues par le processus de formation d'une identité commune, Renato Rosaldo (1994: 571) a défendu la notion de citoyenneté culturelle, qui traite la question de l'inégalité culturelle. Il la perçoit comme la revendication de sujets qui ne jouissent pas pleinement de la citoyenneté en raison de leurs différences par rapport à la norme culturelle dominante — « *the right to be different (in terms of race, ethnicity, or native language) with respect to the norms of the*

---

<sup>172</sup> Conseil des Affaires culturelles, *Declaration of Cultural Citizenship*.

<sup>173</sup> Ibid.

<sup>174</sup> Ibid.

<sup>175</sup> MILLER, Toby (2007), *Cultural citizenship: cosmopolitanism, consumerism, and television in a neoliberal age*, Temple University Press : Philadelphia.

*dominant national community, without compromising one's right to belong in the sense of participation in the nation-state's democratic processes* ». Pour sa part, Ong perçoit certaines failles dans l'argumentation de Rosaldo, car celle-ci lui semble basée sur une hypothèse trop unilatérale : elle ignore l'*agency* — un terme anglais de la sociologie, qui désigne la capacité d'un individu à agir de façon indépendante et à faire librement ses choix — des groupes minoritaires, qui sont capables d'échapper à « l'inscription culturelle du pouvoir étatique »<sup>176</sup>. Alors que le concept de citoyenneté culturelle de Rosaldo est basé sur le principe libéral de l'égalité universelle, Ong use de ce terme pour se référer aux « *cultural practices and beliefs produced out of negotiating the often ambivalent and contested relations with the state and its hegemonic forms that establish the criteria of belonging within a national population and territory* ». En créant un espace de négociation, Ong définit la citoyenneté culturelle comme « *a dual process of self-making and being-made within webs of power linked to the nation-state and civil society* » (Ong, 1996: 738).

D'un autre côté, Will Kymlicka s'interroge sur la manière dont les communautés multiculturelles peuvent conserver une citoyenneté intégrale par le biais de revendications basées sur la citoyenneté culturelle. En observant le début du bilinguisme de la communauté québécoise et le mouvement culturel des autochtones canadiens, Kymlicka propose une nouvelle conception : la « citoyenneté multiculturelle ». Cette dernière réfère à trois types de droits attribués en fonction des origines des minorités : droits d'autogouvernement (*self-government rights*) pour les communautés autochtones, droits polyethniques (*polyethnic rights*) et droits spéciaux de représentation (*special representation rights*), les deux derniers étant destinés aux minorités nationales et aux groupes issus de l'immigration (Kymlicka, 1995: 26-33).

Néanmoins, la comparaison entre la notion de citoyenneté culturelle dans la Déclaration de la citoyenneté culturelle de Taïwan et les concepts articulés par les universitaires, que ce soit Rosaldo, Ong ou Kymlicka, laisse apparaître des contrastes. Comme la citoyenneté réfère à l'idée d'espace de négociation et de processus de « *self-making* » et « *being-made* », il manque à

---

<sup>176</sup> ONG, Aihwa (1996), « Cultural Citizenship as Subject-Making », *Current Anthropology*, 37(5), pp. 737-762.

la définition officielle du gouvernement taïwanais non seulement la notion de dynamisme entre la société civile et l'État, mais aussi celle d'*agency* et de subjectivité des citoyens. La Déclaration met l'accent sur le développement de l'environnement et de l'éducation artistique et culturelle, car, selon cette Déclaration, « l'amélioration de la capacité culturelle, artistique et esthétique constitue la condition fondamentale de l'établissement de la citoyenneté culturelle » (Article 4). En outre, tandis que la Déclaration souligne le développement et l'environnement artistiques et culturels, les enjeux sociaux et structurels, notamment la construction de l'identité des groupes subculturels, les rapports de pouvoir, le capital culturel des groupes défavorisés et le désaccord entre sous-culture et groupe social majoritaire s'avèrent largement négligés<sup>177</sup>.

### 5.1.2. « Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale »

Cinq mois après la réélection en mai 2004 du président Chen, l'Assemblée générale du PDP a adopté une nouvelle directive sur la gouvernance des groupes ethnoculturels, intitulée « Résolution sur la diversité ethnique et l'unité nationale » (*Resolution on Ethnic Diversity and National Unity*). Cette Résolution a fait l'objet de nombreuses critiques et discussions et est révélatrice d'une volonté de réinterpréter l'imaginaire d'un État-nation.

Dans la préface de la Résolution, le PDP perçoit la réélection de Chen Shui-Bian en 2004 comme l'ultime étape marquant la fin de l'oppression exercée par le colonialisme et le régime du parti unique, tant sur les cultures locales que sur l'identité de Taïwan. En faisant peser sur le KMT la culpabilité de son rôle de colonisateur et de son régime hégémonique, le PDP réaffirme ses principales orientations : « *Resisting against cultural hegemony from a minority and re-establishing the integrity, subsistence and space for development of ethnic cultures. The DPP as ruling party paid even more attention to group demands from each ethnic group.* »<sup>178</sup> Dans cette optique, la notion de multiculturalisme nourrit les actions destinées à mettre en œuvre la

---

<sup>177</sup> WANG, Li-Jung (2006), « The Construction of Cultural Citizenship: The Development of Cultural Policy and the Practice of Citizenship », *op. cit.*, pp. 129-159.

<sup>178</sup> *Resolution on Ethnic Diversity and National Unity*: <https://zh.scribd.com/document/50834698/Resolution-on-Ethnic-Diversity-and-National-Unity2004#> (Consulté le 23/09/2017).

politique de localisation : « *DPP deeply recognized that without diversity, local policies would be hard to implement.* » Selon la Déclaration, afin d’accomplir la deuxième vague de réformes dans la foulée de la démocratisation politique, le parti au pouvoir devait s’efforcer de constituer une société civile dans laquelle toutes les communautés ethniques se trouveraient en mesure de participer.

Les dix propositions présentées dans ce document montrent comment le PDP a essayé de redéfinir la composition sociale du pays et les rapports de force entre les parties concernées, ce qui risquait, selon certains universitaires, de rendre l’entremêlement entre identité ethnique et identité nationale encore plus complexe<sup>179</sup> :

1. C’est seulement en réfléchissant sur la répression du passé que l’ethnicité pourra avoir un avenir ;
2. L’établissement de l’identité taïwanaise n’exclura pas les autres identités ;
3. L’oppression nationale ne doit pas être considérée comme le péché originel de la population des Continentaux (*Mainlanders*) ;
4. Il faut renoncer à l’assimilation ainsi qu’à l’intégration unilatérale et franchir un pas vers une cohabitation et une prospérité commune basées sur une politique multiculturelle qui respecte les différences ;
5. L’identité nationale doit être fondée sur la possibilité d’une conscience civique ;
6. Les identifications culturelles au sein de la République de Chine devraient être mutuellement compatibles ;
7. Tous les actes de discriminations, sur le plan du comportement ou du langage, contre des groupes ethniques devront être condamnés ;
8. Toutes les ethnicités sont souveraines à Taïwan ;
9. Les échanges entre les groupes ethniques contribueront à nourrir l’harmonie ethnique ;
10. Il importe de faire de Taïwan un exemple mondial en matière de diversité culturelle.

---

<sup>179</sup> CHANG, Mao-Kwei (2009), *Les mouvements et politiques du Multiculturalisme à Taïwan*. En ligne : [https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10\\_taiwanduooyuanwenhua.pdf](https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10_taiwanduooyuanwenhua.pdf) (Consulté le 10/08/2017)

La Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale illustre les changements dans les politiques concernant les minorités ethnoculturelles : afin de solutionner les crispations politiques et ethniques, le président Chen a annoncé sa volonté d'abandonner la politique assimilationniste d'une part, sa volonté de promouvoir la notion de cohabitation harmonieuse entre les communautés ethniques d'autre part. Il souligne la nécessité d'une conscience civique et le respect envers la diversité culturelle, afin de (re)construire l'identité nationale. Ce faisant, l'administration Chen, en tant qu'État-nation nouvellement établi, semble avoir suivi le « principe civique » : elle a envisagé la notion de citoyenneté comme le fondement de la cohésion nationale, et non pas comme un « principe national » définissant son peuple selon une conception de l'ethnicité fondée sur le droit du sang et le droit du sol<sup>180</sup>, c'est-à-dire une redéfinition de la frontière entre ce qui est taïwanais et ce qui ne l'est pas. La population des *Mainlanders* (les Continentaux) a été ciblée de manière indirecte, dans la mesure où la Résolution s'attarde longuement sur l'oppression nationale et le caractère autoritaire du régime antérieur conduit par le gouvernement nationaliste. Cette distinction a suscité le mécontentement de la part de cette population et, plus largement, de la part des partisans du KMT (les deux groupes se chevauchant souvent) et a préfiguré l'agitation sociale qui a marqué la période de la fin de son mandat. Malgré le calcul politique derrière la mise en cause de l'ancien régime, la volonté de construire une société cohérente et culturellement diversifiée a contribué à l'élaboration d'une politique multiculturelle. En même temps, face à la crise identitaire causée par la fragmentation sociale, cette politique multiculturelle prenait en compte l'importance de la construction d'une unité nationale, la coexistence de différentes ethnies, l'inclusion sociale et le respect mutuel interethnique. L'« intégration ethnique » était déjà la ligne directrice du PDP depuis la publication en 1993 de l'*Orientation des politiques culturelles et ethniques*, qui affirmait « intégration multiculturelle ; coexistence ethnique ». Surtout quand il s'agissait de la population issue de l'immigration, le terme « intégration » a été utilisé à maintes reprises dans les documents ou les communiqués officiels, tels que dans le propos du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères et le mandat de l'Agence nationale de l'immigration. Par

---

<sup>180</sup> RHODES, Matthew (1995), « National Identity and Minority Rights in the Constitutions of the Czech Republic and Slovakia », *East European Quarterly*, Vol. 29, No. 3.

conséquent, il convient de noter que la politique du multiculturalisme a été conduite par le président Chen avec une connotation d'intégrationnisme.

### 5.1.3. « Congrès sur le développement de l'ethnie et de la culture » et plan d'action

Dans la foulée de la Résolution, le Yuan Exécutif a organisé à Taipei, en octobre 2004, un congrès de trois jours sur le développement ethnique et culturel. Cadre d'une douzaine d'interventions, ce congrès a été l'occasion d'aborder certaines questions cruciales, telles que la citoyenneté et le multiculturalisme. De même, il a permis de définir la politique gouvernementale dans les domaines ethnique, culturel, éducatif et social. Le Congrès s'est intéressé à trois sous-thèmes : « Approfondir l'identification des terres ; forger de nouveaux citoyens taïwanais », « Multiculturalisme et promotion du mouvement des nouveaux citoyens » et « Renforcer la participation internationale ; nouveaux citoyens taïwanais au niveau mondial »<sup>181</sup>.

Présent à la cérémonie d'intronisation du Congrès, le président Chen a annoncé explicitement la raison pour laquelle cet événement avait été organisé<sup>182</sup>. Il a rappelé qu'il y avait eu de nombreuses vagues d'immigration durant les quatre derniers siècles — les troupes hollandaises et espagnoles, les régimes des dynasties Ming et Qing, l'occupation japonaise et celle du gouvernement nationaliste. Tout comme les chiffres de la population des ethnies hoklo et hakka et le nombre de Continentaux, ceux des époux étrangers, des travailleurs migrants et des arrivants naturalisés ont enregistré une forte croissance due aux répercussions de la mondialisation et de la libéralisation économique. Dans cette optique, le pluralisme ethnique et culturel ne constitue pas simplement un atout essentiel pour la société, mais aussi le moteur nécessaire au progrès social. Dans son discours, le président Chen a exprimé le souhait que les

---

<sup>181</sup> « Concertations sur la nouvelle conscience de la citoyenneté : les politiciens doivent éviter d'aggraver le conflit ethnique », *Central News Agency* : <http://intermargins.net/Forum/2004/citizenship/citizen03.htm> (MAJ le 15/10/2004 ; consulté le 02/10/2017)

<sup>182</sup> « Le président se présente au Congrès sur le développement de l'ethnie et de la culture », Communiqué de *Office of the President Republic of China*, <https://www.president.gov.tw/NEWS/8897> (MAJ le 16/10/2004 ; consulté le 03/10/2017).

Taïwanais puissent faire table rase des blessures et ruptures historiques et instituer un espace public dans lequel les compatriotes de toute ethnicité pourront communiquer, se comprendre et se respecter.

Pour la première fois, les nouveaux immigrants — époux étrangers (majoritairement féminins) et travailleurs migrants — ont été considérés officiellement comme faisant partie de la société taïwanaise. En fait, la notion de multiculturalisme, apparue en 1997 par un amendement de la Constitution, avait jusque-là exclu toute la communauté issue de l'immigration. Désormais, celle-ci fait partie de la société multi-ethnique et multiculturelle de Taïwan au même titre que les deux autres minorités — pour reprendre la segmentation proposée par Kymlicka — : les autochtones et les minorités nationales (Hoklos, Hakkas et Continentaux). Ce discours du président Chen illustre la volonté d'une coexistence entre groupes ethnoculturels différents de l'ethnie han, ainsi que l'inauguration d'une nouvelle ère pour la citoyenneté et la politique multiculturelle, à laquelle appartient le sujet de l'immigration.

Stéphane Corcuff, universitaire français spécialiste du monde chinois contemporain et de la géopolitique historique du détroit de Taïwan sous l'angle des enjeux identitaires, a été invité en tant qu'un des principaux conférenciers du Congrès sur le développement de l'ethnie et de la culture (*National Conference on Ethnicity and Cultural Development*), qui s'est tenu du 16 au 18 octobre 2004 à Taipei. Dans son discours, il a exprimé la singularité de la situation de Taïwan, ainsi que le rôle que peut jouer la culture dans les politiques identitaires :

Le débat culturel à Taïwan échappe difficilement à l'influence des facteurs politiques. Parmi les questions auxquelles l'île doit faire face, nous trouvons des problèmes communs aux autres démocraties du monde et des problèmes qui, au contraire, sont propres à Taïwan. Tel est le cas du divorce entre conscience chinoise et conscience taïwanaise. Ce problème n'est pas superficiel : il est au contraire particulièrement profond. Les problèmes politiques intérieurs et les questions culturelles à Taïwan sont également indissociables du facteur chinois et de la situation géopolitique du détroit.<sup>183</sup>

---

<sup>183</sup> CORCUFF, Stéphane, *Memory and identity in Taiwan's cultural development: Building a civic identity freed from the tyranny of the past*. Discours prononcé au *National Conference on Ethnicity and Cultural Development*, Taipei, Taïwan, le 16/10/2004. En ligne : <https://reurl.cc/k0WvOr>



En outre, dans ce même discours, Corcuff a non seulement mis en avant les éléments conceptuels de la construction du consensus insulaire, mais a aussi souligné l'importance d'« imaginer une identification nationale » et d'« inventer une nouvelle culture nationale » :

Un tel consensus est une question qui touche certainement au domaine culturel et, pour le comprendre, il nous faut revenir à l'étude de trois concepts : le pouvoir, la mémoire et l'identité, qui sont au cœur des questions politiques et géopolitiques de Taïwan. Pour que l'île ait une chance de sauvegarder sa paix civile dans un contexte à venir de plus en plus troublé, il lui faut dès maintenant commencer à imaginer une identification nationale sur un mode citoyen et à inventer une nouvelle culture de l'allégeance nationale.

Dans une certaine mesure, la notion de « nouvelle citoyenneté » du président Chen Shui-Bian a hérité de celle des « nouveaux Taïwanais » articulée par l'ancien président Lee Teng-Hui. Le fait qu'ils appliquent tous les deux l'adjectif « nouveau » montre le besoin d'instaurer un nouveau système pour la structure d'identification obsolète construite par les élites au pouvoir, qui était perçue comme un obstacle sur le chemin de l'édification nationale. Afin de réunifier le pays malgré des fragmentations sociales, politiques, culturelles et ethniques, Chen et Lee ont envisagé de recourir à la stratégie de la politique symbolique. D'après Max Weber, les politiques symboliques signifient « l'exercice de la puissance publique et l'action rhétorique, l'une des trois instrumentations utilisées par le pouvoir pour manifester sa présence et exercer son emprise » (Cité dans Aupiais 2005, 17). En d'autres termes, les institutions politiques mobilisent des symboles susceptibles de provoquer certaines émotions dans la sphère publique, l'objectif étant de parvenir à certains desseins politiques (Sears 1993 ; Machimura 1998 ; Bluhdorn 2007). Ce faisant, dans le but de diluer l'héritage culturel chinois dans la société insulaire, les cultures autochtones, taïwanaises et sud-est asiatiques ont été mises en avant. Par la promotion d'un discours autour du multiculturalisme post-moderne, le gouvernement de Chen a décidé de s'engager dans la création d'un imaginaire permettant l'émergence d'une nouvelle citoyenneté.

Suite à ce congrès transministériel, six volets d'action et treize mesures ont été élaborés par les participants et proposés à l'État. Les volets directifs contiennent les éléments suivants : établir un mécanisme de communication transculturelle avec un esprit ouvert ; renforcer la protection et la sécurité de tous les groupes ethniques avec une conduite active ; établir de

multiples canaux de dialogue avec une communication rationnelle ; élaborer la politique linguistique et éducative avec une attitude respectueuse ; encourager la diversité culturelle de Taïwan avec l'humanisme. Par ailleurs, les treize projets proposés durant le congrès englobent : ajouter un chapitre spécifique intitulé « Multi-ethnie » dans la Constitution ; instituer un Comité de conseil multi-ethnique ; établir un centre de recherche sur les politiques ethniques, culturelles et linguistiques au sein du Ministère de la Culture ; élaborer une loi sur le développement des langues nationales ; fournir des prestations gouvernementales sur les traductions multilingues ; s'engager dans les établissements tels que le Parc culturel des autochtones, le Parc culturel des Hakkas et le Parc culturel des Austronésiens ; créer un fonds spécial d'aide aux épouses étrangères<sup>184</sup>. Au niveau de la réalisation, certaines mesures n'ont toujours pas été concrétisées jusqu'à présent, notamment le nouveau chapitre de la Constitution et le Comité de conseil multi-ethnique. Certaines sont toujours en cours de discussion, comme la loi pour le développement des langues nationales, alors que certaines ont été mises en marche assez rapidement, notamment le fonds spécial consacré aux épouses étrangères.

L'ensemble des mesures envisagées par l'administration du président Chen — la Déclaration de la citoyenneté culturelle, la Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale, ainsi que le Congrès sur le développement ethnique et culturel — ont permis de franchir un cap significatif pour la politique ethnoculturelle de Taïwan. Ce revirement a marqué au moins quatre changements fondamentaux : premièrement, la notion de multiculturalisme a officiellement transformé une réalité démographique en une philosophie pratique au niveau politique. Deuxièmement, malgré les calculs et les manœuvres politiques pour affaiblir le KMT et l'influence de l'héritage chinois, la diversité culturelle a été mise en valeur, les cultures locales se sont vues attribué un statut important et elles ont été dotées de dispositifs leur permettant de se développer. Troisièmement, la population des immigrants matrimoniaux a non seulement été mentionnée, mais aussi incluse dans le plan d'action du développement ethnoculturel, ce qui signifie une reconnaissance de l'immigration dans la composition sociale taïwanaise. Toutefois, les travailleurs migrants, dont le nombre atteignait presque 300 000, se trouvent toujours en dehors du plan. En-

---

<sup>184</sup> « La nouvelle Constitution va ajouter un chapitre sur la multi-ethnie », *Liberty Times*, <http://old.ltn.com.tw/2004/new/oct/19/life/art-1.htm> (MAJ le 19/10/2004 ; consulté le 10/10/2017).

fin et surtout, comme un officiel du Conseil des affaires autochtones, Pu Zhong-Cheng, l'a fait observer lors du Congrès, on peut constater en 2004 une volonté gouvernementale d'orienter les politiques assimilationnistes concernant les droits culturels des minorités vers des politiques de « tolérance » et de « coexistence ».

## **5.2. « *The Foreign Spouse Care and Guidance Fund* » : mesures clés encourageant l'inclusion sociale des immigrées matrimoniales**

La prise en compte du multiculturalisme adressé aux migrants a dépassé le stade des déclarations rhétoriques et est enfin passé des paroles aux actes. À partir de la fin de 2002, l'existence de la population issue de l'immigration a commencé à entrer au cœur des débats publics, surtout celle des immigrées matrimoniales. Le nombre des épouses étrangères avait progressé à un rythme rapide à l'échelle nationale. Le ministre du Yuan Exécutif<sup>185</sup>, Yu Shyi-Kun, a ordonné la mise en place des dispositifs et a accordé les budgets idoines à l'occasion du 16<sup>e</sup> Comité du développement et de la promotion des droits des femmes en 2003. Il a mentionné qu'il y avait alors plus de 230 000 mariées étrangères et du continent et que le gouvernement devait traiter leurs droits et leurs besoins, tant personnels que familiaux, comme un enjeu politique crucial. Pour ce faire, il a incité à planifier les mesures opérationnelles et à approuver les budgets pour les exécuter<sup>186</sup>.

À la suite de ce comité, les mécanismes de conseils destinés aux conjoints étrangers et chinois du continent (*Counseling Mechanisms for Foreign and Mainland Chinese Spouses*) ont été institués au cours de la même année. Ces conseils sont coordonnés par onze autorités centrales<sup>187</sup> et les mécanismes portent sur 56 mesures opérationnelles structurées autour de huit

---

<sup>185</sup> Équivalent du Premier ministre en France.

<sup>186</sup> « Rapport de recherche sur l'établissement des indicateurs du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères », *National Policy Foundation*: <https://ifi.immigration.gov.tw/wSite/public/Data/f1592643668914.pdf>. Publié en décembre 2009.

<sup>187</sup> Notamment le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère des Transports, l'Agence de la Santé, le Conseil des Affaires culturelles, le Conseil des Affaires du Travail, le Bureau de l'Information et le Conseil des Affaires continentales.

volets principaux : conseils pour l'adaptation dans la vie quotidienne, santé et planning familial, droit du travail, promotion à l'éducation et à la culture, assistance pour éduquer les enfants, sécurité personnelle, élaboration de la réglementation et, finalement, diffusion et communication des politiques et des lois.

Conformément à la décision du Ministère de l'Intérieur en avril 1999 — et selon laquelle le Plan d'action des conseils pour l'adaptation à la vie des mariées étrangères (*Foreign Bride Life-Adjustment Counseling Implementation Project*) a été élaboré —, l'administration du président Chen a établi une nouvelle structure destinée aux populations ciblées, afin de remplacer l'ancienne. Les objectifs principaux ayant évolué entre les deux projets, les dispositifs mis en place se différencient également les uns des autres. Les deux projets ont en commun des mécanismes fournissant des conseils à l'insertion sociale et culturelle, ainsi qu'une assistance en termes de santé et de planning familial. Quant aux différences, le premier projet de Lee Teng-Hui avait mis l'accent sur l'apprentissage de la langue, des traditions et des codes de Taïwan ; tout en poursuivant les programmes d'alphabétisation, le plan du président Chen Shui-Bian s'est, quant à lui, focalisé sur de nouvelles thématiques : éducation de la deuxième génération, élaboration de la réglementation et communication des lois à la population.

Dans un premier temps, il est intéressant de noter comment les titres des deux projets ont changé en mandarin : le projet de 1999 souligne l'adaptation psychologique et comportementale de la part des femmes immigrées à la société dominante, tandis que celui de 2003 se focalise plutôt sur les mécanismes établis par le gouvernement pour « prendre soin » (ce qui n'a pas été traduit dans les titres anglais) des épouses étrangères. En outre, Chen a explicitement distingué les épouses étrangères et les épouses chinoises. Une telle distinction se retrouve non seulement dans l'appellation du projet, mais aussi dans les dispositifs instaurés et même dans les autorités compétentes en charge de la bonne exécution du projet. La raison de cette distinction demeure géopolitique : marqué par une idéologie indépendantiste et le nationalisme taïwanais, le PDP considère les ressortissants chinois comme des menaces potentielles tant pour l'ordre social que pour l'identité nationale de Taïwan. Dans la section suivante, nous parlerons de la discrimination législative de manière plus approfondie. Ce faisant, durant la présidence de Chen Shui-Bian, le

terme « épouses étrangères » ne comprenait parfois pas les épouses chinoises du continent. Il faut donc l'interpréter selon le contexte, même dans les documents officiels.

La conclusion proposée par le Congrès sur le développement ethnique et culturel a été prise en compte par le gouvernement et une ordonnance a été émise par l'assemblée du Yuan Exécutif du 28 juillet 2004. Cette décision exigeait l'institution du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères (*Foreign Spouse Care and Guidance Fund*) à partir de 2005. Surveillés par le Ministère de l'Intérieur, 3 milliards de NTD devaient être récoltés chaque année dans le cadre de ce projet décennal, afin d'établir un mécanisme et un réseau de prestations destinés aux nouveaux immigrants. Dans la préface du projet de plan de travail, l'objectif du Fonds pour les épouses étrangères, rectifié par le Yuan Exécutif le 29 novembre 2004, est clairement indiqué :

Dans le but de renforcer le mécanisme d'aide à l'attention des nouveaux immigrants, l'autorité compétente planifie un financement à hauteur de trois milliards de nouveaux dollars taïwanais pour le Fonds dans les dix ans qui suivent. Nous envisageons d'intégrer les ressources de tous les secteurs, d'élever le niveau d'éducation des épouses étrangères, d'optimiser le réseau des services et de conseil. L'objectif est d'intégrer les nouveaux arrivants, d'encadrer les ressources humaines immigrées, de créer une nouvelle productivité du pays et de bâtir ensemble une nouvelle société de diversité culturelle.<sup>188</sup>

Les réglementations pour la gestion du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères (*Regulations for the Management of Collection and Operation of Foreign Spouse Care and Guidance Fund*) stipulent que les personnes morales de droit public et de droit privé qui exercent des activités appartenant à une des quatorze catégories relevées peuvent bénéficier des subventions du fonds, notamment :

- les dépenses liées à la couverture médicale et à la protection sociale pour les femmes sans permis de séjour ;
- les dépenses résultant du dispositif de conseil destiné aux épouses étrangères avant leur entrée dans le territoire ;

---

<sup>188</sup> Plan exécutif du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères, gazette du Ministère de l'Intérieur, 11(46) : [https://gazette.nat.gov.tw/EG\\_FileManager/eguploadpub/eg011046/ch02/type2/gov10/num1/Eg.pdf](https://gazette.nat.gov.tw/EG_FileManager/eguploadpub/eg011046/ch02/type2/gov10/num1/Eg.pdf) (MAJ le 14/03/2005 ; consulté le 25/10/2017).

- les diverses dépenses de programmes, activités ou ateliers éducatifs adressés à des épouses étrangères ;
- les dépenses liées à la protection de l'emploi et au lancement des entreprises ;
- les dépenses relatives aux programmes visant à améliorer leurs compétences de travail ;
- les dépenses allouées pour faciliter leur participation et l'organisation des collectivités ;
- les dépenses liées aux activités, programmes et services favorisant la promotion du concept de diversité culturelle<sup>189</sup>.

Autrement dit, le Fonds lui-même fonctionne comme un soutien financier aux mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent. Dans le même temps, les-dits mécanismes fixent les orientations générales et un cadre légal pour le Fonds. En définitive, ils se complètent mutuellement. Afin de garantir une redistribution impartiale des ressources récoltées, un comité a été formé, composé de trente-trois représentants : des fonctionnaires des ministères concernés et des municipalités, des experts et des représentants d'universités, ainsi que des délégués de la société civile. Ce comité se réunit également pour gérer le Fonds dans des conditions de transparence.

De plus, il faut s'intéresser au fonctionnement des médias destinés aux minorités ethniques, pour comprendre comment ont été facilités les canaux de communication issus de l'immigration. La mission du Fonds vise à promouvoir la diversité culturelle : il a non seulement pu subventionner de manière directe des programmes gouvernementaux à l'attention des nouveaux immigrants, mais a aussi créé de façon indirecte un environnement plus favorable à l'apparition et au développement des médias menés par la société civile. L'intérêt de cette analyse consiste donc à déterminer comment les mécanismes et le Fonds ont pu aider à concrétiser les dispositifs de promotion des droits des immigrants concernant l'accès à l'information, ainsi que leur efficacité par rapport à ce que l'État avait proclamé. L'évolution progressive de la nature des projets alloués est révélatrice de l'attitude du gouvernement sur la manière d'atteindre la diversité culturelle. Pour expliquer l'évolution des projets alloués, il nous semble utile de comparer les bilans

---

<sup>189</sup> *Regulations for the Management of Collection and Operation of Foreign Spouse Care and Guidance Fund*

des mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent entre 2003 et 2005.

Comme cela a été indiqué dans le Bilan d'opération de 2003, c'est-à-dire le premier bilan des mécanismes concernant les épouses étrangères, les mesures concrètes pour faciliter les moyens de communication pour la population ciblée avaient pour but : a) d'encourager la construction parmi les citoyens d'un consensus autour de l'égalité entre ethnies et du respect mutuel ; b) d'harmoniser les relations entre les familles dont l'épouse est étrangère ; c) de favoriser les programmes radiodiffusés destinés aux épouses étrangères dans leurs langues maternelles<sup>190</sup>. Les objectifs pour 2005 se sont transformés en : a) cultiver une attitude positive chez les Taïwanais de tolérance, d'acceptation, de traitement égalitaire et de reconnaissance des différentes communautés culturelles ; b) promouvoir les programmes radiophoniques et télévisuels multilingues destinés aux immigrées matrimoniales ; c) prendre en compte les moyens de communication multilingues par le biais des médias publics, afin d'apporter une vision de la diversité culturelle et de fournir des informations quotidiennes<sup>191</sup>.

En 2003, les dépenses pour les moyens de communication étaient concentrées principalement sur la production et la diffusion de court-métrages, de prospectus imprimés et sur la transmission d'informations par voie électronique sur le site gouvernemental dévoué aux épouses étrangères. À ce stade, le privilège du gouvernement quant à l'usage de la radiodiffusion pour atteindre les épouses étrangères apparaît de façon manifeste par le fait que dix stations de radio, soit 24 émissions, ont été subventionnées par l'État (certaines émissions étant diffusées parallèlement par plusieurs chaînes de radio). De ce fait, les programmes médiatiques sont restés, dans la plupart des cas, exclusivement à destination des immigrées. Une telle communication unidirectionnelle et isolée était susceptible d'aggraver leur situation d'isolement et de précarité. La propagande politique et les messages gouvernementaux constituent toujours la mission centrale de ces programmes véhiculés par médias.

---

<sup>190</sup> Bilan d'opération de 2003 des Mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, Ministère de l'Intérieur.

<sup>191</sup> Bilan d'opération de 2005 des Mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, Ministère de l'Intérieur.

Vers 2005, l'importance de nouveaux acteurs s'est faite de plus en plus évidente. Premièrement, l'autorité compétente en charge de la communication à l'égard des nouvelles immigrées est passée en partie du Ministère de l'Intérieur au Bureau de l'Information. Ce transfert signifiait la normalisation des politiques médiatiques destinées aux minorités issues de l'immigration : au lieu de spécialiser la structure médiatique des épouses étrangères et de l'attacher au Ministère de l'Intérieur en tant qu'enjeu migratoire, elle a été placée dans le giron du Bureau de l'Information, au même titre que les institutions médiatiques des autres communautés. Cependant, puisque les programmes à l'attention des immigrés dépendent des subventions du Fonds pour les épouses étrangères géré par le Ministère de l'Intérieur, la responsabilité de la division du travail se révèle parfois ambigu. Deuxièmement, au sujet de la communication avec les épouses étrangères, l'attention du gouvernement s'est portée sur le petit écran. Dans la grille des programmes télévisuels bénéficiant de subventions publiques, le premier programme était produit et diffusé par le *Chinese Television System*, une chaîne terrestre en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur. L'émission *stripping* « Les Belles-filles de Taïwan »<sup>192</sup> a été spécialement conçue pour les épouses étrangères, avec l'objectif de les acculturer aux valeurs taïwanaises. Nous analyserons les modalités de production et le contenu de cette émission plus loin dans cette thèse. Troisièmement, le gouvernement a entamé un processus de régularisation, tant pour les radios que pour les chaînes terrestres et satellitaires. L'objectif était de créer un nouveau paysage médiatique où il était possible de diffuser davantage de programmes multilingues et ethniques. Le gouvernement a aussi demandé à Formosa TV, une chaîne de télévision câblée privée, de produire des journaux d'information en anglais et a demandé à toutes les chaînes câblées de diffuser des court-métrages promouvant le multiculturalisme. Dans les sections suivantes, nous aborderons plus en détail les réglementations médiatiques et les grilles de programmes télévisuels qui ont pris forme à partir de 2005.

Interrogée sur l'évolution des politiques multiculturelles, Vuoch-Heang Lee, animatrice cambodgienne d'émission de radio et secrétaire exécutive de la *TransAsia Sisters Association*,

---

<sup>192</sup> Diffusée de 10 à 11 heures et de 21 à 22 heures, cinq fois par semaine.



*Taiwan*, considère le lancement de ce Fonds comme un point de départ symbolique pour inciter les projets en faveur des épouses étrangères. Elle se montre plutôt positive à l'égard du Fonds. Pourtant, elle s'inquiète du fait que le contenu du multiculturalisme risque d'être non seulement artificiel, mais aussi superficiel :

Je sais, sans connaître le processus détaillé, que c'est Chen Shui-Bian qui a lancé la journée internationale de l'immigration et le Centre de la nouvelle immigration (*New Immigration Hall*). Je sais qu'il a en effet mené certaines mesures, notamment le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères. Par conséquent, il peut être considéré comme un point de départ, quand on a commencé à discuter de façon sérieuse des enjeux en la matière. [...] Cependant, dans le discours du « multiculturalisme » prononcé par le gouvernement, je ne vois pas de contenu concret. C'est bien d'organiser une journée de l'immigration, des festivals, des concours de danse ou de chant consacrés aux migrants, pour à la fois montrer la polyvalence des immigrés et leur redonner confiance. Mais cela reste superficiel. Il manque toujours un esprit central et une continuité dans les politiques qui sont menées. En résumé, la question qu'il reste à discuter est « comment améliorer la dimension structurelle ? »<sup>193</sup>

En outre, selon d'autres immigrés interviewés, notamment une animatrice vietnamienne de radio et productrice de télévision, Trần Thị Hoàng Phương, le Fonds n'était pas connu par la communauté migrante au début, en raison principalement d'un manque de communication de la part du gouvernement. Par ailleurs, les formulaires pour obtenir des subventions étaient en mandarin, ce qui représentait une barrière linguistique. Enfin, les dossiers de subvention étaient trop complexes pour les immigrés. Elle dit ainsi : « Nombre d'entre nous ne connaissaient pas l'existence de ce Fonds, ni la façon de lui adresser une demande. »<sup>194</sup> De ce fait, au début, la plupart, sinon tous les projets de production médiatique qui recevaient l'aide du Fonds, étaient dirigés par des équipes entièrement taïwanaises. D'après les rapports sur la mise en œuvre des mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent qui sont accessibles librement en ligne<sup>195</sup>, les émissions subventionnées directement par le Fonds étaient

---

<sup>193</sup> Vuoch-Heang Lee, animatrice cambodgienne d'émission de radio et secrétaire exécutive de la *TransAsia Sisters Association*, *Taiwan*. L'entretien a eu lieu le 06/08/2018 à Taipei.

<sup>194</sup> Trần Thị Hoàng Phương, animatrice et productrice vietnamienne d'émissions de radio et de télévision. L'entretien a eu lieu le 15/03/2017 à Taipei.

<sup>195</sup> <https://www.immigration.gov.tw/5385/7445/7451/7457/7472/7481/>

destinées au *Chinese Television System*, comme mentionné ci-dessus, à la *Taiwan Public Television* et à une organisation chrétienne taïwanaise qui diffusait une émission radiophonique à l'attention des épouses étrangères. Selon les interviews, aucun des journaux *grassroots* rédigés et publiés par les communautés migrantes n'ont demandé de subvention au Fonds. Autrement dit, les points de vue et la participation des immigrés en amont étaient absentes des productions médiatiques de cette époque. En ce qui concerne le contenu, ces projets des médias servaient seulement pour le gouvernement à transmettre des informations pratiques, parfois juridiques, aux épouses étrangères et ils n'ont que rarement servi à améliorer une compréhension mutuelle — comme ils l'avaient promis lors de la demande de subvention —, ni bien sûr à développer le pouvoir d'agir des communautés ciblées.

Quant aux limites du fonctionnement des projets en général financés par le Fonds, la productrice d'une émission phare de radio à l'attention des épouses étrangères, Lai Su-Yen, a indiqué lors de l'entretien que cela pourrait encore être amélioré, car certains projets avaient tendance à être « formels » et « superficiels » :

On a l'impression que le gouvernement a fait des choses, mais si elles correspondent ou non aux besoins des immigrés, ça, c'est autre chose. Maintenant, nous avons beaucoup d'ateliers de savoir-faire pratique — de cuisine, de pâtisserie ou qui délivrent toutes sortes de certificats. Je pense que c'est saturé, surtout dans les grandes villes, alors qu'il manque de ressources en régions rurales. [...] Il faut planifier en fonction de leurs besoins, au lieu des perspectives des municipalités.<sup>196</sup>

Hsia Hsiao-Chuan, fondatrice du cours d'alphabétisation aux épouses étrangères et universitaire dirigeant des études sur les immigrés, est très critique. Elle remarque qu'après l'établissement du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères en 2005, des gouvernements locaux, des institutions et des associations leur ont témoigné leur soutien dans le seul but de capter les subventions. Il semble que l'attitude discriminatoire n'ait plus cours désormais et que les barrières structurelles soient en train de disparaître ; néanmoins, « la

---

<sup>196</sup> Lai Su-Yen, productrice d'émissions radiophoniques. L'entretien a eu lieu à Taipei, le 29/08/2018.

discrimination cachée derrière demeure : les mariages transnationaux sont toujours considérés comme des problèmes sociaux et les épouses étrangères comme des “inferior others”. »<sup>197</sup>

Malgré cela, il est incontestable que l'État a engagé un processus de transformation tendant à mettre en œuvre une politique multiculturelle plus conforme aux besoins quotidiens des épouses étrangères à travers une configuration institutionnelle. Ce qui distingue les programmes médiatiques financés par le Fonds sous la présidence de Chen Shui-Bian de ceux subventionnés au cours de la présidence de Lee Teng-Hui, c'est l'élargissement de l'interprétation du multiculturalisme. Cette différence illustre le fait que les femmes migrantes sont officiellement considérées comme des composantes sociales à part entière de la diversité culturelle. « Le bonheur », un court-métrage multilingue produit par le Ministère de l'Intérieur à la fin de 2003, avait pour but de mieux faire connaître aux épouses étrangères les mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent. Cela traduit également que leurs besoins en tant qu'êtres humains — d'être respectés, de pouvoir choisir le mode de vie qu'ils veulent, d'être libres de s'exprimer malgré leur différence — commençaient à être pris réellement en considération. En outre, l'éventail des programmes a finalement été élargi, pour prendre en compte la sensibilisation auprès de la population majoritaire et le développement d'une reconnaissance de l'importance des migrants. Les émissions subventionnées à partir de 2003 ont commencé à sensibiliser le public général sur le concept de cohabitation entre différents groupes ethnoculturels. De même, la question des enjeux concernant les épouses étrangères, ainsi que la politique multiculturelle ont pris la forme de reportages et de courts-métrages subventionnés par l'État. À partir de 2005, les programmes médiatiques destinés aux immigrants se sont étendus à la radio, à la presse imprimée et, finalement, à la télévision. Ce dernier changement, par le biais de financements gouvernementaux, allait ouvrir une nouvelle page de la perception et de la mission des médias, plus particulièrement des médias publics, à l'égard d'une société de diversité culturelle.

---

<sup>197</sup> HSIA Hsiao-Chuan, *Des « mariées étrangères » aux « nouveaux immigrants » : Jusqu'où sommes-nous allés ?* (Tdl.), op. cit.

## ***Chapitre 6 : Le transnationalisme, le nationalisme et la migration***

Le transnationalisme a donné lieu à des flux migratoires en Asie, en raison du développement déséquilibré du capitalisme, de l'interdépendance du système-monde centro-périphérique, ainsi que de la baisse des coûts des transports et des communications. À la différence de ce qui se passe dans les pays occidentaux, les demandeurs d'asile et les réfugiés politiques sont relativement rares à Taïwan. Même si la notion de transnationalisme reste vague, il est généralement admis que ce phénomène concerne la « dénationalisation » et la « déterritorialisation ». Dans ce cas de figure, les souverainetés et les enjeux éco-politiques des États-nations sont mis en cause par les acteurs internationaux et transnationaux. Le paradoxe de la pensée du multiculturalisme et du nationalisme dans le contexte du transnationalisme est pourtant manifeste. À Taïwan, le développement du transnationalisme en tant que phénomène socio-économique se trouve confronté à la montée du nationalisme, à travers lequel l'île s'efforce de formuler une idéologie favorisant l'édification d'une communauté politique souveraine, autonome et indépendante (Chang Mau-Kuei, 1994 ; Jiang Yi-Huah, 1998 ; Chao Kang, 1998 ; Cheng Lucie, 2002 ; Liao Yuan-Hao, 2006).

Autrement dit, l'attitude de l'administration Chen est contradictoire. Elle cherchait à intégrer et acculturer les immigrants déjà arrivés et à développer parallèlement une politique qui s'efforce de réduire les flux d'immigration. Le président Chen visait à la fois à intégrer ceux qui étaient déjà arrivés et à mettre leur présence en avant pour renverser la domination de l'ethnie han. Cependant, compte tenu de l'augmentation des entrées des épouses étrangères vers le début des années 2000, certaines mesures ont été mises en place pour contenir les flux et mieux les gérer. Même les épouses étrangères déjà installées, en particulier les épouses chinoises, font parfois face à des réglementations discriminatoires, notamment pour les procédures de la naturalisation.

Promouvant la dignité nationale, la souveraineté et l'imaginaire ethnique, le nationalisme taïwanais a rencontré des tensions face à la notion de transnationalisation, qui oblige un pays à modifier sa conception des frontières, de la souveraineté, de la citoyenneté et des rapports de

pouvoir entre l'État et l'immigration. Dans le conflit entre le transnationalisme et le nationalisme taïwanais, le gouvernement Chen s'est servi, malgré sa rhétorique de la promotion du multiculturalisme, des travailleurs migrants et des immigrés matrimoniaux comme de boucs-émissaires pour attiser des sentiments nationalistes.

Ce chapitre se propose d'examiner les réglementations instaurées par l'administration du président Chen Shui-Bian afin de gérer les flux migratoires et la possibilité des populations concernées de cohabiter avec la société d'accueil. Ce faisant, il s'agit, premièrement, d'examiner l'élaboration des politiques migratoires et les mécanismes instaurés sur le plan législatif. Deuxièmement, nous nous efforcerons d'analyser les raisons qui ont conduit à un tel durcissement et comment cette évolution peut être liée à l'idéologie nationaliste, qui a servi de catalyseur au sentiment xénophobe au sein de la population taïwanaise.

Liao Yuan-Hao, professeur adjoint du Département de droit et consultant de *Human Rights Legislation for Immigrants and Migrants*, a ainsi commenté le procédé juridique touchant à l'immigration :

En l'absence de reconnaissance de la migration transnationale et de la mondialisation, et avec l'application du concept de nationalisme dans sa version obsolète, notre loi sur l'immigration est en effet une série de réglementations instaurant un contrôle sur l'immigration et non pas une loi pour la protection des droits des immigrés. Ceci dit, l'arrière-pensée sous-jacente à toute réglementation présupposée considère, d'une manière négative et irréfléchie, ces nouveaux arrivants comme des « problèmes sociaux », des « envahisseurs » et des « voleurs de ressources », sans avoir envisagé la raison de leur apparition et leur contribution à notre société.<sup>198</sup>

Si la loi sur l'immigration taïwanaise est caractérisée par le contrôle et la domination hiérarchique, comme l'argumente le professeur Liao, il importe de déterminer en premier lieu le rôle joué par le nationalisme et le concept figé de citoyenneté dans les processus de prise de décision des politiques migratoires. En deuxième lieu, il s'agit de mettre en lumière de quelle

---

<sup>198</sup> LIAO, Yuan-Hao (2006), « Marriage Immigrants' Human Rights in the Trend of Globalization: Globalization, Neo-Taiwanese Nationalism, and the Discourse over Human Rights », *Thought and Words: Journal of the Humanities and Social Science*, 44 (3), pp. 81-129.

manière la représentation de l'immigration a été construite au sein des médias de masse et l'évolution de leur image au fil du temps. À travers l'analyse du contexte légal et de la représentation médiatique de la population étudiée, les sections suivantes envisagent d'explorer à la fois la part de nationalisme présente dans la politique multiculturelle taïwanaise et l'influence de l'État sur la direction des médias qui sont en mesure de diriger l'opinion publique.

### **6.1. Durcissement des politiques migratoires face au changement démographique**

Compte tenu de l'essor rapide du nombre d'immigrées matrimoniales à partir de l'année 2000, nous observons une dérive dans l'attitude des pouvoirs publics à l'égard de ces femmes. L'instauration en 1992 de la régulation des travailleurs migrants (*Employment Service Act*) et des épouses chinoises (*Regulations Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area*) marque la fin de la politique de « laisser-faire », qui prévalait jusqu'alors, et annonce le début d'une politique « assimilationniste ». Un changement a été effectué en 2003, avec la mise en place des Mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent (voir 5.2.). Généralement marginalisées et isolées par les mécanismes statutaires, les épouses étrangères se sont sans doute retrouvées au centre des réglementations nouvellement instituées de manière à pouvoir être mieux « gérées ».

Comme il l'a souligné à plusieurs reprises dans ses discours publics, le président Chen Shui-Bian a déclaré sa détermination à garantir les droits de l'Homme et à en faire une des orientations politiques majeures de l'État. Une telle volonté s'est traduite concrètement par l'institution en 2003 des Mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, comme en témoigne la création en 2005 du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères (voir 5.2.). Néanmoins, vers la fin de 2003, afin d'« empêcher que les épouses chinoises ne viennent travailler ou commettre des actes illégaux à Taïwan sous un prétexte matrimonial », le Conseil des Affaires continentales a décidé que les épouses chinoises devaient passer des entretiens avec la section de l'immigration dans le bureau de représentation de Taïwan du pays concerné. En 2005, à la faveur de « l'efficacité des résultats » de cette mesure, le Ministère de l'Intérieur a élargi le principe de ces entretiens à l'étranger pour les

autres épouses étrangères, c'est-à-dire les femmes d'Asie du Sud-Est. Parmi les dix pays de l'ASEAN, à l'exception de Singapour, de la Malaisie et de Brunei, les femmes en provenance des sept pays restants doivent passer un entretien organisé par l'ambassade (ou le bureau de représentation) de Taïwan à l'étranger si elles souhaitent se marier avec un citoyen taïwanais, tandis que les immigrés des pays occidentaux n'ont besoin que d'un certificat de célibat pour entrer sur le territoire. Ceci montre l'hostilité et le traitement discriminatoire dont font l'objet les immigrés en fonction de leur pays natal.

L'entretien se déroule sur deux heures ; il couvre un ensemble de questions privées, pouvant aller du nom de leurs beaux-parents ou de l'histoire de la rencontre avec le conjoint, jusqu'à des détails sur leur vie sexuelle. Au début, l'entretien n'était exigé que pour les femmes immigrées, mais à partir de 2006, l'obligation a été élargie aux deux conjoints, le mari et l'épouse, dans le bureau de représentation de Taïwan à l'étranger avant l'entrée sur le territoire taïwanais. Ceci signifie que, même si les mariés se sont rencontrés à Taïwan, ils doivent se déplacer dans le pays d'origine de l'épouse pour passer l'entretien. Malgré le fait que le droit au mariage et à la famille constituent des droits garantis par la Constitution taïwanaise et d'autres conventions internationales, il revient aux fonctionnaires des ambassades d'accorder ou de refuser l'entrée sur le territoire pour se marier. « Être incapable d'assurer une vie stable à Taïwan ou être susceptible d'aller travailler de manière illégale », « avoir l'intention de détourner les règles pour atteindre certains buts en venant à Taïwan », « être susceptible de porter atteinte à l'intérêt national, à la sécurité publique, à la politique publique et à la morale », « disposer de preuves suffisantes pour déterminer un faux mariage », « avoir une conduite qui mène à une infraction portant atteinte aux mœurs » : tels sont des critères qui pourraient conduire à refuser à des prétendants le droit de se marier. Jugées à partir de critères vagues, abstraits et arbitraires, ces femmes immigrées étaient scrutées minutieusement comme des criminelles potentielles, les employés des ambassades devenant des enquêteurs criminels<sup>199</sup>.

---

<sup>199</sup> *Administrative measures on the mainland people applying for interviews in Taiwan*, Article 10. La loi a été promulguée en 2004 et largement modifiée en 2009. Cet article a été aboli.

Neuf législateurs du PDP, membres d'un parti de gauche et censés être des défenseurs des droits de l'Homme, ont même aggravé la situation des femmes migrantes, lorsqu'ils se sont exprimés dans une conférence de presse organisée en juin 2003 au Yuan Législatif : « Étant donné que les épouses étrangères sont issues de milieux culturels et de contextes socio-économiques différents, il s'avère difficile pour elles de s'insérer dans la société taïwanaise et ne peuvent que rester entre elles. Cela risque d'engendrer de nombreux problèmes sociaux. Nous exigeons du gouvernement qu'il réexamine la politique en matière d'immigration et qu'il établisse un système d'inspection strict à l'égard des migrants<sup>200</sup>

Dans son bilan annuel de 2003, le Ministère de l'Intérieur a présenté sa politique à l'égard de l'immigration. D'un côté, l'État ouvrait davantage les bras aux migrants économiques, notamment les « immigrés qualifiés » et les « immigrés investisseurs ». D'un autre côté, l'attitude du gouvernement était nettement moins favorable à l'égard des ouvriers et des femmes immigrées : tout en respectant les droits de l'Homme, selon le gouvernement, il fallait établir des mécanismes de contrôle sur la durée et des quotas d'immigrés non économiques<sup>201</sup>. L'objectif affiché vise à permettre à l'autorité compétente de fixer un plafonnement contrôlant sur leurs effectifs à tout moment. À cet égard, le comportement du gouvernement vis-à-vis des immigrés non qualifiés a montré une propension à exercer un contrôle toujours plus strict.

### **6.1.1. Des règles différentes entre les épouses chinoises et celles d'Asie du Sud-Est**

Dès l'investiture de Chen Shui-Bian, la question des épouses chinoises a été davantage placée au centre des débats publics que celle des femmes immigrées en provenance d'Asie du Sud-Est. Le fait qu'une série de modifications législatives ciblant spécifiquement les épouses chinoises a été lancée dès la fin de 2002 est révélateur d'une certaine hostilité du gouvernement à l'encontre de cette population. Par conséquent, il est intéressant de comprendre comment un

---

<sup>200</sup> Chronologie des événements sur les nouveaux immigrés à Taïwan, *Coolloud*, <https://www.coolloud.org.tw/node/11977> (MAJ le 24/11/2007 ; consulté le 03/11/2017).

<sup>201</sup> TSENG, Yen-Fen (2006), « Who Can Be Us? Class Selection in Immigration Policy », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 61, pp. 73 - 107.



gouvernement qui se prétend humanitaire a pu élaborer une politique de contrôle de plus en plus sévère et cela, au détriment des droits des épouses étrangères.

A la fin de 2001, le Yuan Exécutif a publié un décret montrant le suivi des chinois du continent à Taïwan, annonçant l'introduction, en 2002, d'un quota annuel de 3600 visas pour les femmes chinoises. Selon un reportage de la *BBC Chinese* du 12 décembre 2001, vu le nombre de demandes, le temps d'attente pour être admissible pour une demande de séjour dépasse souvent quatre ans, l'attente pouvant durer jusqu'à 2012<sup>202</sup>. Néanmoins, ce décret administratif n'a pas été respecté rigoureusement jusqu'au 20 décembre 2006, date à laquelle il est devenu un enjeu politique. L'administration Chen a alors annoncé la nouvelle répartition du plafond : les quotas des visas de séjour permanent sont alors passés à 6000 personnes par an. Le secrétaire-général du Bureau de l'Immigration, Ho Jung-Chun, a expliqué au journaliste : « Le plus important est de contrôler le nombre des épouses chinoises souhaitant obtenir une carte d'identité (séjour permanent) et de ralentir la croissance de leur arrivée, afin d'amoindrir leur impact sur la société taïwanaise. Cela fait écho à ce sur quoi met l'accent le Conseil des Affaires continentales : "Cléments pour la vie quotidienne ; sévères au sujet de l'identité" ».

En octobre 2002, un amendement au projet des *Regulations Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area* proposé par la ministre du Conseil des Affaires continentales d'alors, Tsai Ing-Wen<sup>203</sup>, a suscité un débat contradictoire. Cet amendement proposait de prolonger la durée d'attente des épouses chinoises pour obtenir le droit de séjour permanent, c'est-à-dire la carte d'identité. Les délais pour les femmes chinoises pour obtenir une carte d'identité seraient alors passés de six à huit ans. La ministre Tsai a, quant à elle, suggéré un amendement afin de prolonger ces délais jusqu'à onze ans. Face aux critiques émanant des acteurs tant politiques que sociaux, préoccupés par les questions de discrimination juridique, Tsai a répondu que les *Regulations between the People of Taiwan and the Mainland*

---

<sup>202</sup> BBC Chinese, « Taïwan relâche à nouveau les restrictions envers les épouses chinoises », [http://news.bbc.co.uk/chinese/trad/hi/newsid\\_1700000/newsid\\_1706100/1706126.stm](http://news.bbc.co.uk/chinese/trad/hi/newsid_1700000/newsid_1706100/1706126.stm) (MAJ le 12/12/2001 ; consulté le 23/10/2017).

<sup>203</sup> Membre du Parti démocrate progressiste (PDP), Mme Tsai Ing-Wen a été élue à la présidence de la République le 20 mai 2016. Il s'agit de la première femme à exercer cette fonction.

en vigueur constituaient *per se* un traitement différencié au sujet des droits des Continentaux à Taïwan, mais ceci demeurait quand même conforme à ce qui était autorisé par des articles supplémentaires dans la Constitution comme dispositions particulières<sup>204</sup>. Autrement dit, ces clauses discriminatoires étaient constitutionnelles et légitimes aux yeux du gouvernement Chen. Finalement, un an après la proposition de révision, étant donné la mobilisation de la société civile et les négociations avec les partis d'opposition, le gouvernement a accepté un compromis en octobre 2003, sans rien changer à la durée de huit ans préalable à toute demande de carte d'identité pour les femmes chinoises. Toutefois, certaines conditions ont été exigées par le parti au pouvoir suite à cet amendement. Avant la révision des *Regulations between the People of Taiwan and the Mainland*, l'obtention de la carte de séjour permanent s'effectuait en deux étapes : il fallait attendre deux ans après le mariage pour solliciter une autorisation de résidence et deux ans encore pour un séjour permanent. Suite à la révision de 2004, une troisième étape a été ajoutée : il fallait alors attendre quatre ans pour demander un regroupement familial, une résidence de longue durée et un séjour permanent.

En 2003 et en 2004, le gouvernement a soit adopté, soit révisé une série de réglementations destinées à tous les immigrés en provenance de Chine continentale. Parmi ces mesures, il faut citer la loi régissant le séjour provisoire ou le séjour permanent à Taïwan des personnes originaires de la région continentale pour motif de regroupement familial (*Act Governing the Residency or Permanent Residency of the People of the Mainland Area in Taiwan through Family*, en 1993). Nous devons également évoquer les mesures administratives concernant les personnes provenant du continent, exigeant la tenue d'un entretien à Taïwan (*Administrative measures on the mainland people applying for interviews in Taiwan* en 2004) et la possession d'un permis de travail. En outre, la Régulation de 2004 sur l'identification des empreintes digitales et sur la base de données pour les populations de Chine, ainsi que le Tableau des quotas fixés pour les Chinois du continent demandant le séjour provisoire ou le séjour permanent pour motif familial à Taïwan, instauré en 2007, sont aussi des mesures concernant spécifiquement les épouses étrangères originaires de Chine continentale. Parmi ces nouvelles réglementations, la

---

<sup>204</sup> Voir l'article 11 des Articles Supplémentaires de la Constitution de la République de Chine: « *Rights and obligations between the people of the Chinese mainland area and those of the free area, and the disposition of other related affairs may be specified by law.* »

nouvelle version de l'*Act Governing the Residency or Permanent Residency of the People of the Mainland Area in Taiwan through Family* exige un certificat des biens immobiliers ou mobiliers équivalent à plus de 5 millions de NTD (soit environ 149 656 USD) ou une rémunération deux fois plus élevée que le SMIC taïwanais (15 800 TWD à l'époque, soit environ 473 USD par mois) pour être éligible à déposer une demande. Ces exigences paraissaient disproportionnées, lorsque l'on sait que le revenu par habitant par an atteignait à la même époque 413 786 NTD<sup>205</sup> (soit environ 12 385 USD par an, 1 032 par mois) en 2004. La mise en œuvre de cette mesure a fait l'objet de critiques et d'attaques au niveau national, qui ont conduit le gouvernement à réviser le décret dans l'urgence et abaisser le seuil.

Dans un des entretiens effectués dans le cadre de cette thèse, le professeur Hsia Hsiao-Chuan a livré ses observations quant à la politique migratoire menée par le président Chen Shui-Bian, tout particulièrement à l'égard des mesures prises pour les femmes chinoises :

Quand Tsai Ing-Wen dirigeait le Ministère des Affaires continentales, c'était le moment où les intérêts des épouses chinoises ont subi les préjudices les plus lourds. Elle a proposé d'allonger de huit à onze ans le temps d'attente nécessaire aux épouses chinoises pour obtenir une carte d'identité, puis elle leur a accordé seulement le droit de vivre, mais pas celui de la citoyenneté — « Cléments pour la vie quotidienne ; sévères au sujet de l'identité »<sup>206</sup>. Ses conseillers politiques m'ont dit en personne qu'elles n'étaient pas éduquées et qu'elles allaient nous causer des problèmes, mais qu'on ne pouvait rien faire puisqu'elles étaient déjà entrées. Par conséquent, il était important de fournir une éducation adéquate, afin d'élever leur qualité générale à travers des programmes de langue et civilisation. Deuxièmement, il fallait resserrer la source pour leur rendre difficile d'entrer sur le territoire et difficile d'y rester.<sup>207</sup>

À l'appui des expériences vécues par le professeur Hsia durant les actions associatives, nous pouvons constater la perception que l'administration de Chen avait des femmes

---

<sup>205</sup> Direction générale du Budget, Comptabilité et Statistiques, Yuan Exécutif, <http://www.dgbas.gov.tw/public/data/dgbas03/bs4/nis/ebook.pdf> (Consulté le 25/10/2017)

<sup>206</sup> Ceci est un principe politique annoncé en 2001 par le Ministère des Affaires continentales. En étendant le temps d'attente pour l'obtention d'une carte d'identité par les épouses chinoises, le gouvernement a raccourci le temps de droit au travail qui leur était accordé. Cette décision a rencontré de nombreuses protestations.

<sup>207</sup> Hsia Hsiao-Chuan, universitaire réputée et fondatrice du Cours d'alphabétisation aux épouses étrangères et de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*. L'entretien a eu lieu à Taipei, le 21 mars 2017.

migrantes : elles étaient considérées comme n'étant ni civilisées, ni éduquées. D'après les observations de notre interlocutrice, l'objectif du gouvernement de Chen, en accordant des ressources aux épouses étrangères et en instaurant des dispositifs à leur attention, n'était pas de promouvoir leurs droits, mais de les « éduquer » pour qu'elles puissent mieux s'insérer dans la société majeure, sans risquer de « dégrader » la qualité de la population taïwanaise. Dans cette logique, une réglementation rigide et stricte semblait incontournable.

### 6.1.2. Établissement de la *National Immigration Agency* : pour mieux contrôler ?

L'événement d'août 2003, durant lequel des trafiquants ont poussé des immigrées illégales chinoises dans la mer lors d'une inspection policière et qui a causé la mort de six femmes, a conduit le Yuan Exécutif à constituer l'Agence nationale de l'immigration (*National Immigration Agency*, nommée ci-après NIA) afin de se charger des affaires relatives à la population issue de l'immigration. Le Yuan Exécutif et le Ministère de l'Intérieur se sont mobilisés pour sa création à travers le projet de loi sur l'organisation de l'Agence nationale de l'immigration, du Ministère de l'Intérieur (*Organization Act of the National Immigration Agency, Ministry of the Interior*), en octobre 2003. Deux mois plus tard, un projet de révision de la loi sur l'immigration a été déposé par le Yuan Exécutif, celui-ci cherchant à ajuster les mécanismes des entretiens pour qu'ils restent conformes avec l'institution de la NIA. En outre, une révision de la loi sur la nationalité a été proposée, qui visait à la fois à augmenter le seuil des revenus requis pour la naturalisation, comme cela a été mentionné plus haut, et à mettre en place un examen obligatoire de mandarin pour les épouses étrangères avant la naturalisation.

Il est évident que le Yuan Exécutif s'est dépêché, avant la fin de 2003, lors de l'élaboration du règlement sur l'organisation de l'Agence nationale de l'immigration et lors de la révision de la Loi sur l'immigration, ainsi que de la Loi sur la nationalité. Plusieurs organisations non gouvernementales se sont réunies afin de faire contrepoids à la montée du nationalisme taïwanais et au durcissement des politiques migratoires. Cette alliance, nommée *Human Rights Legislation for Immigrants and Migrants* (AHRLIM), a été co-fondée par les associations suivantes : *Awa-*

*kening Foundation, Taiwan Association for Human Rights, TransAsia Sisters Association, Taiwan, New Things Center, Association for the Development and Care of Foreign Spouses et Female Labour Rights Association*, avec pour objectif de lutter contre les défauts juridiques et législatifs et d'assurer les droits des immigrés. Nous discuterons ultérieurement de quelle manière leurs mouvements et mobilisations leur ont permis d'entrer dans les coulisses de la négociation avec les pouvoirs publics et comment l'AHRLIM, en tant qu'acteur social, est parvenu à influencer l'élaboration politique.

Des critiques concrètes ont été exprimées envers le projet de réglementation de l'organisation de l'Agence nationale de l'immigration, notamment sur la possibilité d'étendre davantage son pouvoir. Selon l'AHRLIM, la NIA, bureau exécutif placé sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur, serait doté du pouvoir législatif d'élaborer des politiques migratoires, d'un pouvoir policier, d'un pouvoir d'enquête et d'un pouvoir judiciaire. D'après le communiqué de presse de l'AHRLIM, la NIA semblerait être la résurrection du commandement de garnison<sup>208</sup> : non seulement elle serait composée principalement de policiers (75% des membres du personnel seraient policiers), mais en plus, elle disposerait de l'accès à tous les documents confidentiels et du pouvoir de décider de l'expulsion des personnes justifiées « illégales ». En outre, la mission et les pouvoirs accordés à la NIA engloberaient un pouvoir d'élaboration politique en amont, la réalisation des enquêtes, l'évaluation de la légalité du statut des immigrés et l'exécution des pénalités en aval. Face à ce « super pouvoir », il manquerait un mécanisme de surveillance et de contrepouvoir.

La société taïwanaise semblait avoir atteint un moment décisif pour l'orientation des politiques migratoires. Devaient-elles être conservatrices avec une citoyenneté fondée sur le principe ethnique du *jus sanguinis*, le droit du sang ? Ou devaient-elles adopter une approche multiculturelle avec une citoyenneté basée sur le principe civique du *jus soli*, le droit du sol ?

---

<sup>208</sup> Le commandement de garnison de la République de Chine a initialement été établi en Chine, en 1945, pour accepter les actes de capitulation du Japon. Après son installation à Taïwan, il a été chargé du rapatriement des Japonais à Taïwan, en charge de la cession de l'autorité de Taïwan à la République de Chine et du besoin de maintenir l'ordre et la sécurité, y compris la répression des dissidents et des activités promouvant la démocratie. Ce faisant, il a acquis la réputation d'un régime autoritaire durant la période d'application de la loi martiale. Cette institution a été abolie en 1992.

Afin d'avoir une véritable « société multiculturelle », l'AHRLIM a organisé une conférence de presse au cours de laquelle trois revendications ont été affirmées<sup>209</sup> :

1. Selon la Déclaration universelle des droits de l'Homme, que Taïwan a ratifiée, les politiques publiques ne devraient pas commettre de violation des droits fondamentaux au nom de l'ethnie, de la nationalité ou du sexe de l'individu. Cependant, le projet de la NIA, qui doit être dotée des pouvoirs policier, législatif et juridique, considère les immigrés comme des criminels potentiels. Sous le prétexte de réduire les délits, il est prévu que la NIA se base sur le concept du blocage et du contrôle. Par conséquent, nous demandons une suspension de ce projet de loi et le retour d'un débat public fondé sur les droits de l'Homme ;

11. Afin de cerner la politique migratoire d'une manière globale et d'éviter un détournement de pouvoir, nous rappelons que le projet de la NIA devrait d'abord prendre en compte l'orientation générale des politiques migratoires, leurs missions principales, ainsi que la division du travail de la NIA avec d'autres institutions publiques.

12. Les projets en question touchent non seulement à la direction de la politique migratoire, aux droits des immigrés et de leur famille, mais en plus, à l'imaginaire et l'identité des Taïwanais sur la notion de citoyenneté. Par conséquent, nous revendiquons la possibilité d'élargir la discussion publique pour que les immigrés, leur famille et le public général puissent être informés et y participer.

Il ne faut pas négliger certains propos des élites de la coalition pan-verte — celle du gouvernement —, marqués par un fort mépris à l'égard des épouses étrangères. En 2004, dans une conférence nationale des départements chargés de l'éducation, le ministre adjoint de l'Éducation, Chou Tsan-Der, a ouvertement proposé d'inciter les épouses étrangères à « ne pas avoir tant d'enfants »<sup>210</sup>. Par la suite, en 2006, Liao Pen-Yen, un législateur de la *Taiwan Solidarity Union*, a demandé que les épouses vietnamiennes subissent un examen médical pour s'assurer de l'absence de toxines. L'objectif était de garantir la bonne santé de leurs enfants,

---

<sup>209</sup> Taiwan Association for Human Rights, « L'Agence nationale de l'immigration est la résurrection du commandement de garnison » (Tdl.). Disponible à <https://www.tahr.org.tw/node/124> (MAJ le 24/12/2003 ; consulté le 27/10/2017).

<sup>210</sup> « Après avoir mis les pieds dans le plat, Chou Tsan-Der s'excuse ouvertement », *Chinese Television Service*, <https://news.cts.com.tw/cts/politics/200407/200407130149796.html> (MAJ le 13/07/2004 ; consulté le 05/12/2017)

étant donné que l'armée américaine avait fait usage d'armes biochimiques pendant la guerre du Vietnam<sup>211</sup>. Ces deux commentaires controversés ont provoqué des critiques et ont entraîné des protestations organisées par les femmes migrantes et les associations concernées.

En somme, la politique migratoire de l'administration Chen s'est caractérisée par certaines contradictions : la célébration des droits de l'Homme des minorités ethniques d'un côté, une réglementation discriminatoire de l'autre. Par exemple, la mise en place des mécanismes de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continental, visant à faciliter leur vie et à assurer leurs droits, s'est effectuée la même année — c'est-à-dire en 2003 — que l'institution du système d'entretien destiné aux immigrées chinoises, ainsi que la proposition de prolonger le temps d'attente exigé avant que les épouses chinoises puissent solliciter un titre de résidence permanente. Un autre exemple illustre cette contradiction : le 20 décembre 2006, deux conférences de presse ont été organisées au Ministère de l'Intérieur. L'une était consacrée à la campagne « Nos belles-filles, nos enfants », où le président Chen a promis de s'engager à améliorer les droits des épouses étrangères<sup>212</sup>, tandis que dans l'autre conférence ont été annoncées deux mesures susceptibles de nuire à leurs droits : le mécanisme d'entretien validé également pour les épouses étrangères et le système de plafonnement ayant pour but de limiter le nombre d'entrées des épouses chinoises<sup>213</sup>.

## 6.2. Violation des droits des travailleurs migrants : révolte de Kaohsiung

À la différence des épouses étrangères, les travailleurs migrants n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière, tant de la part du gouvernement que du grand public. Cet apparent

---

<sup>211</sup> « Toxine, veuve noire, collecteur des personnes âgées : comment les politiciens les considèrent... » (Tdl), *United Daily News*. Disponible à [https://udn.com/news/story/6656/3468816?from=udn-hotnews\\_ch2](https://udn.com/news/story/6656/3468816?from=udn-hotnews_ch2) (MAJ le 08/11/2018 ; consulté le 31/10/2019)

<sup>212</sup> « Le président se présente à l'événement "Nos belles-filles, nos enfants" » (Tdl), Communiqué de l'*Office of the President Republic of China*, <https://www.president.gov.tw/NEWS/10943> (MAJ le 20/12/2006 ; consulté le 20/12/2017).

<sup>213</sup> « Le président Chen parle des droits de l'Homme : la NIA ne l'a-t-elle pas entendu ? », *United Daily News*, [http://gsrat.net/news/newsclipDetail.php?ncdata\\_id=3611](http://gsrat.net/news/newsclipDetail.php?ncdata_id=3611) (MAJ le 04/01/2007 ; consulté le 22/12/2017).

désintérêt semble résulter en partie du système de *guestworker*. En effet, il est impossible pour eux, quel que soit le nombre d'années durant lesquelles ils travaillent et paient des impôts à Taïwan, de changer le statut de leur visa et d'acquérir un permis de séjour après le terme de leur contrat de travail. Exclus de la société, ces travailleurs migrants en provenance d'Asie du Sud-Est se trouvent confrontés à des conditions de travail extrêmement pénibles et sont victimes de toutes sortes de formes d'exploitation. Néanmoins, la révolte de 2005, surnommée le « scandale du métro de Kaohsiung »<sup>214</sup>, représente un tournant par rapport à cette situation.

Le 21 août 2005, vers 21 heures, une révolte menée par 1728 travailleurs thaïlandais a éclaté dans le chantier de construction du métro de Kaohsiung, où des bureaux et des voitures ont été incendiés. Le soulèvement, d'une violence particulière, a été déclenché à la suite d'une querelle entre des émeutiers et des surveillants du dortoir à propos de l'interdiction d'alcool, qui a vite tourné à la violence. Des travailleurs ont affronté les forces de police et leur ont lancé des pierres. L'évolution de cette révolte sans précédent de travailleurs étrangers à une telle échelle a non seulement attiré l'attention des médias, tant au niveau national qu'international, mais a aussi entaché l'ensemble des efforts gouvernementaux de promotion des droits de l'Homme.

La nouvelle du déclenchement du soulèvement s'est vite répandue. Au début, tous les journaux d'actualité en direct ont considéré ces immigrés comme coupables de cette révolte et les ont qualifiés de « gangsters » et de « truands », sans laisser les travailleurs s'exprimer. Les images de chaos, des voitures et bureaux incendiés, des jets de pierre contre les policiers n'ont fait qu'aggraver la colère du public contre ces travailleurs. Les seules personnes interrogées étaient les responsables de la *Kaohsiung Rapid Transit Corporation* (ci-après abrégée en KRTC) et les travailleurs migrants n'ont jamais bénéficié de l'opportunité d'exprimer leur point de vue sans passer par l'intermédiaire des traducteurs employés par l'agence de recrutement WowPan. Dans un premier temps, l'hostilité et la colère ont été produites et véhiculées par les médias de masse contre des émeutiers thaïlandais stigmatisés. Le lendemain cependant, lorsque les véhicules SNG (*satellite news gathering*) sont entrés dans leur dortoir, les images choquantes des conditions de vie et d'hygiène de ces travailleurs migrants ont permis aux spectateurs taïwanais

---

<sup>214</sup> Kaohsiung est la deuxième ville de Taïwan, située au sud de l'île.



de porter un nouveau regard sur la véritable situation de ces travailleurs<sup>215</sup>. Aussi, ces travailleurs thaïlandais ont publié leurs seize revendications résultant de leur discussion collective.

Leurs revendications ont explicité les traitements discriminatoires dont ils étaient victimes et qu'ils souhaitaient changer : non-paiement de leurs heures supplémentaires, contraintes physiques avec un pistolet paralysant, obligation d'acheter des produits d'usage quotidien beaucoup plus cher qu'ailleurs auprès de l'administration du dortoir avec des jetons, interdiction du téléphone portable, expulsion forcée en cas de blessure, non-accès à un repas ou à de l'eau chaude après avoir accompli des heures supplémentaires, punition corporelle en cas de retard, menace d'expulsion si la personne porte plainte, manque d'explication en thaïlandais, prélèvement de salaire, problèmes d'hygiène pour les repas, suroccupation des dortoirs, etc. De plus, l'agence de recrutement en question prélevait auprès des travailleurs migrants non seulement des frais de gestion extrêmement élevés — d'environ 332 USD par mois par travailleur auprès de la KRTC —, mais aussi 78 USD pour les repas et l'hébergement et 31 USD pour des frais illégaux de traduction. Les frais pour les billets d'avion et les transferts d'argent étaient également surévalués de manière systématique. Sachant que ces travailleurs migrants n'avaient guère d'autre choix, l'agence WowPan est malheureusement parvenue à exploiter et à contrôler l'existence de ces migrants.

C'est à ce moment-là que le grand public s'est rendu compte que leurs revendications ne correspondaient qu'aux conditions de base des employés taïwanais. Afin de disposer d'un soutien pour négocier et être sur un pied d'égalité avec les employeurs et résister au système de « servitude légale » (Ku Yu-ling, 2006 ; Lan Pei-Chia, 2006), ils ont décidé de se réunir et de collaborer avec des ONG. Leur représentation dans les médias a alors été transformée, pour retourner l'opinion publique en leur faveur. Celle-ci allait les considérer comme des victimes des abus et de l'exploitation de l'agence de recrutement WowPan. Les journaux quotidiens ont

---

<sup>215</sup> KU, Yu-ling (2006), « Le nouveau système de servitude à Taïwan — rapport sur la lutte des travailleurs thaïlandais contre la violence du *Kaohsiung Rapid Transit Corporation*. Nouvelle : les récits et les perspectives fournis par les médias » (Tdl.), *Coolloud*. Disponible à <https://www.coolloud.org.tw/node/7391> (MAJ le 02/07/2006 ; consulté le 31/10/2019).

également changé leur position, comme en témoignent les titres pour désigner l'incident : « Des traitements inhumains déclenchent la colère », « Travailleurs thaïlandais : WowPan déduit le paiement des heures supplémentaires, abuse d'eux en les menaçant d'un pistolet paralysant », « Travailleurs migrants exploités, conditions de logement minables », « Émeute compréhensible résultant d'un camp de concentration »<sup>216</sup>.

En fait, il ne s'agissait ni de l'unique, ni du premier incident concernant des abus sur les travailleurs migrants. Le premier incident a eu lieu en 1999 chez Formosa Plastic Group, où le mécontentement accumulé en raison d'une mauvaise gestion de l'agence a abouti à une dispute entre les travailleurs philippins et thaïlandais. L'événement de 2005 a cependant reçu beaucoup d'attention à la fois du public et des médias et a fait l'objet d'une enquête approfondie, parce que l'État détenait la moitié du capital de la *Kaohsiung Rapid Transit Corporation* (KRTC). Dans la mesure où il s'agissait d'une entreprise semi-publique, un espace de discussion a été créé, ce qui a renforcé l'intérêt du grand public et l'a convaincu de mettre en cause cette entreprise. Le résultat de l'enquête a relevé une série de scandales et la corruption entre des politiciens, la KRTC et l'agence des travailleurs migrants. Des enquêteurs ont indiqué que WowPan, une petite agence de trois salariés, n'avait pu remporter un tel appel d'offres et un marché aussi lucratif que grâce à la bienveillance de « personnages influents » agissant dans l'ombre. En d'autres termes, ces « personnages influents » arrivaient à gagner une grosse somme d'argent par le biais de frais de gestion extrêmement élevés que la KRTC versait à WowPan sur une base mensuelle. Cette relation de retour et d'échange via l'agence de recrutement a été baptisée « *White gloves of Agency* », ce qui signifiait que l'Agence WowPan servait d'intermédiaire pour blanchir de l'argent sale entre la compagnie et des manipulateurs présents derrière cette agence de recrutement, probablement des personnages clés associés à des politiciens. Ce faisant, le gouvernement, ou plus particulièrement les autorités compétentes encadrant les travailleurs migrants, l'agence de recrutement et ce projet BOT, étaient tous liés et responsables de ce scandale qui n'avait jamais eu de précédent à Taïwan. Virut Taoprasirt, animateur d'émissions radiophoniques destinées aux travailleurs thaïlandais, a été invité à

---

<sup>216</sup> KU, Yu-ling (2006), « Le nouveau système de servitude à Taïwan — rapport sur la lutte des travailleurs thaïlandais contre la violence du *Kaohsiung Rapid Transit Corporation* » (Tdl.), *Taipei Bar Journal*, n° 321, pp. 41-56.

discuter des potentiels liens entre les deux « émeutes ». Il indique que le problème clef de l'incident de la KRTC concerne directement la gestion de l'agence :

Le principal point de discorde tient à la hausse des frais et à l'exploitation grave de l'agence de main-d'œuvre ; même les traducteurs de l'agence tirent le maximum de profit de la part des travailleurs. [...] Les règles sont fixées par l'agence et les traducteurs, ce qui a entraîné la colère des travailleurs. L'agence vend des tickets de loterie dans les dortoirs et organisent des jeux de hasard, et bat ou punit les travailleurs s'ils se plaignent. L'agence leur interdit même d'écouter la radio, puisqu'elle ne souhaite pas qu'ils sachent trop de choses. Le fait qu'un travailleur thaïlandais rentré tard a été battu par l'administrateur a servi de déclencheur à l'incident. La KRTC donnait à l'agence l'entière responsabilité de gérer les affaires et le comportement des travailleurs, sans effectuer aucune surveillance.<sup>217</sup>

De nombreux travaux de recherche portent sur cet incident, y compris des études sur la représentation et la stigmatisation des travailleurs migrants dans les médias durant l'événement que nous avons évoqué ici (Ku Yu-Ling, 2006 ; Liao Yuan-Hao, 2006 ; Chao-Ting Lo, 2006 ; Jian Xiao-Juan, 2010). Ces recherches se sont ainsi interrogées sur la stratégie et la mobilisation de la société civile sur le plan médiatique et les réformes exigées en matière de réglementation des travailleurs migrants. Une trentaine d'associations non gouvernementales, telles que la *Taiwan International Workers' Association* (TIWA), la *Taiwan Association for Human Rights*, la *Judicial Reform Foundation*, la *Legal Aid Foundation* et l'AHRLIM, se sont réunies pour former l'« Association de défense juridique pour le soulèvement des travailleurs thaïlandais ». Cette dernière association s'était fixé pour but de lancer une campagne destinée à attirer l'attention du grand public et à donner la parole aux travailleurs thaïlandais. À l'appui de ce contexte devenu plus favorable aux migrants, la communauté associative a conduit une campagne de sensibilisation sociale, non seulement à travers des slogans tels que « Anti-Servitude », « Soulèvement contre la violence » et « Indemnités irraisonnables »<sup>218</sup>, mais aussi avec la mise en œuvre d'une stratégie médiatique permettant d'obtenir une représentation dans

---

<sup>217</sup> Entretien avec Virut Taoprasirt, déjà cité.

<sup>218</sup> En février 2006, six mois après ce qui semble la fin de l'événement, l'agence WowPan a intenté des poursuites civiles à l'encontre de 14 travailleurs migrants clés. Elle leur a réclamé une indemnité de 19 679 528 de NTD (environ 604 966 USD) pour des dégâts. Cette action a fait l'objet de vives critiques et d'attaques de la part de médias et de politiciens. Par conséquent, WowPan a été forcée de réduire le montant à 1 NTD, à titre d'indemnité symbolique.

les médias plus positive des travailleurs migrants<sup>219</sup>. Un des objectifs de cette coalition d'ONG a été de substituer le terme « émeute violente », utilisé dans un premier temps par les médias, par « soulèvement contre la violence ». Par ailleurs, ces travailleurs ont pu être considérés non plus comme des émeutiers, mais comme des héros en lutte contre la violence du système dominant.

Le Conseil des Affaires du travail s'est chargé de l'enquête et a confié au vice-directeur général la direction d'une équipe d'enquête sur les conditions de travail des travailleurs thaïlandais du métro de Kaohsiung. Composée d'experts, d'associations pour la défense des droits de l'Homme, le *Thailand Trade and Economic Office* et les autorités compétentes concernées, cette équipe a constaté dans le *Foreign Workers Living/Caring Service Planning Book* que les conditions de séjour, notamment l'espace individuel dans le dortoir, le nombre de toilettes et les normes d'eau potable, n'étaient pas respectées. Les problèmes liés à l'exploitation, à la mauvaise gestion des travailleurs migrants et à la corruption entre l'agence et la KRTC ont également été relevés dans le rapport d'enquête. La conséquence de cette révolte, scandaleuse et fortement politisée, a conduit non seulement aux démissions du maire de Kaohsiung, Chen Chi-Mai, et du directeur général du Conseil des Affaires du travail, Chen Chu. En outre, des poursuites judiciaires ont été menées contre le Secrétaire général du président, Chen Che-Nan, et contre le vice-président de la KRTC, Chen Min-Hsien. Une autre conséquence concerne des réformes sur la réglementation au sujet des travailleurs migrants et de la gestion des agences de recrutement. Sous la pression et la surveillance de l'opinion publique, des activistes pour la défense des droits de l'Homme, des médias, ainsi que du gouvernement thaïlandais, le Conseil des Affaires du travail a annoncé une nouvelle ligne directrice en collaboration avec des municipalités locales et la police. Ce rapport souligne la nécessité de la mission de « traiter des travailleurs migrants de façon juste, assurer leurs droits à Taïwan, renforcer les obligations des employeurs et défendre l'image de Taïwan dans le domaine des droits de l'Homme »<sup>220</sup>. Il englobe les six dispositions suivantes :

---

<sup>219</sup> JIAN, Xiao-Juan (2010), *Riot or Uprising — The Interaction and Meaning Construction Between The Migrant Organization and News Media in "The Thailand Workers Strike in Kaohsiung*. Mémoire de Master : Graduate Institute of National Development, National Taiwan University.

<sup>220</sup> Communiqué de presse du Conseil des Affaires du travail, <http://www.cooloud.org.tw/node/2849>. (MAJ le 22/08/2005 ; consulté le 03/11/2017)

1. Mettre à disposition une hotline (un numéro gratuit) pour les travailleurs migrants : la hotline en quatre langues — anglais, vietnamien, indonésien et thaïlandais — permettra aux travailleurs de porter plainte contre des employeurs et d’obtenir des conseils sur le plan juridique et psychologique ;

13. Établir un bureau de service à l’aéroport : compte tenu d’expulsions injustifiées, c’est-à-dire dans le cas de cessation de contrat de façon unilatérale et sans justification de l’employeur, le bureau de service a pour rôle de permettre aux travailleurs migrants de déposer un dernier recours avant de retourner dans leur pays ;

1. Subventionner les programmes de radio destinés aux travailleurs migrants : « depuis 1996, le Conseil a commencé à subventionner sur une base annuelle des programmes destinés aux travailleurs migrants pour leur fournir un divertissement et la connaissance des règlements à respecter ». Néanmoins, il n’existe pas de recherche ni information pour démontrer s’il y a désormais une augmentation de financements étatiques ;

14. Fournir les informations nécessaires relatives au travail : afin que les travailleurs migrants prennent conscience de leurs droits et de la réglementation, le Conseil produira et diffusera des manuels explicatifs quant à leurs droits et les lois les concernant ;

15. Responsabiliser les employeurs : assister à des ateliers avant le recrutement deviendra obligatoire pour les employeurs pour prendre connaissance des règlements à respecter lorsqu’ils accueillent et hébergent des ouvriers étrangers. Quant aux entreprises embauchant en-deçà d’un certain nombre de travailleurs migrants, elles devront disposer d’employés bilingues pour mieux s’occuper des migrants ;

16. Instaurer des mécanismes de communication : afin de se tenir au courant des incidents et/ou des accidents concernant les travailleurs migrants, le Conseil a mis en place, à partir de 2000, un mécanisme de communication interne entre les municipalités et le gouvernement central, dans le but de les traiter de manière globale dans un délai de 24 heures.

En somme, cette révolte a donné lieu non seulement à la révélation d’un scandale et de faits de corruption, mais aussi à des changements intrinsèques de la société à l’égard de la position et de l’agence des travailleurs migrants sous différentes perspectives :

1. Des associations défendant les droits de l'Homme, notamment en matière de syndicat de travailleurs, d'immigration et des femmes, se sont réunies pour faire converger leurs efforts de manière à créer une plateforme à travers laquelle les travailleurs migrants pourraient s'exprimer. Ainsi, un environnement dynamique favorable à la participation sociale des travailleurs migrants a commencé à se cristalliser ;

17. Compte tenu de l'échelle et la nature de cet incident, les plus importants médias de masse, qu'ils soient taïwanais ou internationaux, n'ont pas comme auparavant passé sous silence les autres grèves ou événements des migrants. Les sources d'information ont évolué au fil de l'événement : dans un premier temps, les médias cadreraient leur perspective selon les communiqués émanant soit par la compagnie, soit par le gouvernement de Kaohsiung ; finalement, avec l'appui de l'action collective et de la stratégie des ONG, des couvertures neutres ont commencé à être employés par les médias. À cet égard, du terme péjoratif d'« émeutiers » au début, la représentation des ouvriers est devenue plus ou moins neutre vers la fin ;

18. Les couvertures médiatiques en continu, ainsi que la mobilisation collective des ONG ont sollicité une certaine attention auprès du grand public, qui a commencé à prendre conscience non seulement de l'existence des travailleurs migrants dans la société, mais également de leurs conditions de vie misérables en raison d'une réglementation donnant lieu à une servitude illégale. La conscience du grand public constitue le prérequis indispensable à la promotion des droits fondamentaux de la population immigrée ;

19. Afin d'enquêter sur la corruption du gouvernement et la mauvaise gestion de l'agence de recrutement, la nature du contrat et les conditions de travail injustes des travailleurs migrants ont fait l'objet d'un examen rigoureux. Accusant les mauvaises conditions de vie et la gestion abusive qui ont été la cause de cette révolte, nombre de rapports d'enquête ont préconisé de réformer les politiques des travailleurs migrants et la réglementation concernant les agences de recrutement, pour que leurs droits et leur dignité soient enfin respectés.

Dans une certaine mesure, cette révolte a permis au grand public de comprendre les enjeux des travailleurs migrants à partir d'une perspective « humaine ». Néanmoins, ce regard

« humanitaire » et plein de compassion (Hsia Hsiao-Chuan, 2006) s'est souvent révélé éphémère. Une fois que les médias ont cessé de mettre l'accent sur l'événement, l'attention de la plupart des spectateurs a progressivement disparu. Oublié par le grand public, le système d'exploitation des travailleurs migrants est resté intact. À titre d'exemple, lors des grèves déclenchées respectivement par des travailleurs philippins et thaïlandais en février, puis en mars, la stigmatisation contre ces grévistes étrangers a repris dans certains médias<sup>221</sup>. Tout comme avant l'incident du métro de Kaohsiung, les travailleurs migrants ont encore une fois été dépeints comme des rebelles par les médias dominants. De même, la négociation sur les réformes à apporter dans la réglementation des travailleurs migrants et la protection de leurs droits est toujours demeurée hors d'atteinte, malgré l'urgence et la légitimité de certaines revendications.

### **6.3. Représentation médiatique des immigrants dans la presse : stigmatisée et politisée**

Le puissant essor des nouveaux arrivants constaté au début de la présidence de Chen Shui-Bian — y compris les épouses étrangères et les travailleurs migrants — a donné lieu à partir de 2004 à une politique plus stricte en ce qui concerne la reconnaissance de la citoyenneté et le contrôle du territoire. Le nombre et la durée de résidence des immigrants ont sensiblement augmenté, leur interaction et leurs connexions avec la société d'accueil dans toutes les dimensions allaient sans doute se renforcer. Puisqu'ils sont devenus plus visibles dans la société, il s'avère éclairant d'analyser leur position et leurs relations avec la majorité par le biais des questions suivantes : comment ont-ils été représentés dans les médias ? Comment leur image a-t-elle évolué par rapport à la période précédente ? Cette différence était-elle liée aux mutations politiques, au cadre du travail journalistique ou au contexte social ?

#### ***Les épouses étrangères***

---

<sup>221</sup> « Espérant manger gratuitement, les travailleurs thaïlandais se relâchent collectivement dans leur travail » (Tdl.), *Liberty Times*, <https://news.ltn.com.tw/news/politics/paper/61898> (MAJ le 14/03/2006 ; consulté le 31/08/2020)

Compte tenu de l'influence croisée de la mise en valeur du multiculturalisme et du durcissement de la politique migratoire, les épouses étrangères ont bénéficié d'une visibilité accrue dans les médias dans les années 2000 par rapport à la marginalité et l'exclusion dont elles avaient été victimes au cours des années 1990. L'augmentation du nombre d'articles de recherche universitaires concernant leur représentation médiatique confirme cette tendance. L'analyse par ces recherches des articles de presse de l'année 2004 montre un véritable tournant, dans la mesure où la parution des articles s'est nettement intensifiée, évolution très probablement liée au durcissement de la politique touchant les épouses étrangères à partir de l'année 2003. Une série d'actions gouvernementales ayant pour but de réprimer le nombre et l'autonomie des épouses étrangères à Taïwan a certainement eu une répercussion importante sur le contenu des médias, qui, à ce stade, dépendaient essentiellement de l'autorité taïwanaise pour avoir accès à des sources d'information.

De nombreux travaux de recherche ont montré que les médias véhiculaient à cette date une image négative des épouses étrangères. Les reportages des médias tendaient ainsi, comme dans la période précédente, à les associer dans une certaine mesure à la criminalité et à la pauvreté. Confortant ainsi les stéréotypes et les préjugés négatifs au fil du temps, il devenait de plus en plus difficile pour les femmes migrantes de se débarrasser de la stigmatisation. Tsai Wen-Yu<sup>222</sup> (2004) souligne le fait que la société taïwanaise, par préjugé, avait tendance à leur attacher une étiquette négative dans un premier temps. De plus, les médias tendaient à inventer des récits où elles étaient présentées comme étant inférieures : pauvres, vagabondes, cupides, sans éducation, etc. Lin Chia-Yuan a mené un autre travail d'analyse sur le contenu de trois grands journaux quotidiens — *China Times*, *Apple Daily* et *United Daily* — et y a mis en évidence la construction de l'image médiatique des femmes migrantes autour de trois discours correspondant à leur précarité face au système dominant : le sexe, la race et la classe (Lin Chia-Yuan, 2005 : 6). En terme de portrait, la représentation négative de la population donnée est double : celle liée à la pauvreté (la victime) et celle de la criminalité (la coupable).

---

<sup>222</sup> TSAI, Wen-Yu (2004), « Analyse et réflexion sur le phénomène des mariées étrangères » (Tdl), *Community Development Journal*, n° 105, pp. 208-216.



D'un côté, ces femmes ont été traitées comme des victimes, caractérisées par un rôle traditionnel et stéréotypé dans un foyer pauvre. Selon l'ouvrage « *Critical Media Literacy* », édité conjointement par Lo Shiao-Nan et Cheng Lucie<sup>223</sup> (2005), les épouses étrangères étaient présentées par les médias comme étant une menace en raison de l'incertitude qu'elles faisaient peser sur les familles traditionnelles à Taïwan. Le fait de les percevoir comme une communauté dangereuse a introduit une distinction entre « nous » et « l'autre ». En étudiant la discrimination structurelle à laquelle se sont trouvées confrontées les femmes chinoises et sud-est asiatiques, Ye Su-Ke<sup>224</sup> observe que, malgré l'interaction accrue de ces femmes avec la société, leur évaluation sociale demeurait en général au niveau de « t'ung-yang-hsi<sup>225</sup> », c'est-à-dire le mariage traditionnel chinois où la fille est inférieure et méprisée. Sa seule valeur réside dans sa capacité à procréer et à s'occuper des tâches ménagères. Une autre tendance des médias *mainstream* consistait à donner une image caricaturale de cette population à partir de quelques anecdotes. Ceci signifie que les journalistes tendaient d'une part à ignorer la différence entre les individus et, d'autre part, à décontextualiser la précarité socio-économique de ces femmes dans la vie quotidienne.

Par ailleurs, les analyses des contenus des médias à l'égard des épouses (locales, chinoises et sud-est asiatiques séparément) menées entre 2003 et 2007 par Tsai Tai-Hung<sup>226</sup> ont mis en évidence que le cadre médiatique avait tendance à remplacer la position de « victimes » des

---

<sup>223</sup> Sociologue, éducatrice, éditrice et praticienne marxiste, Cheng Lucie s'est préoccupée de la situation précaire des communautés minoritaires et a essayé d'établir des plateformes médiatiques afin de sensibiliser le public. Les journaux « Lihpao », « Pots Weekly » et « 4-Way Voice », qu'elle a dirigés, ont donné la parole à ceux qui étaient invisibles dans le système dominant, notamment les ouvriers, les activistes de l'environnement, la population LGBTQ, les travailleurs du sexe, les personnes migrantes. Son père, Cheng Shewo, journaliste, éditeur et éducateur renommé, est le fondateur de l'Université Shih Hsin à Taïwan. Compte tenu de sa contribution, elle est considérée comme un chef spirituel par des ONG pluridimensionnelles.

<sup>224</sup> YE, Su-Ke (2004), « Families with Foreign-spouse: A Preliminary Exploration of Social Capital and Social Cohesion », *Community Development Journal*, n° 105, pp. 133-149.

<sup>225</sup> Selon la tradition du *t'ung-yang-hsi*, qui remonte probablement à la dynastie Song (960-1276), la fille est vendue très jeune à la famille du mari. Elle y est élevée comme fille et future belle-fille de la famille. Cette conception repose sur la conviction de pouvoir éduquer la fille, de la subordonner, de la rendre obéissante, fidèle et travailleuse. Voir également Chuang Ying-Chang (1991), Steven N. S. Cheung (2005), Elizabeth Abbott (2011), etc.

<sup>226</sup> TSAI, Tai-Hung (2009), *Representing the "Others": A Study of Stigmatizing and Mass Media*. Mémoire, Graduate School of Sociology, National Taipei University.

épouses étrangères par celle de « persécutrices ». Tsai a examiné les différences entre les termes employés dans l'actualité sur la prostitution, locale et étrangère : les termes « jeune », « étudiante » et « innocence » appliqués aux prostituées taïwanaises ont assimilé ces comportements déviants à un état d'ignorance et de naïveté. Au contraire, les termes « faux mariage, vraie prostitution », « proxénétisme », « femmes d'Asie du Sud-Est » semblent avoir été préférés pour désigner les épouses étrangères : il était sous-entendu que ces migrantes venaient volontairement pour se prostituer. L'existence du proxénétisme et de la traite d'êtres humains est souvent considérée comme un fait secondaire, car moins provocant ou *newsworthy*. Une stratégie narrative similaire était appliquée au sujet des violences domestiques. Malgré le fait que les migrantes matrimoniales sont souvent victimes de violences conjugales d'après les chiffres du Ministère de l'Intérieur<sup>227</sup>, la presse ne diffuse que des cas très isolés dans lesquels les femmes migrantes sont les agresseurs. Selon la conclusion de Tsai Tai-Hung, les journalistes avaient tendance à s'appuyer sur des préjugés en traitant les communautés différemment : les femmes taïwanaises et les étrangères. À cause de ces narrations prédéterminées, ces femmes locales avaient tendance à être représentées comme les victimes, tandis que les femmes migrantes étaient perçues comme des persécutrices ou agresseurs.

L'attitude du public à l'égard des épouses étrangères fait également l'objet de certaines recherches. Deux sociologues de l'*Academia Sinica* de Taïwan, Chen Chih-Jou et Yu Te-lin (2004), ont effectué une enquête scientifique sur la corrélation de différentes variables : le sexe, le niveau d'éducation, les revenus, les contacts sociaux (si le répondant connaissait personnellement la population étudiée), l'appartenance ethnique (Continentaux, Hakkas ou Hoklos), l'identité nationale (pro-indépendantistes ou pro-unification) et l'identité politique (pan-verte ou pan-bleue). Ces variables ont été classées afin de cerner l'attitude du public envers les épouses étrangères et les épouses chinoises. Ils remarquent que les femmes chinoises et sud-est asiatiques étaient traitées différemment non seulement par la politique publique, mais aussi par l'opinion publique. Lorsqu'on leur a posé les deux questions : « Le gouvernement devrait-il

---

<sup>227</sup> D'après les données de 2007 publiées par le *Domestic Violence and Sexual Assault Prevention Committee*, le taux de violence contre des épouses étrangères était de 2,44% et celui contre des épouses chinoises de 1,05%, alors que le taux moyen des femmes victimes de violences conjugales à Taïwan s'élevait à 0,40%. Source : <http://www.iwomenweb.org.tw/Upload/UserFiles/%E6%9B%BF%E4%BB%A3%E5%A0%B1%E5%91%8A.pdf> (Consulté le 09/11/2017)

mieux contrôler la délivrance d'une carte d'identité à des femmes chinoises ? » et « Le gouvernement devrait-il mieux contrôler la délivrance d'une carte d'identité à des femmes d'Asie du Sud-Est ? », les répondants pouvaient choisir parmi trois réponses : « On devrait contrôler plus strictement », « On devrait assouplir le contrôle » et « Il est préférable de ne pas contrôler ».

Selon leurs calculs, ce sont les variables « ethnicité », « identité nationale » et « identité politique » qui ont le plus influencé l'attitude vis-à-vis des épouses migrantes. Parmi les partisans de la coalition pan-bleue, le pourcentage des répondants favorables à accorder la carte d'identité aux épouses chinoises était de 41,1%. Ces chiffres étaient plus bas pour les partisans de la coalition pan-verte. De plus, selon le degré de propension aux idées pro-indépendantistes, la part de ceux qui étaient plus favorables à la citoyenneté des épouses chinoises recule de 16,5%. Une augmentation de 1% des pro-unification représente une augmentation de 42,2% des Taïwanais favorables à la citoyenneté des épouses chinoises (p. 121). Néanmoins, le décalage entre les partisans des différents partis politiques semble moins évident si l'on remplace « épouses chinoises » par « épouses sud-est asiatiques ». Même si les défenseurs pan-vert ont tendance à se montrer défavorables à accorder la citoyenneté aux femmes chinoises, leur opinion à l'égard des femmes sud-est asiatiques n'est manifestement guère différente par rapport aux partisans pan-bleu (p. 126).

Quant au facteur ethnique, en comparaison aux Taïwanais de souche (les Hakkas et les Hoklos), les Continentaux (les *Mainlanders*) montrent une forte propension à se déclarer favorables pour accorder la citoyenneté à la fois aux épouses chinoises et étrangères. D'après les auteurs, la raison pour laquelle les Continentaux étaient favorables à l'adhésion de la communauté des épouses chinoises pourrait s'expliquer par la théorie de l'affinité culturelle (puisque'ils partageaient la même culture et les mêmes racines). Le fait que la communauté continentale soit également ouverte à l'égard des femmes d'Asie du Sud-Est correspondait à l'hypothèse basée sur la marginalité culturelle, selon laquelle les minorités dans la société ont tendance à se soutenir (pp. 130-131).

Un autre thème a commencé à être fréquemment abordé au sein des médias : les enfants nés dans les familles multiculturelles. Une vingtaine d'années après l'arrivée des épouses étrangères, la discussion à l'égard de la deuxième génération est entrée dans la sphère publique. L'attention est restée principalement sur l'éducation spécifique, la performance académique et les ressources nécessaires à attribuer aux enfants de mère migrante, avec l'hypothèse qu'ils seraient moins performants, puisque leurs parents ne seraient pas en mesure de les éduquer correctement. Un nouveau terme a été introduit par un magazine renommé de Taïwan — le n° 271 du « *CommonWealth Magazine* », du 1<sup>er</sup> mars 2003 — pour désigner cette seconde génération : « les nouveaux enfants de Taïwan<sup>228</sup> ». Le terme s'est répandu rapidement et a provoqué une intense discussion au sein du gouvernement et du grand public. Le battage médiatique autour des « nouveaux enfants de Taïwan » s'est focalisé sur le trope de la qualité dégradée de la deuxième génération à cause des épouses étrangères. Cela a incité l'État à mettre en place des initiatives pour l'éducation des enfants issus des familles « multiculturelles », mais aussi pour celle des mères immigrées. À partir de 2003, compte tenu de la visibilité accrue des enfants issus des familles multiculturelles, le mode de représentation de la deuxième génération par les médias a commencé à faire l'objet d'études dans le milieu académique. Par exemple, Chang Ming-Hua (2005) a effectué un travail d'analyse du contenu des couvertures journalistiques concernant les « nouveaux enfants de Taïwan » de deux des principaux quotidiens entre 1994 et 2004. Ses recherches ont abouti aux constatations suivantes :

1. Le thème de la deuxième génération n'a été traité qu'à six reprises avant 2001, la discussion en la matière étant même totalement absente des médias avant 1999. 2003 s'avère l'année clef, dans la mesure où la visibilité médiatique des enfants des épouses étrangères a progressé de manière relativement rapide ;
20. Le cadrage médiatique le plus fréquemment choisi est celui de « la performance académique », qui représente 28% du total des informations traitées. Les autres cadrages abor-

---

<sup>228</sup> Cette appellation tire son origine dans l'autobiographie de l'ancien président Chen Shui-Bian, « L'enfant de Taïwan », publiée à la fin de l'année 1999, juste avant les élections présidentielles. L'expression « enfant de Taïwan » comporte une connotation contradictoire/antinomique à celle des enfants de Chine, soulignant les racines de l'héritage taïwanais. Le terme « nouveaux enfants de Taïwan » renvoie donc à la génération née des nouveaux habitants taïwanais. Il est moins utilisé de nos jours et est généralement remplacé par des termes plus neutres, tels que « nouvelle deuxième génération » ou « deuxième génération des nouveaux immigrés ».

dés sont ensuite « la différence d'identité » (18%), « l'épanouissement du corps et de l'esprit » (15,5%) et « la protection sociale » (14,9%) ;

21. L'ordre de priorité des cadrages traités a connu quelques légères modifications au fil du temps. En 2002, le sujet de la « différence d'identité » apparaissait le plus souvent, alors que le sujet de la « performance académique » semblait secondaire. Pourtant, on observe une accélération en 2003. À partir de cette date, il y a effectivement eu une croissance forte du cadrage sur la « performance académique » et une atténuation progressive du sujet de la « différence d'identité » ;

22. Par le biais de l'analyse quantitative des contenus, les discours des médias les plus fréquents au sujet de la deuxième génération des épouses étrangères recouvrent les thèmes suivants :

- A. Performance académique : le retard dans leurs études ;
- B. Différence identitaire : l'ethnicité ambiguë et la marginalité sociale ;
- C. Condition du corps et de l'esprit : un retard développemental ;
- D. Protection sociale : le besoin de sécurité sociale ;
- E. Milieu familial : la misère et la pauvreté ;
- F. Problèmes sociaux : une source potentielle de problèmes :
  - Dégradation de la qualité de la population (en termes de santé et d'éducation)
  - Mise en péril de l'ordre public
  - Intensification des conflits ethniques ;
- G. Adaptation au quotidien : une orientation pour l'assimilation des politiques publiques ;
- H. Opportunités de s'exprimer limitées.

En examinant les couvertures sur le thème de la deuxième génération, nous observons une répétition et une continuation du discours stigmatisant les mères et les épouses étrangères. Autrement dit, les stéréotypes fabriqués par les médias sur les femmes migrantes — pauvres, sans éducation, fauteuses de troubles — s'incarnent dans les conduites politiques basées sur la discrimination ethnique et l'attitude assimilationniste face aux nouveaux immigrés.

### ***Les travailleurs migrants***

Comparativement, les travailleurs migrants ont moins souvent fait l'objet de l'attention des médias ou des études académiques. La proportion de la couverture médiatique les concernant a connu une croissance faible et non linéaire. Hsieh Min-Fang a réalisé une enquête sur la représentation des travailleurs sud-est asiatiques dans trois des principaux quotidiens taïwanais durant les années 1987-2003 (soit une période de 17 ans)<sup>229</sup>. Cette enquête permet de mesurer de manière qualitative des récits rapportés par les médias à ce sujet. L'objectif de cette enquête consistait premièrement à analyser ce que les médias disaient à propos des travailleurs migrants et comment ils avaient formulé leurs récits. Deuxièmement, l'auteur cherchait à comparer les différences d'attitudes et d'images décrites entre ces trois quotidiens. Le troisième but de son travail a consisté à examiner la relation entre la politique des travailleurs migrants et la représentation de cette population dans la presse. Notre propre travail de recherche se propose de choisir et de résumer certains extraits qui nous paraissent les plus significatifs parmi toutes ces observations.

En premier lieu, le manque de visibilité des travailleurs migrants dans l'espace public paraît évident. Pendant les dix-sept années constituant l'objet de cette étude, le nombre d'articles concernés à ce sujet s'élève à seulement 1251 dans les journaux, soit en moyenne deux articles sur des travailleurs migrants par quotidien par mois. Ces faibles chiffres illustrent la marginalité des ouvriers migrants au sein de la presse. En second lieu, son travail conclut que la source d'information concernant les travailleurs migrants émanait principalement du gouvernement (54,7%). En d'autres termes, les médias majeurs se contentaient de citer les perspectives et les statistiques officielles. Les autres sources d'information proviennent de représentants du capital (8,0%), d'articles de recherche (7,1%), de groupes de pression (5,6%), du gouvernement des pays d'origine (4,5%), des agences de main-d'œuvre (4,1%), des travailleurs migrants (3,2%), d'experts (2,8%) et des syndicats des travailleurs (2,4%). Le fait que la combinaison du gouvernement taïwanais et des différents gouvernements des pays d'origine représentaient

---

<sup>229</sup> HSIEH, Min-Fang (2004), *A Trend Study of Newspaper Images of Foreign Labors*, Mémoire, Department of Mass Communication, Tamkang University.

presque 60% des sources d'information révèle l'importance des sources officielles en matière de production d'informations au sujet des travailleurs migrants<sup>230</sup>.

Ensuite, il ressort de l'analyse des contenus que l'administration et la gestion des travailleurs migrants figuraient en première place parmi les sujets les plus abordés, soit 18,1% du total. La prise de décision et l'évaluation des politiques des travailleurs migrants (15,0%) occupent la seconde place et sont suivies par la diplomatie politique liée aux travailleurs migrants (10,1%) et les examens des politiques (9,0%). Ceci dit, les médias ont eu tendance à traiter le phénomène des travailleurs migrants comme un enjeu politique, au lieu d'un enjeu strictement économique. À part les sujets politiques, la discussion tournait également autour des sujets sociaux, notamment la gestion sanitaire des travailleurs migrants (4,2%), les crimes et leurs sanctions (3,6%) et les travailleurs migrants illégaux et ceux en fuite (1,0%). Passifs, les travailleurs migrants demeuraient principalement des objets silencieux subissant les conséquences politiques. Leur subjectivité ainsi que leur parole étaient absentes dans le processus de production médiatique.

Enfin et surtout, Hsieh Min-Fang a catégorisé dix thèmes recouvrant trois dimensions de significations sur les images attribuées aux travailleurs migrants. Parmi les images des travailleurs migrants les plus représentées, l'image « Très nuisibles » et « Nuisibles » (160 fois, soit 20% de tous les 797 reportages analysés) a pris la première place, loin devant les autres. Les descriptions « Très bien traités » et « Bien traités » (109 fois, soit 13,7%) occupent la seconde place et sont suivis de près par « Très illégal » et « Illégal » (101 fois, soit 12,7%). Le qualificatif « Très mal traité » ou « Mal traité » se range en quatrième place (53 fois, soit 6,6%), alors que celui de « Très dangereux » et « Dangereux » se classe au cinquième rang (50 fois, soit 6,2%)<sup>231</sup>.

L'étape suivante consiste en une analyse croisée et transversale des différentes périodes des politiques et des images construites. En ce qui concerne les politiques à l'égard des travailleurs

---

<sup>230</sup> Ibid., pp. 203-204.

<sup>231</sup> Ibid, pp. 227-228.

migrants, les chercheurs ont distingué cinq périodes historiques en fonction du niveau d'ouverture : le recrutement par projet (1987-1990), la déréglementation du marché (1991-1992), la croissance stable du recrutement (1993-1996), le durcissement de la politique (1997-1999) et la politique modérée avec peu de restrictions (2000-2003). En bref, l'évolution politique selon la réglementation se résume de la manière suivante : ouverture ; déréglementation ; stabilisation ; resserrement ; réouverture avec contraintes. Selon l'auteur, plus les articles étaient récents, plus les travailleurs migrants étaient qualifiés d'« harmonieux », de « bien adaptés » et de « bien traités ». D'un autre côté, paradoxalement, dans les journaux les plus récents, leur représentation renvoie de plus en plus à celle d'individus « paresseux » et « dangereux ». L'analyse montre que l'image des travailleurs migrants est passée au fil du temps de celle de « rebelles » à celle de « soumis ». À cet égard, les représentations décrites et véhiculées par les médias révèlent une tentative de créer une impression d'insertion harmonieuse des travailleurs migrants dans le système dominant d'une part, d'insécurité sociale qu'ils pourraient provoquer d'autre part.

Une autre enquête s'est fixé comme objectif d'analyser les cadres médiatiques à l'égard de la population des travailleurs migrants. Elle s'est également penchée sur les principaux quotidiens taïwanais au cours de l'année 2001 et est parvenue à une conclusion similaire. Menée conjointement par Chang Shun-Chun et Chang Ming-Hua<sup>232</sup>, cette autre étude a adopté une approche à la fois qualitative et quantitative. Son travail a consisté non seulement en une analyse statistique des contenus, mais aussi des entretiens avec quatre journalistes pour appréhender leurs pratiques journalistiques, ainsi que leur positionnement. Selon leur travail, les thèmes les plus fréquents concernent les politiques des travailleurs migrants (52,1%), suivis par les faits divers (19,5%) et les discours relatifs aux problèmes sociaux (10,5%). Concernant le traitement de cette question, 43,3% des couvertures journalistiques ont adopté un positionnement défavorable vis-à-vis de cette population, 42,8% sont restés neutres ou indéfinissables et seulement 13,4% ont adopté une perspective positive à l'égard des travailleurs migrants. Par le

---

<sup>232</sup> CHANG, Shun-Chun et CHANG, Ming-Hua (2002), « Étude sur la construction de l'image médiatique des ouvriers étrangers, selon la perspective de la théorie du cadre » (Tdl.), *Collection du Colloque annuel de la Chinese Communication Society*, Department of Communication, National Chung Cheng University.



biais de son analyse discursive, l'étude montre que les six images les plus représentées dans la presse sont : a) l'existence de relations conflictuelles employeurs-salariés (20,7%) ; b) le fait que les travailleurs migrants sont nuisibles aux ouvriers ou au public taïwanais (15,3%) ; c) leurs difficultés à s'entendre avec les ouvriers locaux (10,4%) ; d) leurs difficultés à s'entendre avec les riverains (5,8%) ; e) leur désobéissance aux lois (4,6%) ; f) leur comportement dangereux (3,9%). De toute évidence, dans ces cadres médiatiques, la communauté des travailleurs étrangers fait figure d'*outsiders*, voire d'éléments responsables de l'instabilité sociale, que ce soit le chômage des ouvriers locaux, les litiges liés au travail, une menace pour la cohésion sociale ou des problèmes d'ordre public.

Afin d'appréhender la constitution des cadres médiatiques, les entretiens apportent un certain nombre de compléments sur certains aspects des pratiques et perspectives journalistiques à propos de la couverture médiatique relative aux travailleurs migrants. Les quatre journalistes qui ont été interrogés ont tous souligné les deux principes influençant leur travail. Premièrement, il s'agit du principe de « l'impératif des ouvriers locaux », c'est-à-dire de mettre en avant la situation et les épreuves des travailleurs taïwanais. À l'ère de la crise économique et de la diminution des ressources, les travailleurs migrants ont été perçus comme des « voleurs de travail » par les journalistes taïwanais, du fait de la sympathie pour leurs « compatriotes ». Le second principe partagé par des journalistes de différents terrains est celui des préférences au sein de la direction de l'organisation. Les journalistes interrogés ont confirmé le fait que l'influence de leur direction sur leur prise de position lors de la rédaction était inévitable. L'idée de ne pas se mettre en travers des intérêts de la classe capitaliste a été intériorisée dans la structure de l'édition et s'est reflétée dans le cadrage médiatique. En outre, les quatre journalistes ont tous avoué que, au vu des difficultés linguistiques, un échange ou une conversation directe avec les travailleurs migrants étaient extrêmement rares. Même s'ils avaient souhaité prendre en considération la parole des travailleurs, ils n'avaient guère d'autre choix que de faire appel aux employeurs ou aux agences de recrutement pour la traduction. Par ailleurs, compte tenu des délais courts dont les journalistes disposent avant l'impression, ils ont tendance à recueillir les informations les plus aisément accessibles. Or, dans la plupart des cas, il s'agit de communiqués de presse émanant du gouvernement ou d'institutions publiques. Dans cette

optique, les nouvelles concernant les travailleurs migrants à cette époque étaient caractérisées par une absence d'informations provenant des travailleurs migrants eux-mêmes.

Pour ce qui est de la marginalité et de l'invisibilité des communautés migrantes durant la présidence de Lee Teng-Hui, c'est-à-dire avant l'année 2000, leur visibilité au sein des médias s'est largement accrue. Une des raisons est liée au durcissement de la réglementation migratoire, qui a entraîné une discussion institutionnelle dans l'espace public sur l'existence des immigrés et sur les répercussions que leur présence pouvait avoir sur la société. Malgré une visibilité renforcée, la prise de parole des immigrés demeurait quasiment inexistante. N'ayant que peu accès à la structure médiatique, la population issue de l'immigration est restée relativement silencieuse au sein des médias grand public. Cette situation de « visible mais silencieux » était encore plus évidente avant 2005, année où a été créé le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères et où la société civile a lancé diverses initiatives afin de lutter contre la pénurie à la fois d'accès aux médias et de participation médiatique des immigrés.

En tant que dispositifs discursifs reflétant l'idéologie et l'attitude du gouvernement, les médias généralistes contribuent à la diffusion de la représentation des immigrés, non seulement comme étant un « problème social », mais comme étant une « menace sécuritaire et identitaire ». Le travail de Chen Chih-Jou et Yu Te-Lin<sup>233</sup> s'attache à la fois à la relation entre la politique et l'opinion publique et à son impact sur les discours médiatiques. Ces auteurs illustrent comment les étiquettes et les stéréotypes attachés aux immigrées matrimoniales ont été façonnés par la mobilisation politique, le positionnement ethnique et l'identité nationale. Cette dernière perspective a été complétée par le travail de Hsieh Min-Fang, marqué par une volonté de cerner l'évolution des représentations des travailleurs migrants et les liens existants entre différents contextes politiques de recrutement et les cadres narratifs des médias. Au fil du temps, l'image des travailleurs migrants diffusée par la presse est devenue de plus en plus celle d'une population « dangereuse » et « nuisible ». L'intention gouvernementale de les contrôler et de les forcer à s'insérer dans la société s'est traduite, d'autre part, dans les médias *mainstream* par une

---

<sup>233</sup> CHEN, Chih-Jou et YU, Te-lin (2005), « Public Attitudes toward Taiwan's Immigration Policies », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 10, pp. 95-148.

narration selon laquelle ils auraient été « bien traités », « bien adaptés » et « en harmonie », même si ces dernières images contredisent la réalité non médiatique.

Largement placée sous l'influence politique et l'idéologie de l'État, la représentation de la population immigrée dans les médias durant la présidence de Chen Shui-Bian était caractérisée par un processus de reproduction de la stigmatisation et des stéréotypes imposés par des élites politiques. Comme le constatent Chen Chih-Jou et Yu Te-Lin, les médias, orientés vers la vente et le marketing, ont tendance à adopter une stratégie de stigmatisation des femmes migrantes. En raison d'une recherche de sensationnel, l'image des femmes étrangères a souvent été stéréotypée et stigmatisée<sup>234</sup>. Si la représentation médiatique des immigrants avant l'année 2000 est caractérisée par une forme de marginalité, une essentialisation et une problématisation, la population étudiée a dû faire face entre 2000 et 2008 à la stigmatisation, à la négation et à la politisation. Il s'agit d'une période pendant laquelle le nationalisme taïwanais était à la hausse et où la notion d'État-nation empêchait la mise en œuvre d'un véritable multiculturalisme, promis pourtant dans de nombreux documents officiels : la Constitution, la Déclaration du mouvement de citoyenneté culturelle, la Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale et le Congrès pour le développement de l'ethnie et de la culture.

Revenons sur les trois types de représentation des ethnies minoritaires dans la sphère publique envisagés par Beata Klimkiewicz : *essentialism*, *negativism* et *exoticism*. La représentation médiatique et le cadre narratif à l'égard de la minorité migrante de cette période se trouvent affublés d'attributs négatifs. Au lieu d'être entièrement exclus des médias, les immigrants apparaissent à des moments de crise, notamment à l'occasion de faits divers, d'événements sociaux, de conflits employeurs-salariés et de grèves. Cependant, lors de ces apparitions, leur voix a souvent été limitée, filtrée ou mal interprétée par les structures médiatiques, dans une légitimation hiérarchique qui est le produit d'un système de valeur dominante. En effet, un mécanisme médiatique produisant un négativisme explicite ou implicite sur la mise en récit des enjeux liés à l'immigration a été établi au cours de la présidence de Chen Shui-Bian. Sa constitution résultait en partie du conflit institutionnel entre multiculturalisme et nationalisme — l'application de dis-

---

<sup>234</sup> Ibid., p. 98.

positifs ayant pour but d'encourager la participation sociale des immigrés contre la réglementation mettant en cause leurs valeurs culturelles, voire leur existence. Néanmoins, il convient de noter que le contrôle hégémonique du gouvernement sur le paysage médiatique allait bientôt être ébranlé par un ensemble hétéroclite d'initiatives provenant de la société civile. Dans ces conditions, nous expliquerons de manière plus approfondie ultérieurement pourquoi et comment les efforts à la fois séparés et collaboratifs de la société civile ont contribué, à partir de 2005, à l'amélioration des relations tout autant entre les médias et l'immigration qu'entre la politique et l'immigration. Ce processus a revêtu trois dimensions : la représentation médiatique, l'accès aux médias et la participation au sein des médias.

En somme, la structure dominante se trouve en mesure de mettre la population migrante au bas de la société, où elle s'avère plus facile à contrôler et à surveiller à travers la reproduction de la hiérarchie par les médias. Selon Tsai Wen-Yu, ceci résulte d'une « pâle imitation basée à la fois sur l'arrogance et l'infériorité en tant que pays antérieurement colonisé »<sup>235</sup>. Incapables d'introspection, les autorités de Taïwan ont reproduit le mode hégémonique répressif imposé par les colonisateurs historiques à l'égard des minorités ethniques sur le territoire. À l'appui des hypothèses portées par Kymlicka et He (2006) et expliquées antérieurement, d'un côté, ce phénomène résulte de l'héritage des hiérarchies précoloniales, c'est-à-dire de la distinction confucianiste traditionnelle de *Hua-Yi* (ethnie Han au centre - ethnies périphériques). En raison d'une telle supériorité morale, les Taïwanais, tant les élites politiques que le grand public, ont tendance à traiter les immigrés comme des barbares sales, non civilisés et non éduqués, pour lesquels des réglementations discriminatoires sont nécessaires. De l'autre côté, cette « reproduction de la structure dominante » est en partie due à l'instabilité du corps politique et au cercle vicieux du conflit partisan à Taïwan. En faisant écho à ce qu'avancent Kymlicka et He, l'ordonnancement des enjeux (*sequencing issues*) — c'est-à-dire l'ordonnancement de la poursuite des droits minoritaires et de l'installation d'un système politique démocratique sain — pourrait influencer l'efficacité institutionnelle et la justice distributive visées par la politique multiculturelle dans un État donné. Le fait que les ethnies autochtones, les Taïwanais et les

---

<sup>235</sup> TSAI, Wen-Yu, « Analyse et réflexion sur le phénomène des mariées étrangères » (Tdl.), op. cit., p. 214.

Hakkas d'abord, ainsi que les immigrants plus récemment, soient stigmatisés et essentialisés par la société dominante à travers l'utilisation des stratégies de représentation médiatique démontre les barrières structurelles existant à Taïwan à l'encontre des progrès vers une véritable politique du multiculturalisme.

## ***Chapitre 7 : « Equity Multiculturalism » : entamer un ajustement structurel***

### **7.1. Développement du droit à la communication pour les minorités**

Parmi les conséquences négatives de la politique privilégiant le mandarin pendant les années 1960-70, il est à noter que les minorités ethniques — les Hakkas et les autochtones — ont connu un déclin progressif de leur langue maternelle et ont, même, risqué de perdre totalement leur identité culturelle. Comme nous l’avons expliqué dans la première partie, la loi martiale, entrée en vigueur en 1949, a interdit toute forme d’expression libre, comme les publications, les rassemblements, les manifestations, sans parler de la production médiatique. Suite à la levée de la loi martiale en 1987, pour mener à bien le processus de démocratisation, le gouvernement a libéré de manière rapide les chaînes de télévision et les fréquences de radiodiffusion. L’année suivante, en 1988, les interdictions pesant sur la presse ont été levées et les citoyens ont également pu s’engager dans la production de contenu à diffuser dans la sphère publique. À partir de la fin des années 1980, des radios clandestines, qui étaient largement suivies au sein de la communauté taïwanaise (hokkien) et avaient joué le rôle de plateformes réunissant les militants sociaux, ont connu une augmentation en termes de nombre et de capacité de mobilisation des alliés indépendantistes. L’État a d’abord dérégulé les publications de la presse écrite en 1988 ; cependant, la dérégulation relative à l’attribution des licences de radio n’est survenue qu’à partir de 1993. À la même époque, comme mentionné dans le chapitre 1, les minorités ethniques ont commencé à revendiquer de manière plus agressive l’accès aux fréquences radio. Afin de satisfaire à cette revendication, l’État a révisé les principes de délibération pour l’attribution des licences de radio et de télévision, en ajoutant en 2003 dans le *Radio and Television Act*, existant depuis 1976, la condition de « respecter les besoins des communautés ethniques ». Néanmoins, ce principe délibératoire n’avait aucune obligation légale et les droits de communication pour les communautés minoritaires n’étaient donc toujours pas assurés. C’est ainsi que pour la première station de radio destinée à la population aborigène de Lanyu<sup>236</sup>, approuvée en 1995, l’opé-

---

<sup>236</sup> Littéralement « île des orchidées », Lanyu est une île volcanique de 45 km<sup>2</sup> située au large de la côte orientale de Taïwan. Parmi les 4000 habitants de la commune de Lanyu, 2400 appartiennent à l’ethnie Da’o, la plus petite des populations autochtones de Taïwan.

ration s'est vite trouvée confrontée à de nombreuses difficultés en raison d'une pénurie en termes de budget, de personnel et de matériel face à la concurrence.

L'objectif de la dérégulation des médias était d'éradiquer l'appareil idéologique de l'État et de rendre les moyens de communication au grand public. Néanmoins, compte tenu de la commercialisation et de la privatisation rapides à partir des années 1990, les chaînes câblées et satellites, les systèmes de radio sans fil et les opérateurs de télévision se sont multipliés sous une autre impulsion : la domination capitaliste. Sans planification intégrale, établissement de comités, ni reconstruction structurelle, l'ouverture du marché du *broadcast* a entraîné la mainmise des groupes commerciaux au détriment à la fois de l'intérêt public et d'un environnement médiatique sain (Chen Mei-Hua, 1995 ; Feng Chien-San, 1995 ; He Yi-Mou, 1996 ; Hung Chen-Ling, 1996). De ce fait, les médias de masse, profitant de leurs avantages en matière de personnel et de capitaux, se sont accaparés l'ensemble des ressources. Les communautés minoritaires, face à un manque de ressources et d'intervention étatique, n'ont eu d'autre choix que de se voir exclues du système de diffusion radio-télévision.

Depuis les années 1990, des activistes et certains universitaires taïwanais, tels que ceux cités ci-dessus, argumentent que ce monopole a entraîné l'échec d'une meilleure représentativité des ethnies minoritaires par les simples mécanismes du marché ; au contraire, la représentation des ethnies minoritaires dans les médias s'est trouvée sacrifiée dans un contexte de concurrence acharnée. Ce faisant, la revendication d'une politique promouvant une diversité dans les médias a commencé à prendre forme. En s'appuyant sur le concept du multiculturalisme, ces universitaires ont plaidé auprès du gouvernement pour que ce dernier élabore une politique communicationnelle garantissant mieux les valeurs de la liberté d'expression et un accès équitable pour toutes les communautés ethniques (Chen Shih-Min, 1992 ; Cheng Jei-Cheng, 1993 ; Chang Chin-Hwa, 1997 ; Shyu Huo-Yan, 1998 ; Liu Yu-Li, 1998 ; Chen Yi-Hsiang, 1999 ; Kwan Shang-Ren, 2002). Dans cette optique, ces chercheurs préconisent l'élaboration d'une politique polyethnique destinée à donner lieu à un système plus conforme à la protection des droits de communication des communautés minoritaires. Autrement dit, ces défenseurs du droit à la

communication des minorités ethniques ont recours à la théorie du multiculturalisme pour résoudre les enjeux de l'accès à l'information et de la représentation équitable dans la sphère publique. À leurs yeux, le manque d'accès aux moyens de diffusion dont souffrent les minorités ethniques, notamment la communauté hakka, ne pourrait simplement se limiter à un problème hakka, mais constitue aussi un enjeu essentiel de la politique de communication dans une société qui se veut démocratisée. En mettant l'accent sur les droits différenciés de Kymlicka, ces universitaires taiwanais affirment que la situation actuelle ne facilite pas la participation des minorités aux actes de communication. L'accaparement des ressources médiatiques par la communauté majoritaire a entraîné sa domination et renforcé sa supériorité aux niveaux culturel, économique et politique. Dans le but d'appuyer les droits spécifiques des différents groupes sociaux, ils préconisent un accès et une participation efficace et équitable des groupes minoritaires dans les médias, de manière à pouvoir non seulement résister à la domination économique et politique, mais aussi à préserver leur subjectivité et leur identité culturelle (Chang Chin-Hwa, 1997 ; Chen Yi-Hsiang, 1999).

Sur base de la perspective multiculturaliste, Chang Chin-Hwa essaie de redéfinir la fonction de communication dans une société multi-ethnique. En premier lieu, elle suppose de « surveiller l'environnement », y compris contre les discriminations et diverses menaces auxquelles doivent faire face les minorités. En second lieu, elle implique de « présenter » les cultures minoritaires auprès de l'audience et de l'y « sensibiliser », avec pour but d'améliorer la compréhension mutuelle et le respect inter-ethnique. La fonction de « transmission culturelle », quant à elle, renforce la responsabilité des médias d'approvisionner une sphère publique où les groupes minoritaires trouvent la possibilité d'exprimer leurs opinions et leurs valeurs. De ce fait, la représentation et la reproduction de leurs cultures s'en trouvent améliorées. Les programmes qui tiennent du « divertissement » doivent éviter de proposer des images stéréotypées autour des minorités comme objet récréatif ; il faut également prendre en compte, dans la production d'un contenu médiatique, des besoins des minorités de recevoir du divertissement. Chang Chin-Hwa argumente que, lorsque les minorités ethniques sont globalement marginalisées au niveau économique, l'idéal du multiculturalisme ne peut se réaliser si le gouvernement omet de protéger leurs cultures et leurs droits à travers des politiques. Le multiculturalisme mis en avant, le pro-



fesseur Chang montre la nécessité d'étudier attentivement les objectifs sous-tendant les politiques de communication, les systèmes et les structures organisationnelles des médias, ainsi que les contenus diffusés (Chang, 1997 : 14).

### **7.1.1. Création des chaînes de télévision consacrées aux ethnies minoritaires**

#### ***La Hakka TV***

En mai 1988, le Bureau de l'Information, mentionné au chapitre 1, a commencé à planifier la création d'une télévision publique où les émissions bilingues devaient être diffusées en mandarin et en taïwanais. Se sentant particulièrement exclue, la communauté hakka a fondé, en novembre de la même année, l'Association pour les droits des Hakkas. Cette association s'est vite mobilisée et a organisé, le 28 décembre 1988, avec le *Hakka Affair Monthly*, une importante manifestation, qui s'est révélée décisive : le mouvement « Restituer notre langue maternelle » (*The Movement Of Give Back My Mother Tongue*). Leurs revendications concernaient la production d'émissions en langue hakka, une révision de l'article 20 de la Loi sur les Radios et les Télévisions sur le point de l'interdiction des dialectes, afin de le convertir en une clause de protection des dialectes, et, enfin, l'élaboration d'une politique ouverte à l'égard des langues autorisées pour les médias. Les stations de radio légales à l'attention de la communauté hakka sont apparues après la dérégulation des fréquences de radio, en 1993. Adressées à un groupe représentant seulement 12% de la population totale, selon un recensement de la population dans les années 1990, les radios hakkas ont rencontré de grandes difficultés à survivre face à la concurrence des émissions en mandarin largement dominantes.

Une enquête portant sur les communautés ethniques réalisée en 1999 par l'*Academia Sinica*<sup>237</sup> a démontré que, plutôt qu'opprimée par les inégalités éco-politiques ou la domination de classe, la communauté hakka semblait davantage souffrir d'un sentiment d'exclusion et du

---

<sup>237</sup> L'académie nationale de Taïwan.

risque de perdre ses spécificités culturelles<sup>238</sup>. Le sociologue Hsiao Hsin-Huang, lui-même hakka, a exprimé leur inquiétude :

Peu importe le pouvoir politique qu'elle parvient à obtenir, la communauté hakka se sent marginalisée, parce que cette ethnie n'a jamais été comprise par les autres communautés. La souffrance ne provient pas tant de la discrimination, mais de l'incompréhension. Par conséquent, le mouvement hakka désire aider à rendre la culture et la langue hakkas mieux comprises.<sup>239</sup>

Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2000, Chen Shui-Bian, alors maire de Taipei, a fait publier un « Livre Blanc de la politique hakka », expliquant que la culture et l'identité des Hakkas étaient en péril. Selon ce Livre Blanc, la communauté hakka est apparue comme une des grandes absentes de l'ère de la communication. L'absence involontaire de sa culture y est décrite comme résultant de la politique assimilationniste ayant eu cours dans les années 1960 et 1970, celle-ci ayant contribué au retrait de la communauté hakka du système de communication actuel. La communauté hakka a compté sur l'engagement du gouvernement de Chen Shui-Bian afin de remédier à son isolement et à sa disparition de la sphère publique. En réponse à ces attentes, durant sa campagne électorale, Chen a promis la mise en place de huit politiques après son élection, de manière à revitaliser la culture et la langue hakkas. Ces dispositifs comprenaient l'institution d'un Conseil des Affaires pour les Hakkas, placé sous la tutelle du Yuan Exécutif, et l'établissement de canaux diffusés exclusivement en langue hakka, y compris une chaîne de télévision câblée et un réseau national de radio.

Le président Chen a tenu sa promesse électorale en établissant en 2002 le Conseil des Affaires pour les Hakkas, chargé de l'institutionnalisation d'une station de télévision dédiée à cette communauté. Conformément à son discours sur le multiculturalisme et aux promesses faites auprès de la collectivité hakka, le président Chen a annoncé le lancement en juillet 2003 d'une chaîne télévisée par câble et par satellite au service de l'ethnie, de la culture et de la langue hakkas : la *Hakka Television Station* (Hakka TV). Lors de sa création, la Hakka TV a présenté

---

<sup>238</sup> Dirigée par Wang Fu-Chang, « Basic Social Survey of Taiwan Ethnic Relations », Rapport du projet de recherche de l'*Academia Sinica*, Yuan Exécutif, 1999.

<sup>239</sup> HSIAO, Hsin-Huang (2005), « Toward a New Paradigm of Ethnic Communication in Cultural Diversity », *Chinese Journal of Communication Research*, n° 7, pp. 3-8.

ses objectifs sur son site internet<sup>240</sup> : « Parmi une centaine de chaînes télévisées à Taïwan, l'ethnie hakka dispose enfin de son propre canal de communication : une chaîne télévisée qui prête attention à la culture et aux personnes hakkas, avec une vision panoramique et un service 24 heures sur 24. » Selon le Livre Blanc sur la politique hakka<sup>241</sup>, le processus de mise en marche de cette chaîne pourrait être divisé en trois phases. La première portait sur les trois premières années : elle prévoyait que toutes les dépenses de l'opération seraient assurées par le gouvernement. L'objectif de la deuxième phase, qui devait s'étendre sur cinq ans, était de privatiser la station de télévision, avec une subvention à hauteur d'au moins 50% des coûts d'exploitation annuels. Quant à la troisième phase, elle stipulait que la télévision était appelée à fonctionner de manière complètement autonome et que l'État n'aurait qu'à collaborer et coproduire certains projets et programmes. Sans subvention budgétaire, la Hakka TV devait assumer ses responsabilités financières.

Néanmoins, selon le Livre Blanc sur la politique pour les Hakkas et le Plan du développement de la langue hakka sur six ans mené par le Conseil des Affaires pour les Hakkas en 2002<sup>242</sup>, le gouvernement a assigné la tâche de l'établissement de la Hakka TV aux différentes chaînes privées, à travers un appel d'offres sur une base annuelle, afin de pouvoir achever le projet le plus vite possible. De ce fait, la création de la Hakka TV, dirigée par une logique commerciale, n'a pas pu répondre au problème lié au déséquilibre du marché et n'a réfléchi aux enjeux d'un média ethnique qu'en termes de budget et de matériel technique. La Hakka TV était appelée à devoir fonctionner de manière autonome et à se passer des subventions étatiques huit ans après sa fondation, comme une chaîne privée. Son modèle opératoire a été vivement critiqué : étant donné que la Hakka TV ne disposait pas elle-même d'une équipe et de matériel de production, le gouvernement a dû lancer chaque année un appel d'offres afin de mandater une autre chaîne de télévision pour réaliser ses programmes. Cela signifiait non seulement qu'ils faisaient appel à des équipes de production externes, qui connaissaient mal la culture hakka, mais aussi

---

<sup>240</sup> Hakka TV : <http://www.hakkatv.org.tw/principle>

<sup>241</sup> CHEN, Shuei-Bian (2000), White Paper on Hakka Policy by Shuei-Bien Chen, *Hakka Monthly*, 117, pp. 23-25.

<sup>242</sup> Gazette du Yuan Législatif, 2002, N° 91(51), pp. 8-9.

qu'il devenait difficile de transmettre une expérience et un savoir-faire propre pour que la Hakka TV puisse former sa propre équipe de production. En d'autres termes, le modèle de fonctionnement conçu à sa création a été critiqué comme servant d'outil à la campagne électorale, ainsi que comme ne tenant pas compte du long terme. Malgré cela, elle remplit certaines de ses fonctions, notamment à la transmission de la culture de Hakka.

En 2004, le Conseil des Affaires pour les Hakkas a envoyé un chercheur, Wu Ke-Nung, au Canada afin d'étudier la manière dont les médias publics canadiens, notamment la chaîne pour les autochtones canadiens et celle pour la communauté chinoise, fonctionnent avec le multiculturalisme comme ligne directrice de leur stratégie de production. Le rapport de recherche qu'il a réalisé et publié l'année suivante discute des relations entre le multiculturalisme et la communication, entre les politiques des médias et celle du multiculturalisme, ainsi que le processus d'élaboration des politiques et des institutions en la matière au Canada. Wu Ke-Nung propose dans son rapport que les médias assument une plus grande responsabilité publique sur les représentations multiculturelles et que le gouvernement institue une réglementation améliorant l'accessibilité des médias et des ressources culturelles aux minorités ethniques<sup>243</sup>.

Une étude de Huang Wei-Wei et Lee Jia-Ling<sup>244</sup>, publiée en 2005 à l'occasion de la conférence de la *Chinese Communication Society*, porte sur la grille des programmes de la Hakka TV. Parmi les 1176 heures échantillonnées de juillet 2003 à janvier 2005, les feuilletons télévisés en langue hakka représentent le principal contenu diffusé (21,25%) ; les actualités occupent la seconde place (15,50%), les émissions présentant des entretiens avec des personnalités publiques de la communauté hakka la troisième (8,88%) ; les programmes éducatifs pour les enfants arrivent au quatrième rang (8,06%), alors que les programmes présentant les paysages et la culture hakkas, tant pour la communauté que pour l'audience publique, occupent la cinquième place

---

<sup>243</sup> WU, Ke-Nung (2005), *Les politique du Broadcasting canadien dans le cadre du multiculturalisme* (Tdl.), Conseil des Affaires pour les Hakkas. <https://report.nat.gov.tw/ReportFront/ReportDetail/detail?sysId=C09401395> (MAJ le 20/04/2005 ; consulté le 09/01/2018)

<sup>244</sup> HUANG, Wei-Wei et LEE, Jia-Ling, *Exploring the cultural marketing model of Hakka TV Station*, présenté à la conférence de 2005 de la *Chinese Communication Society*.

(6,76%). Sous-titrés en chinois, les programmes de la Hakka TV s'efforcent de satisfaire en premier lieu le besoin de divertissement de la communauté ethnique. Ensuite, les actualités diffusées dans leur langue maternelle et en harmonie avec leur perspective sont censées répondre à leurs attentes quant à l'accès à l'information. Les programmes concernant l'apprentissage de la langue maternelle remplissent la fonction primordiale des médias des minorités ethniques. 3,42% du contenu destiné à l'apprentissage de la langue réalisent cette mission de la Hakka TV : « transmettre la langue maternelle des Hakkas, revitaliser leur culture, faire respecter leur droit à la communication et promouvoir les échanges interethniques ».

### ***Taiwan Indigenous TV***

En 1975, le Bureau de l'Information a aidé la radio d'État Fu Hsing (littéralement « renaissance ») à établir huit stations locales dans les régions montagneuses où résidaient des communautés autochtones. Cependant, plutôt que de promouvoir l'accès à l'information des minorités ethniques, son but était de recouvrir des ondes radio en provenance de la Chine communiste en diffusion sur la même fréquence, de crainte que cette dernière puisse les utiliser pour sa propagande. En conséquence, le contenu proposé n'était pas adapté aux besoins des communautés ciblées. En 1984, face aux revendications des législateurs autochtones, le premier programme radio au service des communautés autochtones, « Les montagnes vertes », diffusé par la radio Fu Hsing, a vu le jour grâce aux aides financières du Bureau de l'Information, avant même la levée de la loi martiale en 1987. Outre la propagande en faveur du gouvernement du KMT, les segments du programme « Les montagnes vertes » comprenaient les informations relatives à la réglementation, l'emploi, l'éducation, le secteur agricole et de la pêche, la santé, ainsi que la diffusion d'événements les concernant. Paradoxalement, avec la levée de la loi martiale, la conjoncture est devenue moins favorable à ces radios. En effet, d'une part, en 1992 a été promulguée la politique d'ouverture et de privatisation des ondes radio ; d'autre part, le brouillage des ondes radio de la Chine communiste n'était plus nécessaire. Dans ces conditions, les stations locales de Fu Hsing établies dans les régions montagneuses au service des communautés autochtones ont été supprimées à partir de 1994. Le droit à l'information des autochtones a été le premier sacrifié dans le processus de privatisation.

Le sentiment des autochtones d'être défavorisés et exclus depuis l'arrivée du KMT a donné lieu à partir de 1984 à de nombreux mouvements sociaux dans le but de récupérer leurs droits sur les territoires d'origine. À la fin de 1984, l'Association pour les droits des peuples autochtones de Taïwan (Tdl.), la première organisation luttant pour les droits humains des communautés autochtones, a été fondée par Parangalan<sup>245</sup>. Le mouvement a atteint son paroxysme en 1988<sup>246</sup> avec la manifestation rassemblant le plus de monde dans la rue, résultat d'une alliance entre les autochtones et composée de plusieurs personnalités de premier plan, notamment Parangalan, Chen Chi-Nan<sup>247</sup> et Icyang Parod<sup>248</sup>. L'ampleur de la manifestation a attiré l'attention des médias et un certain nombre de questions concernant leur représentation et l'absence de leur voix dans les médias a commencé à faire surface (Yosi Takun, 1992 ; Yang Da-He, 1992 ; Wang Song-In, 1996). Une des revendications les plus fortes des mouvements politiques des autochtones consistait à réclamer à la fois un meilleur accès à l'information et une meilleure représentation et participation des autochtones au sein de la sphère publique, y compris dans les médias. De ce fait, le Comité de Préparation de la Télévision publique, créé en 1991, a organisé en 1994 un atelier pour 24 journalistes issus des populations autochtones et a par la suite recruté 11 d'entre eux.

Comme cela a été mentionné dans le premier chapitre, le Conseil des Peuples autochtones (*Council of Indigenous Peoples*) a été institué par le Yuan Exécutif en 1996. Sa création résultait de la vague de mouvements sociaux et des promesses politiques faites par le

---

<sup>245</sup> Son nom mandarin est Kimbo HU. C'est un musicien et chanteur aborigène originaire des tribus Paiwan et Puyuma. En 1977, il a pour la premièrement fois chanté publiquement la chanson « Formosa », qui a ensuite été interdite par le gouvernement du KMT pendant la loi martiale. Parangalan est généralement vu comme le père de la musique folk de Taïwan.

<sup>246</sup> La même année que le mouvement pour la langue maternelle des Hakkas.

<sup>247</sup> Chen Chi-Nan était à l'origine chercheur sur les cultures autochtones de Taïwan dans les années 1970. Il a mené le mouvement de développement des communautés en 1994 et le mouvement de la citoyenneté culturelle en 2004 au sein du Conseil des Affaires culturelles. Il est actuellement directeur du Musée national du Palais.

<sup>248</sup> Icyang Parod est un politicien aborigène de la tribu de Pangcah. Il a été le directeur de l'Association pour les droits des peuples autochtones de Taïwan, après Parangalan. Il est actuellement le directeur du Conseil des Peuples autochtones.

KMT à ses législateurs autochtones afin de conserver la majorité absolue au Yuan Législatif. En 1998, une Loi sur l'éducation pour les populations autochtones (*Education Act for Indigenous Peoples*) — la première loi contenant le terme « autochtone » — a été adoptée. L'article 26 de cette loi stipule que la télévision publique, les radios éducatives, les télévisions hertziennes, ainsi que les télévisions câblées devaient insérer des créneaux horaires consacrés aux peuples autochtones et que des chaînes spécifiques devaient être créées à cet égard. En 2002, la mise en valeur de la culture des ethnies autochtones par le président Chen Shui-Bian s'est traduite par la cérémonie de signature du *New Partnership Between Taiwan Government and Aborigines* adopté en 2000 — accord garantissant l'autonomie des peuples autochtones et la volonté étatique de protéger leurs droits et cultures. D'après le nouvel article 29, l'établissement d'une chaîne télévisée destinée exclusivement à la population autochtone semblait prévu :

The central competent indigenous peoples' affairs authority shall allocate specific funding and accept donations from individuals and corporate entities and establish an Indigenous Peoples' Culture Foundation to set up dedicated indigenous peoples' broadcasting channels and media enterprises engaging in culture-related broadcasting to pass on indigenous cultures and education [...].

En conséquence, le Conseil des Peuples autochtones a lancé en 2004 un Projet quinquennal sur le développement de la communication des ethnies autochtones, poursuivant les missions suivantes : a) promouvoir la possibilité de s'exprimer sur une chaîne de télévision ; b) encourager la possibilité de s'exprimer à la radio ; c) promouvoir la possibilité de s'exprimer dans la presse imprimée ; d) promouvoir la possibilité de s'exprimer sur Internet ; e) former des professionnels issus des communautés dans les médias ; f) compléter les réglementations sur la communication pour les peuples autochtones ; g) développer les infrastructures d'information et de communication. Au cours de la même année, après avoir été bloqué par le Yuan Législatif pendant deux ans, le budget pour établir une télévision destinée à la population autochtone a finalement été planifié. Le Conseil des Peuples autochtones a ensuite pu mandater la *Taiwan Television*, une chaîne terrestre et publique, pour aider à préparer le lancement de cette chaîne de télévision.

La loi régularisant toutes les affaires concernant les peuples autochtones — la Loi fondamentale des peuples autochtones (*The Indigenous Peoples Basic Law*) — a été mise en application en février 2005. L'article 12-1 de cette loi stipule ainsi :

The government shall protect indigenous peoples' rights and access to broadcast and media, establish indigenous peoples' cultural affairs foundation and formulate plans to establish indigenous-language broadcast media and institutions exclusively for indigenous peoples.

Par conséquent, dans le but de protéger leur vision du monde et de garantir l'autonomie dans l'exercice de leur culture, le Conseil des Peuples autochtones a soumis un projet de loi pour l'établissement de la Fondation pour la culture des peuples autochtones (*Indigenous People Cultural Foundation*, IPCF), qui devait recevoir la responsabilité de gérer sa chaîne télévisée. Ce projet de loi prescrivait que le comité de la fondation soit composé de représentants de tribus différentes et qu'il assure une opération régularisée, indépendante, autonome et à long-terme de la Fondation. Un mois plus tard, en juillet 2005, la Télévision Autochtone de Taiwan (*Taiwan Indigenous Television*, TITV), première chaîne de télévision consacrée exclusivement aux communautés autochtones en Asie, a ainsi vu le jour.

Cependant, après son lancement, si des programmes ont été constitués en très peu de temps, il lui manquait toujours une direction principale en mesure de répondre aux besoins et opinions des communautés ciblées. La TITV avait tendance à être instrumentalisée par le parti au pouvoir, transformée en outil de diffusion des messages et politiques du gouvernement. Par conséquent, elle a essuyé une pluie de critiques pour son manque d'impartialité. En novembre 2005, l'organisation taïwanaise *Media Watch* a tenu une conférence de presse durant laquelle elle a présenté un rapport d'observation au sujet de la performance de la TITV. En premier lieu, *Media Watch* a indiqué que la TITV avait échoué à mettre en relief les perspectives et les besoins des autochtones et a de ce fait perdu son identité propre de chaîne au service des communautés. Deuxièmement, un cas spécifique a été mentionné : selon le rapport, la chaîne de télévision a diffusé en direct et en différé une visite du Premier ministre d'alors dans les villages autochtones pour un événement ayant pour titre « De la chaleur pour les tribus : contribution des TV & LCD ». Non seulement ce segment a été diffusé à plusieurs reprises, mais, en plus, il mettait



l'accent sur la bienfaisance du Premier ministre qui faisait cadeau de postes de télévision LCD. En proposant ce type de contenu, la TITV s'ouvrait visiblement à la possibilité de constituer un outil de relations publiques pour le parti au pouvoir, à savoir le PDP. Cette situation s'est produite de nouveau quelques jours plus tard, lorsque la chaîne de télévision a retransmis deux campagnes électorales consécutives de candidats autochtones du KMT à la députation. Enfin, et surtout, il manquait toujours une loi indiquant le mode selon lequel les médias concernés par la transmission et la promotion de l'héritage autochtone pouvaient être dirigés. Sur le site officiel de l'organisation, le coordinateur de la *Media Watch*, Wei Ti, résume ainsi les critiques à l'encontre du fonctionnement de la TITV :

Dès le début, le gouvernement du PDP n'a jamais sincèrement voulu établir une chaîne télévisée appartenant aux autochtones et qui pourrait défendre le droit à la communication des peuples autochtones. Des enjeux essentiels concernant la TITV (y compris la Hakka TV) — tels que « selon quel système la TITV s'opérera-t-elle ? », « quels sont ses missions principales ? » (consistent-elles à protéger la culture autochtone, à servir de porte-parole aux communautés autochtones, ou à faire connaître les autochtones au grand public ?), « comment la subventionner de manière stable ? », « comment former les futurs professionnels de la chaîne ? » — n'ont jamais été délibérés de façon ouverte, ni correctement préparés. Sur un ordre du gouvernement et avec une subvention (300 millions de NTD<sup>249</sup> par an ; si peu pour faire fonctionner une chaîne de télévision et pourtant autant en comparaison avec les ressources budgétaires des autochtones qui sont déjà précaires), la TITV est ainsi née. Il s'agissait d'une vision à court terme, conçue tant pour faire plaisir à certains électeurs que pour permettre de propager les idées du gouvernement.<sup>250</sup>

À la demande des parlementaires de prendre une position neutre et de cesser d'instrumentaliser le Conseil des Peuples autochtones, le Yuan Législatif a commencé à élaborer une fondation indépendante du parti au pouvoir afin de gérer les affaires médiatiques et culturelles des peuples autochtones. Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, conformément au *Divestment of Shares in Terrestrial Television Act*, la TITV, avec la Hakka TV et le *Chinese Television System*, ont été transformées en médias publics à but non lucratif en les associant officiellement avec le *Taiwan Broadcasting*

---

<sup>249</sup> Environ 7,5 millions d'euros.

<sup>250</sup> WEI, Ti, « Donnez-nous une vraie TITV » (Tdl.), *Media Watch*, <http://www.mediawatch.org.tw/news/129>, (MAJ le 26/11/2005 ; consulté le 31/03/2018).

*System* (TBS). Le *Taiwan Broadcasting System* est un groupe créé et partiellement financé par l'État qui détient neuf chaînes de télévision, la *Central News Agency* et la *Radio Taiwan International*. Jusqu'à nos jours, il s'agit de l'unique groupe de médias publics à Taïwan. Durant sa campagne électorale de 2000, le futur président Chen avait annoncé un projet visant à aménager les trois chaînes de télévision terrestre et à instituer un groupe de télévision publique. Établi en juillet 2006, le TBS est censé jouer un rôle comparable à celui de la BBC en Grande-Bretagne, de la NHK au Japon et du PBS aux États-Unis. Il est constitué de deux groupes de médias : la *Public Television Service Foundation* (PTS) et le *Chinese Television System* (CTS). La première a été lancée en 1998 et le deuxième, en tant qu'une des premières chaînes à Taïwan, a commencé à diffuser en 1971. Nous discuterons ultérieurement de manière plus détaillée les mandats, ainsi que les programmes concernant l'immigration de la PTS et du CTS.

De plus, pour mieux protéger la culture et mieux concevoir le contenu de la télé et radiodiffusion, a été revendiquée la création d'une institution spécialisée où les membres du personnel partageraient la même origine culturelle que celle des autochtones. Certains critiques ont allégué le fait que l'établissement d'une telle institution aurait dû précéder la diffusion de la TITV elle-même, afin de garantir les besoins et les perspectives des communautés ciblées. C'est dans ce contexte, en 2007, que la Loi d'établissement de la Fondation pour la culture des peuples autochtones a été adoptée. Deux ans plus tard, cette fondation a acquis le statut de personne morale et a officiellement été instituée. Selon son cahier des charges, sa mission est double : transmettre la culture et l'éducation des peuples autochtones et diriger des activités médiatiques et communicationnelles pour les communautés ethniques<sup>251</sup>. Cependant, en 2014, une décision a été prise par le Conseil de la Fondation pour la culture des peuples autochtones pour que la TITV quitte le *Taiwan Broadcasting System*, afin d'accéder à une autonomie et une indépendance totale en ce qui concerne l'administration et le contenu des programmes.

---

<sup>251</sup> Site officiel de la *Indigenous People Cultural Foundation*, <http://www.ipcf.org.tw/about.jsp> (Consulté le 09/01/2018).

En résumé, l'établissement de la Hakka TV et celui de la TITV ont fait l'objet de nombreuses critiques. Premièrement, les chercheurs mettent en avant qu'elles ont toutes deux été créées à la hâte, sans préparation au préalable d'un cadre législatif suffisamment solide (Hsiao Hsin-Huang, 2005 ; Wei Ti, 2005, 2008 ; Liu Yuli et Chen Yann-Long, 2006 ; Lee Hsin-Han, 2006 ; Chang Mau-Kuei, 2009 ; Isak Afo, 2011 ; Wang Yae-Wei, 2014). Fonctionnant selon un système d'appel d'offres sur base annuelle, les deux télévisions ne sont pas en mesure de former un personnel spécialisé et capable de transmettre son expérience. Deuxièmement, au lieu de contribuer au développement des droits culturels des minorités ethniques, la raison d'être de ces télévisions s'avère plus politique que culturelle. Afin de combattre l'hégémonie culturelle du KMT et de gagner des voix parmi les électeurs centristes, Chen Shui-Bian a lancé une série de politiques mettant en valeur les cultures populaires des minorités ethniques. Après son élection, les chaînes de télévision destinées respectivement aux communautés hakka et autochtones ont reçu une plus grande considération, comme pour assurer à son parti le soutien de ces populations à l'avenir. Ce faisant, au début de leur établissement, les chaînes servaient plutôt d'outil politique. De plus, les discussions sur les enjeux essentiels, ainsi que l'orientation des télévisions ont été dominées par les perspectives de l'État. Troisièmement, l'établissement de ces chaînes a malheureusement entraîné un phénomène de ghettoïsation culturelle ; leur audience se limite généralement aux communautés visées et touche rarement un public plus large<sup>252</sup>. En conséquence, les objectifs de faire connaître les cultures ethniques et de favoriser la communication et les échanges transculturels ne se sont pas concrétisés. Le professeur Hsia Hsiao-Chuan a expliqué lors d'un entretien :

Selon moi, fonder une chaîne destinée spécifiquement à une communauté entraîne souvent une auto-marginalisation. Nous pouvons bien sûr avoir diverses langues sur une chaîne, ce qui représente l'esprit du multiculturalisme, mais si l'on crée une chaîne pour chaque langue, les médias publics se diviseront en des groupes de plus en plus petits. [...] Vous demandez aux non-autochtones s'ils regardent la TITV ? C'est encore plus grave pour la Hakka TV, car la culture autochtone constitue quand même un symbole du multiculturalisme taïwanais, donc les gens se sentent obligés de la connaître. La question primordiale est celle de la définition du multicultu-

---

<sup>252</sup> Le « Rapport sur la consommation des émissions de la TITV en 2019 » (Tdl) mené par la *Indigenous People Cultural Foundation* montre que, parmi les personnes non autochtones sondées, presque 44% disent ne pas connaître l'existence de la TITV ; parmi les personnes qui connaissent la chaîne, 54,76% l'ont déjà regardée.

ralisme — voulons-nous, au final, augmenter la division ou nous comprendre les uns les autres sans dissociation malgré notre différence ? À mon avis, ceci constitue une des questions fondamentales du multiculturalisme : est-ce que nous voulons souligner sans cesse la singularité de chaque communauté ethnique? Car, à chaque fois que nous parlons de l'« identité », nous parlons aussi de l'« exclusion ».<sup>253</sup>

Cependant, l'institution en 2003 de la *Hakka TV* et en 2005 de la *Taiwan Indigenous Television* a tout de même marqué le début d'une nouvelle ère pour les minorités ethniques à Taïwan. Des politiques favorisant la transmission des cultures minoritaires via les médias ont commencé à apparaître de façon aléatoire dans les années 1980, quand le gouvernement finançait la production des programmes radio destinés aux communautés taïwanaises, hakkas et autochtones. Néanmoins, en raison de la couverture limitée des services, l'effet de la promotion de l'accès à l'information pour les minorités ethniques s'est finalement révélé restreint. Depuis les années 1990, se conformant au courant international de la déréglementation, le gouvernement taïwanais a commencé à privatiser les ondes radio et à lever les interdictions, pour permettre la diffusion des dialectes en même temps à la radio et à la télévision. L'ouverture politique a en effet amplifié la voix des communautés ethniques ; cependant, en l'absence d'une politique rigoureuse protégeant de manière positive le droit à la communication des groupes ethniques, les programmes adressés à ces derniers faisaient difficilement concurrence aux médias dominants. Parallèlement à ceci, les minorités ethniques n'ont toujours pas acquis le pouvoir d'interpréter, d'encadrer, de répondre et de présenter les enjeux les concernant selon leurs propres perspectives.

À partir des années 2000, le concept de multiculturalisme, défendu par Chen Shui-Bian comme il l'a déclaré publiquement, ainsi que la volonté d'affaiblir l'influence de la culture chinoise ont contribué à l'élaboration d'une politique fournissant des conditions favorables pour les médias destinés aux minorités ethniques. L'enjeu de la diversité culturelle entrainé dans la sphère publique, les médias se voyaient attribuer un rôle consistant non seulement à garantir l'accès à l'information, mais également à transmettre et promouvoir l'identité culturelle. Malgré une propension à reproduire la hiérarchie Han-minorité dans les structures de ces médias ethniques, le fait que ces communautés ethniques voyaient la confirmation de leur unicité culturelle et l'appa-

---

<sup>253</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

rition de dispositifs statutaires pour développer leurs médias a mis en évidence la volonté du gouvernement, ainsi que des collectivités minoritaires, de faire en sorte que les cultures de ces dernières soient mises en valeur et que leur droit à s'exprimer dans la sphère publique soit assuré.

### **7.1.2. Création de la *National Communications Commission* : publication du rapport sur l'« indice multiculturel » dans les médias électroniques**

En réponse à ce qui est appelé la « convergence technologique », une Loi fondamentale sur les communications (*Fundamental Communications Act*) a été mise en œuvre en janvier 2004. Sa mission est explicitement formulée dans le premier article : « La loi est promulguée avec pour but de répondre à la convergence technologique, de favoriser un développement sain de la communication, de défendre les droits des citoyens, de protéger les intérêts des consommateurs, de promouvoir la diversité culturelle et de surmonter le fossé entre les régions urbaines et rurales. » De plus, l'article 3 de cette loi stipule que l'État doit établir un comité indépendant des médias avec pour objectif de gérer de manière efficace la communication et la diffusion.

Créé en 1947, le Bureau de l'Information prenait en charge la réglementation de l'information et la communication, ainsi que la promotion du gouvernement. Néanmoins, en raison de sa nature autoritaire durant la Terreur Blanche — chargé de la censure et de la propagande politique —, le gouvernement a annoncé, en 2001, sa dissolution prévue pour 2012. La gestion du contenu et le développement des industries audiovisuelles devait tomber sous la responsabilité du Ministère de la Culture, alors que la diffusion et la communication auprès de la communauté internationale relèverait du champ de compétence du Ministère des Affaires étrangères. La gestion des diffusions, des infrastructures et de l'information serait orientée vers une nouvelle ère. Cependant, alors que les politiques du développement des médias minoritaires des autochtones et des Hakkas sont dirigées de manière indépendante par les comités de chaque diffuseur, la *National immigration agency* ne dispose ni de responsabilité claire, ni de ressources suffisantes

pour piloter les politiques consacrées à la population issue de l'immigration. L'entretien réalisé avec le fonctionnaire de la *National immigration agency*, dont nous parlerons ultérieurement, va confirmer cette pénurie.

En mars 2006 a été instituée la Commission nationale des communications (*National Communications Commission*, NCC), qui, selon la loi organique de la Commission publiée quatre mois auparavant, remplace le Bureau de l'Information en tant qu'autorité compétente pour la réglementation des médias, y compris pour la Loi sur la télécommunication, la Loi sur la radio et la télévision, la Loi sur la radio et la télévision câblées et la Loi sur la diffusion satellite. En outre, la Commission assume la responsabilité de la gestion des infrastructures de télécommunication, qui étaient auparavant sous la charge du Ministère des Transports. Selon le Projet annuel de 2006<sup>254</sup>, la NCC devait esquisser les lignes directrices pour la promotion de la diversité culturelle, comme exigé par l'Article 1 du *Fundamental Communications Act* adopté en 2004, dont les chaînes des minorités ethniques font partie.

En février 2007, les lignes directrices des politiques pour la promotion du multiculturalisme de la NCC ont été annoncées. Elles réclamaient que les médias, en tant que plateformes de représentation au sein de la sphère publique, devaient davantage appréhender et respecter les différences entre les membres de la société, pour que toutes les cultures puissent bénéficier d'une représentation libre, diverse et égale, ainsi que d'opportunités d'échange. Cette politique promouvant le multiculturalisme au sein des médias s'est traduite par les revendications suivantes<sup>255</sup> :

- Inciter les médias à respecter la différence culturelle en fournissant des informations et des services divers, qui soient conformes aux besoins multiculturels de la société ;

---

<sup>254</sup> Projet politique annuel 2006 de la NCC (Tdl.), [https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/07050/109\\_547\\_070507\\_1.pdf](https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/07050/109_547_070507_1.pdf)

<sup>255</sup> « Quels sont les réclamations du NCC vis-à-vis des politiques de promotion pour les médias multiculturels ? » (Tdl.), National Communications Commission. Disponible sur : [https://www.ncc.gov.tw/chinese/faq\\_detail.aspx?is\\_history=0&pages=0&sn\\_f=197&faq\\_code=0&keyword=%E5%A4%9A%E5%85%83%E6%96%87%E5%8C%96](https://www.ncc.gov.tw/chinese/faq_detail.aspx?is_history=0&pages=0&sn_f=197&faq_code=0&keyword=%E5%A4%9A%E5%85%83%E6%96%87%E5%8C%96) (MAJ date inconnue ; consulté le 23/03/2018)

- Exiger que les médias établissent et obéissent à un mécanisme d'autoréglementation (*self-regulation*) qui comprenne une perspective multiculturelle ;
- Demander aux médias de représenter de façon impartiale les différents groupes ethniques, en veillant à éviter les situations inappropriées ou de dépréciation ;
- Favoriser le fonctionnement de chaînes susceptibles de porter l'esprit du multiculturalisme ;
- Équilibrer la distribution des ressources de communication et participer au développement de la diversité culturelle ;
- Solliciter des professionnels disposant de connaissances sur les différentes cultures et encourager la compétence multiculturelle et l'usage d'une diversité de langues ;
- Surveiller la diversité culturelle dans les médias.

À partir de 2007, plusieurs initiatives ont été lancées par la NCC afin de promouvoir la diversité culturelle au sein des médias, y compris un Atelier 2007 et 2008 pour les professionnels des médias multiculturels et le projet des subventions versées aux émissions télévisées et radiophoniques destinées aux communautés ethniques. À l'instar de la fiche de subvention de 2007<sup>256</sup>, deux parmi les douze émissions financées étaient destinées aux nouveaux immigrants, trois respectivement à la culture aborigène et aux Hakkas et une aux adolescents. Afin de mieux étudier la diversité culturelle dans les médias, à la télévision et à la radio, la NCC a également constitué une équipe de recherche, qui a publié quelques mois plus tard un rapport sur l'« indice multiculturel » dans les médias.

### ***Publication du rapport sur l'« indice multiculturel » dans les médias électroniques***

Inspirée des politiques canadiennes et australiennes en matière de médias multiculturels et dans le but de faire la lumière sur la représentation ethnique et la diversité culturelle dans les

---

<sup>256</sup> *Subvention finale du programme des émissions multiculturelles de radio et télévision pour 2007* (Tdl.), National Communications Commission. Disponible pour télécharger : [https://www.google.com/url?client=internal-element-cse&cx=006351659789031342066:qzodwflzvsq&q=https://www.ncc.gov.tw/chinese/show\\_file.aspx%3Ftable\\_name%3Dnews%26file\\_sn%3D4072&sa=U&ved=2ahUKE-wix2NHVo5zmAhWfQUEAHfw2BjUQFjACegQICRAB&usg=AOvVaw3O\\_z-DswmRFCEHljpX-QBZH](https://www.google.com/url?client=internal-element-cse&cx=006351659789031342066:qzodwflzvsq&q=https://www.ncc.gov.tw/chinese/show_file.aspx%3Ftable_name%3Dnews%26file_sn%3D4072&sa=U&ved=2ahUKE-wix2NHVo5zmAhWfQUEAHfw2BjUQFjACegQICRAB&usg=AOvVaw3O_z-DswmRFCEHljpX-QBZH).

médias électroniques, la NCC a mené une étude officielle intitulée « *A Study of the Multicultural Index for Electronic Media* » et l'a publiée en 2007. L'objectif du rapport était d'établir un indice multiculturel et de créer une base de données grâce à l'analyse de la littérature, du contenu des programmes dans les médias, ainsi que des groupes visés. En vue d'explorer la manière dont la politique dite multiculturelle est appliquée au sein des industries médiatiques, nous allons analyser directement cette enquête et ses implications. Selon le rapport, cet indice fonctionnera comme une référence et un mode d'emploi pour les programmes des médias électroniques. Mettant en avant le Multiculturalisme et les théories de Will Kymlicka, Taylor, Young et Parekh, le rapport expose les valeurs fondamentales du multiculturalisme dans les médias électroniques : la reconnaissance, l'égalité et la valorisation. Dans le but d'incarner une performance multiculturelle, le rapport instaure des critères de diversité selon trois couches différentes : l'organisation des médias, le contenu des journaux télévisés et le contenu des émissions.

Concernant l'indice du multiculturalisme dans les médias électroniques au niveau organisationnel, le rapport a fait appel aux indices généraux suivants : a) propriété ; b) gestion ; c) droit du travail ; d) mécanisme de dialogue ; e) droit de recours ; f) système d'encouragement ; g) engagement organisationnel ; h) apports sociaux. Quant aux indices concernant le contenu des journaux télévisés, il est important de vérifier les dimensions suivantes : a) langues usitées ; b) existence ; c) représentation ; d) discrimination/stéréotypes ; e) équilibre (entre les perspectives et les discours) ; f) affirmation positive ; g) compliments. Les indices pour évaluer le contenu des émissions s'avèrent similaires à ceux des journaux, à l'exception qu'il n'y a pas d'indice sur « l'équilibre ». Les aspects à évaluer sont « l'ethnie » — y compris les immigrés —, « le sexe », « les personnes handicapées » et « les mineurs ».

Afin de montrer la faisabilité des indices établis, le rapport a sélectionné un échantillon de programmes produits par plusieurs chaînes. À travers cette enquête sur le multiculturalisme dans l'ethnicité, un questionnaire a ainsi été créé<sup>257</sup> :

---

<sup>257</sup> KUO, Liang-Wen (2007), *A Study of the Multicultural Index for Electronic Media*. Taipei : National Communications Commission, Cahier de recherche.



1. Mises à part les langues principales — le mandarin et le taïwanais —, y a-t-il des langues des multi-ethnies dans les programmes télévisuels ?
2. Y a-t-il des programmes relatifs aux ethnies multiculturelles ?
3. Y a-t-il des personnages d'origine ethnique différente jouant un rôle principal ?
4. Les programmes sont-ils produits à travers une perspective multiculturaliste ?
5. Y a-t-il des émissions mettant l'accent sur la différence culturelle des communautés multiculturelles ?
6. Lorsqu'il y a des nouvelles empreintes de stéréotypes, la chaîne fournit-elle un autre point de vue pour équilibrer une narration biaisée (pour les journaux télévisés) ?
7. Les équipes de production vérifient-elles et contrebalancent-elles les reportages portant sur les communautés ethniques (pour les journaux télévisés) ?

À la fin, le rapport expose des conseils à la NCC afin d'aboutir à une meilleure performance des médias électroniques, en restant conformes à la politique multiculturaliste. Tout d'abord, il s'agit de mesures qui pourront être appliquées immédiatement :

1. Distribuer le mode d'emploi réalisé par la NCC aux médias électroniques, ou inviter les organisations médiatiques à s'autoévaluer, ce qui permettrait d'avoir une meilleure idée de la performance de la diversité culturelle. De même, la NCC pourrait concevoir un questionnaire de manière à ce que les opérateurs puissent, en le remplissant eux-mêmes, examiner leur situation et, par la suite, formuler leurs remarques à propos du questionnaire.
8. Discuter et élaborer un plan promotionnel de ces indices et le mode d'emploi au sein du système de prise de décision de la Commission. Délibérer, par exemple, si la NCC doit récompenser les médias enregistrant d'excellentes performances selon les indices ou définir le score comme un des critères d'évaluation lors du changement ou de la délivrance d'une licence.
9. Encourager les médias électroniques à établir un système d'*Ombudsman* indépendant et neutre qui prenne en charge les plaintes et les enquêtes sur l'audience, afin de réaliser une autorégulation des médias.

Quant aux conseils sur les démarches à mettre en œuvre sur le moyen à long terme soulevés par le rapport, ils comprennent les mesures suivantes<sup>258</sup> :

1. Organiser des ateliers et des conférences où seraient invités à participer des employés et des managers des médias électroniques, avec pour objectif de promouvoir le concept et la pratique d'autorégulation du « multiculturalisme dans les médias » (p.35), en encourageant l'application des indices.

10. Joindre le questionnaire à la liste d'évaluation de la performance, qui sera jugée par un comité composé d'experts internes et externes à la NCC, qui pourra récompenser ou sanctionner les médias en fonction de leurs performances. Le régime devra être exécuté sur la base des lois idoines.

11. Étudier d'une manière plus approfondie l'efficacité et la pertinence des indices, ainsi que leur catégorie et le mode de calcul de la proportion. Délibérer la possibilité d'établir un système d'évaluation comprenant un comité de jurés et d'experts pour examiner les résultats de l'autorégulation des médias. Mettre l'accès aux médias au centre des discussions pour réaliser un des aspects de l'esprit multiculturaliste : d'un côté, examiner si chaque groupe et communauté a un accès suffisant et libre aux médias, afin d'atteindre la communication interne et le partage d'opinions avec d'autres, le but étant d'établir ou de maintenir leur identité collective. D'un autre côté, solliciter la participation et l'engagement des groupes civils, afin de mettre l'accent sur le concept de cinquième pouvoir.

Néanmoins, ce rapport n'a eu que peu d'impact. Selon le Rapport d'évaluation de la NCC en 2007, des ateliers de « formation des professionnels des médias multiculturels » ont été organisés à la fin de l'année. 134 spécialistes au sein des industries médiatiques se sont réunis pour discuter d'une manière approfondie le concept de multiculturalisme et sa concrétisation. Cette rencontre mise à part, ni évaluation, ni conseils dispensés dans le rapport n'ont été réalisés par la suite de la part de la NCC. Il est clairement indiqué dans le Rapport d'évaluation de la NCC en

---

<sup>258</sup> Ibid., pp. 35-36.

2008 que « la NCC ne les prendra plus comme indicateur d'évaluation. »<sup>259</sup> La raison est précisée dans le rapport. Une conférence réunissant des spécialistes des médias a été organisée pour qu'ils apportent leurs suggestions. Les opérateurs des médias ont contesté ces indices et exprimé lors de la conférence que cette évaluation multiculturelle devrait d'abord être mise en place dans les chaînes publiques, et non constituer les critères d'évaluation des chaînes privées et commerciales<sup>260</sup>. Il démontre que des mesures multiculturelles doivent obligatoirement accepter plusieurs barrières, l'une d'entre elles étant la pression de la commercialisation et la situation des groupes de médias privés.

Certains universitaires ont également supposé le fait que la NCC, à travers l'élaboration du projet du *Communications Act* proposé en 2007, tentait, en fait, de « libérer » les médias de certaines contraintes appliquées sur les démarches de commercialisation, de privatisation et de fusion des entreprises médiatiques (Kuang Chung-Hsiang, 2007 ; Lo Shih-Hung, 2008 ; Kuang Chung-Hsiang et Huang Kuo-Chang, 2012). En d'autres termes, le projet envisagerait de faciliter les opérations lucratives et commerciales des entreprises médiatiques et, ce faisant, a mis des chaînes et émissions destinées aux minorités dans une position difficile. En outre, d'après le projet du *Communications Act* proposé par la NCC, au lieu du terme « citoyen » (comme dans le *Communications Act 2003* du Royaume-Uni), l'audience s'est vu désignée par le terme de « consommateur ». Selon Livingstone, une sociologue anglaise spécialisée sur la question des médias, le profit des citoyens se voit marginalisé, car des élites au pouvoir — État, entreprises et autorités réglementaires — se trouvent en mesure de « *reproduce and naturalize a consumerist discourse of communications regulation* »<sup>261</sup>.

---

<sup>259</sup> Rapport d'évaluation de la performance de la NCC en 2008 (Tdl.). Disponible à [https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/09072/950\\_090814\\_1.pdf](https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/09072/950_090814_1.pdf), p. 30.

<sup>260</sup> Ibid.

<sup>261</sup> LIVINGSTONE S., LUNT P. & MILLER L., « Citizens, Consumers and the Citizen-Consumer: Articulating the Citizen Interest in Media and Communications Regulation », *Discourse & Comm.* 1, pp. 63-64 (2007), cité par LO, Shih-Hung (2008), « Blindspot of NCC's Proposed Draft Communications Act and Regulation Revision to Communications Convergence: A Critique from the Cultural Citizenship/Communication Rights Perspective », *Technology Law Review*, pp. 1-29.

Une autre critique dont fait l'objet la NCC réside dans l'absence de mécanisme de soutien visant à promouvoir et à développer le multiculturalisme au sein des médias. La raison d'une telle séparation résulte de l'article 3 de la Loi sur les communications fondamentales. En effet, celui-ci stipule que la fonction principale de la NCC consiste à « surveiller » et « gérer » l'industrie de l'information et de la communication, alors que la planification des ressources nationales allouées à la communication, ainsi que l'assistance et les directives adressées aux industries sont menées conformément à la loi votée par le Yuan Exécutif (il s'agissait du Bureau de l'Information, avant sa dissolution en 2012, et il se trouve actuellement placé sous la responsabilité du Ministère de la Culture). Une division du travail n'est pas nécessairement une mauvaise solution : la France, la Grande-Bretagne et le Canada disposent tous d'une institution indépendante du Ministère de la Culture pour réglementer l'ordre de la communication — le CSA, l'Ofcom et la CRTC (*Canadian Radio-television and Telecommunications Commission*). Néanmoins, il manque, dans le cas de Taïwan, une collaboration et une coordination entre le Ministère de la Culture (le Conseil des Affaires culturelles avant 2012) et la NCC. D'un côté, disposant du pouvoir d'accorder ou de supprimer une licence de diffusion, la NCC n'aide pas réellement dans le combat contre la concurrence féroce, les tendances monopolistiques du marché des médias ou les contenus médiatiques faux, stéréotypés et biaisés. D'un autre côté, malgré le mandat concernant la promotion de la diversité culturelle au sein des médias que la loi organique lui confie, la NCC ne se trouve pas, dans la pratique, en phase avec la politique multiculturelle promue par l'État. Du fait d'un positionnement insuffisamment précis, un mauvais mode opératoire, une absence de coordination avec l'autorité compétente du contenu et de la culture, ainsi qu'une fâcheuse tendance à favoriser la commercialisation des groupes médiatiques et la déréglementation du marché en la matière, la NCC est loin d'avoir atteint, à bien des égards, les attentes mises en avant lors de son établissement.

## **7.2. Immigration sur le petit écran : émissions télévisées destinées aux immigrants**

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre 6, par le biais du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, promulgué en 2003, du Congrès national

pour le développement ethnique et culturel organisé en 2004 et du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères instauré l'année suivante, l'administration du président Chen a pu concrétiser des projets promouvant la diversité culturelle et le statut culturel des ethnies minoritaires — Hakkas, Hoklos, autochtones — et des immigrants d'Asie du Sud-Est, afin d'atténuer l'héritage chinois et le pouvoir structurel du KMT.

Comme l'indique le Bilan annuel du Mécanisme de conseils, les mesures susmentionnées présentent toutes un point commun essentiel : l'attention est tournée vers des canaux de communication ouverts, la radio et la télévision en particulier, destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent<sup>262</sup>. L'objectif consiste à développer un espace public favorable à une communication multiethnique. Alors que les radios ont entamé, depuis la Réglementation du Fonds pour la sécurité des employées en 1992 sous la présidence de Lee Teng-Hui, la production d'émissions consacrées aux travailleurs migrants, les enjeux concernant les nouveaux immigrants apparaissent rarement diffusés à la télévision, sauf dans les journaux, où ceux-ci sont présentés en tant que criminels ou victimes. C'est seulement à partir de 2005 que les opérateurs de télévision ont commencé à tenir compte de l'accès à l'information de la population migrante issue d'Asie du Sud-Est.

### **7.2.1. Première émission télévisée dédiée aux épouses étrangères, « Belles-filles de Taïwan », sur le *Chinese Television System***

Financé par le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères nouvellement établi, le premier programme conçu pour les épouses étrangères et chinoises du continent a été produit et diffusé en 2005 par le *Chinese Television System* (CTS), une des trois premières chaînes terrestres publiques. Cette émission diffusée en stripping (type de diffusion à horaire quotidien fixe), intitulée « Belles-filles de Taïwan »<sup>263</sup>, a été produite en mandarin, avec l'utilisation

---

<sup>262</sup> Bilan 2005 de la performance du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent (Tdl.). Taipei : Ministère de l'Intérieur (publié le 27/05/2005 ; consulté le 06/12/2018).

<sup>263</sup> Diffusée de 10h à 11h et de 21h à 22h, cinq fois par semaine.

occasionnelle du dialecte taïwanais. Selon le Bilan 2005 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, cette émission est répertoriée comme projet suivant la ligne directrice de « diffusion des politiques et décrets du gouvernement »<sup>264</sup>. L'objectif concret est de « développer une attitude positive de la part des citoyens sur la tolérance, l'acceptation, l'égalité de traitement et l'affirmation vis-à-vis des cultures différentes, en encourageant la promotion d'émissions radiophoniques ou télévisées à l'attention des épouses étrangères ; prendre en considération les langues utilisées par les médias publics afin de fournir un concept multiculturel, ainsi que des informations quotidiennes »<sup>265</sup>.

Afin d'atteindre cet objectif, le Mécanisme a confié au Bureau de l'Information la mise en place dans les médias de programmes adaptés. Pour la production d'un tel programme, le Bureau a collaboré avec le *Chinese Television System*, une chaîne terrestre qui est alors en cours de nationalisation. Comme cette émission dépend de la volonté d'acteurs publics, il s'avère important d'avoir un aperçu de son contenu pour mieux saisir la position du gouvernement à l'égard de ces épouses étrangères. Selon le Bilan du Ministère de l'Intérieur, le contenu de cette émission de 165 épisodes contient non seulement des entrevues avec des épouses étrangères qui partagent des expériences de vie et liées à leur mariage, mais aussi des leçons sur la conversation en taïwanais et en mandarin, ainsi qu'un segment prodiguant des conseils afin d'aider à résoudre les problèmes familiaux et conjugaux. Néanmoins, la présentatrice, Pan Li-Li, une actrice spécialisée en opéra taïwanais et active dans la promotion de la culture locale taïwanaise, ne dispose pas d'expérience ni de connaissances à l'égard de la situation de son audience-cible, ce qui révèle une tentative cachée de mettre la culture taïwanaise comme marraine (belle-mère) des épouses étrangères (belles-filles).

L'objectif de l'émission annoncé par la chaîne s'avère triple : a) permettre aux épouses étrangères de mieux comprendre Taïwan ; b) faire connaître cette population auprès de la société dominante de Taïwan ; c) construire une compréhension mutuelle et une inclusion dans la

---

<sup>264</sup> Bilan 2005 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, Ministère de l'Intérieur, p. 133.

<sup>265</sup> Ibid.

société d'accueil. À ce sujet, l'universitaire Wang Li-Jung a consacré un article à l'analyse du contenu de l'émission, dans lequel elle a relevé quatre influences préétablies par le contexte culturel cachées derrière le discours<sup>266</sup> :

1. Le renforcement du rôle traditionnel des femmes : le nom de l'émission « Belles-filles de Taïwan » reflète lui-même le comportement standard, les valeurs et la norme anticipée dans la société taïwanaise. Par ailleurs, le concept de division traditionnelle au sein de la famille selon laquelle « la place de la femme est dans le foyer » est répété de façon récurrente au fil de l'émission et souligne la responsabilité indéniable des épouses étrangères à devoir s'occuper de leur famille ;
2. L'accent mis sur l'idéologie taïwanaise : ceci se reflète dans le choix de la présentatrice — une ancienne chanteuse d'opéra taïwanais — et l'usage du dialecte taïwanais, de même que du mandarin, soit en voix off dans la narration, soit sur les titres des différents segments basés sur la prononciation taïwanaise. En outre, les coutumes et la cuisine taïwanaises locales constituaient les cours prioritaires/principaux à suivre pour les épouses étrangères ;
3. L'accent mis sur l'esprit « altruiste » : il s'agit de les encourager à apprendre et à tolérer les difficultés pour le bien de tous. Dans l'entrevue effectuée par Wang auprès de la maison de production, le responsable de cette dernière a souligné que l'objectif principal pour lequel cette émission avait été conçue était d'accélérer le processus d'« intégration » des immigrants dans la société, afin d'atténuer les problèmes potentiels. En d'autres termes, l'émission s'inscrit dans la perspective gouvernementale selon laquelle l'offre d'information en la matière aiderait à une meilleure connaissance de la culture insulaire et à une accélération de l'insertion de la population ciblée dans la société d'accueil par l'assimilation ;
4. Une caractéristique de la politisation et de l'utilitarisme : il apparaît évident que cette émission va de pair avec la promotion des politiques gouvernementales, puisque son contenu est issu de plusieurs sources étatiques, à savoir le Ministère de l'Intérieur, le Bureau des Femmes du Parti Démocrate Progressiste (parti au pouvoir à l'époque), le Bureau des Affaires civiles du gouvernement de Taipei et le Ministère de l'Éducation. En outre, l'émission prodiguait également des leçons sur les compétences jugées « utiles » au sein des foyers,

---

<sup>266</sup> WANG, Li-Jung, WANG, Wei-Ching et ZHU, Shu-Juan, « The exploration of TV Programs on “Transnational Communities” in Taiwan: The case study of “Taiwan’s daughter-in-law” », *Chinese Journal of Communication Research*, n°14 (Décembre 2008), pp. 267-313.

notamment la cuisine taïwanaise, les coutumes traditionnelles, l'interaction avec les membres de la famille et la langue taïwanaise.

À travers une analyse des contenus et des entretiens avec la maison de production, l'auteur est parvenu à la conclusion suivante : cette première émission télévisée à l'attention des épouses migrantes s'inscrit dans un discours assimilationniste, car, en premier lieu, la présentatrice a expliqué à plusieurs reprises l'importance de s'insérer dans la société dominante et, donc, de tolérer les souffrances supposées inhérentes à ce processus. S'adapter aux valeurs, aux coutumes et à la vie quotidienne de Taïwan dans les meilleurs délais possibles représente la mission prioritaire des auditeurs-cibles. En second lieu, malgré le fait que cette émission prétend célébrer le multiculturalisme et le respect de la différence culturelle en présentant les coutumes et les cultures tant de Taïwan que des pays d'origine de ces femmes étrangères, elle ne constituait qu'une « vitrine » du multiculturalisme et gardait pour valeur centrale le nationalisme. Les multiples contextes sociaux, historiques et éco-politiques de ces épouses étrangères dans la société taïwanaise, ainsi que leur situation dévalorisée vis-à-vis de la structure dominante, restaient trop souvent négligés. En troisième lieu, face à l'augmentation du nombre des épouses étrangères et à cause du fait qu'elles représentaient en potentiel une nouvelle population active et contribuant sur le marché du travail, le gouvernement disposait avec cette émission d'un outil pour atteindre la communauté avec laquelle le secteur public n'était pas en mesure d'entrer en contact, afin de lui enseigner la langue et la civilisation taïwanaises. Au lieu de créer des centres de formation ou d'organiser des ateliers consacrés aux épouses étrangères, qui auraient coûté plus cher, le gouvernement a choisi de subventionner cette production médiatique comme un instrument de formation et d'éducation.

Le risque était, d'un côté, de ne pas considérer l'inégalité des chances entraînée par la discrimination structurelle et, de l'autre côté, de « *disneyfy* » (Will Kymlicak, 2012) les différences culturelles puisque parfois celles-ci ont une tendance d'être traitées de façon superficielle comme des marchandises exotiques et festives. Ce modèle de multiculturalisme trompeur, célébrant aveuglément l'« authenticité » des cultures étrangères, correspond à ce que Yasmin Alibhai-Brown (Alibhai-Brown, 2000) nomme le modèle « 3S » du multiculturalisme en



Grande-Bretagne, c'est-à-dire les Saris, Samosas et Steeldrums. En revanche, cette émission exprime une certaine supériorité ethnique de Taïwan, puisqu'en commentant la situation de développement des pays d'Asie du Sud-Est, cette émission les qualifie au final de « retardés » et d'« appauvris ». Ce point de vue se conforme à la rhétorique « centre-périphérie » du développement énoncé par le gouvernement taïwanais, qui légitime également son attitude discriminatoire envers les immigrés.

### **7.2.2. Première programmation destinée aux « nouvelles immigrées » au *Taiwan Public Television Service***

Promulgué en 1997, le *Public Television Act* avait pour objectif de « *promote the effective development of public television [...] compensate for the inadequacy of commercial television, and safeguard the citizens' freedom of expression [...] and enhance social wellbeing through diversified planning* » (Article 1). Dans l'article 11, la loi met explicitement l'accent sur son mandat basé sur la protection des intérêts des différents groupes ethniques : « *Produce and broadcast programs that safeguard human dignity [...] and maintain diversity, objectivity, fairness, and balance of different ethnic groups.* »

L'adoption du *Public Television Act* n'a pas constitué un processus aisé ; il a résulté d'une série d'actions de lobbying, de négociations politiques et de mobilisations civiques. Il est d'abord resté bloqué par le Yuan Législatif pendant plus de quatre ans en raison de sa complexité, de l'obligation de passer par un débat public et de son échelle budgétaire assez significative. Néanmoins, un soutien continu est venu de la société civile et les cercles culturels se sont réunis, dans le but de lancer un mouvement destiné à sauver le PTS. Enfin, en mai 1997, la loi a été adoptée avec la condition que le PTS ne produise pas d'actualité quotidienne avant 2002. Conformément au *Public Television Act*, la *Public Television Service Foundation*, souvent appelée *Public Television Service*, a été fondée en juillet 1998. Pour la première année, elle a reçu une subvention étatique de 1,2 milliards de NTD, avec des fonds autogérés de 300 millions de NTD. La subvention gouvernementale a reculé de 50% chaque année. Selon le PTS, ses missions consistaient à : a) produire et diffuser des programmes diversifiés et de haute qualité ;

b) encourager le développement de la société civile ; c) renforcer les contenus en lien avec la culture de Taïwan ; d) élargir les échanges internationaux.

C'est dans un contexte politique très spécifique que le PTS a commencé à entreprendre des initiatives dans le sens du mouvement multiculturel, en créant sa première programmation sur la multiethnie. Depuis la crise politique provoquée par les protestations réclamant la démission du président Chen en 2006, la société taïwanaise a subi la tourmente provoquée par les tensions entre les différentes divisions politiques, sociales et ethniques. Suite à une série de révélations liées à des scandales de corruption au sein du gouvernement, les militants pro-pan-bleu ont mis en marche le *Red shirt movement*<sup>267</sup>. De manière générale, la communauté hoklo a plutôt soutenu le président, alors que la communauté continentale exigeait sans cesse la démission immédiate du président Chen et de son gouvernement. Les communautés hakkas et autochtones sont devenues des leviers politiques que les deux partis se sont évertués à s'accaparer. Le PTS a alors entamé sa première campagne du mouvement multiculturel à travers la production de programmes télévisés, de reportages, ainsi que de documentaires concernant les enjeux de la coexistence ethnoculturelle. Avec l'objectif de « stimuler les échanges, l'apprentissage et la compréhension entre différentes cultures ethniques », le PTS a lancé cette « nouvelle programmation transculturelle en confirmant l'attribut et les valeurs du multiculturalisme »<sup>268</sup>.

Le discours du multiculturalisme et la volonté de l'instaurer dans le secteur public transparaît dans l'organisation de l'*International Public Television Screening Conference 2006* (INPUT 2006) par la *Public Television Service Foundation* à Taipei<sup>269</sup>. Selon le président du PTS de l'époque, Louis Chen, 22 responsables et présidents des télévisions publiques de 18 pays ont été présentés pour encourager le dialogue entre les directeurs des télévisions publiques, ainsi que pour construire une société civile multiculturelle exempte de préjugés et de discrimination.

---

<sup>267</sup> Dans le sillage de la révélation d'une série de scandales de corruption, une campagne visant à la destitution du président Chen Shui-Bian a été organisée en 2006 par le parti d'opposition d'alors, le KMT, et sa coalition pan-bleue. Pendant le mouvement, presque un million de participants sont descendus dans la rue, tous vêtus de vêtements rouges.

<sup>268</sup> Site web officiel du PTS, <http://web.pts.org.tw/~web02/fellow/p1.html> (Consulté le 10/04/2018)

<sup>269</sup> Site officiel de l'INPUT 2006 in Taipei, [http://web.pts.org.tw/~web01/input2006/about\\_1-1.htm](http://web.pts.org.tw/~web01/input2006/about_1-1.htm) (Consulté le 10/04/2018)

Un des invités, Jean-Bernard Munch, président de la SRG SSR, la Société suisse de radiodiffusion et télévision, a affirmé que la mission de promotion du multiculturalisme ne relevait pas simplement de la responsabilité de la télévision publique, mais aussi de celle du gouvernement et qu'en ratifiant la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles qui venait d'être adoptée au sein de l'UNESCO, les parties prenantes pourraient mieux alimenter ces valeurs. C'est également en 2006 que le PTS a créé le Comité de la multiethnie, afin de prodiguer des conseils sur le développement du service ethnique. Au lancement du Comité, le directeur général Hu Yuan-Hui estimait que le PTS allait devenir une chaîne qui « appartiendra à et sera aimée des communautés trans-ethniques ».

Cependant, He Guo-Hua, chercheur chevronné du PTS, a pointé lors de l'interview réalisée dans le cadre de cette thèse le fait que ce comité a en fait été fondé par le *Taiwan Broadcasting System* et était destiné à la gestion et l'aide au développement à l'égard des chaînes ethniques des TITV et *Hakka TV*. Maintenant que les deux chaînes détiennent leur propre comité au sein de leur structure, le comité de la multiethnie dans le PTS a donc été supprimé<sup>270</sup>.

Le concept de multiculturalisme au sein des médias s'est finalement concrétisé à l'adresse de la population issue de l'immigration, puisque dans la deuxième moitié de l'année 2007, le PTS a lancé la campagne intitulée *Together We Live in Sisterhood*. Faisant partie de la « nouvelle vague du mouvement multiculturel » au sein du PTS, certains des programmes de la campagne visaient la population des nouvelles immigrées comme thème central. La grille de programmes regroupait plusieurs types de programmes, y compris les séries et émissions qu'il avait lui-même produites, des documentaires présentant le parcours d'épouses immigrées dans divers pays, des séries importées en provenance des pays d'Asie du Sud-Est, une tournée de projections de films thématiques, ainsi que des événements thématiques<sup>271</sup>. Parmi ses programmes, la série *The Vietnamese Brides in Taiwan*, produite par la maison et adaptée de

---

<sup>270</sup> HE Guo-Hua, chercheur chevronné du *Taiwan Public Television Service*. L'entretien a eu lieu le 30/04/2019 à Taipei.

<sup>271</sup> Les événements comportent un concours de dessin — qui propose aux enfants de dessiner leur mère d'origine étrangère —, un carnaval sur le thème des familles de nouveaux immigrants et des conférences co-organisées avec des ONG relatives aux épouses étrangères ou à l'immigration.

*Don't Call Me Foreign Brides*, reprend une collection d'histoires réelles sur la vie et les difficultés auxquelles se sont trouvées confrontées les épouses étrangères, récoltées et publiées par la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* (TASAT), l'organisation fondée par Hsia Hsiao-Chuan après le succès du Cours d'alphabétisation de Meinung, dont nous avons parlé dans la première partie.

He Guo-Hua a expliqué pendant l'entretien les objectifs du projet « Together We Live in Sisterhood », ainsi que l'audience-cible de cette programmation :

Le projet ciblait principalement les Taïwanais qui ne connaissaient pas d'épouses étrangères. Le but était de renseigner les téléspectateurs taïwanais sur les épouses étrangères ; en même temps, on fournissait un canal aux femmes immigrées pour qu'elles puissent découvrir Taïwan. En 2007, l'utilisation du smartphone s'est trouvée dans une période de transition ; peu avaient accès aux informations journalistiques via leur téléphone portable. Les motivations étaient que, premièrement, la croissance de la population sud-est asiatique devenait importante à un point non négligeable. Deuxièmement, les reportages sur cette population dans les autres médias taïwanais s'avéraient souvent stéréotypés et nous devions les corriger. En troisième lieu, la mission du PTS était de se mettre à disposition de toutes les communautés ethniques, y compris des femmes immigrées. Nous travaillons non seulement pour l'audience de masse, mais aussi pour les audiences communautaires — et une démassification des médias. Enfin et surtout, étant nouvellement créé en 2006, le groupe *Taiwan Broadcasting System* (TBS, le chapeau unique des médias publics à Taïwan) cherchait un thème pour prouver sa capacité de servir différentes communautés ethniques. La communauté immigrante s'avérait convenir, après le service auprès des autochtones et des Hakkas.<sup>272</sup>

Contrairement à la première émission « Belles-filles de Taïwan », produite en 2005 par le *Chinese Television System* pour la population issue de nouvelle immigration et qui préconisait une approche assimilationniste, que nous avons abordée plus haut, la programmation lancée par le PTS en 2007, destinée tant aux épouses étrangères qu'au public général, avait pour objectif de favoriser une intégration et une inclusion sociale, mélangeant au final une narration assimilationniste et intégrationniste. La première désigne une narration qui vise à assimiler les migrants et à leur apprendre les connaissances pour vivre comme des Taïwanais ; tandis que la seconde

---

<sup>272</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

envisage de les intégrer dans la société d'accueil en respectant leurs cultures et langues d'origine. À l'instar de *The Vietnamese Brides in Taiwan*, la série *Together We Live in Sisterhood* parle, en vingt épisodes, des histoires de quatre familles composées par des épouses étrangères. Le réalisateur a essayé d'illustrer différents profils typiques et les adversités rencontrées par les nouvelles immigrées dans quatre familles « mixtes ». Selon la série, certaines femmes vietnamiennes sont contrôlées par une organisation mafieuse et ont été forcées de se prostituer. Dans le désespoir ou avec espoir, épouser un Taïwanais était alors considéré comme un recours pour une vie meilleure. En dehors des épouses sud-est asiatiques, la série ajoute un personnage qui représente la bienfaisance de la société taïwanaise : une travailleuse sociale taïwanaise plaidant en faveur des droits des épouses étrangères. Dans le premier épisode, le discours du gouvernement vis-à-vis de cette population transparaît délibérément dans les paroles prononcées au début du cours d'alphabétisation pour immigrées :

Peu importe d'où vous venez, peu importe la durée de votre séjour à Taïwan, il importe de garder à l'esprit que Taïwan est votre deuxième maison. [...] Si vous rencontrez des difficultés et avez besoin d'aide, vous êtes les bienvenues dans notre association et invitées à venir me voir.<sup>273</sup>

Lors de l'avant-première de *The Vietnamese Brides in Taiwan*, le directeur-adjoint de l'Agence nationale de l'Immigration, Steve Wu, a constaté que les effectifs des épouses étrangères à Taïwan avaient déjà dépassé la barre des 390 000 personnes et a déclaré : « Nous devons concevoir un développement à long terme en poursuivant la justice et la prospérité, la démocratie et la construction d'un pays meilleur. À cet égard, comment les nouveaux immigrés installés à Taïwan pourraient-ils faire de cette île un meilleur endroit ? Grâce à ces différentes communautés ethniques, je pense que ce pays jouira de plus en plus de diversité. »<sup>274</sup>

En outre, le programme « Life Story » a également sélectionné trois films relatifs à la nouvelle immigration en 2006-2007. Depuis 1995, « Life Story » constitue un programme du PTS

---

<sup>273</sup> *The Vietnamese Brides in Taiwan*, épisode 1, *Public Taiwan Television Service*, <https://www.youtube.com/playlist?list=PLIDKeA0GZ4JiS7i3T3jFDIirX6YC6e2Hz>

<sup>274</sup> « “The Vietnamese Brides in Taiwan” : six femmes vietnamiennes interprètent leur vie réelle », <http://reader.roodo.com/gosister/archives/3693949.html> (Mis à jour le 20/07/2007 ; consulté le 19/06/2018)

qui lance un appel chaque année pour choisir une dizaine de courts ou moyens-métrages de réalisateurs indépendants considérés comme prometteurs. *Le Paradis de l'immigration* parle des enjeux liés à la fermeture de plusieurs écoles aux épouses étrangères sur une île périphérique de Taïwan ; *Les habitants au bord de la mer* dépeint les difficultés traversées par les épouses étrangères ; *Le goût de Nyonya* rapporte des histoires sur les travailleurs indonésiens et thaïlandais et les conflits à la fois entre eux et avec la communauté taïwanaise. Ces deux programmations — *The Vietnamese Brides in Taiwan* et *Life Story* — constituaient un jalon d'une importance clé dans le développement et la représentation médiatique des immigrés pour les raisons suivantes :

1. Ces productions télévisées sont parvenues à attirer l'attention des spectateurs taïwanais, au moins sur l'existence des épouses étrangères. À travers les campagnes événementielles, ainsi que les propos tenus par les responsables gouvernementaux lors des conférences de presse, nous pouvons remarquer leurs efforts de sensibilisation auprès du grand public et un certain respect vis-à-vis de cette communauté ;
5. Le rôle des associations non gouvernementales s'est trouvé fortement sollicité et renforcé, tant dans la production de *The Vietnamese Brides in Taiwan* que dans le cadre du mouvement « Together We Live in Sisterhood ». Les cas et l'histoire des épouses étrangères récoltés par la TASAT sont rassemblés pour son scénario et la Classe d'alphabétisation de Meinung est apparue dans une scène de la série. En outre, les ONG et les gouvernements locaux ont été conviés par l'Agence nationale de l'Immigration à participer aux forums de discussion liés aux droits de l'immigration ;
6. C'est la première fois que la télévision employait des comédiennes appartenant à la communauté des nouvelles immigrées. Six actrices vietnamiennes ont joué dans *The Vietnamese Brides in Taiwan* et plusieurs épouses étrangères dans les productions indépendantes de « Life Story ». Laisser aux immigrées la possibilité d'interpréter leurs histoires ou ce qui était arrivé à leurs amies au sein des médias de masse constitue une tentative de première importance, tant pour les immigrés que pour les spectateurs. En outre, l'actrice principale du film *Le goût de Nyonya* a même remporté un *Golden Bell Award* de Taïwan, en tant que première actrice originaire d'Asie du Sud-Est ;
7. Ces productions ont essayé de traiter les enjeux essentiels, voire controversés des épouses étrangères, y compris les processus législatifs, les conflits et les tensions entre eth-

nies différentes, les difficultés rencontrées dans la vie quotidienne, ainsi que la loi concernant le traitement du SIDA pour les porteuses étrangères.

Néanmoins, afin de rendre le programme plus télévisuellement intéressant, même pour une chaîne publique, le contenu inspiré par le Cours d’alphabétisation de Meinung a été modifié. Ce faisant, cette première série traitant de la présence de la communauté des épouses étrangères a fait l’objet d’une remise en question. Le script de la série *The Vietnamese Brides in Taiwan* est basé sur la présupposition selon laquelle les épouses étrangères étaient enclines à contracter le SIDA ou d’autres maladies, car deux parmi les six épouses vietnamiennes de la série étaient porteuse du virus. Entièrement dépendante de la bienveillance de politiciens et de la volonté gouvernementale de leur fournir des soins de santé à Taïwan, une des femmes n’avait plus le droit d’attendre que la loi soit modifiée — l’accès au traitement contre le SIDA étant refusé aux porteuses étrangères — et a été expulsée vers son pays d’origine pour y mourir. Plus tard, profitant de la nouvelle loi en matière de maladie contagieuse pour les épouses étrangères, une autre femme présente dans la série a eu la chance de recevoir un traitement médical à Taïwan. Malgré tout, les efforts et les tentatives du PTS d’offrir un canal d’information et de dialogue entre les épouses étrangères et les Taïwanais ne sont pas à négliger. En somme, cette programmation du PTS constituait un jalon important dans la mesure où elle a non seulement envisagé de sensibiliser les téléspectateurs sur la situation, ainsi que sur les adversités auxquelles cette communauté était confrontée, mais a aussi réussi à faire apparaître ces enjeux, y compris le processus législatif dans la discussion sur les nombreux domaines concernant la population issue de l’immigration.

### **7.2.3. Deuxième génération du droit à la communication : égalité promue par l’État**

Comme nous l’avons vu dans le chapitre 5, l’administration Chen a annoncé le multiculturalisme depuis son élection comme une des lignes directrices majeures de sa gouvernance ethnique, s’affirmant pour le discours des « Quatre ethnies » et reconnaissant l’existence de l’im-

migration en provenance des pays sud-est asiatiques. Le Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent en 2003, le Mouvement de la citoyenneté culturelle, la Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale, le Congrès sur le développement de l'ethnie et de la culture en 2004, puis le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères en 2005 : ces mesures font toutes partie d'un éventail d'initiatives visant à développer les droits culturels des minorités ethniques. Si l'on ne doit pas perdre de vue que les motivations politiques réelles visaient à diluer l'influence structurelle du KMT et l'héritage chinois, les projets d'institution et les subventions qui ont été accordées ont dans les faits véritablement aidé à améliorer la présentation et la représentation des ethnies minoritaires à travers les médias.

L'article de Chiu Chu-Wen de 2003 dévoile une augmentation des financements octroyés par le Conseil des Affaires du travail, avec pour objectif d'encourager la création d'émissions radiophoniques destinées aux migrants. Ces subventions ont par ailleurs permis l'élargissement de la palette des prestations<sup>275</sup>. Découlant de cette contribution, la communication sur les coutumes taïwanaises, les informations sur la vie quotidienne, ainsi que la propagande des politiques se sont également développées dans le contenu de ces médias, afin de faciliter l'assimilation des travailleurs migrants. À partir de 2005, avec l'appui de la fondation du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, dont nous avons parlé dans le chapitre 5, l'audience cible des émissions radiophoniques soutenues par l'État s'est étendue aux épouses étrangères. L'objectif de ces émissions lancées durant cette phase était alors de faciliter l'adaptation sociale des épouses étrangères à Taïwan. Généralement préenregistrées, les émissions comprenaient souvent des présentateurs et un producteur ou une productrice taïwanais(e), accompagnés d'une à trois animatrices chinoises et d'Asie du Sud-Est. Appuyés par le Ministère de l'intérieur, le Bureau de l'Information, le Conseil des Affaires continentales, le Ministère de l'Éducation et le Ministère des Affaires étrangères, les messages délivrés à l'antenne relayaient l'actualité taïwanaise, les événements importants, des cours de mandarin, un peu de culture générale et une partie ayant trait aux relations conjugales, à la formation parentale, à la loi, à l'actualité et à la musique des pays d'origine des auditeurs.

---

<sup>275</sup> CHIU, Chu-Wen (2003), « Transnational Migrants-Media: Radio Programs Serving South-Eastern Asian Laborers in Taiwan », *op. cit.*, pp. 73-102.



Néanmoins, nous souhaitons souligner quelques difficultés auxquelles ces émissions se sont heurtées : nous citerons le manque de ressources humaines, le manque de consultation professionnelle concernant les affaires des immigrés, le manque de marketing et de promotion, ainsi que le manque de financements<sup>276</sup>.

En dehors des émissions radiophoniques que nous avons décrites dans le chapitre 3, qui continuaient à survivre à partir de 1993 grâce à la promulgation de la loi du Service d'emploi, le visage des immigrés a finalement commencé à émerger sur les écrans de télévision. À la différence des émissions radiodiffusées consacrées majoritairement aux travailleurs migrants, les deux premières émissions télévisées étaient à l'attention des nouvelles immigrées, c'est-à-dire des épouses étrangères. Ceci correspond à l'usage des médias à l'intérieur des communautés : certaines des épouses étrangères disposaient d'un accès à la télévision (pas forcément à la télécommande), alors que la plupart des travailleurs migrants n'avaient ni l'accès, ni le temps pour regarder la télévision, mais écoutaient principalement la radio pour recevoir des informations. De plus, ces deux émissions télévisuelles ont produit des narrations et perspectives différentes, ce qui reflète une évolution assez dramatique des attitudes et des discours au fil du temps. En 2005, « Les Belles-filles de Taïwan » adoptaient un ton unidirectionnel dans lequel l'animatrice présentait la culture et les coutumes taïwanaises, à la manière d'une enseignante auprès d'élèves étrangères. A contrario, en 2007, *The Vietnamese Brides in Taiwan* et d'autres programmes faisant partie de *Together We Live in Sisterhood* tentaient de sensibiliser sur l'existence et les difficultés auxquelles se trouvaient confrontées les nouvelles immigrées auprès du grand public, afin de solliciter la reconnaissance et le respect de cette population. Dans le premier cas, en ciblant les épouses étrangères, on a choisi le discours assimilateur, tandis que dans l'autre, en visant tant l'audience migrante que taïwanaise, on a adopté un discours plutôt d'inclusion sociale.

En s'appuyant sur la typologie de réorientation des politiques multiculturelles d'Augie Fleras mentionnée dans le chapitre 4, il est perceptible que la politique promouvant le multicultura-

---

<sup>276</sup> LI, Jia-Ling (2006), *Étude sur la production et le retour des programmes pour les communautés minoritaires : prendre les émissions radiophoniques consacrées aux épouses étrangères comme exemple* (Tdl.). Mémoire, Department of Radio and Television, National Chengchi University.

lisme au cours de la présidence de Chen Shui-Bian s'approche d'une politique de l'*Equity multiculturalism*, alors que la politique de Lee Teng-Hui est caractérisée des traits de l'*Ethnicity multiculturalism*. La politique de l'*Equity multiculturalism* accentue l'amélioration structurelle et institutionnelle afin d'enlever les barrières et redéfinir des règles du jeu équitables pour les minorités ethniques ou, d'après le terme appliqué par Fleras, « level playing field ». Les établissements des chaînes TITV et *Hakka TV* montrent la volonté de l'État de mener des changements structurels — en l'occurrence, par la création de chaînes publiques et de comités qui vont de pair — pour assurer un système plus équitable qui aidera à améliorer à la fois l'accès aux informations et la représentation des ethnies minoritaires.

En termes de population issue de l'immigration, l'établissement en 2003 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent et en 2005 du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères avait pour but de mobiliser et mieux structurer les institutions publiques pour fournir une plateforme de service à l'attention des immigrés. En outre, même si l'État n'a pas créé de chaîne consacrée aux immigrés, le PTS a proposé une première programmation de télévision accompagnée par une série d'événements hors ligne en matière de contenu adapté aux migrants. La politique multiculturelle de Chen Shui-Bian en faveur de l'instauration d'un mécanisme institutionnel plus équitable dans l'accès aux ressources et aux informations destiné à l'immigration — avec néanmoins certaines mesures discriminatoires, en particulier à l'égard de la régulation de la naturalisation et des droits politiques, qui restaient critiquées par l'immigration — correspond aux caractéristiques de l'*Equity multiculturalism* sous la typologie d'Augie Fleras.

Il faut cependant noter que les travailleurs migrants ont été exclus de cette transformation de la politique du multiculturalisme, leurs visages n'apparaissant nulle part dans ces émissions télévisées. En outre, le président Chen Shui-Bian, appartenant au PDP, un parti se disant de gauche, tenait à assurer l'emploi des travailleurs locaux face aux flux de travailleurs migrants. Par conséquent, Chen a cherché à diminuer la quantité de main-d'œuvre étrangère, surtout pendant son premier mandat — « le KMT a introduit 330 000 travailleurs migrants, alors que, moi,

j'ai réussi à diminuer le nombre d'employés (d'Asie du Sud-Est, ndlr.) de 32 000 pour assurer le droit des travailleurs locaux », a-t-il ainsi déclaré sur le site officiel du PDP<sup>277</sup>. Autrement dit, la discussion sur les travailleurs migrants au niveau du gouvernement central demeurerait limitée à la régularisation de l'entrée aux frontières et, poussé par la mobilisation ainsi que par la revendication des groupes militants, notamment la TIWA (*Taiwan International Workers' Association*), de l'amélioration de leurs conditions de travail. Les droits culturels des travailleurs migrants ont été omis par l'administration de Chen et, heureusement, assurés par les médias grassroots et associatifs, dont nous allons parler ultérieurement.

Dans la partie précédente, nous avons parlé des cinq modèles des médias pour les minorités ethniques conçus par Stephen Riggins (*Divisive model*, *Preemptive model*, *Proselytism model*, *Economic model* et *Integrationist model*), en fonction de leur contenu, des buts d'établissement et de leurs relations avec le gouvernement. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, il nous semble possible de ranger les médias à l'attention de la population issue de l'immigration durant la présidence de Lee Teng-Hui (1988-2000) dans le *Proselytism model* et le *Preemptive model*. En effet, leur objectif à l'époque était premièrement de diffuser les décrets et les coutumes de Taïwan utiles pour les travailleurs migrants et, deuxièmement, d'éviter qu'ils reçoivent des informations défavorables au gouvernement taïwanais venant de leur pays d'origine.

Dans la même logique, les programmes médiatiques financés par l'administration de Chen Shui-Bian (2000-2008) destinés aux immigrés montrent une transition. Dans la mesure où le gouvernement a tenté d'enseigner la langue, les coutumes et la culture taïwanaises aux épouses migrantes via l'émission « Les Belles-filles de Taïwan » (2005), cette dernière constituait un instrument d'éducation dont le but consistait à accélérer l'assimilation de son audience migrante. Ainsi, au début de la présidence Chen, les médias, à l'instar de ce programme télévisé, s'avéraient caractéristiques de l'*Economic model*. Pour des raisons économiques, les médias étaient utilisés pour enseigner aux immigrés la langue et la culture du pays d'accueil, en particulier aux

---

<sup>277</sup> « Six garanties signées par le président Chen Shui-Bian » (Tdl.), *Site du Parti démocrate progressiste*, <https://www.dpp.org.tw/media/contents/1810> (MAJ le 2/4/2004 ; consulté le 11/12/2019)

épouses étrangères, afin de les transformer en une ressource du marché de travail, c'est-à-dire de rendre cette population plus efficace grâce à l'amélioration de leur niveau d'instruction ou de leur capacité de conversation et de lecture.

Le modèle des médias pour les immigrés financés par l'État s'est quelque peu transformé à l'occasion du lancement en 2007 de la programmation *Together We Live in Sisterhood* du PTS, guidée par la volonté de la haute direction de la chaîne. Composé d'une série autoproduite, de courts et moyens-métrages indépendants, de séries importées d'Asie du Sud-Est, de la projection de documentaires en tournée, de conférences organisées autour des enjeux de l'immigration, cette programmation a commencé à se rapprocher de l'*Integrationist model*. Au lieu de se contenter de « ghettoïser » les différents publics dans leurs médias communautaires, cette programmation soutenue par l'État cherche plutôt à mieux les « inclure » dans la vie nationale. Cependant, Stephen Riggins émet malgré tout des doutes sur le concept de modèle intégrationniste, puisqu'à travers ces médias, le gouvernement ne viserait pas forcément à préserver la culture des immigrés, mais à surveiller et contrôler l'opinion des minorités et à restreindre la tendance vers la séparation politique lorsque celle-ci existe (Stephen Riggins, 1992 ; 8-9).

Il est à remarquer que, en même temps, la stratégie du gouvernement tend dans une certaine mesure à mettre l'accent sur les différences entre des communautés ethniques différentes par le biais du renforcement de leurs traits culturels spécifiques. Cela correspond au *Divisive model* proposé par Stephen Riggins, selon lequel le gouvernement essaie de diriger et définir le contenu culturel des diverses communautés minoritaires. La conséquence négative de ce modèle réside dans la dispersion des ressources, une baisse des allocations distribuées pour chaque ethnie et, parfois, à une aggravation des stéréotypes.

Wang Li-Jung, membre du comité de consultation de la loi et directrice des *Taiwan Association of Cultural Policy Studies*, a exprimé ses inquiétudes pour ce qui est de l'interprétation du multiculturalisme et vis-à-vis de la tendance à la division entraînée, délibérément ou non, par la politique de diversité culturelle de Chen Shui-Bian :

Notre aperçu sur la mise en œuvre du multiculturalisme à l'époque consistait à instaurer des comités pour les minorités ethniques, sans penser à améliorer la compréhension du peuple han envers la communauté autochtone ou hakka. D'après nous, ceci n'est pas une véritable interaction basée sur le multiculturalisme. Nous avons essayé de persuader le gouvernement de ne pas mener une politique culturelle de division, car elle va encore renforcer les stéréotypes et intensifier nos différences. Le contexte dans lequel les présidents Lee Teng-Hui et Chen Shui-Bian abordent le multiculturalisme se trouve lié à la volonté d'accentuer l'importance de la culture aborigène, ce qui permet au gouvernement de financer les comités autochtone et hakka avec des ressources gouvernementales. Le problème dans l'établissement de ces deux comités est que c'est le gouvernement qui s'impose dans le processus de développement culturel, par exemple pour déterminer ce qu'est la cuisine hakka. Je prône donc une approche plus ouverte et hybride pour l'avenir : premièrement, une personne peut avoir plusieurs identités et, deuxièmement, ce n'est pas à nous de définir les contenus culturels.<sup>278</sup>

Hsia Hsiao-Chuan, la fondatrice du Cours d'alphabétisation pour les épouses étrangères et de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*, a soulevé la même préoccupation et remet en doute la tactique du gouvernement de diviser les différentes communautés :

C'est utiliser la politique multiculturelle comme une tactique pour dominer : je [le gouvernement] alloue cette subvention, car je veux promouvoir le multiculturalisme. À travers l'octroi de la subvention, l'État contrôle l'apparence du multiculturalisme, entraînant la banalisation du multiculturalisme, car les associations et les individus se battent pour obtenir les ressources à disposition. [...] Plus les ressources de l'État sont nombreuses, plus il déséquilibre le système, puisque tout le monde va dans la même direction en luttant pour gagner la bataille des ressources.<sup>279</sup>

Malgré tout, la question soulevée consiste à déterminer si des médias intégrationnistes ont réellement la capacité d'« intégrer » les immigrés dans la société *mainstream*. Dans le cas contraire, que reste-t-il à faire pour favoriser non seulement l'accès à l'information (droit à l'information), mais aussi pour offrir les mêmes opportunités de participer dans les médias (droit à la communication) ? En d'autres termes, la simple création de chaînes télévisées ne saurait garantir obligatoirement la protection, la (ré)interprétation et le développement de la culture et de

---

<sup>278</sup> Wang Li-Jung, membre du comité de consultation de la loi et directrice des *Taiwan Association of Cultural Policy Studies*. L'entretien a eu lieu le 13/08/2018 à Taoyuan.

<sup>279</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

l'identité des communautés ethniques. Il importe de planifier une politique intégrée susceptible de mobiliser les acteurs de différents secteurs d'un côté, de responsabiliser les communautés visées et sensibiliser le grand public de l'autre côté. De plus, il ne faut pas oublier la place des travailleurs migrants et leur capacité d'agir dans les médias de l'immigration. Le chapitre prochain, qui traite des initiatives associatives, permettra de faire la lumière sur l'enjeu que représente la mobilisation des immigrés — tant auprès des épouses étrangères que des travailleurs d'Asie du Sud-Est — dans les produits médiatiques.

## ***Chapitre 8 : Initiatives « grassroots » pour créer des médias ethniques***

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser à l'émergence d'initiatives visant à favoriser la création de médias consacrés aux immigrés et produits par des groupes militants et des communautés migrantes à Taïwan. Le terme « médias communautaires » désigne de modestes structures associatives et communautaires dépendant à la fois de soutiens locaux, parfois sous forme de publicité, et d'aides publiques. Cette expression fait généralement référence aux caractéristiques suivantes : 1) propriété et contrôle communautaires ; 2) service communautaire ; 3) participation des communautés ; 4) un modèle d'entreprise à but non lucratif<sup>280</sup>.

L'UNESCO définit les médias communautaires comme des médias investis d'une mission liée à la prospérité de la communauté. Ils peuvent revêtir la forme de radios communautaires, qui est le média communautaire le plus répandu dans le monde en développement. L'organisation estime que ce type de média est généralement associé « à une démarche populaire et à la volonté de favoriser la libre circulation des idées et opinions »<sup>281</sup>. En d'autres termes, les médias communautaires cherchent à « créer un grand espace de rassemblement pour permettre aux auditeurs de communiquer entre eux, mais aussi d'interpeller les pouvoirs politiques. »<sup>282</sup>

Les questions soulevées dans ce chapitre visent à mieux saisir les objectifs et le mode de fonctionnement des médias consacrés à l'immigration durant la présidence de Chen Shui-Bian. Nous envisagerons plus spécifiquement leurs conditions de production, leurs relations tant avec le gouvernement qu'auprès du public et, surtout, nous nous interrogerons sur leur capacité à combler le vide laissé par les grands médias, qui, malgré les efforts détaillés plus haut, excluent, mus par le principe de rentabilité, les couches sociales marginalisées. Les recherches sur les mé-

---

<sup>280</sup> FAIRBAIN, Jean, « Community Media Sustainability Guide: the Business of Changing Lives », *Arcata California : Internews*, 2009, p. 7. <http://www.internews.org/sites/default/files/resources/InternewsCommunityMediaGuide2009.pdf> (Consulté le 11/09/2018)

<sup>281</sup> « Le rôle des médias communautaires », UNESCO, <http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-press-freedom-day/previous-celebrations/worldpressfreedomday2009001/themes/the-role-of-community-media/> (Consulté le 11/09/2018)

<sup>282</sup> Ibid.

dias communautaires à Taïwan portent principalement sur les médias hakkas et autochtones : il en résulte que l'étude des médias à l'attention des immigrés demeure relativement insuffisante.

## 8.1. L'apparition de la presse écrite publiée *par* la communauté migrante

### « *The Migrants* » destiné à la diaspora philippine

La presse imprimée constitue la première forme de média créée par la population issue de l'immigration elle-même. En raison de la baisse des coûts de production et d'une barrière d'entrée moins élevée, certains militants au sein des communautés migrantes ont commencé à créer leurs propres médias. Le premier d'entre eux est un journal mensuel intitulé *The Migrants* ; il a été fondé vers la fin de 2004 par une femme d'origine philippine, Nene Ho, mariée avec un Taïwanais et installée sur l'île depuis une quarantaine d'années. Lors de l'entretien qu'elle nous a accordé, Nene Ho nous a expliqué les motivations l'ayant conduite à se lancer dans la publication de ce journal :

Au début, c'était une franchise d'entreprise d'origine hongkongaise qui a commencé à publier un journal, où j'ai travaillé pendant cinq mois. À cause d'un problème financier avec l'entreprise, la publication a cessé quelques mois plus tard. Cependant, j'ai vu qu'il y avait des gens qui en avaient besoin, surtout des travailleurs migrants qui n'avaient aucun jour de repos. Ils voulaient que ce journal soit envoyé à leur lieu de travail.<sup>283</sup>

Autrement dit, l'objectif initial de *The Migrants* était lié au fait qu'il y avait une population souffrant d'un manque d'information. C'est en ces termes que notre informatrice explique les motivations qui l'ont amenée à la création de sa revue lors de l'entretien :

Notre fonction... Je peux atteindre beaucoup de gens, surtout ceux qui n'ont pas de jour de repos, et leur fournir des informations. C'est la raison pour laquelle j'ai besoin de recevoir des informations en provenance des deux gouvernements — le gouvernement taïwanais et le gouvernement philippin — pour les transmettre aux lecteurs. Je considère cela comme un service public.

---

<sup>283</sup> Nene Ho, fondatrice philippine de « *The Migrants* », premier journal publié par la communauté migrante à Taïwan. L'entretien a eu lieu le 12/05/2018, à Taipei.



Les informations fournies par son journal englobent des réglementations, des actualités, des petites annonces et plusieurs rubriques de collaborateurs spéciaux tant à Taïwan qu'à l'étranger. Au niveau du contenu, Nene Ho met en relief le mandat de sa publication, qui fonctionne comme un « service public » :

Parce qu'il s'agit de travailleurs étrangers qui ont besoin de connaître les politiques, les tarifs des agences, la réglementation. À cette époque-là, c'était difficile pour eux de recevoir ces informations, puisqu'ils n'étaient pas en mesure de sortir. Par conséquent, c'était un service public.

Ce journal partage une caractéristique commune avec les autres médias communautaires. En effet, sa taille, en termes de budget et de personnel, s'avère relativement restreinte, le financement dépendant pour l'essentiel de la propriétaire et des revenus en provenance de la publicité. Lorsqu'elle parle des conditions de production, Ho explique :

Au début, nous n'avions bien sûr qu'un budget modeste<sup>284</sup>. Il fallait que je fasse tout moi-même. Pendant le premier mois, j'ai perdu de l'argent ; le deuxième mois, j'ai atteint le seuil de rentabilité ; et le troisième mois, j'ai commencé à gagner de l'argent. En somme, le journal est devenu assez rentable deux, trois mois après.

Dans l'espoir d'obtenir une aide financière, Nene Ho a présenté un projet à Tsai Meng-Liang, directeur du département de la main-d'œuvre étrangère à l'époque, lors de la phase initiale de la publication. Le département s'est montré sceptique quant aux résultats, ainsi qu'à la viabilité du journal : il a donc décidé de ne pas octroyer d'aides. Cependant, sur la question du soutien gouvernemental, Nene Ho estime que l'État n'est que partiellement responsable pour patronner les médias communautaires, dans la mesure où « si nous organisons quelque chose, nous devons assumer et opérer par nous-mêmes. Mais bien sûr, si vraiment nous avons besoin d'un coup de main, le gouvernement pourrait nous aider un peu. »<sup>285</sup>

---

<sup>284</sup> Montant non précisé.

<sup>285</sup> Entretien avec Nene Ho, déjà cité.

Publié en trois langues — tagalog, anglais et tagalish —, l’audience visée par *The Migrants* recouvre les diasporas philippines résidant à Taïwan : travailleurs migrants, expatriés, étudiants ou femmes mariées avec un Taïwanais. L’île abriterait environ 85 000 Philippins, d’après Nene Ho. Au début, le journal était tiré à près de 10 000 exemplaires par mois et les chiffres ont continué à progresser, avec jusqu’à 20 000 exemplaires en 2010. En temps normal, le tirage gravite plutôt autour de 17 000 exemplaires. Néanmoins, cette progression a commencé à décliner fortement à partir de 2015 : l’essor de l’usage des smartphones serait la cause de ce déclin, selon la fondatrice du journal. En effet, au moment de notre entretien avec cette dernière en juillet 2018, le tirage atteignait seulement 10 000 exemplaires. L’influence croissante des nouvelles technologies, qui risque d’affecter la pérennité du journal, a conduit Madame Ho à prendre la décision de transformer le format en le faisant passer du format A2 à A4 à partir d’août 2018, le but étant de minimiser les coûts de production.

### « *INTAI* », destiné aux diasporas indonésiennes

Deux ans après la création de *The Migrants*, le magazine mensuel *INTAI* — abréviation d’« Indonésie Taïwan » — a été fondé par Tseng Guo-Jen, à la fin de 2006. Ce dernier est issu de la diaspora chinoise, est né en Indonésie et est installé à Taïwan depuis 1998. *INTAI* est un magazine fort coloré qui, au début, comportait seize pages et qui, au fil de son développement, a atteint une centaine de pages. Très populaire auprès des travailleurs migrants, il constitue non seulement le premier magazine à l’attention de la population indonésienne à Taïwan, mais aussi celui qui détient la plus grande longévité. Le contenu du magazine comporte notamment les principales actualités sur le pays d’origine, les événements culturels, les événements musulmans et la vie à Taïwan et dans le monde, des informations sur la situation du travail et la vie à Taïwan, la science, la santé, les droits du travail, ainsi que des jeux, une rubrique d’échanges... La richesse du contenu, tant au niveau de l’information que de la publicité, est donc une raison qui garantit sa popularité auprès des travailleurs indonésiens.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons interviewé Tony Thamshir<sup>286</sup>, éditeur en chef d'origine indonésienne qui a commencé à travailler dans ce magazine dès la troisième édition. Sur le contenu éditorial, Thamshir explique que le problème urgent était le manque d'accès à l'information concernant les dispositifs statutaires et le droit à Taïwan. Ce journal devait contenir une tonalité proche de celles de *Vogue* ou du *Cosmopolitan*, car le lectorat se composait majoritairement de femmes attirées par les dessins colorés et par la mode. Une des stratégies pour se rapprocher de la population ciblée a consisté à convier des amateurs indonésiens habitant à Taïwan à devenir des personnages figurant en page de couverture. Au cours de l'entretien, Thamshir a souligné la volonté délibérée de son journal d'avoir une diversité ethnique et une interculturalité au sein de l'équipe de production :

Mon objectif était de remercier Taïwan : je tenais à avoir des membres taïwanais dans notre équipe pour rédiger ensemble le magazine écrit dans une langue qu'ils ne connaissaient pas. À côté, j'ai eu l'opportunité d'embaucher des personnes issues de la diaspora indonésienne pour s'occuper de la rédaction et de l'écriture et pour établir des passerelles entre les deux. J'ai envisagé d'engager des Taïwanais pour produire une publication consacrée aux Indonésiens. D'un côté, j'espérais pouvoir instaurer un type de collaboration innovant et, d'autre part, je voulais remercier les Taïwanais.

Tout comme *The Migrants*, les moyens budgétaires de l'*INTAI* s'avèrent modestes<sup>287</sup> et son mode opérationnel demeure indépendant de l'État. Basé sur un modèle commercial, le fondateur considère ce magazine comme un investissement : « Nous ne savions pas que l'on pouvait demander des subventions et nous ne voulions pas le faire non plus, parce que l'on se considère comme une entreprise : qui demanderait l'argent du gouvernement pour son investissement personnel ? Personnellement, je trouve ça étrange. »<sup>288</sup> Néanmoins, une forme de collaboration entre le magazine et le gouvernement existe tout de même par divers biais — annonces, informations pratiques, événements et reportages :

---

<sup>286</sup> Tony Thamshir, éditeur en chef d'origine indonésienne de l'*INTAI* et animateur d'une émission de radio destinée aux Indonésiens. L'entretien a eu lieu le 08/02/2017 à Taipei.

<sup>287</sup> Montant non précisé. Le profit net du premier numéro était de 2000 NTD selon l'interviewé, soit environ 62 USD.

<sup>288</sup> Entretien avec Tony Thamshir, déjà cité.

Nous avons établi des relations amicales avec la Ville de Taipei, l'Agence nationale de l'Immigration, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère du Travail et le Bureau des Affaires sociales, en les aidant à diffuser des informations à titre gratuit. S'ils ont un budget à nous accorder, nous le prenons aussi. Nous essayons de traiter l'information comme un contenu éditorial et de rédiger des décrets d'une manière animée pour attirer leur attention. Nous ne réclamons pas d'aides étatiques ; en revanche, je pense que notre entreprise doit apporter une contribution à la société taïwanaise. Elle doit aussi aider à construire un pont entre les gouvernements taïwanais et indonésien pour dissiper les malentendus et réduire les conflits. Si l'on voit tout le temps des couvertures négatives sur l'Indonésie ou sur des manifestations organisées par la communauté, ça va certainement dégoûter le grand public, qui va nous considérer comme irrationnels ; j'envisage donc d'embellir les choses de deux côtés.<sup>289</sup>

La revue de Thamshir n'a pas échappé à la dégradation récente de la presse imprimée. Le volume d'exemplaires d'*INTAI* est effectivement tombé à moins de 2 000 exemplaires par mois en 2017, soit une chute extrêmement brutale par rapport à une décennie plus tôt, où ce chiffre atteignait 12 000, correspondant à 10% des travailleurs indonésiens à Taïwan. Plus grave encore : vers 2012, il existait encore quatre journaux/magazines imprimés sur l'île à l'attention de la population d'origine indonésienne — avec *Indo Suara*, *Java Post*, *Holiday*. Aujourd'hui, *INTAI* est l'unique revue qui a survécu. En réalité, juste avant cet entretien, Thamshir avait décidé de quitter le magazine, puisque les deux partenaires n'étaient pas d'accord sur la direction à suivre pour remédier aux menaces que les smartphones représentaient désormais pour la presse écrite traditionnelle. Thamshir misait sur la numérisation du magazine, alors que son partenaire, Monsieur Tseng, était persuadé de la nécessité de mettre l'accent sur la commercialisation. Dans ce contexte, *INTAI* a organisé des discussions et lancé diverses activités en direct via sa page sur Facebook et le magazine s'est même lancé, à titre occasionnel, dans la vente de produits en ligne dans l'espoir d'attirer de l'audience.

### ***Leurs perspectives sur les politiques multiculturelles à Taïwan***

Les deux militants migrants expriment à la fois leur reconnaissance et leurs doutes envers le système multiculturel appliqué par le gouvernement taïwanais. Ils trouvent que les conditions de travail des travailleurs étrangers se sont notablement améliorées et que les barrières quotidiennes

---

<sup>289</sup> Ibid.

et les discriminations dont souffraient les immigrés ont certainement reculé par rapport aux autres pays de destination en Asie et au Moyen-Orient, tels que le Japon, Hong-Kong, la Malaisie, Singapour, l'Arabie Saoudite et le Yémen. Madame Ho a affirmé à plusieurs reprises que les immigrés à Taïwan se trouvaient « en de meilleures mains ». Les deux mentionnent spécifiquement l'établissement de la hotline 1955<sup>290</sup> consacrée aux immigrés, en particulier aux travailleurs migrants cherchant des informations et une protection. Ils agissent comme un dispositif symbolique du volontarisme public. Thamshir considère que la communauté des travailleurs migrants semble moins vulnérable aujourd'hui qu'il y a une quinzaine d'années.

Cependant, l'efficacité des politiques visant à développer les droits culturels des ethnies minoritaires, entre autres pour ce qui est des médias, se trouve remise en question. Thamshir remarque un manque de continuité de ces politiques, notamment pour les émissions de radio à l'attention à la fois des différentes diasporas à Taïwan et des auditeurs à l'étranger de la *Radio Taiwan International*, où il travaille : « À chaque fois, le président change, le Premier ministre change ; la discontinuité politique fait souvent de la personne en charge un instrument de la bataille politique. »<sup>291</sup> Nene Ho a exprimé la même préoccupation :

Je ne pense pas que le multiculturalisme à Taïwan soit véritable, car les Taïwanais sont en fait assez nationalistes. Ils préfèrent leur propre nourriture, leur mode de vie ; ils ne veulent pas apprendre la culture des autres et sont toujours en faveur de leur propre culture. La politique reflète ce nationalisme.<sup>292</sup>

Un autre mécanisme est également mis en cause : le gouvernement taïwanais a tendance à octroyer une aide financière aux initiatives encourageant le multiculturalisme par le biais des « appels d'offres ». Thamshir s'interroge sur la manière dont l'État gère les fournisseurs et maintient la qualité des productions. D'après lui, il y a des projets qui ne sont pas appropriés,

---

<sup>290</sup> La hotline 1955 a été mise en place par le Conseil des Affaires du travail en 2009. Il s'agit d'une assistance téléphonique nationale 24h/24 et gratuite consacrée à écouter, informer et accompagner les travailleurs migrants à Taïwan et le grand public sur les questions des droits de dimensions variées liés aux travailleurs migrants. Afin de mieux servir les travailleurs migrants, elle recrute des réponders immigrés en provenance des différents pays du Sud-Est asiatique.

<sup>291</sup> Entretien avec Tony Thamshir, déjà cité.

<sup>292</sup> Entretien avec Nene Ho, déjà cité.

puisqu'ils confient la responsabilité et le travail de l'État aux fournisseurs, qui changent sur une base annuelle. Une autre militante migrante interrogée, Lee Vuoch-Heang — animatrice cambodgienne à la radio et à la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* —, formule exactement les mêmes doutes quant au système d'appel d'offres :

Ce qui rend ce système confiant des projets publics aux fournisseurs un peu suspicieux est la possibilité de la collusion. À propos de la promotion des langues maternelles<sup>293</sup>, j'ai l'impression que le gouvernement le fait simplement pour suivre la tendance. Il lance des appels sans aucune planification en amont, ni gestion pour la suite. Ce n'est pas bien du tout. Comment pouvez-vous surveiller tous ces projets ? Cela ne suffit pas de juste octroyer des ressources et puis, c'est fini. Il n'y a pas assez de responsabilité : il faudrait délibérer sur le long terme.<sup>294</sup>

Malgré tout, l'apparition des médias produits par des personnes issues de l'immigration apporte un changement significatif et intrinsèque dans les relations structurelles et les liens sociaux entre les communautés migrantes et le grand public. Allant de pair avec l'essor rapide de la population étrangère résidant à Taïwan depuis le début des années 2000, le développement de la presse ethnique a commencé à considérablement s'accélérer, malgré le déclin de la presse écrite globale à cause de l'évolution des technologies. En même temps, ces dernières aident à baisser les barrières dans la production médiatique pour et par les ethnies minoritaires, en l'occurrence celles issue de l'immigration, ainsi qu'à encourager la participation directe des communautés. Néanmoins, le fait que l'existence même de ces journaux/magazines vise à combler la pénurie d'informations tend à montrer que les efforts des administrations Lee et Chen pour améliorer l'accès à l'information à destination de la population immigrée sont demeurés à la fois insuffisants et inefficaces. C'est la raison pour laquelle des militants originaires de pays étrangers ont décidé de se mobiliser : ils ont souvent commencé à une échelle modeste et adopté un modèle commercial et indépendant du gouvernement, de manière à fournir non seulement des nouvelles journalistiques, mais aussi une plateforme d'échanges pour les communautés.

---

<sup>293</sup> Le terme « langues maternelles » est fréquemment appliqué tant par l'État que par des associations pour faire référence aux langues de l'immigration en provenance d'Asie du Sud-Est.

<sup>294</sup> Entretien avec Lee Vuoch-Heang, déjà cité.

Isabelle Rigoni, une sociologue française spécialisée en migration et en communication, démontre dans une enquête menée en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne que les médias des minorités ethniques entendent<sup>295</sup> :

- apporter un rôle de modèle. Ils montrent des personnages-clés de la communauté qui ont réussi et qui doivent selon eux être pris comme modèles ;
- faire (re)connaître sa communauté. Il s'agit tout aussi bien d'entretenir des relations de bon voisinage sur la scène publique, d'exprimer et de relayer les souhaits de la communauté, de montrer sa propre réalité pour, notamment, construire et défendre des relations sociales harmonieuses avec la société dans son ensemble ;
- défendre une citoyenneté de proximité, une citoyenneté qui ne se définit pas simplement par les droits et les devoirs politiques, mais aussi et surtout par des droits et des devoirs sociaux ;
- se tourner vers l'international. Il s'agit d'offrir des choix en termes d'informations en provenance des pays ou des territoires d'origine, mais également parmi l'information internationale, ne serait-ce que pour une meilleure prise en compte au niveau local du contexte international.

Autrement dit, les médias des communautés ethniques peuvent « influencer sur les formes d'intégration individuelle et collective, voire œuvrer en faveur des pratiques anti-discriminatoires »<sup>296</sup>. Toutefois, ce processus doit passer par la participation des immigrants eux-mêmes, les médias fonctionnant comme un outil de développement du lien social, qui nourrit « la mise en relation de différents groupes sur un même territoire d'appartenance »<sup>297</sup>. Le terme « sentiment d'appartenance » a également été mis en avant par la fondatrice de *The Migrants* au

---

<sup>295</sup> RIGONI, Isabelle, « L'insertion locale de la presse turcophone à Londres. Le cas de Londra Gazete », in : GUILLOU, Anne Y. ; de TAPIA, Stéphane ; WADBLEY, Martine P. (sous la direction de), *Migrations turques dans un monde globalisé : le poids du local*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007.

<sup>296</sup> RIGONI, Isabelle. « De l'immigration à l'immigré : quand l'objet devient sujet », *op. cit.*, pp. 201-214.

<sup>297</sup> Ibid.

sujet des initiatives de la migration et des politiques multiculturelles taïwanaises, lesquelles se sont, selon elle, beaucoup améliorées au fil du temps :

La politique assimilationniste n'était appliquée qu'au début ; elle n'existe plus maintenant. Maintenant, c'est plutôt : nous sommes d'ici. On peut dire que c'est un sentiment d'appartenance, quelque chose comme ça. J'ai un sentiment d'appartenance à ici, mais, bien sûr, nous sommes en mesure de garder notre propre culture et notre propre identité. Lorsque nous entreprenons des projets, nous essayons d'engager les Taïwanais. Je ne sens pas que la société me force à m'assimiler ; j'essaie de la rejoindre aussi. La politique a tellement changé par rapport à avant. Les Taïwanais sont plus liés avec nous. Un « sentiment d'appartenance » — oui, c'est ça le terme.<sup>298</sup>

## **8.2. La création du *4-Way Voice* : un repère pour le développement des médias ethniques**

La volonté de garantir le droit de lire (*right to read*) et le droit à l'information des communautés migrantes a commencé à pénétrer dans le débat public au début des années 2000. Les discours et la demande se sont traduits notamment par l'émergence de la presse écrite à l'attention de la population issue de l'immigration à partir de 2005, année de publication du premier journal mené par et consacré aux migrants sur le territoire insulaire : *The Migrants*. Ce vaste mouvement résulte d'une mobilisation émanant non seulement des immigrés, mais aussi des acteurs de la société majoritaire : les militants de nationalité taïwanaise, ainsi que les associations locales. C'est donc une variété d'acteurs qui ont lancé diverses initiatives cherchant à améliorer le droit à l'information et les modes de participation sociale des immigrés. Ces médias « pour » la minorité produits par la majorité se distinguent de ceux produits « par » la minorité pour sa propre communauté. Ces différences se manifestent en termes de mandat, d'échelle, de positionnement et en raison des relations avec le gouvernement. Dans la section suivante, nous débattons de la distinction entre les deux formes médiatiques de manière plus détaillée.

---

<sup>298</sup> Entretien avec Nene Ho, déjà cité.



Le journal mensuel *4-Way Voice* a été créé en 2006 par Lucie Cheng, la directrice du département de journalisme à la *Shih Hsin University*. L'objectif initial de ce nouvel organe de presse était de promouvoir le droit de lire et le droit à la communication des immigrés. Ce journal a commencé par publier une version vietnamienne — *Bon Phoung* — sur une base mensuelle ; une version thaïlandaise est sortie deux ans plus tard. Le *4-Way Voice* était ainsi devenu le premier journal multilingue, dont la grande majorité du contenu était dans les langues sud-est asiatiques, accompagnés chacun d'un titre traduit en mandarin. Ayant effectué une observation participante, l'auteur de cette thèse a pu connaître la composition de l'équipe du *4-Way Voice*. En 2016, il y avait neuf éditeurs à temps plein, y compris une éditrice en vietnamien et une en indonésien. Ils travaillaient également avec plusieurs éditrices de différentes nationalités à temps partiel pour traduire et rédiger.

Jusqu'à la transformation de son statut, c'est-à-dire avant le passage du statut d'association à celui d'entreprise commerciale, et la démission de la rédaction en 2016, le *4-Way Voice* a joué pendant une décennie un rôle majeur et s'est efforcé de réunir les forces pour instaurer une meilleure société pour les immigrés. Il s'agissait de fournir aussi une plateforme d'*empowerment* pour que des immigrés puissent faire entendre leur voix auprès du grand public, par l'intermédiaire non seulement de ce journal, mais aussi par celui de nombreux articles rédigés par ses éditeurs et parus dans plusieurs journaux généralistes. En raison de son influence et de son dévouement, le *4-Way Voice* a reçu de nombreux prix, parmi lesquels le *Social Utility Award* déclaré par *The Foundation of Excellent Journalism Award* en 2011. Pendant les années suivantes, le réseau et les ressources que ce journal a accumulées ont donné naissance à plusieurs projets liés aux droits culturels des immigrés, qui seront évoqués ultérieurement. Il n'est donc pas exagéré de dire que la création du *4-Way Voice* constitue un jalon important du développement au sein du paysage médiatique et pour la participation publique de la population issue de l'immigration à Taïwan.

Le nom « 4-Way » vient de sa mission de connecter les immigrés originaires des quatre coins du monde. Il s'agit à la fois de créer une plateforme d'échange et de défendre leurs droits.

La fondatrice Lucie Cheng s'est également appuyée sur l'argumentaire de Paulo Freire<sup>299</sup>, qui préconise la défense d'une pédagogie de la libération. En effet, Freire considère comme condition de base pour l'émancipation de laisser les réprimés développer leur propre langage et vocabulaire afin de narrer le monde. Dans une note manuscrite, Lucie Cheng a exposé les objectifs qui ont motivé la création du *4-Way Voice* :

Parmi les nombreuses expressions médiatiques ethniques à l'attention des travailleurs migrants à Taïwan, pratiquement aucun d'entre eux ne remplit la fonction que Paulo Freire a relevée, à savoir établir un mécanisme de conversation pour que les travailleurs migrants puissent comprendre véritablement la réalité dans laquelle ils s'inscrivent et enclencher le processus de « conscientisation », dans l'espoir de contribuer à une évolution sociale constructive. En effet, les travailleurs migrants sont toujours perçus comme des objets à éduquer, rarement comme les éducateurs des locaux.<sup>300</sup>

Une figure clef à relever, cruciale non seulement dans cette initiative communicative consacrée aux épouses étrangères, mais aussi dans les mouvements pour les droits à la citoyenneté culturelle de la population issue de l'immigration plus tard, est celle de l'éditeur en chef du *4-Way Voice*, Zhang Zheng. Il était l'éditeur de la version vietnamienne du journal et est devenu l'éditeur en chef peu après. Outre son rôle d'éditeur en chef du *4-Way Voice*, il était aussi le secrétaire général de la *Chinese Association for Foreign Spouses & Labors' Voice*, une association visant à assurer le droit de communiquer des épouses étrangères via la radio. Après avoir quitté le *4-Way Voice* en 2013, il a entamé la création de la première librairie à Taïwan destinée à la population migrante d'Asie du Sud-Est. Nous allons parler de certaines de ses autres initiatives dans la partie suivante. En somme, à propos de sa mission, l'éditeur en chef, Zhang Zheng, déclare que « l'esprit et la philosophie du *4-Way Voice* sont aussi précis que le message inscrit sur l'épithaphe de Lucie Cheng, à savoir : «laisser les réprimés s'exprimer»<sup>301</sup>.

---

<sup>299</sup> FREIRE, Paulo (1974), *Pédagogie des opprimés (suivi de « Conscientisation et Révolution »)*, Paris: Petite Collection Maspero.

<sup>300</sup> « Le *4-Way Voice* défend la voix réelle des immigrés », PAN, Yunwei, *National Library of Public Information*. Disponible à : <https://www.nlpi.edu.tw/JournalDetailC003313.aspx?Cond=e38d9654-96c0-4a76-ba1b-89b5be504c0c> (MAJ date inconnue ; consulté le 29/09/2018)

<sup>301</sup> Ibid.

D'après Zhang, quatre traits caractérisent ce journal et le différencient d'autres acteurs de la presse écrite insulaire<sup>302</sup> :

- Le journal a été fondé par un groupe marqué par un certain « analphabétisme » : la majorité de la rédaction ne connaît effectivement pas les langues en usage dans le journal. Sa tâche principale a consisté, en premier lieu, à établir une plateforme pour leur permettre de s'exprimer ;
- « Le modèle Web 2.0 » : plus de la moitié du contenu est composée par les lettres des lecteurs ; le journal se considère non seulement comme un endroit où les lecteurs et le monde de l'édition peuvent communiquer, mais aussi comme une scène de valorisation des immigrés ;
- Le positionnement en tant qu'« ami des étrangers » : il se positionne comme un périodique publiant dans leurs langues maternelles et qui désire les accompagner dans ce monde mandarin tout comme leur ami ;
- La bataille culturelle : Lucie Cheng espérait que son journal jouerait le rôle de média alternatif — « Les médias alternatifs ne sont pas seulement des médias au sens strict : ils sont une composante indissociable de l'ensemble des mouvements sociaux qu'ils soutiennent, exposent et poursuivent. Leur réussite ou leur échec ne sauraient être jugés selon de simples considérations économiques, mais devraient être évalués par rapport à leur fonction au sein des mouvements sociaux. »<sup>303</sup> Il s'agissait de réunir les forces des défavorisés et de mener un combat culturel transdisciplinaire pour défendre leurs droits. Autrement dit, ce journal s'efforce de devenir un canal défenseur de la démocratie, d'énoncer ce que les médias *mainstream* ne souhaitent pas, ne peuvent pas et n'osent pas dire. Enfin, et surtout, il mène une bataille de sensibilisation dans le but d'inciter l'action et la volonté du public à participer spontanément.

---

<sup>302</sup> ZHANG, Zheng (2008), *Cross-boundary Cultural Struggle for new migrant (labor) communities under Globalization*. Mémoire : Center for Southeast Asian Studies, National Chi Nan University.

<sup>303</sup> CHENG, Lucie et LO, Shiao-Nan (2009), *Critical Media Literacy*. Taipei : Zheng Zhong Book.

Le *4-Way Voice* ne s'est pas contenté de se consacrer entièrement à l'amélioration de l'accès des immigrés à l'information ; il s'est aussi efforcé de constituer un instrument culturel en participant aux mouvements sociaux et en luttant contre l'inégalité des chances dont souffraient ses lecteurs.

Le contenu principal est toujours accompagné de titres traduits en chinois, ce qui sert non seulement à fournir des informations aux migrants, mais permet aussi aux Taïwanais de saisir le sens du contenu à travers les titres. « En parlant de leur histoire et en lisant celle des autres, les immigrés et les ouvriers migrants peuvent communiquer et se reconforter et ils savent qu'ils ne sont pas seuls. »<sup>304</sup>

Chen Wei-Ping a procédé à une analyse structurelle du magazine. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur la version vietnamienne, car elle lui a semblé la plus représentative en tant qu'échantillon. De son examen, elle a distingué deux stratégies narratives. L'une consiste en des articles éditoriaux incluant des « nouvelles » et portant sur les « droits de l'homme ». L'autre se compose de contributions écrites ou dessinées par les lecteurs eux-mêmes et qui peuvent être encore classées selon cinq catégories : « ville natale », « parenté », « mariage », « sentiment » et « amitié »<sup>305</sup>. Le journal choisit un enjeu spécifique pour le mois, afin de discuter d'une politique : ses impacts, les débats qu'elle suscite et les cas à l'étranger. Ces discussions autour de l'actualité et des droits des populations concernées traduites du mandarin vers le vietnamien visent à relier ces communautés défavorisées à la sphère publique. Les contributions des lecteurs, quant à elles, cherchent à connecter les expériences du quotidien avec la sphère publique.

S'appuyant sur le concept de Paulo Freire, Zhang met en relief deux dimensions du *4-Way Voice*. D'une part, il souligne que le rôle souhaité par le journal est celui d'une plateforme à par-

---

<sup>304</sup> ZHANG, Zheng, *Cross-boundary Cultural Struggle for new migrant (labor) communities under Globalization*, op. cit., p. 3.

<sup>305</sup> CHEN, Wei-Ping (2011), *Alternative Media and Diaspora Identity: Vietnamese « Bao Bon Phuong » and Female Immigration in Taiwan*. Mémoire : Department of Communication & Technology, National Chiao Tung University.

tir de laquelle le public visé se trouve en mesure de lire et écrire librement dans sa langue maternelle. D'autre part, la stratégie adoptée permet aux immigrés de participer, voire d'offrir la possibilité de mener une résistance collective. C'est ainsi que l'on peut considérer ce journal comme une « arme » de l'« activisme culturel »<sup>306</sup>.

Écouter et diffuser la voix des migrants a constitué une des tâches principales du *4-Way Voice*. Pour s'en rendre compte, il est intéressant de rapporter les propos d'une lettre écrite par une ressortissante vietnamienne, Pham Thao Van, également directrice d'un groupe de danse à Taïwan, envoyée peu après la publication du premier numéro :

Je suis vraiment ravie et émue de tenir entre mes mains l'exemplaire du *4-Way Voice* que mon amie m'a passé. Dès le jour de mon arrivée sur le sol de Taïwan, je me suis demandée : pourquoi n'existerait-il pas un journal qui nous appartiendrait à Taïwan, où il y a une importante population vietnamienne ? [...] Maintenant, en voyant ces mots en vietnamien, je me sens heureuse comme si ma famille et mes amis se trouvaient autour de moi ! L'apparition du *4-Way Voice* a exaucé mon vœu. Une voix appartenant aux Vietnamiens est enfin née ! Nous, les migrants, nous avons désormais notre propre journal. Pour cela, nous remercions infiniment l'équipe d'édition !<sup>307</sup>

Sur le plan de l'exploitation, en 2011, les versions en langues philippine, indonésienne et cambodgienne ont été créées pour répondre à la croissance de la population des ressortissants originaires de ces pays, ce qui représente un total de cinq langues. Plus encore, en 2015, le premier numéro en langue birmane a été lancé, peu avant sa fusion avec l'édition cambodgienne. Selon les statistiques, le tirage de la version vietnamienne s'élevait à près de 30 000 exemplaires à son apogée, 6 000 pour la version thaïlandaise, 20 000 pour la version indonésienne et 3 000 pour le tirage du duo de la version cambodgienne et birmane. Bénéficiant du lectorat le plus étendu, à son apogée, la version vietnamienne du magazine se trouvait en mesure d'élargir la

---

<sup>306</sup> ZHANG, Zheng (2008), *Cross-boundary Cultural Struggle for new migrant (labor) communities under Globalization*, op. cit., p. 9, 49.

<sup>307</sup> Travail collectif du *4-Way Voice* et des travailleurs migrants fugitifs (2012), *Escape: Our Formosa, Their Prison*, Prélude. Reading Times Publication : Taipei.

portée de sa distribution et pouvait être achetée dans la plupart des supérettes, alors que les autres versions continuaient à être envoyées par abonnement.

Outre les revenus issus des abonnements et des recettes publicitaires — notamment en provenance des compagnies de transfert d'argent, agences de voyage et compagnies de télécommunication —, le *4-Way Voice* est parvenu à subsister, dans la phase initiale de son existence, grâce à des aides financières provenant de fonds privés. Parmi ceux-ci, il faut citer surtout la *Foundation for Social Transformation*, fondée par des professeurs de la *Shih Hsin University*. Il faut noter que Lucie Cheng était en même temps la directrice de cette fondation, la fondatrice du journal *Lihpao*<sup>308</sup> et du *Graduate Institute for Social Transformation Studies*. Pour le lancement du projet du *4-Way Voice*, elle a accordé un financement de 500 000 NTD<sup>309</sup>. Parmi les financeurs, l'*Eden Social Welfare Foundation* arrivait peu après et a contribué à l'impression et la distribution des trois premiers numéros. Dirigé par la *Judicial Reform Foundation*, l'*Ethnic Harmony Fund* a accordé 120 000 NTD<sup>310</sup> pendant deux ans, au titre que ce projet encourageait l'inclusion interethnique. L'*Elderly Service Organisation* a également alloué, à partir du quatrième numéro, une partie de la subvention venant de la *United Way of Taiwan*, afin d'avoir une rubrique consacrée à la transmission des connaissances et des compétences liées aux soins des personnes âgées prodigués par les travailleurs migrants.

Lancé en 2005 sous l'égide du Ministère de l'Intérieur, le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères a encouragé davantage les projets visant à « construire une société multiculturelle ». L'équipe de rédaction semble avoir hésité au début à solliciter une aide et, dans l'entretien effectué avec Zhang Zheng<sup>311</sup>, ce dernier invoque trois raisons. En premier lieu, leur

---

<sup>308</sup> Fondé en 1988 par Cheng Shewo, journaliste, éditeur et éducateur, fondateur de l'Université Shih Hsin et père de Lucie Cheng, *Lihpao* est caractérisé par ses positions et son discours gauchistes. L'objectif de ce journal est d'agir en faveur des populations défavorisées.

<sup>309</sup> Environ 15 538 USD.

<sup>310</sup> Près de 3 729 USD.

<sup>311</sup> Zhang Zheng, ancien éditeur en chef du *4-Way Voice* et fondateur du *Brilliant Time Bookstore*. L'entretien a eu lieu le 16/12/2016, à Taipei.

force de travail s'était révélée trop limitée pour préparer tous les documents et entreprendre les démarches administratives nécessaires. Il reconnaît également un manque d'enthousiasme de leur part. En second lieu, le Fonds lui-même faisait l'objet de controverses, notamment parce que les bénéficiaires de ce Fonds relevaient plutôt du secteur public que de la société civile. En troisième lieu, les projets et événements subventionnés étaient relativement similaires. Dans cette optique, la possibilité d'un conflit d'intérêt au sujet de l'argent de l'État pour des bénéficiaires qui sont des institutions gouvernementales s'avérait problématique. Lors de l'entretien, Zhang Zheng a exprimé franchement ce qu'il pensait du système de subvention étatique :

Je trouve que « l'audit fait échouer un pays », voire que « l'audit détruit un pays » : c'est trop fatigant, toutes ces formalités administratives, ce qui fait que même s'il y avait le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, nous n'étions pas partant pour nous épuiser à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour déposer une demande. En fondant le journal en 2006, nous n'avions pas même imaginé la possibilité d'obtenir une aide financière du gouvernement. Nous pensions tout faire par nous-mêmes. Quand les gens verraient nos résultats, ils se décideraient à nous soutenir ou pas. Les aides gouvernementales arrivent souvent plus tard, car leur structure est moins libre et va imposer des contraintes.

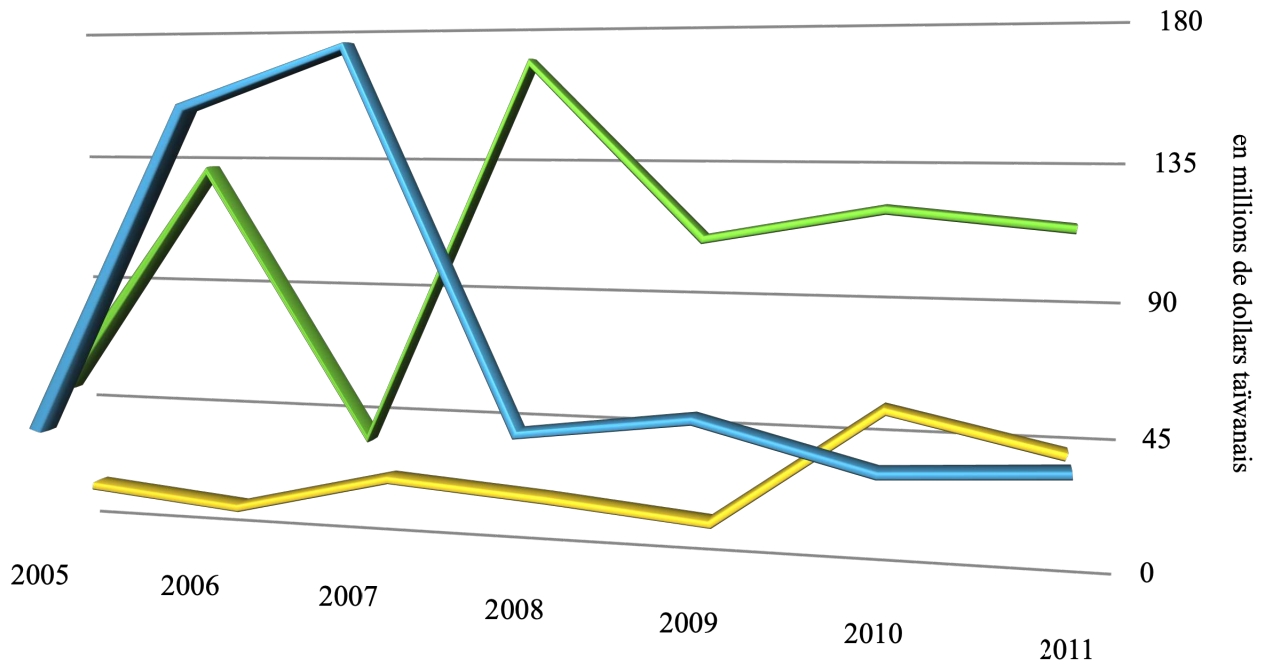
En 2007, le journal a déposé une requête auprès du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, mais sans résultat. L'administration Chen a mis en œuvre le Fonds en 2005, mais au lieu d'accorder des financements aux associations citoyennes, il a eu tendance à les attribuer à des programmes gouvernementaux, ainsi qu'à des institutions relevant du secteur public, notamment en faveur des émissions diffusées par des chaînes de radio publiques à l'attention des épouses étrangères.

Source : Bulletins des subventions du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères. Disponible sur : <https://www.immigration.gov.tw/5385/7445/7451/7508/7523/> ; schéma dessiné par l'auteur.

C'est seulement en 2009 que l'administration de Ma Ying-Jeou a commencé à augmenter les subventions accordées aux associations collectives. Selon un autre entretien avec Asuka Lee — le nouveau rédacteur en chef après la démission de Zhang Zheng en 2013 et le créateur du

— Gvt central      — Gvt locaux      — Projets civils

Évolution des dépenses du Fonds aux projets menés par le gouvernement central, les agences locales et la société civile



« Migrants' Park »<sup>312</sup> —, ce n'est aussi qu'à partir de 2011 que le *4-Way Voice* a commencé à recevoir des subventions gouvernementales. Autrement dit, de 2006 à 2011, ce journal, publié en deux versions, vietnamienne et thaïlandaise (cas unique dans la presse écrite à Taïwan), a pu subsister et se développer exclusivement grâce aux abonnements, aux publicités et à des financements privés.

En 2011, le *4-Way Voice* a proposé son projet phare, « Cinq langues au meilleur de leur forme — Projet d'expansion du droit à la communication culturelle des nouveaux immigrants et des travailleurs migrants », auprès du Ministère de l'Intérieur. Finalement, il a obtenu une aide pendant trois années consécutives de la part du Fonds de soins et de soutien pour les épouses

<sup>312</sup> Nous en parlerons dans la partie suivante.



étrangères. Selon le manager du *4-Way Voice*, David Chen, l'objectif du projet était quadruple<sup>313</sup>

:

1. Établir, par le contenu bilingue, un pont communicatif entre les nouveaux immigrés et les Taïwanais : à la différence des brochures et des publications publiques soucieuses d'« éduquer », ce périodique rédigé dans leur langue maternelle et devant jouer le rôle d'« ami » pouvait davantage aider les immigrés à s'intégrer dans la société d'accueil. Le mode de rédaction bilingue (mandarin/vietnamien, indonésien, thaïlandais, philippin, cambodgien) pouvait également atténuer les suspicions des employeurs ou des membres des familles taïwanaises, étant donné que les titres en mandarin permettaient plus ou moins à ces derniers de comprendre le contenu ;
2. Fournir diverses informations sur la vie à Taïwan de manière à favoriser l'harmonie interethnique : le journal leur fournissait non seulement des informations, à savoir les actualités sur Taïwan ainsi que sur leur pays d'origine, mais mettait aussi à leur disposition des sections pour publier leurs articles et leurs créations dans leur langue maternelle ;
3. Construire une plateforme pour les ONG et le secteur public : avec les nouveaux immigrés et les travailleurs migrants habitant aux quatre coins de Taïwan, les ONG se trouvent souvent confrontées à divers obstacles, telles que la difficulté d'atteindre les populations concernées, de planifier les services sociaux, de communiquer en raison des barrières linguistiques, d'intégrer les ressources existantes... Le journal *4-Way Voice* pouvait servir de plateforme d'échange d'informations contribuant justement à briser les barrières linguistiques. Son but consistait à établir une passerelle entre le secteur public, les ONG et la population immigrée, de manière à ce qu'ils puissent échanger, s'associer et dialoguer de façon directe et publique ;
4. Promouvoir des échanges multiculturels : le journal a organisé des événements d'échange culturel, notamment des expositions d'écrits et de peintures de ses lecteurs. L'objectif était de faire comprendre aux Taïwanais le sentiment de vivre dans un pays étranger.

---

<sup>313</sup> CHEN, David, « Cinq langues au meilleur de leur forme — Projet du *4-Way Voice* à l'expansion du droit à la communication culturelle des nouveaux immigrés et des travailleurs migrants », *National Culture and Arts Foundation Journal*, n° 1, 2013. Disponible à <http://mag.ncafroc.org.tw/single.aspx?cid=105&id=110> (Consulté le 4/10/2018).

Les initiatives ont aussi été menées au sein des bibliothèques et des écoles, afin de faire mieux connaître à la société taïwanaise les cultures sud-est asiatiques.

Il nous semble intéressant d'étudier plus attentivement l'ordonnance du Ministère de l'Intérieur ayant entraîné la dotation de subventions en 2011. De l'étude du Bulletin des statistiques du Ministère de l'Intérieur de l'année 2011<sup>314</sup>, il ressort qu'à partir de 2011, le ministère a accordé, à l'appui du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, 1,9 milliards de NTD, qui ont profité à 294 projets. Ces derniers étaient destinés à « renforcer la situation des nouveaux immigrants, promouvoir des services et une assistance, intégrer des ressources à différents niveaux du gouvernement et de la société civile et à co-construire une nouvelle société reposant sur une harmonie multiculturelle »<sup>315</sup>. Ces 294 projets répondant à l'appel d'offres du Fonds comprennent neuf projets menés par le gouvernement central, qui ont reçu 41,2 millions de NTD ; 1,3 milliards de NTD ont été alloués pour 99 projets financés par les gouvernements locaux et 36,5 millions de NTD pour 186 projets initiés par des associations civiles, dont un est celui du *4-Way Voice*.

Lors de l'entretien, Asuka Lee a expliqué comment le soutien du gouvernement a aidé le journal à changer d'échelle :

En 2011, nous avons lancé le projet « Cinq langues au meilleur de leur forme » comme plan de transition. Les subventions du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères obtenues durant les années 2011 et 2013 nous ont permis d'avoir le budget suffisant pour embaucher davantage de personnel et publier bimensuellement des « éditions spéciales des nouveaux immigrants » sous le format de 16 pages, pour la distribution au sein du secteur associatif et auprès du grand public à titre gratuit. Par le biais de ces éditions spéciales, nous avons pu étendre les versions de deux à cinq langues.

Puis, de 2011 à 2015, nous avons répondu aussi à un appel d'offres lancé par le *Multi-Employment Promotion Program* encadré par le Conseil des Affaires du travail (prédécesseur du

---

<sup>314</sup> Bulletin des statistiques du Ministère de l'Intérieur 2011, [https://www.moi.gov.tw/files/site\\_node\\_file/5955/week10050.pdf](https://www.moi.gov.tw/files/site_node_file/5955/week10050.pdf)

<sup>315</sup> Ibid.

Ministère du Travail, Ndlr.). Nous avons pu engager plus de traductrices et d'éditrices. Mais cette subvention s'est arrêtée en 2015 et nous ne sommes plus arrivés à l'obtenir.

En d'autres termes, nous fonctionnons et survivons de manière autonome grâce aux 500 000 NTD de *Lihpao* du début. Mais nous avons pu nous développer grâce à l'aide financière du gouvernement.<sup>316</sup>

En somme, le journal *4-Way Voice*, avec ses cinq versions — vietnamienne, thaïlandaise, indonésienne, philippine et cambodgienne —, représente un média de référence créé durant la période de 2000 à 2008. Il s'agit d'une période où le volume de la population immigrée, en particulier des épouses étrangères, est monté en flèche. La création de ce journal s'est révélée essentielle notamment pour les raisons suivantes :

1. Il constitue le premier et jusqu'à présent le seul journal à se trouver en mesure de publier en six langues. Il s'est ainsi avéré capable d'atteindre presque toutes les communautés immigrées en provenance d'Asie du Sud-Est et de leur fournir, d'une manière stable, un moyen de communiquer pendant une décennie ;
5. Le *4-Way Voice* a permis aux immigrés de montrer leurs compétences hors de leur travail habituel, notamment l'écriture journalistique, la composition de poèmes, la peinture... Ce journal a contribué à la découverte de nombreux talents issus de l'immigration et a fait office de bassin de talents à chaque fois que les ONG ou les institutions publiques avaient besoin d'une participation de la part de la communauté migrante. Certains immigrés sont ainsi devenus des artistes/écrivains/danseurs de plus en plus reconnus auprès du grand public grâce à cette plateforme de communication ;
6. Répondant au principe de la « pédagogie de l'émancipation », l'*empowerment* des immigrés et la volonté d'en faire des sujets dans le processus de production médiatique constituent un autre centre d'intérêt du *4-Way Voice*. Durant ces dix ans de service, l'équipe rédactionnelle s'est efforcée de prodiguer des formations aux migrants désireux de travailler dans le journalisme. Ce faisant, le *4-Way Voice* a organisé plusieurs ateliers d'*empowerment* en collaboration avec des ONG liées aux droits des immigrés. Il s'agissait notamment d'ateliers de journalisme pour les nouveaux habitants et les adolescents issus de la seconde génération

---

<sup>316</sup> Asuka Lee, ancien éditeur du *4-Way Voice* et fondateur du *Migrants' Park*. L'entretien a eu lieu le 24/01/2017, à Taipei.

d'immigrés. Ainsi, plusieurs éditeurs et traductrices dans l'équipe étaient des nouveaux habitants. Après l'arrêt du *4-Way Voice* en 2016, certains des éditeurs ont décidé d'employer leurs connaissances en journalisme et dans les techniques éditoriales pour fonder leur propre plateforme médiatique. Par exemple, l'éditeur vietnamien Nguyen Thu Ding, peu après la transformation du journal, a créé un site Internet bilingue consacré aux immigrés vietnamiens à Taïwan : *Ngươi Việt Xứ Đài*<sup>317</sup> (« La maison des Vietnamiens-Taïwanais »). L'objectif est de leur procurer un moyen d'articuler leurs points de vue dans leur langue maternelle par le biais des instruments médiatiques ;

7. Pour une analyse plus poussée sur les caractéristiques du *4-Way Voice*, nous prenons la typologie des médias ethniques d'Augie Fleras<sup>318</sup>, qui est basée sur deux axes : son positionnement et son audience-cible. Selon les quatre catégories présentées dans le tableau ci-dessous, le journal *4-Way Voice* apparaît comme un média ethnique relevant de la dynamique « *Inward-Proactive* ». Ce journal cherche à mobiliser et à *empower* « depuis l'intérieur » les communautés migrantes. Cependant, même s'il prend des initiatives pour sensibiliser « vers l'extérieur » les citoyens taïwanais sur la situation discriminatoire dont souffre cette population et pour montrer leurs talents et compétences, son attention demeure portée sur le droit de communiquer et le droit de lire des immigrés. D'un autre côté, son objectif dépasse la simple volonté de refléter de manière « réactive » la réalité que vivent ces communautés et de répondre à leur besoin d'être informés. En effet, il envisage aussi de mener de manière « proactive » une « bataille culturelle » sur l'importance de l'égalité de leurs conditions de travail et de leurs droits culturels, notamment celui de lire et communiquer — l'activisme culturel —, comme l'ont déclaré Lucie Cheng et Zhang Zheng ;

### Tableau : Typologie des médias ethniques

---

<sup>317</sup> <http://nguoivietxudai.com/Home> (consulté le 19/05/2016)

<sup>318</sup> FLERAS, Augie (2011), *The Media Gaze: Representations of Diversities in Canada*, University of British Columbia Press : Vancouver.

	<b>Reactive (Defensive)</b>	<b>Proactive (affirmative)</b>
<b>Inward (Bonding/insular)</b>	<p>« <b>Constructing buffers</b> » Réagir à la négativité/invisibilité médiatique en offrant une perspective minoritaire, y compris un accès aux informations locales et du pays d'origine</p>	<p>« <b>Creating bonds</b> » Mettre l'accent sur des célébrations au sujet des accomplissements à la fois individuels et communautaires pour favoriser la cohésion communautaire et la fierté culturelle</p>
<b>Outward (Bridging/integrative)</b>	<p>« <b>Crossing borders</b> » Réagir contre l'injustice sociale (préjugés, discriminations) en plaidant pour des changements positifs et l'équilibre des règles du jeu</p>	<p>« <b>Building bridges</b> » Promouvoir des images positives sur les accomplissements des minorités pour stimuler leur participation civique dans une société inclusive</p>

Source : Augie Fleras (2011) ; le tableau établi par l'auteur

5. Il est intéressant de constater que, même si le positionnement du journal est parfois orienté à l'encontre de l'autorité en plaidant pour des changements à propos des réglementations et des injustices liées à l'application des lois, il contribue à maintenir de bonnes relations et une collaboration de plus en plus étroite avec l'État, tandis que ce dernier lui fournit volontairement une aide financière. Ce paradoxe apparent résulte possiblement des facteurs suivants : a) l'État a besoin d'atteindre une population située quasiment hors de sa portée et de la structure majoritaire ; b) ce journal a instauré un lieu actif entre l'État, les immigrés et les ONG avec pour but de partager des informations et coordonner des réseaux, ainsi que des programmes consacrés à la population issue de l'immigration ; c) le fait que le *4-Way Voice* propose des formations pour les immigrés et qu'il développe une réserve de professionnels parmi ces communautés penche en faveur du processus d'intégration et d'inclusion sociale des immigrés ; d) pour ce qui touche le multiculturalisme et la coexistence des cultures diverses, son mandat s'est aligné sur les directives de l'État, de l'administration Chen à celle de Ma ; e) l'existence du *4-Way Voice* constitue une preuve à la fois de la volonté de l'État de promouvoir le multiculturalisme et, de la part du journal, d'aider à

construire une image positive de la gestion et de la politique interethnique du gouvernement taïwanais.

### 8.3. « Média-par » vs. « Média-pour »

Les chercheurs Dan Caspi et Nelly Elias se sont intéressés au rôle des médias dans la médiation entre la majorité et la minorité, ainsi qu'à la possibilité des minorités de développer leurs propres médias pour défendre leurs intérêts<sup>319</sup>. Il est important de ne pas les confondre avec les médias destinés à l'audience majoritaire s'intéressant aux sujets liés à l'ethnie minoritaire — les « médias-sur » (*media-about*) — et qui sont diffusés pour la plupart dans les médias de masse. Dans le cadre de la politique taïwanaise, ce sont les « médias-pour » les immigrés, notamment les émissions radiophoniques consacrées aux travailleurs migrants apparues vers la fin des années 1990, étudiées dans la première partie, qui ont d'abord émergé. L'objectif de ces émissions de radio à l'attention des travailleurs migrants répondait à une requête du gouvernement au sujet de l'adaptation ou des changements comportementaux de la part de ces audiences. Dans leur article, Caspi et Elias ont d'abord illustré la distinction entre ces trois médias de la façon suivante :

**Tableau : Médias mainstream (*Media-about*) versus Médias ethniques**

	<i>Media-about</i>	<i>Media-for</i>	<i>Media-by</i>
<b>Langue du média</b>	Langue de la majorité	Langue de la minorité ou combinaison des deux langues	Langue de la minorité
<b>Orientation du média vers</b>	La majorité	La minorité	La minorité

<sup>319</sup> CASPI, Dan et ELIAS, Nelly (2011), « Don't patronize me: media-by and media-for minorities », *Ethnic and Racial Studies*, 34: 1, pp. 62-82.

	<i>Media-about</i>	<i>Media-for</i>	<i>Media-by</i>
<b>Média principalement au service de</b>	La majorité	Essentiellement la minorité, mais aussi la majorité dans une certaine mesure	La minorité
<b>Représentation de la minorité dans les médias</b>	Sous-représenté/ représentation souvent faussée ou stéréotypée	Représentation de « compensation »	Représentation de « compensation »

Source : Dan Caspi et Nelly Elias (2011, p. 64) ; le tableau établi par l'auteur

Les « médias-pour » et les « médias-par », regroupés par Dan Caspi et Nelly Elias sous le chapeau des médias minoritaires, présentent encore des caractères différents. En effet, les auteurs ont formulé douze critères structurels, rassemblés en trois catégories, de manière à identifier « the poles of the possible continuum » des médias ethniques. Il faut aussi noter que les distinctions de nature sont souvent négligées entre ces deux prototypes :

1. Initiative et conception des médias
  - i. Initiative derrière l'établissement des médias
  - ii. Nature de la propriété
  - iii. Identité (nationalité) des membres et de la direction
8. Fonctionnement des médias
  - i. Intentions des médias
  - ii. Attitude à l'égard de la majorité et des pays d'origine
  - iii. Groupe de référence professionnel
  - iv. Accès de la minorité aux médias
  - v. Représentativité de la minorité dans les organisations
9. Contrôle des médias
  - i. Politique
  - ii. Économique

### iii. Public

Partant de l'étude des médias arabes produits en Israël, tout particulièrement ceux de la radio et de la télévision, les auteurs comparent les médias parrainés par la structure de la majorité — tant par le secteur public que privé — fonctionnant à côté des médias commerciaux créés par la communauté arabe par le biais de douze critères possibles qu'ils ont mis en évidence :

**Tableau : « Médias-pour » versus « Médias-par » de Caspi et Elias**

	<b>Media-for</b>	<b>Media-by</b>
Initiative	Établissements de la majorité, par un parti politique ou résultant d'initiatives privées venues de la majorité	Initiatives collectives ou individuelles venues de l'intérieur de la minorité
Propriété et financement	Plutôt propriété publique/ gouvernementale/politique, même si la propriété privée est possible aussi	Plutôt propriété privée, même si le financement public via des ONG ou des organismes gouvernementaux est possible aussi
Personnel	Généralement venus de l'intérieur de la majorité et/ou des membres minoritaires les mieux assimilés	Généralement venus de l'intérieur de la minorité
Direction	Souvent issus de l'intérieur de la majorité et/ou des membres minoritaires les mieux assimilés	Généralement issus de l'intérieur de la minorité
Agenda	Écart entre les intentions des médias et de la minorité ; tentative de dicter l'agenda de la majorité à la minorité	Compatibilité entre les intentions du média et de la minorité ; tendance à refléter l'agenda de la minorité
Attitude envers le pays d'origine et la co-ethnie des autres pays	Ignorance/répression ; souvent critique	Idéalisation, solidarité, nostalgie, transnationalisme
Attitude envers la majorité	Plus favorable que critique ; pro-intégration	Plus critique que favorable ; pro-ségrégation



	<b>Media-for</b>	<b>Media-by</b>
Groupe de référence	Professionnels issus de la majorité	Professionnels issus de la minorité
Accès et représentation de la minorité	Accès relativement limité pour la minorité ; représentation paternaliste et superficielle	Accès relativement libre pour la minorité ; représentation diversifiée et plus authentique
Contrôle politique	Fort et rigoureux ; parfois utile en termes de publicité pour le gouvernement	Généralement laxiste ; parfois de manière indirecte concernant les infrastructures, la régulation, les subventions gouvernementale, etc.
Contrôle économique	Négligeable pour les médias publics, significatif pour les médias privés	Dépend des ressources communautaires ; fort en termes de propriété privée et laxiste en termes de propriété publique
Contrôle public (Dépendance à l'audience)	Laxiste en termes d'audience minoritaire	Strict en termes d'audience minoritaire

Source : Dan Caspi et Nelly Elias (2011, p. 67) ; le tableau établi par l'auteur

La situation du paysage médiatique taïwanais diffère singulièrement des paradigmes formulés par les auteurs ; elle semble même contradictoire pour ce qui relève de la dimension fonctionnelle des médias. En s'aidant des travaux de Dan Caspi et Nelly Elias, notre analyse s'efforce ici de distinguer les caractéristiques de ces deux formes de médias à Taïwan, afin de mieux appréhender leurs rôles dans la gestion de la réciprocité des relations entre la majorité et la minorité :

**Tableau : 4-Way Voice versus INTAI / The Migrants à Taïwan**

	<b>4-Way Voice (Média-pour)</b>	<b>INTAI et The Migrants (Médias-par)</b>
<b>Initiative</b>	Initiative privée d'un établissement de la majorité	Initiative collective ( <i>INTAI</i> ) et individuelle ( <i>The Migrants</i> ) des communautés migrantes

	<b><i>4-Way Voice</i></b> <b>(Média-pour)</b>	<b><i>INTAI et The Migrants</i></b> <b>(Médias-par)</b>
<b>Propriété et financement</b>	Propriété privée avec le financement de fonds privés ; aide publique venue plus tardivement	Propriété privée ; dépend des abonnements et des recettes publicitaires
<b>Personnel</b>	Principalement des Taïwanais en collaboration avec des éditeurs/ traductrices issus de la minorité	Issus de la minorité en collaboration avec des graphistes/photographes taïwanais
<b>Direction</b>	Majoritairement des Taïwanais	Des immigrants
<b>Agenda</b>	Écouter et exprimer la voix de la minorité ; dénoncer les injustices sociales	Diffuser les politiques et la réglementation de Taïwan, ainsi que des nouvelles des pays d'origine
<b>Attitude à l'égard du pays d'origine et de la co-ethnie des autres pays</b>	Solidarité, nostalgie, idéalisation	Idéalisation, nostalgie, transnationalisme
<b>Attitude envers la majorité</b>	Plus critique que favorable ; pro-espace multiculturel	Plus favorable que critique ; pro-adaptation
<b>Groupe de référence</b>	Professionnels de la majorité et de la minorité	Professionnels de la minorité
<b>Accès et représentation de la minorité</b>	Accès relativement libre grâce à une plateforme ouverte ; représentation authentique et diverse	Accès libre pour la minorité ; représentation authentique
<b>Contrôle politique</b>	Laxiste et indirect	Laxiste et indirect
<b>Contrôle économique</b>	Significatif	Significatif, dépendant presque entièrement des publicités
<b>Contrôle public</b>	Strictement effectué par l'audience minoritaire	Strictement effectué par l'audience minoritaire

Source : Par l'auteur de la thèse

Avec le tableau ci-dessus, nous pouvons constater comment la situation des médias ethniques se distingue de celle du cadre imaginé par Dan Caspi et Nelly Elias, les critères marqués en couleur se révélant même contradictoires avec les paradigmes proposés par les professeurs

Caspi et Elias. Étant donné le manque d'études empiriques sur un tel phénomène paradoxal et que ce questionnement, quoiqu'intéressant, ne constitue pas le centre d'intérêt de cette thèse, nous ne pouvons que tenter de relever des explications possibles à partir des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche avec des acteurs des médias ethniques.

D'un côté, les entretiens réalisés dans le cadre de cette thèse avec les migrants travaillant dans les médias ethniques, notamment avec Nene Ho, Tony Thamsir et Virut Taoprasirt, font ressortir que certaines motivations apparaissent de manière récurrente, à savoir « diffuser les règlementations du gouvernement » et « réduire les conflits entre la minorité et la majorité », voire « apporter une contribution à la société et embellir les deux parties concernées ». Ce phénomène paradoxal pourrait s'expliquer par l'attitude même des migrants vis-à-vis de la société *mainstream*. De manière générale, en dépit de l'inefficacité relative des mesures promouvant le multiculturalisme, ces derniers se sentent de plus en plus respectés grâce au volontarisme du gouvernement et du public majoritaire, donnant naissance à un sentiment d'« appartenance » et à une envie de mieux « s'intégrer » dans la société insulaire. Lors de l'entretien cité plus haut avec Tony Thamsir, co-fondateur de l'INTAI, au lieu de mettre en cause le gouvernement taïwanais, son journal envisageait plutôt de « contribuer » à la société *mainstream* :

[...] je pense que notre entreprise doit apporter une contribution à la société taïwanaise. Elle doit aussi aider à établir un pont entre les gouvernements taïwanais et indonésien pour dissiper les malentendus et réduire les conflits. [...] J'envisage donc d'embellir les choses des deux côtés.<sup>320</sup>

Virut Taoprasirt, animateur de la première émission radiophonique destinée aux Thaïlandais à Taïwan, nous a donné des éléments de compréhension vis-à-vis de cette attitude pendant l'entretien :

Puisqu'ils sont à Taïwan, ils ont besoin de comprendre le système taïwanais. Les Thaïlandais ont l'habitude de rester dans leur coin ; je les encourage donc à sortir et à se lier d'amitié avec des Taïwanais, qui les aideront à apprendre le mandarin. S'ils ne parlent pas bien la langue, ils ne peuvent pas s'aider eux-mêmes en cas de problème. L'objectif des médias devrait consister à les

---

<sup>320</sup> Entretien avec Tony Thamsir, déjà cité.

encourager à mieux comprendre les coutumes locales, ainsi qu'à s'adapter pour survivre dans la société d'accueil. J'espère qu'ils pourront s'intégrer dans la société taïwanaise et vivre de façon indépendante. Comment les intégrer ? Pour y arriver, il nous faut diffuser des informations correctes et suffisantes.<sup>321</sup>

L'entrevue que nous avons effectuée avec Nene Ho, la fondatrice de *The Migrants*, a apporté des éléments particulièrement éclairants au sujet des relations entre son journal et l'État :

Non, je ne veux pas publier quoi que ce soit contre le gouvernement. Je peux le critiquer en personne, mais pas dans le journal. Car j'ai besoin d'amis, pas pour moi-même, mais pour pouvoir aider le plus de gens possible. Je maintiens de bonnes relations avec le gouvernement taïwanais, ainsi qu'avec le gouvernement philippin. Je pourrais dire des choses dans le journal, mais pas de manière trop extrême.<sup>322</sup>

Les militants pionniers taïwanais pour les droits des migrants ont pour la plupart poursuivi leurs études aux États-Unis au cours des années 1970 et 1980. Ils ont choisi la philosophie de la « pédagogie de l'émancipation » élaborée par l'éducateur sud-américain Paulo Freire. Celle-ci repose sur le principe de fournir aux réprimés la capacité d'écrire, de parler et de transmettre leur opinion, afin de participer aux changements structurels contre les injustices imposées par la société dominante. La fondatrice du Programme d'alphabétisation de Meinung (1995), Hsia Hsiao-Chuan, est en même temps la fondatrice de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* (2003). Avec Lucie Cheng, la créatrice du *4-Way Voice*, il s'agit des deux pionnières ayant jeté les bases d'un discours affirmant l'identité de la population migrante et valorisant leur pouvoir d'agir. Ce discours a largement été repris par les militants taïwanais pour la planification des initiatives de défense des droits des migrants. Lors de l'entretien réalisé avec Asuka Lee, celui-ci a mentionné que « l'objectif du journal n'était pas simplement d'établir un pont pour instaurer un dialogue, mais il s'agissait d'assumer la responsabilité sociale à propos du bien commun et de la justice. À cet égard, nous savons quelle est notre position. »<sup>323</sup> Cet argument correspond à celui exprimé par Zhang Zheng :

---

<sup>321</sup> Entretien avec Virut Taoprasirt, déjà cité.

<sup>322</sup> Entretien avec Nene Ho, déjà cité.

<sup>323</sup> Entretien avec Asuka Lee, déjà cité.

Le gouvernement a une responsabilité absolue à l'égard des immigrés. Cependant, puisque les migrants n'ont aucun moyen à leur disposition pour dialoguer avec l'État, il est nécessaire que des ONG et émissions médiatiques luttent pour défendre leurs intérêts. Parce qu'ils sont à côté de nous et que nous les voyons, on ne peut pas accepter de les voir souffrir : c'est ça, l'empathie de l'être humain.<sup>324</sup>

En raison de l'essor rapide du nombre des migrants au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de profondes mutations ont marqué le tissu social taïwanais. Dans le cadre de la première alternance politique, l'administration Chen a montré toute sa détermination à diluer l'héritage culturel chinois, à gérer les délicates relations interethniques et à (re)construire une communauté nationale. Pour ce faire, elle s'est efforcée de promouvoir la culture des minorités ethniques, notamment des autochtones, des Hokkiens (taïwanais), des Hakkas et, ce qui est plus récent, des « nouveaux habitants », comme en témoignent le mouvement de la citoyenneté, la Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale et le Congrès sur le développement ethnique et culturel. Toutes ces initiatives visaient à prouver le volontarisme du gouvernement en faveur d'une reconnaissance de la politique multiculturelle. À la suite de la directive du Yuan Exécutif<sup>325</sup> au Parlement, le Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent a été mis en marche en 2003 avec huit missions principales, parmi lesquelles l'élévation du niveau d'éducation, le développement de la culture des nouveaux habitants et la communication concernant les politiques en la matière. Encore en 2005, peu après le Congrès mentionné ci-dessus, le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, visant à incorporer des ressources de 10 milliards de NTD pendant une dizaine d'années, a été institué dans le but de renforcer le système d'assistance aux nouveaux habitants, de cultiver et développer les ressources humaines et de construire une société multiculturelle<sup>326</sup>.

Néanmoins, bien que le discours multiculturaliste soit largement appliqué dans la rhétorique officielle et les dispositifs mis en place, l'attitude discriminatoire et le nationalisme demeurent

---

<sup>324</sup> Entretien avec Zhang Zheng, déjà cité.

<sup>325</sup> Équivalent du Premier ministre en France.

<sup>326</sup> Article n° 1 des *Regulations for the Management of Collection and Operation of Foreign Spouse Care and Guidance Fund*, promulgué en novembre 2004.

toujours présents au sein des pratiques législatives. Cette contradiction se traduit notamment par tout un éventail de mesures restrictives : resserrement des conditions et allongement du temps d'attente des épouses chinoises pour obtenir leur titre de séjour, établissement d'une Agence nationale de l'Immigration composée principalement de policiers et chargée de mieux surveiller, enquêter et contrôler les immigrés, violation fréquente des droits des travailleurs migrants. Afin de lutter contre l'injustice des réglementations, la société civile s'est mobilisée ; elle a cherché à former des alliances associatives et à organiser des manifestations et des plaidoyers, mais, dans le même temps, les travailleurs migrants se sont aussi réunis pour exprimer leur colère sous la forme de révoltes. Les droits des migrants sont devenus un enjeu suscitant de vifs débats dans la sphère publique, à cause de la révolte ayant éclaté à Kaohsiung en 2005 et dans laquelle les hauts fonctionnaires du parti au pouvoir ont été impliqués. Au niveau de la représentation médiatique, malgré le fait que la population concernée soit beaucoup plus visible et évoquée qu'elle ne l'était avant l'an 2000, les images que les médias diffusent demeurent encore trop souvent négatives et stéréotypées. De plus, des doutes autour des épouses étrangères sont, de façon récurrente, liés aux relations tumultueuses à la Chine continentale et aux différentes stratégies diplomatiques menées avec les pays sud-est asiatiques. La crainte d'une menace contre la cohésion de l'identité nationale mise en exergue dans les médias de masse ne semble pouvoir entraîner qu'une aggravation de la vulnérabilité des migrants à Taïwan.

Les médias ont constitué un axe majeur de la politique multiculturelle sous la présidence de Chen Shui-Bian, plus spécifiquement la télévision. En effet, la *Hakka TV* a été lancée en 2003 ; le but affiché de cette nouvelle chaîne de télévision était de promouvoir la culture et de contribuer à la reconnaissance de la communauté hakka. Deux ans plus tard, la *Taiwan Indigenous Television* a été fondée : il s'agissait de la première chaîne télévisée, en Asie, entièrement dédiée à une communauté autochtone. Au cours de la même année, un rapport gouvernemental a été rédigé à la suite d'une visite au Canada pour étudier le système de radio-télédiffusion publique. Plusieurs problématiques en étaient ressorties, à savoir les revendications d'un Congrès citoyen sur le sujet de la politique de la communication multiculturelle, la responsabilité des chaînes de télévision et de radio publiques sur la représentation des ethnies minoritaires. En 2006, la Commission nationale des communications (NCC) a été instituée. Il s'agit d'une agence statutaire

indépendante du Yuan Exécutif, chargée de réglementer le développement de l'industrie des télécommunications et de l'information. Comme le stipule l'Article 1 de la loi d'organisation, ses missions principales consistent en la protection des consommateurs, le respect des droits des populations défavorisées et la promotion du multiculturalisme. Conformément à cette mission, la NCC a rédigé un rapport intitulé « A Study of the Multicultural Index for Electronic Media », dont l'objectif est de définir des critères et des indices pour permettre un paysage médiatique plus diversifié en termes de représentation culturelle. Cependant, n'ayant pas force de loi, les recommandations du rapport à propos du système de radio-télédiffusion publique et de l'indice multiculturel sur les médias électroniques n'ont reçu qu'un écho extrêmement limité.

À l'appui du Fonds et de la ligne directrice encourageante de l'État, le *Chinese TV System* a lancé en 2005 la toute première émission télévisée à l'attention des nouveaux habitants : « Les Belles-filles de Taïwan ». Cependant, son but et son contenu insistaient sur l'importance pour les épouses étrangères d'apprendre les mœurs taïwanaises et de tolérer les inconvénients relatifs à leur situation, de manière à pouvoir être assimilées dans la société d'accueil le plus rapidement possible. Deux ans après, nous observons une évolution sur le plan de la rhétorique à travers un autre programme télévisuel, lancé cette fois par le *Taiwan Public Service* : *The Vietnamese Brides in Taiwan*. S'inscrivant dans le cadre de la campagne *Together We Live in Sisterhood*, composée d'une programmation et d'activités liées au thème de l'immigration, cette série raconte le parcours des épouses étrangères, expose leurs motivations à leur arrivée à Taïwan et décrit les difficultés rencontrées dans la vie quotidienne. C'est également la première fois que des nouveaux habitants ont été recrutés pour jouer leur propre rôle. Malgré le fait que le récit et l'attitude envers la population étudiée aient essentiellement changé entre ces deux programmes télévisés, ces initiatives statutaires ne comblent toujours pas le manque d'accès à l'information et surtout les améliorations nécessaires en termes de participation active. Conformément aux modèles avancés par Stephen Riggins à l'égard des relations entre les médias ethniques et le soutien étatique, le gouvernement taïwanais a eu tendance à suivre le *Divisive Model*, puisqu'il s'est efforcé de répartir les ressources et de les octroyer séparément entre les différentes minorités ethniques, de manière à s'assurer une prise de pouvoir optimale en définissant en quoi doit consister la « culture ethnique ». En outre, comme l'évoque Hsia Hsiao-Chuan, la

bataille pour les ressources limitées du gouvernement pourrait entraîner une division entre des groupes ethniques militants.

C'est à ce moment qu'entrent en jeu les médias initiés par la société civile, plus spécifiquement les communautés migrantes et les militants taïwanais. En considérant l'agentivité des immigrés, c'est-à-dire « la capacité à agir de façon autonome et à transformer les discours normatifs »<sup>327</sup>, ces acteurs ont commencé à affirmer une position de résistance et à poser un regard subjectif sur leur propre vie par le biais d'instruments tels que les médias. La fin de l'année 2004 est marquée par la sortie du premier journal réalisé par la communauté migrante elle-même, *The Migrants*, qui s'adresse à la diaspora philippine. En 2006, à ses débuts, *INTAI* a fourni des informations utiles, ainsi que du divertissement à ses compatriotes indonésiens. Au cours de la même année, un groupe associatif taïwanais a fondé le journal *4-Way Voice* en version vietnamienne et thaïlandaise. Comme l'annonce son rédacteur en chef, Zhang Zheng, le rôle affiché par ce journal consiste à offrir « une plateforme apte à donner la parole aux réprimés en luttant contre les perspectives stéréotypées et grotesques à propos des nouveaux immigrés au sein des médias *mainstream*. Il s'agit aussi de réunir les forces des défavorisés et de mener un combat culturel transdisciplinaire pour défendre les droits qui leur reviennent. »<sup>328</sup>

La typologie de Dan Caspi et Nelly Elias nous semble appropriée pour comparer les deux genres de médias ethniques qui disposent d'une incidence significative tant sur les communautés migrantes que sur le paysage médiatique. Les « médias-pour » sont des médias créés par des structures publiques ou privées venant de la majorité à l'attention des audiences minoritaires, comme c'est le cas du journal *4-Way Voice*, alors que les « médias-par » sont des médias initiés par la communauté elle-même pour leurs compatriotes, à l'instar de *The Migrants* et d'*INTAI*. Les caractères de ces médias se manifestent selon des modalités différentes, voire divergentes

---

<sup>327</sup> MARÉCHAL, Mariève (2012), « Agentivité et création : l'enjeu de la représentation du réel dans "Cette fille-là" de Maïssa Bey », *Postures*, Dossier « En territoire féministe : regards et relectures », n° 15, En ligne : <http://revuepostures.com/fr/articles/marechal-15> (Consulté le 16/10/2018).

<sup>328</sup> ZHANG, Zheng, *Cross-boundary Cultural Struggle for new migrant (labor) communities under Globalization*, op. cit., p. 3.



par rapport à celles proposées par les auteurs. D'un côté, au lieu de délivrer une parole dissidente, comme le suggère l'étude de Caspi et Elias, les fondateurs de *The Migrants* et d'*INTAI*, si l'on en croit ce qu'ils déclarent dans les entrevues que nous avons effectuées, expriment leur fierté de pouvoir diffuser les réglementations, les politiques et l'ensemble des dispositifs institués par le gouvernement. En outre, l'attitude de ces médias ethniques commerciaux à l'égard des minorités semble plutôt encline à une accélération de l'intégration. D'un autre côté, au lieu de strictement servir de porte-parole du gouvernement ou du système dominant, le *4-Way Voice* a tout de même mené des discussions sur les abus du système dominant. Par exemple, une rubrique a été créée pour que des immigrants clandestins puissent exposer par courrier les raisons qui les ont conduits à se cacher, entraînant une série de débats sur le système des travailleurs migrants dans les médias de masse. Héritiers de l'esprit de la pédagogie de l'émancipation, les médias initiés par les militants taïwanais s'efforcent de lutter contre les injustices structurelles en défendant les droits des immigrants et la possibilité d'un espace multiculturel.

### **Partie III. Président Ma Ying-Jeou (2008-2016) : Les pressions de la société civile pour encourager la participation des immigrés?**

Comme cela a été mentionné auparavant, dans la lignée des révélations sur les scandales de corruption liés à la famille du président Chen Shui-Bian, une campagne de grande échelle nommée *Depose Chen* (destituer Chen) et des manifestations ayant mobilisé des dizaines de milliers de participants — le *Red Shirt Movement* —, ont été organisées en août 2006. Cette crise politique a d'une part entraîné la chute de la popularité du président Chen et de son parti (le PDP), mais elle a surtout, d'autre part, provoqué une rupture polarisée entre les coalitions pan-bleu et pan-vert, ainsi qu'une tension interethnique entre les communautés Hokkien et Hakka, qui étaient, pour les premiers, partisans du PDP et, pour les seconds, favorables au KMT. En outre, rappelons que, en 2005, la République populaire de Chine avait mis en place la Loi antisécession. Cette dernière visait à empêcher une possible déclaration d'indépendance de Taïwan<sup>329</sup>. Dès lors, les relations sino-taïwanaises se sont envenimées, jusqu'à traverser leur pire crise de l'histoire. La reconstruction de l'identité nationale de Taïwan et le discours redéfinissant les Taïwanais semblent avoir à cette occasion rencontré un sérieux revers.

Dans l'espoir de récupérer le pouvoir, le KMT a désigné Ma Ying-Jeou, ancien maire de Taipei et président du KMT à l'époque, comme candidat à l'élection présidentielle de mars 2008. Le père de ce dernier n'est autre que Ma Ho-Ling, un cadre haut placé du KMT ayant quitté la Chine continentale suite à la défaite de son parti, après la guerre civile de 1949, l'opposant aux communistes. De façon à brièvement révéler les points clés de son histoire, Ma est né en 1950 à Hong Kong. Il a immigré à Taïwan avec ses parents à l'âge de deux ans. Après ses études en droit à l'Université de Harvard, il a commencé sa carrière de haut fonctionnaire en tant que traducteur personnel en anglais pour le président Chiang Ching-Kuo, fils de Tchang Kaï-Chek. Ma Ying-Jeou représentait alors l'élite des intellectuels du KMT, mais surtout, il

---

<sup>329</sup> En réponse à cet acte, une manifestation a été organisée le 26 mars 2005 pour dénoncer l'adoption de la Loi antisécession. Un million de Taïwanais y ont participé partout sur l'île pour dénoncer les points menaçants de la loi, qui légalisait l'emploi de moyens « non pacifiques » afin de prévenir toute forme possible de déclaration d'indépendance de la République de Chine. Le président Chen Shui-Bian et son administration étaient présents à cette manifestation.

symbolisait l'émergence d'une nouvelle génération, jeune, sportive et proche de son peuple. Autre fait mémorable, lors de son élection en qualité de président du KMT, Ma a affirmé, pour la première fois dans l'histoire du KMT, sa volonté d'accélérer la « localisation ». Il s'agissait d'un discours visant à mettre en relation les élites du KMT avec le sol et le peuple de Taïwan. En soulignant à plusieurs reprises qu'il était taïwanais et qu'il appartenait à la catégorie des « nouveaux Taïwanais », Ma a appuyé l'idée selon laquelle le KMT, bien qu'il vienne de Chine continentale, conservait le principe de « Taïwan en priorité ». Dans son ouvrage *L'esprit du lieu natal* (Tdl.)<sup>330</sup>, considéré comme une œuvre explicite quant à son discours sur la localisation<sup>331</sup>, Ma a défini la « localisation » comme un processus continu de reconstruction et d'inclusion de l'esprit et de l'histoire du sol taïwanais. En d'autres termes, l'esprit qui représente Taïwan constitue une convergence des cultures migrantes. Il ne s'agit en revanche en aucun cas ici d'un processus de « dé-sinisation ».

## ***Chapitre 9 : Réorientation vers une politique pragmatique et prudente***

En promettant de relancer la croissance économique, de stabiliser les tensions ethniques et de pacifier les relations transdétroit, Ma s'est engagé sur une ligne directrice axée principalement sur le développement de l'économie de Taiwan. Cette partie de la thèse visera d'abord à analyser l'impact de la politique menée par Ma quant aux politiques migratoires. L'analyse du corpus des discours, des réglementations et des projets législatifs (tels que les discours publics du président Ma Ying-Jeou et de son cabinet), ainsi que du projet de loi de la Culture et des lignes directrices concernant la population migrante et leurs droits culturels, sera au cœur des chapitres 9 et 10.

---

<sup>330</sup> MA, Ying-Jeou (2007), *L'esprit du lieu natal : L'histoire canonique de Taïwan* (Tdl.). Taipei : Commonwealth Publishing Group.

<sup>331</sup> Comme nous l'avons vu, la localisation est un discours politique à Taïwan qui met en avant les cultures diverses de Taïwan en opposition à l'hégémonie de la culture chinoise. Au lieu de conserver l'image d'une simple variante culturelle de la Chine, le mouvement entreprend une optique taïwanocentrée et déclare la spécificité et la singularité de la culture locale taïwanaise, composée de Taïwanais, de Hakkas et de groupes autochtones.

Nous appréhenderons ici l'attitude pragmatique et prudente de ce président vis-à-vis des relations, à la fois internes et externes, de Taïwan face à la Chine continentale et aux pays sud-est asiatiques. Cette étude se focalisera ensuite sur les dispositifs et les programmes lancés par l'État à l'attention des « nouveaux habitants » de Taïwan, en vue de devenir le pays multiculturel qu'il prétend être.

L'expression « nouveaux habitants » (prononciation : *hsin chu min*) désigne les migrants arrivés à partir de la fin des années 1970 et différant des immigrants de l'ethnie han établis auparavant. Cette appellation est à distinguer du terme « *yuan chu min* » — littéralement « habitants d'origine » —, qui renvoie aux autochtones. À Taïwan, il existe, selon les contextes, une nuance entre « nouveaux habitants » et « nouveaux immigrants ». Le premier pourra comprendre à la fois les époux étrangers (environ 90% féminin) et les travailleurs migrants, alors que le second fait spécifiquement référence aux époux étrangers.

Le remplacement de l'appellation des « mariées étrangères » par celle des « épouses étrangères », puis finalement par celle des « nouvelles immigrées » démontre l'évolution des mentalités sur la manière dont ces femmes étrangères ont été perçues par la majorité des Taïwanais. Ainsi, au début, les personnes de cette communauté en étaient réduites à leur statut de future mariée à un homme taïwanais. L'expression les désignant étant considérée comme discriminatoire, des associations ont commencé à agir pour un changement de label. En 2003, l'*Awakening Foundation* a organisé une activité invitant des immigrants à choisir une nouvelle appellation pour nommer leurs communautés et le nom de « nouvelles femmes migrantes » a été choisi parmi d'autres. Pour satisfaire l'opinion publique, le Ministère de l'Intérieur a annoncé un décret demandant aux organes gouvernementaux de substituer au terme de « mariée étrangère » ceux d'« épouse étrangère » et d'« épouse chinoise » sur tous les documents officiels. Le mot « épouse » est supposé paraître plus neutre. Ces deux termes mettent cependant en exergue une distinction liée à la nationalité. De fait, ils illustrent les décisions politiques du président Chen Shui-Bian visant à séparer et différencier les Chinoises et les épouses sud-est asiatiques, en raison de l'agenda géopolitique et identitaire.

En 2012, lors d'une conférence portant sur la question de l'immigration, le directeur de l'Agence nationale de l'Immigration (NIA) a annoncé que son institution allait désormais nommer les épouses étrangères — épouses chinoises incluses —, ainsi que tous ceux qui sont naturalisés, les « nouveaux habitants »<sup>332</sup>. Encore plus neutre, ce terme ne met plus en relief leur genre, leur origine, ni leur rôle dans la société taïwanaise. Cependant, il fait toujours l'objet de critiques de la part de certains immigrés, qui désapprouvent cette dichotomie entre nouveaux/anciens immigrés : « Combien de temps devons-nous rester ici pour ne plus être considérés comme “nouveaux” ? Nos enfants seront aussi appelés “nouveaux fils de Taïwan” ; qu'en sera-t-il de nos petits-enfants ? Nos arrière-petits enfants seront-ils toujours “nouveaux” ? »<sup>333</sup> Malgré ces critiques, l'État, les médias et le grand public usent largement de cette appellation. Trois ans après la déclaration de la NIA sur le changement de l'appellation, le terme « nouveaux immigrés » a été officiellement adopté lors de la réunion du *New Immigrants Affair Coordinating Committee*, dont nous parlerons ultérieurement à l'occasion de son application aux documents gouvernementaux.

Il sera, en outre, important d'étudier d'une manière plus détaillée les dispositifs médiatiques ou les changements structurels liés aux médias publics, favorisant l'accès à l'information, la représentation et la participation civique des immigrés au sein des médias. Enfin et surtout, nous examinerons la manière dont la société civile a lancé des initiatives en faveur de la population issue de l'immigration. Nous étudierons notamment l'évolution de ces activités promouvant les changements et l'expansion de la visibilité des personnes immigrées dans l'espace public.

---

<sup>332</sup> « Le directeur de l'Agence nationale de l'Immigration se rend à Kaohsiung pour rendre visite aux nouveaux habitants » (Tdl.), Southern Taiwan Joint Service Center, Executive Yuan, [https://www.eysc.gov.tw/News\\_Content.aspx?n=E7D3EAA11824F739&sms=BFDC5E0EECF8B723&s=2A8A0C34AD86AD5C](https://www.eysc.gov.tw/News_Content.aspx?n=E7D3EAA11824F739&sms=BFDC5E0EECF8B723&s=2A8A0C34AD86AD5C) (MAJ le 21/05/2012 ; consulté le 14/01/2019).

<sup>333</sup> « Modification du nom des “épouses étrangères” en “nouveaux immigrés” : est-ce pertinent ? » (Tdl.), *Peopo Citizen Journalism*, <https://www.peopo.org/news/95770> (MAJ le 22/05/2012 ; consulté le 15/01/2019).

## 9.1. Les lignes directrices de la politique et des réglementations migratoires du KMT

En qualité de candidat aux présidentielles, Ma Ying-Jeou a présenté en avril 2007 son programme politique à l'égard des nouveaux immigrants lors d'une campagne électorale où il invitait un groupe d'épouses étrangères et leurs enfants à visiter le *National Palace Museum* de Taipei. Il a d'abord souligné le fait que le nombre de nouvelles immigrées et d'enfants issus de ces métissages dépassait le chiffre de 560 000 et continuait d'augmenter. Selon lui, cette communauté aurait même dépassé en nombre celle des autochtones et, pour 7,5 enfants, il y a actuellement un « nouveau fils de Taïwan », terme qui désigne les enfants dont la mère vient de l'étranger. Par la suite, Ma a défendu l'importance de comprendre les besoins des différentes communautés, d'assister les groupes défavorisés en adoptant une attitude égalitaire, d'apprendre à tolérer et à bâtir une société diversifiée. Lors de sa campagne, il a proposé de fournir aux immigrants des solutions pour réduire les problèmes liés à la langue, notamment en leur offrant la possibilité d'apprendre le mandarin. En découleraient alors, pour ces épouses, une adaptation plus rapide à leur nouvelle famille, ainsi qu'une meilleure intégration, de leurs enfants et d'elles-mêmes, à la communauté locale. De même, Ma a également relevé que maîtriser la langue pourrait permettre de diminuer les cas de violences conjugales et, plus largement, les malheurs familiaux. Il est en effet nécessaire d'informer ces épouses migrantes quant à la culture locale, pour que celles-ci puissent s'intégrer et s'épanouir au mieux dans leur foyer comme dans la société. Quant aux mesures pratiques, la priorité selon Ma résidait dans le droit de séjour et dans les questions relatives aux visas. De fait, il fallait premièrement réduire les contraintes liées à l'obtention du titre de séjour ; deuxièmement, il était nécessaire d'uniformiser les réglementations, qui divergeaient selon le pays d'origine des épouses (généralement issues de Chine et d'Asie du Sud-Est<sup>334</sup>). Ensuite, en décembre 2007, quatre mois avant son élection présidentielle, des ONG œuvrant pour les droits des épouses étrangères ont rencontré Ma Ying-Jeou. À la suite de ces pourparlers, le candidat aux élections a ainsi promis que s'il était élu, il

---

<sup>334</sup> « Ma Ying-Jeou annonce sa politique concernant les nouveaux immigrants, l'aspiration en faveur d'une société diverse réclamée » (Tdl.), <http://news.sina.com.cn/c/2007-04-05/095811574271s.shtml> (MAJ le 05/04/2007 ; consulté le 22/10/2018)

abaisserait le seuil des moyens financiers exigés (le dépôt de garantie) lors du processus de naturalisation.

Les informations précédemment exposées nous permettent de considérer Ma comme favorable à une société diversifiée et métissée. En effet, sa politique semble fondée sur une inclination assimilationniste des migrants pour qu'ils puissent davantage s'intégrer dans le système dominant, notamment en se familiarisant avec le mandarin, et acquérir une certaine connaissance de la culture taïwanaise. On constate par ailleurs que le programme de Ma tend à considérer tous les conflits dans lesquels les migrants sont impliqués, notamment dans sa volonté de réduire au maximum les violences générées par l'absence de communication (et de langue commune) entre les épouses migrantes et leur conjoint taïwanais. L'apprentissage linguistique et la rapidité d'adaptation se présenteraient alors comme des remèdes à ces difficultés. Cependant, de façon à atteindre cet idéal de société diversifiée et harmonieuse, il est attendu de la population migrante qu'elle sache s'adapter, qu'elle apprenne la langue, qu'elle respecte les coutumes locales. Autre élément qu'il nous faut souligner : en comparaison avec son prédécesseur Chen Shui-Bian, Ma a mis en relief des aspects pragmatiques avec des mesures permettant l'obtention plus aisée du titre de séjour, l'uniformisation des processus liés à la réglementation touchant aux épouses de Chine et d'Asie du Sud-Est, l'assouplissement des contraintes de travail ou encore l'abaissement du seuil à verser pour la garantie financière lors de la naturalisation. En comparaison avec le pragmatisme du président Ma, le président Chen avait concentré son attention sur le discours multiculturaliste, avec une redéfinition du tissu social et une (re)construction d'un État multiethnique.

En janvier 2008, deux mois avant l'élection présidentielle, Ma a présenté une politique intégrant les droits de l'homme, y compris pour la population issue de l'immigration. Nous pouvons remarquer une évolution de cette politique qui englobe davantage de protection, ainsi que la promotion d'une société multiculturelle, avec moins de directives assimilationnistes. Le paragraphe intitulé « Le droit des immigrés à devenir de vrais Taïwanais » met en exergue les mesures que l'administration Ma a envisagé de mettre en œuvre dans le cas où il serait élu :

Quand les nouveaux migrants viennent à Taïwan pour vivre avec les Taïwanais et les autres, ils sont de vrais Taïwanais. [Il nous faut donc] renforcer la Loi de l'immigration, interdire de discriminer au motif de l'ethnie, de la couleur, de la classe, du lieu de naissance ou de l'accent ; abolir entièrement le système du « justificatif financier » pour la naturalisation et pour la résidence permanente des immigrants matrimoniaux et améliorer le système d'interrogation avant le mariage, qui est arbitraire et insultant ; garantir que les immigrants matrimoniaux disposent de droits sociaux et complets et de droit au travail, qu'ils soient naturalisés ou non [...]. Il s'agirait aussi de favoriser le multiculturalisme, d'enseigner aux nouveaux fils de Taïwan la « langue de leur mère », de promouvoir les cultures étrangères, notamment celles des pays d'Asie du Sud-Est et leurs langues maternelles.<sup>335</sup>

Le 22 mars 2008, le KMT a gagné les élections, remportant 58,54% des voix aux élections présidentielles contre le PDP, qui n'a obtenu que 41,55% des voix. Dans son discours inaugural, le nouveau président Ma Ying-Jeou s'est autoproclamé « nouvel immigré de l'après-guerre ». Il a félicité la capacité d'inclusion de la société taïwanaise, qui l'a accueilli à bras ouverts. Pour lui, une des priorités du gouvernement consistait à promouvoir l'harmonie interethnique entre anciens et nouveaux immigrants. Promesse tenue, puisque l'une des premières tâches réalisées par Ma Ying-Jeou concerne la baisse des obstacles financiers pour les demandes de naturalisation. Quelques mois après l'entrée au pouvoir du nouveau président, le ministre du Yuan Exécutif Liu Chao-Shiuan a invité les institutions représentatives des nouveaux immigrants au bureau. À cette occasion, il a annoncé que les *Enforcement Rules of the Nationality Act*, les *Enforcement Rules of the Immigration Act* et les *Rules Governing Permits for People from Mainland China Setting Up Permanent Residence or Residence in Taiwan* étaient en cours d'amendement afin d'annuler la limitation du seuil des revenus exigés pour la naturalisation ou la résidence permanente. Selon Liu, cette modification législative illustre une attention marquée du président Ma sur les questions relatives aux droits de l'homme. En effet, le ministre a expliqué que « le gouvernement prend en compte le fait que Taïwan est une société avec un grand nombre d'immigrés ; nous devons protéger les droits des nouveaux immigrants pour faciliter leur

---

<sup>335</sup> « La politique pour les droits de l'homme de Ma et Hsiao » (Tdl.), *National Policy Foundation*. Disponible sur <https://www.npf.org.tw/11/4125> (MAJ le 25/04/2008 ; consulté le 03/10/2018).



intégration dans la société taïwanaise, car “nous sommes tous taïwanais” »<sup>336</sup>. À l’instar de l’inauguration du président américain Obama, le ministre a indiqué que le gouvernement taïwanais devait aussi promouvoir la tolérance et l’intégration interethnique, afin de parvenir à une société mature en termes d’immigration, semblable à celle des États-Unis.

La différence d’attitude envers la République populaire de Chine apparaît comme le facteur le plus distinctif entre la politique du président Ma et celle de son prédécesseur, le président Chen. En tant qu’indépendantiste, ce dernier tendait à considérer les immigrées chinoises comme une « menace » pour la démocratie et la sécurité nationale. De ce fait, durant son mandat, il a durci les lois qui concernaient leur séjour, le code du travail à leur égard et leurs droits politiques. L’objectif était ici de restreindre leur participation sociale, économique et politique à Taïwan. Il en a résulté une différenciation au niveau de la réglementation à l’attention des nouvelles immigrées originaires de Chine et de celles des autres pays sud-est asiatiques. En effet, on a constaté que la durée nécessaire pour pouvoir solliciter une carte d’identité pour les épouses d’Asie du Sud-Est était largement inférieure au nombre d’années qu’étaient tenues d’attendre les femmes chinoises (quatre ans pour les premières, contre huit pour les secondes), et ce sous la réglementation de Chen Shui-Bian. Ce dernier désirait d’ailleurs encore en prolonger la durée jusqu’à onze ans<sup>337</sup> pour les mariées issues de Chine continentale. Cependant, aux antipodes de cette précédente législation quelque peu discriminatoire, Ma Ying-Jeou a cherché à entretenir des relations amicales avec le gouvernement chinois et, de fait, ne considérait pas les femmes chinoises comme une menace nationale, mais au contraire, avec leur contribution sociale et économique, les percevait comme un véritable ressource, un apport pour la société qu’il désirait construire. Dans cette veine, il a émis des directives visant à modifier et adoucir la législation liée aux épouses chinoises.

---

<sup>336</sup> « Le ministre Liu annonce l’abolition des attestations financières de 420 000 NTD pour les migrants matrimoniaux », *Epoch Times*. Disponible à <http://www.epochtimes.com/b5/8/11/14/n2329402.htm> (MAJ le 14/11/2008 ; consulté le 04/10/2018).

<sup>337</sup> Son projet n’a cependant pas abouti.

À la fin de 2008, le Conseil des Affaires continentales a annoncé un projet d'amendements de la législation. De fait, il s'agissait principalement de raccourcir la durée nécessaire pour l'obtention d'une carte d'identité et de modifier le code du travail d'une façon plus favorable pour les épouses chinoises. En juin 2009, le projet d'amendement de l'*Act Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area* a été adopté par le Parlement, assouplissant largement les réglementations vis-à-vis des femmes chinoises mariées à Taïwan. En premier lieu, la durée d'attente pour solliciter la nationalité s'est trouvée réduite de huit à six ans, ce qui était néanmoins toujours plus long de deux années que les conditions s'appliquant aux épouses sud-est asiatiques. En second lieu, nous expliquerons brièvement que les femmes chinoises possédant un titre de séjour devaient solliciter une autorisation de travail auprès de l'autorité compétente afin de pouvoir gagner leur vie. La modification de cette loi a permis à ces dernières de travailler dès l'obtention de leur titre de séjour, à l'instar des épouses d'Asie du Sud-Est. En troisième lieu, le système de quota limitant le nombre de femmes chinoises résidant à Taïwan a également été abrogé par cet amendement. Ainsi, les droits des épouses chinoises et sud-est asiatiques sont finalement devenus presque semblables, ce qui semble déjà constituer une avancée. Toutefois, face aux assouplissements de la législation portant sur les femmes chinoises à Taïwan, certains législateurs du PDP ont exprimé un certain nombre de regrets, notamment concernant la diminution de la durée d'attente pour obtenir la citoyenneté. D'après eux, « le cas de Taïwan dispose d'un haut degré d'antinomie politique ; si les épouses chinoises ont besoin de seulement six ans pour obtenir le droit de vote, cela aura de graves répercussions politiques pour Taïwan à l'avenir. »<sup>338</sup>

En tant qu'activiste plaidant pour ces modifications législatives, la professeur Hsia Hsiao-Chuan déplore ce type d'opinion. Elle a déclaré à l'occasion d'une interview que :

C'est durant la présidence de Chen Shui-Bian qu'il y a eu le plus de modifications et d'initiatives législatives ; le président Ma Ying-Jeou n'a fait que suivre le cadre déjà défini précédemment dans la plupart des cas. Cependant, Ma a révisé et abrogé les attestations

---

<sup>338</sup> « Six ans seulement pour obtenir l'identité pour les épouses chinoises » (Tdl.), *Liberty Times Net*. Disponible à <http://news.ltn.com.tw/news/politics/paper/310050> (MAJ le 10/06/2009 ; consulté le 02/10/2018).

financières pour les demandes de naturalisation. Même si la source juridique dans la Loi de la nationalité demeure inchangée (seule une mesure dans l'*Act Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area* a été modifiée, Ndlr.), l'attitude de Ma vis-à-vis de cette population était bienveillante. Quant à la régularisation des épouses chinoises, le président Ma a réduit la durée d'attente pour l'obtention de la carte d'identité, la faisant passer de huit à six ans. Il s'est montré sûrement plus amical que son prédécesseur. Évidemment, ceci est lié à la relation transdétroit.<sup>339</sup>

En dépit des différentes approches, un élément montre la continuité entre le président Ma et son prédécesseur : la valorisation des droits de l'homme. En mai 2009, le Parlement a adopté le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ces textes ont été mis en vigueur en décembre de la même année. Bien qu'il ne soit pas reconnu par l'ONU, le gouvernement taïwanais les a quand même ratifiés, afin de montrer sa résolution d'assurer à tous les peuples, quels que soient leurs nationalité, statut et ethnie, qu'ils disposent de droits fondamentaux pour améliorer leur situation économique, sociale et culturelle et qu'ils sont tous aptes et légitimes à participer à la sphère politique et civique. Quelques jours avant la fin de l'année 2009, la *Taiwan Association for Human Rights* a convié les ONG concernées afin d'examiner les fossés existants entre théorie et pratique, en référence aux deux Pactes qui viennent d'être ratifiés. En matière de nouveaux immigrants, les associations soulignent que, malgré les progrès indéniables, les disparités à l'égard des réglementations appliquées entre les épouses chinoises et les autres enfreignent l'article 2 des Pactes, qui stipule « [...] respecter tous les individus se trouvant sur leur territoire [...], sans distinction aucune ». En effet, la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* (TASAT) a fait observer que, même après les modifications législatives, les épouses chinoises devaient attendre deux ans de plus pour obtenir la carte d'identité de Taïwan et que ceci constituait une forme de discrimination évidente<sup>340</sup>.

---

<sup>339</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

<sup>340</sup> « Dix premières informations sur les droit de l'homme en 2009 ; le premier certificat diagnostic des deux Pactes », *Taiwan Association for Human Rights*. Disponible à <https://www.tahr.org.tw/news/96> (MAJ le 07/12/2009 ; consulté le 05/10/2018).

L'animatrice de radio et la productrice d'émissions télévisées vietnamienne interviewée, Trần Thị Hoàng Phượng, a également exprimé son opinion à l'égard de ces modifications :

Si l'on se fonde sur le principe de l'impartialité, je pense que les épouses chinoises et celles d'Asie du Sud-Est devraient se conformer aux mêmes règles. Contrairement à l'opinion générale, les femmes mariées chinoises et celles d'Asie du Sud-Est partagent bien des similarités. En effet, nous sommes similaires quant à nos sentiments et nous partageons la même vulnérabilité en tant qu'épouse étrangère. Les relations diplomatiques entre Taïwan et la Chine, c'est une chose. Mais les épouses chinoises sont déjà des citoyennes taïwanaises ; il s'agit donc de mettre de côté le spectre politique et de les traiter humainement dans le respect des droits de l'homme et du citoyen. Par conséquent, il ne faut nullement les traiter de façon différente.<sup>341</sup>

Le fait que Taïwan ne soit pas membre de l'ONU réduit certainement l'influence que peut avoir la société internationale sur l'île et les obligations qui vont de pair. Autrement dit, le rôle des normes internationales et leur impact sur l'élaboration des politiques taïwanaises se révèle différent des autres pays. Pourtant, Ku Yu-Ling, activiste pour les droits de l'immigration et éditrice du rapport sur l'émeute des travailleurs thaïlandais en 2005, a souligné l'utilité des traités internationaux pour favoriser les droits de l'homme à Taïwan dans un entretien organisé par le *Chang Fo-Chuan Center for the Study of Human Rights* à l'Université Soochow : « Malgré le caractère unique de Taïwan et la singularité de notre place sur la scène internationale, je trouve les normes internationales très utiles. En effet, nous pouvons nous en servir pour pousser Ma Ying-Jeou à appliquer les deux Pactes et à forcer le PDP à suivre les principes d'égalité entre les citoyens. Selon moi, lesdites conventions internationales sont comparables à des armes. Cependant, il faut quelqu'un qui soit assez fort pour assumer leur impact [...]. Si la société civile n'est pas assez solide, les normes internationales resteront lettre morte. »<sup>342</sup> Ces quelques phrases résument parfaitement l'étroite relation entre les normes internationales, l'élaboration des politiques internes et l'importance de la force des collectivités.

---

<sup>341</sup> Trần Thị Hoàng Phượng, animatrice vietnamienne d'une émission radio et productrice d'une émission télévisuelle. L'entretien a eu lieu le 15 mars 2017, à Taipei.

<sup>342</sup> « La dialectique, entre théorie et pratique : interview avec Ku Yu-Ling », *Chang Fo-Chuan Center for the Study of Human Rights*. Disponible à <http://www.taiwanhrj.org/interview/203> (MAJ le 27/10/2015 ; consulté le 08/10/2018).

Pourtant, trois ans après l'investiture du président Ma, l'*Alliance for Human Rights Legislation for Immigrants and Migrants* a organisé une conférence de presse le 20 mai 2011 pour expliquer que, en dépit de l'adoption des deux Pactes, les droits des épouses migrantes étaient loin d'être assurés. Par exemple, selon l'interprétation du Conseil des Affaires du travail, si une épouse étrangère devient veuve ou divorcée, et si en plus elle n'a pas d'enfant, elle perdra systématiquement le droit de travailler. Selon l'Alliance, les inégalités des conditions de travail et la discrimination sur le lieu de travail au motif de l'accent ou de l'ethnie demeurent fréquentes à l'égard des femmes étrangères d'Asie. Par conséquent, le communiqué de cette organisation signale que « au regard de la campagne politique menée par le président Ma avant l'élection, nous constatons que la protection liée aux droits de travail des nouvelles immigrées est semblable à un "parapluie cassé" — de façon métaphorique, tout ce qui brille n'est pas forcément de l'or et le système est plein d'échappatoires. Il ne s'agit pas seulement d'une rhétorique politique, mais nous ciblons également ici les pratiques politiques. »

La politique de Ma a donc été remise en question par certains et a essuyé des critiques. Le président Ma a dû répondre à des revendications de réaménagement de sa politique migratoire. Le 17 août 2011, durant le Comité central permanent du KMT, il a aussi été tenu de réagir à la question épineuse de l'exode des cerveaux. À ces oppositions et attaques, il a répliqué qu'il était trop sensible de discuter de toutes les politiques migratoires durant ce moment brûlant, si proche des élections. Il a néanmoins admis la nécessité d'agir le plus tôt possible. Durant le Comité, il a promis, en cas de réélection, de discuter de la politique migratoire avec le ministre de l'Intérieur et les autres autorités compétentes. La conduite du président Ma envers la politique migratoire semble donc marquée par la prudence et empreinte d'un élan quelque peu conservateur. En effet, considérant la question des droits des migrants comme délicate et litigieuse, Ma choisira d'écarter cette dernière avant l'élection présidentielle de janvier 2012. Il a donc décidé de ne pas lancer d'autres mesures sur la question de l'immigration avant l'élection suivante. En somme, au cours du premier mandat du président Ma, les politiques concernant l'immigration se sont articulées autour de deux axes principaux. Le premier visait à l'amélioration de la situation des femmes chinoises en facilitant l'obtention de la nationalité taïwanaise et du droit de travailler. Le second venait appuyer la protection des droits humains des épouses étrangères, notamment

en adoptant les deux Pactes internationaux. Quant aux droits des travailleurs migrants, l'action du président Ma semble très limitée au cours de son premier mandat, sans parler des mesures et des dispositifs mis en œuvre.

Ainsi, en janvier 2012, avec 51% des voix, contre 45% obtenus par la candidate du PDP Tsai Ying-Wen<sup>343</sup>, Ma Ying-Jeou est parvenu à se faire réélire pour un deuxième mandat. Au cours de la campagne électorale, Ma a promis d'organiser mensuellement une rencontre dans son bureau avec des associations de la société civile. Ces séances de discussion avaient pour but d'échanger des opinions sur différents enjeux publics. De fait, pour « tâter le terrain », le 19 mars, le président a tout d'abord accueilli les représentants des épouses étrangères. Accompagné par le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Éducation et le directeur de l'Agence nationale de l'Immigration, le président a été attentif aux requêtes énoncées par ces porte-paroles. Parmi ces requêtes figuraient la volonté de créer une chaîne de télévision adressée aux immigrants, la promotion de leurs langues maternelles, l'obtention de subventions pour l'éducation de leurs enfants, la volonté de participer davantage à la société, la question de la nationalité et le droit de se présenter aux élections. Le président a alors évoqué un reportage qu'il avait vu et qui l'avait particulièrement touché. Il s'agissait d'une émission sur les « nouveaux Taïwanais », qui l'a fortement déterminé à transformer des décrets touchant aux droits des migrants, et ce avec l'aide des communautés et associations concernées. Par ailleurs, le président a déclaré que « la culture taïwanaise s'est enrichie grâce aux nouveaux immigrants » ; il s'est dit convaincu, selon le communiqué de presse, qu'une interaction accrue entre les natifs et les nouveaux arrivants ne pourrait que favoriser une meilleure compréhension mutuelle<sup>344</sup>.

Trần Thị Hoàng Phượng, la présentatrice et productrice vietnamienne a été l'invitée de l'une de ces rencontres avec le président. Durant la session d'échange avec Ma, elle a plaidé la néces-

---

<sup>343</sup> Tsai Ying-Wen a été élue à l'élection présidentielle de 2016, devenant la première cheffe d'État de Taïwan.

<sup>344</sup> « Le président reçoit les représentants des nouvelles immigrées », *Communiqué du Bureau du président*. Disponible à <https://www.president.gov.tw/NEWS/16420> (MAJ le 19/03/2012 ; consulté le 10/10/2018).

sité de créer une chaîne de télévision à l'attention des nouveaux immigrants. Tràn raconte ce qui a motivé son initiative :

Le président Ma nous a invités à une réception au Bureau du président en 2012, au cours de laquelle j'ai émis une proposition. J'ai en effet évoqué l'idée d'investir dans un groupe de télévision spécifiquement dédié aux nouveaux habitants. Le président Ma, ne pouvant approuver ma requête — car il était alors difficile de créer une télévision —, a cependant proposé de créer une émission ou une chaîne. Disposer d'un moyen de s'exprimer est nécessaire pour atteindre un véritable multiculturalisme. Il s'agissait de créer une plateforme pour que des immigrants puissent exploiter leurs talents culturels et artistiques — notre plus grand atout. Les cultures du Vietnam, de la Thaïlande et de l'Indonésie pourraient se mélanger avec des éléments de la culture taïwanaise — tout comme la culture Nyonya, qui présente des spécificités différentes de celles de Malaisie, de Thaïlande et d'Indonésie — et c'est ce métissage qui constituerait la vraie culture taïwanaise.<sup>345</sup>

Le 27 mars, les premières associations invitées à la rencontre avec le président Ma sont celles qui travaillaient sur la question des nouveaux immigrants. Cinq organisations, deux universitaires et des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de l'Éducation, du Conseil des Affaires du travail, du Conseil des Affaires continentales et du Bureau de l'Information se sont réunis sous la direction du président pour discuter d'enjeux d'intérêts majeurs. Les thèmes abordés couvrent l'égalité des droits des épouses étrangères, l'abolition ou non des interrogatoires auxquels étaient assujetties les épouses étrangères avant d'entrer sur l'île, les cours d'adaptation culturelle destinés également aux membres de leur famille, des segments dans les journaux télévisés dans les langues des pays d'origine, les formations et le système de certificat distribué aux épouses étrangères pour devenir des enseignantes de langues sud-est asiatiques. À cette occasion, Ma a répété l'idée que Taïwan était une société d'immigrants et qu'une fois que les nouveaux immigrants se seraient installés à Taïwan, ils deviendraient à leur tour des Taïwanais, qui bénéficieraient de la liberté garantie par la Constitution. Par conséquent, ils ne devraient plus subir aucune discrimination<sup>346</sup>. À l'occasion

---

<sup>345</sup> Entretien avec Trần Thị Hoàng Phương, déjà cité.

<sup>346</sup> « Des associations travaillant pour les immigrants sont invitées au symposium organisé par le président », *Communiqué du Bureau du président*. Disponible à <https://www.president.gov.tw/NEWS/16452/%E6%96%B0%E7%A7%BB%E6%B0%91> (MAJ le 27/03/2012 ; consulté le 10/10/2018).

de cette réunion, l'Agence nationale de l'immigration a annoncé le lancement d'un éventail d'actions, incluant la création d'un programme triennal — *New Immigrants Torch Program* (Projet de la flamme des nouveaux immigrants) — et l'octroi de subventions aux programmes radiophoniques et télévisuels. Ces derniers ont été pensés comme permettant d'accéder aux informations liées aux décrets gouvernementaux sur la question de la protection sociale des immigrants<sup>347</sup>. Nous évoquerons ces programmes de façon plus détaillée ultérieurement, pour déterminer dans quelle mesure ils cherchaient à promouvoir la voix et la participation dans l'espace public des immigrées matrimoniales. De même, nous nous efforcerons d'évaluer leurs résultats, tant négatifs que positifs.

## 9.2. La promotion du Multiculturalisme, versus la renaissance de la culture chinoise

La continuité des politiques promouvant les droits de l'homme et du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères entre les présidents Chen, du PDP, et Ma, du KMT, garantit le fonctionnement non interrompu des dispositifs. Ces mesures couvrant la sécurité sociale de base et des programmes d'adaptation consacrés aux épouses étrangères ont été assurées malgré l'alternance du parti au pouvoir. L'attitude de l'administration Ma envers les nouveaux immigrants — non pas envers les travailleurs migrants, dont les droits ont été largement ignorés par l'administration Ma, surtout pendant son premier mandat — demeure respectueuse et ouverte. Néanmoins, dans une approche sémiologique, après avoir consulté les documents officiels et les discours publics prononcés par l'administration Ma, il s'avère que le terme de « multiculturalisme » ait été nettement moins employé durant les premières années de sa présidence que par son prédécesseur. Souvent, lorsque les mots « multiculturalisme » ou « diversité culturelle » étaient utilisés par l'administration Ma, ils s'inscrivaient dans un désir de réconciliation entre la culture taïwanaise locale et la culture chinoise continentale. Par exemple, Ma a expliqué, lors de la Conférence internationale de la paix de 2009 organisée par la *World Vision* et

---

<sup>347</sup> « Symposium avec le président Ma, les militants pour les nouveaux habitants comme premier groupe invité », *Epoch Times*, Disponible à <http://www.epochtimes.com/b5/12/3/27/n3551822.htm> (MAJ le 27/03/2012 ; consulté le 10/10/2018).



la *World Hakka Federation*, que si un pays disposait de diversité culturelle et la protégeait, elle devenait un atout pour son développement culturel :

Taiwan a de la chance, car nous abritons différentes cultures<sup>348</sup>. En conséquence, nous devons nous efforcer de faciliter le développement des différentes cultures, pour que la prochaine génération puisse apprendre à respecter, à inclure, à apprécier et, finalement, à créer une harmonie.<sup>349</sup>

Pendant son premier mandat, la conception politique du président Ma à l'égard de la population immigrée gravitait autour du terme d'« inclusion ». Chang Wen-Shen, doyen associé au *Graduate Institute for Taiwan Studies of Xiamen University*, a ainsi décrit la philosophie politique de Ma Ying-Jeou : « Il appartient à la pensée de Hu Shi<sup>350</sup>, mouvement qui prônait l'idée que "l'inclusion est plus importante que la liberté". Parmi les idées que défend Ma, "liberté et démocratie, progression et pragmatisme, rationalisme et inclusion" constituent l'essence de la philosophie de Hu »<sup>351</sup>. Dans son discours d'investiture, Ma a rendu hommage à l'inclusion de la société taïwanaise à l'égard de tous les immigrants, y compris celle qu'il a vécue lui-même. La définition de l'« inclusion », selon la Banque mondiale, doit s'entendre comme un processus « visant à améliorer les conditions dans lesquelles les individus et les groupes peuvent participer à la vie de la société »<sup>352</sup>. En d'autres termes, pendant son premier mandat, Ma a

---

<sup>348</sup> Pour la même occasion, la presse chinoise avait écrit : « Taiwan a de la chance, car des cultures venant de différents coins de la Chine s'unissent et s'influencent ici [...] » — une preuve de la manipulation de l'information. Disponible à <http://www.chinanews.com/tw/tw-lajl/news/2009/08-06/1806202.shtml> (MAJ le 06/08/2009 ; consulté le 11/10/2018).

<sup>349</sup> « Le président se présente à la Conférence internationale de la paix organisée par la *World Hakka Federation* » (Tdl.), *Communiqué du Bureau du président*. Disponible à <https://www.president.gov.tw/NEWS/13550> (MAJ le 05/08/2009 ; consulté le 11/10/2018).

<sup>350</sup> Il s'agit d'un philosophe et écrivain influent dans le monde chinois (1891-1962). Il a dirigé la réforme de la littérature en Chine au début du XX<sup>e</sup> siècle, demandant à tous ceux qui écrivaient d'utiliser dorénavant la langue parlée (*baihua*) au lieu du chinois classique. L'évolution de la langue et la promotion d'une littérature populaire ont conduit à une révolution littéraire et à la démocratisation de l'éducation. Par conséquent, Hu Shi est considéré comme le père de la renaissance de la littérature chinoise ou le père du *baihuawen* (le chinois contemporain).

<sup>351</sup> CHANG, Wen-Shen (2008), « La pensée politique de Ma Ying-Jeou et sa politique face à la Chine continentale », *Journal of Chongqing Institute of Socialism*, pp. 58-61. Disponible à : <https://core.ac.uk/download/pdf/41347087.pdf> (consulté le 10/10/2018)

<sup>352</sup> Banque mondiale, « Inclusion Matters: The Foundation for Shared Prosperity », 2013.

construit un discours basé sur la reconnaissance et la mise en valeur des cultures des nouveaux immigrés, particulièrement celles des pays d'Asie du Sud-Est. Ce discours ne fournit cependant pas d'éléments pour juger la façon dont il envisageait de gérer les relations entre les immigrés et leur société d'accueil.

Afin de reconceptualiser la culture taïwanaise, Ma a choisi de remettre en valeur la culture *hua*<sup>353</sup>. Celle-ci devait être « réinterprétée de façon taïwanaise » ou du moins devenir la « culture *hua* avec des caractéristiques taïwanaises » — en l'occurrence, en incorporant les cultures d'Asie du Sud-Est. Cette expression a été prononcée à l'occasion de nombreuses apparitions publiques du président Ma : il l'a énoncée notamment, pour la première fois, lors du discours public commémorant la Fête nationale le 10 octobre 2009, puis à l'occasion du discours public du second anniversaire de sa présidence, en 2010. Autrement dit, les cultures nouvellement émergées des pays d'Asie du Sud-Est s'inscrivent partiellement dans sa redéfinition de la culture taïwanaise, dont le cœur demeure la philosophie *hua*. Dans sa construction géopolitique, ces cultures nouvellement arrivées sont invitées à être « incluses » dans une culture *hua* intégrant les caractéristiques taïwanaises. Ceci lui permet de faire d'une pierre deux coups : inclure les cultures du Sud-Est asiatique et, en même temps, approcher et préserver la culture *hua*.

Cependant, on constate que la culture *hua* reste particulièrement valorisée, en comparaison avec les autres cultures de minorités ethniques. En effet, l'année 2011 correspond à l'année 100

---

<sup>353</sup> La culture *hua* désigne en fait la culture chinoise dans son sens le plus large, le terme faisant ainsi référence à la civilisation de la Chine antique. La culture *hua* renvoie aux traditions, coutumes et philosophies partagées par les territoires anciennement occupés depuis la première dynastie et renforcées par les immigrations de l'ethnie chinoise depuis des siècles. De nombreux pays, notamment la Chine, Singapour, la Malaisie, le Vietnam, l'Indonésie, la Thaïlande, Taïwan, le Japon et la Corée sont toutes dans la portée et sous l'influence de la culture *hua*. Malheureusement, il est difficile de distinguer sans de longues explications les concepts de « chinois » et « *hua* » en langue étrangère. Dans les articles occidentaux, le mot « chinois » est souvent appliqué pour désigner la culture « *hua* », ce qui s'avère inapproprié dans la plupart des cas.

selon le calendrier *minguo*<sup>354</sup>. Pour commémorer le centième anniversaire de la République de Chine, l'administration Ma a organisé tout au long de l'année un éventail d'événements festifs, ainsi que des programmes politiques, économiques, sociaux, éducatifs et culturels au niveau national et international. L'objectif était de rafraîchir la mémoire collective au sujet de la Révolution menée par Sun Yat-Sen, le père de la Chine moderne et le fondateur du KMT, et de renforcer la reconnaissance des « Trois principes du peuple » — l'esprit fondamental de la République de Chine —, ainsi que de mettre en valeur l'héritage de la culture chinoise modernisée et démocratisée qui s'est développée spécifiquement à Taïwan. Dans son discours public du premier janvier 2011, le président Ma a défendu le concept d'une culture *hua* comportant des caractéristiques taïwanaises. Il a exprimé son espoir à l'égard de Taïwan, désirant que cette île devienne « le navigateur de la culture *hua* » dans le reste du monde. Il en a résulté une augmentation à la fois de la rhétorique mettant l'accent sur l'héritage *hua* et des subventions budgétaires accordées aux programmes gouvernementaux ou associatifs célébrant l'esprit fondateur de la République de Chine tout au long de l'année. Dans cette optique, nous constatons une rupture dans la rhétorique que Ma avait précédemment construite sur l'idée du multiculturalisme. De fait, rappelons que son discours visait à démontrer la capacité d'agir des immigrants et présenter leur façon de préserver leurs propres cultures.

Néanmoins, le discours autour du multiculturalisme a fait son retour à partir de 2012. Sous le deuxième mandat du président Ma, la question des migrants a à nouveau occupé le centre de la sphère publique. Tout d'abord, comme cela a été mentionné précédemment, le président Ma a accueilli dans son bureau des représentants des immigrants et de groupes associatifs travaillant pour cette population. Ensuite, le ministre du Yuan Exécutif, Chen Chun, a aussi publié un communiqué de presse en décembre 2012, intitulé « Inclure et respecter les nouveaux habitants, construire Taïwan comme une société à la culture riche, diverse et harmonieuse » (Tdl.). Le communiqué a souligné l'importance de reconnaître la contribution des nouveaux habitants quant à la stabilisation de la structure démographique et à la productivité économique. Il a parti-

---

<sup>354</sup> Le calendrier *minguo* est entré en usage en janvier 1912 à la chute de la dynastie Qing et avec l'instauration de la République de Chine. Ce calendrier était commun en Chine continentale avant 1945 et est actuellement utilisé par le gouvernement de Taïwan, en particulier pour toutes les publications officielles.

culièrement appuyé la nécessité de respecter le multiculturalisme. Il s'avère pertinent de noter qu'une nouvelle rhétorique se manifeste à travers le communiqué du ministre Chen, qui indique :

Les enfants des nouveaux habitants possèdent aussi des atouts, notamment en termes de langues étrangères [...]. Nous allons discuter de moyens concrets sur lesquels ils pourront s'appuyer pour contribuer au rayonnement de notre pays ; nous pouvons par exemple les éduquer pour en faire des pionniers du commerce avec les marchés émergents.<sup>355</sup>

Le fait de soudainement mentionner ces enfants issus de foyers d'immigrés comme des acteurs dynamiques de l'économie taïwanaise a permis un changement des mentalités. En effet, la perception de ces derniers, qui se résumait autrefois à une population « retardée », « mal-éduquée » et « malsaine », a finalement pu évoluer vers une image nettement plus positive, à savoir « disposant de qualités » et « compétente ». Ils se sont ainsi vu, subitement, confier un rôle de « pionnier » dans les marchés d'Asie du Sud-Est et ont été tenus d'apporter leur contribution au pays. Ce changement narratif a aussi essuyé de nombreuses critiques, dont Hsia Hsiao-Chuan, l'une des personnes interviewées, a fait part :

Nous avons observé un changement de l'image des immigrés et une augmentation sensible de la quantité de reportages positifs. Avant, ils étaient considérés soit comme des criminels en puissance, soit comme misérables, et maintenant leur image est de plus en plus favorable. Néanmoins, je trouve que la « valeur » reste toujours présente derrière cette image, c'est-à-dire qu'ils sont toujours instrumentalisés. Avant, on voulait les chasser, car on les trouvait inutiles et qu'ils posaient des problèmes. Ces dernières années, puisqu'ils sont devenus des « soldats » employés dans la « politique vers le Sud » (*Southbound policy*)<sup>356</sup>, on les traite mieux, car ils

---

<sup>355</sup> « Premier ministre Chen : Inclure et respecter les nouveaux habitants, construire Taïwan comme une société avec une culture riche, diverse et harmonieuse » (Tdl.), *Communiqué du Yuan Exécutif*, <https://www.ey.gov.tw/Page/9277F759E41CCD91/e274c968-ad2d-4b67-a3b0-42c4a3e297a4> (MAJ le 27/12/2012 ; consulté le 06/11/2018).

<sup>356</sup> La « Southbound Policy » avait d'abord été menée dans les années 1990 par Lee Teng-Hui, qui avait encouragé les investissements taïwanais vers les pays d'Asie du Sud-Est. L'objectif était premièrement d'augmenter l'influence politique et économique du pays vers ce nouveau marché et, deuxièmement, de limiter la dépendance des entreprises taïwanaises au marché de la Chine continentale. En 2016, la présidente Tsai Ying-Wen a réinstauré cette politique et, afin de la distinguer de celle de Lee, nous la nommons aujourd'hui la « New Southbound Policy ». Pour conquérir le marché, il faut des cadres qui parlent la langue et qui connaissent les coutumes du pays. Dans cette veine, les aspects géopolitiques sont sensiblement liés à la valorisation de la seconde génération d'immigrés.

peuvent se battre pour nous. Mais n'oublions pas que le « soldat » renvoie à un concept de guerre  
!357

Dans cette perspective, les politiques ethniques et migratoires du président Ma se basaient en fait sur le principe de l'utilitarisme, qui cherche à optimiser le bien-être de la société et à évaluer une action essentiellement en fonction des conséquences escomptées. Cet état d'esprit s'est traduit par l'instauration de mesures pragmatiques. Dans cette optique, nous citerons notamment l'adoption du décret autorisant les épouses chinoises à assumer un travail ; nous mentionnerons également une ouverture accrue à la main-d'œuvre qualifiée, tout en rendant plus stricte encore la législation touchant les travailleurs migrants non qualifiés. Pour répondre aux revendications des dirigeants d'entreprise portant sur l'importation de la main-d'œuvre, le gouvernement s'est montré enthousiaste à l'égard de l'ouverture des frontières pour les travailleurs étrangers : les « cols blancs ». Lors de l'entretien, Cheng Li-Jie, directeur général de la GFTV, la première télé *streaming* à l'attention des travailleurs migrants à Taïwan — indonésiens, en l'occurrence —, a fait le témoignage de son expérience face aux différentes mesures politiques prises ces dernières années. Dans son interview, il a notamment été question de l'importation des travailleurs migrants (les « cols blancs ») entre la présidence de Ma et celle de sa successeuse, Tsai Ying-Wen, qui appartient au même parti que Chen Shui-Bian :

Pour ma part, la plus grande différence que j'aie observé entre l'administration Ma et Tsai se résume aux délais d'obtention des autorisations de travail pour les travailleurs en col blanc. Le président Ma a favorisé l'arrivée des étrangers qualifiés pour travailler à Taïwan. À cette époque, il fallait moins d'un mois pour obtenir une autorisation et les fonctionnaires en charge prenaient des initiatives pour nous aider. Tout a changé sous la présidence Tsai. Cela prend désormais au moins deux mois pour recevoir l'autorisation d'embaucher des travailleurs migrants qualifiés.<sup>358</sup>

Avec l'attention portée aux travailleurs migrants en col blanc pour répondre à la pénurie que connaissait le marché de la main-d'œuvre qualifiée, les droits des travailleurs migrants non qualifiés sont généralement restés ignorés par l'administration Ma, en dépit des promesses faites

---

<sup>357</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

<sup>358</sup> Cheng Li-Jie, directeur général de la GFTV — la première chaîne Internet-TV destinée aux travailleurs migrants, en l'occurrence aux travailleurs indonésiens. L'entretien a eu lieu le 6 août 2017 à Taipei.

dans son manifeste électoral. Comme cela a été montré par le communiqué de presse de la TIWA (*Taiwan International Workers' Association*), le projet du *Household Service Act* proposé par le Yuan Exécutif en 2010 a échoué. En effet, d'une part, il n'a pas permis d'améliorer les conditions de travail des travailleurs non qualifiés et, d'autre part, il n'a pas mis fin à l'exploitation des travailleuses domestiques<sup>359</sup>. Par ailleurs, le cabinet du président Ma a proposé en 2008, puis en 2012, de faire une distinction selon la nationalité de la main-d'œuvre et selon le type de travail exercé par les travailleurs migrants. Les « cols bleus » ne pouvaient par conséquent pas bénéficier du SMIC, pourtant accordé par la Loi du service d'emploi aux employés taïwanais. Comme le souligne le précédent témoignage, soutenant l'idée de l'utilitarisme, cette doctrine avait tendance à ne guère privilégier la répartition du bien-être entre les individus. Elle ne récompensait nullement les défavorisés, ce qui a entraîné la détérioration des inégalités et est en revanche venu renforcer la stratification sociale selon l'utilité du travailleur migrant et sa contribution à la prospérité du pays d'accueil, et ceci souvent au détriment du droit collectif des ethnies minoritaires. Dans la même logique, l'une des raisons pour lesquelles le statut des épouses chinoises a été valorisé durant la présidence de Ma Ying-Jeu résidait dans une stratégie géopolitique du gouvernement face à la Chine.

Le sociologue spécialisé en affaires et développement ethniques, Shih Cheng-Feng, a analysé les politiques ethniques des huit années de la présidence Chen, puis des cinq premières années de mandat du président Ma. D'après lui, le multiculturalisme n'a progressé que très lentement, mais de manière plus certaine sous la présidence Chen, malgré une minorité parlementaire et un gouvernement divisé. Quant à Ma, ses politiques à l'égard des minorités ethniques pendant ses premières années ne relevaient que du « *Welfare Colonialism* » et du « *principe d'affiliation* ». La stratégie du KMT, selon Shih, consistait à exercer une administration indirecte, c'est-à-dire à contrôler strictement l'intégration des migrants en accélérant leur processus d'assimilation<sup>360</sup>. Shih est parvenu à l'idée selon laquelle, après une

---

<sup>359</sup> TIWA, « Household Workers = Trafficking Victims. President Ma's election check is bounced! » <https://reurl.cc/20OQn9> (MAJ le 07/09/2010 ; consulté le 10/11/2018).

<sup>360</sup> SHIH, Cheng-Feng (2013), « Réflexions et perspectives des politiques ethniques pendant les huit années au pouvoir du PDP » (Tdl.), *Taiwan Indigenous Studies Review*, n° 14, pp. 85-120.

vingtaine d'années de promotion, « le multiculturalisme demeure rhétorique et la communauté dominante considère toujours que la démocratie signifie l'obéissance à la décision de la majorité. Même si l'égalité ethnique demeure un objectif partagé par tous les Taïwanais, nos conceptions de l'égalité sont loin de trouver un terrain d'entente [...]. Afin de parvenir au véritable multiculturalisme, il ne faut pas consommer la culture des minorités ethniques comme un produit exotique. Il est nécessaire d'avoir la volonté d'affirmer les différences entre les uns et les autres. »<sup>361</sup>

### ***À la recherche de la construction de la nation : le balancier entre les présidents Chen et Ma***

Le dilemme sur la proclamation de la souveraineté dont souffre constamment Taïwan a entraîné nombre de conflits et de désaccords sur la définition d'« autrui » — qui sont les Taïwanais, qui sont les autres (Chinois) ? Si ce pays insulaire devenait souverain et indépendant, pourquoi les Chinois du continent ne seraient-ils pas simplement considérés comme des « étrangers » (des « Chinois » et non des « Taïwanais ») par les mécanismes de gestion des frontières ? Aux yeux de la société internationale, la souveraineté de Taïwan dépend toujours de ses relations avec la Chine continentale. Dans cette optique, les Chinois entrent, en fonction de la définition du *Governing Relations between the People of the Taiwan Area and the Mainland Area*, dans une catégorie qui n'est ni celle des étrangers, ni celle des Taïwanais. Le véritable enjeu derrière les épouses chinoises « illustre la difficulté et l'inefficacité de Taïwan à se définir clairement et à déterminer sa relation avec la communauté internationale »<sup>362</sup>. Autrement dit, la façon dont le gouvernement traite les épouses chinoises est effectivement révélatrice des questions autour de la souveraineté, de l'identité nationale, de l'identité ethnique, de la citoyenneté, de l'hégémonie culturelle et de la production économique de Taïwan. Par le biais de stratégies législatives et rhétoriques — notamment avec le contrôle accru du code du travail et avec la loi touchant aux successions et à la liberté de mouvement —, l'État parvient à établir une frontière imaginaire entre souveraineté taïwanaise et chinoise.

---

<sup>361</sup> Ibid., p. 109.

<sup>362</sup> CHAO, Yen-Ning (2004), « Imagined Modernities, Transnational Migration, and Border Control: A Case Study of Taiwan's 'Mainland Brides' », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 32, pp. 59-102.

En préconisant l'indépendance de l'ancienne île de Formose, le président Chen Shui-Bian s'est efforcé de diluer la culture chinoise et la domination structurelle imposée par le KMT. Pour atteindre cet objectif, il a poursuivi d'une part le mouvement de localisation entamé par Lee Teng-Hui vers la fin de sa présidence. D'autre part, il a saisi l'opportunité de redéfinir la composition de la culture taïwanaise. Il a choisi de l'identifier à la notion de multiculturalisme, ce qui lui a non seulement permis de mettre en valeur les cultures ethniques minoritaires — Hakkas et autochtones, plus particulièrement —, mais aussi d'inclure les cultures des pays d'Asie du Sud-Est dans cette stratégie du « nation-building ». En même temps, Chen a intégré avec une certaine bienveillance les populations sud-est asiatiques dans sa narration du multiculturalisme. En parallèle de cela, il a minimisé le rôle des épouses chinoises dans la société, en imposant une réglementation différente pour les Chinois et les autres étrangers.

Le président Ma Ying-Jeou s'est également servi de la notion de multiculturalisme pour remodeler la définition de la nationalité taïwanaise et la frontière étatique imaginaire esquissée par son prédécesseur. À ses yeux, le multiculturalisme était en premier lieu un instrument pour réconcilier les crispations entre les communautés *Waishengren* et *Benshengren* après le mouvement anticorruption lancé contre le président Chen. Au cours de son premier mandat, le discours multiculturaliste a été appliqué dans le but de restaurer une harmonie inter-ethnique entre les Continentaux et les autres. En outre, le discours à propos des « nouveaux Taïwanais » — forgé à l'origine par l'ancien président Lee pour Ma Ying-Jeou, lors de sa campagne pour l'élection du maire de Taipei — constituait une nouvelle tentative de rapprocher Ma, immigré venu de Chine, des électeurs locaux. Proche du gouvernement communiste chinois, Ma a décidé de remettre en avant la culture chinoise dans le tissu social taïwanais et, en même temps, de lever les contraintes et l'injustice imposées aux femmes chinoises, en raison des préoccupations politiques de la présidence précédente.



L'analyse de Xie Shi-Xuan, coordinateur et chargé de communication de la TASAT, nous permet d'examiner le discours du multiculturalisme sous l'angle des différentes présidences. La citation suivante s'inscrit dans la continuité des observations menées par cette thèse :

D'un point de vue plus pessimiste : la pensée multiculturaliste dans sa phase initiale [sous la présidence Lee, Ndlr.] a été utilisée pour résoudre les conflits culturels, notamment celui entre l'ethnie *han* et les peuples autochtones, qui rencontrait moins de résistance, puis celui entre la culture locale taïwanaise et la culture dite chinoise. Durant cette période, la politique menée était prétendument favorable à la promotion du multiculturalisme, mais dans les faits, elle ne l'était pas véritablement.<sup>363</sup>

Selon Xie Shi-Xuan, il est difficile de confirmer une réelle action et de vraies revendications du multiculturalisme à ses débuts. Mais puisque ce terme est très « politiquement correct », il apparaissait continuellement dans l'environnement politique du passé et personne n'osait remettre en question son efficacité réelle. Dans cette veine, il n'y a pas eu de dialogue ou de processus à travers lequel les communautés ethniques auraient pu partager leurs cultures ; le contenu de ces dernières présenté au public taïwanais était donc peu authentique :

Je ne pense pas qu'il y ait eu une sorte de dialogue ou que les gens aient commencé à examiner leur propre culture, mais qu'il s'agissait plutôt d'un choix basé sur la « préférence culturelle ». À mon avis, l'évolution de l'atmosphère de nos jours n'est pas due à l'alternance politique des partis au pouvoir. Elle découlerait plutôt de la lassitude du grand public face à la perpétuelle confrontation Taïwan-Chine. La question est : envisageons-nous réellement d'avoir un nouveau dialogue et une nouvelle perception sur l'apparition des cultures de l'Asie du Sud ? Il y a en effet plus d'événements culturels liés à l'Asie du Sud-Est et une réglementation plus flexible qu'auparavant, mais ce ne sont que des changements superficiels ; tout ça me semble être une formalité. De fait, les initiatives de la société civile me semblent plus avancées que celles du secteur public.<sup>364</sup>

Un autre témoignage permet d'appuyer ce point de vue : Virut Taoprasirt, animateur d'émissions thaïlandaises, reconnaît la bonne intention des trois présidents pour une meilleure

---

<sup>363</sup> XIE Shi-Xuan est le coordinateur et le chargé de communication de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*. L'entretien a eu lieu le 6 août 2018 à Taïpei.

<sup>364</sup> Ibid.

gouvernance de la population migrante. Néanmoins, chacun a démontré la même inefficacité quant à l'exécution des politiques multiculturelles promouvant l'accès et la participation des immigrés dans les médias :

Les générations évoluent, l'atmosphère relativement conservatrice a changé. Je trouve que les trois présidents étaient tous assez engagés, mais ils n'ont pas fait assez attention aux détails, notamment au budget des programmes concernés, aux résultats et aux évaluations. Par exemple, il y a eu une période, il y a environ dix ou douze ans, où de nombreux départements gouvernementaux, y compris le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Affaires étrangères et l'Agence nationale de l'immigration, concevaient tous différents livrets pour les immigrés. Cela représentait un vrai gaspillage d'argent. Au cours des premières années des présidences de Chen et Ma, peut-être parce qu'ils choisissaient de reprendre les programmes de leur prédécesseur, on a vu que l'administration essayait de dilapider le budget qui était déjà fixé. En somme, ils avaient de bonnes intentions, mais le résultat n'était pas satisfaisant.<sup>365</sup>

Lors des entretiens, les répondants ont été invités à comparer l'efficacité des politiques multiculturelles appliquées par les présidents Chen et Ma à partir de leur expérience et de leur réception. Le président Lee n'a pas été systématiquement mentionné dans cette comparaison, car parmi les répondants, peu d'entre eux s'étaient déjà investis dans ce sujet durant cette période. En outre, le discours à l'égard des immigrés sur le plan du multiculturalisme ne s'est imposé qu'après l'an 2000. Certains interlocuteurs trouvent que Chen a réalisé un meilleur travail en ce qui concerne l'immigration, tandis que d'autres pensent que Ma y est mieux parvenu. Nene Ho, la fondatrice de *The Migrants*, explique pourquoi elle penche en faveur du président Ma :

Je pense que tous les présidents ont fait du bon travail, mais l'essentiel revient à Ma. C'est lui qui s'est montré le plus attentif aux besoins de la communauté migrante. Il s'est engagé avec les communautés étrangères, il nous a rendu visite et a ouvert la possibilité de communiquer. Le président Chen était contre les travailleurs migrants. Nous préférons Ma, qui a été plus amical.<sup>366</sup>

---

<sup>365</sup> Entretien avec Virut Taoprasirt, déjà cité.

<sup>366</sup> Entretien avec Nene Ho, déjà cité.

Trần Thị Hoàng Phượng, animatrice d'émission radio et productrice d'émissions télévisuelles destinées aux migrants vietnamiens, pense au contraire qu'en pratique, la politique menée par le président Chen s'est révélée plus approfondie :

Je suis arrivée en 2001, au moment où le président Chen a engagé le mouvement de localisation et du multiculturalisme. Je me suis sentie soutenue et accueillie par le gouvernement. Le Président Ma s'est montré très concerné par les nouveaux immigrés, mais ses actions ont cependant manqué de mesures concrètes. Mais quand les immigrés exprimaient leurs besoins, il essayait de résoudre leurs difficultés une par une. C'est au cours de la présidence de Chen que les enjeux des nouveaux habitants ont commencé à être considérés et traités. Le président Chen a fait preuve de respect et d'ouverture vis-à-vis de notre communauté. Les épouses étrangères ont été désignées comme des « mariées étrangères », puis comme des « épouses étrangères », avant de finalement recevoir l'appellation de « nouveaux habitants ». Ceci résulte d'un changement de leur image, qui est passée d'un statut négatif à un statut beaucoup plus positif, et leur stigmatisation s'est amoindrie. Ma s'est aussi montré attentif, mais ses politiques manquaient de concrétisation et d'aboutissements.<sup>367</sup>

Occupant le poste de directrice du *New Immigrant Committee* du PDP depuis février 2017 — autrement dit, un mois avant cet entretien —, la perspective de Trần Thị Hoàng Phượng est peut-être relativement politisée. Le point de vue d'une autre personne interviewée n'ayant pas d'attaches politiques nous fournirait un point de vue plus neutre. Au cours de l'entretien que nous avons effectué avec la secrétaire exécutive de TASAT, militante pour les droits des étrangers et animatrice de radio, Vuoch-Heang Lee a exprimé son point de vue. Ce dernier est basé sur une comparaison des mesures mises en place par les deux présidents et favorisant le multiculturalisme. Selon elle, Chen a lancé certains dispositifs concrets, notamment le *New Immigrations' Hall*<sup>368</sup> et le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, tandis que Ma a fait l'objet de nombreuses critiques, car il ne semble pas avoir tenu ses promesses — nous

---

<sup>367</sup> Trần Thị Hoàng Phượng, animatrice vietnamienne d'émission radio et productrice d'émission télévisuelle. L'entretien a eu lieu le 15 mars 2017 à Taipei.

<sup>368</sup> Selon la présentation sur son site officiel, l'objectif de l'institution du Hall s'avère double. En premier lieu, il constitue un endroit où les immigrés peuvent se réunir, échanger avec leurs compatriotes ou accéder aux informations touchant aux affaires migratoires dans une ambiance conviviale. En deuxième lieu, il s'agit de prodiguer des cours et des ateliers aux immigrés. Les nouveaux habitants disposeront ainsi d'une éducation continue.

pensons notamment à celle d'abroger l'attestation financière pour les demandes de naturalisation.

Néanmoins, si les précédentes opinions portent un jugement favorable sur la politique menée par Chen, Hsia Hsiao-Chuan, la fondatrice de TASAT, pense tout autrement. Elle a en effet exprimé son scepticisme quant à la politique nationaliste du président Chen. Pour sa part, les ressources d'information et d'éducation attribuées aux femmes étrangères, la discrimination à l'égard des travailleurs migrants et des épouses chinoises, ainsi que la valorisation des immigrés d'Asie du Sud-Est se placent dans une stratégie géopolitique et montrent clairement le « nationalisme taïwanais »<sup>369</sup>. Évidemment, les arguments cités ci-dessus sont des réponses directes des interviewés évoqués dans le cadre de cette thèse et ne permettent que d'appréhender les politiques multiculturelles depuis des angles différents.

Selon les révélations des personnes interrogées, nous constatons une division parmi les opinions portées sur les politiques multiculturelles menées par les deux présidents. Autrement dit, il convient de noter que, si les différentes personnes interviewées ont pour la plupart approuvé le volontarisme des deux présidents pour favoriser l'accès aux médias et le droit à la communication des immigrés, elles ne semblent guère s'accorder quant à savoir quel gouvernement s'est montré le plus efficace et le plus sincère. Toutefois, plusieurs des personnes interrogées paraissent converger sur le caractère quelque peu sélectif des politiques de ces deux présidents, celles-ci semblant répondre à leurs idéologies respectives à l'égard de la Chine continentale. Hsia Hsiao-Chuan pointe clairement cette distinction :

Le durcissement progressif de la législation migratoire, notamment de la loi sur la naturalisation, a eu lieu durant les huit années de mandat du président Chen — cette réglementation a non seulement touché les épouses chinoises, mais également les autres épouses étrangères. Quant aux épouses chinoises, le KMT s'est montré évidemment davantage bienveillant que le PDP — c'est

---

<sup>369</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

le KMT qui a raccourci la durée d'attente pour l'obtention de la carte d'identité pour les chinois et, de toute évidence, ce raccourcissement est lié aux relations trans-détroit.<sup>370</sup>

Tony Tamshir, éditeur en chef de l'*INTAI*, observe ainsi :

La personnalité du président Ma le poussait à rester « sage », de façon à ne pas ternir sa réputation à Taïwan tout comme sur le continent chinois. Ma exerçait une telle pression sur ses subordonnés que ces derniers étaient tétanisés à l'idée de lancer de nouveaux programmes. Par conséquent, nous sommes restés enfermés dans notre péninsule. Le président Chen a visé les pays d'Asie du Sud-Est, alors que le président Ma a cherché quant à lui à se rapprocher de la Chine. Ça, nous le voyons très clairement<sup>371</sup>.

En somme, l'étude des documents officiels et des discours publics du président Ma et de son cabinet appuie l'idée selon laquelle le président Ma n'a pas choisi de mener de manière explicite et fervente une politique multiculturelle au cours de son premier mandat, de 2008 à 2012. Comme évoqué dans l'introduction de ce chapitre, dans le sillage des troubles sociaux pendant lesquels le *Red Shirt Movement* a protesté contre les scandales de corruption du président Chen impliqués politiquement dans le conflit ethnique entre la communauté des *Waishengren* et celle des *Benshengren*, la diversité culturelle et la reconstruction identitaire de la nation ne constituaient plus le cœur des intérêts du président Ma nouvellement élu. En revanche, comme nous pouvons le constater dans son manifeste politique, dans son discours d'investiture et dans son livre, il a mis l'accent sur la « réconciliation » et l'« inclusion » sociale. Dans cette veine, ses initiatives, demeurant pour la plupart au niveau législatif et pratique, visaient à assouplir les contraintes administratives pesant sur les épouses étrangères, notamment dans le cadre des demandes de résidence permanente, de permis de travail et de naturalisation. Quant aux droits des travailleurs migrants et à leur accès à l'information, la question de la représentation et de la participation dans les médias n'a guère été discutée durant les quatre années de son premier mandat.

---

<sup>370</sup> Ibid.

<sup>371</sup> Entretien avec Tony Tamshir, déjà cité.

Néanmoins, son attitude prudente a connu un changement substantiel à partir de son deuxième mandat. La réception dans le bureau du président des représentants des épouses étrangères et des associations collectives concernées, deux mois après sa réélection en 2012, constituait un geste et un premier pas du président vers une meilleure reconnaissance du rôle joué par ces nouveaux habitants dans la société d'accueil. Ensuite est venu le communiqué officiel du Premier ministre confirmant la contribution des immigrants à la société taïwanaise, grâce à leur lien avec les pays d'Asie du Sud-Est et à leur apport culturel. Dans le chapitre suivant, nous allons étudier les dispositifs majeurs mis en place par l'administration Ma depuis son deuxième mandat. La question centrale qui se pose consiste à connaître le fonctionnement et l'impact de ces initiatives : encourageront-elles des immigrants à participer et à s'exprimer dans l'espace médiatique, puis, plus généralement, dans la société civile ?

## ***Chapitre 10 : Multiculturalisme et civisme : pour un meilleur engagement ?***

Dans la continuité des deux premières parties sur les présidences de Lee Teng-Hui et Chen Shui-Bian, nous analyserons ici la politique administrée par le président Ma, selon la typologie des politiques du multiculturalisme établie par Augie Fleras. Il s'agira d'appréhender l'impact et l'efficacité de la politique du président Ma Ying-Jeou visant à favoriser les droits des communautés ethniques et à préserver leur singularité culturelle dans la sphère publique. Pour atteindre ce but, nous examinerons d'une part les initiatives gouvernementales en la matière, mais aussi, d'autre part, leurs objectifs, leurs centres d'intérêt et les problèmes que l'État a essayé de résoudre. L'analyse sera présentée à la fin du chapitre et une comparaison entre les politiques dites multiculturelles des trois présidents sera également déployée de façon progressive, pour essayer de voir l'évolution et le changement des politiques migratoires au fil du temps.

Le ministre du Yuan Exécutif a présenté le *Torch Program* deux mois après la réélection du président Ma, à l'occasion de la rencontre avec des associations travaillant avec des immigrants. Ce programme apparaît comme l'un des premiers à valoriser les cultures et les langues de la population issue de l'immigration. En outre, il vise à encourager la participation des immigrants dans les communautés, et plus spécifiquement dans les établissements scolaires. Quelques mois après, l'action gouvernementale à l'égard des immigrants est allée un peu plus loin. Elle a abouti à l'élaboration de deux projets législatifs : le premier visait à garantir les droits culturels fondamentaux des personnes immigrées, alors que le second aspirait à la création d'une chaîne de télévision destinée spécifiquement aux habitants migrants. L'examen de la volonté du gouvernement, ainsi que celui des obstacles législatifs qui se sont posés permettront de discuter du véritable sens du multiculturalisme au sein de la société démocratique taïwanaise.

### **10.1. Le lancement du « Torch Program » en 2012 : la mise en valeur des cultures sud-est asiatiques**

En fait, le *New Immigrants Torch Program* avait déjà été lancé en 2007 par le gouvernement de la ville de New Taipei. Son objectif avait consisté à « réunir les dispositifs et les ressources d'assistance venant des ministères de l'Intérieur et de l'Éducation et les établissements éducatifs destinés aux nouveaux habitants, en vue de rendre plus aisée la vie pratique des immigrés et de leurs enfants »<sup>372</sup>. En raison des excellents résultats de ce programme, le gouvernement central a décidé d'en reprendre le modèle au niveau national, en étendant sa portée et avec davantage de moyens. Selon les chiffres du décret, en 2012, le nombre d'épouses étrangères atteignait 465 053. Par ailleurs, en 2011, il y avait 192 224 enfants nés dans des familles dont les mères n'avaient pas la nationalité taïwanaise, ce qui représentait une hausse de 8,6% par rapport à 2010. Ces enfants représentaient 3,9% de l'effectif total des collégiens et 10,9% de celui des élèves des écoles primaires à Taïwan.

D'après le décret officiel, ce programme national triennal de mars 2012 à juin 2015 cherchait à mener une collaboration transministérielle et transdisciplinaire entre le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Éducation, des établissements scolaires de tous niveaux et des associations collectives. L'objectif était de fournir un guichet unique et un panel de services aux nouveaux habitants et à leurs enfants dans l'ensemble du pays. Le projet aspirait non seulement à favoriser leur intégration matérielle à Taïwan à long terme, mais il s'agissait également d'améliorer l'appréciation et le respect du public taïwanais à l'égard du multiculturalisme. En même temps, ce projet affirmait favoriser l'harmonie, la prospérité et la justice au sein de la société. Il visait par ailleurs plus spécifiquement à faciliter la compréhension vis-à-vis du multiculturalisme et du concept de bonheur familial<sup>373</sup>. Financés par le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, les gouvernements locaux étaient ainsi chargés de sélectionner des écoles parmi les établissements scolaires dont les élèves étaient issus des familles multiculturelles. En termes de chiffre, il s'agissait de choisir parmi les écoles celles dont des élèves issus des familles multiculturelles représentaient plus de 100 personnes ou plus de 10% du nombre total.

---

<sup>372</sup> « Action Plan of National New Immigrants Torch Program », décret publié par le ministère de l'Éducation, le 21/06/2012.

<sup>373</sup> Ibid.



Les ministères et les gouvernements locaux étaient chargés de mener à bien ce programme ; les tâches principales consistaient notamment en : a) l'organisation d'ateliers sur la « vie multiculturelle heureuse » ; b) l'organisation de concours récompensant des courts-métrages réalisés par les nouveaux habitants ; c) l'organisation de concours de lecture d'albums illustrés par les parents et leurs enfants, l'organisation de concours de cuisine multiculturelle des nouveaux habitants ; d) l'organisation de formations en multiculturalisme pour des enseignants ; e) la planification des activités d'*empowerment* et l'attribution de bourses destinées aux immigrés et à leurs enfants ; f) l'élaboration d'un Livre blanc traitant des politiques migratoires et des rapports du *Torch Program* ; g) l'organisation de concours consacrés aux langues maternelles ; h) la mise en place de « journées multiculturelles » ; i) la planification de cours sur l'héritage des langues maternelles ; j) la sélection de curriculums scolaires multiculturels<sup>374</sup>.

Parmi eux, le concept d'*empowerment* a été nouvellement appliqué dans les actions menées par le secteur public. Nous allons revenir plus tard sur son développement conceptuel, sur l'émergence de cette terminologie dans le contexte taïwanais et sur sa manière d'influencer les initiatives touchant les immigrés à Taïwan.

Dans le cadre de l'*International Conference on Immigration Policy AMD New Immigrants Torch Program Achievements Exhibition* organisée en 2013, le ministre de l'Intérieur, Lee Hong-Yuan, a décrit ce programme comme étant une évolution du schème multiculturel, dans la mesure où il repose sur « la connaissance, les concepts et les actions du multiculturalisme »<sup>375</sup>. Il souligne l'importance de disposer d'un environnement amical et bienveillant pour accueillir davantage d'immigrants qualifiés et pour, en parallèle, renforcer la compétitivité des habitants de la nouvelle génération issue de l'immigration. Enfin, le ministre Lee souhaitait que ces concepts basés sur le multiculturalisme puissent évoluer vers des actions adéquates, en passant

---

<sup>374</sup> Ibid.

<sup>375</sup> 2013 *International Conference on Immigration Policy and New Immigrants Torch Program Achievements Exhibition*, procès-verbal de la réunion, National Immigration Agency.

notamment par l'édition de matériaux éducatifs, d'ateliers. L'un des directeurs d'école, Gao Yuan-Jie, invité à faire part de la mise en œuvre du projet à la Ren-Ai Elementary School à New Taipei City, affirme que les bénéficiaires du projet n'étaient pas simplement les enfants des nouveaux immigrants, qu'il s'agissait bien de toucher l'ensemble des élèves, parents et communautés. À travers ce programme, les immigrants étaient encouragés à mobiliser leurs propres expériences pour contribuer à la société multiculturelle. Tous ces efforts sont destinés non seulement à promouvoir la compréhension et l'inclusion dans la structure sociale, mais également à tirer le meilleur des compétences des immigrants<sup>376</sup>.

Il est d'abord important de souligner que Lee Hong-Yuan a mis en place un environnement chaleureux et prévenant pour les immigrants « qualifiés », en même temps qu'un renforcement de la « compétitivité »<sup>377</sup> pour la seconde génération de la population immigrante. Ce qui est cependant regrettable, c'était l'exclusion des immigrants relativement non qualifiés que l'on constatait en filigrane ; autrement dit, les travailleurs migrants de col bleu ont été ignorés par ce *Torch Program* qui disait viser à promouvoir les cultures de l'Asie du Sud-Est. En outre, le mot « compétitivité » montre l'idéologie animant le KMT, quelque peu utilitariste quant à sa politique migratoire — en d'autres termes, il s'agissait d'une valorisation de la population issue de l'immigration en raison de leur « utilité » et de leur contribution potentielle à la société et à la percée dans le marché du Sud-Est asiatique.

Ensuite, il s'avère intéressant de noter que ces tâches se caractérisent par un mélange de modernisme et de conservatisme. En premier lieu, aligné avec le principe de la « famille heureuse » favorisé d'abord par le Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent, puis par le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, les mesures du *Torch Program* mettaient également l'accent sur la consolidation des valeurs familiales et le rôle de maternité des femmes étrangères. Les organisations sur la formation parentale, les concours de cuisine et de mandarin soulignent l'aspect traditionnel du rôle confié

---

<sup>376</sup> Ibid.

<sup>377</sup> Ibid., pp. 15-27.

aux femmes immigrées. Il est intéressant de constater que ce devoir est en décalage avec la société contemporaine de Formose, où les femmes taïwanaises, quant à elles, sont réticentes à jouer les mères exemplaires. En deuxième lieu, à travers de nombreux concours et compétitions, les immigrés ont été invités à entrer en concurrence et montrer leurs talents sur la scène. Cependant, les Taïwanais qui assistent à ces représentations sont souvent avides d'exotisme et souhaitent satisfaire leur curiosité. En troisième lieu, le mot « multiculturalisme » a été appliqué sur tous les aspects de la vie dans ce programme : il est donc possible d'évoquer un abus de langage. Dans cette veine, le multiculturalisme devient un adjectif creux et, dans une certaine mesure, simpliste, au point où tout ce qui concerne les personnes migrantes peut être perçu par l'administrateur comme des dispositifs « multiculturels ». En analysant la politique multiculturelle du Royaume-Uni, Wei-Ping, un chercheur chinois du Département du Journalisme à la Yunnan University, martèle que le multiculturalisme risque de devenir seulement une référence hypocrite que la société dominante déploie pour figer le statut des immigrés, une façon de faire un compromis, pourtant plus favorable à un parti qu'à l'autre, voire même une manière de « décorer » la rhétorique, pour dissimuler le vide de ses actions<sup>378</sup>.

En dépit de certains concepts portant des traits patriarcaux et stéréotypés, le *Torch Program* propose tout de même des mesures inventives et innovantes, qui encouragent un changement intrinsèque dans la relation triangulaire immigration-école-société. Premièrement, il permet de bâtir une image valorisant davantage les langues d'origine des nouveaux immigrés par le biais de l'enseignement de celles-ci dans les établissements scolaires. À travers l'apprentissage de ces langues, les élèves sont encouragés à s'intéresser à l'histoire de ces pays et donc à améliorer la compréhension mutuelle se tissant entre Taïwanais et nouveaux habitants. Deuxièmement, les enseignants sont mobilisés et formés pour transmettre le multiculturalisme auprès de leurs élèves et contribuer à créer un contexte favorisant la coexistence entre les cultures grâce à l'éducation. Enfin et surtout, le projet se propose de transformer le statut et le rôle des immigrés en les encourageant à s'engager dans des événements locaux. Ce qui est tout particulièrement inté-

---

<sup>378</sup> WEI, Ping (2016), « The Rise and Fall of Multiculturalism in the UK », *Journal of World Peoples Studies*, n° 3, pp. 1-12. En ligne : <https://read01.com/6GeG777.html#.Xg2zvxdKjR0> (Consulté le 01/01/2020)

ressant concerne les ateliers de formation des bénévoles destinés aux immigrés, visant non seulement à les encourager à participer aux activités communautaires, mais aussi à les transformer en enseignants de langues du Sud-Est asiatique dans les établissements scolaires. En d'autres termes, le projet cherchait à les faire passer du statut de bénéficiaires passifs exclus du système civique à celui de contributeurs actifs au cœur de la mobilisation sociétale.

Au cours d'un entretien, Vuoch-Heang Lee a souligné l'importance d'enseigner aux enfants les langues des mères d'origine étrangère et a exprimé son inquiétude quant à l'écart culturel qu'il existait entre elle et son garçon de 13 ans :

Je pense que le fossé est inévitable. Le gouvernement a adopté des mesures pour préserver ces cultures ethniques, mais il est déjà un peu trop tard. Cet écart découle d'une minimisation de la culture de la mère et d'un manque d'exposition à cette dernière. En effet, les familles ne visitent pas souvent leur pays d'origine. En général, il y a donc peu de lien avec la culture de ces épouses étrangères. Même si depuis quelques années, il commence à y avoir des concours, par exemple de chanson dans les langues d'Asie du Sud-Est, l'identification culturelle par rapport à leur mère est assez restreinte, voire très rare [...]. Cependant, malgré le fait que les enfants n'héritent qu'assez peu de leur culture maternelle, ils savent aussi combien il est important de respecter le « multiculturalisme » et, par extension, leur seconde culture. L'attitude des enfants envers leur mère est aussi liée à la manière dont les mères sont traitées par leur famille. S'ils les perçoivent comme les servantes du foyer, les enfants ne respecteront pas leur mère, ni la culture qu'elles portent en elles. Le gouvernement a lancé des programmes pour valoriser davantage les cultures de ces femmes migrantes, ils sont donc utiles [...]. Ce qu'il reste à améliorer, c'est la sensibilisation des enseignants des écoles pour mieux aider les nouveaux immigrés à accéder aux ressources gouvernementales, s'ils se retrouvent face à quelque difficulté.<sup>379</sup>

Une autre animatrice de radio en provenance de Chine continentale, Yang Chiao-Yu, a également abondé dans ce sens. Elle souligne en effet l'importance du système social et scolaire, et l'impact de ce dernier sur les enfants des femmes migrantes. Elle pointe ainsi la nécessité de faire connaître à la deuxième génération la culture des mères migrantes :

---

<sup>379</sup> Entretien avec Vuoch-Heang Lee, déjà cité.

Le fait que les enfants acceptent ou non ma culture d'origine est directement lié au contexte social dans lequel ils évoluent. Tout cela m'a permis une analyse profonde de la situation. Comme je me sentais exclue de la société auparavant, je n'osais pas parler des traditions de mon pays natal. Aujourd'hui, je constate que la majorité des Taïwanais connaissent et respectent davantage les communautés constituées par les nouveaux habitants. Je me sens aussi confiante lorsque j'évoque ma culture d'origine, je n'ai plus à craindre d'être méprisée.<sup>380</sup>

Dans une certaine mesure, le programme est parvenu à sensibiliser les élèves et les enseignants sur la nécessité de la diversité culturelle et à engager les immigrés dans les affaires communautaires. Dans le même temps, il a essuyé de nombreuses critiques pour diverses raisons. En premier lieu, selon le *Rapport de recherche sur les projets soutenus par le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères en 2013*<sup>381</sup>, la sélection des établissements scolaires bénéficiant de la subvention du *Torch Program* ne se faisait pas en fonction de la volonté des intéressés. Certaines écoles semblent avoir été sommées d'exécuter le programme, sans réelle volonté de leur part, et avec une connaissance et une assistance limitées quant à la mise en place du projet. Le manque de détermination et de ressources ont sensiblement affecté l'efficacité du programme. Lors de groupes de discussion organisés dans le cadre du rapport, les participants ont expliqué que certaines écoles ont essayé de refuser le programme et de rembourser les fonds alloués. Pourtant, ces demandes ont été rejetées par des personnalités « hautement placées », qui ont répondu que les écoles récalcitrantes seraient exposées à des sanctions en cas de non-exécution du projet<sup>382</sup>. En deuxième lieu, la mise en œuvre du programme semble s'être avérée aléatoire. En raison du manque d'informations et d'une communication verticale, les écoles se trouvaient souvent dans une situation de désarroi. Les participants du groupe de discussion ont expliqué que même les personnes en charge dans le gouvernement local ne connaissaient pas tous les détails du programme et, de ce fait, n'étaient guère en mesure de transmettre toutes les informations nécessaires. Quant à l'administration et

---

<sup>380</sup> Yang Chiao-Yu, animatrice chinoise d'une émission nationale radiophonique à Taïwan. L'entretien a eu lieu le 29 août 2018, à Taipei.

<sup>381</sup> « Rapport de recherche sur les projets soutenus par le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères en 2013 : évaluation sur les résultats du système de soutien consacré aux épouses étrangères », commandé par le Ministère de l'Intérieur, paru en octobre 2014.

<sup>382</sup> Ibid.

aux documents requis — notamment les indicateurs de performance, les rapports mensuels, une dizaine de sous-projets et le rapport d’audit —, les démarches semblaient souvent non seulement fastidieuses, mais aussi présentées comme inflexibles. Souvent, le personnel de l’école devait s’infliger des heures supplémentaires durant les week-ends afin de rédiger les rapports et parfois même certaines écoles se trouvaient dans l’obligation d’organiser des activités seulement pour dépenser les budgets alloués<sup>383</sup>. En plus de ce rapport, les directeurs interviewés par le journal *Lihpao* ont suggéré que les indicateurs devraient être adaptés aux différents contextes locaux<sup>384</sup>.

En troisième lieu, le programme a animé beaucoup d’activités se prétendant culturelles, mais dont les avantages disparaissaient à long terme. Le système d’évaluation du programme accentuant les données quantitatives avait tendance à aggraver cette tendance. Le directeur de la *Jhang-Hu Elementary School*, Chen Chin-Zun, a comparé le *Torch Program* à un camp de vacances, développant des activités festives et éphémères sans pour autant apporter un impact substantiel<sup>385</sup>. Quatrièmement, le *Torch Program* confiait le plus souvent la mission de différentes prestations gouvernementales aux établissements scolaires. Le fait de faire peser une telle responsabilité sur les écoles a contribué à affaiblir le fonctionnement du système de sécurité sociale et du Bureau des Affaires civiles, qui étaient censés prendre en charge ces tâches. Cinquièmement, il semble inapproprié de catégoriser de manière systématique la communauté migrante comme « démunie », comme le faisait ce programme. En réalité, parfois, ce ne sont pas les immigrés qui ont besoin de ressources, mais les Taïwanais eux-mêmes en situation de précarité financière, qui manquent paradoxalement d’assistance. Les critères fixés en fonction de la nationalité, ainsi que l’accent mis sur l’impuissance des immigrés et de leurs enfants ont contribué à une répartition parfois erronée des ressources. En effet, on constate que certaines familles taïwanaises plus vulnérables sont parfois ignorées par le système. Nous pourrions nous interroger sur le poids des stéréotypes et de la stigmatisation, présentant les

---

<sup>383</sup> Ibid.

<sup>384</sup> « La Flamme brûle ; des écoles épuisées », *Lihpao*, <https://tinyurl.com/yxnq4xy3> (MAJ le 24/02/2014 ; consulté le 15/12/2018)

<sup>385</sup> « Le Torch Program promeut les langues des immigrés, mais n’est pas très présent dans ses mesures d’accompagnement », *Liberty Times Net*, <http://news.ltn.com.tw/news/local/paper/824423> (MAJ le 25/10/2014 ; consulté le 15/12/2018)

nouveaux habitants comme nécessaires. Enfin, d'après Lee Chun-Fan, directrice de la *Da Fen Elementary School*, la mise en valeur d'une certaine communauté ethnique risque d'entraîner une « révélation forcée » — c'est-à-dire la nécessité pour un enfant né d'une mère immigrée de révéler des éléments touchant à sa vie intime, qu'il n'aurait pas nécessairement désiré partager à ses camarades —, ce qui amène à l'apparition d'une discrimination culturelle et une diversité culturelle artificielle. Autrement dit, il est important pour la culture des communautés migrantes de se développer et de rayonner de façon naturelle. La société taïwanaise doit être éduquée pour adopter une attitude ouverte vis-à-vis des immigrés et les encourager à forger leur voix et leur dynamisme propres en luttant pour leurs droits. Lee Chun-Fan souligne que les enfants des immigrés ne devraient pas être instrumentalisés par les enseignants pour améliorer la compréhension du monde de leurs camarades ; en revanche, leur mission consiste à guider ces enfants à acquérir la volonté et la capacité de reconnaître la valeur et la richesse culturelle de leur métissage.

## 10.2. Les tentatives législatives vers une diversité culturelle

À partir de la fin du premier mandat du président Ma, c'est-à-dire dès 2011, nous constatons une prise d'initiatives de la part des branches exécutives et législatives du gouvernement visant à entreprendre des aménagements structurels. L'objectif de ces tentatives était de modifier et d'élargir la portée des réglementations, pour pouvoir prendre en compte les droits culturels de la population issue de l'immigration. Dans ce chapitre, nous allons étudier quelques initiatives législatives directement liées à cette réflexion. La question est de savoir de quelle manière elles s'avèrent favorables à la promotion de la diversité culturelle taïwanaise et à la participation culturelle et médiatique des communautés migrantes. Nous allons examiner les obstacles apparus durant l'élaboration des textes officiels ; en même temps, nous observerons les critiques allant de pair avec ces révisions de la législation.

### 10.2.1. La dimension « *polyethnique* » du projet de Loi fondamentale de la Culture : un processus d'une décennie

En qualité d'autorité compétente de la culture, le Conseil des Affaires culturelles s'est lancé dans l'élaboration d'un projet de Loi fondamentale de la culture en août 2011, dont l'objectif était de garantir la citoyenneté culturelle et de préserver une culture inclusive à Taïwan<sup>386</sup>. Suivie par quatre séances d'audience publique pendant quatre jours, de façon à organiser une concertation et à recueillir des conseils, la première mouture du projet est passée rapidement au Yuan Exécutif en novembre de la même année et a été déposée au Yuan Législatif pour y être délibérée<sup>387</sup>. Néanmoins, comme la session du Yuan Législatif s'achevait peu de temps après et que les élections législatives se rapprochaient, il a été décidé de repousser l'adoption de ce projet de loi pour la session suivante. En mai 2012, le Ministère de la Culture a été fondé pour assumer le rôle du Conseil des Affaires culturelles, qui allait désormais être dissous. Pendant ce temps, le projet de loi a été mis en suspens. En mars 2013, le ministre de la Culture nouvellement institué a décidé de relancer le projet de loi fondamentale de la culture et, pour ce faire, il a d'abord consulté divers experts, universitaires, professionnels culturels et artistiques, ainsi que des représentants du secteur public. Suite à plusieurs séances d'audience publique, la nouvelle version du projet du ministre de la Culture a été envoyée au Yuan Exécutif en janvier 2014 pour un examen article par article et la délibération. Au cours des deux années suivantes, de nombreux débats et discussions y étant consacrés, ce projet de loi a été révisé et relancé entre le ministre et le Yuan Exécutif. Jusqu'à la fin du mandat du président Ma en 2016, le projet de loi fondamentale de la culture était toujours en cours de finalisation par le Yuan Exécutif, sans qu'il ne soit encore question de l'adopter par le Yuan Législatif.

---

<sup>386</sup> « Le comité du Yuan Exécutif passe le projet de la Loi fondamentale de la Culture » (Tdl.), communiqué du Yuan Exécutif, <https://www.ey.gov.tw/Page/9277F759E41CCD91/994b5f92-a4b9-48d7-a323-5283b1a77d4d> (MAJ le 10/11/201 ; consulté le 25/12/2018)

<sup>387</sup> « Proposition du Yuan Exécutif d'un Projet de Loi fondamentale de la Culture » (Tdl.), communiqué du Yuan Exécutif, *Coolloud*, <https://www.coolloud.org.tw/node/65031> (MAJ le 14/11/2018 ; consulté le 26/12/2018)



Pour expliquer les motifs d'élaboration de la version de 2013 de la Loi fondamentale de la Culture sur le site officiel, le ministre a affirmé la nécessité de cette loi. Elle visait à « réhabiliter l'environnement culturel », « sauvegarder le droit des citoyens à participer d'une manière égale aux affaires culturelles », « respecter le processus de réalisation de la diversité, l'autonomie et l'innovation culturelles » et « montrer à la scène internationale l'esprit culturel de Taïwan »<sup>388</sup>. Autrement dit, le projet de loi envisageait de mettre en pratique la Déclaration de la citoyenneté culturelle annoncée en 2004 et de créer une unité fondée sur la culture. Selon le texte du projet de loi dans sa version de 2013, le ministre a mis en relief certaines missions. Parmi elles, nous citerons le devoir de répondre aux droits culturels des différentes communautés ethniques et de développer le « pouvoir culturel » comme un facteur de compétitivité pour le pays — la « compétitivité » s'avère, comme on l'a vu, être sous l'administration de Ma un thème récurrent dans la politique multiculturelle. De plus, il a souligné l'importance d'adopter et d'appliquer des conventions internationales, plus précisément le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Dans la même lignée du projet de loi fondamentale de la culture, le ministre de la Culture a promulgué un autre dispositif d'accompagnement : la « Ministry of Culture Directions on Subsidy for Cultural Rights » (Directives des subventions pour la promotion des droits culturels) dans la *Gazette du Yuan Exécutif* en juin 2013<sup>389</sup>. Ce dispositif visait à concrétiser « l'égalité de droit à participer aux affaires culturelles » mentionné par ce projet de loi. L'objectif de cette Directive concernait la promotion de l'idée d'égalité culturelle et de diversité culturelle. Cette initiative a pris la forme de subventions versées à des associations et institutions privées ou collectives qui aspiraient à redynamiser les communautés minoritaires et/ou ethniques, notamment les immigrés ou les handicapés, à travers des moyens comme suit : a) des formations, des créations, des applications de recherches et des études culturelles ; b) des

---

<sup>388</sup> « Projet de Loi fondamentale de la Culture : Explications » (Tdl.), <https://mocfile.moc.gov.tw/mochistory/ccalimages/adminstration/0/p1-1-1.pdf> (MAJ le 14/11/2013 ; consulté le 27/12/2018).

<sup>389</sup> « Ministry of Culture Order is hereby given, for the promulgation of 'Ministry of Culture Directions on Subsidy for Cultural Rights' », <https://gazette.nat.gov.tw/egFront/detail.do?metaid=61595&log=detailLog> (MAJ le 19/06/2013 ; consulté le 02/01/2019).

publications, des productions audiovisuelles et des émissions artistiques culturelles ; c) la transmission de publications littéraires sous la forme d'émission radiophonique ou télévisée ; d) des événements ou des échanges internationaux liés aux bénéficiaires ciblés ; e) des formations consacrées aux personnels fournissant des services aux bénéficiaires ciblés.

De façon plus concrète, ce projet a contribué à aider la création de projets audiovisuels et est toujours en vigueur à l'heure de la rédaction de cette thèse. L'ancien éditeur en chef du *4-Way Voice*, Zhang Zheng, a commencé à produire à partir de 2013, à l'aide de la subvention du programme pour l'égalité culturelle, une émission télévisée intitulée « Singing in Taiwan », que nous allons développer davantage dans le chapitre 11.

En mai 2019, la Loi fondamentale de la Culture a finalement été adoptée par le Parlement. La loi nouvellement en vigueur garantit la mise en pratique du multiculturalisme et la valorisation de la diversité culturelle. Cette loi figure comme la loi cadre de toutes les régulations et mesures multi-ministérielles liées à la culture. Sur la base de cette loi, de nombreuses sous-régulations, notamment sur le développement des industries de création et sur les dispositifs de protection du patrimoine historique, restent à renouveler. Les articles qui concernent la diversité culturelle comportent les différents éléments que nous citons ci-dessous :

1. « L'État affirme une multiculturalité. En élaborant les politiques et les lois, l'État doit protéger les identités propres à chaque ethnie, génération et communauté et établir un environnement multiculturel permettant une participation égalitaire et libre » (L2) ;
2. « Tous les peuples ont le droit de choisir la langue qu'ils désirent utiliser pour s'exprimer, échanger entre eux, communiquer et créer. En élaborant les politiques et les lois, l'État doit préserver, revitaliser et développer les langues d'origine et la langue des signes taïwanaise » (L6) ;
3. « L'État doit stipuler une politique de transmission culturelle et développer les contenus culturels et numériques au moyen de la technologie informatique. L'État doit renforcer les services des médias publics, afin de fournir des contenus multiculturels, de protéger les moyens d'expression multiculturelle et de garantir le droit de savoir des citoyens » (L16) ;

4. « Afin de mettre en œuvre des politiques multiculturelles, l'État doit recruter d'une manière active des professionnels transculturels tant à Taïwan qu'à l'étranger, pour contribuer à l'enrichissement culturel. L'État doit assouplir les mesures sur le recrutement en la matière » (L23)<sup>390</sup>.

Pendant cinq ans, de 2011 à la fin du second mandat du président Ma Ying-Jeou en 2016, le projet de loi n'a eu de cesse de circuler entre le ministre de la Culture, les réunions interministérielles, les audiences publiques, le Yuan Exécutif et le Yuan Législatif. De son côté, la Corée du Sud, qui avait envoyé une délégation d'experts en 2011 pour étudier la procédure ainsi que le contenu de ce nouveau projet de loi, a adopté dès 2013 sa propre Loi fondamentale de la Culture. À Taiwan en revanche, il aura fallu compter vingt-deux années<sup>391</sup> et quatre présidents différents pour concrétiser et mettre en vigueur cette loi fondamentale. Le processus extrêmement long et tourmenté durant les différentes administrations a d'ailleurs fait l'objet de bien des critiques.

Parmi celles-ci, nous retrouvons celle de la présidente de la *Taiwan Cultural Law Association*, Liao Huang-Ding, qui a porté un regard réprobateur sur ce projet de loi, tout particulièrement sur la procédure de son élaboration. Elle vise notamment les méthodes singulières du Ministère de la Culture lors de l'examen et de l'élaboration de ces articles. Elle dénonce la tendance « élitiste » dans le processus législatif de ce projet, qui reflète donc les valeurs, les perspectives et les besoins de certains politiciens. Dans une tribune intitulée « Le sujet central de la culture n'est pas les politiciens, mais le peuple », Liao Huang-Ding critique la bureaucratie et la tendance à un certain formalisme. Elle y dénonce les audiences publiques, qui se sont rapidement organisées en petits cercles, et les jeux de mots politiques et législatifs orchestrés par un petit groupe d'experts et d'universitaires devenus les porte-parole de la volonté gouvernementale. Cette accapuration a conduit Liao à poser la question suivante : « À

---

<sup>390</sup> La Loi fondamentale de la Culture. En ligne : [https://www.moc.gov.tw/information\\_301\\_33803.html](https://www.moc.gov.tw/information_301_33803.html) (Publié le 05/06/2019 ; consulté 01/01/2020)

<sup>391</sup> L'idée de la Loi fondamentale de la Culture a été lancée durant la deuxième édition du *National Cultural Congress*, qui a eu lieu en 1997.

qui appartient cette Loi fondamentale de la Culture ? ». Dans cette optique, il s'avère essentiel de prendre en compte la participation à la discussion du peuple lors de l'élaboration législative. Or, cette perspective s'oppose au processus législatif élitiste et bureaucratique qui s'était jusque-là manifesté : « La voix "multiculturelle" doit être entendue et exprimée »<sup>392</sup>. L'élitisme s'avère être un problème récurrent dans l'élaboration législative à Taïwan. Durant le processus d'élaboration des politiques migratoires, les communautés immigrées/migrantes n'ont été que trop rarement consultées.

Selon une autre interviewée, Wang Li-Jung, membre du comité de consultation pour la Loi fondamentale de la Culture et directrice de la *Taiwan Association of Cultural Policy Studies*, cette loi protège d'une manière indirecte le droit à l'égalité culturelle des minorités. Elle fournit un moyen de porter plainte auprès du gouvernement quand quelqu'un a le sentiment que sa culture ou son droit culturel est menacé ou attaqué. Wang Li-Jung a aussi indiqué ce qu'il manquait à l'égard du développement multiculturel, notamment la complexité d'élaborer une loi sur le multiculturalisme :

Si la loi sur le multiculturalisme pouvait être élaborée, elle favoriserait davantage les échanges et une compréhension mutuelle entre les différentes cultures. C'est ce qu'il nous manque le plus et ce que nous ne sommes pas en mesure de faire. Nous éduquons toujours les ethnies minoritaires à apprendre le concept de multiculturalisme, mais nous ne demandons jamais à la majorité d'en faire autant. En plus, le « droit culturel » est mentionné au début de la loi, ce qui devrait inciter le gouvernement à fournir un budget pour garantir aux différentes communautés la diversité de langue, de religion et de culture.<sup>393</sup>

La professeure Wang avait suggéré en personne à la ministre de la Culture de l'époque, Cheng Li-Chiun, d'insérer la clause du multiculturalisme dans les sous-décrets de la Loi fondamentale. Dans l'entretien que nous avons réalisé avec elle, Wang a reconnu les limites de la politique multiculturelle actuelle :

---

<sup>392</sup> « Le sujet central de la culture n'est pas les politiciens, mais le peuple » (Tdl.), *Liberty Times Net*, <http://talk.ltn.com.tw/article/paper/681784> (MAJ le 23/05/2013 ; consulté le 29/12/2018)

<sup>393</sup> Entretien avec Wang Li-Jung, déjà cité.

Bien sûr que cela ne veut pas dire que la diversité culturelle est désormais garantie. Mais avec un tel décret, nous pouvons demander aux fonctionnaires de faire leur boulot, sinon le Ministère de la Culture nous dirait que cela ne le concerne pas. Maintenant, chaque comité ethnique s'occupe seulement des affaires de sa communauté : est-ce que c'est finalement quelque chose de positif ou de négatif en termes de relations interethniques ? [...] Cette politique de division est motivée par des calculs électoraux. À la fin, le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de subventionner tout le monde [toutes les communautés ethniques, Ndlr.]. Résultat : chaque comité n'a pas assez à manger, sans toutefois mourir de faim ; ils arrivent en fait à peine à s'en sortir.<sup>394</sup>

Une autre critique provient de Liu Chun-Yu<sup>395</sup>, professeur et directeur de la *Graduate School of Arts Management and Cultural Policy* de la *National Taiwan University of Arts*, qui est depuis toujours un fervent défenseur de l'application d'un processus démocratique et participatif durant l'élaboration des lois. « Pourquoi une loi fondamentale d'une telle importance pour la culture se trouve-t-elle dans une situation qui ne semble émouvoir personne ? », questionne-t-il. Selon ses observations au cours de l'élaboration législative, ce projet de loi a négligé de mettre en relief les droits culturels du grand public et leurs pratiques culturelles dans la vie quotidienne. Cela ressemble plus à une « loi fondamentale de "l'administration culturelle" ». Selon lui, faute de participation démocratique assez active dans le processus, l'ancienne version du projet de 2013 manquait d'éléments centraux. Il regrette, entre autres, l'absence de mesures proactives dans cette loi, notamment concernant les mécanismes d'enquête sur la réalisation des droits culturels et les dispositifs de rectification administrative. Il déplore également le manque de réglementation réactive pour gérer les droits culturels des groupes minoritaires en péril. Les défauts présents dans ces mesures empêcheraient les minorités de pouvoir porter plainte ou réclamer une assistance juridique lorsque leurs droits de s'exprimer et de participer librement dans leur vie culturelle sont violés<sup>396</sup>.

---

<sup>394</sup> Ibid.

<sup>395</sup> Liu a aussi été invité en tant qu'*International Correspondence Board Member* à l'*European network on cultural management and policy* (ENCATC) et est membre consultatif du Conseil de l'*Asia-Pacific Network Cultural Education and Research* (ANCER).

<sup>396</sup> LIU, Chun-Yu (2013), « "La loi fondamentale de la culture" et la vie quotidienne des citoyens taïwanais : la mise en pratique des politiques culturelles de l'État et les droits culturels » (Tdl.), publié dans les actes du colloque de 2013 *International Symposium on Cultural Trajectories: The Dynamics and Counter-dynamics of Cultural Governance*, National Taiwan University of Arts.

En somme, la Loi fondamentale de la Culture est dédiée à la régularisation des responsabilités des agents gouvernementaux pour développer la culture de toutes les communautés. Par ailleurs, pour protéger les droits des citoyens à participer aux affaires culturelles, elle doit permettre de garantir l'égalité culturelle des minorités ethniques, comme l'indique le professeur Liu, et de choisir un mode de vie spécifique à leurs collectivités. Pourtant, l'inefficacité, couplée aux vices de procédures et aux conflits politiques qui se sont produits tout au long de l'élaboration de ce projet, ont sensiblement fragilisé le processus et la loi elle-même. Ce n'est qu'à partir de 2017, sous la présidence de la nouvelle présidente Tsai Ing-Wen — période qui ne relève plus de la sphère de cette thèse —, que le mécanisme de démocratie participative a été introduit dans le processus d'élaboration de cette loi. Nombre de conférences culturelles, tables rondes et groupes se sont tenus à l'échelle tant nationale que régionale. Six grands axes constituent la gouvernance culturelle, à savoir : la créativité culturelle, la vitalité culturelle, la durabilité culturelle, l'inclusion culturelle (le développement de la diversité culturelle) et la technologie culturelle. L'objectif de ces conférences nationales était de concevoir de façon collective des contenus de loi, pour examiner les limites du projet proposé.

Un colloque a notamment été consacré au thème des personnes migrantes, incluant les nouveaux immigrés, les travailleurs migrants et la seconde génération issue de l'immigration. Les sujets avaient ainsi pour objet la connaissance de la société taïwanaise envers les cultures d'Asie du Sud-Est, l'apprentissage des langues des épouses étrangères et la réduction de la stigmatisation à l'égard des migrants. Yang Tzu-Pao, ministre adjoint de la Culture, a déclaré durant ce colloque que l'arrivée des nouveaux immigrés nous permettait d'appréhender le concept de culture d'une façon nouvelle et qu'il ne tenait qu'à nous de réinventer notre culture : « Apprenons à nous émanciper de nos cultures ! Chacun est un individu libre de choix. Le choix ne devrait pas être limité par la nationalité : ceci est l'esprit essentiel de l'égalité et du droit de participation garantis par la Loi fondamentale de la Culture. »<sup>397</sup>

---

<sup>397</sup> 2017, Colloque national de la culture, forum pour la culture des nouveaux immigrés : cohabiter, prospérer et cocréer un avenir de la multiculturalité, Ministère de la Culture. En ligne : [https://www.moc.gov.tw/information\\_250\\_64823.html](https://www.moc.gov.tw/information_250_64823.html) (MAJ le 18/06/2017 ; consulté le 30/12/2018)

Parmi les intervenantes de ce colloque, nous pourrions citer Lee Dan-Feng, la directrice de la *Taiwan International Families Association* (TIFA), Nguyễn Thị Thanh Hà, doctorante à Taïwan et autrefois travailleuse migrante, et Pan Cun-Rong, productrice et pionnière dans le domaine des émissions radiophoniques consacrées aux épouses étrangères. Lors de l'entretien, ces trois participantes ont souligné les progrès autant que les limites des politiques multiculturelles menées à Taïwan ces dernières années. Elles ont d'une part conforté l'idée selon laquelle la discrimination et la stigmatisation dont elles pouvaient autrefois être victimes avait largement diminué dans leur environnement social et ce, grâce aux combats menés par l'union des communautés migrantes et des Taïwanais. D'autre part, elles ont reconnu que le concept de multiculturalisme était resté quelque peu superficiel. Lors d'événements spécifiques, les épouses étrangères étaient par exemple supposées porter des tenues élégantes et de préférence traditionnelles pour présenter leurs préparations culinaires, présentées comme exotiques. Heureusement, durant ces dernières années, avec la prise de conscience et le changement de ligne directrice du gouvernement, le statut des femmes étrangères a évolué, passant « d'animaux de cirque », comme en témoigne Nguyễn Thị Thanh Hà, à des individus actifs et détenteurs de savoirs à partager avec les autres. Pan Cun-Rong a par ailleurs sollicité les immigrants pour que ces derniers participent directement dans les médias, car « l'avenir de Taïwan appartient à tout le monde ».

Lee Dan-Feng a également appréhendé les limites de la politique existante. Elle visait notamment cette inclination à la « séparation » dans la politique liée à la culture et à l'éducation multiculturelle. De fait, le gouvernement avait tendance à segmenter de nombreux paramètres, parmi lesquels nous mentionnerons les cours, les programmes et les émissions destinés aux différentes communautés, comme s'il y avait différents schémas du multiculturalisme pour différents groupes, tels que les nouveaux immigrants, la seconde génération de migrants ou les Taïwanais. Cette politique séparatiste s'inscrit dans la continuité de ce que nous avons observé dans le chapitre 7 avec le *Divisive Model*. Rappelons les propos de Lee à ce sujet : « Nous devons briser cette séparation. Si nous considérons que les nouveaux immigrants font partie de

Taïwan, il faut mélanger leurs cultures à notre vie quotidienne et organiser une mise en place intégrative. »<sup>398</sup>

L'élaboration de la Loi fondamentale de la Culture est révélatrice d'un volontarisme de l'État taïwanais, qui montre la volonté de nourrir la diversité culturelle et la citoyenneté culturelle taïwanaise représentées par les différentes communautés ethniques, y compris celle des immigrés. Ce même volontarisme transparaît dans les démarches visant à construire un espace public offrant à ce dernier groupe divers moyens d'expression modernes. Il faut noter qu'un autre support médiatique est entré dans l'arène publique et a acquis un rôle central à l'attention des immigrés : la télévision. De ce fait, nous allons tenter de répondre dans la prochaine section à la question suivante : quels dispositifs supplémentaires l'État souhaite-t-il amorcer sur le plan législatif afin d'améliorer l'accès des immigrés à la télévision ?

### **10.2.2. Le projet de création d'une chaîne de télévision pour l'immigration**

Comme nous l'avons constaté dans la partie précédente, depuis 2005, les émissions concernant les immigrés ont fait leur apparition sur le petit écran sous la forme de séries ou de leçons audiovisuelles sur le mandarin ou la culture taïwanaise. Néanmoins, il est important de rappeler qu'il n'existait durant cette période encore aucune émission télévisée fournissant des informations ou un divertissement, et destinées exclusivement à la population migrante. En octobre 2012, vingt-deux législateurs, dont trois pan-bleus (c'est-à-dire issus du KMT et sa coalition) et dix-neuf pan-verts (appartenant au PDP et à sa coalition), ont proposé auprès du Yuan législatif l'établissement d'une chaîne ciblant une audience spécifiquement issue de l'immigration. Cette chaîne avait par ailleurs vocation à être intégrée dans le *Taiwan*

---

<sup>398</sup> Compte rendu du Colloque national sur le thème de la culture des immigrés, ayant le 18 juin 2017. En ligne : <https://reurl.cc/X6b0na> (Consulté le 31/12/2018)



*Broadcasting System* (TBS)<sup>399</sup>. Les raisons invoquées par les législateurs étaient les suivantes<sup>400</sup> :

1. Selon les données statistiques du Ministère de l'Intérieur en juin 2012, le nombre des nouveaux habitants s'élevait à plus de 466 000, ce qui représentait déjà la cinquième communauté ethnique à Taïwan ;

5. Depuis longtemps, les groupes minoritaires manquent de moyens médiatiques pour s'exprimer. « Leur droit à la communication devrait être protégé par notre système. De nombreux pays du monde, tels que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, l'Irlande ou la Finlande, ont une structure démographique composée de différentes communautés ethniques. » Par conséquent, les pays précédemment cités ont mis en place des politiques médiatiques favorisant le multiculturalisme ou des chaînes nationales transmettant des programmes dans les langues des communautés ethniques présentes sur leur territoire ;

6. La Loi fondamentale des Communications et la Loi d'organisation du Comité national de Communication stipulent toutes les deux l'importance de « respecter les droits des minorités et promouvoir le développement du multiculturalisme ». Cette ligne de pensée conforte ainsi le devoir de protéger le droit de communiquer des communautés minoritaires. Dans cette veine, la *Hakka TV* et la *Taiwan Indigenous TV* ont été créées en 2003 et 2005, et le Comité des Hakkas et le Conseil du peuple autochtone ont été établis pour attribuer les budgets ;

7. Inspirés par les modèles de la *Hakka TV* et de la TITV, des politiciens ont proposé de créer une chaîne destinée aux immigrants. Le but était d'affermir les droits des habitants migrants, ainsi que les besoins psychologiques et culturels des plus de 430 000 travailleurs migrants à Taïwan.

---

<sup>399</sup> Le *Taiwan Broadcasting System* (TBS) est le seul groupe de médias publics à Taïwan. Fondé en 2006, le TBS comprenait quatre chaînes terrestres : le *Public Taiwan Television Service* (PBS), le *Chinese Television System* (CTS), la *Hakka TV* et la *Taiwan Indigenous Television* (TITV). Après une série de réorganisations structurelles, la *Central News Agency* (CNA) et la *Radio Taiwan International* (Rti) se sont ajoutées dans la liste du TBS, alors que la TITV a quitté le groupe en 2014.

<sup>400</sup> Agenda Related Documents of Legislative Yuan, n° 1562, le 17/10/2012, [https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/08/02/05/LCEWA01\\_080205\\_00032.pdf](https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/08/02/05/LCEWA01_080205_00032.pdf)

Pour ce faire, ces législateurs ont préconisé de réviser les articles 10 et 28 relatifs à la Loi sur la télévision publique de 2007. L'Article 10 décrit les services fournis par le TBS, dans lequel ils proposent d'ajouter un alinéa supplémentaire — il s'agirait de fournir des programmes télévisés pour les communautés, notamment les Hakkas, les autochtones et les nouveaux immigrants. L'Article 28 reprend quant à lui les ressources financières de ces chaînes publiques. L'amendement proposé par les législateurs aurait permis la faisabilité de la chaîne destinée aux migrants une fois créée. En somme, l'objectif de cette réforme était d'étendre la portée du TBS aux communautés migrantes et de responsabiliser l'autorité correspondante du gouvernement central, la poussant ainsi à collecter l'argent pour planifier au mieux son budget. Quelques mois avant cette proposition législative, en mars 2012, Lee Kun-Tse, l'un des législateurs dirigeant ce projet de loi, a interpellé en ces termes le ministre de l'Intérieur : « Nous avons les chaînes de télévision et les radios pour les communautés hakkas et autochtones ; pourquoi ne pas créer une chaîne, parmi des chaînes publiques de 2 à 25, à l'attention du million d'immigrés et la mettre sous la direction du *Taiwan Broadcasting System* pour démontrer notre respect du développement multiculturel, ainsi qu'envers leurs cultures et leurs langues ? Ce que je crois depuis toujours, c'est qu'il ne faut pas les "intégrer", mais les "respecter", pour parvenir à un bon développement multiculturel. »<sup>401</sup>

Il est important d'analyser certains éléments de l'interpellation du législateur Lee Kun-Tse. Nous noterons notamment l'absence du terme « intégration » dans la proposition législative et la valorisation du « respect » à l'égard des cultures des immigrants — une question essentielle et intrinsèque au principe de multiculturalisme. Ce qui est intéressant, c'est que le discours d'« intégration » vis-à-vis des politiques concernant les immigrants se révèle à la fois positif et péjoratif à Taïwan. Ce changement pourrait être expliqué par le contexte évolutif de la société taïwanaise.

---

<sup>401</sup> « Le législateur Lee Kun-Tse questionne le ministre de l'Intérieur Lee Hong-Yuan sur la politique des nouveaux habitants » (Tdl.), <https://www.youtube.com/watch?v=PM7Z2J5LKDE> (MAJ le 22/03/2012 ; consulté le 11/01/2019)

Au début, les migrants étaient invisibles et largement exclus par le système, voire évincés de la vie quotidienne. Le but revendiqué par les associations militantes à l'époque était de prendre en compte les besoins et la voix de cette population spécifique. Au fil du temps, les migrants ont acquis une visibilité croissante. Néanmoins, leur image devenait biaisée et empreinte de nouveaux stéréotypes — soit il s'agissait d'une mère accomplie grâce aux compétences et connaissances acquises à Taïwan, soit c'était l'image d'une héroïne qui se battait pour s'intégrer dans la société. En d'autres termes, à Taïwan, le discours de l'intégration est positif quand il s'agit de la prise en compte et l'inclusion des immigrants dans les mécanismes sociaux, du fonctionnement ordinaire des divers organes étatiques, ainsi que de la reconnaissance de leurs droits civils ; mais il est encore négatif lorsqu'il est comparé avec le concept multiculturel, qui est idéalement concrétisé par la vitalité de la diversité culturelle et le respect des pratiques culturelles des différentes communautés ethniques dans la sphère publique.

Néanmoins, même avec les promesses du Ministère de l'Intérieur, cette proposition n'a pas été acceptée par le Yuan Législatif. Plusieurs raisons ont été discernées, telles que l'insuffisance des ressources budgétaires et humaines ou encore la difficulté de libérer une fréquence de la télévision terrestre pour une chaîne spécifique<sup>402</sup>. Ainsi, au lieu de créer une chaîne destinée aux migrants, le Ministère de l'Intérieur a mis en place le « New Immigration Communication, TV & Media Production Project », dont nous étudierons les détails dans le prochain chapitre. Malgré tout, ce refus persistant est aussi lié au fait que les migrants ne détiennent pas assez de poids politique pour avoir un impact significatif sur les amendements législatifs. Par conséquent, compte tenu de ces conditions défavorables, il était difficile de prouver au gouvernement la nécessité de créer cette chaîne. En comparaison, la chaîne destinée à la langue et la communauté taïwanaises a quant à elle été créée en 2019 dans un délai très court, puisque la population parlant le taïwanais excédait les 70% et qu'elle se rapprochait de l'idéologie du gouvernement au pouvoir : le PDP. Un autre exemple qui démontre à nouveau que la création des médias découle d'une décision politique se trouve dans le rôle inégal des communautés — étrangères, premières nations, hakkas, etc. — à Taïwan.

---

<sup>402</sup> Agenda Related Documents of Legislative Yuan, n° 887, le 07/11/2016, [https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/09/02/14/LCEWA01\\_090214\\_00128.pdf](https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/09/02/14/LCEWA01_090214_00128.pdf)

Sans chaîne exclusivement consacrée aux communautés migrantes, les émissions de télévision concernant les migrants et promouvant le multiculturalisme sont ainsi produites sous la forme d'appel d'offres et relayées par différentes chaînes. Dans cette optique, l'accès aux informations, ainsi que la nécessité pour les migrants d'obtenir leur propre chaîne en reste au stade des pourparlers. C'est la raison pour laquelle, lorsque le *Public Television Service* (PTS) a mené une enquête à l'échelle nationale sur les comportements des nouveaux immigrants dans la consommation des médias<sup>403</sup> en 2017, il a décidé d'ajouter dans le questionnaire une section spécifique aux opinions des répondants quant à la création potentielle d'une chaîne en leur faveur<sup>404</sup>.

En 2017, He Guo-Hua, le manager et responsable de cette recherche du PTS, a interrogé des individus sur la faisabilité et le besoin éventuel de créer une chaîne destinée uniquement aux immigrants à Taïwan. Pour ce faire, il a soumis ce sondage à divers groupes cibles d'immigrés, des opérateurs de médias et des universitaires. Parmi cette dernière catégorie, nous citerons les propos d'un professeur de la faculté des sciences humaines et de gestion de la *National Penghu University of Science and Technology*<sup>405</sup> :

Je pense que nous pouvons idéalement l'envisager, car Taïwan cherche la justice sociale. Dans une perspective de justice sociale, la population des nouveaux immigrants atteint désormais les 520 000 individus, sans comptabiliser la deuxième génération. La population autochtone compte aussi plus de 500 000 personnes, la communauté hakka également, et ils disposent de leurs propres chaînes. Ne devrions-nous pas nous placer dans la lignée des droits fondamentaux du peuple et du principe d'égalité ?<sup>406</sup>

---

<sup>403</sup> Nous allons analyser cette enquête de manière plus détaillée dans le chapitre suivant.

<sup>404</sup> HE, Guo-Hua (Ed.), « Étude sur les comportements d'utilisation du contenu télévisuel et audiovisuel des nouveaux immigrants issus d'Asie de Sud-Est » (Tdl.), *Public Television Service Foundation Research Report*, 2016, p. 379.

<sup>405</sup> Les interviewés sont tous anonymes dans le rapport ; seuls leur fonction ou titre sont indiqués.

<sup>406</sup> HE, Guo-Hua (Ed.), « Étude sur les comportements d'utilisation du contenu télévisuel et audiovisuel des nouveaux immigrants issus d'Asie de Sud-Est » (Tdl.), *op. cit.*

La perspective du responsable du *Brilliant Bookstore*, Zhang Zheng, ancien rédacteur en chef du *4-Way Voice*, converge avec l'idée de la nécessité d'une chaîne télévisée, notamment parce qu'il en va de l'accès à l'information des immigrés, en particulier ceux qui habitent dans les régions rurales :

Le gouvernement pourrait allouer une chaîne pour les nouveaux immigrés et fixer des créneaux horaires par langue [...]. Même si Internet est bien développé aujourd'hui, il y a encore beaucoup de gens qui n'y ont pas accès, voire qui ne savent pas comment l'utiliser ou qui ne sont pas autorisés à en user. La télévision est relativement moins chère et plus accessible dans les régions rurales. Par conséquent, je considère qu'une chaîne de télévision est nécessaire.<sup>407</sup>

Pourtant, certains interviewés s'opposent à l'idée de créer une chaîne. Parmi eux, un professeur du *Graduate Institute for Social Transformation Studies* de la *Shih Hsin University* préférerait des émissions multiculturelles incorporées dans les chaînes du *Public Television Service* :

Nous ne pouvons pas allouer une chaîne pour chaque langue, n'est-ce pas ? C'est un peu du gaspillage de ressources. Les gens parlent de créer une chaîne destinée aux nouveaux habitants ; moi, je suis plutôt contre. Je pense qu'il serait plus pertinent de distribuer dans les chaînes existantes du *Public Television System* des créneaux horaires pour chaque communauté et dans différentes langues, comme cela se fait au Canada.<sup>408</sup>

Le rapport conclut que, malgré le fait que les interviewés sont tous conscients de la difficulté des immigrés à obtenir des informations, les avis sur la création d'une chaîne leur étant destinée spécifiquement demeurent divisés. Certains soutiennent cette idée en prenant le modèle de la *Hakka TV* ou de la TITV, tandis que d'autres préfèrent intégrer les programmes de différentes cultures sur une seule chaîne multiculturelle, voire les disperser sur plusieurs chaînes. Nous pourrions ainsi observer deux aspects découlant de cette question : d'une part, la création d'une telle chaîne conduirait à une meilleure compréhension des immigrés dans la société *mainstream*. On peut même espérer que la société se trouve en mesure d'écouter la voix de l'autre, de celui qui vient d'un pays étranger. D'autre part, d'après l'argumentation du rapport, l'ouverture de

---

<sup>407</sup> Ibid.

<sup>408</sup> Ibid., p. 380.

cette chaîne leur conférerait un sentiment d'appartenance à la société et un plus grand désir d'y participer. Selon le rapport, le fait que la population concernée puisse avoir accès à cette chaîne semblerait plus significatif qu'avoir accès à Internet. Le chercheur suggère que le *Public Television Service* pourrait allouer une deuxième chaîne ou disposer d'un créneau horaire fixe permettant de diffuser des émissions à l'attention des nouveaux habitants. Nous analyserons d'une façon plus détaillée ce rapport dans le chapitre suivant, portant sur les initiatives du PTS. Un entretien avec He Guo-Hua, ayant eu lieu deux ans après l'édition de ce rapport, montrera également le fossé entre idéal et réalité sur la poursuite de la création d'une chaîne destinée aux immigrants.

### ***Coordination horizontale interministérielle : New Immigrants Affair Coordinating Committee***

Le Yuan Exécutif a créé le *New Immigrants Affair Coordinating Committee* en juin 2015, dont l'objectif est triple. D'abord, il s'agit d'offrir un accueil et une intégration optimale à l'adresse des épouses étrangères. Ensuite, l'idée est de construire une société bienveillante et multiculturelle. Enfin, le but ultime est d'intégrer à cette société idéale toutes les ressources y contribuant. Le comité est composé de représentants des autorités concernées, des gouvernements locaux et d'associations, ainsi que d'universitaires. Ce comité se réunit une à deux fois par an afin de discuter et de coordonner les programmes liés à la population immigrée. L'établissement d'un tel comité de coordination est représentatif de la volonté du gouvernement de mieux gérer les affaires des immigrants, non seulement en les incorporant dans le fonctionnement quotidien de l'État, mais en créant une plateforme horizontale connectant les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de l'Éducation, de la Culture, de la Santé, du Travail et l'Agence nationale de l'Immigration. L'objectif d'une telle plateforme est de mener des actions intimement liées au développement des communautés immigrées<sup>409</sup>. Compte tenu des décisions prises durant la première réunion du Comité, l'intitulé du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères a été changé pour devenir le « Fonds de développement des nouveaux habitants » ; le nom du Mécanisme de conseils destinés aux

---

<sup>409</sup> Principe de l'institution du *New Immigrants Affair Coordinating Committee* (Tdl.), [https://ifi.immigration.gov.tw/ct.asp?xItem=131&ctNode=36476&mp=ifi\\_zh](https://ifi.immigration.gov.tw/ct.asp?xItem=131&ctNode=36476&mp=ifi_zh) (MAJ le 31/10/2016 ; consulté le 11/01/2019)

épouses étrangères et chinoises du continent a également été modifié et s'appelle désormais le « Mécanisme de services destinés aux nouveaux habitants ».

Les décisions de ce Comité ont offert une occasion de réunir les autorités gouvernementales pour débattre de plusieurs enjeux, y compris celui portant sur la création d'une chaîne de télévision consacrée spécifiquement aux nouveaux habitants. L'avancement du projet semble au ralenti, dans la mesure où la faisabilité et la nécessité de ce dispositif demeurent toujours en débat. En juin 2018, la revendication pour la création de la si convoitée chaîne multilingue à l'attention des nouveaux immigrants a une nouvelle fois été évoquée au cours de la septième réunion du *New Immigrants Affair Coordinating Committee*<sup>410</sup> par le membre Trần Thị Hoàng Phương, d'origine vietnamienne<sup>411</sup>. Le Ministère de la Culture (MOC), le Comité national de la Communication (NCC) et l'Agence nationale de l'Immigration (NIA) ont expliqué les difficultés actuelles que connaissent leurs institutions, le financement représentant l'un des plus sérieux obstacles. Selon le MOC, le budget de la *Hakka TV* s'élève à 400 millions de NTD, celui de la TITV à 300 millions. Néanmoins, d'après la NIA, le budget alloué par le Fonds de développement des nouveaux habitants aux programmes liés aux communications médiatiques et la promotion du multiculturalisme atteint à peine les 600 000 NTD, la plupart se présentant sous la forme d'appels d'offres pour la production d'émissions dans ce domaine. Les constatations relevées à l'issue de cette réunion mettent en lumière plusieurs difficultés : d'abord, il n'existe pour le moment aucune loi correspondante et il n'y a que trop peu de ressources financières disponibles ; ensuite, il faut encore attendre que le Ministère de l'Intérieur consulte les membres du comité, le PTS et les autorités compétentes. La tâche attribuée au Ministère de l'Intérieur consistera à inventorier et à rassembler les ressources, puis à prendre en compte les suggestions émanant de ces consultations. L'objectif de cette opération est d'étudier les alternatives envisageables en termes de contenu et de créneaux horaires pour la production d'émissions destinées aux nouveaux habitants.

---

<sup>410</sup> Compte rendu la 7<sup>e</sup> réunion du *New Immigrants Affair Coordinating Committee*, Yuan Exécutif, file:///Users/tsengtingshuan/Downloads/376440000A0000000\_1071961845-2.pdf

<sup>411</sup> Il s'agit aussi d'une des personnes interviewées dans le cadre de cette thèse.

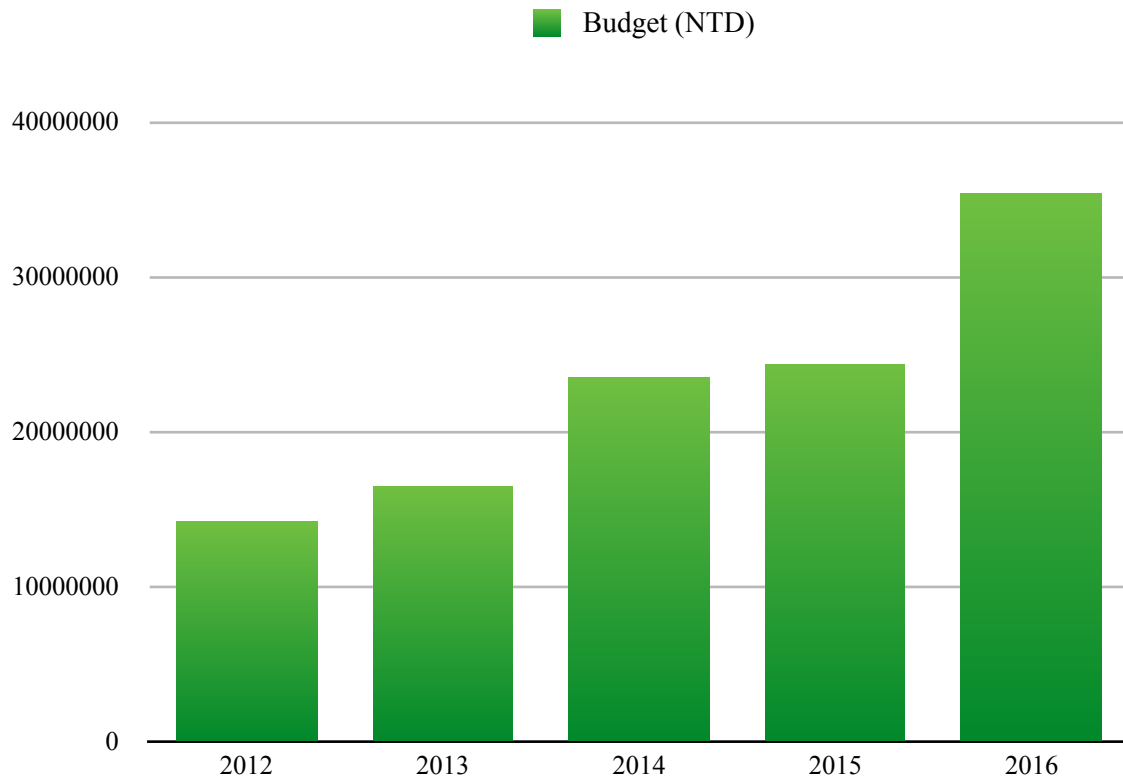
Ayant évoqué le projet d'élaboration de la Loi fondamentale de la Culture, la proposition législative d'établissement d'une chaîne télévisée destinée aux immigrants, puis la mise en place du *New Immigrants Affair Coordinating Committee*, qui fournit une plateforme de communication horizontale pour des programmes liés à la population issue de l'immigration, nous sommes en mesure de constater le volontarisme du gouvernement, durant le deuxième mandat du président Ma Ying-Jeou, à la fois pour ce qui est de mobiliser des ressources publiques et de réviser le système existant afin de prendre en compte les droits culturels de la population ciblée. En outre, un changement mérite notre attention : étant originalement l'autorité compétente principale, la NIA se chargeait de toutes les affaires relatives à la population issue de l'immigration. Pourtant, les tâches qui lui étaient dévolues ont au fur et à mesure été déléguées aux différents organismes publics. Le statut de ces nouveaux habitants<sup>412</sup> semble donc s'être progressivement normalisé. La hausse du budget alloué par le Ministère de la Culture aux programmes favorisant l'égalité culturelle des nouveaux immigrants entre les années 2012 et 2016, comme illustré dans la figure ci-dessous, met en évidence le fait que les politiques dites multiculturelles ont de plus en plus encouragé les droits culturels des immigrants dans l'espace public. Ces tentatives législatives lancées à partir de la fin de 2011 ont cherché à valoriser la participation civique des nouveaux habitants, de manière à insuffler un nouvel élan dans la société civile, tant sur les plans économiques que culturels. Ces politiques ont englobé davantage de ministères et d'agences gouvernementales, afin de permettre une meilleure collaboration par rapport à auparavant.

**Tableau : Évolution du budget du Ministère de la Culture pour les programmes en faveur de l'égalité culturelle des nouveaux habitants**

---

<sup>412</sup> Sans pour autant inclure des travailleurs migrants.





Source: « Rapport de recherche sur les droits associés lors de l'intégration des nouveaux habitants dans la société taïwanaise » (Tdl.), Yuan de Contrôle, publié en août 2018 ; le tableau établi par l'auteur.

Toutefois, malgré la volonté d'inclure les immigrants dans la société par le biais d'initiatives multiculturelles, le processus d'élaboration semble toujours inefficace et aboutit souvent à des impasses politiques, ou se trouve confronté à la rigidité de l'administration. De ce fait, le projet de Loi fondamentale de la Culture, qui a d'abord été présenté en 2011, n'a été réalisé qu'en 2019. Par ailleurs, les discussions sur la création d'une chaîne multiculturelle — d'abord proposée en 2012 — traînent et sont toujours en cours au moment de l'écriture de cette thèse, c'est-à-dire en 2020.

En analysant les limites des politiques migratoires, cette thèse prend également appui sur le rapport rédigé en 2018 par le Yuan de Contrôle sur les droits des nouveaux habitants, mentionné ci-dessus — un rapport rarement consulté et toutefois important. En effet, ce dernier illustre la perspective d'une autre agence gouvernementale quant à la politique publique de l'immigration.

Ainsi, au regard des entretiens et groupes focus menés avec des experts et universitaires sur les droits des migrants, avec des immigrés et avec des ONG taïwanaises, coréennes et philippines, le rapport constate qu'il existe encore à Taïwan des problèmes dans les politiques migratoires, constituant pourtant les prérequis des droits culturels de la population migrante.

Nous détaillons ici les difficultés découlant de ces mesures politiques : premièrement, l'orientation de ces politiques conserve encore une certaine ambiguïté et les différentes institutions publiques et niveaux du gouvernement n'agissent pas au même rythme. Le rôle du *New Immigrants Affair Coordinating Committee* est devenu une simple formalité sans réelle utilité, car il est non seulement incapable de rédiger des mesures concernant les migrants, mais il semble aussi incompetent quant au pilotage de ses actions. Le rapport appelle donc à revoir et renforcer le positionnement et le fonctionnement de ce comité et des mécanismes qui gravitent autour de lui. En outre, les discussions sur les réglementations migratoires se concentrent principalement sur les révisions à effectuer et sur la mise en place des mesures déjà proposées, mais il leur manque cependant une politique centrale et interministérielle réfléchissant sur le long terme. Le rapport recommande à l'État de coordonner les réglementations dans leur ensemble et de bâtir une série de politiques ayant pour cœur « les valeurs du multiculturalisme »<sup>413</sup>.

Deuxièmement, le rapport d'enquête dénonce le modèle de fonctionnement du Fonds de développement des nouveaux habitants, qui, selon lui, fait office de « petite trésorerie » gouvernementale. En effet, les bénéficiaires du Fonds représentent à plus de 90% des organismes publics, tandis que les associations financées ne comptent que pour 10% des subventions. Ce problème a déjà été soulevé dans la presse en 2016, dans un article expliquant que, sans un véritable mécanisme de surveillance, la majorité de l'argent dont disposait le Fonds était octroyée aux agences du gouvernement et ce, pour qu'elles élaborent entre elles les

---

<sup>413</sup> Ibid.

mesures politiques<sup>414</sup>. De ce fait, le rapport suggère que les financements destinés à la population migrante soient intégrés dans les « budgets réguliers » des gouvernements locaux, de manière à éviter une forte dépendance à l'égard du Fonds de développement des nouveaux habitants (soit l'ancien Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères) et à l'égard du gouvernement central. Enfin et surtout, le rapport conseille à l'État de retirer de sa ligne directrice l'esprit archaïque d'endiguement et de contrôle des nouveaux habitants, pour prendre en compte les réels besoins des communautés ciblées. Il propose également au gouvernement de cesser d'élaborer des politiques dans la perspective d'« aider » les immigrants. Dans cette optique, il s'agirait pour les nouveaux habitants d'être encouragés à développer leurs propres associations et collectivités communautaires. En réunissant leur pouvoir d'action, ils seront en mesure de piloter leurs propres actions pour se défendre.

Après avoir analysé les initiatives gouvernementales et législatives en faveur de la population issue de l'immigration, nous allons examiner dans la section suivante la manière dont les représentations médiatiques évoluent, de façon à juger de leur éventuelle amélioration, puisque l'environnement social et la structure gouvernementale ont finalement changé.

### **10.3. La représentation des immigrants dans la presse *mainstream* : positive, mais exotique**

La représentation des immigrants a d'abord été marginalisée et absente dans le milieu public depuis les années 1990. Lors de leur arrivée massive à partir des années 2000, leur image dans les médias *mainstream* est vite devenue stigmatisée et entachée par la négativité. La situation a néanmoins connu un tournant après l'adoption du Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères. Ce dernier a permis la mise en place d'un environnement plus amical et bienveillant à l'égard de cette population, et ce vers la fin du second mandat du président Chen. Une autre évolution du phénomène a eu lieu au cours de la présidence de Ma Ying-Jeou, c'est-à-dire entre

---

<sup>414</sup> « Le Fonds de développement des nouveaux habitants, susceptible de devenir la petite trésorerie de l'État » (Tdl.), *China Times*. En ligne : <https://tinyurl.com/hhzev7j> (MAJ le 06/11/2016 ; consulté le 26/01/2020)

2008 et 2016 : avec l'amélioration de la représentation médiatique des immigrants, le nombre des recherches scientifiques en la matière a relativement baissé et elles progressivement été remplacées par des études sur les initiatives culturelles des immigrants ou sur leurs comportements médiatiques. Afin de dresser un bilan global quant à la mutation de la représentation des immigrants dans les médias durant ces seize dernières années, cette thèse se propose d'analyser un rapport officiel du Comité national de la Communication (NCC), ainsi que divers articles de recherche scientifique. L'analyse sera complétée par des entretiens effectués dans le cadre de notre travail.

Les professeurs Chen Chun-Fu et Yin Mei-Hsiang ont d'abord mené une recherche sur l'analyse du contenu de quatre quotidiens *mainstream* entre 2007 et 2011, soit 5 274 articles de couverture, liés à la population issue de l'immigration — incluant les personnes issues d'Asie du Sud-Est, ainsi que les individus venus d'Occident ou d'Asie du Nord-Est (le Japon et la Corée du Sud). La distinction dans la façon dont les médias traitent ces deux groupes d'immigrés est intéressante et révélatrice de quelques réalités sur la conception de la multiculturalité à Taïwan :

1. Les thèmes abordés divergent d'un groupe de migrants à l'autre. Ainsi, les magazines dédiés aux immigrants occidentaux ou nord-est asiatiques mettent davantage l'accent sur leurs expériences vécues et leurs points de vue, ainsi que leurs jugements sur Taïwan. Les numéros réservés aux migrants sud-est asiatiques, en revanche, se focalisent sur des thèmes liés au « service public », à « l'intégration sociale » et à « l'ordre public ». Les immigrants du Sud-Est asiatique seront rarement interrogés quant à leurs ressentis ou leur vision de Taïwan. En d'autres termes, leur opinion quant à leur nouvel habitat est exclue de ces médias. Ces immigrants sont considérés dans la plupart des cas comme des personnes passives, aux prises avec une situation précaire, mais ils ne sont nullement perçus comme des acteurs critiques et réfléchis de la société taïwanaise.

8. Les sources d'information : les immigrants provenant d'Occident ou d'Asie du Nord-Est sont eux-mêmes souvent la source des informations. En comparaison, les articles au sujet

des immigrants d'Asie du Sud-Est citent principalement les autorités compétentes comme source. Ainsi, il devient évident que ceux qui appartiennent au premier groupe de migrants sont privilégiés et davantage encouragés à s'exprimer au sein des médias. À l'inverse, le second groupe est quant à lui peu sollicité lorsqu'il s'agit de partager des expériences individuelles. De fait, cette communauté est toujours soumise aux limites d'un cadre « autoritaire » dans la sphère publique. En raison d'un certain sentiment de supériorité, au lieu de leur permettre de « regarder » — porter un regard —, les migrants en provenance d'Asie du Sud-Est sont avant tout « regardés » dans l'espace public.

Néanmoins, cette recherche met également en exergue un aspect relativement positif. En effet, on constate que ces journaux n'encouragent pas à stigmatiser ce groupe de migrants, puisqu'ils évitent de mettre en avant certaines caractéristiques extérieures, notamment lorsqu'il s'agit de l'apparence physique. De façon plus constructive, ces journaux ont même eu tendance à mettre en relief les caractéristiques intérieures, telles que les « sentiments » et les « compétences » de ces individus. De ce fait, ce genre de narration a « transformé le mode de représentation et les stéréotypes habituellement attribués à ces groupes minoritaires. Ainsi, cette évolution aidera non seulement à valoriser l'image de ces individus, mais elle leur permettra parallèlement une identification plus aisée et suscitera enfin des échanges parmi les différents groupes ethniques. »<sup>415</sup> L'autre transformation qu'il est important de souligner concerne le statut et la perception spécifiques des travailleurs migrants. Avant 2008, l'évocation de cette tranche de la population allait de pair avec des thématiques liées à l'« ordre public », ciblant notamment le cas des travailleurs fugitifs et illégaux. À partir de 2009 cependant, les travailleurs migrants ont été également associés aux questions de « service public ». Dans leur analyse du contenu, les auteurs concluent qu'à la faveur des droits de ces travailleurs, les couvertures médiatiques liées aux conflits d'ordre public ont sensiblement diminué, ce qui reflète également une évolution positive de la perception et de la connaissance du grand public quant à ce groupe de migrants<sup>416</sup>.

---

<sup>415</sup> CHEN, Chun-Fu et YIN, Mei-Hsiang (2015), « Media Representation of 'Transnational Migrants': The Analysis on News Coverage of Taiwan's Mainstream Newspapers », *Mass Communication Research*, n° 125, pp. 49-93.

<sup>416</sup> Ibid.

Une autre recherche — basée sur une analyse approfondie du contenu de 669 articles — ayant pour sujet les nouveaux immigrés au sein de quatre journaux principaux durant l'année 2011 laisse à penser que ces efforts ont partiellement porté leurs fruits.

Elle relève d'abord que l'image des nouveaux immigrés est devenue plus positive qu'auparavant, puisque les articles se répartissent de la manière suivante : 45% d'entre elles sont favorables aux immigrés, 30% restent neutres et 25% tendent à donner une image dépréciative de ces individus<sup>417</sup>. Ensuite, elle constate que la politique et la volonté publiques ont influencé le discours que tiennent les « fonctionnaires publics » quand ils parlent de l'immigration auprès des médias. En tant que première source d'information sur les reportages en la matière, la description positive des migrants vient en grande partie des « fonctionnaires publics », ce qui illustre la volonté de l'État de multiplier les mesures politiques bénéfiques à l'inclusion sociale des immigrés. Autrement dit, il existe un lien entre la politique et l'évolution d'une représentation de plus en plus favorable des personnes migrantes. De fait, si les fonctionnaires ont été informés et sensibilisés à ce sujet, ils seront plus légitimes à en parler et davantage convaincus d'améliorer le regard porté sur les migrants. Les associations — seconde source d'informations au sujet des migrants — se sont efforcées également de proposer une représentation médiatique positive de cette population.

Néanmoins, si l'on enlève les articles dont la source d'information est le secteur public, le pourcentage des couvertures venant du « public général » adoptant un point de vue négatif s'avère largement plus élevé. Parmi les reportages n'émanant pas de fonctionnaires, 166 se révèlent positifs, 118 négatifs et 90 neutres. Nous pourrions alors supposer que, durant cette période, le grand public restait encore méfiant vis-à-vis des personnes migrantes.

---

<sup>417</sup> KUNG, Po-chun (2013), *New Immigrants Nation Identity and National Security: A Case Study on the Report form Taiwanese Four Major News Papers 2011*, Mémoire, Department of International Affairs and Business, M.A. Program of Asia-Pacific Studies, Nanhua University.

Par ailleurs, en termes de thématiques abordées, les sujets touchant à la « politique » (111) et à la « société » (143) n'étaient plus autant abordés qu'auparavant. En revanche, la thématique intitulée « culture/événement » (225) est devenue le sujet le plus discuté par les médias à l'égard des nouveaux habitants. En d'autres termes, les sujets tels que le droit de résidence, la différence culturelle, le mariage et la violence conjugale ont sensiblement diminué. En revanche, les événements culturels exotiques et les activités collectives destinés aux nouveaux habitants apparaissent désormais comme l'une des sources les plus positives des reportages.

Il est pertinent de noter que, si le président Chen Shui-Bian préconisait le multiculturalisme et la valorisation des communautés ethniques sous sa présidence, un journal allié à son parti — le PDP — et favorable à l'indépendance de Taïwan, le *Liberty Times*, est étrangement celui dont le discours s'avère le plus négatif à l'encontre des immigrants, parmi les quatre journaux étudiés. La proportion de couvertures classifiées selon les termes de positifs-négatifs-neutres dans le *Liberty Times* se présente à 38,3%-32,5%-29,2%. En comparaison, les statistiques relevées pour le *China Times*, le *United Daily News* — les journaux alliés du KMT et promouvant l'unification de Taïwan avec la Chine — sont respectivement de 54,5%-33,8%-11,7% et de 48,4%-17,3%-34,3%. Si l'auteur du mémoire n'a pas accordé une attention particulière à ce phénomène contradictoire, il nous fournit néanmoins une perspective nouvelle et nous permet d'éclairer ce paradoxe.

Selon Hsia<sup>418</sup>, le discours multiculturaliste du PDP n'est qu'une simple incarnation du nationalisme taïwanais, destiné à servir des motifs politiques pour combattre l'idéologie et l'hégémonie chinoise imposées par le KMT. Leur but ne consiste pas tant en une véritable célébration de la diversité culturelle, mais il vise plutôt à réduire l'impact de la culture chinoise sur la péninsule et, de façon détournée, à maintenir une forme de supériorité de la culture taïwanaise vis-à-vis des cultures d'Asie du Sud-Est.

---

<sup>418</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

Outre les recherches sur la représentation des immigrés dans la presse écrite, le Comité national de la Communication (NCC) a également procédé à une analyse du contenu des émissions télévisées. Il s'agissait alors d'appréhender et de mesurer la représentation des communautés ethniques — aborigène, hokkien, hakka, continentale et immigrée — sur la base d'un échantillon de cinq genres d'émissions durant les années 2009 et 2010.

Si les raisons ayant conduit à ce rapport d'analyse nous sont inconnues, nous pouvons en revanche tracer un lien entre la réalisation de ce projet et trois initiatives législatives. Sur base de ces décrets, le gouvernement avait un intérêt à suivre la manière dont les minorités ethniques étaient représentées dans les médias. Les première et seconde réglementations que nous évoquons ici concernent l'ajout de l'Article 62 de l'*Immigration Act* en décembre 2007 et l'élaboration de la *Regulation for Petitions against Discrimination against People Residing in the Taiwan Area*, adoptée en juin 2008. Ces deux mesures visaient à proscrire toute discrimination à l'encontre de personnes en raison de l'ethnie, de la nationalité ou de la couleur de peau. La troisième loi qu'il nous faut mentionner est directement associée avec la représentation des minorités ethniques dans les médias : le *Guideline for Satellite Television Broadcasting Self-Regulation on News* de 2006, stipulant que les informations transmises devaient être neutres, objectives, non stigmatisantes et non discriminantes. « Ces informations ne doivent nullement discriminer les communautés moins favorisées [...]. Il est interdit d'exprimer une supériorité ou une infériorité basée sur la nationalité, l'identité ethnique, le couleur de peau ou le lieu de naissance<sup>419</sup>

En sélectionnant six extraits dans les émissions de télévision pour analyser les portraits des nouveaux immigrés, ce rapport dévoile les phénomènes suivants<sup>420</sup> :

---

<sup>419</sup> Article 11-4 du *Guideline for Satellite Television Broadcasting Self-Regulation on News*. En ligne : [https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/11090/2713\\_21612\\_130517\\_1.pdf](https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/11090/2713_21612_130517_1.pdf)

<sup>420</sup> « Rapport sur l'analyse du contenu des émissions de télévision de Taïwan sur les enjeux ethniques » (Tdl.) (2010), *National Communication Committee*, rédigé par l'*Institute of Marketing Communication*, National Sun Yat-Sen University.



1. « Hormis quelques émissions-débats politiques, il n’y a que très peu de discrimination, épithètes ou discours de haine explicite. » En outre, les enjeux relatifs aux ethnies minoritaires attirent de plus en plus l’attention des médias *mainstream* et la plupart d’entre eux présentent les cultures des ethnies minoritaires d’une manière plutôt positive (p.ii) ;

9. Cependant, une analyse plus approfondie révèle qu’il existe toujours une sorte de stéréotype et de simplification des images : « On observe une tendance à stéréotyper, simplifier ou essentialiser les ethnies minoritaires, que ce soit un discours soulignant ses caractères positifs ou négatifs » (p.ii) ;

10. L’inégalité des rapports de pouvoir entre communautés, ainsi que le manque de droit au discours des minorités ethniques sont aussi mentionnés : « La représentation ethnique illustre l’inégalité de force entre les différentes communautés, ce qui entraîne des difficultés au sein de ces communautés — plus spécifiquement chez les autochtones, les Hakkas et les personnes immigrées — et ceci limite leur droit de parole » (p.ii) ;

11. Même si l’image des épouses étrangères est passée de celle d’« outsiders » à celles de « belle-filles de Taïwan » et qu’elles apparaissent de plus en plus dans les émissions de variété en tant qu’invitées ou présentatrices, elles sont souvent confrontées à une stigmatisation de leur pays d’origine : femmes pures qui se marient à Taïwan en raison de la situation économiquement en retard de leur pays d’origine. Les nouveaux immigrés sont encouragés par le discours médiatique à intégrer la société taïwanaise pour y devenir des « Taïwanais de classe sociale supérieure », mais en même temps, leur statut d’étrangers et leurs cultures d’origine sont mis en relief à maintes reprises afin de satisfaire la demande des consommateurs taïwanais de culture exotique ;

12. Les travailleurs migrants étaient presque invisibles à la télévision durant les années précédentes ; en comparaison, ce rapport nous permet aussi d’observer que cette population est de plus en plus convoitée pour l’image et l’histoire qu’elle a à raconter dans les médias *mainstream*. Si la visibilité s’accroît, le mode de narration reste quant à lui encore stigmatisant et défavorable aux immigrés, puisqu’il tend à les « victimiser » ou à les « caricaturer ». En d’autres termes, bien que les médias portent un regard critique sur les politiques à l’égard des migrants, la représentation qu’ils dressent de ces derniers est elle-même souvent

associée à une forme sursimplifiée d'« ignorance » et d'« exploitation » par leurs employeurs (p. 166).

En conclusion, ce rapport propose quelques alternatives politiques visant à améliorer la représentation des ethnies minoritaires dans les médias. Premièrement, il suggère d'élaborer des politiques qui encouragent l'autorégulation des médias. Cependant, l'autorégulation seule ne s'avère pas suffisante ; il est nécessaire de développer l'intervention participative des organisations civiles (y compris des communautés ethniques elles-mêmes), notamment dans la surveillance des contenus télévisés, des discussions et des interactions avec les gérants des médias. Deuxièmement, la vérification lors des renouvellements de licence pourra constituer un moment propice aux contrôles de leur performance conformément aux critères multiculturalistes. Troisièmement, cette recherche suggère de mener une étude empirique plus concrète sur les discours de haine de manière à mieux les réguler, tout en respectant la liberté d'expression.

Quatrièmement, au niveau de la structure organisationnelle des médias, le rapport propose de fixer un quota quant au nombre d'employés issus des ethnies minoritaires. Autrement dit, il commence à remarquer non seulement que la représentativité à l'écran constitue en enjeu, mais aussi que l'absence de représentativité dans les structures médiatiques mérite une plus grande attention. Cinquièmement, le NCC devra se charger d'organiser des ateliers destinés aux professionnels des médias, de façon à les former sur la compréhension et l'appréciation de la valeur multiculturelle. En outre, les professionnels des industries médiatiques et issus de communautés ethniques se verront offrir davantage d'opportunités de formations, pour, à terme, participer de manière active au processus de production.

Ainsi, à la suite ce rapport, la tâche essentielle de la NCC est de trouver des conseils sur l'élaboration des politiques en matière de représentation des communautés ethniques. Cependant, en comparant les cahiers des charges de la NCC en 2010 et en 2011, nous constatons un changement à l'égard de ses missions principales. En 2010, « améliorer la qualité des

informations et promouvoir le développement de la diversité des programmes du *broadcast* »<sup>421</sup> constituait l'une des missions annuelles principales de la NCC ; mais en 2011, on constate que cet objectif avait disparu. Pour éclairer ce phénomène, nous pourrions brièvement étudier la réorganisation structurelle de toutes les agences sous la charge du Yuan Exécutif, y compris la NCC. Dans le cahier de 2011<sup>422</sup>, deux éléments sont frappants : le premier est lié à une possible réorganisation — mentionnée dans le cahier des charges — de la NCC à compter de cette année-là. Le second concerne la diminution des tâches dont était responsable cette agence. En effet, il ne s'agissait plus de couvrir à la fois le contenu et en parallèle les infrastructures de télécommunication : l'agence devait désormais se concentrer sur cette seconde mission exclusivement, c'est-à-dire les infrastructures de télécommunication. La responsabilité du contenu des programmes de télé et radiodiffusions serait quant à elle transmise au Ministère de la Culture à partir de 2012.

C'est la raison pour laquelle, malgré toutes les préconisations, le rapport est resté lettre morte et n'a pas eu d'influence directe. Toutefois, puisqu'il s'agissait d'un rapport public et qu'il était cité dans plusieurs revues universitaires, notamment le *Taiwan Journal of Democracy* et le *Hakka Journal*, il a permis d'alerter les hommes politiques sur les problèmes qui existaient. De plus, en 2011, le Conseil national des Sciences de Taïwan a chargé le *Graduate Institute of Mass Communication College of Communication* de la *Fu Jen Catholic University* d'effectuer un autre rapport — « Exploring the Communication Needs and Media Access of Southeast Asian Migrant Workers/Immigrants in Taiwan » —, dont nous analyserons les détails ultérieurement. Ainsi, l'étude et la revendication des programmes médiatiques à l'attention des migrants a connu un essor. Par conséquent, il est cohérent de considérer que la tentative législative de créer une chaîne spécifiquement destinée aux immigrants découlait partiellement du rapport de 2010 mené par la NCC et de ses conclusions quant à la représentation télévisée des communautés ethniques.

---

<sup>421</sup> Cahier des charges de la NCC de 2010. En ligne : [https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/10032/1747\\_14569\\_100324\\_1.pdf](https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/10032/1747_14569_100324_1.pdf) (Consulté le 04/02/2020)

<sup>422</sup> Cahier des charges de la NCC de 2011. En ligne : [https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/11041/2282\\_19838\\_110412\\_1.pdf](https://www.ncc.gov.tw/chinese/files/11041/2282_19838_110412_1.pdf) (Consulté le 04/02/2020)

### ***La réception de la représentation médiatique des femmes étrangères sur le terrain***

De façon à répondre à deux objectifs cruciaux, cette thèse a interrogé des nouveaux arrivants travaillant pour des médias ou des associations sur un aspect prédominant : « Comment percevez-vous l'évolution de la représentation des nouveaux habitants dans les médias au cours de ces dernières années ? » Parmi les deux réflexions que nous souhaiterions creuser, nous mentionnerons d'une part l'importance d'obtenir une vision plus juste quant à la représentation des migrants dans les médias et, d'autre part, la nécessité de rencontrer cette population, d'être au plus proche de leurs ressentis et ainsi de mieux comprendre le succès ou l'échec de cette évolution médiatique. Ces constatations de première main contribueront également à combler le manque d'études scientifiques sur la représentation médiatique des immigrés depuis 2012. À ce sujet, l'animatrice indonésienne de radio et de télévision à Taïwan Anny Ting observe un changement positif dans le portrait que l'on dresse des immigrés dans les journaux, ainsi que dans les émissions télévisuelles :

La représentation a beaucoup changé au cours de ces dernières années, et ce pour le mieux. Maintenant, non seulement les épouses étrangères, mais aussi les travailleurs migrants sont interviewés dans les journaux ; mais il existe aussi maintenant une scène pour qu'ils fassent usage de leurs compétences. Auparavant en revanche, la majorité des reportages était négative. Il s'agissait par exemple de personnes âgées abusées par des travailleurs ou de violences conjugales subies par les femmes étrangères [...]. Je pense que le gouvernement a fait du bon travail, puisqu'il n'y a jamais eu autant d'émissions à l'attention des immigrés qu'aujourd'hui [...]. De plus, le gouvernement est plus attentif aux travailleurs migrants qu'avant.<sup>423</sup>

L'animatrice vietnamienne de radio et productrice d'une émission de télévision Trần Thị Hoàng Phương confirme cette évolution à l'échelle politique et à celle du grand public :

Le public taïwanais est à présent plus chaleureux vis-à-vis des nouveaux habitants. Avant, les malentendus et les conflits étaient souvent le fruit de l'ignorance et de la peur. La situation s'est transformée grâce à trois groupes : celui des nouvelles immigrées, qui ont promu nos

---

<sup>423</sup> Entretien avec Anny Ting, ancienne éditrice du *4-Way Voice*, animatrice de l'émission radiophonique *Happiness United* et actrice de l'émission TV *Happy Vietnamese Show*. L'entretien a eu lieu le 25/7/2018, à Taipei.

cultures ; le groupe médiatique, qui a porté davantage d'attention à ce sujet et à cette audience ; et, enfin, le gouvernement et sa volonté de mutation positive. Résultat : le climat général s'est progressivement amélioré. Au début, quand je venais d'arriver à Taïwan, je trouvais que les médias étaient épouvantables à l'égard des immigrés, qu'ils répétaient sans cesse des informations négatives sur nous. Mais après, je me suis rendue compte qu'en fait, ils ne nous connaissaient pas et qu'ils ne disposaient que d'une vision tronquée de notre réalité. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de m'allier aux médias, d'écrire des articles dans les journaux *mainstream*. Ces derniers se montrent désormais à l'écoute et n'ont jamais rejeté ma volonté de participer. Selon mon expérience, les médias sont prêts à écouter ; c'est nous qui ne savions pas nous y exprimer.<sup>424</sup>

De façon à compléter ce témoignage, nous citerons celui de Chen Chiao-Yu, une femme chinoise arrivée à Taïwan en 2003 et maintenant animatrice d'une émission de radio. Elle dresse également un bilan positif de cette évolution :

Il y a eu un grand changement dans à notre représentation. À l'époque, tout était négatif, presque rien n'était positif. Mais aujourd'hui, nous pouvons voir des histoires de réussite et des reportages sur la contribution des immigrés dans leur société d'accueil. Des écoles aux médias, nous sommes plus attentifs aux cultures des nouveaux habitants.<sup>425</sup>

L'analyse établie par la coordinatrice cambodgienne de la TASAT, Lee Vuoch-Heang, quant à la représentation des immigrés au sein des médias se révèle cependant plus mitigée :

Avec la promotion de la culture et la discussion sur les enjeux relatifs aux nouveaux immigrés, nous pouvons dire que les médias ont bien progressé en la matière. Dans la phase initiale de l'arrivée des immigrants, ils disaient, sans hésitation, des phrases comme « des mariées indonésiennes viennent pour se prostituer » ou « elles savent bien manier l'argent » : les mots utilisés et le cadrage appliqué étaient ostensiblement malveillants. Aujourd'hui, un autre problème demeure : celui de l'exagération et de la mise en valeur excessive des identités ou nationalités — que ce soit positif ou négatif. C'est vrai que de nos jours, les médias fournissent moins d'images stéréotypées [...]. Ils montrent souvent des événements festifs, ce qui apporte évidemment des effets positifs ; pourtant, ils discutent rarement de questions plus profondes, telles que l'amélioration du système. Ils semblent se cantonner à des informations, des faits

---

<sup>424</sup> Entretien avec Trần Thị Hoàng Phương, déjà cité.

<sup>425</sup> Entretien avec Chen Chiao-Yu, déjà cité.

superficiels, tel que des femmes en costume traditionnel qui prennent des photos avec des politiciens. Oui, et après ? Ce n'est que pour prétendre à une image multiculturelle ; mais je n'ai pas vu de réflexion plus approfondie en parallèle et c'est regrettable.<sup>426</sup>

Ainsi, de manière à dresser un bref bilan de ce que nous avons précédemment exposé, d'une part, nous constatons l'amélioration de la représentation des immigrés dans les médias. Nous pourrions justifier cela avec deux aspects : l'évolution des politiques multiculturelles, plus promptes à dynamiser ces populations pour en faire des acteurs de leur culture et de leur visibilité ; et les efforts fournis par la communauté migrante des années durant, en luttant pour leurs droits. D'autre part cependant, il nous faut souligner un aspect peu réjouissant de cette étude : la représentation des communautés migrantes semble dans certains cas superficielle et exotique, soulignant leurs origines de façon presque caricaturale. Ceci constitue une autre sorte de stéréotype, voire un genre de discrimination déguisée. L'une des conclusions du rapport de la NCC en 2010 fait écho à cette constatation :

Cependant, alors que les épouses étrangères décrivent Taïwan comme leur « village d'adoption heureux », leur statut de « personnes d'une autre origine » est constamment mis en exergue. Résultat : la présentation de leurs cultures natales devient une consommation d'exotisme pour le public taïwanais (p.166).<sup>427</sup>

Dans cette perspective, si l'on perçoit les bienfaits des mesures politiques prises en faveur des migrants ces dernières années, cette population étant enfin présentée sous un regard positif et une bienveillance générale, il demeure cependant encore bien des aspects à changer. En effet, pour être au plus proche de cette population, de sa réalité, il nous faut impérativement leur laisser un espace suffisant, médiatique notamment, pour qu'ils deviennent plus actifs encore au sein de leur structure et de leur société d'accueil. Dans cette veine, la stratégie employée est passée de l'amélioration de l'accès à l'information au début, à la représentation médiatique et, finalement, à la participation civile des migrants dans la structure publique et communicationnelle. La

---

<sup>426</sup> Entretien avec Lee Vuoch-Heang, déjà cité.

<sup>427</sup> « Rapport sur l'analyse du contenu des émissions de télévision de Taïwan sur les enjeux ethniques » (Tdl.) (2010), *Comité national de la Communication*, rédigé par l'*Institute of Marketing Communication*, National Sun Yat-Sen University.

portée des recherches universitaires à Taïwan pendant cette période reflète également cette transition.

Il convient de recontextualiser les recherches précédemment mentionnées portant sur la représentation médiatique des immigrés. Ces dernières traitent pour la plupart de la situation avant 2011 ; en revanche, après cette année, il est important de noter l'apparition d'études concernant les actions culturelles, les médias alternatifs et la représentation des immigrés, en somme tout ce qui a trait aux différentes formes d'initiatives culturelles menées par la communauté pour contrebalancer l'image biaisée ou la méconnaissance de la société dominante<sup>428</sup>. Cette transformation montre que les recherches sur la perception de l'immigration se trouvent progressivement remplacées par des études se focalisant sur la manière dont l'immigration se regarde elle-même.

Selon les études scientifiques et le rapport officiel effectués avant 2011, les représentations de la population migrante demeuraient stéréotypées et simplistes, même si elles n'étaient plus discriminatoires, ni haineuses. Si les émissions de radio ou de télévision invitaient de plus en plus de femmes de nationalité étrangères à partager leurs expériences et leur opinion, leur statut restait subordonné à un rapport de force. La population ne parvenait ainsi toujours pas à s'exprimer par et pour elle-même, tandis que les producteurs taïwanais visaient surtout à divertir ou à montrer une certaine image de l'intégration tant sociale que culturelle. De fait, les cultures d'origine servaient souvent de vitrine exotique pour attirer plus l'attention des lecteurs ou pour augmenter le taux d'audience. L'exagération des différences culturelles et des tabous devenait pour certains médias la garantie d'un grand nombre de spectateurs.

---

<sup>428</sup> Parmi ces études, on peut citer : « A Voice for Minorities and Anti-Stigma: Alternative “Media” and Cultural Action in Taiwan » par Kuang Chung-Shiang en 2011, « Voicing / organizing / movement : a study on grassroots media by marriage migrants » par Lee Po-Shuan en 2012, « From Oppression to Liberation: The Antirepresentation and Praxis of Self-filming among Female Immigrants from Southeast Asia » par Ke Wan-Ching en 2015 et « The Representation of New Immigrants : Tsai Tsung-Lung's “Trilogy of Immigrant Brides”, Nguyen Kim-Hong's “Out/ Marriage” and Ho Chao-ti's “Class 303” » par Lin Ying-Fang en 2016.

L'évolution de la représentation des immigrés sur le long terme semble positive, comme les témoignages de première main récoltés auprès des interviewées originaires de pays étrangers semblent bien le confirmer. Leurs perspectives paraissent trouver leur empreinte dans la sphère publique. Autrement dit, d'après les constatations des interviewés, le volontarisme gouvernemental de maintenir un canal de communication ouvert et la détermination des nouveaux habitants à participer aux affaires sociales, culturelles et politiques semblent avoir contribué à l'instauration d'un cercle vertueux. Néanmoins, l'amélioration sensible de la représentation médiatique sur les plans quantitatif et qualitatif ne doit pas cacher une tendance de la part des médias et des politiciens à traiter de façon superficielle leur singularité culturelle. Asuka Lee, le fondateur du *Migrants' Park* — un média indépendant observant la population migrante —, a publié un commentaire dans sa rubrique dans l'*United Daily News*, où il raconte la déception d'une actrice/présentatrice philippine sur le traitement des immigrés dans les médias : « Les Taïwanais aiment nos histoires, lorsqu'il s'agit de savoir comment lutter pour s'intégrer dans la société, comment assumer la responsabilité du foyer, comment aspirer à la réussite. Par contre, lorsque nous sommes désireux de partager des situations injustes que l'on rencontre dans le travail, à la maison et dans la communauté, les médias sont soudainement réticents et n'en disent rien. [...] Je n'ai plus trop envie de jouer ce rôle de mascotte de la télé. »<sup>429</sup>

L'exotisme omniprésent dans la représentation de l'immigration dans cette phase correspond à la dernière catégorie de l'évolution des représentations des minorités établie par Beata Klimkiewicz — *essentialism*, *negativism* et *exoticism*. La narration des médias sur la population issue de l'immigration — que ce soit les travailleurs migrants ou les « nouveaux habitants » — contient sans doute un certain degré d'amélioration. Selon les témoignages des interviewés, le cadrage médiatique qui criminalise, victimise ou problématise les migrants s'avère largement réduit, car il attirerait des critiques si les médias en produisaient. Néanmoins, leur image et leur couverture médiatique sont souvent liées aux démonstrations culturelles traditionnelles, telles

---

<sup>429</sup> « Asuka : une mère philippine qui refuse d'être la mascotte de la télé » (Tdl.), *United Daily News*. Disponible à <https://paper.udn.com/udnpaper/PIC0005/311567/web/index.html> (MAJ le 14/04/2017 ; consulté le 01/02/2019)



que la danse, la cuisine ou les défilés de vêtements typiques dans les événements organisés par des institutions publiques — ce qui laisse aux immigrés une impression réductrice de mascotte du gouvernement dans les médias, pour appuyer une vision multiculturelle, comme l’a fait observer la présentatrice philippine. Dans ces conditions, la perspective de considérer les immigrés comme des Autres persiste.

Ainsi, de 2008 à 2012, nous constatons non seulement la mise en place d’une politique pragmatique vis-à-vis des nouveaux immigrés, mais aussi des tentatives législatives et des rapports officiels en faveur du développement des droits culturels des migrants, notamment visant à la création d’une chaîne de télévision y contribuant. Certains militants et intellectuels issus de l’immigration ont occupé une place de plus en plus visible dans la sphère publique. Autrement dit, les communautés migrantes ont commencé à apparaître dans l’espace public, bien que disposant d’une voix ainsi que d’une représentation toujours restreintes, discrètes. Mais progressivement, de nouvelles initiatives ont été mises en place et ont développé davantage cette capacité à communiquer dont disposent les migrants. De fait, à compter de 2012, et plus spécifiquement lors du lancement du *Torch Program* au niveau national, un canal de participation a été installé pour toutes les épouses étrangères. À travers les événements culturels organisés par les établissements scolaires, leur engagement dans la vie quotidienne et communautaire se sont avérés élargis et diversifiés.

Sans disposer d’une chaîne exclusivement consacrée aux communautés migrantes, les émissions de télévision les concernant et promouvant le multiculturalisme sont ainsi produites sous la forme d’appel d’offres et relayées par différentes chaînes. Dans cette optique, la nécessité pour les migrants d’obtenir leur propre chaîne demeure en suspens.

Dans le chapitre suivant, nous étudierons les mécanismes mis en œuvre par les institutions gouvernementales directement liées à la promotion de l’accès à l’information. Nous appréhenderons également la représentation et la participation des immigrés dans la sphère publique à travers les médias. Par ailleurs, nous procéderons à une analyse des mesures destinées à favoris-

er le développement du multiculturalisme. Pour cela nous tenterons de comprendre l'agenda politique de l'administration Ma Ying-Jeou. Notre réflexion se portera d'une part sur les moyens d'action mis en place par l'État et, d'autre part, sur la capacité de ce dernier à mesurer son influence et son efficacité quant à la transformation du paysage médiatique, au sein duquel les habitants migrants jouent désormais un rôle essentiel.

## ***Chapitre 11 : Un nouveau paysage médiatique***

Le 22 mars 2012, le ministre de l'Intérieur Lee Hung-Yuan, accompagné par les représentants des Ministères du Travail et de l'Éducation et du Conseil des Affaires continentales, se sont rendus au Comité des Affaires intérieures du Yuan Législatif. Durant le Comité, Lee Hung-Yuan a présenté leur réflexion sur la planification des politiques concernant les nouveaux habitants. Leur présence a également permis d'éclairer les doutes et les questions des législateurs<sup>430</sup>. La session de questions-réponses durant le Comité, pendant laquelle ont été évoqués de nombreux sujets, a joué un rôle important, donnant le ton à la direction sur des mesures mises en œuvre pour les années à venir. La législatrice Huang Chao-Shun du KMT a notamment mis en relief le fait que Taïwan est un pays multiculturel. Elle revendiquait alors le fait que le gouvernement devait davantage inclure les citoyens taïwanais dans les programmes promouvant le multiculturalisme, qui se concentraient jusqu'ici principalement sur les communautés migrantes. Autrement dit, Huang Chao-Shun réclamait que les immigrants d'une part, les citoyens taïwanais d'autre part, apprennent tous ensemble les valeurs de la diversité culturelle et le respect des droits humains.

Un autre législateur, Lee Kun-Tse, a explicitement déclaré l'importance de créer une chaîne de télévision et de radio à l'attention des communautés d'immigrés, afin de garantir leur accès à l'information. Il souhaitait inclure la population migrante dans le service du *Taiwan Broadcasting System*. Leur inclusion dans ce service devait ainsi leur permettre de satisfaire leurs besoins linguistiques, culturels, de divertissement et d'information, tels qu'il fallait pour les médias. Néanmoins, la décision du Comité a rejeté une telle création, au moins à court terme. Puisque le processus nécessitait un certain temps et une allocation budgétaire supplémentaire, il fallait, en attendant la possibilité de la création d'une chaîne destinée aux migrants, lancer des appels aux productions indépendantes d'émissions télévisées et radiophoniques, afin de nourrir un environnement médiatique qui favorise le développement du multiculturalisme<sup>431</sup>.

---

<sup>430</sup> Gazette du Yuan Législatif, n° 101 (14), le 22/03/2012, pp. 347-423.

<sup>431</sup> Ibid.

Rappelons que, entre 2007 et 2008 (voir le chapitre 7), le président Chen a créé un dispositif ayant pour tâche de subventionner les productions d'émissions ; ce dispositif a été intitulé « Directives pour les subventions aux émissions de télé et radiodiffusion promouvant le multiculturalisme ». Le Comité national de la Communication (NCC), qui est l'autorité compétente chargée de la communication et des infrastructures de l'information, a pris en charge la sélection et le financement des projets médiatiques favorisant le développement des différentes cultures. Le NCC veillait également à ce que les communautés minoritaires aient accès à ces ressources. Il produisait en outre des contenus audiovisuels. Malheureusement, ce dispositif du NCC s'est avéré de courte durée, puisque deux ans après l'arrivée de l'administration Ma, celle-ci y a mis un terme. Afin d'avoir un aperçu de l'évolution et de l'orientation des politiques destinées aux médias minoritaires sous la présidence Ma, cette thèse propose une étude des Plans d'administration du NCC. En comparant deux Plans d'administration à moyen terme du NCC, celui de 2009-2012 et celui de 2013-2016, nous découvrons que, sous la présidence de Ma Ying-Jeou, la responsabilité d'encourager le développement des médias destinés aux immigrés a été transférée du NCC à d'autres autorités. Dans le plan de 2009-2012, le rapport, sans allouer aucun projet médiatique spécifique aux immigrés, souligne quand même son devoir de forger la diversité culturelle et l'accès des minorités ethniques à l'information. La situation a évolué cependant entre 2013-2016, puisque le droit à la communication des communautés ethniques était laissé pour compte et le terme « nouveaux immigrés/habitants » n'était même pas mentionné. Rappelons que les parlementaires souhaitaient fortement promouvoir l'accès des communautés migrantes à l'information et à l'espace public, notamment via le Comité des Affaires intérieures du Yuan Exécutif en mars 2012 et la proposition législative en octobre de la même année. Alors, comment le Ministère de l'Intérieur pouvait-il répondre à ces revendications ? Et qui, si ce n'est le NCC, pourrait être à l'initiative d'un nouveau paysage médiatique incluant la population issue de l'immigration ?

### **11.1. Le « New Immigration Communication, TV & Media Production Project » de l'Agence nationale de l'Immigration**

En raison du coût trop élevé que représente la création d'une chaîne de télévision ou d'une station de radio consacrées aux nouveaux habitants, le Ministère de l'Intérieur, afin de répondre aux revendications précédemment mentionnées des législateurs, a décidé d'entamer en 2012 un dispositif à long terme intitulé « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrants » (Tdl.). Ce dispositif devait servir à subventionner les programmes des médias visant à promouvoir le multiculturalisme. Son objectif, comme expliqué dans le Document connexe de l'ordre du jour du Yuan Législatif<sup>432</sup>, était, premièrement, d'améliorer la visibilité des programmes médiatiques multiculturels en vue de garantir l'accès à l'information des communautés migrantes et, deuxièmement, de promouvoir des émissions qui incitent au respect du multiculturalisme de tous les Taïwanais. Sa mise en place visait à financer les productions médiatiques promouvant la diversité culturelle tant dans le secteur public que dans les associations collectives et privées. L'Agence nationale de l'Immigration (NIA), sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et dont nous avons parlé dans le chapitre 6, prendrait en charge, à la place du Comité national de la Communication (NCC), l'allocation des subventions, fournies par les budgets du Ministère de l'Intérieur et du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères.

En effet, depuis sa création en 2005, le Fonds finançait des projets à destination des médias, liés à la communication des politiques et des réglementations vis-à-vis de la population issue de l'immigration. L'une des premières émissions de radio soutenue par le Fonds se nommait *Les sœurs du Sud*<sup>433</sup>. L'émission a été lancée en 2004 et s'est vu accorder une subvention du Fonds à partir de 2008. Un autre projet financé est une émission radio destinée aux épouses étrangères nommée *Ville heureuse, notre maison*, diffusée depuis septembre 2009 sur la *Formosa Hakka Radio Station*. Son contenu regroupe des actualités locales taïwanaises, ainsi que des informa-

---

<sup>432</sup> Document connexe de l'ordre du jour du Yuan Législatif, n° 887, le 07/11/2016, [https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/09/02/14/LCEWA01\\_090214\\_00128.pdf](https://lci.ly.gov.tw/LyLCEW/agenda1/02/pdf/09/02/14/LCEWA01_090214_00128.pdf)

<sup>433</sup> Durant ses services dans les banlieues de Kaohsiung dans les années 1990, le *Kaohsiung Christian Family Association Center* a observé la croissance du nombre de femmes étrangères dans les foyers locaux. À partir de 2001, il a entrepris une offre de services à l'attention de cette population. En mai 2004, en collaboration avec la *Kaohsiung Broadcasting Station*, il a commencé à produire l'émission intitulée *Les sœurs du Sud*, pour améliorer l'accès à l'information de la population donnée.

tions en provenance des pays d'origine de ces épouses. Les informations relayées concernent également leurs droits, leurs langues et leurs cultures. Les différentes sections sont transmises en mandarin et en d'autres langues d'Asie du Sud-Est.

Autrement dit, le « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrants » fonctionne de façon concomitante avec le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères ; le premier vise principalement à promouvoir la visibilité et l'accès des programmes multiculturels dans les médias, tandis que le second finance surtout la production de ces programmes. Pour appuyer le « Programme des communications et des productions médiatiques », le gouvernement a ajouté des ressources destinées à mettre en lumière les programmes médiatiques et culturels des immigrants. Cette promotion s'effectue notamment par le biais de la Fête des immigrants et de divers événements organisés par le *Torch Program*. Cependant, au début, la subvention était davantage allouée aux journaux destinés aux immigrants en col blanc à Taïwan. La Fiche de subvention de mars 2012 indique un montant alloué de 72 496 NTD, équivalent à 1 960 euros<sup>434</sup> ; cette somme, très modeste, a été versée pour acheter des rubriques dans le *China Times*, afin de faire circuler des informations en anglais telles que « Chinese New Year Spirit for All », « Light up the Year of the Dragon », « Get your flu shot! » ou « Expats no longer stranger in Taiwan », puisque parmi les lecteurs du *China Times* se trouvent des intellectuels taïwanais et des étrangers en col blanc. Il est alors très clair que les bénéficiaires de ce projet de subvention étaient les expatriés occidentaux. Ainsi, les épouses et travailleurs sud-est asiatiques étaient quant à eux laissés pour compte.

Il est intéressant de noter que, dans les documents d'archives sur le site officiel de l'Agence nationale de l'Immigration, les bilans du « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrants » ont été nommés « Bilans des publicités et de la communication des politiques ». Ce changement de nom lors de l'organisation administrative

---

<sup>434</sup> National Immigration Agency, « Bilans des publicités et de la communication des politiques » (Tdl.) : <https://www.immigration.gov.tw/5385/7383/7412/15617/>

des dossiers dévoile en effet le vrai objectif bureaucratique du programme : communiquer des politiques, orientation qui n'a pas changé en une dizaine d'années.

À partir de 2013, la situation a commencé à évoluer. Le nombre de projets de subventions du secteur public accordés à la diffusion des politiques a chuté, tandis que celui des projets destinés spécifiquement aux nouveaux immigrants s'est accru. De plus, allant de pair avec le déroulement du *Torch Program*, de nombreuses subventions ont été accordées pour promouvoir les divers moyens de mobilisation visant la participation des immigrants. Par exemple, dans le bulletin de subventions de février 2013, l'État a acheté des publicités dans la presse et à la télévision pour encourager la participation des familles d'immigrants au concours de courts-métrages organisé par le *Torch Program*. Le mois suivant, le projet intitulé « Production médiatique et de communication pour les nouveaux immigrants » a été inauguré. À cette occasion, plusieurs titres de presse écrite, notamment des magazines tels que le *4-Way Voice* et l'INTAI, destinés à la population immigrée, ont été financés pour diffuser la nouvelle concernant cet appel d'offres. Selon la fiche d'exécution des subventions sur la communication (parue en septembre 2013), le *4-Way Voice*, mais également une radio au service des travailleurs migrants et des nouveaux habitants, ont reçu un budget pour la production de deux séquences. La première est informative et dure 80 secondes ; elle était diffusée quatre fois par jour en quatre langues (indonésien, thaïlandais, vietnamien et anglais), en plus du mandarin. La seconde séquence dure 30 minutes et est composée de discussions ayant trait aux enjeux culturels et politiques de l'immigration. Cette émission était diffusée deux fois par semaine<sup>435</sup>.

À compter de la fin de l'année 2012, le projet de subvention a donné naissance à de nombreuses productions, publications et publicités de programmes communicationnels destinés aux migrants. Les médias précédemment cités comprenaient non seulement des productions audiovisuelles *mainstream*, mais également d'autres plus communautaires et ethniques. Dans les chapitres suivants, l'accent sera mis sur l'étude des programmes radiophoniques et télévisés qui se

---

<sup>435</sup> Archive : Les séquences d'émission « L'amour nous fait rencontrer » (Tdl.) diffusées en cinq langues, *New Immigrants Area Taipei City*, [https://nit.taipei/News\\_Content.aspx?n=69381C79568D1966&s=EAD16B6B32551B90](https://nit.taipei/News_Content.aspx?n=69381C79568D1966&s=EAD16B6B32551B90) (MAJ le 29/05/2018 ; consulté le 10/03/2019)

sont développés de façon rapide à la lumière de ce dispositif gouvernemental. Outre l'analyse visant à comprendre l'objectif et le fonctionnement de ces émissions, les perspectives et les réflexions des « insiders » seront abordées, à l'appui des entretiens réalisés avec des professionnels de ces projets culturels et médiatiques.

### 11.1.1. Émissions de radio à l'attention des immigrants et leurs orientations

Avec l'étude d'articles scientifiques concernant l'évolution des radios à l'attention de la population immigrée dès son apparition, nous sommes en mesure d'appréhender les changements aux niveaux du contenu, du public cible et de la forme de production. Nous avons vu dans la première partie que, d'après l'analyse de Chiu Chu-Wen en 1998<sup>436</sup>, qui constitue l'une des premières recherches sur la radio pour les travailleurs migrants à Taïwan, l'objectif de ces émissions financées par l'*Employment Security Fund* était de « stabiliser » et « rassurer » émotionnellement leur audience. La stratégie employée consistait à fournir des informations et du divertissement dans leurs langues maternelles, pour qu'ils respectent les réglementations et ne causent pas de troubles sociaux.

À Taïwan, les premiers changements ont eu lieu dans les années 2000. Le cours d'alphabétisation consacré aux migrantes matrimoniales mis en marche en 1995 par Hsia Hsiao-Chuan et copié par les gouvernements locaux commençait à porter ses fruits. Hsia avait mis l'accent sur la nécessité pour les immigrants de comprendre la langue afin d'entrer dans la structure pour l'améliorer. Elle en a appelé à Paulo Freire, mais elle s'est bien gardée au début d'utiliser le terme « *empowerment* », qui ne fait pas directement partie du vocabulaire de Freire, même si le concept central y est en effet lié. À partir des années 2000, quelques articles académiques faisant le lien entre l'action d'alphabétisation et l'*empowerment* des immigrants, notamment le mémoire du Wu Mei-Yun (2001), dirigé par Hsia Hsiao-Chuan elle-même, sont progressivement apparus. En 2002, durant la préparation de la création de la *TransAsian Sisters Association, Taiwan* (TASAT), mentionnée dans le chapitre 8, Hsia Hsiao-Chuan a réformé les

---

<sup>436</sup> Article déjà cité.



objectifs du Cours d’alphabétisation et a intégré l’idée d’*empowerment* : il était question d’*empower* les nouvelles immigrées à travers le médium de la langue, de questionner l’environnement inamical et de leur donner l’envie de se battre pour leurs droits<sup>437</sup>. Il est donc important de noter que le développement et la mise en valeur de cette idée d’*empower* les immigrés ne venait pas d’en haut, mais des associations d’en bas. Pourtant, la collectivité militant en faveur des immigrés à Taïwan est caractérisée par sa connexion avec le monde universitaire, qui est proche des instances de régulation. En d’autres termes, tout comme ce que nous avons démontré dans les chapitres précédents, l’énergie de la société civile constitue une force vitale du changement socio-politique taïwanais.

Dans les années 2010, le terme d’« *empowerment* » a été popularisé pour désigner ce type d’effort en faveur de l’engagement des nouveaux immigrés à la vie civique. De plus, le concept d’*empowerment* élargissait à la participation de la population issue de l’immigration au sein des médias. En 2011, le terme a même été employé dans un rapport officiel rendu par le *National Science Council*, du Yuan Exécutif. Piloté par Chen Chun-Fu, le doyen adjoint de la Faculté des arts de la communication à la *Fu-Jen Catholic University* à Taipei, ce rapport expose le besoin de communication et d’accès aux médias des immigrés et des travailleurs migrants. Partant du concept de citoyenneté culturelle mis en valeur par le gouvernement taïwanais, Chen Chun-Fu réclame que cette notion soit employée comme réponse aux changements démographiques et socio-culturels découlant de la mondialisation. Selon lui, la citoyenneté culturelle permet de mieux comprendre le multiculturalisme et la nécessité d’élaborer des politiques pour la culture, ainsi que pour la communication<sup>438</sup>. Le rapport souligne que dans une société multiculturelle, « il ne s’agit plus de nationalité, d’assimilation et de tolérance, mais de respect, d’affirmation. Il faut considérer la citoyenneté comme une forme d’*empowerment* culturel. »<sup>439</sup> Ensuite, le rapport explique, en s’appuyant sur Myria Georgiou (2007), que l’*empowerment* constitue un des objectifs des médias ethniques. Selon le rapport, l’*empowerment* se traduit par la

---

<sup>437</sup> HSIA, Hsiao-Chuan (2002), *Li An Liu Li*. Taiwan Social Studies Magazine : Taipei.

<sup>438</sup> CHEN, Chun-Fu (2011), *Study report on Communication Needs and Media Access of Southeast Asian Migrant Workers/Immigrants in Taiwan*. Commissionné par le National Science Council, Yuan Exécutif.

<sup>439</sup> Ibid., p. 7.

participation des minorités dans les médias et pourrait, à terme, les rendre en mesure d'une part de décider des affaires les concernant, mais surtout, d'autre part, d'inverser une situation qui leur est défavorable<sup>440</sup>. Pour atteindre ce but, l'État doit considérer les médias comme une ressource importante qui peut aider à établir un pont d'échange entre les migrants et leurs communautés locales, leur société d'accueil, ainsi que leur pays d'origine.

Dans l'ouvrage *Lack in the Abundance: A Reflection and Reconstruction of Communication Policies* publié en 2012, Chen Chun-Fu revient, dans le chapitre qui y est consacré, sur l'importance de l'*empowerment*, la prise de confiance et de pouvoir, comme une nécessité pour les médias ethniques<sup>441</sup>. À ce titre, les médias et la presse écrite plus spécifiquement pourraient jouer un rôle de taille dans le combat pour inverser cette situation défavorable que nous évoquions précédemment. S'appuyant sur des études internationales à l'égard de la culture et des communautés immigrées, Chen Chun-Fu explique : « Grâce à la production, à la diffusion et à la consommation des "migrant media" ou à la réinterprétation des contenus des médias du pays d'accueil, les travailleurs migrants arrivent à maintenir leur culture, à créer une "diasporic public sphere" et à établir une participation médiatique, ainsi que des expériences de la praxis sociale. »<sup>442</sup> Il mentionne également le rapport « A Study of the Multicultural Index for Electronic Media » de 2007, dont nous avons parlé dans le chapitre 7 et qui sert de modèle pour l'élaboration des politiques médiatiques destinées à l'immigration. Parmi les propositions qu'il soulève, relevons notamment qu'il suggère que l'État assigne au moins une chaîne à la population migrante ; que les chaînes publiques augmentent la coproduction et la diffusion des émissions en la matière ; que le gouvernement recrute et informe des immigrés dans les productions afin d'approfondir leur contenu.

---

<sup>440</sup> Ibid., p. 10.

<sup>441</sup> CHEN, Chun-Fu (2012), « Rethinking the Communication Rights of International Migrant Workers/Immigrants: A Local Perspective ». Apparu dans Liu et Feng (eds.), *Lack in the Abundance: A Reflection and Reconstruction of Communication Policies*, pp. 217-252. Taipei : Chuliu.

<sup>442</sup> Ibid., p. 234.

Un mémoire de recherche qui avait reçu une bourse du Comité national de la Communication, réalisé par Kuo Jia-Min en 2013, met en évidence le résultat de la participation des épouses étrangères au sein de la production des émissions de radio. La chercheuse a mené des interviews avec des animateurs d'émissions destinées aux communautés migrantes — parmi ces animateurs, cinq sont d'origine vietnamienne et trois d'origine taïwanaise. L'objectif du mémoire est de mettre en lumière l'expérience, ainsi que la perspective de ces invités. Cette recherche examine le profil et le canal de recrutement des présentatrices migrantes. Selon les interviewés, puisqu'il n'existait pratiquement pas d'ateliers de production médiatique destinés aux immigrées antérieurs à cette période, la réussite dans le milieu de la radio dépendait des réseaux de recommandation ou du travail de détection des talents au sein des événements. Quant aux immigrées qui participaient à la production, leur motivation tenait du désir d'apporter leur contribution, ainsi que du soutien de leur famille. Autrement dit, dans la production ethnique de cette époque, le professionnalisme n'était pas le critère primordial. Cette étude dévoile d'autres constatations, les principales étant les suivantes<sup>443</sup> :

1. Selon les observations des migrants interrogés et compte tenu d'un phénomène de médiation positive apparu ces dernières années, les épouses étrangères présentent une plus grande assurance. Bien entendu, cette confiance accrue est aussi le résultat de leur participation à la production médiatique. Ladite participation susciterait en effet un sentiment de reconnaissance chez ces personnes. Par conséquent, le nombre d'immigrées demandant à participer en tant qu'animatrices ou invitées a augmenté. Tout au long du processus, elles ont acquis une fierté croissante et un sentiment de reconnaissance à travers ces projets médiatiques. En outre, cette étude consacre une grande section à l'analyse des manières dont les animateurs maintenaient l'interaction et le lien avec leurs auditeurs migrants. Elle souligne l'importance de la relation entre animateurs migrants et leurs auditeurs : « Hormis la langue, la raison essentielle pour laquelle nous invitons les animateurs migrants dans les émissions est que nous espérons qu'une consonance entre les deux côtés pourra lier plus étroitement l'émission et son public cible. »<sup>444</sup> Selon lui, les médias ethniques dépendent grandement de leur interac-

---

<sup>443</sup> Mémoire de Kuo Jia-Min, déjà cité.

<sup>444</sup> Ibid., p. 59.

tion avec l'auditoire immigré. Au moyen de « call-in » et d'interviews, les auditeurs jouent un rôle mixte de public et de contributeur au contenu<sup>445</sup>.

2. Plusieurs interviewés sont conscients du rôle qu'ils jouent de promoteurs et de porteurs du concept de « multiculturalisme ». Ce qu'ils souhaitent davantage mettre en avant n'est pas la « singularité » de leur communauté, mais plutôt leur « potentiel » au sein des différentes relations et liens sociaux (Chang Chin-Hwa, 1997 ; Chang Mau-Kuei, 2002). Non seulement les immigrés sont encouragés à être reconnus, à s'accepter, mais, outre cela, la société entière peut bénéficier du fruit de cet *empowerment* de la communauté migrante.

3. Concernant la production, le contenu et l'orientation de ces médias, il est à noter qu'ils sont pour le moment toujours dirigés par des équipes taïwanaises. Si les immigrés ont l'opportunité de continuer à participer dans ces différents médias, ils attendent de pouvoir assumer plus de responsabilité. Néanmoins, puisque ces émissions sont dans la plupart des cas financées soit par les subventions du gouvernement, soit par les appels d'offres, la direction indépendante des immigrés sur la structure et le contenu des programmes sera toujours limitée par la nécessité de connaître les règles et les obligations statutaires.

4. Outre cette idée, au sujet de l'indépendance médiatique, certains interviewés évoquent le fait que les financements les plus importants viennent toujours de la part du secteur public, dont la stabilité et la flexibilité sont bien souvent variables. Il est requis pour l'équipe de déposer chaque année une demande de subvention ou le plan de réponse à l'appel d'offres. Le risque d'interruption de la production pour cause d'arrêt des subventions doit cependant être pris en compte. Il est intéressant de noter que ces associations ethniques sont à la recherche de différents modèles d'opération. Comme toutes les autres associations, la publicité ou le *sponsorship* devrait constituer la source la plus solide. À cet égard, il est temps de réfléchir à la question de « l'indépendance » des médias à l'attention de l'immigration et de trouver un modèle commercial stable pour que ces médias puissent subsister même si les aides gouvernementales sont interrompues.

---

<sup>445</sup> Ibid., p. 135.

Afin de vérifier l'évolution du niveau de participation des immigrés dans les médias qui leur sont consacrés, une interview effectuée dans le cadre de cette thèse confirme une transformation du contenu liée à l'augmentation de la participation des immigrés. Lai Su-Yen est une productrice et animatrice taïwanaise d'émissions radiophoniques sur la *National Education Radio* — une radio publique nationale qui détient des sous-stations dans plusieurs comtés, afin de produire des contenus locaux<sup>446</sup>. Désirant promouvoir le multiculturalisme, elle a non seulement produit des programmes qui ont bénéficié à l'image et à la vie des immigrés, mais aussi formé une dizaine d'épouses étrangères pour y participer. *Happiness United Nations*, une des émissions qu'elle a produites, constitue un jalon symbolique dans l'histoire des émissions de ce genre à Taïwan. Elle est non seulement dirigée et produite par une équipe de nouvelles immigrées, mais a aussi reçu une reconnaissance concrète en remportant en 2015, la deuxième année après son lancement, le prix national *Golden Bell* à Taïwan, qui récompense le(s) meilleur(s) animateur(s) d'émission. Nous allons parler plus en détail de sa manière d'opérer.

Avant la création du *Happiness United Nations*, Lai Su-Yen a d'abord animé une autre émission à partir de 2006 sur la même radio. Dans cette ancienne émission diffusée tous les jours sauf le week-end, Lai a décidé de prendre l'initiative d'ajouter une séquence d'une heure chaque vendredi pour parler des enjeux qui concernent la population issue de l'immigration. Sa devise « Construire un environnement amical » constitue l'objet de cette séquence :

Il y a beaucoup de nouveaux habitants ici et les Taïwanais ont progressivement pris conscience de ne pas être assez empathiques vis-à-vis des enjeux qui les concernent. L'intérêt central de cette émission restait de « créer un environnement amical », car les Taïwanais éprouvaient toujours un sentiment de supériorité qui sortait de nulle part ; pire, certains parmi nous étaient sceptiques, voire discriminants à l'égard des nouveaux habitants. Puisque nous

---

<sup>446</sup> Selon le sondage de 2015 sur les taux d'audience à la radio, sur 8 945 consommateurs de radio sondés, seuls 232 avaient écouté la *National Education Radio* dans la semaine. Les auditeurs en ligne ou via *smartphone* s'avèrent plus nombreux. D'après le rapport d'analyse de 2017 sur l'audience via le site officiel et la chaîne numérique, le premier a compté 519 297 visiteurs pour l'année, la deuxième 28 214. L'émission « Happy United Nations » se classe trente-septième en 2017 avec 2 908 visites en ligne, alors qu'elle était vingt-troisième l'année précédente. En ligne : <file:///Users/tsengtingsuan/Downloads/106%E5%B9%B4.pdf> (Consulté le 18/02/2020)

sommes la *National Education Radio*, affiliée au Ministère de l'Éducation, je souhaitais contribuer à un changement à travers mon programme.<sup>447</sup>

Étant la seule présentatrice à l'époque, Lai utilisait seulement le mandarin et la séquence ciblait principalement des auditeurs taïwanais, dans l'espoir qu'ils puissent transmettre des informations aux immigrés qui les entourent. Le contenu de cette séquence abordait plutôt des questions politiques, focalisé sur les dispositifs et les ressources d'apprentissage alloués aux nouveaux habitants. Progressivement, envisageant d'élargir l'audience parmi la population migrante, Lai a commencé à inviter dans les émissions des épouses étrangères parlant le mandarin. Autrement dit, l'objectif de cette nouvelle séquence additionnelle était premièrement d'améliorer l'atmosphère de la société taïwanaise ; deuxièmement, de dispenser des informations utiles pour ces épouses étrangères.

Le fait que l'État soutenait davantage les politiques multiculturelles s'avère être l'un des moteurs de la production de cette séquence à partir d'environ 2006, a avoué Lai. « Comme nous sommes un institut éducatif du Ministère de l'Éducation, quand le Ministère entendait communiquer auprès du public ou transmettre des messages sur l'éducation sociale vers 2005 ou 2006, il passait par notre radio. » Selon elle, le multiculturalisme que le gouvernement reconnaissait auparavant était un multiculturalisme « insulaire » : il s'agit d'un multiculturalisme entre les groupes ethniques locaux se trouvant sur l'île, notamment les Hakkas, les autochtones et les Han. Elle poursuit :

Néanmoins, en voyant les flux migratoires, le gouvernement a au fur et à mesure étendu l'interprétation du multiculturalisme à partir des années 2000 pour pouvoir inclure les nouveaux habitants venant des quatre coins du monde. Le Département de l'Éducation sociale (maintenant renommé de l'Éducation continue) a consulté la Radio dans l'espoir de lancer des programmes travaillant à la construction d'une société multiculturelle.

Les auditeurs ont apprécié l'ajout de cette nouvelle séquence sur l'immigration, à tel point que la Radio n'a jamais reçu de plainte ou de contestation à ce sujet. En revanche, Lai Su-Yen a

---

<sup>447</sup> Lai Su-Yen, productrice et animatrice taïwanaise d'émissions radiophoniques primées. Entretien effectué le 29/08/2018 à Taipei.

reçu des retours d'auditeurs disant qu'ils avaient été émus par les histoires des migrants. « Tout le monde n'a pas pu être en contact avec des ressortissants étrangers ou n'a pas eu l'opportunité de parler de leur expérience de vie avec eux. À travers la radio, les Taïwanais se sentent touchés et encouragés par leur lutte pour leur survie et contre l'injustice. »

À travers l'analyse de l'évolution des recherches sur la production radiophonique, nous avons constaté que le paysage médiatique a connu une transformation dans les années 2010, puisque de plus en plus d'immigrés se sont engagés dans le processus de production. De ce fait, la *National Education Radio* a décidé de créer une émission dont le niveau d'implication de la population migrante prendrait une ampleur croissante. Le premier janvier 2014, le programme *Happiness United Nations*, dont nous avons déjà parlé plus haut, s'est positionné comme le média phare parmi ceux destinés aux migrants et a commencé à se développer et à se faire connaître. Toujours dirigé par Lai Su-Yen, la singularité de ce nouveau programme reposait sur la mobilisation de plusieurs épouses étrangères dans l'animation. À propos de l'intention initiale, Lai a déclaré lors de l'entretien :

En 2014, l'émission de 2006 a vu une séquence sur le sujet de l'immigration se poursuivre ; cependant, en voyant le nombre des nouveaux habitants croître à Taïwan depuis une dizaine d'années, nous voulions concevoir une nouvelle émission dont l'accent serait mis sur les nouveaux habitants eux-mêmes. Au début, nous envisagions d'avoir cinq épouses étrangères de nationalités différentes pour animer chaque jour respectivement l'émission, mais en faisant cela, nous risquions de perdre l'intégralité du programme et, à terme, il était à craindre que nous perdions certains auditeurs, embrouillés dans les dates et heures de diffusion de leur programme. Par exemple, les épouses thaïlandaises n'écoutaient leur émission que le lundi. De ce fait, nous avons décidé d'inviter différentes animatrices migrantes pour co-animer avec moi chaque jour et de leur apprendre par la même occasion les processus de production.

*Happiness United Nations* est diffusé de 20 heures à 20 heures 30, cinq jours par semaine. Cette émission réunit un groupe d'épouses étrangères en provenance du Vietnam, d'Indonésie, de Chine, de Thaïlande, de Malaisie et du Cambodge. Ces épouses sont devenues chaque jour, chacune à leur tour, des animatrices radio aux côtés de la productrice Lai. La langue utilisée est principalement le mandarin, accompagné par des langues d'Asie du Sud-Est et du taïwanais.

Dans sa description de l'origine du programme, le site officiel de la Radio nomme les nouveaux habitants comme étant de « précieuses ressources, qui nourrissent le multiculturalisme de la société taïwanaise, et non pas un problème ou un fardeau social »<sup>448</sup>. La mission de ce programme, selon le site, est de créer un contenu enrichissant et multiculturel, attentif aux différents aspects de la vie quotidienne des nouveaux habitants. L'émission espère pouvoir constituer un soutien et une assistance auprès des immigrés, de façon à faciliter leur installation physique, mais aussi psychologique sur l'île. Ce programme a également pour ambition de faire connaître et d'intégrer les différentes cultures en construisant une nouvelle culture taïwanaise plus inclusive. Les objectifs de cette émission sont premièrement d'harmoniser la relation entre les immigrés, leur entourage et la société et, deuxièmement, d'aider les immigrés de manière à ce que « leur bonheur devienne une réalité »<sup>449</sup>.

Selon Lai, le but ultime de cette émission était de laisser aux immigrées la liberté de s'approprier la production de ce programme, qu'elles en fassent leur propre réalisation. De 2014 à 2017, la productrice Lai et les femmes migrantes ont décidé ensemble du contenu et de la structure du *Happiness*, afin de mieux cerner les besoins des immigrés et de planifier au mieux les programmes qu'ils souhaiteraient écouter. En termes de langue, excepté les salutations de l'ouverture et quelques phrases pour apprendre les différentes langues maternelles des immigrées, l'usage du mandarin reste privilégié, pour que tous les auditeurs, quelle que ce soit leur nationalité, puissent en comprendre le contenu. Comme prévu, Lai a pris sa retraite en 2017, mais demeure la consultante du *Happiness*, qui sera désormais produite et animée entièrement par des immigrées. La raison pour laquelle Lai a choisi de recruter une équipe d'animatrices migrantes est liée à son désir de se rapprocher de la perspective des communautés migrantes. De plus, elle apprécie fortement la signification symbolique de cet acte — enfin, les immigrés peuvent parler en leur nom :

Je le considère comme un jalon important. Avant, quand je produisais des émissions, peu importe ce que je tentais, la perspective selon laquelle je regardais leurs difficultés et leur vie était tou-

---

<sup>448</sup> National Education Radio, <https://www.ner.gov.tw/program/5a83f4e9c5fd8a01e2df008d>

<sup>449</sup> Ibid.



jours taïwanaise. Néanmoins, ce que nous souhaitions faire était nous rapprocher de leurs vécus, de leurs difficultés et de leurs accomplissements à Taïwan, qui sont profondément différents de ceux des Taïwanais. C'est la raison pour laquelle nous espérons pousser les nouveaux habitants à produire leur propre émission. Nous cherchions en particulier des nouvelles habitantes venues pour se marier, car elles vivent un processus d'adaptation très fort. En plus, quand elles prennent part aux médias et s'expriment par elles-mêmes, les perspectives sont totalement différentes de ce que nous, les Taïwanais, envisageons et essayons de leur enseigner.

Depuis 2017, l'émission est animée entièrement par dix immigrants de différentes origines — deux animateurs pour chaque épisode. Elle se compose de quatre segments : un segment court de cinq minutes qui contient une nouvelle, une histoire, un concept ou une phrase ; un segment long de dix-huit minutes qui contient une interview dont les thèmes varient ; un segment de trois minutes qui diffuse de la musique du pays d'origine des auditeurs ciblés ; un segment de deux minutes qui présente une expression ou une fable du pays d'origine. Les thèmes des interviews sont les suivants :

- Lundi : Inviter soit des immigrants pour partager leurs histoires et leurs accomplissements, soit des jeunes de la seconde génération pour parler de leur parcours au sein d'une famille multiculturelle ;
- Mardi : Partager des conseils sanitaires et préventifs pour confier des nouveau-nés aux personnes âgées ;
- Mercredi : Partager des conseils sur l'éducation parentale, le système scolaire et l'héritage linguistique de la mère ;
- Jeudi : Partager des histoires intimes des immigrants ou des recommandations de bons films, livres, etc. ;
- Vendredi : Parler des politiques, mesures et lois qui concernent les migrants, des événements pour la population et toutes les ressources qui leur sont consacrées.

Selon Lai Su-Yen, produire l'émission tout en apprenant à des amateurs de différentes nationalités les ficelles du métier s'est avéré difficile et parfois fastidieux. L'avancement de la production était très lent au début, au point qu'une séquence de trente minutes pouvait demander

jusque deux heures. « Toutefois, je trouve cela non seulement significatif, mais aussi indispensable », a déclaré Lai. Concernant le budget, le soutien du Ministère de l'Éducation s'est traduit par un projet de financement alloué spécifiquement à cette émission. En effet, l'émission précédant celle-ci n'avait pas pu disposer de cette subvention gouvernementale<sup>450</sup>. En écho aux paroles de Lai, ceci illustre la valeur que le gouvernement accorde à l'amélioration de l'environnement médiatique, qui devait s'ouvrir à la participation de la population issue de l'immigration.

La seule difficulté rencontrée, déclare Lai Su-Yen, était d'apprendre à des amateurs le métier tout en produisant le programme de façon simultanée. C'est la raison pour laquelle elle a mis en place un atelier de formation à la radiodiffusion pour les immigrées en 2016, soit deux ans après le lancement de *Happiness*. Au cours du processus, Lai a pu observer les atouts uniques de ces animatrices migrantes : elles sont les mieux renseignées quant aux connaissances liées à leur pays d'origine. Par ailleurs, ces nouvelles animatrices, du fait de leurs différentes nationalités, nourrissaient des échanges entre elles plus intéressants encore. « L'objectif de cet atelier consistait d'une part à faire naître de nouvelles voix dans cette station de radio et, d'autre part, à fournir un moyen de s'exprimer en toute liberté », ajoute Lai. Cet atelier de formation biennal bénéficiant d'une aide financière du Ministère de l'Éducation (un montant entre 11 000 et 14 000 €, selon Lai) était composé de trois mois de cours, trois mois d'apprentissage sur le terrain et se terminait par un stage. Les trente élèves ont formé des groupes de trois pour produire un épisode radio ; ces dix épisodes ont par la suite été diffusés dans les séquences de *Happiness*. Plusieurs élèves ont commencé leur carrière en tant que présentatrice de radio dans les sous-stations de la Station nationale de l'éducation, qui produisent également des émissions associées avec *Happiness*, mais diffusant des contenus plus spécifiques.

En effet, ce genre d'atelier de formation visant à développer le pouvoir d'agir des immigrés à travers les médias a commencé à se répandre à partir de 2011. De fait, cette année est marquée par l'organisation, à l'initiative du gouvernement de Kaohsiung, d'un premier atelier de

---

<sup>450</sup> Il est difficile d'avoir des informations sur les financements. La question a également été posée à Lai Su-Yen, mais elle a omis de mentionner le montant de cette subvention.

réalisation de films documentaires au sujet des communautés immigrées. Cet atelier et la diffusion de ces documentaires étaient ouverts à un public immigré comme à un public général<sup>451</sup>. Désormais, sa portée a pris de l'ampleur et va au-delà de l'initiative qui se voulait ponctuelle. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, le *Kaohsiung's Christian Family Service*, une association locale qui promeut les droits des femmes, a lancé une émission régionale de radio diffusée chaque dimanche matin, nommée *Les sœurs du Sud* (renommée en 2011 *Nouveaux immigrés à Taïwan*). Cette émission, co-produite par la *Kaohsiung Broadcasting Station* et soutenue par le Bureau des Affaires sociales de Kaohsiung, est destinée aux épouses étrangères et se classe parmi les pionnières de ce type d'émission, puisqu'elle est apparue en 2004, comme mentionné antérieurement. Deux ans après, afin de satisfaire leur besoin de lire en langue maternelle, l'association a publié un magazine *Chị em Việt Nam* (*Les sœurs vietnamiennes*). Cette année 2006 marque aussi le moment où la presse écrite à l'attention des immigrés s'épanouissait peu à peu à Taïwan, comme mentionné dans le chapitre 8. Même si le gouvernement a terminé sa collaboration avec le *Family Service* en 2014 du fait de divergences de points de vue en termes de missions et d'orientations, l'association a réussi à obtenir l'année suivante un financement en provenance du *UnitedWay* — un organisme qui collecte des fonds pour des ONG —, pour effectuer le projet annuel intitulé « Service d'échange des droits informatiques et culturels des familles de nouveaux immigrés à Kaohsiung ». Ledit projet comprenait un atelier de « formation à la production radiophonique et à l'édition de la presse destinée aux femmes migrantes ». Un an après son apparition, 45 participantes d'origine vietnamienne, indonésienne, thaïlandaise et cambodgienne ont été invitées dans l'émission radio *Nouveaux immigrés à Taïwan* et sont devenues des collaboratrices du magazine. L'objectif de cet atelier était double : premièrement, il s'agissait de transmettre des informations concernant leurs droits aux familles des nouveaux immigrés et, deuxièmement, de créer des liens entre des amis de différentes nationalités, afin de renforcer la solidarité, ce qui faciliterait l'installation et

---

<sup>451</sup> « Nouveaux immigrés, ressources humaines » (Tdl.), *Coolloud*, <https://www.coolloud.org.tw/node/63080> (MAJ le 15/07/2011)

l'adaptation des immigrées à Taïwan, en apportant une influence positive aux familles des nouveaux migrants<sup>452</sup>.

Les efforts pour renforcer la participation et l'engagement de la population issue de l'immigration à travers des organisations et des ateliers à l'échelle municipale, voire nationale, à partir des années 2010 permettent d'avancer encore un peu plus vers une société multi-ethnique. Il est évidemment difficile de collecter le nombre de participants aux ateliers de formation tenus par les différentes associations durant cette dizaine d'années. Cependant, il s'avère que ces femmes immigrées issues de divers formations/ateliers d'*empowerment* ont témoigné un engagement réel. Par exemple, un total de 90 immigrés ont participé aux ateliers sur les métiers de la radio organisés par la *National Education Radio* en 2018. En tant que rédacteurs, traducteurs, producteurs, animateurs de radio, animateurs événementiels, enseignants, travailleurs sociaux ou militants, la présence de ces immigrés dans différents domaines de la société est de plus en plus visible dans les couvertures médiatiques ; il y a également des reportages télévisés qui documentent leurs vécus, dont nous parlerons ultérieurement. Ils s'efforcent de se faire entendre dans la sphère publique à travers leur engagement, ainsi qu'avec le soutien du système.

Selon Charles Husband, le droit d'être entendu/compris — *Right to be understood* — est tout aussi important, si ce n'est plus, que le droit à la communication — *Right to communicate*. Le droit d'être entendu correspond, d'après Husband, à « a duty to seek comprehension of the others » (Husband, 1996 ; p.132). Dans cette idée, la relation réciproque et le partenariat entre la société générale et la communauté migrante commence à occuper une place centrale dans l'évolution des instruments médiatiques. Il devient ainsi nécessaire pour les migrants de produire leurs propres outils et programmes médiatiques. Young Chiao-Yu, une autre animatrice d'origine chinoise de l'émission *Happiness*, déclare dans ce sens :

---

<sup>452</sup> « Projet du service d'échange des droits informatiques et culturels des familles de nouveaux immigrés à Kaohsiung », *United Way*. [https://www.unitedway.org.tw/sharing\\_page.aspx?PJID=10400306&YR=104](https://www.unitedway.org.tw/sharing_page.aspx?PJID=10400306&YR=104)

Auprès de Su-Yen, j'ai mieux compris l'esprit de participation sociale et la relation dynamique au sein de ces différentes communautés ; ceci me donne une volonté profonde d'engagement [...]. Je me sens spécialement honorée et engagée quand il y a un média, une émission qui nous respecte et nous permet de nous exprimer, une émission dans laquelle je suis en mesure de me dédier à ma communauté.<sup>453</sup>

D'un côté, grâce au nouveau modèle de production et d'organisation des ateliers de formation, l'engagement des nouveaux immigrés joue un rôle de plus en plus important dans la production des émissions. De l'autre côté, grâce à la subvention offerte par le « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrés », l'apparition de la communauté migrante sur le petit écran a également observé une augmentation. Cette aide dispensée par l'État a pour but de satisfaire la revendication législative sur la création d'une chaîne de télévision destinée aux immigrés. Dans le chapitre suivant, nous allons examiner les émissions télévisées abordant les enjeux des nouveaux immigrés, faisant ainsi naître de nouvelles narrations.

### **11.1.2. Émissions télévisées subventionnées : des approches différentes**

Il convient avant tout de rappeler que le Comité des Affaires intérieures du 22 mars 2012 revendiquait l'importance de créer une chaîne de télévision et de radio à l'attention des communautés d'immigrés, afin de garantir leur accès à l'information. En effet, le Ministère de l'Intérieur a promis de soutenir financièrement les projets liés à la production, la promotion et la transmission des émissions « en faveur du multiculturalisme » — à l'égard du respect des cultures des immigrés, en l'occurrence. De ce fait, à partir de 2012, le Ministère de l'Intérieur a commencé à subventionner des programmes médiatiques de toutes sortes destinés aux immigrés via le « Programme des communications et des productions médiatiques destinés aux nouveaux immigrés ». Ici, nous parlons plus précisément des émissions de télévision financées. Ces subventions ont été versées par le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, dont

---

<sup>453</sup> Entretien avec Young Chiao-Yu, déjà cité.

nous avons discuté dans le chapitre 6, à des chaînes télévisées privées ou publiques et à l'Agence de l'Immigration.

Parmi les huit émissions de télévision subventionnées directement par le Fonds entre 2013 et 2018, nous choisirons trois émissions principales, qui ont la plus grande longévité et qui requièrent le plus de ressources. Parmi ces émissions, la première a été produite par une chaîne publique et les deux autres étaient diffusées sur des chaînes privées. Nous étudierons ainsi leurs objectifs de production, leurs contenus et, enfin, leurs interprétations du multiculturalisme. Les questions suivantes occupent le cœur de l'analyse de contenu : Quelles images de l'immigration donnent ces émissions ? Quel est l'objectif de montrer ces images et quelle différence existe entre ces images et la réalité ?

**Tableau : Les émissions télévisées financées pour/par/sur l'immigration**

	« Love Family »	« Taiwan is My Home »	« Far and Away »
<b>Années</b>	2013-2014	2014-2016	2013-2015, 2017
<b>Chaîne</b>	CTi News (privée)	TVBS (privée)	Television Public Service
<b>Catégorie d'émission</b>	interview-variétés	émissions éducatives	émissions éducatives
<b>Durée d'un épisode</b>	1 heure	30 minutes (saison 1) 1 heure (saison 2)	30 minutes (saisons 1, 2) 1 heure (saisons 3, 4)
<b>Contenu</b>	discussion avec des invités sur des enjeux relatifs au thème	reportages sur des immigrés à Taïwan	reportages sur des immigrés à Taïwan et sur leur pays d'origine
<b>Audience ciblée</b>	principalement les immigrés	principalement les Taïwanais	principalement les Taïwanais
<b>Langue utilisée</b>	mandarin avec doublage	mandarin avec doublage	mandarin/langues étrangères

Source : Établi par l'auteur.

### « *Love Family* »

Fruit d'une collaboration avec l'Agence nationale de l'Immigration, la CTi<sup>454</sup> News a lancé une nouvelle émission, *Love Family*, ayant pour but de « prendre soin des nouveaux immigrants ». Il s'agit du premier programme télévisé national à présenter des immigrants comme protagonistes de ses émissions. *Love Family* était diffusé en mandarin cinq fois par semaine sur différentes sous-chaînes de la CTi et sur la *China Television*, son partenaire. Certains épisodes étaient doublés et sous-titrés en anglais, thaïlandais, indonésien ou vietnamien. Cependant, toutes les émissions n'étaient pas traduites ; le choix des épisodes bénéficiant d'une traduction et la décision des langues de sous-titrage s'avèrent dépendre aléatoirement du producteur de l'émission. En plus de cette émission d'une heure, la CTi produisait également des intermèdes de deux minutes pour présenter des nouveaux immigrants de diverses nationalités et ayant différents parcours de vie, installés aux quatre coins de l'île. Ces segments sont tous sous-titrés en bilingue (mandarin, vietnamien, anglais, thaïlandais et indonésien) et étaient transmis tous les jours sur la CTi News.

En fournissant une plateforme aux nouveaux immigrants et à leur entourage pour échanger des ressentis et partager leurs expériences amoureuses, amicales, familiales et quotidiennes, l'objectif de cette production était de réduire la distance entre les Taïwanais et les immigrants et d'améliorer le « sentiment d'appartenance » de ces derniers<sup>455</sup>. Cette émission était dirigée par deux animateurs : l'un d'eux est Helen Thanh Dao, une « fille d'immigrée » — sa mère vient du Vietnam et son père de Taïwan — ; le second est un ancien présentateur de journal télévisé taïwanais. Dans la conférence de presse du lancement du programme, Helen Thanh Dao a annoncé avoir entrepris de comprendre l'évolution de la situation des immigrants, en comparant la situation actuelle avec la situation vécue par sa mère. Selon elle, à l'époque où sa mère est arrivée, sans aucune amie, elle a été contrainte d'apprendre les dialectes taïwanais et hakka. La situation est différente actuellement, puisque les immigrants sont encouragés à parler leur langue

---

<sup>454</sup> Créée en 1994, la CTI Television est une chaîne par câble taïwanaise. Elle a fusionné en 1997 avec la *China Television Company*, une des trois principales chaînes hertziennes. Cinq ans après, faute de capacité face à la numérisation, la chaîne a été rachetée par le *China Times Group*, lui-même racheté en 2008 par *Want Want Holdings Limited*. Le groupe se positionne comme étant pro-Chine et est ainsi généralement appelé « média bleu » par le public.

<sup>455</sup> « *Love Family*, un témoin de la lutte des nouveaux immigrants » (Tdl.), <https://www.chinatimes.com/newspapers/20130315000914-260102?chdtv> (MAJ le 15/03/2013 ; consulté le 30/04/2019)

maternelle ; en somme, à s'intégrer tout en gardant une culture et une personnalité qui leur sont propres. Par le biais de cette émission, Helen Thanh Dao invitait « à la fois les épouses étrangères à s'intégrer à leur belle-famille et les Taïwanais à appréhender les valeurs des immigrés avec le plus grand discernement »<sup>456</sup>. Le directeur de l'Agence nationale de l'Immigration, Xie Li-Gong, était aussi présent à cette conférence de presse. Il a indiqué :

*Love Family* pourrait être perçue comme une émission produite uniquement pour les épouses étrangères ; cependant, ce n'est pas le cas, car elle renferme une signification plus profonde. À travers ce programme, nous souhaitons que le grand public parvienne à mieux percevoir les problèmes majeurs auxquels les immigrés font face. Quand nous nous sommes mutuellement compris, nous pouvons être plus attentifs l'un à l'autre, comme dans une vraie famille.<sup>457</sup>

Comme le suggère le titre de l'émission, l'enjeu central concerne la promotion d'une famille heureuse et unie construite par un couple multiethnique — plus particulièrement par une femme chinoise ou sud-est asiatique et un mari taïwanais. Dans cette optique, quelle est l'image des nouvelles immigrées présentée par cette émission ? En analysant brièvement les thèmes abordés dans les 52 épisodes, nous découvrons que le contenu porte principalement sur des conseils pratiques quant à l'établissement d'une famille heureuse à Taïwan. Parmi ces 52 épisodes, 7 épisodes ont pour sujet la relation conjugale avec le mari taïwanais, 4 discutent de la manière d'améliorer la relation entre belle-fille étrangère et leur belle-mère taïwanaise, 12 abordent l'éducation parentale, 8 proposent des informations pratiques et mentionnent des ressources gouvernementales et associatives à l'attention des immigrés, 8 autres présentent des différences culturelles entre Taïwan et certains pays d'origine de l'immigration à travers la cuisine ou la chanson notamment.

Malgré le fait que le contenu des émissions est riche, divertissant et utile et qu'elles offrent une plateforme d'expression pour les immigrés, le cadrage des protagonistes est malheureuse-

---

<sup>456</sup> « Nouveaux immigrés déprimés. Helen Thanh Dao : Ne nous voyez pas comme des outsiders » (Tdl.), NOWnews, <https://tinyurl.com/y5ye57qf>

<sup>457</sup> « Première émission variée sur les nouveaux immigrés lancée : un témoin de leur poursuite d'un rêve à Taïwan » (Tdl.), RTi, <https://tinyurl.com/y2uxxjac>



ment prédéterminé — une épouse, une mère et une belle-fille. Prenons les épisodes 10, 26 et 51 comme exemple<sup>458</sup> : le sujet est axé sur la façon dont on peut s'entendre au mieux avec sa belle-mère lorsque l'on est une épouse étrangère. Dans l'épisode 10, le présentateur taïwanais conclut que ces femmes « de culture différente doivent s'adapter à la fois à leur environnement et au milieu culturel de leur mari ». Dans l'épisode 26, qui aborde également la relation entre ces femmes immigrées et leur belle-mère taïwanaise, les invitées taïwanaises « encouragent » les invitées étrangères à « apprendre elles-mêmes la phonétique du taïwanais pour pouvoir l'apprendre à leurs enfants ». Il était demandé à ces immigrées de mettre en avant l'amour et l'affection devant la caméra. Certaines pleuraient en disant : « Je t'aime vraiment, belle-mère ! » Ce type de passage théâtral et émotif risque de renforcer le patriarcat et d'aggraver non seulement le statut d'infériorité, mais aussi les stéréotypes sur les épouses étrangères dans la société.

« L'intégration sociale » s'avère sans doute représenter l'idée centrale de cette émission, car le présentateur taïwanais souligne à plusieurs reprises l'importance de s'intégrer et de s'adapter. Il dit dans l'épisode 8 que « si l'on apprend le taïwanais et qu'on sait chanter dans cette langue, on pourra mieux s'intégrer dans la vie à Taïwan ». De plus, dans l'épisode 18, le présentateur souligne le processus d'installation des migrants : « Les nouveaux immigrés arrivent sur cette terre et s'y intègrent véritablement. C'est cela, le processus d'enracinement. » Une des épouses chinoises invitées conclut également : « Nous devons nous adapter au niveau de la mentalité pour nous intégrer dans ce nouvel environnement. »<sup>459</sup> Autrement dit, cette émission encourage les immigrés à assumer la responsabilité de l'intégration et de l'adaptation, afin de faciliter leur installation au sein de cette société.

Une autre tâche de l'émission était d'informer sur les ressources à l'attention des nouveaux immigrés, surtout parce qu'elle était subventionnée par l'Agence nationale de l'Immigration. Dans les épisodes 16, 21, 36, 39, 41, 42 et 45 notamment, les fonctionnaires de l'Agence nationale de l'Immigration et le directeur lui-même ont été invités dans l'émission pour promouvoir

---

<sup>458</sup> Les 52 épisodes de « Love Family » sont sur Youtube : [https://www.youtube.com/playlist?list=PLU-ROxcobqWlOhh4NnYjmX8tNU\\_-JKvgoZ](https://www.youtube.com/playlist?list=PLU-ROxcobqWlOhh4NnYjmX8tNU_-JKvgoZ)

<sup>459</sup> Ibid.

différents projets, y compris le *Torch Program*, une aide à l'emploi pour les épouses étrangères. À l'instar de l'épisode 36, l'émission *Singing in Taiwan* et le journal *4-Way Voice* sont présentés par des invitées comme des sources d'information à l'attention de la communauté. Selon le présentateur taïwanais, les immigrés doivent « remercier le sol de Taïwan », car « il ne leur oppose pas de discrimination et offre des ressources abondantes ». L'émission envisageait d'embellir l'image de Taïwan et de souligner sa bienfaisance envers l'immigration.

Malgré la tendance à considérer les immigrés comme des individus qui attendent passivement la charité de la société, il existe également des propos qui appellent au respect de la différence culturelle et au soutien auprès des immigrés. Dans l'épisode 40, qui parle des difficultés que les femmes rencontrent et des aides législatives vis-à-vis de l'immigration, l'invitée représentant la *Legal Aid Foundation* déclare que « les rêves des femmes sont peut-être brisés face à l'adversité, mais nous sommes une famille. Tant que ces femmes sont d'accord, on est là pour reconstruire leurs rêves. » Dans l'épisode 49 sur le mariage multiculturel, l'invité Peter Chen, un haut fonctionnaire de l'Agence nationale de l'Immigration, incite au respect mutuel des différentes cultures : « Nous encourageons non seulement les immigrés à apprendre la langue de Taïwan, mais aussi les Taïwanais à apprendre celles des immigrés. » La conclusion du 45<sup>e</sup> épisode par Hsieh Li-Kung, le directeur de l'Agence nationale de l'Immigration, témoigne en effet d'une amélioration de l'image de l'immigration dans la société :

Il y a beaucoup de monde qui tient à vous. Avant, les stéréotypes envers les nouveaux habitants résultaient d'un manque d'information et de contact. On a donc envisagé de changer les choses. Nous parlons souvent du respect de la multiculturalité et de l'acceptation de la différence. Si Taïwan veut être une société avancée, il nous faut une grande variété de ressources. Les femmes immigrées jouent un rôle essentiel [...]. Cette émission est destinée à tout le monde, pour atteindre une compréhension mutuelle.

Toutefois, certains chercheurs sont sceptiques à l'égard de l'approche et de la narration appliquées par cette émission. Fan Kang-Hao désapprouve l'idée selon laquelle, pour améliorer la compréhension et la reconnaissance des Taïwanais envers les nouveaux immigrés, ces derniers soient obligés « d'exposer ouvertement leurs affaires privées (famille, relation

conjugale, enfants, sentiments intimes) pour pouvoir communiquer dans la sphère publique »<sup>460</sup>. Selon son article, cette émission reflète non seulement l'hégémonie hétérosexuelle — qui préconise qu'une famille heureuse n'est possible qu'à partir d'une union hétérosexuelle —, mais aussi une allégeance publique et forcée à un sentiment nationaliste, quand ces immigrés disent à plusieurs reprises dans l'émission des phrases telles que « j'aime mon mari/ma belle-mère » ou « je suis aussi taïwanaise ». En outre, il ne faut pas ignorer le fait que les travailleurs migrants sont exclus par les programmes du service public, car ils ne répondent pas au critère de la « famille » taïwanaise.

Le choix de la forme de cette émission a aussi fait l'objet de critiques de la part de son audience. La langue utilisée est particulièrement ciblée, puisque les immigrées invitées étaient contraintes de parler en mandarin, avant que les traducteurs ne les doublent en différentes langues sud-est asiatiques. Une lectrice migrante a publié un commentaire dans le *4-Way Voice* :

Même les émissions télévisées prétendant être au service des nouveaux immigrés, et financées par l'Agence nationale de l'Immigration, ne sont pas produites dans nos langues maternelles. Leur excuse est de vouloir inclure l'audience non immigrée, mais les Taïwanais n'ont-ils pas déjà pléthore d'émissions à regarder ? Cette émission invite des immigrés à parler, mais leur interdit en même temps d'utiliser leur propre langue pour mieux s'exprimer. Avec un vocabulaire limité, comment les immigrés peuvent-ils démontrer leur compétence et leur vraie personnalité ? La production a peur qu'ils parlent trop ou bien elle nous considère comme des clowns ? Le plus ridicule est que cette émission embauche une autre immigrée pour les retraduire sous forme de sous-titres dans les langues d'origine de l'audience migrante. Pourquoi vouloir réinventer la roue ? Si l'émission souhaite servir les Taïwanais, il suffirait de mettre des sous-titres en mandarin. La manière la plus correcte de procéder est de produire une émission pour chaque ethnie d'immigrés. Au lieu de laisser l'Agence décider de ce que nous devons voir et de ce dont nous devons parler, il faut inclure nos perspectives dans le contenu en produisant une émission qui nous est réellement destinée. Nous, les immigrées, sommes-nous des

---

<sup>460</sup> FAN, Kang-Hao (2014), *Becoming Taiwanese Good Women? Spatial Politics of Identity for Female Vietnamese Immigrants*. Mémoire : Graduate Institute of Building and Planning College of Engineering, National Taiwan University.

prisonnières ? Devons-nous subir un interrogatoire public tous les jours sur nos affaires personnelles avec notre mari ?<sup>461</sup>

### « *Taiwan is My Home* »

Selon son site officiel, l'émission *Taiwan is My Home*, produite par la TVBS, envisageait de « découvrir en profondeur la vie, les rêves, les accomplissements et le parcours des immigrés tout au long de leur voyage ». L'objectif de l'émission était de « mettre l'accent sur l'arrivée des nouveaux immigrés à travers une narration positive, en diffusant une image de cette population qui contribue à la construction d'une société plus diversifiée, plus mondialisée et plus ouverte »<sup>462</sup>. Chaque épisode contient principalement deux vidéoclips préenregistrés dans lesquels interviennent deux nouveaux habitants à Taïwan, ainsi qu'une animatrice taïwanaise pour l'introduction, la transition et la conclusion. Les protagonistes pouvaient être de toutes nationalités, sans se limiter aux immigrés d'Asie du Sud-Est. Pour la deuxième saison, les épisodes ont été prolongés, pour contenir quatre histoires. La durée de chaque histoire est restée, quant à elle, la même. Les vidéos retracent le parcours de vie de ces immigrés à Taïwan : pourquoi sont-ils venus, pourquoi ont-ils décidé de rester, que font-ils à Taïwan, que pensent-ils de Taïwan ?

Prenons l'exemple de l'épisode 1 de la saison 2<sup>463</sup> : le premier segment — souvent symbolique — raconte l'histoire d'une femme chinoise mariée à un Taïwanais en Argentine, où ils se sont rencontrés. Cependant, six mois après leur retour à Taïwan, son mari est décédé d'un cancer. Elle s'est battue avec « seulement 26 dollars taïwanais dans la poche » (environ 70 centimes d'euro) pour élever son enfant de trois ans. Elle dit pendant l'interview : « Je n'ai pas trop réflé-

---

<sup>461</sup> « Les mères des nouveaux Taïwanais sont des protagonistes de l'avenir, pas une communauté secondaire » (Tdl.), *4-Way Voice* (Version vietnamienne) du 23/08/2013, cité par KUO, Chia-Min (2014), *Content Production of New Inhabitants' Broadcast Media in Taiwan: A Participatory Perspective from "The Outside" to "The Inside"*. Mémoire : Graduate Institute of Mass Communication College of Communication, Fu-Jen Catholic University.

<sup>462</sup> « Taiwan is My Home », TVBS : <https://campaign.tvbs.com.tw/activity/taiwanhome/information>

<sup>463</sup> « Taiwan is My Home, Ep.1 » : [https://www.youtube.com/watch?v=YbMU2z01MNs&list=PL6Su9\\_XBiU95t5WZNOvjhwjcxNU0VPOQK&index=1](https://www.youtube.com/watch?v=YbMU2z01MNs&list=PL6Su9_XBiU95t5WZNOvjhwjcxNU0VPOQK&index=1)

chi à comment faire pour survivre. Je savais simplement que j'étais profondément émue par plein de choses à Taïwan. » À la fin de ce segment, elle joue une chanson folklorique taïwanaise en pleurant et déclare : « J'ai vraiment envie de pleurer... Quand on l'aime si fort, on peut ressentir tout ce que cette terre nous apporte. » Comme conclusion de ce segment, la voix de la narratrice dit : « Jeune veuve habitant à l'étranger, elle ne s'est pas laissé vaincre par l'adversaire... Non seulement elle s'est remise sur pied, mais elle est aujourd'hui en mesure d'aider les Taïwanais. »

Le premier segment de l'épisode 9 de la saison 2 est une des rares séquences qui traitent des travailleurs migrants d'Asie du Sud-Est — en l'occurrence, un peintre philippin sur sable à Taïwan. L'animatrice de l'émission introduit le segment en disant : « Quand son père est tombé malade, il est venu travailler afin de soutenir sa famille... Maintenant, il donne des spectacles dans les hôpitaux et dans la rue pour amuser les gens et ainsi contribuer à la société de Taïwan. »<sup>464</sup> Sa compagne explique que, « comme d'autres lui offrent leur soutien et des opportunités, il lui semble nécessaire de retourner cette générosité à la société. » Par ailleurs, le troisième segment de l'épisode 13 de la saison 2, intitulé « Transmettre l'amour de Taïwan par la langue indonésienne », parle d'une femme indonésienne mariée avec un Taïwanais malentendant. Elle a appris la langue des signes pour pouvoir communiquer avec son mari et, après la naissance de leur enfant, elle s'est efforcée de devenir enseignante de langue indonésienne pour pouvoir éduquer elle-même la seconde génération de l'immigration.

En étudiant les messages implicites de ces vidéos, nous remarquons que deux thèmes sont soulignés à plusieurs reprises : leur détermination de s'installer à Taïwan malgré toutes les difficultés, ainsi que leur dévouement et leur contribution envers cette île.

Il est intéressant de noter les différences que comprend la narration pour des séquences traitant des étrangers occidentaux en Asie du Nord-Est (Japon et Corée du Sud). Elle souligne

---

<sup>464</sup> « Taiwan is My Home, Ep. 9, 20151107 » : [https://www.youtube.com/watch?v=SA2TjoEI\\_BY&list=PL6Su9\\_XBiU95t5WZNOrijhwcjxNU0VPOOK&index=9](https://www.youtube.com/watch?v=SA2TjoEI_BY&list=PL6Su9_XBiU95t5WZNOrijhwcjxNU0VPOOK&index=9)

souvent l'aspect divertissement et la façon dont ils profitent de la vie à Taïwan. Dans ces segments, il est rarement fait mention des difficultés ou des obstacles rencontrés — peut-être n'en existe-t-il même pas. Néanmoins, leur dévouement envers Taïwan constitue tout de même un thème essentiel.

L'émission était diffusée le samedi de 23 heures à minuit et retransmise le dimanche de 9 à 10 heures ; un doublage en anglais était accessible sur la sous-chaîne TVBS Asia le samedi de 9 à 10 heures. Outre la version longue de chaque épisode, l'équipe de production éditait également, en fin de promotion, pour chaque segment, une version de deux minutes diffusée comme intermède entre les émissions principales. Ces versions abrégées et doublées en langues cambodgienne, vietnamienne, thaïlandaise, indonésienne et anglaise étaient transmises et retransmises dans la semaine. L'intégralité de chaque épisode de cette émission est par ailleurs accessible sur YouTube<sup>465</sup>, mais seulement en mandarin.

Conformément à l'objectif visé par la production, *Taiwan is My Home* a réussi son pari et est parvenu à propager une image positive des nouveaux immigrants grâce à son contenu intéressant, enrichissant et accessible à tous, qui lui vaut d'être apprécié par une audience assez large. Cependant, certains, notamment une de nos interviewés, Hsia Hsiao-Chuan, reprochent le fait que ce genre d'émission ne présente que des histoires d'immigrants dévoués ayant réussi à servir Taïwan grâce à leur travail acharné. De fait, cette émission tend à construire l'image d'une population migrante comme étant persévérante, loyale et serviable. À terme, il semble que le message délivré par ce programme et par l'État, qui le finançait, soit alors de façon latente une obligation de bonne conduite et de réussite pour les migrants dès lors qu'ils s'installent à Taïwan.

### « *Far and Away* »

*Far and Away* prend une forme documentaire semblable à celle de *Taiwan is My Home*, puisqu'elle recevait également des immigrants de toute nationalité installés à Taïwan.

---

<sup>465</sup> « Taiwan is My Home, Saison 2 » : [https://www.youtube.com/playlist?list=PL6Su9\\_XBiU95t5WZNOOrjhwcjxNU0VPOQK](https://www.youtube.com/playlist?list=PL6Su9_XBiU95t5WZNOOrjhwcjxNU0VPOQK)

Proportionnellement à la majorité d'immigrés provenant d'Asie du Sud-Est, les épisodes se concentrent largement sur ceux-ci. Selon leur site officiel, l'objectif de cette émission produite par le *Taiwan Public Television Service* était d'améliorer la compréhension des Taïwanais à l'égard de la population migrante. Dans la conférence de presse de son inauguration, le manager exécutif adjoint, Swen Ching, a expliqué que le but du programme était d'« encourager tant les Taïwanais que les immigrés qui souhaitent construire une famille ici, afin de créer une société meilleure »<sup>466</sup>. À cet égard, le contenu de l'émission vise à mettre en lumière la vie de ces migrants, leur travail et leurs « histoires tantôt douces, tantôt difficiles, qui étaient auparavant inconnues des téléspectateurs »<sup>467</sup>. En effet, ce qui est spécifique à cette émission, c'est que non seulement l'équipe de production filmait la vie des immigrés à Taïwan, mais qu'elle suivait également les protagonistes quand ils rendaient visite, seuls ou accompagnés, à leur famille dans leur pays d'origine. Ainsi, les auditeurs pouvaient appréhender et mieux comprendre la culture et les coutumes de ces pays dont les migrants sont originaires. Les animateurs étaient également des nouveaux habitants : deux venaient d'Amérique du Nord et trois d'Asie du Sud-Est et de Chine. En choisissant des animateurs eux-mêmes concernés par le statut de migrant, il semble plus aisé de comprendre la situation des personnes interviewées et de créer un contexte amical et chaleureux pour les invités.

Pour les saisons 1 et 2, chaque épisode durait en moyenne 30 minutes. La première moitié documentait la vie des migrants à Taïwan, tandis que la deuxième section présentait le voyage et les retrouvailles avec leur famille dans leur ville natale. Quant aux saisons 3 et 4, la durée de l'épisode s'est étendue à une heure, avec une moitié de l'épisode filmée à Taïwan et l'autre moitié tournée à l'étranger. Pour savoir quelle image ces émissions donnent de l'immigration, nous avons étudié le fond et la forme de ces épisodes et avons trouvé que les efforts pour refléter de la situation véritable par le contenu se sont vérifiés, même si la narration demeure dans une certaine mesure stéréotypée :

---

<sup>466</sup> « “Far and Away” par le PTS, sa volonté de faire intégrer les immigrés », <https://news.cts.com.tw/mol/campus/201509/201509241666882.html> (MAJ le 24/09/2015 ; consulté le 06/05/2019).

<sup>467</sup> « Far and Away », *PTS* : [https://www.pts.org.tw/program/Template1B\\_Customize\\_Menu.aspx?PNum=679&CMNum=1337](https://www.pts.org.tw/program/Template1B_Customize_Menu.aspx?PNum=679&CMNum=1337)

1. L'origine des protagonistes : parmi 82 épisodes sur quatre saisons, la majorité présente des femmes (épouses) en provenance d'Asie du Sud-Est (35) ; le second groupe concerne des hommes ne venant ni de Chine, ni d'Asie du Sud-Est (22). 11 épisodes documentent la vie d'épouses chinoises, alors que 9 se concentrent sur les femmes de provenance autre que de Chine ou d'Asie du Sud-Est. La seconde génération a commencé à apparaître à la télévision, protagonistes dans 3 épisodes. Enfin, 2 épisodes parlent des hommes de Chine et d'Asie du Sud-Est ;

2. Les métiers des protagonistes : parmi les invités de l'émission, la réalité des métiers diffère, qu'il s'agisse d'immigrés sud-est asiatiques ou d'ailleurs. Les premiers sont plutôt des femmes au foyer, des travailleurs autonomes dans la restauration ou le prêt-à-porter, des enseignants des langues sud-est asiatiques ou des artistes de la culture traditionnelle. Quant aux immigrés non sud-est asiatiques, le choix des métiers s'avère plus varié : nous retrouvons non seulement des travailleurs autonomes dans la restauration et des artistes, mais aussi des ingénieurs, des chercheurs et des écologistes. Cette différence n'est pas forcément liée aux stéréotypes créés par les médias, mais reflète un choix de carrière limité pour les immigrés originaires d'Asie du Sud-Est ;

3. La narration : la narration des histoires est différente pour les épouses étrangères et pour les autres immigrés, surtout les hommes occidentaux ou nord-est asiatiques (japonais et coréens). Les récits de ces derniers sont souvent basés sur un abandon soit de « leur travail bien rémunéré », soit de « leur vie ordinaire », afin de venir à Taïwan au motif de « l'amour envers sa femme taïwanaise » ou « envers Taïwan ». Pour les épouses étrangères toutefois, les récits sont parfois plus tristes : une vie pauvre dans le pays d'origine, l'obligation de se marier à un jeune âge, la perte du mari taïwanais peu de temps après le mariage ou la souffrance liée au nouvel environnement à Taïwan. Malgré le fait que l'image des épouses étrangères demeure à un certain degré stéréotypée — des femmes tristes qui se battent et qui se sacrifient pour avoir une meilleure vie à l'étranger —, la profondeur et les perspectives variées que l'émission présente évitent en quelque sorte de mettre l'accent sur une « histoire pleine de réussites » de ces femmes migrantes.



La forme qu'a prise l'émission dans les saisons 3 et 4 a permis aux interviewés de montrer non seulement des aspects plus variés de leur vie, mais aussi leurs perspectives à l'égard de Taïwan et de leur pays d'origine. Prenons l'exemple de l'épisode 77 : la protagoniste est une styliste et entrepreneuse dans le secteur du vêtement en provenance du Vietnam, qui s'est mariée et réside sur l'île depuis seize ans. L'animatrice de cet épisode est donc la réalisatrice vietnamienne primée Nguyen Kim Hong, qui vit à Taïwan et est une des interviewés de cette thèse. Dans cet épisode, l'équipe visite d'abord sa boutique de robes traditionnelles du Vietnam, de façon à présenter comment elle a démarré son entreprise avec le soutien de son mari. Ensuite, l'invitée emmène l'équipe dans l'un des plus grands marchés de tissu, où elle se rend souvent. Une séquence est consacrée également à sa vie quotidienne, ainsi qu'aux endroits où elle dîne avec sa belle-famille de Taïwan, ou encore aux lieux où elle se réunit avec ses compatriotes. Le segment suivant illustre sa vie professionnelle, quand elle est invitée en tant que styliste pour présenter ses robes lors d'un défilé dans un événement public. La caméra se tourne vers le Vietnam pour la seconde moitié, qui est composée d'une part des retrouvailles avec sa famille, d'autre part de la visite rendue à sa professeure de stylisme. L'émission présente ainsi aux télé-spectateurs l'histoire, la géographie, la cuisine et les paysages de cette ville de la banlieue vietnamienne. Ceci permet ainsi aux Taïwanais de mieux comprendre le pays dont est issue cette femme migrante, mais surtout à l'audience migrante d'atténuer leur mal du pays. Finalement, la protagoniste montre à sa famille sa nouvelle vie à travers des séquences filmées par l'équipe, conduisant à une conversation intime et émouvante entre les membres de la famille.

Il est à noter que les retours sur cette émission s'avèrent positifs et que l'image des femmes s'en est trouvée améliorée. Le fait que l'émission regroupe les épouses étrangères et les immigrés « occidentaux » dans la même catégorie aide d'abord à diminuer l'exclusion et la stigmatisation auxquelles les femmes chinoises et sud-est asiatiques font face. Ensuite, la perspective et les spécificités de la vie de ces immigrés sont mises en avant, en particulier avec les scènes de retrouvailles avec leur famille. Une professionnelle des médias a d'ailleurs publié le commentaire suivant dans un magazine en ligne influent, dans lequel elle fait l'éloge de ce programme produit par le PTS. Selon elle, l'émission nous permet d'éviter de voir les choses uniquement de notre point de vue et d'appréhender des expériences de vie variées.

[Les nouveaux immigrants], à qui l'on demande d'assimiler tout ce qui concerne leur pays natal, subissent une discrimination. [...] Avec l'accroissement des échanges internationaux, nous devons sans tarder construire une société et un environnement multiculturels. Produit et diffusé par la télévision publique, *Far and Away* réussit à transmettre des messages chaleureux et émouvants, pour que nous puissions mieux appréhender les membres de notre famille et, enfin, les comprendre.<sup>468</sup>

En somme, grâce au soutien et à l'augmentation des subventions — de 208.799.737 de NTD (environ 5,8 millions d'euros) en 2011 à 425.079.407 en 2012, puis à 457.057.634 (environ 13 millions d'euros) en 2013 — de la part de l'Agence nationale de l'Immigration et du Fonds de développement des nouveaux habitants<sup>469</sup>, plusieurs productions d'émissions télévisées concernant les nouveaux immigrants ont vu le jour. Certaines ciblent principalement une audience taïwanaise, d'autres ont pour ambition de toucher la communauté migrante, mais la plupart s'efforce d'atteindre les deux publics par le biais du doublage ou du sous-titrage. D'une manière générale, les efforts fournis pour éliminer les stéréotypes et la stigmatisation subis par les nouveaux immigrants sont perceptibles et s'avèrent parfois fructueux, même aux yeux des immigrants. Cependant, comme l'indique dans un entretien Hsia Hsiao-Chuan, universitaire et fondatrice de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*, ce genre de narration médiatique s'acharnant à construire un « modèle de réussite » avec des immigrants bien intégrés dans la société taïwanaise risque, à terme, d'entraîner un autre problème de taille :

Ce que l'on vante maintenant est un modèle d'immigration réussie : des migrants s'efforçant d'apprendre la langue, avec des enfants qui disposent d'un avantage linguistique. [...] Cependant, la mentalité sous-jacente de ces reportages démontre un point de vue vers une altérité — nous n'en parlons que maintenant, car nous trouvons ces migrants utiles. Un autre genre de narration accentue la manière dont ces épouses étrangères font tout leur possible pour élever leurs enfants, pour soutenir les malheureux et pour rapporter de la nourriture à toute leur famille. [...] Oui, les immigrants sont décents, on est d'accord, mais quelle sorte de message les médias essaient-ils de leur renvoyer?<sup>470</sup>

---

<sup>468</sup> « “Far and Away” : un message chaleureux à l'attention des immigrants » (Tdl.), *CommenWealth*, <https://opinion.cw.com.tw/blog/profile/52/article/3305> (MAJ le 16/09/2015 ; consulté le 07/05/2019).

<sup>469</sup> Données ouvertes de l'Agence nationale de l'Immigration. En ligne : [https://ifi.immigration.gov.tw/lp.asp?ctNode=36483&CtUnit=19890&BaseDSD=7&mp=ifi\\_zh](https://ifi.immigration.gov.tw/lp.asp?ctNode=36483&CtUnit=19890&BaseDSD=7&mp=ifi_zh)

<sup>470</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

Néanmoins, le changement, sur la forme tout autant que sur le fond, de ces programmes télévisés liés à la population migrante est indéniable. Il est notable que l'approche assimilationniste des premières émissions de télévision lancées entre 2005 et 2007 a profondément évolué. En effet, l'objectif n'est plus d'éduquer des immigrants quant aux coutumes et langues de Taïwan ; il s'agit aujourd'hui de porter un regard sur leur vie, leurs origines, leurs parcours... Par ailleurs, il est intéressant de noter l'augmentation du niveau de participation des immigrants, soit en tant que protagonistes dans les reportages, soit en tant qu'invités dans les émissions. Grâce à leur participation et leur point de vue mis en valeur à travers les médias, le grand public est de plus en plus conscient qu'il est crucial de penser et de construire une société plurielle, de façon collective, pour lutter ensemble contre toute forme d'injustice sévissant dans la société et, surtout, à l'égard des immigrants.

## **11.2. La plateforme, le rôle et les efforts de l'Agence nationale de l'Immigration**

Le rôle et le positionnement de l'Agence nationale de l'Immigration (National Immigration Agency, NIA), conçue et établie en 2007, ont marqué une évolution cruciale au cours des années suivantes. Afin de mieux comprendre le catalyseur de ces changements, ainsi que le fonctionnement de cette autorité chargée des affaires des immigrants, cette thèse a été l'occasion d'effectuer un entretien avec Tsai Cheng-Chieh, secrétaire du directeur de la NIA et conférencier à la CPU (Central Police University). Ainsi, outre la mise en place du « Programme des communications et des productions médiatiques destinés aux nouveaux immigrants », dont nous avons parlé dans la partie précédente, le Ministère de l'Intérieur a commencé à allouer un montant considérable à l'Agence depuis 2015 pour l'établissement d'un site Internet à l'attention des immigrants : *Global News for New immigrants*. Selon les bilans budgétaires sur le site de l'Agence nationale de l'Immigration, le montant subventionné pour l'opération du *Global News for New immigrants* a atteint presque 20 millions de NTD (environ 560 000 euros) en 2015, presque 19 millions de NTD en 2017 et un peu plus de 16 millions de NTD en 2018.

Dans cette partie, nous étudierons d'une part la conception de ce site web et, d'autre part, nous exposerons les difficultés que ce dispositif rencontre, selon Tsai Cheng-Chieh. Enfin et surtout, cette interview révèle la nécessité d'une réforme institutionnelle ou d'une collaboration horizontale urgente entre différents organes associés aux affaires relatives aux immigrés. Cette réforme ou ce partenariat potentiels permettrait d'atteindre une efficacité accrue sur la mise en œuvre des mesures en matière de développement social et culturel de l'immigration.

À l'heure de son institution, l'Agence s'est attiré les foudres du public, compte tenu de la majorité de policiers dans sa composition et de sa tendance à considérer les immigrés comme des criminels qui troublent l'ordre social. En analysant les textes issus des Plans d'action de l'Agence<sup>471</sup>, nous pouvons remarquer un tournant évident. Avant l'année 2012, l'emploi des expressions « renforcer la gestion de la population immigrée », « encadrement strict de l'immigration » ou « mise en œuvre de l'investigation des immigrés illégaux » nous éclaire quant au regard de l'Agence sur la population ciblée. En effet, cet organe devait exercer des fonctions de gestion et de surveillance accrue vis-à-vis des immigrés. Néanmoins, avec les nouveaux objectifs politiques du Plan d'action de 2013, ces expressions concernant l'investigation et l'encadrement strict ont disparu. De fait, à la place, nous constatons l'apparition d'expressions telles que « renforcer la promotion du multiculturalisme », « organiser des activités liées à l'apprentissage des langues maternelles » et « aide à l'acquisition de connaissances en informatique ». À propos de la raison de ce changement entre le premier et le deuxième mandat du président Ma Ying-Jeou, l'interviewé Tsai Cheng-Chieh nous a répondu en nous assurant que ladite transformation découlait exclusivement du travail de son cabinet et de l'administration. En d'autres termes, ce n'est pas le travail du président qui a permis cette évolution :

À l'établissement de l'Agence nationale de l'Immigration, 70% des effectifs venaient de la police, moi y compris. La police était étrangère au concept d'« assistance » ; par exemple, mon attitude envers les Chinois était plutôt d'« investiguer ». La vision des policiers vis-à-vis des étrangers était relativement « hostile ». Ce n'est que lorsque le directeur adjoint, Xie Li-Gong,

---

<sup>471</sup> Les Plans d'action sont accessibles sur le site officiel de l'Agence : <https://www.immigration.gov.tw/5385/7383/>

est devenu le doyen de l'Université de la Police et a fait entendre sa voix que la situation a commencé à changer. Il connaissait les enjeux de l'immigration et travaillait avec des ONG en la matière même avant son admission. Il voyait plus clairement ce que représentaient les droits de l'homme et ceux des immigrés. [...] À mon avis, la transformation ne vient pas de Ma Ying-Jeou en personne. Je ne pense pas que Taïwan menait une politique migratoire holistique ; par conséquent, la décision de changer d'orientation n'est pas venue du président. Il a laissé la gestion de ce cabinet à d'autres. Durant la période où Xie Li-Gong en était le directeur, l'orientation du travail de ce cabinet s'est vue prendre un tournant : nous en sommes progressivement arrivés à travailler pour le bien-être des immigrés et à les soutenir.<sup>472</sup>

Son énoncé limpide nous confirme plusieurs suppositions faites dans cette thèse. Ainsi, il semble que l'attitude et la mentalité du personnel administratif et de leurs actions aient connu une transformation majeure. De fait, autrefois, leur relation avec les immigrés se construisait sur un système de surveillance et d'investigation strictes. Elle est aujourd'hui davantage portée sur l'assistance et le service auprès de ce public. Cependant, cette transition a suscité des difficultés au sein du personnel de l'Agence. Selon l'interviewé, « certains collègues dans l'équipe n'arrivaient pas à s'adapter — comment des gens sur lesquels nous enquêtons avant pouvaient devenir des gens que nous servions ? » Bien sûr, il ne faut pas négliger les éléments contextuels qui ont permis le changement d'opinion et d'actions du directeur de l'Agence. Nous citerons notamment la politique mondiale de la diversité culturelle et les deux Pactes internationaux comme facteur d'influence venant de l'extérieur déjà cités, la mobilisation constante des ONG et des communautés migrantes, ainsi que la sensibilisation des publics de toutes les nationalités et classes confondues. Outre cet aspect, le directeur de l'Agence affirme que durant le premier mandat du président Ma Ying-Jeou, la politique migratoire était relativement marginalisée. Autrement dit, l'élaboration d'une nouvelle ligne de conduite relative à la population immigrée ne constituait pas le centre d'attention du gouvernement de Ma. Ce n'est qu'à partir de son deuxième mandat, c'est-à-dire en 2012, sur les conseils de son cabinet, notamment du ministre de l'Intérieur Li Hong-Yuan et du directeur de l'Agence de l'Immigration Xie Li-Gong, que les nouvelles lignes directrices sont entrées dans son champ politique. À son institution en 2012, Li Hong-Yuan a tenu une conférence de presse pour déclarer d'une manière symbolique les actions

---

<sup>472</sup> Tsai Cheng-Chieh, secrétaire du directeur de l'Agence nationale de l'Immigration. L'entretien a lieu le 8 mai 2019, à Taipei.

principales à mener pour la politique intérieure. Il a notamment évoqué l'idée de « renforcer la sécurité sociale des minorités et encourager la création d'une nouvelle politique à l'égard des nouveaux immigrés »<sup>473</sup>. Ceci a marqué le démarrage d'un éventail d'initiatives étatiques, y compris le *Torch program* et le *Programme des communications et des productions médiatiques destinés aux nouveaux immigrés* mentionnés précédemment.

Outre le Programme des communications, le Ministère de l'Intérieur a financé un autre projet phare pluriannuel en faveur de l'accès à l'information des immigrés. En 2015, le Ministère a alloué, via le Fonds de développement des nouveaux habitants, presque 20 millions de NTD (équivalant à environ 540 000€) à l'Agence nationale de l'Immigration, pour créer une plateforme Internet destinée aux nouveaux immigrés. Celle-ci permettrait ainsi la diffusion des informations ainsi que des mesures relatives aux nouveaux immigrés, et ce dans leurs langues maternelles. De ce fait, le site nommé *Global News for New Immigrants*<sup>474</sup> propose, en plus du mandarin, quatre autres langues sud-est asiatiques. Le site fournit non seulement des informations pratiques, des réglementations et dispositifs en vigueur, mais aussi des actualités sélectionnées qui concernent les nouveaux immigrés, ainsi qu'une section sur l'apprentissage des langues sud-est asiatiques. D'après l'interviewé, l'Agence ne dispose ni du temps, ni de la capacité professionnelle de créer et maintenir un site web et une page Facebook. Par conséquent, l'Agence lance chaque année un appel d'offres pour trouver un nouveau fournisseur de services. L'interviewé nous a également permis de consulter un bilan de l'appel d'offres, qui n'est pas accessible publiquement. Avec l'étude de ce document, nous avons une vision plus claire à l'égard de son principe d'exécution et des contenus de son site web. Selon ce bilan de 2018, le Ministère de l'Intérieur a alloué plus de 16 millions de NTD (environ 430 000€) pour la maintenance du site, dont les principes sont doubles. Il s'agit premièrement d'accroître le contenu audiovisuel sur le site web, notamment des journaux d'actualité, des microfilms ou des documentaires, afin d'optimiser le lien avec son audience à travers les nouvelles technologies de

---

<sup>473</sup> « Le Ministre Li Hong-Yuan révèle dix politiques principales pour créer un environnement bienveillant et durable », *Coolloud*. Disponible à <https://www.coolloud.org.tw/node/66780> (MAJ le 22/02/2012 ; consulté le 16/08/2019)

<sup>474</sup> Site officiel de Global News fo New Immigrants : <http://news.immigration.gov.tw/TW/Nvideo1.aspx>

communication. Deuxièmement, il est question d'améliorer la visibilité du site web en faisant sa promotion dans différents médias et en organisant des activités tant en ligne que hors ligne.

Puisque l'audience ciblée comprend pour l'essentiel des immigrés d'Asie du Sud-Est, sans pour autant exclure les Taïwanais qui s'intéressent à ces enjeux, les séquences vidéo informatives publiées sur YouTube dans les langues maternelles sont aussi sous-titrées en mandarin. Le contenu des journaux hebdomadaires durent généralement 3 minutes — NIA News — et varient en fonction des différentes communautés. En d'autres termes, le choix du contenu est réalisé sur mesure, afin de correspondre aux besoins des différentes communautés ethniques. D'après ce que Tsai Cheng-Chieh a affirmé lors de l'entretien, le but ultime de la NIA News « n'est pas de produire et diffuser l'actualité, mais de rendre publiques les mesures politiques, ainsi que les mesures visant à aider les immigrés à s'adapter et à s'intégrer. » Cependant, le nombre de vues de ces journaux multilingues s'avère incroyablement bas. À titre d'exemple, les dernières informations de la NIA News mises en ligne (sur YouTube et intégrées au site web) comptaient seulement 35 lecteurs pour la version indonésienne, 65 pour la version vietnamienne, 32 pour la version thaïlandaise, 36 pour la version anglaise (ainsi que pour la communauté philippine) et 55 pour la version en mandarin<sup>475</sup>. Face à cette situation dans laquelle les vidéoclips des journaux n'enregistrent que très peu de visites et manquent de visibilité, l'interviewé a avoué que les résultats restaient insatisfaisants. La raison de ce manque d'attrait est, selon lui, due à une absence de besoin de la part des travailleurs migrants et à un manque d'intérêt de la part des Taïwanais.

Le nombre de visionnages sur la NIA News est faible. Je pense que la question principale à poser serait : « Y a-t-il vraiment autant de gens à Taïwan qui tiennent à ces enjeux ? » Notre site cible principalement les travailleurs migrants, mais pour que le résultat soit efficace, il faut que les Taïwanais le regardent aussi. Selon la section en charge de ces vidéos, il semble que les

---

<sup>475</sup> Les vidéos ont été mises à jour le 28 juin 2019 ; la date de consultation est le 17 août 2019. Le fait que le site n'a pas été mis à jour durant cette période est dû à la fin de l'appel d'offres précédent ; le nouveau fournisseur devait prendre le relai dans le mois de la consultation, selon l'appel d'offres publié. Les vidéoclips sont disponibles à <http://news.immigration.gov.tw/TW/Nvideo1.aspx?qCountry=VN>

Taïwanais ne s’y intéressent pas. En plus, il y a peu de travailleurs migrants qui les regardent, les jugeant inutiles.<sup>476</sup>

En fait, selon Tsai Cheng-Chieh, la personne en charge du NIA News, un fonctionnaire, n’a pas de parcours médiatique. Dans cette optique, l’institution a choisi de lancer des appels d’offres, avec pour but de confier cette tâche à une équipe professionnelle. Le secrétaire du directeur Tsai nous a alors avoué la complexité, pour un organe public comme l’Agence nationale de l’Immigration, d’établir des stratégies pour augmenter le nombre de visites et améliorer son influence et sa performance.

Afin de vérifier quelle était la réception de la NIA News aux yeux de cette audience ciblée et de façon à découvrir les raisons potentielles de son échec, une discussion a été menée avec Hung Chin-Chih, une immigrée vietnamienne (également membre de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* et enseignante de langue). Ainsi, jusqu’à cet entretien, elle n’avait jamais entendu parler de la NIA News. Ceci montre d’abord un premier problème lié à l’insuffisance des publicités et de la visibilité au sein des communautés migrantes. Ensuite, Hung Chin-Chih indique trois difficultés quant au contenu. Premièrement, le contenu ne correspond pas à leurs besoins et a peu de liens avec leur vie quotidienne. En deuxième lieu, puisque le journal n’est mis à jour qu’une fois par semaine, la réactivité et l’instantanéité des événements s’avèrent réduites ; autrement dit, la NIA News serait plus utile si elle parvenait à être diffusée de manière plus régulière. En troisième lieu, étant donné que chaque segment d’actualité dure en général moins d’une minute, la qualité de l’information est faible : « C’est comme une déclaration sans aucun détail ni explication »<sup>477</sup>, a déclaré Hung Chin-Chih, qui suggérait de l’enrichir en donnant plus d’explications et en ajoutant un dispositif d’accompagnement. Hung Man-Chi, l’ancienne vice-présidente de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*, a exprimé les mêmes doutes durant la discussion. Selon elle, les contenus de la NIA News, couvrant cinq minutes par semaine, sont trop simples et peu utiles : « Je pense qu’il n’y a pas d’utilité. Sa fonction est probablement de

---

<sup>476</sup> Entretien avec Tsai Cheng-Chieh, déjà cité.

<sup>477</sup> Hung Chin-Chih, membre de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan* et enseignante de langue vietnamienne à Taïwan. L’entretien a eu lieu le 20 août 2019, à Paris (via Messenger).



montrer aux législateurs ou à la société internationale que nous tenons à assurer l'accès à l'information aux nouveaux immigrants et que le canal de communication semble ouvert. »<sup>478</sup>

Deux autres éléments intéressants sont également abordés pour expliquer la faible popularité de la NIA News. Le premier concerne l'accent de la présentatrice. Selon Hung Chin-Chih, la présentatrice a un accent de Vietnam du nord, différent de celui de la majorité des Vietnamiens à Taïwan. De plus, avec l'histoire de la guerre du Vietnam, les populations des deux régions ont tendance à se méfier les uns des autres. Afin d'être plus impartial, Hung Chin-Chih a suggéré qu'il devrait y avoir plusieurs présentateurs de différentes régions et présentant divers accents. Enfin et surtout, elle a soulevé un enjeu politique et social lié aux expériences passées des immigrants et à leurs habitudes dans leur pays d'origine. En effet, peu enclins et encouragés à prendre part à la vie politique de leur pays (bien souvent des dictatures communistes comme le Vietnam, les Philippines et le Cambodge), les gens maintiennent une distanciation entre le contenu diffusé par les médias et la réalité. Dans cette veine, les immigrants venant de ces pays résistent et refusent naturellement de croire ce que les médias préconisent. En revanche, ces immigrants préfèrent communiquer au sein des forums ou des groupes sur les réseaux sociaux pour acquérir les informations nécessaires. S'ils ont besoin de savoir ce qu'il se passe à Taïwan, a expliqué Hung Chin-Chih, « il suffit de regarder les journaux taïwanais diffusés partout 24 heures sur 24 ; on reçoit plus d'informations à travers les images, même si on ne comprend pas entièrement la langue. »

En outre, il faut également noter que le *Torch Program* ou les projets médiatiques à l'attention de la population migrante, des travailleurs migrants ne sont pas pris en compte. En effet, l'autorité compétente des travailleurs migrants est l'Agence du Développement des effectifs (*Workforce Development Agency*), sous la tutelle du Ministère du Travail. Sur le site officiel de l'Agence du Développement des effectifs, ses tâches sont toutes liées à la gestion des travailleurs migrants, ainsi qu'aux moyens de les qualifier et de les embaucher. Le développement

---

<sup>478</sup> Hung Man-Chi, ancienne vice-présidente de la *TransAsia Sisters Association, Taiwan*. L'entretien a eu lieu le 25 août 2019, à Paris (via Messenger).

de leur citoyenneté culturelle n'apparaît nulle part dans son agenda. Cependant, du côté de l'Agence nationale de l'Immigration, selon son site officiel, il existe aussi une section de service nommé « soutien pour les travailleurs migrants », qui organise des événements, notamment des projections de film, des rassemblements et des mouvements de sensibilisation concernant leurs droits. Dans cette optique, la responsabilité au niveau du gouvernement à l'égard des travailleurs migrants s'avère floue et manque de précision sur qui doit assumer le travail pour améliorer la participation culturelle de cette population — ou, plus précisément, sur le fait de savoir si leur participation civile et leur citoyenneté culturelle sont effectivement encouragées. Compte tenu du système de *Guestworker*, les travailleurs en col bleu d'Asie du Sud-Est n'ont pas le droit de changer de statut et de s'installer, même après 15 ans — la durée maximale du travail à Taïwan — de contribution. Ceci constitue une des limites des politiques multiculturelles taïwanaises : cette population est souvent exclue des prestations gouvernementales en faveur des droits et du pouvoir agir de l'immigration. Au vu de cette limite, les initiatives de la société civile doivent entrer en jeu et combler ce manque. Nous en parlerons dans le chapitre suivant.

Revenons cependant à notre question : quel rôle l'Agence joue-t-elle dans la politique migratoire dans son ensemble ? En tant qu'autorité compétente de la population issue de l'immigration, le secrétaire Tsai Cheng-Chieh a indiqué que l'impuissance et l'inefficacité de l'Agence résultaient, dans une certaine mesure, des limites institutionnelles, parmi lesquelles la division du travail occupait le cœur du problème. En effet, le secrétaire du directeur de l'Agence lui-même ne savait clairement dire qui portait la responsabilité de la promotion des cultures des immigrés, de la citoyenneté culturelle et du développement des médias à l'attention des immigrés. À Taïwan, il existe le *Hakka Affairs Council* et le *Council of Indigenous Peoples*, deux institutions de deuxième niveau s'occupant des affaires de ces deux ethnies minoritaires et qui, d'autre part, élaborent et dirigent les politiques les concernant. Cependant, l'Agence nationale de l'Immigration, parce qu'elle est un organe de troisième niveau, ne détient pas assez de ressources humaines ni financières pour mener à bien le développement culturel de l'immigration. De plus, de par son manque d'autorité pour piloter les politiques, l'Agence dépend d'autres organes, notamment du *Ministry of Labour* ou du *National Development Council*, pour pouvoir faire progresser les mesures :

Quant au développement culturel des immigrés, je pense que l'Agence pourrait faire mieux que le Ministère de la Culture, car nous comprenons mieux les immigrés. En plus, le Multiculturalisme que le Ministère de la Culture promeut est quelque peu différent de celui de l'Agence. L'Agence n'est qu'une institution de troisième niveau ; est-elle assez puissante pour assumer la responsabilité de développer la culture de l'immigration ? Il y a des limites pragmatiques. [...] Nous avons pensé à créer une équipe politique et proposé de mettre à niveau notre capacité organisationnelle, mais en vain. Nous voudrions atteindre le deuxième niveau pour nous occuper de l'intégralité des affaires migratoires, comme celle du *Hakka Affairs Council*. Cependant, ceci demandera une réforme structurelle et ce sera difficile.<sup>479</sup>

Au sujet de la distinction entre le Multiculturalisme préconisé par le Ministère de la Culture et celui par l'Agence de l'Immigration, Tsai Cheng-Chieh explique plus en détail que l'« essence » est la même : il s'agit de présenter aux Taïwanais les cultures portées par les nouveaux habitants, avec pour objectif de faire coexister les cultures étrangères et locales et d'atteindre non seulement un respect, mais aussi une appréciation mutuelle à l'égard de la différence culturelle. Néanmoins, il précise :

La distinction entre le Multiculturalisme des deux autorités se trouve dans les services qu'ils proposent. Le travail le plus important du Ministère de la Culture demeure de promouvoir la culture taïwanaise ; même si la promotion des cultures des immigrés reste une de ses missions, elle n'est pas la principale. À mon avis, le Ministère présente les cultures des immigrés au lieu de les développer — ce qui constitue un travail plus superficiel.

De son côté, l'Agence de l'Immigration insiste sur l'importance de plus de contacts et d'une plus grande connaissance de cette population. Quand nous promovons leurs cultures, nous promovons en effet une façon de vivre. Notre but est que les nouveaux habitants puissent conserver leur culture, pour la fusionner avec celle de Taïwan. Il faut aussi que les familles taïwanaises comprennent, acceptent et intègrent leurs cultures<sup>480</sup>.

En effet, ce n'est qu'à partir de fin 2013 et à l'aube de l'année 2014 que le Ministère de la Culture a commencé à prêter attention à la population issue de l'immigration à Taïwan. Lors de cette année, il a notamment lancé un projet nommé « Les musées et les nouveaux immigrés », dont l'objectif était d'améliorer la participation culturelle de cette communauté en les invitant à

---

<sup>479</sup> Entretien avec Tsai Cheng-Chieh, déjà cité.

<sup>480</sup> Ibid.

raconter leurs expériences au musée. Il s'agissait en outre de les former à être guides de musée — ledit projet a été nommé « *New Immigrant Ambassadors* » (Cheng Pang-Yen 2015 ; Yuan, Emily Hsu-Wen 2016). Il a fallu attendre encore deux ans pour l'aboutissement du projet suivant. C'est ainsi qu'en mars 2016, le Ministère de la Culture entamait le *Program for promoting immigrants in the field of arts and culture* : un nouveau projet ayant pour but de façonner l'identité culturelle des nouveaux immigrants, en les encourageant à participer aux administrations communautaires et en les aidant à promouvoir l'héritage de leurs cultures dans leur quartier. Pour ce faire, de façon, entre autres, à développer l'esprit communautaire des migrants, des formations leur ont été proposées, ainsi qu'un financement substantiel visant à promouvoir les artistes, leurs cultures et leurs perspectives. Néanmoins, même s'il est vrai que les projets récemment mis en place encouragent la citoyenneté culturelle et l'engagement communautaire des épouses étrangères, ils ignorent complètement la population des travailleurs migrants dans la sphère publique. En outre, nous noterons que le Ministère de la Culture, constituant l'autorité compétente des industries audiovisuelles et médiatiques, a échoué dans son devoir de promouvoir les produits médiatiques par, pour ou au sujet des immigrants. En revanche, c'est l'Agence nationale de l'Immigration qui assume cette tâche et subventionne les émissions de télévision et de radio. Elle offre par ailleurs des ateliers de formation en production médiatique aux immigrants qui s'y intéressent. En somme, les projets du Ministère de la Culture facilitant la participation culturelle des épouses étrangères nous permettent de repenser la définition et la division des missions entre ces deux organes. En effet, l'Agence nationale de l'Immigration, la NCC — qui est supposée se charger de la régulation médiatique, comme mentionné dans le chapitre 7 — et le Ministère de la Culture auront besoin, dans un avenir très proche, de construire une communication et une collaboration horizontales plus étroites.

### **11.3. Les efforts du *Taiwan Public Television Service***

#### ***Analyse de la nouvelle programmation à l'attention des immigrants***

Outre la production de l'émission *Far and Away* lancée à la fin de l'année 2013 (évoquée dans la section précédente), le *Public Television Service* (PTS) a également quelques mois plus tôt diffusé une autre émission de télé-réalité de huit épisodes concernant la communauté des

nouveaux immigrants. Cette émission d'une heure, intitulée *Winter Vacation*, est le fruit d'une collaboration entre le PTS, la *Taiwan Indigenous TV* (TITV) et la *Hakka TV*. Ce programme était transmis collectivement sur ces trois chaînes. Le contenu de cette émission consiste à suivre des membres de la seconde génération d'immigrés rendant visite à leurs grands-parents, de retour dans les pays sud-est asiatiques ou en Chine, pendant les vacances d'hiver. L'objectif, selon sa page officielle, était de permettre à l'audience de découvrir les villes natales et la culture de nouveaux immigrants, en adoptant la perspective neutre et innocente des enfants de migrants<sup>481</sup>.

En comparaison avec la série *The Vietnamese Brides in Taiwan*, produite également par le PTS en 2007 et étudiée dans le chapitre 7, les programmes de télévision mis en place à partir de 2013 ont révélé une transformation de la narration et de la tonalité particulièrement. Durant l'entretien, l'Agrégé supérieur de recherche du PTS He Guo-Hua a confirmé les plaintes auxquels ils ont été confrontés lors de la diffusion de *The Vietnamese Brides in Taiwan*. Ces mécontentements étaient justifiés par l'image « malheureuse et pitoyable » que l'émission renvoyait quant à la vie des immigrées mariées à un Taïwanais. Lors de l'entretien, He Guo-Hua a expliqué l'évolution de la production de ces émissions destinées à la population immigrée, d'autrefois à aujourd'hui :

Le changement de ces dernières années repose tout d'abord sur l'élargissement de l'audience, notamment avec la prise en compte de la seconde génération, des travailleurs migrants et des immigrants hors Asie du Sud-Est. Ensuite, étant donné que les ressources financières sont plus importantes aujourd'hui, nous pouvons envoyer nos équipes dans le pays d'origine des immigrants, comme pour *Far and Away* et *Winter Vacation* par exemple. Dans cette veine, nous sommes en mesure de partager des scènes plus authentiques à Taïwan, ainsi que d'établir un échange bilatéral et des interactions par le biais de la visibilité des styles de vie des pays natales. Ce genre d'interaction inspirera et influencera l'audience plus profondément. La manière dont nous concevons le programme télévisé est plus diversifiée. [...] En 2007, nous les regardions plutôt du point de vue des Taïwanais — dans une perspective plutôt misérable, comme dans *The Vietnamese Brides* —, alors que maintenant nous nous positionnons du point de

---

<sup>481</sup> « Accompagner les enfants, pour porter un regard neuf sur les pays et cultures d'origine des immigrants d'Asie du Sud-Est » (Tdl.), PTS. En ligne : [https://www.pts.org.tw/Program/Template1B\\_About.aspx?PNum=377&PURL=](https://www.pts.org.tw/Program/Template1B_About.aspx?PNum=377&PURL=)

vue des immigrés, voire de leur famille, pour savoir comment ils perçoivent Taïwan, leur nouvelle famille d'ici et leur pays d'origine, c'est-à-dire que nous aboutissons à une diversification des points de vue.<sup>482</sup>

### ***L'enquête sur la consommation télévisuelle auprès des nouvelles immigrées***

Afin de mieux remplir la mission d'organisation dont est chargé le service public pour toutes les communautés ethniques, le PTS s'efforce d'étudier le comportement des épouses étrangères dans leur usage des médias. À terme, cette investigation intitulée « Recherche sur le comportement de consommation de contenus audiovisuels des nouveaux immigrés originaires d'Asie du Sud-Est » (Tdl.) envisage de mieux comprendre leurs habitudes de consommation vis-à-vis du PTS et d'évaluer la possibilité d'éventuellement créer une chaîne leur étant exclusivement consacrée. Pour atteindre cet objectif, l'Agrégé supérieur de recherche du PTS He Guo-Hua a effectué une enquête sur la consommation télévisuelle auprès des épouses étrangères.

En effet, une enquête sur le comportement d'utilisation des médias des « nouveaux habitants » — dont 98% d'épouses étrangères — a été menée en 2014 par la Faculté de journalisme et de communication de l'Université Shih Hsin. Pour donner une vision globale sur l'évolution des audiences et sur leurs comportements de consommation, nous commencerons par parler de manière brève de cette première enquête. Avec 1 029 immigrées interviewées, le résultat montre que les épouses sud-est asiatiques utilisent majoritairement Internet (les Thaïlandaises principalement avec 67% ; les Philippines ont le taux le plus bas avec 48%), suivi par les journaux/magazines (environ 20%), puis la radio (14% pour les Thaïlandaises et 5% pour les Indonésiennes) pour recevoir des informations en langue maternelle. La télévision n'est pas proposée parmi les réponses, car il n'y a pas assez d'information en langue maternelle sur cet outil médiatique. Quant à l'utilisation des médias *mainstream* taïwanais, le tableau<sup>483</sup> ci-dessous

---

<sup>482</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

<sup>483</sup> « Le comportement des nouveaux immigrés sur l'utilisation des médias : conférence de presse » (Tdl.), <https://www.facebook.com/mcsd.shu/photos/a.1472966759684012/1473379042976117/?type=3&theater>

dresse une étude comparative exposant leur utilisation par le public général, les épouses chinoises et celles d'Asie du Sud-Est :

**Figure : Taux d'utilisation des médias *mainstream* par différentes communautés**

	Public général	Épouses chinoises	Épouses sud-est asiatiques
Télévision	97,9%	96,8%	94,5%
Internet	74,9%	57,4%	46,5%
Journaux	61,4%	43,7%	16,0%
Radio	32,3%	15,6%	10,5%
Magazines	31,4%	17,5%	8,2%

Tableau : Établi par l'auteur à partir des données de l'enquête de l'Université Shih Hsin

Selon les chiffres relevés, la télévision s'avère être le média le plus consommé par les immigrées mariées, originaires de Chine et d'Asie du Sud-Est. En comparaison avec le public général, les épouses chinoises et sud-est asiatiques ne lisent que très peu de journaux et magazines taïwanais, compte tenu de l'évidente difficulté que pose la lecture du mandarin d'écriture traditionnelle, différente des caractères simplifiés utilisés en Chine. Les conclusions tirées par des experts de ce rapport sont, premièrement, que les épouses en provenance d'Asie du Sud-Est consomment moins des journaux/magazines. Deuxièmement, il est évident que ces immigrées matrimoniales utilisent moins de médias *mainstream* que le grand public. Le chef de la section Relation et Communication publique de l'Agence nationale de l'Immigration a formulé durant une occasion publique que, « puisqu'il y a des contraintes législatives pour monter une chaîne de télévision, l'Agence a confié à des chaînes privées la tâche de produire des émissions liées aux sujets des immigrants, afin de compenser cette absence. Nous créons également des journaux audiovisuels en six langues pour couvrir les actualités de l'Asie du Sud-Est. »<sup>484</sup> Ensuite, l'Agence a mis en place la même année un site multilingue destiné spécifiquement aux immigrants — le *Global News for New Immigrants*, dont nous avons déjà

<sup>484</sup> « Les épouses chinoises s'intéressent aux nouvelles interdétroit ; les épouses sud-est asiatiques préfèrent les chaînes locales » (Tdl.), *Awakening News Network*, <https://anntw.com/articles/20140428-S8i9> (MAJ le 28/04/2014 ; consulté le 10/05/2019).

parlé —, afin de leur offrir une meilleure transmission des nouvelles et de l'actualité les concernant<sup>485</sup>.

Deux ans après, en 2016, comme mentionné plus haut, une enquête plus détaillée relative au comportement des épouses étrangères sur la consommation télévisuelle a été effectuée par le PTS, toujours sous la direction du chargé principal de recherche He Guo-Hua. Il s'agit d'une enquête à la fois qualitative et quantitative à l'égard de la communauté migrante en provenance d'Asie du Sud-Est. Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 173 immigrées, ainsi que de cinq *focus groups*. L'enquête a été également complétée par une dizaine d'entretiens avec des Taïwanais spécialisés soit en étude des médias, soit en étude de l'immigration. Le questionnaire a été traduit en vietnamien, indonésien, thaïlandais, tagalog et cambodgien, de manière à améliorer la compréhension des interrogés. L'objectif de l'enquête était d'explorer, dans un premier temps, les habitudes d'utilisation de la télévision et l'impact de celle-ci sur l'intégration des interrogés dans la société. Dans un second temps, ce sondage visait aussi à déterminer les besoins des migrants quant aux émissions de télévision proposées. Les questions étaient réparties en six catégories : a) leur comportement sur la consommation du *Public Television Service* et leurs attentes sur son service ; b) le mode de consommation télévisuelle, tels que le contenu choisi, l'heure et le lieu lors de l'usage ; c) les émissions qu'ils regardaient majoritairement et le genre d'émission qu'ils attendaient en provenance de leur pays d'origine ; d) le degré de gratification des immigrés sur les émissions télévisées ; e) la possibilité ou non que le contenu des émissions aide à l'intégration des nouveaux immigrés ; f) les besoins et les attentes de la communauté sur les programmes télévisés diffusés dans leur langue maternelle. Autrement dit, cette enquête aspirait à examiner l'usage et l'accueil des émissions mettant en scène des immigrées matrimoniales d'Asie du Sud-Est. Ce sondage visait également à comprendre l'influence du contenu télévisé et les attentes des immigrés pour un meilleur service fourni par une chaîne publique et, plus généralement, par tous les médias taïwanais à l'avenir<sup>486</sup>.

---

<sup>485</sup> Global News for New Immigrants, <http://news.immigration.gov.tw/PH/index.aspx>

<sup>486</sup> « Recherche sur le comportement de consommation de contenu audiovisuel des nouveaux immigrés originaires d'Asie du Sud-Est » (Tdl.) (2016), Dir. He Guo-Hua, le *Taiwan Public Television Service*.



La première partie de ce rapport traite des résultats du sondage et analyse la corrélation entre les comportements d'usage et les besoins, ainsi que les profils des personnes sondées. « Les informations » s'avère être le genre d'émission le plus regardé (74,77%), suivi par « les séries » (46,46%) et « la variété » (37,85%). Les genres d'émission taïwanaise les plus attendus par les immigrés interrogés sont les contenus liés à « la langue et l'éducation » (48,42%), suivi par « l'actualité » (40,41%), « les compétences professionnelles » (33,84%), « les informations parentales » (28,90%), « la cuisine » (23,19%), « les informations juridiques » (20,89%), « les feuilletons » (19,86%), « la chanson » (19,78%), « les voyages » (15,94%), « les investissements » (9,97%) et « le sport » (7,50%). 57% des personnes sondées considèrent les programmes télévisuels « très utiles » ou « assez utiles », puisqu'ils aident les membres de la famille à connaître leur pays d'origine ; seulement 17% des interrogés les qualifient de « peu utiles », voire de « pas du tout utiles ». Quant à la façon dont les médias peuvent faciliter l'intégration des migrants dans la société taïwanaise, plus de 62% des immigrés sondés les considèrent « très utiles » ou « assez utiles ». C'est donc une majorité, en comparaison avec les interrogés qui les trouvent « peu utiles » ou « pas du tout utiles », mobilisant seulement 8% des sondés.

Malgré l'importance accordée par les médias à la promotion de la compréhension mutuelle, les médias accordent-ils suffisamment d'attention à la communauté migrante ? En réponse à cette question, 29,33% des immigrés pensent que les médias leur prêtent une attention « modérée », suivi par « peu d'attention » (19,18%), « assez d'attention » (16,37%), « beaucoup d'attention » (16,28%) et « pas d'attention du tout » (6,56%). Au total, presque la moitié des immigrés interrogés mettent en doute l'efficacité du service médiatique destiné aux nouveaux immigrés. Autrement dit, l'influence et les efforts fournis par les médias quant à la production d'émissions destinées aux immigrés restent aux yeux des interrogés restreints. Quant au portrait des immigrés dans les médias, l'option « neutre » est la plus comptabilisée (33,50%), suivie par « pas d'observation » (22,68%), « plutôt négatif » (22,08%) et « plutôt positif » (21,74%). Il n'est pas absurde d'argumenter que, malgré les efforts du gouvernement investis à améliorer les mécanismes médiatiques qui produisent du contenu prenant en compte les perspectives de la population issue de l'immigration, la représentation médiatique des immigrés perçue par eux-

mêmes est légèrement plus négative que positive, illustrant la nécessité d'un plan de redressement, comme le rapport le met en évidence. Selon le rapport, il est par conséquent souhaitable qu'un nombre croissant d'initiatives soit mené afin d'améliorer le développement des médias en la matière. De cette façon, la population étudiée se sentira davantage reconnue, entendue et représentée. Après la publication de ce rapport, le PTS a pris des initiatives, avec la décision de renforcer l'accès aux actualités télévisées en langues d'Asie du Sud-Est. Nous parlerons de ce programme ultérieurement.

Nous en venons à présent à l'évaluation de la nécessité de créer une chaîne ou une programmation destinée spécifiquement aux immigrés d'Asie du Sud-Est. Le questionnaire de l'enquête du PTS a pour but d'interroger les immigrés sur la diffusion d'émissions dans leurs langues maternelles. 54,13% des répondants ont « grandement besoin » des émissions en langue maternelle ; 16,71% déclarent en avoir « besoin », quand 13,13% choisissent la modération et répondent « ça va », tandis que 5,80% disent ne « pas vraiment avoir besoin » de ces émissions. Enfin, 1,36% assurent ne « pas du tout avoir besoin » de ces programmes. En d'autres termes, plus de 70% des immigrés interviewés considèrent les émissions en langue maternelle comme une nécessité, contre seulement 7% qui ne les trouvent pas nécessaires. Quant au contenu des émissions en langue maternelle, il semble que la majorité privilégie les programmes d'« informations » (51,32%), dont les premiers ont pour sujet les « compétences professionnelles », l'« éducation » et les « sujets parentaux ». Une autre question hypothétique est posée pour mieux discerner leur volonté de consommer : s'il existait une programmation réalisée dans leur langue maternelle, la plupart des répondants affirment qu'ils la regarderaient « tous les jours » (42,11%), 39,30% disent qu'ils la regarderaient « régulièrement » ; seuls 8% déclarent qu'ils ne la regarderaient que « peu » ou « pas du tout ». En se référant à l'opinion acquise durant les *focus groups* de cette enquête, il semble que les immigrés soient très favorables à l'idée de regarder ces potentielles émissions dans leur langue maternelle ou produites par leur pays d'origine. Ces émissions sont d'autant plus importantes qu'elles permettraient aux familles de ces femmes immigrées de mieux connaître et de mieux comprendre la culture dont sont issues leurs épouses/mères. Ainsi, concernant les nouveaux immigrés et la seconde génération, ces émissions viendraient non seulement combler le besoin de proposer des médias en langues

sources (langues premières des migrants), mais faciliteraient également le processus de construction identitaire au sein de la société taïwanaise.

Au regard des constatations tirées des *focus groups*, il est plus facile de cerner les habitudes de consommation médiatique des épouses étrangères. Par ailleurs, il est plus aisé de comprendre leurs attentes quant aux programmes télévisés leur étant destinés. Cette thèse aspire à tirer quelques constatations relatives au développement du droit à la communication. Pour cela, nous exposons, ci-après, les réflexions principales découlant des questionnaires menés auprès des *focus groups* :

- A. Les informations sur les immigrants sont souvent traitées d'une manière impartiale ;
- B. Outre de nombreux feuilletons coréens, la télévision pourrait aussi diffuser des feuilletons sud-est asiatiques ;
- C. La motivation pour que la seconde génération apprenne la langue de leur mère est limitée et les médias pourraient inciter les jeunes à s'approprier cette nouvelle langue ;
- D. Les journaux télévisés taïwanais ne sont pas capables de leur donner un sentiment de sécurité, de les rassurer ;
- E. Ils utilisent principalement le smartphone et Internet pour regarder les émissions ;
- F. Ils veulent apprendre à produire des programmes télévisés ;
- G. Ils ont hâte de voir plus d'émissions de leur pays d'origine.

Sur base des entretiens effectués auprès d'universitaires et de professionnels du milieu des médias, ce rapport a proposé une conclusion : l'insuffisance des points de vue des immigrants et des efforts du PTS malgré une amélioration, notamment à l'égard de la représentation. Il est donc pertinent d'envisager la production de journaux télévisés en différentes langues sud-est asiatiques et de mettre en place des ateliers de production audiovisuelle. Il est également important de mener une discussion sur la création d'une chaîne destinée aux immigrants et de diffuser des émissions pour la jeunesse en langues sud-est asiatiques. À terme, il est crucial aujourd'hui

de fournir des émissions favorisant le multiculturalisme. En parallèle de cela, il faut élaborer une politique incitant à produire ce type d'émission dans les langues maternelles des migrants et diffusé également sur les chaînes privées. Presque deux ans après, compte tenu de la mission du PTS de promouvoir les droits culturels et communicationnels de toutes les ethnies, ainsi que des suggestions concrètes apportées dans ce rapport, le PTS a effectivement établi des journaux télévisés en langues sud-est asiatiques à partir du mois d'avril 2018.

Avec pour objectif d'« approvisionner les 1,1 million de nouveaux immigrants sud-est asiatiques par le service public »<sup>487</sup>, le PTS transmet les informations dans un format de cinq minutes, en indonésien, thaïlandais et vietnamien (ITV) tous les matins du lundi au vendredi — PTS ITV News. D'après la productrice Su Ling-Yao<sup>488</sup>, il existe quelques médias qui sont attentifs aux sujets liés aux immigrants venant d'Asie du Sud-Est ; cependant, il manque toujours une plateforme d'actualité quotidienne transmise dans leurs langues maternelles. Après un an de préparation, le PTS ITV News a permis aux immigrants d'élargir leur choix en termes de journaux télévisés. Afin de garantir l'exactitude du contenu, le PTS a recruté une dizaine d'éditeurs-traducteurs en provenance d'Indonésie, du Vietnam et de Thaïlande. La chaîne YouTube<sup>489</sup> est également disponible compte tenu du nombre d'auditeurs consommant l'information sur Internet, notamment avec leur *smartphone*, qui ne cesse d'augmenter.

### ***Les limites du PTS***

Il est pertinent de s'interroger sur le véritable rôle joué par le PTS quant à la promotion des services destinés aux immigrants et des limites desdits services. He Guo-Hua a notamment souligné des problèmes de budget et de fidélisation des téléspectateurs :

---

<sup>487</sup> « Le PTS produit des journaux télévisés en thaïlandais, indonésien et vietnamien ; une source d'information pour les immigrants » (Tdl.), *Central News Agency (CNA)*, <https://www.cna.com.tw/news/ahel/201804010161.aspx> (MAJ le 01/04/2018 ; consulté le 16/05/2019).

<sup>488</sup> Ibid.

<sup>489</sup> PTS ITV NEWS, <https://www.youtube.com/channel/UCMrvGhKsPr4mxbDmMEr1R2A/videos>

Selon la loi de la télévision publique, une de nos missions est de garantir la transmission multiethnique — voyez l'établissement de la *Taiwan Indigenous TV* et de la *Hakka TV*, qui reçoivent notre aide pour former des futurs animateurs de télévision. Cependant, en ce qui concerne les nouveaux immigrés, nous en diffusons moins, car le budget reste limité. Nous avons produit ce type d'émissions, mais elles sont éparpillées un peu partout et peu d'auditeurs connaissent l'horaire des émissions à l'attention des immigrés. Dans cette optique, le seul droit à la communication n'est pas suffisant pour les immigrés et il est préférable de disposer d'un budget stable pour les soutenir.<sup>490</sup>

Autrement dit, en dépit d'une vocation de production et de diffusion des programmes favorisant la communication interethnique, et en dépit du discours sur le multiculturalisme de l'État, les ressources affectées à la communauté migrante s'avèrent toujours limitées, en comparaison avec celles consacrées au développement culturel des ethnies hakka, autochtones et taïwanaise. Les trois communautés possèdent leurs propres chaînes de télévision chargées de la production des contenus. À l'instar de la chaîne taïwanaise sous l'égide du TBS (*Taiwan Broadcasting System*, le groupe qui dirige tous les médias publics, y compris le PTS), le gouvernement a financé 4 milliards de NTD (environ 11 millions d'euros) en 2019<sup>491</sup>, l'année de sa création, alors que les financements issus du « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrés » a subventionné entre 30 et 40 millions de NTD (entre environ 833 000 et 1,1 million d'euros) sur base annuelle entre 2013 et 2017<sup>492</sup>. He Guo-Hua a ainsi indiqué :

De manière générale, les ressources dédiées aux médias des nouveaux immigrés sont faibles et ne satisfont que le minimum des engagements de l'État quant à la politique ethnique. En termes d'équité, le nombre d'immigrés est assez important, mais les ressources médiatiques qui leur sont consacrées sont toutefois très réduites. Le gouvernement alloue des ressources sous la forme d'appels d'offres, qui sont loin d'être stables.<sup>493</sup>

---

<sup>490</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

<sup>491</sup> « Le Yuan Législatif adopte le budget de la chaîne taïwanaise. Cheng Li-Chun : un jalon de la culture » (Tdl.). En ligne : [https://www.moc.gov.tw/information\\_250\\_96135.html](https://www.moc.gov.tw/information_250_96135.html)

<sup>492</sup> Données ouvertes de l'Agence nationale de l'Immigration. En ligne : [https://ifi.immigration.gov.tw/lp.asp?ctNode=36483&CtUnit=19890&BaseDSD=7&mp=ifi\\_zh](https://ifi.immigration.gov.tw/lp.asp?ctNode=36483&CtUnit=19890&BaseDSD=7&mp=ifi_zh)

<sup>493</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

La nécessité de dispenser une formation en production médiatique a aussi été soulignée durant l'interview. En considérant les immigrants comme des atouts culturels pour Taïwan, He a revendiqué l'importance d'obtenir un plus grand « espace public » pour que les immigrants puissent s'y exprimer :

Il y a de plus en plus d'immigrés, y compris la seconde génération et les travailleurs migrants. La pénurie de ressources ne peut que remettre en question leur droit à la communication. Je pense qu'ils sont des atouts culturels pour Taïwan, mais nous ne leur avons pas donné l'espace nécessaire pour s'exprimer. Si nous pouvions leur fournir des formations de production médiatique, tout serait différent.<sup>494</sup>

En prenant l'exemple des immigrants d'origine africaine au Canada, qui jouent un rôle essentiel dans les partenariats économiques, politiques et culturels entre le Canada et l'Union africaine, He soutient l'idée que si nous pouvions « leur redonner les instruments qui leur appartiennent à l'origine » — c'est-à-dire, si nous encourageons le développement du potentiel de ces immigrants —, les immigrants d'Asie du Sud-Est pourraient alors constituer le pont entre Taïwan et les pays de l'ASEAN.

Par rapport aux migrants matrimoniaux, les travailleurs migrants sont restés marginalisés par les médias *mainstream*, y compris le PTS. Même s'il y a des journaux multilingues pour toute la population issue de l'immigration, il n'existe pas d'émission ou de divertissement destiné aux travailleurs migrants. Ceci reflète un problème structurel, car cette population donnée n'est pas censée rester, sans parler de leur droit de voter. Autrement dit, le développement des médias par le secteur public garde toujours une dimension utilitariste.

En somme, d'après le chargé de recherche, les éléments clés permettant d'atteindre l'égalité des droits entre les communautés ethniques dans la communication télévisuelle sont fortement liés à la politique, en particulier la supervision du Yuan Législatif et la répartition des ressources budgétaires. La manière la plus efficace d'encourager les diffusions relatives au multiculturalisme et au droit à la communication de la population étudiée serait que les législateurs exercent

---

<sup>494</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

leur « droit de supervision parlementaire » et fassent pression sur le PTS. Ils pourraient exiger du PTS qu'il respecte une certaine quantité de production d'émissions relatives à ce sujet, ainsi qu'un nombre d'heures de diffusion de ces programmes. Face à la pression, le Ministère de la Culture, qui sert de tutelle administrative au PTS, serait alors contraint d'allouer un « budget de projet » plus important, plus stable et plus long que le « budget consacré à l'appel d'offres ». Il s'agirait d'un budget pluriannuel qui permettrait au PTS de gérer l'intégralité du budget avec une somme plus importante, au lieu de dépendre financièrement d'offres ouvertes à toutes les institutions, nourrissant une concurrence au cas par cas pour mener des projets assignés. He Guo-Hua suggère, en l'absence de ressources financières et de soutien législatif, de créer une plateforme Internet à la place d'une chaîne de télévision. En effet, cette dernière serait plus coûteuse et nécessiterait plus de temps, puisqu'il faudrait négocier auprès des diffuseurs. À l'idée de cette plateforme de contenu audiovisuel, He Guo-Hua en dessine déjà quelques traits :

J'espère que cette plateforme sera créée et gérée par des immigrants eux-mêmes. Des co-productions de séries avec des pays sud-est asiatiques seraient envisageables, par exemple avec des feuilletons indonésiens de bonne qualité. Ceci pourra apporter, de manière différente, une autre représentation culturelle, qui aura plus d'impact sur les spectateurs. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser faire — non seulement parce qu'il y a une signification culturelle derrière, mais aussi parce que leurs perspectives, leurs modes de vie et leurs souvenirs sont différents de ceux des Taïwanais.<sup>495</sup>

Nous avons examiné les mesures et/ou projets menés par différentes institutions publiques visant non seulement à améliorer l'accès, la représentation et l'engagement des nouveaux immigrants au sein des médias, mais aspirant également à favoriser la compréhension et le respect à l'égard de la diversité culturelle. Avec cette analyse, il est pertinent de souligner quelques caractéristiques de la reconfiguration du paysage médiatique dédié à la population migrante de Taïwan :

1. Élargissement de la portée : À côté des programmes radiophoniques à partir de 1995 visant à stabiliser le mal du pays des travailleurs migrants et à réduire le problème qu'ils pouvaient causer, les travailleurs migrants sont en revanche restés pendant longtemps profondé-

---

<sup>495</sup> Entretien avec He Guo-Hua, déjà cité.

ment négligés sur l'écran de télévision auparavant. À partir des années 2010, les perspectives des travailleurs migrants ont commencé à réapparaître dans les médias, mais à une fréquence assez rare, en tant qu'invité d'émission télévisées. Leur accès minimal à l'information est assuré par les journaux multilingues du PTS créés en 2018. En outre, avec l'initiative de *Winter Vacation* produit par le PTS en 2012, puis avec quelques épisodes de *Far and Away*, les enfants de la seconde génération se sont exprimés de plus en plus souvent au sein des médias. Les émissions dans lesquelles ces enfants partagent leur vie ou leurs expériences lors de la visite du pays dont est issue leur mère ont également commencé à germer parmi les programmes de télévision.

2. Diversification du contenu : Les émissions médiatiques consacrées aux immigrés soulignaient auparavant leur « utilité d'apprentissage ». Il s'agissait alors de diffuser un contenu éducatif et/ou informatif apprenant aux nouveaux immigrés une variété de compétences afin de s'intégrer à Taïwan. Cependant, le contenu de ces programmes a commencé à se diversifier. Nous pouvons mettre en lumière le nombre grandissant d'émissions qui fournissent un divertissement aux immigrés. Le style et la narration desdits programmes ont été transformés en conséquence. Autrement dit, les médias procurent des informations destinées aux immigrés et développent en parallèle une programmation interculturelle, pour les immigrés ainsi que pour les Taïwanais. Cette dimension interculturelle vise à diffuser une diversité au sens large dans la société *mainstream*.

3. Augmentation de la présence d'immigrés dans les discussions : L'augmentation de l'engagement des nouveaux immigrés est également frappante. Les perspectives des immigrés dans les médias *mainstream* (destinés au grand public), ainsi que dans les médias ethniques, se font de plus en plus entendre. En effet, les immigrés sont aujourd'hui présents dans la production d'émissions radiophoniques et télévisées, dans des enquêtes menées par les institutions, de façon à comprendre leur comportement d'usage et leurs revendications à l'égard des médias. Cette visibilité et cette participation des immigrés améliorent sans nul doute le processus de production des médias. En d'autres termes, les médias peuvent agir comme un espace, virtuel d'une part et physique d'autre part, invitant les immigrés à participer à une sphère publique, dans laquelle ils peuvent développer leurs intérêts et leur identité (Murdock 2013, Bleich et al. 2015). Toutefois, il est important de noter que, même si les immigrés sont



encouragés à exprimer leurs points de vue à travers les mécanismes médiatiques, il n'existe pas de changement structurel au sein des organisations médiatiques. Bien qu'il y ait une amélioration à l'égard de leur accès à l'information dans une langue qui leur convienne, ainsi que de leur représentation à l'écran, leur représentativité dans des salles de rédaction reste toujours limitée. Nous noterons qu'il en découle alors une absence de mécanisme qui garantisse leur participation en amont, dans le processus de prise de décisions.

4. Résultat toujours mitigé : À travers cette analyse, nous pouvons observer que les sentiments des immigrés envers les politiques dites multiculturelles sont toujours mitigés. Ils sont d'un côté reconnaissants pour le respect de la diversité culturelle démontré par l'État et par l'attitude générale des Taïwanais, mais d'un autre côté, ils accusent le gouvernement, selon l'enquête du PTS mentionnée précédemment, de ne pas leur prêter assez d'attention au niveau médiatique. L'efficacité s'avère être le problème le plus souvent rencontré par les dispositifs gouvernementaux, notamment à travers la plateforme digitale de la NIA News (par l'Agence nationale de l'Immigration) évoquée plus haut dans ce chapitre.

Après avoir examiné les mesures mises en place par différents organes publics dans ce chapitre, nous allons, dans le chapitre suivant, d'abord étudier les initiatives menées par différents acteurs de la société civile. Rappelons que ces acteurs ont pour but d'améliorer l'information, la représentation et surtout la participation des immigrés au sein des médias. Par la suite, nous nous efforcerons de comprendre comment et dans quelle mesure ces initiatives collectives permettront l'avancement des droits des migrants — non seulement des femmes étrangères, mais aussi des travailleurs migrants — et la reconnaissance de leur identité culturelle dans une sphère publique et multiethnique, face à laquelle le gouvernement reste pour le moment en retrait.

## ***Chapitre 12 : Participation accrue de la population migrante***

Au fil du développement de la politique et des mesures visant à promouvoir le multiculturalisme et à davantage encourager l'engagement de la communauté migrante afin de participer aux activités de la société civile, nous constatons une amélioration aux niveaux institutionnel et structurel. Il apparaît, avec l'analyse des mesures étatiques et des entretiens effectués, qu'à travers des ateliers et des formations divers, des immigrants sont invités et incités à s'exprimer, à partager leurs points de vue et leurs expériences au sein des médias de manière diverse. À cet égard, alors que le chapitre précédent est centré sur la politique et les méthodes employées par le secteur public, ce chapitre se focalise sur l'étude des initiatives en provenance de la société civile favorisant l'accès, la représentation et la participation des immigrants au sein des médias. Les immigrants participent de plus en plus dans la société, où leur identité en tant que citoyens est mise en valeur ; ils sont soit invités par le *Torch program*, soit incités à le faire par les initiatives civiles dont nous avons parlé et dont nous allons parler plus en détail. L'engagement social de la population migrante pour la création d'une culture hybride et d'une structure plus égalitaire correspond à la phase du « *civic multiculturalism* » dans la théorie des mutations politiques du multiculturalisme inclusif proposée par Augie Fleras<sup>496</sup>.

### **12.1. Établissement de la *Global Workers' Organisation* et son virage vers un modèle participatif**

Comme mentionné brièvement dans le chapitre précédent, la *Global Workers' Organisation* (ci-après dénommée la GWO) est une association fondée en 2003 par Xu Rui-Xi, qui était une journaliste, puis responsable en relations publiques à l'*Eden Foundation*, une ONG consacrée aux communautés vulnérables. L'objectif de cette association est de garantir les droits des travailleurs migrants et de leur fournir des services de tous types. Il s'agit ainsi de construire un lien entre le gouvernement et la communauté des travailleurs migrants principalement, et

---

<sup>496</sup> FLERAS, Augie (2011). *The media gaze : representations of diversities in Canada*, op. cit.

d'encourager les relations harmonieuses des employeurs avec leurs employés migrants, de façon à favoriser les échanges avec cette population. Leurs actions recouvrent la production et la diffusion d'informations dans les médias en ligne. Elles visent également à développer les compétences des travailleurs migrants liées à la carrière professionnelle et au quotidien, à la langue et à la connaissance de la société taïwanaise<sup>497</sup>. Les principales initiatives menées par la GWO comprennent : a) des ateliers portant sur la production audiovisuelle ; b) un concours de vidéo pour les migrants à Taïwan, le « *Taiwan Migrants Video Award* » ; c) des productions de la GWO News à l'attention des migrants ; d) le *Upskill center*, une formation de micro-entrepreneurs pour les travailleurs migrants ; e) l'organisation d'une ligue nationale de football pour la communauté.

Dans le cadre de cette thèse, une interview a été réalisée avec la présidente de la GWO, Xu Rui-Xi, pour mieux comprendre la motivation de ses actions, les enjeux qu'elles révèlent et leurs résultats. À partir de 1999, Xu Rui-Xi a commencé à répondre aux appels d'offres lancés par la mairie de Taipei relatifs aux travailleurs migrants. Rappelons que ces appels d'offres étaient le résultat du travail de Lorna Kung, que nous évoquions précédemment dans le chapitre 4. En réalisant combien ses expériences au sein des médias et de l'ONG *Eden Foundation* lui ont été bénéfiques et enrichissantes, Xu a alors réalisé l'importance d'enseigner aux marginalisés, à ceux qui sont au ban de la société, de façon à ce qu'ils s'instruisent et à ce qu'ils puissent s'exprimer en leur nom dans les médias. Xu Rui-Xi a en conséquence mis l'accent sur le terme « égalité d'accès à l'information » :

J'ai acquis différents aperçus sur la manière d'aider les autres à l'*Eden*. En effet, ces « minorités » ne sont pas incompetentes. De ce fait, nous avons commencé à développer leur capacité d'agir — « *empowerment* » —, en espérant qu'elles puissent s'exprimer par elles-mêmes. Quand j'étais à l'*Eden*, on a fait une émission télévisée animée par des malvoyants pour parler des enjeux des personnes handicapées et âgées. C'est à ce moment que je me suis assignée la mission de les soutenir grâce à la mobilisation de mon expérience dans les médias. Il s'agit de leur faire apprendre des compétences liées à leur droit à la parole. Il y a un mouvement social dont le slogan est : « *Nothing about us without us* », c'est-à-dire qu'ils doivent faire

---

<sup>497</sup> *Global Workers' Organisation*, Taiwan : <https://gwo.tw/>

entendre leur propre voix dans chaque mouvement à leur nom ; s'il n'inclut pas leur participation, nous ne pouvons pas dire que ce mouvement exprime leurs revendications. Je me suis mise à réfléchir : les travailleurs migrants sont-ils vraiment si vulnérables et impuissants ? Si je leur fournis une formation qui leur permette d'atteindre l'égalité d'accès à l'information, leur situation à Taïwan pourra peut-être s'améliorer ?<sup>498</sup>

Cinq mois après sa création, en novembre 2013, la GWO a créé un Atelier de production audiovisuelle destiné aux travailleurs migrants, sans avoir demandé d'aide financière au gouvernement ou sollicité de fonds privés. À l'issue de l'Atelier, des vidéos d'actualité produites par des participants ont été publiées sur le site officiel, en janvier 2014, ce qui a marqué le début de la GWO News. Disponible en quatre langues principales — indonésien, thaïlandais, vietnamien et cambodgien —, suppléées par quatre autres langues utilisées moins fréquemment — tagalog, indien, japonais et anglais —, la GWO News constitue, selon son slogan sur sa chaîne YouTube<sup>499</sup>, la « première chaîne multilingue d'actualité » à Taïwan. La mission de la GWO News est, premièrement, de fournir une plateforme pour les participants de l'atelier à l'issue de la formation et, deuxièmement, de venir combler le manque d'information des travailleurs migrants à Taïwan. En ce qui concerne son contenu et les thèmes abordés dans ses vidéoclips, l'émission évoque, d'une part, l'actualité politique et législative (*hard news*) et, d'autre part, elle expose des informations plus légères et divertissantes (*soft news*). Cependant, compte tenu de la difficulté de mettre à jour ces informations — une fois par mois, voire plus — et de la qualité inconstante des vidéos produites par des amateurs, le nombre de visites s'avère assez réduit. En 2018, la GWO News a cessé de mettre à jour son contenu, en partie parce que le *Taiwan Public Television Service* (PTS) avait lancé un nouveau programme d'information multilingue de caractère similaire, dont nous avons discuté dans le chapitre précédent en écho avec les initiatives fournies par le PTS.

---

<sup>498</sup> Xu Rai-Xi, présidente de la *Global Workers' Organisation* et membre du conseil du *Taiwan Public Television Service*. L'entretien a lieu le 22 février 2019, à Taipei.

<sup>499</sup> *GWO Taiwan News* (Playlist). En ligne : [https://www.youtube.com/results?search\\_query=GWO+Taiwan+News](https://www.youtube.com/results?search_query=GWO+Taiwan+News)

Xu Rui-Xi trouvait injuste que ces travailleurs/habitants sud-est asiatiques soient méprisés en raison de leur nationalité, de leurs coutumes différentes, de leurs diplômes non reconnus à Taïwan ou de leur inaptitude en mandarin. Zhang Zheng, qui venait de démissionner du *4-Way Voice* à cette époque, pensait de la même manière. Zhang et Xu ont donc collaboré pour produire *Singing in Taiwan* à l'aide du *Ministry of Culture Directions on Subsidy for Cultural Rights*, dont nous avons parlé dans le chapitre 10. Destiné aux communautés migrantes, ce programme invitait ces dernières à partager leurs talents devant la caméra. L'objectif ultime de cette émission était, premièrement, de fournir une plateforme favorisant la présence des immigrés dans les médias de masse et, deuxièmement, de faire progressivement disparaître l'image stéréotypée du grand public sur les travailleurs migrants. Une autre ambition de ce programme était de susciter une discussion publique au sujet des immigrés et de leurs droits à travers les médias<sup>500</sup>. Cette émission était diffusée en quatre langues : indonésien, vietnamien, thaïlandais et tagalog. Il est à noter que chaque version linguistique était animée par des animatrices qui avaient le statut d'épouse étrangère à Taïwan. Cette émission, gratuite et sous-titrée en mandarin, était retransmise sur une chaîne câblée nationale jouissant d'une audience moindre<sup>501</sup>, ainsi que sur six chaînes locales, sur Youtube et sur le Civilmedia@TW<sup>502</sup>. Malheureusement, du fait de l'irrégularité des subventions octroyées par le gouvernement ou des financements du secteur privé, *Singing in Taiwan* a été interrompu en 2015.

Xu Rai-Xi dénonce la manière avec laquelle les médias *mainstream* communiquaient avec les immigrés à l'époque : de façon unidirectionnelle, soulignant seulement ce que la majorité voulait voir des immigrés, sans prêter attention à ce que ces derniers pouvaient ressentir ou souhaitaient montrer. « Ces immigrés étaient simplement “montrés/médiatisés”, car leurs compé-

---

<sup>500</sup> « Do you hear the people sing? », présenté par Zhang Zheng (archive). En ligne : <https://prezi.com/9rpgepxjkqz/do-you-hear-the-people-sing/> (MAJ le 30/05/2014 ; consulté le 06/01/2019)

<sup>501</sup> La TNTV, une chaîne indépendante tenue par *A-Lin Mountain Television International Incorporation*. Puisqu'elle n'a pas été fixée à une chaîne, la TNTV diffuse donc sur des chaînes différentes en fonction des opérateurs, voire est absente chez certains opérateurs. En général, elle est diffusée entre la 88<sup>e</sup> et la 116<sup>e</sup> chaîne, signifiant une moindre importance de la fréquentation de la part des téléspectateurs.

<sup>502</sup> Fondé en 2007, le Civilmedia@TW est un média indépendant et alternatif qui documente les mouvements sociaux de Taïwan à travers la caméra. Ce faisant, son objectif est d'exprimer les valeurs et revendications des mouvements, ainsi que son soutien aux enjeux concernant les droits de l'homme, l'environnement, la culture, les travailleurs migrants, les médias, la sécurité sociale, le genre et les autochtones.

tences et leur diversité étaient restreintes, cadrées par nos stéréotypes sur eux. » Néanmoins, d'après ce que Xu Rai-Xi observe, la situation a commencé à se transformer progressivement par la suite. Selon Xu, il y a un nombre grandissant de jeunes travailleurs migrants, grâce à l'accès facilité aux technologies de communication, notamment le *smartphone*<sup>503</sup>, qui sont de plus en plus capables de s'adapter et d'organiser les actions à mener :

Le profil des travailleurs migrants à Taïwan de nos jours a fondamentalement changé et ils sont de plus en plus en mesure de s'exprimer en leur propre nom. Les couvertures médiatiques taïwanaises peuvent sans doute améliorer la compréhension des Taïwanais vis-à-vis de cette communauté ; cependant, c'est seulement lorsque les immigrants eux-mêmes font entendre leur voix dans la sphère publique que les Taïwanais ont plus d'opportunités de percevoir leurs difficultés, leurs combats, leur désir de participer. [...] Nous devons faire savoir au gouvernement et aux employeurs que donner des formations aux travailleurs migrants, que les aider à se transformer constitue notre meilleur atout pour construire quelque chose de positif dans notre société. Je pense que nous pouvons et devons ajuster notre point de vue selon celui des travailleurs migrants.<sup>504</sup>

En 2015, la GWO a ainsi répondu à un appel d'offres du Ministère de la Culture pour organiser la première édition de l'Atelier du journalisme citoyen. Le prix de la meilleure vidéo a été attribué à certains immigrants ayant participé. En collaboration avec des médias présents en Indonésie, la GWO avait invité des intervenants indonésiens et publié les vidéos sorties lauréates du concours sur les sites de ces médias indonésiens, afin d'augmenter leur visibilité. L'année suivante, lors de la deuxième édition, à travers l'Atelier et le Prix, les organisateurs ont élargi la portée de leurs actions en incluant la communauté vietnamienne et les médias de ce pays. Lors de la préparation de la 5<sup>e</sup> édition en 2019, le Prix de la vidéo réalisée par des immigrants est devenu l'initiative phare de la GWO. Selon son site officiel, la culture et les expériences de vie de ces immigrants ont non seulement enrichi le tissu socio-culturel de Taïwan,

---

<sup>503</sup> Quelques agglomérations commerciales pour des travailleurs migrants ont émergé dans les villes où la quantité de population est importante. Des boutiques proposent des smartphones d'occasion moins chers et des cartes téléphoniques prépayées à l'attention des travailleurs de différents pays. Le smartphone constitue le seul moyen pour cette population de communiquer avec leur famille lointaine. Référence à « First Plaza in Taichung : le centre du commerce et des rassemblements pour les travailleurs migrants » (Tdl.) En ligne : <https://www.thenewslens.com/article/11051>

<sup>504</sup> Entretien avec Xu Rai-Xi, déjà cité.

mais sont en plus devenues une partie indissociable de la composition de la société taïwanaise. L'objectif de ce Prix est d'« encourager et préserver la mémoire collective et précieuse » de l'ensemble des Taïwanais<sup>505</sup>. Les vidéos et les photos primées lors des concours sont diffusées sur YouTube, ainsi que sur le site de *PeoPo Citizen Journalism*<sup>506</sup> du PTS.

L'année 2016 a également marqué le lancement du magazine « Taiwan Kini »<sup>507</sup> de la GWO. Destiné aux Indonésiens, il s'agit d'un magazine qui présentait notamment des actualités et des informations quotidiennes et culturelles. Subventionné par le Ministère de la Culture, ce magazine a été le fruit d'une collaboration avec l'Agence nationale de Presse de l'Indonésie. Ainsi, la création de ce nouveau média avait pour ambition, d'une part, de combler le manque d'informations et, d'autre part, de réduire la discrimination et l'incompréhension de la société taïwanaise envers les immigrants. Aussi, ce magazine visait à construire une « connexion avec l'Asie du Sud-Est à travers une perspective asiatique ». Enfin, selon Xu, l'objectif ultime de ce nouveau média était d'optimiser la qualité tout autant que la quantité des nouvelles provenant d'Asie du Sud-Est à Taïwan. Toutefois, en partie en raison de la difficulté de former des éditeurs-traducteurs professionnels, et résultant d'un manque de ressources financières, l'existence de « Taiwan Kini » a été de courte durée et s'est terminée un an après sa création.

En effet, fortement dépendante de la volonté et de l'aide financière de l'État, la GWO a vécu un tournant majeur en 2017, puisqu'elle n'a pas reçu de subventions suffisantes. L'organisation de l'Atelier et du Concours de vidéo pour les migrants avait perçu lors des deux années précédentes de 400 à 500 000 NTD ; en 2017 en revanche, le Ministère de la Culture n'a octroyé que 100 000 NTD à la GWO — la raison reste inconnue pour Xu Rai-Xi, mais elle émet l'hypothèse que c'est en lien avec l'élection de la présidente Tsai Ing-Wen en 2016. Ainsi, refusant cette subvention jugée trop réduite, la GWO a été contrainte de licencier quelques employés

---

<sup>505</sup> <https://gwo.tw/video/>

<sup>506</sup> *PeoPo Citizen Journalism* est une plateforme de journalisme citoyen créée par le PTS en 2007. Il s'agit de la première plateforme d'actualités audiovisuelles pour les journalistes citoyens. Cette initiative ressemble au CNN iReport. Site officiel : <https://www.peopo.org/>

<sup>507</sup> <http://gwo.tw/category/taiwan-kini/>

taïwanais de manière à garder les employés immigrés. En effet, il était crucial pour elle de compter des migrants parmi ses travailleurs, de sorte à savoir comment mieux servir cette communauté. Après avoir vécu cette expérience douloureuse, la GWO a alors pris conscience du caractère précaire d'une ONG qui dépend lourdement du financement public ; elle a donc décidé de diminuer la part des subventions gouvernementales dans son budget et de trouver un autre modèle d'opération. Une partie du changement repose sur le refus de demander des projets de subvention ; elle s'efforce de répondre davantage aux appels d'offres lancés par l'État. La GWO souhaite en effet ne plus laisser la faisabilité de ses activités dépendante de la volonté de l'administration du secteur public et, surtout, ne pas ressentir l'impression de mendier de l'argent auprès l'État.

Un autre changement s'est opéré sur la façon d'engager ses bénéficiaires. Il s'agit d'une mutation dans les collaborations et les formations liées aux travailleurs migrants. Ceci a commencé par la célébration de l'Aïd el-Fitr, organisée par le gouvernement de Taipei à la *Taipei Main Station* en 2018. En tant qu'intermédiaire, la GWO a présenté des groupes musulmans aux fonctionnaires de la ville de Taipei, qui était responsable du maintien de l'ordre lors de l'événement et de l'animation de stands interactifs et récréatifs durant toute la durée de l'Aïd el-Fitr. Encouragé par les résultats positifs de l'Aïd el-Fitr, le Métro de Taipei a sollicité la GWO, afin qu'elle recrute et forme des équipes de bénévoles composées de travailleurs migrants pour prendre en charge le compte à rebours avant les douze coups de minuit au pied de la Taipei 101. Compte tenu de l'augmentation du nombre de participants du Vietnam, d'Indonésie et des Philippines — que ce soit des touristes, des immigrés ou des étudiants — pendant l'événement, le Métro de Taipei avait besoin de bénévoles pour diffuser des informations et maintenir l'ordre. En ce qui concerne cette nouvelle forme de collaboration et de mobilisation, Xu Rei-Xi a expliqué :

L'un de nos projets consiste à donner des cours de mandarin aux travailleurs migrants, afin de faciliter leur intégration [...] — enfin, il ne faudrait pas dire leur « intégration », mais leur « participation » dans la société taïwanaise. Nous espérons non seulement qu'ils apprennent la langue, mais aussi qu'ils se joignent à nous pour organiser des activités et faire du bénévolat.



[...] Ces migrants “cols bleus”, comme mes enfants, sont selon moi tous plein de zèle et désireux d’aider les autres.<sup>508</sup>

Par ailleurs, il est intéressant de remarquer la manière dont elle a évité d’utiliser le mot « intégration » et choisi d’utiliser plutôt le terme de « participation ». Cette idée souligne le fait que le but d’une telle organisation favorisant l’*empowerment* des migrants — concept mis en avant par Chen Chun-Fu entre autres et mentionné antérieurement — n’est pas de forcer l’intégration de ces individus dans leur société d’accueil. Il s’agit davantage de les pousser à participer, de les impliquer dans la sphère publique — un travail qui doit s’appliquer aux communautés migrantes, mais également à la majorité taïwanaise.

« Le média est un instrument qui sert à acheminer la parole de la communauté minoritaire », a déclaré Xu Rei-Xi. Même si leurs produits culturels ou médiatiques pourraient manquer de professionnalisme, il est essentiel que les membres de celle-ci puissent parler par eux-mêmes, car les médias majoritaires ne pourront pas percevoir leur détresse et leurs besoins. En somme, la présidente de la GWO constate que, grâce aux initiatives de la société civile, parallèlement aux efforts fournis par le gouvernement et à l’engagement des médias de masse taïwanais, l’égalité d’accès à l’information s’avère bien meilleure que quelques années auparavant. Selon elle, le problème qui demeure à l’heure actuelle est celui des droits culturels des immigrés :

Je pense que ce n’est pas entièrement le problème du Ministère de la Culture : l’Agence nationale de l’Immigration est encore plus en cause. Les immigrés ont tendance à lui servir d’« objet de communication » et d’« objet d’exposition ». Qui est le sujet de ces actions ? Là est la vraie question. Il faut les laisser participer et agir par eux-mêmes, choisir la façon dont ils veulent être présentés dans la sphère publique. Malgré le fait que nous fournissons une plateforme aux immigrés pour s’exprimer, le « cadrage » reste évident. Par exemple, chaque fois qu’ils sont invités lors d’événements publics, les organisateurs officiels leur demandent de parler, de s’habiller ou de se comporter d’une manière stéréotypée.<sup>509</sup>

---

<sup>508</sup> Entretien avec Xu Rei-Xi, déjà cité.

<sup>509</sup> Ibid.

Autrement dit, le droit à l'information et l'accès aux médias de la population immigrée a aujourd'hui connu une certaine avancée, mais qui est loin d'être achevée. De fait, ce qui pourrait encore être amélioré repose sur le droit de s'exprimer des immigrés et sur le *right to be understood*<sup>510</sup>. Wang Li-Jung, une professeure de *cultural studies* étudiant la culture hakka et les politiques culturelles, également membre consultante du Ministère de la Culture, a conforté cette même vision lors d'un entretien effectué dans le cadre de cette thèse :

À mon avis, l'accès aux médias des immigrés est plus ou moins garanti. Le plus grand problème demeure l'absence de droits d'expression dans la société *mainstream* et la discrimination dans les médias. L'accès à l'information est amélioré, en partie grâce au développement du *smartphone*. C'est ce que j'envisageais d'améliorer quand j'ai fait naître le projet lié à l'égalité de la culture auprès du Ministère ces dernières années<sup>511</sup>. J'espère que les producteurs des émissions ciblant les immigrés pourront prendre en compte leurs opinions dans la production et étudier la réception de ces émissions qui leur sont consacrées, afin d'éliminer des éléments discriminatoires subconscients.<sup>512</sup>

Ainsi, selon la présidente de la GWO, même lorsque le gouvernement ou les médias destinés au grand public tentent de représenter la société taïwanaise sous l'angle du multiculturalisme, ils n'y arrivent qu'à moitié. En effet, les principaux concernés n'ont pas toujours l'espace pour s'exprimer et pour participer au développement de leur culture telle qu'elle est réellement. Cette constatation fait écho à l'analyse du discours de l'État étudié dans cette thèse. Ainsi, les dispositifs statutaires et les programmes médiatiques qui concernent la population migrante dessinent un portrait prédéfini des communautés immigrées, en mettant l'accent sur la « tradition-

---

<sup>510</sup> HUSBAND, Charles (1996), « The right to be understood: Conceiving the multi-ethnic public sphere », *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, Vol 9 - Issue 2, pp. 205-215.

<sup>511</sup> Afin d'améliorer le droit et l'accès à la culture de toutes les communautés ethniques et socio-économiques, de développer la capacité d'apprécier l'art et la culture, d'encourager une participation égale des citoyens aux activités culturelles et de combler l'écart culturel entre les différentes communautés, l'État a lancé une série de projets à partir de 2017. Ces projets comprennent la création d'une plateforme unifiée au sein du Ministère de la Culture et la mise en place d'un mécanisme de subvention en faveur de la promotion de l'égalité culturelle. Les projets financés sont notamment consacrés aux communautés de personnes handicapées physiques ou mentales, aux jeunes, aux LGBT, aux autochtones et aux migrants.

<sup>512</sup> Entretien avec Wang Li-Jung, déjà cité.

lité<sup>513</sup> » de leurs cultures d'origine. La raison justifiant cet écart entre les efforts fournis et les résultats mitigés auxquels ils aboutissent, selon Xu Rai-Xi, serait l'« étiquetage » :

[Le gouvernement] semble s'efforcer de promouvoir le multiculturalisme ; néanmoins, comment pouvons-nous voir la véritable multiculturalité si nous n'enlevons pas l'étiquetage ? Comment pouvons-nous concevoir le vrai multiculturalisme ? Ce que nous voyons est une multiculturalité limitée et prédéfinie. Il nous faut d'abord apercevoir la situation actuelle des immigrés pour reconnaître la multiculturalité. Il y a toujours des angles morts. Afin de les éliminer, il faut compter sur les échanges et la communication entre différents milieux et éléments culturels. Si nous essayons de nous restreindre avec un cadrage, ce genre de multiculturalisme devient au contraire un étiquetage.<sup>514</sup>

La solution pour combler cet écart lié aux droits culturels est de donner la capacité d'agir à la population ciblée. Cette citoyenneté participative des immigrés pourrait alors permettre la construction d'une société multiculturelle. Pour ce faire, il est important d'accomplir deux missions. Premièrement, il s'agit de donner le pouvoir d'agir aux immigrés. Cette volonté est concrétisée par l'organisation d'ateliers et de formations qui développent les compétences des immigrés quant à l'utilisation des TIC (les technologies de l'information et de la communication). Ces ateliers sont mis en place tant par les gouvernements locaux que par des associations collectives. Deuxièmement, il faut également sensibiliser le grand public et le marché des médias à cette problématique, afin de baisser le seuil d'entrée. Il serait peut-être même judicieux de créer une plateforme qui garantirait l'égalité des chances pour s'exprimer et agir, ainsi que pour participer aux délibérations dans la sphère publique. En somme, comme l'a décrit Zhang Zheng durant le forum dédié aux politiques culturelles des nouveaux immigrés (*National Cultural Congress*<sup>515</sup>, 2017), les médias jouent un rôle d'« infrastructure ferroviaire ». Zhang Zheng a expliqué : « Dans un premier temps, il semble nécessaire de construire une infrastructure avec le soutien de l'État. Les usagers seraient ainsi, dans un second temps, libres

---

<sup>513</sup> Néologisme employé par l'interviewée en mandarin.

<sup>514</sup> Entretien avec Xu Rai-Xi, déjà cité.

<sup>515</sup> Le *National Cultural Congress* est une série de conférences et de forums organisés de mars à octobre 2017. L'objectif du *Congress* est de fournir une plateforme de discussion à l'échelle nationale pour échanger des opinions et, ensuite, de trouver un terrain d'entente sur l'élaboration du Livre blanc des politiques culturelles et de la Loi fondamentale de la Culture.

de recevoir, produire et transmettre leurs messages sur ladite infrastructure. »<sup>516</sup> En d'autres termes, après avoir assuré l'accès à l'information auprès des migrants et avoir amélioré leur représentation dans les médias, la mission essentielle suivante consiste à créer un espace, virtuel d'une part et physique d'autre part, invitant les immigrants à participer dans la sphère publique, où ils peuvent développer leurs intérêts et leurs identités plurielles.

## 12.2. La fin de l'ère de la presse écrite ?

Comme indiqué dans le chapitre précédent, des magazines ou des journaux imprimés dirigés principalement par le secteur associatif et destinés aux nouveaux immigrants d'Asie du Sud-Est ont commencé à voir le jour à partir de 2005, notamment le magazine *Migrants* pour les Philippines et les journaux *4-Way Voice* en version thaïlandaise et vietnamienne et *INTAI* pour les Indonésiens l'année suivante. Parallèlement, la publication de la presse imprimée par le secteur public et associatif pour la population d'Asie du Sud-Est a aussi été assez active. Depuis lors, la presse écrite à l'attention des immigrants en quatre langues sud-est asiatiques a connu un essor. Le nombre de titres atteignait les 32 en 2015, dont un tiers créés soit par le secteur public, soit par des ONG taïwanaises à but non lucratif. Néanmoins, en avril 2016, faute de financements, le *4-Way Voice* annonçait sans préavis l'arrêt de sa publication et sa transformation en une entreprise sociale. Le co-fondateur de l'*INTAI*, Tony Tamshir, a, lui, décidé de quitter l'équipe en 2017 face au déclin des ventes ou à l'essor des nouveaux modes de communication. En outre, la fondatrice de *Migrants*, Nene Ho, a avoué lors d'un entretien être obligée de réduire son format et son nombre de pages afin de diminuer les frais. Dans le monde entier, la presse écrite fait face à un défi commun de viabilité, résultat du développement des nouvelles technologies numériques de communication. Une question se pose : quels genres de changements adviendront au sein des médias concernant les populations issues de l'immigration sous les impacts croisés du développement technologique et de la participation accrue de la communauté étudiée ?

---

<sup>516</sup> Les procès-verbaux des forums, <https://nccwp.moc.gov.tw/download>

### 12.2.1. Du *4-Way Voice*<sup>517</sup> au *Migrants' Park*<sup>518</sup>

En avril 2016, le *4-Way Voice*, après dix ans d'opération en tant que pionnier des médias destinés aux immigrés, a annoncé l'arrêt brusque de sa publication et a licencié toute sa rédaction en raison de la pénurie de subventions publiques, du déclin des revenus publicitaires, ainsi que d'un conflit sur l'orientation de son avenir au sein de la direction. Dans l'espoir de continuer le service, l'équipe taïwanaise de rédaction — trois journalistes, une photographe, une graphiste, une comptable et une ingénieur — a décidé à l'unanimité, un mois plus tard, la création du premier journal électronique indépendant de Taïwan couvrant les faits liés aux travailleurs migrants et aux nouveaux immigrés : le *Migrants' Park*<sup>519</sup>. Lorsque l'auteur de cette thèse effectuait à ce moment-là l'observation participative au *4-Way Voice*, le *Migrants' Park* nous a invitée à les rejoindre en tant que membre-fondatrice, ce que nous avons accepté volontiers.

La rupture de financement à laquelle a fait face le *4-Way Voice* en 2016, couplé avec une diminution de la subvention en 2017 mentionnée par la présidente de la GWO lors de l'entretien, a fait émerger les questions suivantes : le budget du gouvernement à l'égard du développement culturel des migrants a-t-il vraiment diminué ? Que peut-on appréhender derrière une telle baisse budgétaire ? En lisant les bilans budgétaires du Fonds de développement des nouveaux habitants, nous constatons que les montants des financements à l'échelle nationale sont passés de 209 millions de NTD (environ 5,5 millions d'euros) en 2011, jusqu'à son paroxysme à 457 millions de NTD en 2013, avant de légèrement baisser à 422 millions l'année suivante. En

---

<sup>517</sup> Les deux médias se distinguent non seulement par leur forme, mais aussi par leur audience cible. Le *4-Way Voice* a commencé par solliciter l'attention des immigrées matrimoniales et a progressivement inclus les travailleurs migrants, alors que le *Migrants' Park* servait les deux communautés dès le départ.

<sup>518</sup> <https://mpark.news/>

<sup>519</sup> Afin de mieux comprendre le terrain et d'approcher la communauté étudiée, l'auteur a effectué une observation participante dans le *4-Way Voice* en tant que bénévole à partir de février 2016. Deux mois après, l'auteur a quitté l'équipe de rédaction et est devenue un des membres-fondateurs et une journaliste du *Migrants' Park*.

2015, le montant a chuté à 247 millions de NTD et fluctué entre 292 millions et 243 millions entre 2016 et 2018<sup>520</sup>.

Néanmoins, tandis que les subventions du Fonds de développement des nouveaux habitants venant du Ministère de l'Intérieur ont diminué, des projets menés par le Ministère de la Culture à l'attention des migrants — des immigrées matrimoniales, ainsi que des travailleurs migrants — ont commencé à apparaître. Comme mentionné plus haut, le Ministère de la Culture a lancé à partir de fin 2013 et à l'aube de l'année 2014 un projet nommé « Les musées et les nouveaux immigrés », dont l'objectif était d'améliorer la participation culturelle de cette communauté en les invitant à raconter leurs expériences au musée. En mars 2016, le Ministère a entamé le *Program for promoting immigrants in the field of arts and culture*. Il s'agissait d'un nouveau projet ayant pour but de façonner l'identité culturelle des nouveaux immigrés, en les encourageant à participer aux administrations communautaires et en les aidant à promouvoir leur héritage culturel dans leur quartier. L'émission télévisée *Singing in Taiwan* produite par Xu Rei-Xi et Zhang Zheng à partir de 2013 et mentionnée plus haut a effectivement été en partie financée par le Ministère de la Culture, sans parler des ateliers artistiques visant à cultiver la participation culturelle des migrants. Autrement dit, si nous constatons une baisse des subventions pour des projets consacrés aux migrants chez l'Agence nationale de l'Immigration et le Ministère de l'Intérieur, nous remarquons également une floraison de programmes en faveur de la participation culturelle de la population menés par le Ministère de la Culture. Cette transformation pourrait en partie être expliquée par la normalisation de la situation des migrants — au lieu d'être toujours catégorisés comme des migrants, ils sont de plus en plus vus comme des citoyens ordinaires.

Pendant la conférence de presse marquant son lancement, l'éditeur en chef Asuka Lee a exposé l'objectif de la création du *Migrants' Park* :

Le jour où le *4-Way Voice* a annoncé sur Facebook l'arrêt de sa publication, de nombreux immigrés et travailleurs migrants ont eu du mal à y croire. Ils étaient attristés et nous l'étions plus encore. La fondatrice du *4-Way Voice*, Pr Lucie Cheng, a dit un jour : « Le moment où des

---

<sup>520</sup> Bilans budgétaires du Fonds de développement des nouveaux habitants de 2011 à 2018.

immigrés bénéficieront des mêmes droits, ce sera le jour de la fin du *4-Way Voice*. » Cependant, comme nous constatons les difficultés actuelles des travailleurs migrants, nous savons que « l'égalité des droits » est encore loin et que ce n'est pas encore la fin de notre mission.<sup>521</sup>

Lors de cette conférence de presse, Asuka Lee a expliqué que le nom de cette nouvelle plateforme informatique représentait les hommes en mobilité, désignant à la fois les travailleurs migrants et la communauté des nouveaux immigrants. Le mot « Park » signifie non seulement que ce journal électronique constitue un espace pour les migrants, mais aussi qu'il symbolise un parc réel où des immigrants se rassemblent physiquement pour passer un bon moment et sortir de la nostalgie de leur pays d'origine avec leurs amis et leurs compatriotes. Plusieurs représentants de la communauté migrante et quelques personnalités taïwanaises actives dans le domaine des droits des immigrants ont participé à la cérémonie de lancement.

Nguyen Thu Dinh, présente à la conférence de presse du *Migrants' Park*, est l'ancienne éditrice et traductrice vietnamienne du *4-Way Voice*. Elle défend la représentation égalitaire des immigrants et a fondé une plateforme d'information en ligne en vietnamien<sup>522</sup> après son départ du *4-Way Voice* pour développer son propre projet. Elle a exprimé ses préoccupations lors de la déclaration de fermeture du *4-Way Voice* : « J'ai été attristée d'apprendre cette nouvelle. Je me suis dit : "Comment va-t-on faire sans le *4-Way Voice* ?" Nous avons besoin de médias qui soutiennent les migrants. » Une autre invitée, Genevive Pajo Paliota, animatrice philippine et fondatrice de la *Phil-tai Organisation*, a exprimé sa reconnaissance à propos de la création du *Migrants' Park* :

En entendant la fermeture du *4-Way Voice*, deux questions me sont venues à l'esprit : Que faisons-nous ? Comment continuerons-nous ? J'ai beaucoup d'amis qui sont travailleurs

---

<sup>521</sup> « Lancement du *Migrants' Park* par l'ancienne équipe du *4-Way Voice* : s'exprimer "par" la minorité et non pas "pour" la minorité » (Tdl.), The News Lens, <https://www.thenewslens.com/article/40886> (MAJ le 31/05/2016 ; consulté le 21/05/2019)

<sup>522</sup> « Người Việt Xứ Đài 越台之家 », <http://nguoivietxudai.tw/>

migrants ; ils ont besoin des plateformes pour communiquer avec la société taïwanaise. [...] Aujourd’hui, la fondation du *Migrants’ Park* répond à ces deux questions.<sup>523</sup>

Les propos défendant le droit de communiquer des migrants et les plateformes créées ensuite par ces anciennes éditrices/traductrices sont révélateurs du fait que les médias peuvent inciter l’*empowerment* de la population ciblée. Ceci permet d’amplifier une participation directe et l’influence du mouvement, afin de forger une plus grande mobilisation.

Dans le but d’analyser l’orientation du *Migrants’ Park*, nous allons examiner le contenu des articles publiés sur le journal en ligne durant trois mois, à partir de son premier article du 18 avril 2016. Pendant cette période, 46 articles ont été mis en ligne, soit un article tous les un ou deux jours. La majorité de ces articles sont des « reportages sur les événements culturels des immigrés », organisés tant par le secteur public que par les associations collectives migrantes ou taïwanaises, comptant 20 articles, tels que « Des immigrés participent à la course de “bateaux-dragons” à l’occasion du festival » et « Pour la fête nationale des Philippines, les travailleurs migrants organisent un concours de beauté ». La seconde catégorie concerne directement les travailleurs migrants ou les immigrées matrimoniales à Taïwan (13 articles), couvrant des histoires diverses sur des rencontres, des carrières et des expériences vécues par la communauté à Taïwan. Quant à la troisième catégorie, elle comprend des messages ou des actualités liés à la promotion du concept de multiculturalisme (7 articles) — « Des élèves de primaire dévoilent les difficultés que le distributeur de billets pose aux travailleurs migrants ». En outre, 6 articles abordent la mutation des politiques concernant la population migrante, tant à Taïwan qu’à l’étranger, par exemple au sujet des amendements sur la loi de la nationalité et des réglementations sur la violence conjugale, ainsi que des confrontations politiques étrangères sur la réglementation de l’immigration.

Grâce aux réseaux construits durant plusieurs années de travail à l’époque du *4-Way Voice*, l’éditeur en chef Asuka Lee et ses journalistes disposent de nombreuses connexions avec diffé-

---

<sup>523</sup> « Lancement du *Migrants’ Park* par l’ancienne équipe du *4-Way Voice* : s’exprimer “par” la minorité et non pas “pour” la minorité » (Tdl.), op. cit.



rentes communautés immigrées, qui servent de ressource humaine permettant d'étendre la portée de leur action. N'ayant que peu de ressources financières, ce journal indépendant compte seulement deux employés — l'éditeur en chef et la comptable, qui dépendent tous les deux d'un emploi précaire pour survivre — et une dizaine de pigistes taiwanais qui sont rémunérés pour chaque article publié. Par manque de traducteurs pour créer du contenu dans les langues du Sud-Est asiatique comme le faisait le *4-Way Voice*, le *Migrants' Park* a adopté la stratégie de collaborer avec différentes plateformes en ligne d'information équipées de traducteurs. Autrement dit, les journalistes du *Migrants' Park* produisent un contenu authentique et le partagent avec les médias associés, qui leur fournissent en échange la version vietnamienne, indonésienne ou tagalog ; le *Migrants' Park* et ses partenaires ont également le droit de publier la version étrangère sur leur propre plateforme. Pour la version vietnamienne, il collabore avec le journal électronique *Người Việt Xứ Đài*, fondé par l'ancienne éditrice-traductrice du *4-Way Voice*, et avec *VIPT Job Viet Nam*, une start-up constituant une plateforme professionnelle entre des entreprises taiwanaises et des pays d'Asie du Sud-Est. Pour la version tagalog, la *Phil-tai Organisation* mentionnée ci-dessus fournit la traduction en échange de reportages authentiques réalisés par les pigistes du *Migrants' Park* ; la version indonésienne dépend de son côté du magazine imprimé *Taiwan KINI*, publié par la GWO, dont nous avons discuté plus haut.

Financièrement indépendant, le *Migrants' Park* ne demande ni subventions publiques, ni dons de fonds privé. Comment un nouveau média indépendant comme le *Migrants' Park* peut-il survivre face à la concurrence à la fois des médias *mainstream* et de nombreux médias indépendants en son genre ? La stratégie qu'il adopte illustre, dans une certaine mesure, celle entreprise par d'autres médias électroniques indépendants, dans une ère où les audiences et les informations sont fragmentées. Il s'agit de dépendre de deux vecteurs pour sa subsistance : la prise de conscience de la société civile et le développement technologique. Afin de soutenir son exploitation, il fait appel aux dons de ses lecteurs. D'autres revenus proviennent d'un réseau collaboratif avec d'autres médias et d'organisations qui achètent les contenus rapportés par les journalistes du *Migrants' Park*. Dans ce cas-là, la plateforme prendra environ 20% de commission et le reste sera remis à l'auteur de l'article. Les organisations avec lesquelles *Migrants' Park* collabore

comprennent notamment le *Coolloud*<sup>524</sup>, *The News Lens*<sup>525</sup>, le *VeryMulan*<sup>526</sup>, le *UnitedWay*<sup>527</sup> et le *Taiwan KINI*, un périodique à l'attention des immigrants indonésiens à Taïwan dirigé par la GWO.

En outre, le *Migrants' Park* participe au projet *Media Farmers*, qui sollicite des dons individuels pour les reportages auxquels s'intéressent les lecteurs. Si un lecteur apprécie le contenu d'un article, il peut « cultiver ce grain » en faisant un petit don avec un simple clic sur la case à cocher ; l'argent sera collecté par un tiers et redistribué aux médias indépendants qui y participent. Le projet a été initié par la *Taiwan Media Farmers Association* (TMFA), dont l'objectif est d'encourager des reportages de bonne qualité chez les médias indépendants, qui consacreront plus de temps que des reportages produits sous le cadastre des médias *mainstream* dans l'investigation, l'analyse, l'examen et la vérification des contenus<sup>528</sup>. Dans cette logique, en soutenant des médias indépendants à travers le mécanisme de dons individuels, les lecteurs sont en mesure de reprendre le droit de choisir les contenus dont ils ont besoin et d'influencer les décisions des annonceurs. De plus, ce mécanisme pourra également favoriser un changement structurel des médias en ligne, en garantissant les ressources financières et la viabilité des petits médias indépendants.

Au fil du temps, quelques transformations ont eu lieu au sein du *Migrants' Park*. En premier lieu, la fréquence de publication a légèrement diminué, d'un article tous les un ou deux

---

<sup>524</sup> *Coolloud*, signifiant littéralement « travailleurs doux », est un journal numérique créé en 1997, dont la devise est « le média du mouvement, le mouvement du média ». Il se focalise principalement sur les droits des travailleurs et des défavorisés en général.

<sup>525</sup> *The News Lens*, fondé en 2013, est un des journaux indépendants en ligne les plus importants à Taïwan. Il constitue le portail des actualités généralistes. Il met en avant des perspectives marginalisées et des nouvelles étrangères moins connues des lecteurs taïwanais. Il détient également une équipe d'édition en anglais.

<sup>526</sup> Créé en 2012, le *VeryMulan* est une entreprise sociale qui vise à renforcer le pouvoir d'action des femmes. Il diffuse également des articles et des vidéos concernant des histoires inspirantes de femmes.

<sup>527</sup> Fondé en 1992, le *UnitedWay* est un regroupement qui réunit des ONG et redistribue d'une manière efficace et équitable les fonds et les dons vers différentes organisations non lucratives. Il constitue la plateforme la plus grande de ce genre à Taïwan.

<sup>528</sup> <https://mediafarmers.org/>

jours au début du lancement, à un tous les quatre jours environ en mars 2019. Ceci est peut-être lié au fait qu'il ne compte qu'un éditeur employé et que les contributions des journalistes pigistes ou stagiaires ne sont pas stables — une tendance commune à tous les médias indépendants. En deuxième lieu, malgré le fait que le *Migrants' Park* s'est donné les moyens d'assurer des articles en langues étrangères, comme le faisait déjà le *4-Way Voice* pour toucher un plus grand nombre de lecteurs migrants, la proportion du contenu en langues d'Asie du Sud-Est consacré à la population immigrante a largement diminué. En d'autres termes, si le *4-Way Voice* envisageait de garantir un accès aux informations pour les immigrants dans leur langue maternelle, le *Migrants' Park*, au fur et à mesure, vise plutôt à présenter différentes perspectives aux lecteurs majoritairement taïwanais sur les multiples dimensions des communautés migrantes installées sur l'île, notamment les joies et les difficultés dans leur vie réelle, leur culture et les politiques qui les concernent. Troisièmement, le lien que le *Migrants' Park* crée entre différentes associations collectives concernant les populations issues de l'immigration, plus précisément entre le secteur public, la société civile et la communauté donnée, joue un rôle de plus en plus important. Les institutions publiques et les associations collectives lui demandent son aide non seulement pour publier des communiqués de presse, mais aussi pour trouver soit des migrants pertinents pour participer à des événements, soit des partenaires afin de co-organiser des actions collectives. Autrement dit, ce que le *Migrants' Park* fournit est une plateforme d'échange d'informations, d'histoires et de réseautage par laquelle nous pouvons percevoir des méthodes pour faire progresser la société en prenant en compte ces différents profils et points de vue. La relation étroite que cette équipe de rédaction a depuis longtemps cultivée avec la communauté migrante permet au *Migrants' Park* d'effectuer des interviews et des reportages plus en profondeur par rapport aux autres médias.

En 2018, des articles du *Migrants' Park* ont été choisis par une des plus grandes maisons d'édition de livres scolaires pour le lycée<sup>529</sup>. Dans ce livre d'histoire pour les classes de seconde,

---

<sup>529</sup> Sur base d'un curriculum commun, chaque maison d'édition peut rédiger ses livres scolaires dans différentes versions avant de les envoyer au comité d'examen composé d'enseignants et d'universitaires. L'objectif de l'ouverture du marché des livres scolaires comprend notamment la construction d'une relation démocratique et dialectique entre la société, l'établissement scolaire et la protection de l'interprétation pluraliste des connaissances.

trois articles aux sujets respectivement des nouveaux immigrés (migrants matrimoniaux), des travailleurs migrants et de la seconde génération d'immigrés ont été présentés en tant que matériel scolaire. Grâce à cette diffusion, le *Migrants' Park* est en mesure de toucher encore plus de jeunes lecteurs.

Comme mentionné plus haut, peu après sa fondation, cette plateforme journalistique a décidé de s'orienter vers une audience taïwanaise (ou vers ceux qui peuvent lire le mandarin) et n'a plus cherché à traduire ses articles dans différentes langues d'Asie du Sud-Est. En octobre 2020, la page Facebook du *Migrants' Park* a atteint les vingt mille « Likes » et chaque article touche de deux à quatre mille utilisateurs, selon les statistiques fournies par Facebook. L'éditeur en chef Asuka Lee a expliqué lors de l'entretien qu'il trouvait cette redirection correcte et justifiable :

Le fait d'écrire en mandarin nous permet de toucher plus de lecteurs avec une plus grande efficacité. L'objectif est de faire comprendre aux Taïwanais la situation des immigrés. Quant à ma vision du *Migrants' Park*, j'aimerais qu'il devienne le média indépendant emblématique pour les enjeux de l'immigration ; quand les gens parleront des médias qui concernent les immigrés, ils penseront à nous.<sup>530</sup>

Comme mentionné précédemment, l'auteur de la thèse a effectué une observation participante au *4-Way Voice* lors de sa formation structurelle. L'équipe de la rédaction nous a invitée à la rejoindre pour créer ensemble le *Migrants' Park*. Par conséquent, l'auteur a pu continuer l'observation participante pendant presque deux ans, en tant que membre-fondatrice/journaliste au *Migrants' Park*. En raison de son partenariat avec des associations de différents domaines en matière de population issue de l'immigration, l'auteur était en mesure de couvrir non seulement des événements avec l'aide des migrants, mais aussi les faits les plus cachés.

Dans un des articles écrit pour le *Migrants' Park*, l'auteur a interviewé une travailleuse philippine abritée dans une ONG et a révélé le fait qu'elle avait été abusée et exploitée par son ancien employeur, qui se trouvait être la famille d'une des plus grandes entreprises à Taïwan. Ce

---

<sup>530</sup> Asuka Lee, éditeur en chef du *Migrants' Park* et ancien éditeur du *4-Way Voice*. Le deuxième entretien a eu lieu le 27 septembre 2019, via Messenger.

reportage a tellement suscité la discussion que la famille a envoyé une référence juridique écrite au *Migrants' Park* et au *Coolloud*, qui avaient publié cet article, pour qu'ils le retirent de leurs archives, après que le tribunal a jugé l'employeur non coupable pour le crime de traite d'êtres humains.

Cette expérience d'observation participative, tant au *4-Way Voice* ou au *Migrants' Park* qu'à la *TransAsian Sisters Association, Taiwan* (TASAT, fondée par Hsia Hsiao-Chuan), nous a permis d'élargir nos réseaux non seulement au sein des communautés migrantes, mais aussi des associations luttant pour cette cause. De plus, grâce à la crédibilité et la notoriété de ces associations, l'auteur pouvait s'approcher des enjeux les plus urgents, parfois les plus controversés, à l'égard des politiques migratoires. Selon les constatations de l'auteur, la société civile taïwanaise possède une énergie remarquable et toutes les associations ont la volonté de réunir leurs forces au besoin pour faire bouger les politiques. Notamment à l'égard de la politique des pêcheurs migrants, qui a fait l'objet de critiques sévères, les ONG s'efforcent de plaider et négocier avec le gouvernement, afin d'améliorer leurs conditions de travail. Il est aussi intéressant de noter que la relation entre le secteur public et le secteur associatif est collaborative plutôt qu'en opposition. Dans la plupart des cas, selon les observations de l'auteur et des interviewés, l'État est à l'écoute de la société civile.

### **12.2.2. Première télévision par Internet (IPTV) destinée à la population étrangère : GFTV**

En raison du développement des technologies et des changements dans l'usage des médias, la presse écrite à l'attention des immigrés a connu un déclin à partir des années 2010. En même temps, grâce à la popularisation du *smartphone*, les journaux électroniques et les médias numériques sont en plein essor, même au sein des communautés migrantes. Grâce à YouTube et à Facebook, les coûts de production et de diffusion des contenus audiovisuels ont largement baissé. Avec cette nouvelle tendance, un programme à l'attention des immigrés transmis via l'IPTV — la télévision sur IP, une forme de télévision diffusée sur un réseau utilisant l'*Internet Protocol* — s'est progressivement fait une place.

Lancée en mars 2015, la Garuda<sup>531</sup> Formosa TV (GFTV) est la première chaîne sur Internet diffusée en indonésien, dont l'audience cible est composée des migrants indonésiens résidant à Taïwan, que ce soient les travailleurs ou les épouses. Selon les chiffres du Ministère du Travail et du Ministère de l'Intérieur, le nombre de ces deux catégories combinées atteint presque 300 000 personnes, soit 1,3% de la population totale. La GFTV a été fondée par Ju-Soft, un fournisseur de système de production et de diffusion de programmes télévisés. Disposant d'avantages en termes d'infrastructures et d'expérience liée à la transmission télévisuelle, Ju-Soft a créé la GFTV en tant que son « site démo » pour démontrer la viabilité et le potentiel de l'IPTV si son service était étendu. Le chargé de recherche du PTS, He Guo-Hua, a mené une interview chez Ju-Soft et leur a posé la question du choix de lancer une chaîne destinée aux immigrants indonésiens. Le fournisseur a remarqué que ces 300 000 personnes en provenance d'Indonésie, la plupart d'entre eux étant des aides-soignants à domicile, manquaient de moyens pour accéder aux informations via la télévision, puisque la plupart d'entre elles étaient logées dans le foyer de leur employeur. Même si elles ont reçu des cours de base de mandarin par leur agence avant d'arriver, il leur reste difficile d'obtenir des informations par la télévision. Étant donné que la communauté indonésienne à Taïwan a l'habitude d'utiliser le *smartphone* pour accéder aux actualités et informations, Ju-Soft, qui dispose du matériel et des techniques nécessaires, a décidé de se pencher sur l'industrie du contenu numérique et de s'implanter sur ce marché naissant<sup>532</sup>. De plus, l'Indonésie occupe depuis quelques années la quatrième place sur le marché mondial de Facebook, derrière les États-Unis, l'Inde et le Brésil<sup>533</sup>. Le fait que les Indonésiens utilisent largement Facebook comme plateforme d'*e-commerce* a donné à Ju-Soft un argument supplémentaire pour investir dans le projet de l'IPTV.

---

<sup>531</sup> Garuda est un homme-oiseau fabuleux de la mythologie hindouiste et constitue l'emblème de l'Indonésie.

<sup>532</sup> « GFTV : la première chaîne télévisée en indonésien à Taïwan » (Tdl.), *PTS : explore your world*, <https://rnd.pts.org.tw/Home/Article/FL20170222172327> (MAJ le 25/03/2016 ; consulté le 30/05/2019)

<sup>533</sup> « Indonesia, fourth highest number of Facebook users in the world » (Tdl.), <https://www.thejakartapost.com/life/2018/03/04/indonesia-fourth-highest-number-of-facebook-users-in-the-world.html> (MAJ le 04/03/2018)

Cette thèse a également été l'occasion d'effectuer un entretien avec Cheng Li-Chieh, le manager général de la GFTV, afin de savoir notamment quelles difficultés il a rencontrées en lançant un support de communication destiné à une communauté qu'il ne connaissait pas auparavant, ainsi que les stratégies et le modèle commercial qu'il a mis en place pour élargir son audience. Lors de l'interview, il a déclaré que le vide du marché de l'information destiné aux immigrants résultait du déclin des magazines indonésiens<sup>534</sup> et a indiqué les avantages de la GFTV en tant que pionnier de ce marché :

Le marché des médias indonésiens était d'abord dominé par les magazines. Étant donné que les besoins ont changé, l'expérience liée aux anciens types de médias n'est plus pertinente et les entreprises se retrouvent confrontées à la nécessité d'évoluer. Nous n'avons pas de concurrent, car nous détenons déjà, au lancement, les équipements de diffusion. *L'Indonesian Economic and Trade Office to Taipei* cherche à collaborer avec nous, car nous sommes le seul opérateur faisant le lien avec l'Indonésie. Je ne sais pas pour combien de temps nous pourrions garder cet avantage ; au moins pour un ou deux ans, je suppose. Par contre, nous ne disposons pas d'expérience en matière de médias : comment améliorer le contenu des émissions et élargir leur influence ? C'est la question à laquelle nous sommes en train de chercher une réponse.<sup>535</sup>

Ainsi, les plateformes utilisées par la GFTV pour la transmission de contenu ont évolué au fil du temps, de même que les stratégies liées à la forme des productions. Au début, la GFTV fournissait une diffusion non-stop en streaming sur YouTube, avant d'éditer une version écourtée publiée sur sa page Facebook. Néanmoins, en raison premièrement de la connexion Internet limitée sur le portable des spectateurs et, deuxièmement, de leur temps fragmenté entre différents petits emplois, ils préfèrent spécifiquement regarder les versions condensées sur Facebook. Dans cette logique, la GFTV prend en compte leur comportement d'usage et personnalise des émissions de longueur variant généralement entre 5 et 20 minutes, et ne dépassant jamais 30 minutes. Depuis lors, la distinction s'est estompée entre les vidéos publiées sur YouTube et celles sur Facebook. Au niveau du contenu, la GFTV fournit aussi des actualités, mais pas en temps réel et souvent avec un décalage de 12 heures. La raison de cette décision, selon le manager, est

---

<sup>534</sup> Selon Tony Thamsir, l'éditeur en chef de l'INTAI, important magazine indonésien localisé à Taïwan, à son paroxysme en 2012, il y avait au moins dix magazines édités à Taïwan destinés aux travailleurs indonésiens. Pourtant, en 2018, il n'en reste qu'un seul : l'INTAI.

<sup>535</sup> Entretien avec Cheng Li-Chieh, déjà cité.

que les auditeurs « n'ont pas besoin de savoir l'actualité en temps réel et que, dans la plupart des cas, l'acquisition des nouvelles de Taïwan est plus urgente pour eux que celle des nouvelles en provenance d'Indonésie. Cela nous permet de présenter des actualités en Indonésie d'une manière plus approfondie, à travers des interviews ou des reportages. »

Il leur a fallu de nombreux essais et erreurs pour mettre au point les genres d'émission qui convenaient à leur audience cible, en s'appuyant sur les différents outils de mesure de l'audience des vidéos sur sa page Facebook et sur les sondages effectués auprès de la population ciblée. Cheng Li-Chieh a parlé dans l'interview de l'évolution des difficultés rencontrées durant les différentes périodes d'opération :

La difficulté que l'on a rencontrée au début était liée à notre connaissance limitée de leur culture. Ne sachant pas comment orienter le contenu, nous ne cessions de tâtonner. La difficulté actuelle, c'est que l'on a atteint un palier, avec maintenant plus de 30 000 fans sur la page Facebook. Au début, nous ciblions un marché de niche, dont le contenu principal était les cours de mandarin ; maintenant, on se tourne vers la majorité, donc on doit proposer un contenu à la fois diversifié et sophistiqué.

Le contenu des émissions couvre maintenant la religion, l'actualité, l'apprentissage du mandarin, les voyages et la couverture de divers événements de la communauté à Taïwan. Parmi eux, le programme religieux islamique est le plus favorisé et le plus vu, avec par exemple l'interview d'un imam prestigieux lors de sa visite à Taïwan. En revanche, le programme de football a été abrogé dû au faible taux de clic. La tendance à la diversification et la mise en valeur du divertissement au sein de ces contenus audiovisuels est liée au besoin de viabilité et de rentabilité de la chaîne. Pour répondre à cette nécessité, la GFTV a commencé à créer des partenariats avec des magasins, des restaurants, des agences de voyage et des banques de transfert international. Elle couvre non seulement des événements initiés par des institutions publiques, mais aussi des activités organisées par elle-même avec le soutien de sponsors, notamment des concours de beauté en association avec des enseignes indonésiennes, des présentations d'attractions touristiques en collaboration avec des agences de voyage, ainsi que des programmes de gastronomie avec un collègue taïwanais et des restaurants locaux. À l'aide de ce modèle de colla-



laboration, la GFTV est en mesure à la fois d'enrichir les contenus axés sur le divertissement et d'obtenir le partenariat et le sponsoring dont elle a besoin.

À travers l'étude de l'émergence de la GFTV, il est pertinent de noter la confirmation d'un certain déclin de l'influence de la presse écrite et du nombre de titres, qui va de pair avec l'augmentation de l'utilisation du smartphone ainsi que des plateformes numériques d'un côté. De l'autre, son modèle d'opération démontre un nouveau tournant stratégique des médias non gouvernementaux destinés aux migrants. Au cours de l'élargissement de l'audience et avec la diversification du contenu, au lieu de dépendre principalement des financements du secteur public, ces médias cherchent à construire un nouveau modèle commercial qui leur permette d'acquérir une stabilité et une rentabilité. Par conséquent, l'établissement d'une vaste collaboration intersectorielle semble être la solution pour ces médias ethniques dans un marché fragmenté — comme c'est le cas pour la GWO et pour la GFTV. La similarité de deux plateformes-médias ethniques constitue leur nouvel axe stratégique visant une diversification des revenus et une commercialisation des opérations ; la différence demeure dans le fait que la GFTV est une entreprise privée et que la GWO est une association qui dépendait au départ des subventions publiques.

Le manager de la GFTV a expliqué les points forts d'une telle alliance horizontale comme modèle d'opération :

Les ressources risquent d'être insuffisantes. Afin de faire des économies, nous avons commencé à collaborer avec différentes institutions, notamment avec le cours de cuisine d'un collègue pour faire une émission sur la cuisine du Sud-Est asiatique — car nous ne pouvons pas trop investir avant d'avoir réalisé des profits.<sup>536</sup>

Concernant leur stratégie opérationnelle et le contenu choisi, la GFTV a créé un terme intéressant relatif à leur positionnement dans le marché des médias ethniques — le « coordinateur

---

<sup>536</sup> Entretien avec Cheng Li-Chieh, déjà cité.

événementiel des Indonésiens à Taïwan ». Cheng Li-Chieh explique comment ce modèle leur permet de poursuivre leur fonctionnement avec peu de financements publics :

Les Indonésiens viennent vers nous quand ils ont besoin de regarder des clips vidéos, de s'informer, de participer à des événements, de faire des achats et d'effectuer un virement — nous fournissons un service tout inclus. Par conséquent, nous sommes en mesure de générer du profit autrement que par des revenus publicitaires, notamment par la vente de produits, le soutien de sponsors lors d'événements et quelques financements publics — un modèle hybride qui nous permet de survivre. Nous n'arriverions pas à nous en sortir si nous nous contentions de la publicité générale comme le font d'autres chaînes. En somme, notre collaboration stratégique conjugue la publicité, la production de vidéos pour des clients, l'organisation d'événements avec des sponsors et les placements de produit.

En plus du changement de support de communication et de l'apparition d'un modèle commercial basé sur une collaboration intersectorielle, l'émergence de la GFTV démontre également une nouvelle tendance : une nouvelle relation producteur-audience. Comme nous avons démontré dans les chapitres précédents, la relation avec leur audience est plus étroite pour les médias ethniques que pour les médias majeurs, car les médias ethniques ont intrinsèquement une conscience plus aigüe des besoins et des retours de leur communauté (van Vuuren 2005, Cover 2017). Le fonctionnement de la GFTV montre également l'interdépendance qu'il existe entre un média ethnique et son auditoire. Nous prenons pour exemple la production et la diffusion du Concours de beauté : les immigrés se sont engagés non seulement en tant que présentateurs et participants de l'émission, mais aussi dans le travail de transmission du simulcast pendant le déroulement de l'événement à travers le *smartphone*, ainsi que dans le partage de ces vidéos après leur mise en ligne sur Facebook ou YouTube. En plus de cet engagement dans le processus de production, les préférences de l'audience ont également une influence de taille sur les choix du genre d'émission et du contenu. En comparaison avec les chaînes commerciales de masse, dont les contenus sont plutôt décidés en fonction des choix éditoriaux de la chaîne et les contraintes publicitaires, l'audience de cette télévision indépendante et ciblant un marché de niche participe d'une manière plus ou moins directe dans le processus de prise de décision. Ainsi, l'équipe de production est composée principalement d'immigrés et des sondages et entretiens sont effectués auprès des téléspectateurs pour connaître

leurs préférences. Quant à la nouvelle manière dont les médias ethniques interagissent avec leur audience, les chercheurs de l'*American Press Institute* avaient prévu : « The closed and proprietary media business models of the past will give way to open models that facilitate transactions in which consumers create, compile, edit, share, and distribute content. »<sup>537</sup> Autrement dit, dans une ère de nouvelles technologies communicationnelles, le modèle de la relation entre le producteur et l'audience des médias commence à se transformer, voire à se renverser ; ce phénomène s'applique encore plus aux médias ethniques, dont l'interdépendance des deux acteurs est déjà étroite.

Indépendant du financement gouvernemental pour son fonctionnement quotidien, le manager a exprimé lors de l'interview un manque de confiance et a critiqué les mesures publiques mises en œuvre pour les médias destinés à la population issue de l'immigration. Il a particulièrement mis en cause l'administration démodée du gouvernement et son ignorance quant à l'évolution des technologies et au changement du profil des travailleurs migrants :

À mon avis, le gouvernement devrait avoir l'esprit plus ouvert et sortir de cette façon de penser dépassée. Il devrait encourager les jeunes start-ups et inciter à la création de nouvelles. Selon mon expérience avec les agents du gouvernement, ils ne les comprennent pas et ignorent donc leur potentiel. Ils privilégient toujours les anciens canaux, la télévision traditionnelle par exemple. Certains producteurs allouent des subventions, diffusent leurs produits sur YouTube, en mettant les titres en mandarin. Comment les Indonésiens peuvent-ils trouver ces vidéos dans les moteurs de recherche ? C'est ridicule. Nous, nous allons profondément dans la communauté, essayons de comprendre ce dont elle a besoin pour mieux cibler notre audience. [...] D'après moi, il y a toujours des fonctionnaires qui véhiculent des points de vue discriminatoires sur les travailleurs migrants et ne les prennent pas au sérieux. Quand nous parlons de collaboration, nous constatons qu'il y a toujours beaucoup de personnes qui méprisent les migrants, les considérant pauvres et sans pouvoir d'achat.<sup>538</sup>

---

<sup>537</sup> American Press Institute (2005) « Synapse: the Future of News », *Briefing on Media, Technology and Society* by the Mediacycenter, American Press Institute, avril 2005, cité par Mark Deuze (2006), « Ethnic media, community media and participatory culture », *Journalism*, 7: 262. Disponible à <http://jou.sagepub.com/cgi/content/abstract/7/3/262> (consulté le 08/03/2019).

<sup>538</sup> Entretien avec Cheng Li-Chieh, déjà cité.

Pauvres, sans pouvoir d'achat et sans pouvoir d'agir : ce sont des opinions qui sont ancrées et qui persistent chez certains à l'égard des immigrés, malgré la promotion du multiculturalisme et l'amélioration globale de la représentation de la population issue de l'immigration. La persistance de ces stéréotypes est liée à la réglementation conflictuelle entre la célébration de la diversité culturelle d'un côté et l'injustice judiciaire et législative toujours en cours d'amélioration de l'autre. Depuis une dizaine d'années, nous constatons les progrès dans l'accès à l'information et dans la représentation des migrants au sein des médias ; cependant, comme l'indique Wang Li-Jung, une professeure de *cultural studies* étudiant la culture hakka et les politiques culturelles et également une de nos interviewés, l'amélioration de leurs droits culturels et l'évolution de leur niveau de participation au plan organisationnel semblent prendre du retard<sup>539</sup>. Mais c'est aussi depuis quelques années que nous constatons que certains migrants pionniers sortent du milieu des médias ethniques afin d'entreprendre des initiatives dans la structure et le marché *mainstream*. Dans la section suivante, nous allons, en prenant deux migrantes pionnières comme étude de cas, examiner la façon dont elles participent d'une manière encore plus active et contribuent à la formation d'un espace public mieux adapté aux communautés migrantes au sein et au-delà des médias ethniques.

### **12.3. Quand des immigrés se prennent en main : des immigrés dans la production audiovisuelle**

Après une dizaine d'années d'amélioration de la situation socio-économique et du pouvoir d'agir des minorités ethniques, y compris celles issues de l'immigration, leur participation dans la sphère publique commence à augmenter de manière évidente. Nous nous basons sur le concept du *right to be understood* introduit par Charles Husband, selon lequel le droit des immigrés de participer dans la sphère médiatique doit prendre en compte les rapports de pouvoir des

---

<sup>539</sup> Entretien avec Wang Li-Jung, déjà cité.

communautés des majorités et minorités ethniques, qui jouent un rôle fondamental dans la configuration de l'infrastructure et la politique des médias d'un pays<sup>540</sup>.

Dans cette section, nous allons examiner les différents modes de participation des individus migrants au sein de la sphère publique à travers des productions médiatiques qui racontent des histoires d'immigrés qui s'adressent non seulement aux immigrés, mais aussi au grand public. Le premier exemple est celui d'une productrice vietnamienne qui collabore depuis quelques années avec une chaîne *mainstream* publique ; le deuxième est celui d'une réalisatrice vietnamienne connue pour ses documentaires indépendants au sujet des immigrés à Taïwan. Il s'agit d'avoir un aperçu des similarités et des différences de leur participation et de leurs mises en paroles, ainsi que des répercussions de leur engagement, aux niveaux personnel, communautaire, sociétal et politique. Grâce aux entretiens effectués avec ces acteurs, nous pouvons également servir de témoin de leurs motivations, du processus de leurs actions et des défis qu'elles ont rencontrés.

### ***Trần Thị Hoàng Phương : productrice vietnamienne d'émissions télévisées***

Trần Thị Hoàng Phương s'est mariée avec un homme taïwanais il y a presque vingt ans. En tant que bénévole, elle a commencé à donner des cours de base de mandarin à ses compatriotes à l'*Eden Social Welfare Foundation* en 2003. En voyant que des membres taïwanais de la famille des femmes vietnamiennes les accompagnaient souvent en cours, soit par inquiétude, soit par curiosité, elle a jugé nécessaire d'enseigner non seulement la langue et la culture de Taïwan aux immigrés, mais aussi la langue et la culture vietnamiennes aux Taïwanais, dans le but de développer une compréhension mutuelle. Par conséquent, elle a ouvert un cours de vietnamien pour les Taïwanais au *Zhongshan Community College* au début de l'année 2004. La directrice de l'époque, Tsai Su-Chen, l'a invitée à rencontrer la productrice de la *National Education Radio*, Lai Su-Yen, mentionnée dans le chapitre 11. À partir de 2005, Trần Thị Hoàng Phương a eu l'occasion de diriger une séquence de 5 minutes sur l'antenne, qu'elle consacrait à de courtes

---

<sup>540</sup> Voir DOWNING, John et HUSBAND, Charles (2005), « Representing race: racisms, ethnicities and media » ; LOBERA, Josep et al. (2017), « Toward a multi-ethnic public sphere? Media consumption in highly diverse districts in Spain ».

leçons de langue vietnamienne. Vu la représentation négative des immigrés dans les médias, elle a indiqué lors de l'entretien qu'entraînée par le manque de voix de la part des immigrés et donc du manque de confiance de la part du grand public, elle a décidé de s'investir dans la production d'émissions télévisuelles<sup>541</sup>.

En 2008, après avoir rencontré plusieurs chaînes de télévision, Trần Thị Hoàng Phương a finalement reçu une réponse positive du *Chinese Televisions System* — une des trois premières télévisions terrestres créée en 1971, qui a été absorbée dans le *Public Television Service* en 2006. Ce dernier a accepté de prêter un studio de télévision, l'équipement, le personnel et un créneau horaire pour diffuser son émission, à la condition qu'elle se charge du budget de production. En raison de l'augmentation du nombre de personnes intéressées par l'apprentissage du vietnamien sans avoir le temps de se déplacer, elle a entamé en 2009 la production d'une émission sur la langue vietnamienne. Selon elle, les organes gouvernementaux ont refusé de la subventionner pour trois raisons majeures. Premièrement, ils ne subventionnaient pas des individus ; le candidat devait être une institution ou une association. Deuxièmement, ils s'inquiétaient des taux d'audience et, troisièmement, ils considéraient que cette émission n'était pas destinée aux immigrés, argument pour lequel ils étaient incapables de fournir un financement. Ne connaissant pas le Fonds de soins et de soutien pour les épouses étrangères, Trần Thị Hoàng Phương s'est tournée vers le *Trust Fund for Ethnic Harmony*, un fonds privé finançant des projets académiques, pratiques et éducatifs favorisant l'harmonie ethnique, qui lui a accordé un financement, dont l'interviewée n'a pas précisé le montant. Ce n'est qu'à partir de la quatrième et dernière saison du programme qu'elle est parvenue à obtenir la subvention de l'Agence nationale de l'Immigration.

Au cours de la production de son émission télévisée suivante consacrée aux proverbes chinois avec ses compatriotes, Trần Thị Hoàng Phương a remarqué que ces migrantes matrimoniales étaient non seulement talentueuses, mais aussi désireuses de se présenter sur scène. De ce fait, elle a fondé en 2013 une association regroupant des immigrés, des vietnamiennes en grande

---

<sup>541</sup> Entretien avec Trần Thị Hoàng Phương, déjà cité.

partie, qui avait pour objectif de faciliter une solidarité dans la communauté afin de promouvoir la culture et l'esprit de l'immigration dans la sphère publique taïwanaise. Cette association, nommée *Ngôi sao Việt tại Đài Loan* (« L'étoile vietnamienne de Taïwan »), est devenue une agence répertoriant les talents vietnamiens et qui peut ainsi répondre aux besoins de traducteurs, d'artistes, de chanteuses et de comédiens lors de différents événements. Peu de temps après, Trần Thị Hoàng Phương a commencé à planifier la réalisation d'une émission pour les nouveaux habitants qui en seraient les protagonistes principaux et parleraient dans leur langue maternelle. Sa demande ayant été rejetée par le Ministère de la Culture, qui ne pouvait pas subventionner de projet individuel concernant des immigrés, elle a finalement réussi à obtenir l'appui financier de l'Agence nationale de l'Immigration fin 2014. Toujours en collaboration avec le *Chinese Television System*, cette émission nommée *Happy Vietnamese Show* a commencé à être enregistrée en juin 2015 et a été diffusée à partir de février 2016. Elle constitue la première émission de télévision à Taïwan — et la seule à l'heure de l'écriture de cette thèse — conçue, réalisée, produite et jouée entièrement par des nouveaux immigrés.

Les séquences contiennent une sitcom jouée par des immigrés de différentes nationalités en mandarin, un cours de mandarin, une interview en dehors du studio qui propose de découvrir des activités dans différents quartiers, ainsi qu'une séance de discussion avec plusieurs immigrés de la même nationalité. L'émission, toujours sous-titrée en mandarin, est produite en trois langues — vietnamien, indonésien et thaïlandais. Les invités parlent tous dans leur langue natale, sauf dans la sitcom, où des immigrés de différentes nationalités jouent en mandarin. Chaque émission dure 60 minutes ; il y a 53 épisodes au total. En plus de sa diffusion sur la chaîne publique, l'émission se trouve également sur YouTube.

Allant dans le sens des principes de ce programme, son mari Chien Chih-Jung, qui est aussi le coproducteur de l'émission, critique la représentation stéréotypée et homogène des immigrés dans les émissions et les séries télévisées d'auparavant. Ces programmes étaient en effet à l'attention des Taïwanais. Au fur et à mesure, la situation tend à évoluer. « L'attitude envers les nouveaux immigrés passe progressivement de la discrimination à l'acceptation et au respect ;

cependant, ils sont toujours absents du divertissement et des loisirs dans l'industrie du contenu numérique », a-t-il dit lors d'une conférence de presse<sup>542</sup>. Trần Thị Hoàng Phương exprime le désir des immigrants de rester en contact avec la culture de leur pays d'origine et déclare que le divertissement destiné à la population migrante ne peut être compris et produit que par les individus possédant le même parcours culturel. Ceci constitue la motivation première pour laquelle elle a tenu à concevoir une émission réalisée par les immigrants eux-mêmes. À son avis, les différents gouvernements au pouvoir accordent tous une valeur importante aux immigrants ; cependant, la relation entre l'État et les immigrants doit changer et va être changée :

Autrefois, l'approche privilégiée dans les politiques concernant les immigrants était plutôt du type *top-down* — du sommet vers le bas — ; maintenant, la mentalité générale est en train d'évoluer. Les nouveaux immigrants peuvent devenir leurs propres défenseurs. Les Taïwanais *han* ne peuvent pas représenter les communautés autochtones ; cette même règle s'applique aux immigrants. Le mieux est de nous écouter directement. Dernièrement, l'État commence à nous prendre en compte sérieusement. Notre relation n'était pas directe avant, car l'État nous parlait toujours à travers un autre organe. De ce fait, les immigrants ont été forcés d'accepter passivement et manquaient donc de prise d'initiative.<sup>543</sup>

Les émissions financées par l'Agence nationale de l'Immigration font l'objet d'une critique sévère de Trần Thị Hoàng Phương. Pour elle, ces émissions, qui se proclament consacrées aux immigrants, n'utilisent pas leur langue maternelle et ne leur sont donc pas vraiment destinées. Durant l'entretien, Trần Thị Hoàng Phương a exprimé son respect vis-à-vis du système du pays d'accueil, mais espère que les immigrants pourront recevoir un traitement égal. Elle met en cause la logique patriarcale projetée par le contenu, ainsi que les genres des projets médiatiques consacrés aux immigrants et souhaite changer le fait que les émissions étaient auparavant toutes pilotées par des Taïwanais. C'est la raison pour laquelle elle a accepté l'invitation du parti au pouvoir, le PDP, à être la présidente du Comité consultatif des nouveaux immigrants dès sa création en février 2017, afin de participer de façon directe dans le processus de prise de décision.

---

<sup>542</sup> « Une émission en langue maternelle pour les nouveaux immigrants débutera en juin » (Tdl.), *The News Lens*, <https://www.thenewslens.com/article/13433> (MAJ le 02/03/2015 ; consulté le 28/07/2019).

<sup>543</sup> Entretien avec Trần Thị Hoàng Phương, déjà cité.



De plus, elle a souligné lors de l'entretien l'importance de posséder un canal de diffusion de télévision destiné aux nouveaux immigrants :

Je plaide en faveur d'une chaîne de télévision pour les immigrants ; si ceci est trop difficile, un canal télévisé — un programme ou un créneau horaire — dans lequel ils peuvent s'exprimer pour leur compte. [...] L'objectif est qu'ils puissent être eux-mêmes et que les téléspectateurs nous connaissent pour qui nous sommes. Au lieu de nous connaître à travers un point de vue taïwanais, il est mieux de nous comprendre par l'intermédiaire du nôtre.<sup>544</sup>

En juillet 2018, Trần Thị Hoàng Phương et vingt-quatre autres immigrées « d'élite »<sup>545</sup> de l'association *Ngôi sao Việt tại Đài Loan* ont annoncé le lancement de l'entreprise sociale de médias pour les nouveaux immigrants, intitulée la *New Citizen TV* (NCTV). Avec l'aide du *Vietnam Economic And Cultural Office In Taipei*, la NCTV envisageait de créer un environnement médiatique en langue source pour les immigrants vietnamiens à Taïwan. Fondée sur un modèle commercial, la chaîne a commencé à chercher une diversification en assimilant le concept du cybercommerce : les vidéos produites en ligne envisageaient alors de présenter non seulement la culture de Taïwan, mais aussi les produits *Made in Taiwan* aux Vietnamiens résidant tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Ses actions se composent de cinq volets : la participation à la discussion publique, l'échange culturel et éducatif, le service commercial et économique, la présentation de la mode et le développement touristique. À la fin de l'année 2018, la NCTV a entrepris une collaboration avec « ishowlife »<sup>546</sup>, une plateforme qui combine *live streaming* et *e-commerce*, pour disséminer leur contenu avec la possibilité de générer des revenus par la vente en ligne de produits taïwanais aux consommateurs vietnamiens. Une nouvelle vidéo est publiée presque toutes les une ou deux semaines. Les contenus couvrent l'actualité, la mode, les informations pratiques et la présentation des magasins à Taïwan<sup>547</sup>.

---

<sup>544</sup> Entretien avec Trần Thị Hoàng Phương, déjà cité.

<sup>545</sup> Terme employé par la NCTV sur son site officiel et sa page Facebook. En ligne : <https://blog.xuite.net/phyllistran/tvshow>

<sup>546</sup> Cette plateforme communautaire conçue par une entreprise taïwanaise dispose de la technologie brevetée « watch-and-buy ». Elle réunit les fonctions du *streaming* et de l'*e-commerce* ; autrement dit, le producteur ou le fournisseur du contenu est en mesure d'avoir des revenus supplémentaires à travers la vente de produits. Multilingue, *ishowlife* propose un site en versions anglaise, chinoise, vietnamienne et indonésienne et est en train d'entrer sur le marché en ligne de l'Asie du Sud-Est.

<sup>547</sup> « ishowlife Viet Nam » : <https://vn.ishowlife.com/home.php>

Évidemment, la stratégie de la NCTV, elle aussi, est d'essayer de trouver un autre modèle de fonctionnement viable et auto-entretenu, indépendant à l'égard de l'aide publique, fondé sur un fonctionnement commercial.

Malheureusement, malgré ses efforts considérables en vue de promouvoir la visibilité de la communauté vietnamienne et la mobilisation des immigrés dans les espaces publics, l'initiative de Trần Thị Hoàng Phương s'avère imparfaite et fait ainsi l'objet de certaines critiques. Premièrement, le contenu de l'émission télévisée, le *Happy Vietnamese Show*, est considéré par certains immigrés comme non pertinent : « Apprendre comment faire du shopping avec des amies est, selon moi, inutile. Les ressources doivent être employées autrement, en prenant en compte ses retombées », partage ainsi son impression sur l'émission une des personnes interviewées pour cette thèse, qui est aussi elle-même une immigrée matrimoniale<sup>548</sup>. Deuxièmement, le nombre de visionnages, qu'il s'agisse du *Happy Vietnamese Show* ou de la NCTV, s'avère très faible. Compte tenu de la difficulté de relever les taux d'audience lors de sa transmission à la télévision en 2017, nous ne pouvons qu'examiner la quantité de visionnages des vidéos publiées en ligne. Pour le *Happy Vietnamese Show*, publié sur YouTube il y a environ trois ans, le nombre moyen de visionnages pour les trente épisodes de la version vietnamienne s'élève à 1737, alors que les douze épisodes de la version indonésienne en comptent en moyenne 1174. Sur le site *ishowlife*, les chiffres sont encore plus bas, puisque plusieurs vidéos n'atteignent même pas 100 visionnages. Par ailleurs, le contenu d'*ishowlife* n'est plus mis à jour depuis la fin d'octobre 2019. De ce point de vue, les productions de ce groupe d'immigrés « d'élite » ont tendance à être marginalisées et isolées au sein même de leur propre communauté. En d'autres termes, en dépit de leur labeur et de la légitimité de leur tentative, la signification et l'influence de ces programmes en langue maternelle produits par Trần Thị Hoàng Phương et son équipe de la NCTV demeurent plus symboliques que réelles.

***Nguyễn Kim Hồng : réalisatrice de documentaires indépendants***

---

<sup>548</sup> Entretien avec Lee Vuoch-Heang, déjà cité.

À la différence de la plateforme médiatique dirigée par Trần Thị Hoàng Phượng qui manifeste une tendance à la commercialisation, Nguyễn Kim Hồng, une réalisatrice également d'origine vietnamienne, s'est engagée sur la voie de la production indépendante de documentaires. Si nous constatons que les productions audiovisuelles de Trần Thị Hoàng Phượng sont plus orientées vers l'intérieur, ayant pour but de « fournir un divertissement » principalement aux épouses vietnamiennes, les documentaires de Nguyễn Kim Hồng envisagent de permettre une communication plus tournée vers l'extérieur, autant pour la communauté migrante dans son ensemble que pour la société *mainstream*. Nguyễn Kim Hồng, fille de famille paysanne, avait été mariée à l'âge de 21 ans à un homme taïwanais via une agence de mariage. Victime de violences conjugales pendant quelques années, elle a décidé d'intenter une action en divorce et a finalement obtenu gain de cause avec le droit de garder sa fille. Après le divorce, elle a rencontré Tsai Tsung-Lung, un réalisateur pionnier taïwanais qui traite les enjeux des épouses étrangères à Taïwan, lors d'une rencontre après la projection de son film sur un couple multiculturel. Tsai Tsung-Lung l'a encouragée à documenter sa vie entre deux pays à travers une caméra. Quelques temps après, ils se sont mariés.

En 2012, le premier documentaire de Nguyễn Kim Hồng, *Out/Marriage*, a été présenté au public. Il parle de cinq mariages brisés, y compris le sien, entre des épouses étrangères et leur mari taïwanais. Ces femmes ont toutes divorcé pour des raisons telles que mari alcoolique, violence conjugale ou simplement absence d'affection. N'ayant pas de famille ou de réseau à Taïwan, ces femmes étrangères dérivent entre Taïwan et leur pays d'origine, sans possibilité d'entretenir un sentiment d'appartenance. Elles se battent seules contre des obstacles divers en essayant de s'installer à Taïwan et d'obtenir la garde de leurs enfants. Puisque Nguyễn Kim Hồng a vécu la même détresse, elle a plus facilement pu faire ressortir les émotions et la douleur des épouses présentées. Subventionnée par un financement privé de *Cloud Gate* et de la *National Culture and Arts Foundation*, cette œuvre a non seulement gagné de nombreux prix, mais a aussi circulé à travers plusieurs médias *mainstream*. Nguyễn Kim Hồng a entrepris la stratégie de se rendre visible en collaborant avec des festivals de cinéma, des institutions locales, des associations, des établissements scolaires, voire des librairies, ainsi qu'en participant le plus possible à des discussions médiatisées. Elle a indiqué dans l'entretien que son objectif était de mon-

trer la vie des nouveaux immigrés et de faire parvenir leur situation au sein des discussions du grand public taïwanais :

Notre but consiste à faire savoir au grand public la situation actuelle des nouveaux immigrés [...]. Même s'il y a des gens qui ne sont pas d'accord — on ne peut pas être aimé par tous —, le point essentiel est d'expliquer les raisons d'être du documentaire. Il s'agit d'aider le public à mieux nous connaître, au lieu de lutter pour obtenir quelque chose.<sup>549</sup>

Après quelques autres documentaires centrés sur les nouveaux immigrés qui permettent de continuer la discussion sur les enjeux concernés au sein de la sphère publique, Nguyễn Kim Hồng, en collaboration avec son mari, dirige l'objectif de sa caméra vers un autre groupe d'immigration : les travailleurs migrants, ceux en fuite particulièrement<sup>550</sup>. Le documentaire *See you, lovable strangers*, sorti en mars 2017, dévoile la vie cachée et précaire de ces travailleurs migrants « sans papiers » et, surtout, les raisons pour lesquelles ils ont fui et choisi de travailler « au noir », alors qu'ils avaient avant un travail régulier. Afin de protéger les protagonistes, au lieu de sortir au cinéma ou à la télévision, ce film a été projeté en série dans différents espaces publics, toujours suivi par une rencontre ou une séance de discussion — une stratégie de plus en plus appliquée pour les films documentaires indépendants à Taïwan. Encore une fois, ce documentaire primé réussit, à travers une couverture par les médias *mainstream* et le bouche à oreille à travers les réseaux sociaux, à attirer l'attention du public taïwanais sur les problèmes structurels derrière ce phénomène, notamment la politique du recrutement et la surcharge des agences de travail. La motivation de Nguyễn Kim Hồng pour cette production, comme pour *Out/Marriage*, est de montrer la situation de ces travailleurs migrants fugitifs, qui sont ignorés depuis fort longtemps :

---

<sup>549</sup> Nguyễn Kim Hồng, réalisatrice vietnamienne indépendante de documentaire. L'entretien a été effectué à Chiayi le 01/08/2016.

<sup>550</sup> Selon des bases de données ouvertes du Ministère du Travail, les pourcentages des travailleurs migrants « en fuite » dans la totalité de la population entre 2010 et 2017 sont respectivement de 3,85%, 4,02%, 4,01%, 4,19%, 3,34%, 4,02%, 3,59% et 2,78%. En ligne : <https://statdb.mol.gov.tw/statis/jsp-proxy.aspx?sys=210&kind=21&type=1&funid=q13025&rdm=ejriWp6c>

Taiwan est en fait un pays accueillant et les gens se préoccupent de temps en temps des enjeux des nouveaux immigrés. Cependant, ces travailleurs migrants sont largement ignorés par la société. Tout comme avec *Out/Marriage*, mon but est de montrer aux Taïwanais la situation désespérée de ces travailleurs en fuite, car ils sont aussi mes compatriotes.<sup>551</sup>

Nguyễn Kim Hồng est actuellement en train de réaliser, toujours avec le réalisateur Tsai Tsung-Lung, un documentaire au sujet de la seconde génération d'immigrés. Les protagonistes, enfants de mère étrangère, parlent de leurs voyages au pays natal de leur mère. Leur point de vue et leurs sentiments vis-à-vis de ces deux pays « nats » , ainsi que leur positionnement et leur identité partagée entre deux cultures, marquent le cœur de cette œuvre. « Les nouveaux immigrés, les travailleurs migrants, les immigrés de seconde génération » : ces trois éléments constituent pour Nguyễn Kim Hồng la trilogie des immigrés qui gouverne ses documentaires. Cette trilogie reflète également l'évolution des trois champs d'intérêt de la population issue de l'immigration auxquels la discussion publique et la politique doivent prêter attention.

L'énergie créatrice de Nguyễn Kim Hồng s'étend également à l'aménagement de l'espace communautaire. En avril 2017, elle a fondé *Khuôn viên văn hoá Việt Nam* (traduit littéralement : « Pôle culturel du Vietnam à Chiayi<sup>552</sup> »). Cette association propose un lieu culturel rassemblant des livres d'Asie du Sud-Est, des costumes et des broderies traditionnels du Vietnam et propose des plats vietnamiens. La mission de cet espace est triple : premièrement, il permet au public de participer à des événements variés liés aux échanges culturels ; deuxièmement, il fournit des services juridiques et un abri pour les épouses étrangères dans le besoin ; troisièmement, il constitue également un lieu de loisirs et de rassemblement, tant pour les communautés migrantes que pour les Taïwanais qui s'intéressent à leur culture. Autrement dit, cet espace culturel a vocation à mettre en relation la communauté migrante, la communauté locale taïwanaise, les institutions de la société civile et les secteurs publics.

---

<sup>551</sup> « *See you, lovable strangers* — Un documentaire de Nguyễn Kim Hồng et Tsai Tsung-Lung sur la précarité des travailleurs migrants » (Tdl.), *National Culture and Arts Foundation online magazine*, 2017, n° 3. Disponible à : <https://mag.ncafroc.org.tw/single.aspx?cid=742&id=743>.

<sup>552</sup> Nom d'un comté du Sud-Ouest de Taïwan, connu pour son industrie agricole.

Plusieurs recherches ont été menées à Taïwan sur les espaces culturels des immigrés, qui permettent de constituer un réseau ethnique dans lequel les communautés peuvent faire circuler les biens, les informations et des émotions à travers la pratique continue d'habitudes culturelles, notamment la cuisine, la langue et la religion. De plus, ces espaces de rassemblement des communautés ethniques — des immigrés en particulier — constituent les moyens de subsistance et de formation de leur identité<sup>553</sup>. Ce type d'engagement social ainsi que les pratiques culturelles, qui nourrissent un réseau et une identité ethniques, pourront être renforcés en établissant un espace spécifique et fixe<sup>554</sup>. Selon Thomas Faist, le *transnational social space* fait référence aux liens soutenus entre des personnes géographiquement mobiles, des réseaux et des organisations transfrontalières au-delà des multiples États-nations. Ce *transnational social space* peut prendre quatre formes, dont une concerne les relations formalisées entre des petits groupes minoritaires, tels que des foyers, des systèmes de parenté ou des groupes de travailleurs migrants<sup>555</sup>, comme le Pôle culturel du Vietnam à Chiayi créé par Nguyễn Kim Hồng. Ce Pôle permet non seulement aux minorités ethniques d'échanger des informations et de pratiquer leurs habitudes culturelles ensemble, comme défini plus haut, mais il ouvre aussi ses portes à la majorité et souligne sa fonction de lieu de rencontre entre différents acteurs sociaux, afin de contribuer à l'amélioration d'une compréhension mutuelle au niveau communautaire.

L'initiative de la réalisatrice vietnamienne Nguyễn Kim Hồng incarne un autre modèle relatif aux actions audiovisuelles et culturelles en faveur des droits de la population issue de l'immigration. Elle refuse explicitement de publier ses documentaires via les canaux de masse, tels

---

<sup>553</sup> Voir : WANG, Chih-Hung (2006), « Dis/placed Identification and Politics of Space: The Consumptive Ethnoscape around Tao-Yuan Railroad Station » ; LAN, Pei-Chia (2002), « A Transnational Topography for the Migration and Identification of Filipina Migrant Domestic Workers » ; WANG, Chih-Hung et SHEN, Meng-Ying (2009), « Territorialization, Interstitial Interface and Transnational Space: The Taipei "Vietnam Street" as an Ethnic Place ».

<sup>554</sup> WANG, Chih-Hung et SHEN, Meng-Ying (2009), « Territorialization, Interstitial Interface and Transnational Space: The Taipei "Vietnam Street" as an Ethnic Place », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 73, mars, pp. 119-166.

<sup>555</sup> FAIST, Thomas (2006), « The Transnational Social Spaces of Migration », *Working Papers – Center on Migration, Citizenship and Development*; 10. Disponible à [https://www.uni-bielefeld.de/soz/ab6/ag\\_faist/downloads/workingpaper\\_10.pdf](https://www.uni-bielefeld.de/soz/ab6/ag_faist/downloads/workingpaper_10.pdf)

que le cinéma ou la télévision. Autrement dit, la portée d'influence restreinte constitue la limite de ses efforts. Au lieu d'atteindre au grand public, ses initiatives, y compris ses documentaires, le centre culturel et les festivals culturels qu'elle dirige/codirige, attirent dans un premier temps ceux qui sont déjà intéressés soit par le Vietnam, soit par les enjeux de l'immigration. Ce n'est qu'à travers des reportages, des articles ou des entretiens télévisés diffusés par les médias *mainstream* au sujet de ses efforts qu'un effet d'entraînement peut avoir lieu.

Heureusement, grâce à la tendance à la diffusion caractérisée par la sociabilité et la connectivité, ainsi qu'à l'extension des contenus générés par les utilisateurs, les initiatives communicationnelles en provenance de la société civile ont plus de chances de « franchir » la frontière entre les médias ethniques et les médias dominants — une frontière qui est elle-même en train de s'estomper. Dans cette optique, le canal de diffusion choisi, *mainstream* ou non, a de moins en moins d'importance ; en revanche, les contenus eux-mêmes et leur influence sur la ramification des réseaux, virtuels et/ou physiques, sont ce qui compte réellement. À la fin de l'entretien avec la réalisatrice, elle a encouragé les épouses étrangères à contribuer à la société et à ne pas toujours jouer le rôle de la minorité :

Après s'être installée, il faut aussi contribuer à la société et ne pas rester cachée dans la minorité en attendant l'aide des autres. [...] L'audiovisuel est un média immédiat et honnête ; j'encourage donc mes consœurs étrangères à raconter leur expérience. [...] Maintenant, avec Internet, c'est extrêmement simple : chacun peut se filmer pour se présenter et permettre aux Taïwanais de mieux nous connaître.<sup>556</sup>

#### **12.4. *Taiwan Literature Award for Migrants* et *Brilliant Time Bookstore* : favoriser la citoyenneté culturelle des immigrés**

Il est pertinent de noter que les initiatives de la société civile en faveur de la participation des immigrés au sein de la sphère publique multiethnique sont de plus en plus diversifiées et que

---

<sup>556</sup> Entretien avec Nguyễn Kim Hồng, déjà cité.

leur relation de collaboration avec les médias majoritaires ainsi que leur stratégie de communication sont en pleine mutation. En effet, nous remarquons un lien grandissant entre les médias ethniques et les mobilisations collectives : les médias ethniques incitent ou renforcent le dynamisme du mouvement social ; le mouvement social, en retour, enrichit le contenu et élargit le champ d'audience des médias ethniques. Stephen Riggins parle aussi de la relation étroite entre les médias des minorités ethniques et les mouvements sociaux. Selon lui, un mouvement social s'efforce de restaurer la position d'égalité du groupe ethnique. Il affirme : « *ethnic minority mass media need to be conceptualized as a part of the larger framework of social movements* » (Riggins 1992 : 11-12). Ces initiatives menées par la société civile ont pour but de faciliter la citoyenneté culturelle, pour que les individus et les groupes marginalisés par la culture dominante puissent s'approprier des moyens adéquats de création, de production, de diffusion et de consommation culturelles. En d'autres termes, des questions se posent, telles que : comment ces actions culturelles menées par et/ou pour des communautés migrantes parviennent-elles à créer un lien culturel, à solliciter des délibérations publiques, voire des changements sociaux ? Comment l'utilisation stratégique des médias peut-elle aider à amplifier les répercussions de ces mobilisations socio-culturelles ?

Nous pouvons apercevoir une possibilité en observant l'opération diversifiée du *Brilliant Time Bookstore*. En 2014, un après sa démission du *4-Way Voice*, et après l'échec de l'émission télévisée à l'attention des migrants *Singing in Taiwan*, Zhang Zheng a remarqué qu'un courant se formait, sollicitant la capacité culturelle (*cultural agency*) de tous les immigrants et leur donnant un moyen de s'exprimer par le biais de créations culturelles. Avec sa femme Liao Yun-Chan, ancienne rédactrice en chef adjointe et actuelle rédactrice en chef du magazine en ligne *CommonWealth*, ils ont concrétisé ce dynamisme par le lancement officiel du *Taiwan Literature Award for Migrants* en 2014. L'année suivante, ils ont fondé une librairie nommée *Brilliant Time: Southeast Asia-themed Bookstore* (ci-après dénommée « *Brilliant Time* »). Le Prix de littérature a constitué en quelque sorte la première étape de la création du *Brilliant Time*. Dans les années suivantes, la coexistence du Prix et de la Librairie leur a permis de s'aider l'un l'autre à se développer en étendant la portée de leur influence.



### ***Taiwan Literature Award for Migrants (TLAM)***

Les recherches sur la relation entre l'écriture et les immigrés, ainsi que sur leur expérience et leur auto-représentation ont commencé à émerger il y a une vingtaine d'années (Durmelat Sylvie 2000 ; Ging Debbie et Malcolm Jackie 2004 ; Hargreaves Alec 2013 ; Cooke Dervila 2016). En examinant ces études, nous pouvons remarquer deux fonctions majeures de la création d'une telle littérature. D'un côté, elle permet de poursuivre un esprit de solidarité parmi les immigrés et la reconstruction de leur identité, qui s'érode facilement face à une hégémonie culturelle ; d'un autre côté, la création et la diffusion de la littérature issue de l'immigration permet de mieux faire usage des « *political opportunity structures* » — face à certains défis tels que la mobilisation sociale, la structure politique apparaît dans sa position de vulnérabilité, favorisant un changement social — pour « *express their opposition to mechanisms of political and cultural exclusion* »<sup>557</sup>. Ceci correspond à la vraie mission du Prix, selon Zhang Zheng. D'un côté, d'après lui, ce Prix de littérature sert de canal pour inviter les immigrés sur scène et éventuellement attirer l'attention d'une plus large audience sur eux ; d'un autre côté, il vise à encourager les immigrés à exprimer leurs « commentaires » vis-à-vis de Taïwan sous forme littéraire — des commentaires qui envisagent de dévoiler la réalité quotidienne des immigrés<sup>558</sup>. Autrement dit, le Prix est moins conduit par une recherche esthétique et littéraire que par des motivations sociales et politiques.

Comme son nom le suggère, le *Taiwan Literature Award for Migrants* (dénommé ci-dessous TLAM) est un prix ouvert à tous les immigrés qui résident, ou ont résidé, à Taïwan, y compris les travailleurs migrants, les migrants matrimoniaux et les immigrés de seconde génération. Des créations de tous les genres de moins de 3000 mots sont les bienvenues, la seule règle étant d'écrire dans une langue sud-est asiatique. L'objectif de ce Prix est double : du point

---

<sup>557</sup> SIEVERS, Wiebke (2008), « Writing Politics: The Emergence of Immigrant Writing in West Germany and Austria », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(8):1217-1235. Disponible à [https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/kommissionen/KMI/Dokumente/Working\\_Papers/kmi\\_WP11.pdf](https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/kommissionen/KMI/Dokumente/Working_Papers/kmi_WP11.pdf)

<sup>558</sup> « Commémoration de la première édition du *Taiwan Literature Award for Migrants* : un Prix pour partager des “commentaires” sur l'île » (Tdl.), *The News Lens*. Disponible à <https://asean.thenewslens.com/article/49867> (MAJ le 07/10/2016 ; consulté le 05/08/2019).

de vue local, il souhaite que « l'écriture de l'identité » puisse enrichir la littérature taïwanaise ; en partant de la perspective des communautés migrantes, ce Prix fournit une scène sur laquelle les immigrés peuvent raconter leurs histoires et montrer leur propre énergie. Les membres fondateurs du Prix ont emprunté la définition de la littérature taïwanaise telle que proposée par Chen Fang-Ming, professeur de littérature : « Peu importe l'ethnicité ; tant que vous écrivez des sentiments, des souvenirs attachés au sol de Taïwan, ils s'inscrivent dans la catégorie de la littérature taïwanaise »<sup>559</sup>.

En effet, en dépit des différences d'échelle et de répercussion, les structures visant à enrichir la littérature de l'immigration ne sont pas sans précédent à Taïwan. En 2001, comme détaillé dans le chapitre 4, le gouvernement de la Ville de Taipei a lancé « *Taipei, listen to me !* », un concours d'écriture de poésie et d'essai à l'attention de la population migrante. En 2012 et 2013, le *4-Way Voice* a publié deux livres compilant des articles rédigés par des travailleurs migrants pour le premier et par des immigrées matrimoniales pour le second. Les souvenirs réprimés, les difficultés rencontrées et les espoirs de ces deux communautés : ces livres parviennent dans une certaine mesure à sensibiliser le public en exposant ces témoins. C'est la raison pour laquelle les ressources et les partenariats n'ont pas été si difficiles à rassembler pour l'organisation du TLAM. Dirigé par la *Chinese Association for Foreign Spouses & Labors' Voice*<sup>560</sup> et en collaboration avec le *National Museum of Taiwan Literature*, le *National Taiwan Museum*, ainsi que la *Global Workers' Organisation* — que nous avons présentée précédemment —, le Prix a réussi à obtenir une subvention du Ministère de la Culture et plusieurs financements de fondations privées. En outre, les gouvernements locaux et les bureaux de représentation du Vietnam, de la Thaïlande, de l'Indonésie et des Philippines, ainsi que tous les médias concernés par l'immigration à Taïwan sont impliqués dans l'établissement d'un réseau de communication pour mieux toucher les participants potentiels.

---

<sup>559</sup> Ibid.

<sup>560</sup> Fondée en 2009, la *Chinese Association for Foreign Spouses & Labors' Voice* est une association visant à promouvoir les droits généraux des épouses étrangères et des travailleurs migrants à travers des canaux médiatiques, en produisant des programmes multiculturels à la radio, en facilitant les échanges d'informations, en organisant des activités multiculturelles et des ateliers de formation dans les organes publics. Zhang Zheng en est le secrétaire en chef depuis 2014.

Le nombre et la portée des participants augmentent chaque année, sauf pour la deuxième année. Durant la deuxième édition, le système de vote en ligne conçu l'année précédente pour les internautes a été remis en question, puisqu'il avait été bloqué pendant quelques heures dû à l'affluence soudaine d'utilisateurs. Le fait qu'aucun des participants philippins n'ait été primé malgré le grand nombre de candidats a également entraîné le mécontentement de la communauté philippine. Pour la première édition du Prix en 2014, il y a eu 260 articles candidats (107 en langue indonésienne, 74 en tagalog (Philippines), 63 en vietnamien et 16 en thaïlandais) ; en 2015, le nombre de participants était de 181 (102 en indonésien, 36 en tagalog, 35 en vietnamien et 8 en thaïlandais). À partir de la deuxième édition, le Prix a invité des adolescents de la seconde génération d'immigrés à former un comité de huit juges pour établir trois distinctions supplémentaires. La perspective de la jeune génération a donc été incluse dans la prise de décision.

À partir de la troisième édition, avec l'aide de la Maison de correction du Ministère de la Justice, le Prix a commencé à recevoir des contributions provenant des prisonniers originaires d'Asie du Sud-Est. Cette année-là, il a reçu 217 articles (128 en indonésien, 58 en vietnamien, 17 en tagalog et 14 en thaïlandais), dont 34 rédigés par des prisonniers. Une des œuvres primées est celle d'une prisonnière vietnamienne qui a été condamnée pour un incendie criminel qui a tué deux personnes dans sa famille taïwanaise. Les sentiments profonds de regret et de douleur présents dans l'œuvre ont touché non seulement les juges du Prix, mais aussi le grand public après son exposition dans les médias. L'année suivante, le TLAM a reçu 321 articles, dont 131 en indonésien, 104 en tagalog, 69 en vietnamien et 8 en thaïlandais. À partir de la cinquième édition, en 2018, la portée du Prix s'est encore élargie, pour inclure des immigrés à Hong Kong, à Macao, à Singapour et en Malaisie. De plus, avec le soutien du Bureau du tourisme de Macao, le TLAM a ajouté un prix spécial de Macao qui promeut le partage d'expériences dans leur pays d'accueil. Cette année-là, le nombre de contributions a augmenté considérablement, avec 553 articles reçus, dont 230 en tagalog, 165 en indonésien, 92 en vietnamien et 66 en thaïlandais. En 2019, la portée s'étend à nouveau, pour inclure des immigrés sud-est asiatiques installés au Ja-

pon et en Corée du Sud. C'est la première fois qu'est établi un mécanisme transnational dans lequel des immigrants d'Asie du Sud-Est peuvent échanger et exprimer leurs vécus diasporiques à travers l'écriture.

Les thèmes traités par les participants sont très divers. Ils explorent non seulement des expériences de travail et de vie durant leur mobilité transnationale, mais aussi des sujets liés à la relation employeur-employé, au sexe et à l'amour, au traumatisme, à l'observation et à la critique sociales ; certains décrivent leur réalité personnelle et quotidienne, alors que d'autres œuvres sont principalement fictives. Dans cette optique, le TLAM incite les immigrants à se rassembler et à partager des souvenirs, des histoires. L'étape suivante consiste à leur permettre de protéger, puis de renforcer leur propre identité diasporique. En outre, le fait de pouvoir participer et s'exprimer leur donne le sentiment d'être reconnus et entendus. Compte tenu de l'appropriation d'un moyen de communication, les immigrants sont en mesure de s'exprimer tant envers leur communauté diasporique qu'envers le public général. Les lauréats sont reconnaissants, non seulement pour la générosité de la récompense, mais aussi pour la possibilité d'être entendus et de bâtir des liens avec d'autres immigrants. Une lauréate de la première édition raconte sa réaction à la réception de la nouvelle : « Quand on m'a appelée pour m'annoncer que mon œuvre avait été choisie, j'étais tellement émue. J'ai pleuré, pas pour l'argent, mais pour le fait que des gens lisaient mes mots et ressentaient ce que j'avais ressenti. »<sup>561</sup> L'auteur de la thèse, en tant que journaliste du *Migrants' Park*, a eu l'opportunité d'interviewer des lauréats de la troisième édition, y compris la lauréate controversée, la prisonnière vietnamienne condamnée à perpétuité. Elle est reconnaissante au TLAM de lui apporter le plus grand encouragement qu'elle ait reçu de sa vie et, ce qui est le plus important, de créer un canal pour que les immigrants puissent écrire leur histoire et leur vécu<sup>562</sup>. Justo, le

---

<sup>561</sup> « Commémoration de la première édition du *Taiwan Literature Award for Migrants* : un Prix pour partager des "commentaires" sur l'île » (Tdl.), *The News Lens*. Disponible à <https://asean.thenewslens.com/article/49867> (MAJ le 07/10/2016 ; consulté le 05/08/2019).

<sup>562</sup> « Une accusée d'incendie criminel primée par le Prix de littérature des immigrants : "Les deux choses que la prison m'a apprises" » (Tdl.), *Migrants' Park*. Disponible à <https://mpark.news/2016/08/24/1212/> (MAJ le 24/08/2016)

grand lauréat indonésien, a partagé non seulement son avis sur cette distinction, mais également sa motivation à écrire. Ses mots résument parfaitement la raison d’être du TLAM :

Le TLAM constitue un canal essentiel pour que le public taïwanais puisse s’approcher et mieux comprendre la réalité quotidienne des immigrés à travers la puissance des mots. J’envisage de sensibiliser le public et les législateurs, par le biais des mots, sur des enjeux tels que le surtravail, la sous-rémunération, les heures supplémentaires non payées et le travail sans autorisation. L’écriture est mes pieds, elle m’emmène dans des terres inconnues ; plus important encore, l’écriture me mène à ceux qui me comprennent.<sup>563</sup>

### ***L’ouverture du Brilliant Time Bookstore***

En 2015, un an après le lancement du TLAM, un local, longtemps attendu par les communautés migrantes ainsi que par les acteurs liés aux mobilisations culturelles de l’immigration, a finalement ouvert à New Taipei City, à côté d’un quartier de la diaspora cambodgienne. Le *Brilliant Time* offre une collection de livres sur ou en provenance d’Asie du Sud-Est avec une politique de « trois non et une règle » — contrairement à une librairie, le *Brilliant Time* ne vend pas de livres, mais les prête seulement ; à la différence d’une bibliothèque, il n’impose pas de durée limite pour l’emprunt ; à la distinction d’une boutique de prêt, l’emprunt est gratuit et la caution est rendue intégralement au retour du livre. De plus, il encourage les lecteurs à marquer, souligner et écrire des commentaires sur le livre prêté, pour que les lecteurs puissent échanger entre eux et ressentir l’existence des autres. Dès son établissement, cette librairie a réussi à attirer l’attention au sein des ONG et même parmi les principaux acteurs politiques, compte tenu de la visibilité et de la popularité des différentes actions menées par Zhang Zheng les années précédentes. Deux jours avant son ouverture, la présidente du PDP de l’époque Tsai Ing-Wen (qui a été élue présidente de Taïwan en 2016) et ses cadres y étaient présents pour rendre hommage. L’année suivante, le président d’alors, Ma Ying-Jeou, s’y est rendu ; le maire de New Taipei City et le candidat au mandat suivant ont aussi effectué une visite à la librairie, afin d’acquérir des conseils sur les politiques de l’immigration et, surtout, de profiter de cette occasion média-

---

<sup>563</sup> « Grand lauréat du Prix : “L’écriture est mes pieds et m’emmène vers l’inconnu” » (Tdl.), *Migrants’ Park*. Disponible à <https://mpark.news/tag/%E7%8E%8B%E7%A3%8A/> (MAJ le 03/08/2016)

tique pour parler de leur agenda politique en la matière, ainsi que de leur volonté de mieux respecter la population. Ma Ying-Jeou a déclaré, lors de sa visite, qu'« une ville merveilleuse doit bien s'occuper de ceux qui nous ont aidé »<sup>564</sup>.

Le fait que ces politiciens majeurs se battent pour être présents au *Brilliant Time* démontre que les enjeux des immigrés sont en haut de liste de leur agenda politique, que ce soit le parti au pouvoir ou le parti d'opposition. De plus, il est avantageux et approprié pour ces politiciens de montrer leur soutien auprès des immigrés, car cette position peut leur apporter une plus grande popularité dans la société civile. À propos de la possibilité d'être « utilisé » par des politiciens pour embellir leur image, Zhang Zheng maintient une perspective positive :

La visite des personnages politiques a en tout cas une fonction informative ; elle est positive, même s'ils en font un spectacle. Actuellement, c'est vraiment ce dont nous avons besoin, car l'enjeu que nous défendons est marginalisé et ignoré. De ce fait, la publicité du gouvernement permet de faire connaître ces questions au public. J'essaie de rester en bons termes avec les secteurs publics. Il est parfois difficile de collaborer avec eux dû aux contraintes administratives et au manque de flexibilité dont la société civile dispose. Toutefois, je pense qu'il y a des fonctionnaires qui ont le même état d'esprit que nous ; il faut seulement trouver un moyen de nous adapter pour collaborer avec eux.<sup>565</sup>

Avec cette visibilité, l'établissement du *Brilliant Time* a obtenu une couverture médiatique et des reportages non seulement au sein des médias de l'immigration, mais aussi de ceux *mainstream*. De plus, avec les visites à la fois politiques et symboliques des politiciens de premier plan, l'existence de la librairie a même réussi à atteindre tant la rubrique politique de la presse que celle des journaux télévisés. Saisissant l'opportunité de son inauguration, le *Brilliant Time* a débuté sa première initiative : *Bringing Back Books That You Cannot Read*. Compte tenu de la pénurie de livres du Sud-Est asiatique sur le marché taïwanais, ce mouvement fait appel

---

<sup>564</sup> « Ma Ying-Jeou rend visite à la librairie de l'Asie du Sud-Est : une ville admirable doit bien s'occuper de ceux qui nous ont aidé » (Tdl.), *The News Lens*. Disponible à <https://www.thenewslens.com/article/28408> (MAJ le 27/04/2016 ; consulté 08/08/2019)

<sup>565</sup> Entretien avec Zhang Zheng, déjà cité.

aux voyageurs taïwanais qui se rendent dans ces pays pour qu'ils ramènent des livres, même s'ils ne les comprennent pas. L'objectif de ce mouvement est de susciter la bienveillance du grand public afin de fournir des livres aux immigrants d'Asie du Sud-Est dans leur langue maternelle. La « règle » de la donation encourage ensuite des *carriers*, terme qui désigne les donateurs de livres, à prendre des photos, à faire le *check-in* et à promouvoir cette action sur les réseaux sociaux, ce qui permet de faire circuler l'information et d'élargir l'influence de ce mouvement. Tsai Ing-Wen, alors dirigeante du parti d'opposition, a organisé dans la librairie une conférence de presse intitulée « *Bringing Back Books That You Cannot Read* : le PDP enrichit les ressources culturelles des travailleurs migrants » lors de sa visite, en vue de faire écho à l'initiative *Bringing Back Books That You Cannot Read*. À cette occasion, le PDP a fourni plusieurs cartons de livres dans des langues du Sud-Est asiatique et a annoncé que ses bureaux locaux serviront de centres de collecte et de prêt pour les donateurs et les immigrants. Tsai Ing-Wen a déclaré pendant la conférence : « Il est compréhensible que ces immigrants aient le mal du pays et ressentent le besoin de se reconforter auprès de mots familiers, même s'ils font des efforts pour s'installer à Taïwan. »<sup>566</sup>

En plus d'être une librairie qui ne vend pas de livres, le *Brilliant Time* sert également de lieu culturel pour, premièrement, apprendre les langues d'Asie du Sud-Est enseignées par des immigrants et, deuxièmement, pour organiser des interventions et des discussions au sujet des enjeux de l'immigration et au-delà — il aborde également des sujets liés à la politique et à la géopolitique, à l'art et à la culture, ainsi qu'à l'émancipation des minorités. En effet, la fréquence des activités organisées à la librairie s'est considérablement élevée : en 2018, elle a proposé 453 activités, parmi lesquelles des interventions, des salons de langue, des projections cinématographiques, des concerts et des événements en lien avec le *Taiwan Literature Award for Migrants*.

### ***Alliance des librairies d'Asie du Sud-Est***

---

<sup>566</sup> « Défendre la valeur de la langue maternelle des nouveaux immigrants : Tsai Ing-Wen appelle à ramener “un livre que l'on ne comprend pas” à Taïwan » (Tdl.), @TWIMI. Disponible à <http://www.twimi.net/detail.php?mid=2980> (MAJ le 10/04/2015 ; consulté le 10/08/2019)

En écho à ce que le *4-Way Voice* défendait, la raison d'être de l'initiative visant à rapporter des livres d'Asie du Sud-Est et l'existence même du *Brilliant Time* sont basées sur le « droit de lire », qui est à la fois un droit et un besoin majeur de l'être humain. Zhang Zheng cite souvent Erin Cipta, la lauréate indonésienne de la première édition du TLAM, pour confirmer l'importance et le pouvoir de la lecture : « *Reading makes me free* ». Le mouvement de collecte de livres a rencontré un grand succès. En connectant les points de rassemblement et les points de prêt de livres, une « Alliance des librairies » aux quatre coins de l'île s'est formée. Tout lieu public souhaitant faire office de pont entre Taïwan et les cultures d'Asie du Sud-Est grâce au partage de livres peut rejoindre l'Alliance, qui comprend désormais de vraies librairies, des épiceries, des restaurants et des collectivités locales. Le *Brilliant Time* envoie gratuitement un carton de livres aux nouveaux membres pour leur servir de point de départ. Il est cependant dommage que le nombre de travailleurs migrants qui viennent physiquement emprunter des livres, autant dans le *Brilliant Time* que dans les centres de prêt partout à Taïwan, s'avère peu élevé, compte tenu de leur charge de travail et de leur manque de temps libre pendant la semaine. Leurs « clients » sont pour la plupart des Taïwanais qui empruntent des livres sur l'Asie du Sud-Est écrits en mandarin. Le *Brilliant Time* est conscient de cette limite. Malgré tout, selon Zhang, ces petites librairies revêtent une signification symbolique : leur existence est une fenêtre, un pont, qui manifeste la volonté de Taïwan de traiter sérieusement l'Asie du Sud-Est et ses émigrants<sup>567</sup>.

En 2015, la portée de l'Alliance s'est étendue à l'étranger, avec l'aide de la mobilisation d'un groupe de travailleuses indonésiennes. Elles ont annoncé, au *Brilliant Time*, la fondation du GEMAS (*gerakan masyarakat sadar baca dan sastra*), une collectivité visant à attiser l'intérêt du public à l'égard de la littérature indonésienne et à favoriser son accessibilité. Deux des membres-fondateurs ont ouvert leurs propres centres de lecture après leur retour au pays, ce qui a fait deux librairies de plus sur la liste de l'Alliance. À la fin de l'année 2016, il y avait plus de trente « librairies » sur la liste de l'Alliance à Taïwan. Un de ses partenaires, SEAMi (*South East*

---

<sup>567</sup> « Fondation de l'Alliance des librairies sud-est asiatiques : “Nous espérons que chacun à Taïwan ait l'occasion de lire” » (Tdl.), *The News Lens*. Disponible à <https://www.thenewslens.com/article/26410> (MAJ le 17/10/2015 ; consulté le 11/08/2019)



*Asia Migrant inspired*), installé dans la ville de Taoyuan — la ville rassemblant le plus de travailleurs migrants à Taïwan —, a même reçu une subvention du Ministère de la Culture pour établir un inventaire relativement complet des publications concernant l'Asie du Sud-Est. Cependant, le lien à cette Alliance s'avère plutôt de nature volontaire et l'opération varie d'une boutique/librairie à l'autre. Afin de résoudre le problème lié au fait que les travailleurs migrants se déplacent moins pendant la semaine au *Brilliant Time*, qui n'est pas proche des usines où ceux-ci travaillent et résident, la librairie a lancé une autre initiative : le *F24 Floor Library*.

### ***F24 Floor Library***

À partir de 2016, poursuivant son mode d'opération diversifié, le *Brilliant Time* a collaboré avec Tantri Sakhina, une travailleuse indonésienne, pour organiser une bibliothèque mobile visant à rapprocher les communautés de travailleurs migrants, qui se rassemblaient chaque week-end dans le hall de la *Taipei Main Station* — un endroit qui sert depuis longtemps de lieu de rendez-vous des travailleurs migrants habitant dans différentes régions. Le concept de ce comptoir de livres est de donner une option supplémentaire aux travailleurs migrants : une activité gratuite de lecture devant le pilier F24. Tantri, qui organise la bibliothèque mobile, pense que les livres permettent non seulement de s'émanciper, mais aussi de se sentir accompagné<sup>568</sup>. Les travailleurs migrants peuvent lire sur place ou emprunter des livres et les ramener chez eux. À la différence du *Brilliant Time*, le *Floor Library* n'exige pas de consigne, pour éviter la suspicion du public qu'elle sollicite la vente de livres.

Obtenir le droit de se réunir et de s'asseoir par terre entre compatriotes représente en fait la victoire d'un combat territorial sur la définition de la frontière, sur le principe de la confrontation culturelle. En 2012, la *Taipei Main Station* avait fermé le hall pendant les week-ends pour empêcher le rassemblement des travailleurs migrants. Cette décision a provoqué la protestation des ONG et des migrants, ainsi qu'une série de débats vifs sur l'utilisation de cet

---

<sup>568</sup> « F24 Floor Library : réchauffer le cœur des travailleurs migrants grâce aux livres » (Tdl.), *Initium Media*. Disponible à <https://theinitium.com/article/20160906-dailynews-bookstand-for-migrant-worker/> (MAJ le 07/09/2016 ; consulté le 12/08/2019)

endroit public<sup>569</sup>. En 2017, un écrivain et éditeur taïwanais réputé, Hao Kuang-Tsai, a essuyé des critiques pour avoir dit lors d'un événement public que les Taïwanais étaient de plus en plus « barbares », à s'asseoir par terre dans le hall de la Taipei Main Station, « tout comme les travailleurs étrangers »<sup>570</sup>. Ce discours discriminatoire a été fortement critiqué tant par des militants que par le grand public, à qui il a dû répondre et fournir des explications officielles sous la pression de l'opinion publique<sup>571</sup>. Au fil du temps, les groupes de migrants, les voyageurs et l'administrateur de la gare sont parvenus à un consensus : cet espace a été rendu au grand public, à la condition que la circulation du hall ne soit pas gênée. La bibliothèque mobile a de ce fait été en mesure de fournir un espace libre de lecture aux habitants étrangers, affirme Zhang Zheng<sup>572</sup>. L'année suivante, les gares principales de Kaohsiung City et Tainan City — la deuxième et la quatrième ville de Taïwan — ont entamé la même initiative de bibliothèque mobile.

Compte tenu de ses réseaux et collaborations transnationaux, les actions du *Brilliant Time* attirent l'attention à la fois des médias à Taïwan et de ceux à l'étranger. Les médias des pays

---

<sup>569</sup> « Le hall de la Taipei Main Station interdit aux travailleurs migrants : Taiwan Railways nie » (Tdl.), *Coolloud*. Disponible à <https://www.coolloud.org.tw/node/70670> (MAJ le 16/09/2012 ; consulté le 12/08/2019)

<sup>570</sup> « “Les Taïwanais ressemblent de plus en plus à des travailleurs migrants” ; Hao Kuang-Tsai met les pieds dans le plat et essuie des critiques » (Tdl.), *Liberty Times*. Disponible à <https://news.ltn.com.tw/news/life/breakingnews/2166283> (MAJ le 17/08/2017 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>571</sup> « Critiqué pour discrimination, “s’asseoir par terre comme des travailleurs migrants” : Hao Kuang-Tsai répond » (Tdl.), *Liberty Times*. Disponible à <https://news.ltn.com.tw/news/life/breakingnews/2166516> (MAJ le 17/08/2017 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>572</sup> Entretien avec Zhang Zheng, déjà cité.

d'origine des immigrés — Indonésie<sup>573</sup>, Thaïlande<sup>574</sup>, Philippines<sup>575</sup> — couvrent les initiatives innovantes du *Brilliant Time* et montrent comment ce dernier aide à défendre la citoyenneté et la participation culturelles de leurs ressortissants sur l'île. En outre, les médias des pays d'accueil de ces travailleurs migrants, tels que le Japon<sup>576</sup>, l'Inde<sup>577</sup> et Hong Kong<sup>578</sup>, publient aussi des articles qui analysent non seulement leurs actions réclamant le pouvoir d'agir des immigrés, mais aussi les politiques taïwanaises concernant la population migrante en général. Sans se rendre dépendant de l'établissement d'un média ou d'un canal médiatique spécifique, le *Brilliant Time* démontre que la créativité et l'engagement culturel engendrés par ses initiatives inédites et la sollicitation stratégique des réseaux sociaux et des médias peut permettre de « conquérir » la sphère publique.

### **Limites et apports**

Ces initiatives innovantes et dynamiques du *Brilliant Time* ont non seulement augmenté la visibilité de la population migrante dans les médias *mainstream*, mais aussi assuré un canal de communication des migrants vers la sphère publique. En raison de sa crédibilité, Zhang Zheng et ses partenaires sont souvent invités par le secteur public ou les milieux universitaires afin de

---

<sup>573</sup> Par ex. « Brilliant Time, Perpustakaan di Taiwan yang Bernuansa Khas Indonesia » (traduit littéralement de l'indonésien : « Brilliant Time, une bibliothèque de Taïwan différente des conventionnelles en Indonésie »), *JawaPos.com*. Disponible à <https://www.jawapos.com/features/01/12/2016/brilliant-time-perpustakaan-di-taiwan-yang-bernuansa-khas-indonesia/> (MAJ le 01/12/2016 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>574</sup> Par ex. « พุทธศักราชอัสตงฯ และความทรงจำในไต้หวัน » (traduit littéralement du thaï : « L'ère du Bouddhisme et les souvenirs à Taïwan »), *Matichon Online*. Disponible à [https://www.matichon.co.th/entertainment/news\\_1384486](https://www.matichon.co.th/entertainment/news_1384486) (MAJ le 03/03/2019 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>575</sup> Par ex. « Taipei Times: Detained OFW in Taiwan, 2 other Pinoys win in migrant literature award », *Panitikan*. Disponible à <https://panitikan.ph/2018/10/04/taipei-times-detained-ofw-in-taiwan-2-other-pinoys-win-in-migrant-literature-award/> (MAJ le 04/10/2018 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>576</sup> Par ex. « Migrant workers in Taiwan put pen to paper: Newcomers bring fresh perspectives to island's vibrant literary culture », *Nikkei Asian Review*. Disponible à <https://asia.nikkei.com/Life-Arts/Arts/Migrant-workers-in-Taiwan-put-pen-to-paper> (MAJ le 05/02/2019 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>577</sup> Par ex. « Migrants and new immigrants: How Taiwan is smartly deploying assimilation and integration to welcome foreigners into its fold », *The Times of India*. Disponible à <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/talkingturkey/migrants-and-new-immigrants-how-taiwan-is-smartly-deploying-assimilation-and-integration-to-welcome-foreigners-into-its-fold/> (MAJ le 21/04/2017 ; consulté le 13/08/2019)

<sup>578</sup> Par ex. « Le Brilliant Time pour les travailleurs migrants à Taipei » (Tdl.), *Hong Kong Economic Times*. Disponible à <https://is.gd/uBIFDW> (MAJ le 26/10/2016 ; consulté le 13/08/2019)

donner des conseils sur les politiques migratoires. Manifestation d'une combinaison d'énergies diverses, le *Brilliant Time* a acquis une existence symbolique. Néanmoins, ses actions ne sont pas sans limite.

Tantri, la co-fondatrice indonésienne de la bibliothèque mobile, ramène chaque dimanche environ cent livres dans deux valises à la *Taipei Main Station*. Cependant, d'après l'interview effectuée avec une employée du *Brilliant Time*, Chen Yi-Chun, Tantri ne s'occupe plus de la gestion de la bibliothèque mobile et ne vient qu'en tant que participante ordinaire. De ce fait, il ne reste qu'une valise d'une cinquantaine de livres, amenée par l'employeur du *Brilliant Time*. Autrement dit, cette initiative est actuellement menée, comme toutes les autres, par une équipe taïwanaise, même si en règle générale, des centaines de travailleurs migrants se rassemblent et s'assoient dans le hall chaque dimanche, deux fois plus que de Taïwanais, selon Chen Yi-Chun. Elle explique que, au lieu d'emprunter les livres, les migrants préfèrent les lire sur place. Il est essentiel de noter que la fonction primaire de la bibliothèque s'est progressivement modifiée :

En fait, la lecture n'est pas la raison principale pour laquelle ils se rassemblent autour de la bibliothèque. Nous servons plutôt de point de rencontre : il y a beaucoup de travailleurs migrants qu'on connaît, qui ne viennent pas spécialement pour lire ou emprunter des livres. Ils viennent plutôt pour bavarder ou manger avec nous. [...] Des fois, on offre des livres et on encourage à les faire circuler parmi leurs compatriotes. La fréquence des emprunts n'est pas très élevée — des fois aucun, des fois une dizaine —, mais la fidélité s'avère très importante. Les femmes (surtout des aides-soignantes) empruntent plus que les hommes, qui travaillent en général dans les usines (7:3).<sup>579</sup>

Zhang Zheng présente la même perspective à l'égard du changement dans la conception et les missions de la librairie. Lorsque nous lui avons demandé ce qu'il pensait du déclin de la presse écrite, en particulier du *4-Way Voice*, et des raisons pour lesquelles il avait choisi de quitter ce groupe pour créer un médium encore plus traditionnel, le libraire Zhang Zheng a revendiqué une redéfinition de la librairie comme un espace vivant ayant pour but de faire progresser la société :

---

<sup>579</sup> Entretien avec Chen Yi-Chun, employée du *Brilliant Time Bookstore*. Effectué en ligne le 29/03/2020.

Je considère la presse imprimée, y compris le *4-Way Voice*, comme faisant partie du passé, car Internet peut la remplacer à 99%. Le *4-Way Voice* a bien rempli son rôle historique ; son déclin signifie que nous n'en avons plus besoin. Ce n'est donc pas la peine de s'en attrister. [...] À la différence des médias de masse, la librairie cible un marché fragmenté. L'existence de la librairie comme espace public détient toujours ses significations — une nostalgie, sans doute. Pour moi, elle peut être un des chemins pour améliorer la société, ce qui est sa finalité ultime. La catégorie, le standard et la frontière d'une librairie pourront être redéfinis, à l'instar de la *Floor Library* de la Taipei Main Station. Puisqu'il y a des gens qui lisent, cet endroit peut être appelé *bibliothèque*. La façon dont un espace est nommé doit être définie par ses usagers. [...] Un espace détient des fonctions diverses ; une bibliothèque ou une librairie, pour moi, ressemble plutôt à un musée contemporain en mutation constante.<sup>580</sup>

Une autre limite de la bibliothèque mobile est que, d'après la répartition de la population migrante à Taipei, les travailleurs qui se réunissent à la Taipei Main Station sont principalement des Indonésiens, avec quelques Vietnamiens ; les Thaïlandais et les Philippins se rassemblent ailleurs. De ce fait, la « clientèle » de la bibliothèque mobile se limite principalement à la communauté indonésienne. Néanmoins, si la bibliothèque mobile se concentre sur les travailleurs indonésiens, les autres initiatives du *Brilliant Time* prennent en compte toutes les communautés migrantes.

En outre, Chen Yi-Chun met en évidence une limite incontournable de l'ensemble des initiatives associatives. Étant donné que l'enjeu des travailleurs migrants est en effet un problème structurel, ce que le *Brilliant Time* peut faire est de redonner le droit de lire, pour qu'ils puissent avoir « un moment de tranquillité » :

On est bien conscient d'une chose : on n'est pas capable d'éradiquer le problème, puisque les enjeux liés aux travailleurs migrants sont un problème structurel. Les acteurs qui peuvent aider sont des associations qui se confrontent au gouvernement au moyen de mouvements sociaux.

La clientèle de notre librairie est principalement taïwanaise. Pour aider les travailleurs migrants sud-est asiatiques, nous ne pouvons pas résoudre les problèmes structurels comme les autres institutions. Ce que nous pouvons faire pour contribuer, c'est appeler, rencontrer et rassembler les Taïwanais qui s'intéressent à la population migrante. Pour ce faire, nous avons lancé

---

<sup>580</sup> Entretien avec Zhang Zheng, déjà cité.

des initiatives, notamment les bibliothèques mobiles, le *Taiwan Literature Award for Migrants* et la récolte d'habits d'hiver pour les pêcheurs migrants. [...] L'objectif de ces initiatives est de construire une plateforme pour que les migrants puissent s'exprimer sans crainte et trouver des Taïwanais à l'écoute, afin de créer un véritable dialogue entre les deux groupes. Je pense que ce que nous faisons peut modifier les préjugés du public envers cette population et améliorer progressivement l'attitude et l'imaginaire des Taïwanais quant aux travailleurs migrants.<sup>581</sup>

En résumé, ce que le *Brilliant Time Bookstore* essaie d'accomplir est de forger et développer le pouvoir d'agir et de solliciter la citoyenneté participative au sein de la population issue de l'immigration. En plaidant pour leur droit de lire et d'écrire dans leur langue maternelle, ces initiatives culturelles visent à estomper des frontières — les frontières entre les immigrés et les Taïwanais, les frontières qui définissent les librairies, les frontières entre différents espaces culturels et les frontières qui enferment les diverses formes des médias. Selon Zhang Zheng, afin de dissiper la discrimination que les immigrés subissent, il faut affermir leur citoyenneté — leur droit et leur pouvoir de participer dans la société :

Pour résoudre le problème de la discrimination subie par les immigrés, les travailleurs migrants en particulier, il faut assurer leur citoyenneté, même partielle. [...] Ils sont des êtres humains ; le fait qu'ils n'ont pas le droit de voter à Taïwan ne doit pas nuire à leurs droits en tant qu'êtres humains. Nous prenons une approche culturelle — les publications, les quarante interventions par mois au sujet de l'Asie du Sud-Est. Lorsque les Taïwanais comprendront mieux les cultures, les histoires, les phénomènes culturels et naturels des pays environnants, il y aura moins de discrimination. Ce que nous pouvons faire maintenant est de partager leurs cultures et leurs langues. Renversons nos positions pour apprendre l'un auprès de l'autre. Assouplissons les hiérarchies.<sup>582</sup>

---

<sup>581</sup> Entretien avec Chen Yi-Chun, déjà cité.

<sup>582</sup> Entretien avec Zhang Zheng, déjà cité.

## ***Conclusion : évolution du Multiculturalisme à Taïwan, ses apports et limites***

Depuis le début des années 1980, Taïwan constate une croissance évidente de la population des « nouveaux migrants », que nous pouvons diviser en deux profils : des épouses étrangères en provenance de Chine, d'Indonésie, du Vietnam, du Cambodge, de Birmanie et de Thaïlande d'un côté ; d'un autre, des travailleurs migrants venant d'Indonésie, du Vietnam, de Thaïlande et un peu du Cambodge et de Birmanie. Cette croissance résulte, premièrement, de la tension ethnique qui tourmente l'île depuis la rétrocession de l'île après la Seconde Guerre mondiale en 1945 et la retraite du régime de la République de Chine en 1949 et, deuxièmement, du processus de démocratisation mis en œuvre à partir de 1987 (la levée de la loi martiale). Cette histoire pèse sur les manières de gérer les relations interethniques et la formation d'une nouvelle identité locale, ce qui à la fois enrichit et complique l'élaboration de la politique concernant la coexistence ethnique et culturelle à Taïwan.

Puisque les politiques sont fortement influencées par l'idéologie et l'imaginaire des élites au pouvoir, nous avons discuté des politiques de communication à l'attention de la population issue de l'immigration dans l'ordre chronologique — celles du président Lee Teng-Hui du KMT, de 1996<sup>583</sup> à 2000 ; du président Chen Shui-Bian du PDP, de 2000 à 2008 ; et du président Ma Ying-Jeou du KMT, de 2008 à 2016. Nous pouvons remarquer une évolution dans l'attitude de l'État taïwanais à l'égard des médias destinés aux immigrés. Au cours des années 1980, le gouvernement, face au processus de démocratisation, s'est concentré sur la crispation entre les *Benshengren* et les *Waishengren* et a maintenu la population migrante absente de la scène politique. À cette époque-là, l'attitude de l'État à l'égard de l'immigration était basée sur une politique de laissez-faire. En 1997, un jalon a été atteint. Face à la revendication des mouvements ethniques — ceux des communautés hakka et autochtones — pour leurs droits culturels, la « clause du multiculturalisme » a été constitutionnalisée.

---

<sup>583</sup> Année de la première élection présidentielle par le peuple à Taïwan.

Le tout premier projet médiatique destiné aux migrants a donné lieu à la création d'émissions radiophoniques pour les travailleurs migrants. Soutenu par l'*Employment Security Fund*, qui visait à promouvoir les droits des travailleurs à la fin de 1992, et par la dérégulation du système télévisuel et radiophonique l'an suivant, le premier programme nommé « La rive de Chao Phraya » a été inauguré en 1995 pour les travailleurs thaïlandais, qui comptaient 69% de la totalité des travailleurs migrants en 1994, selon les chiffres officiels. Fin 2001, quinze émissions étaient diffusées pour les ouvriers migrants dans leur langue maternelle. Cependant, Virut Taoprasirt, l'animateur de « La rive de Chao Phraya », interviewé dans le cadre de cette thèse, a dévoilé le fait que ce n'est qu'après sa préconisation forte et les premiers résultats des émissions que le Conseil des Affaires du travail a commencé à subventionner ces programmes radiophoniques.

Selon l'étude de Chiu Chu-Wen et l'interview avec Virut Taoprasirt, la mission principale de ces programmes était de diffuser les réglementations et les coutumes taïwanaises à connaître et à respecter, à la fois pour réduire les violations de la loi — y compris les fugues — et pour éviter l'agitation dans le milieu du travail. Utilisant seulement leurs langues maternelles, les émissions diffusaient également des chansons des pays d'origine pour réduire le mal du pays. Autrement dit, l'objectif premier de ces émissions était de stabiliser les travailleurs migrants et de maintenir l'ordre social. La communication s'avérait sans doute unidirectionnelle et les relations entre l'État et les médias, basées sur les catégories de Stephen Harold Riggins, ressemblaient au *Proselytist Model*, un mode de communication visant à transmettre les valeurs de la société dominante au public d'immigration.

À partir de 1998, le modèle de communication publique envers les travailleurs migrants a commencé à être contesté par des réformateurs du Bureau du Travail de la Ville de Taipei. Ces réformateurs, provenant du milieu militant, ont entrepris de construire un modèle de communication plus interculturel, notamment à travers l'établissement du Centre de Service pour les travailleurs migrants, l'émission de radio *Hello Taipei*, le journal imprimé *Migrant Express* et le Concours de poésie et de roman destiné aux travailleurs migrants — intitulé *Taipei, please listen*



*to me*. Selon le Bureau du Travail, l'objectif de ce concours reconnu, toujours en activité au moment de l'écriture de cette thèse, est de convier ces travailleurs à exprimer leurs émotions liées à leur vie à Taïwan. Non seulement les ouvriers peuvent soulager leur mal du pays et le stress du travail par le biais de l'écriture, mais les habitants de Taipei peuvent aussi découvrir leurs ressentis et apprendre à respecter des voix différentes, pour développer une compréhension mutuelle. Nous avons effectué une interview avec Tony Tamshir, l'employeur indonésien du Centre de Service et animateur de *Hello Taipei*. Il a avoué que la mise en place d'une telle communication interactive avait été poussée par la peur que les travailleurs migrants écoutent seulement les médias de leur pays d'origine et soient donc désinformés à l'égard Taïwan, ce qui pourrait causer des malentendus. Ceci correspond aux caractéristiques du *Preemptive Model*, que l'État a pris l'initiative de suivre afin d'éviter la création d'autres médias indépendants ou qui demandent l'aide d'institutions étrangères. Néanmoins, malgré l'écart entre ces intentions et le véritable multiculturalisme, des initiatives innovantes visant une amélioration de la communication avec les travailleurs migrants et la possibilité pour eux d'être entendus ont permis de franchir le pas vers une forme d'interculturalité.

De l'autre côté, les épouses étrangères étaient ignorées au sein de la politique médiatique avant l'an 2000, la première initiative à leur égard ayant été menée par un projet de la société civile — le Cours d'alphabétisation de Meinung, à partir de 1995. Inspiré de la philosophie de l'éducation d'émancipation de Paulo Freire, son objectif consiste à les faire sortir de la contrainte, à mettre en place un réseau d'entraide et à dialoguer avec la société à travers l'apprentissage de la langue. Ce travail de recherche présente également un entretien avec la fondatrice Hsia Hsiao-Chuan, une personnalité clef du mouvement des droits migratoires en Asie du Sud-Est. Selon elle, l'action entreprise vise aussi à leur faire prendre conscience de leur propre situation, des problèmes institutionnels auxquels elles doivent faire face et, finalement, de la possibilité de transformer la destinée de l'ensemble de la communauté. Ceci a marqué le début de la mise en réseau des actions au sujet de l'*empowerment* des immigrées matrimoniales à Taïwan. Le dynamisme et la mobilisation de la société civile ont alors joué un rôle de plus en plus important.

À partir de 1997, le Programme d’alphabétisation de Meinung a cherché à élargir sa collaboration, tant avec des associations qu’avec le secteur public. La politique vis-à-vis des femmes étrangères a connu un tournant en 1998, quand le *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project* a été mis en place pour acculturer les bénéficiaires et les faire « s’adapter » à la société d’accueil. En 1999, face aux revendications et à une prise de conscience publique, le gouvernement a entrepris des actions dans ce sens. En apprenant le modèle de Hsia Hsiao-Chuan, nombre de centres d’alphabétisation ont été établis à travers l’île. Cependant, les programmes du gouvernement reposaient principalement sur l’apprentissage de la langue et de la culture taïwanaise et, selon Hsia Hsiao-Chuan, visaient à « donner les leçons » et à assimiler les épouses étrangères. D’après l’étude de Hsia Hsiao-Chuan et Chiu Chu-Wen, le programme a fait l’objet de critiques en raison de sa teneur hiérarchique et patriarcale, reposant sur une stratégie assimilationniste et une communication unidirectionnelle. Malgré tout, le *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project* et ses successeurs constituent jusqu’aujourd’hui un dispositif essentiel de l’État pour soutenir les événements et les programmes liés aux femmes immigrées. Comme expliqué dans le texte, les changements de son appellation au fil du temps reflètent la manière dont le gouvernement a perçu cette population : le *Foreign Brides Life-Adjustment Counseling Implementation Project* en 1998, le Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent en 2003 et le Mécanisme de services destinés aux nouveaux habitants en 2016.

En 2000, une alternance politique a eu lieu pour la première fois dans l’histoire de Taïwan ; le PDP (le Parti démocrate progressif), opposé au KMT nationaliste, a remporté les élections. Le contexte politique a joué un rôle plus important que jamais dans la délibération et la redéfinition de l’identité nationale, qui est restée depuis l’arrivée du KMT réprimée par l’hégémonie de la culture et du système chinois. Avec pour but de contredire la domination chinoise — la mesure de *De-sinicization* —, le président d’alors s’est largement appuyé sur le discours du multiculturalisme et sur la mise en avant de la diversité ethnique en dehors de l’héritage chinois. Non seulement les ethnies autochtones, taïwanaise et hakka ont été mises en valeur, mais les nouveaux arrivants d’Asie du Sud-Est se sont également vu accorder une place. Mené par l’État taïwanais en 2004, un éventail d’actions et de déclarations, notamment la « Déclaration de la

citoyenneté culturelle », la « Résolution pour la diversité ethnique et l'unité nationale », le « Congrès sur le développement des ethnies et de la culture » et son plan d'action, démontre la volonté du gouvernement de construire une société multiculturelle.

L'accroissement du nombre d'immigrées matrimoniales a atteint un sommet en 2002, représentant un couple multinational sur trois enregistrés. Le phénomène a attiré l'attention du gouvernement, qui a mis en place rapidement le Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent en 2003 et le Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères en 2005. Visant à soutenir les femmes étrangères dans leur vie quotidienne et à accélérer leur intégration, ces dispositifs ont donné naissance à des programmes et des services favorisant à la fois l'organisation collective des femmes étrangères et la promotion du concept de diversité culturelle. Il est important de noter le rôle qu'a joué le nationalisme taïwanais dans l'élaboration des politiques migratoires, surtout à cette époque. Si les épouses du Sud-Est asiatique ont été mises en valeur par la rhétorique étatique malgré les discriminations rencontrées dans le quotidien, les épouses chinoises avaient tendance à être problématisées et criminalisées par le régime pro-indépendance. Vues comme une menace potentielle contre l'identité taïwanaise, ces femmes chinoises faisaient face à des traitements différents. Par exemple, la durée de résidence nécessaire pour pouvoir demander la naturalisation était de quatre ans pour les femmes d'Asie du Sud-Est et de huit ans pour celles de Chine. Certains députés du PDP ont même voulu l'étendre à 11 ans, mais le Parlement, dont la majorité était toujours tenue par le KMT, a abrogé ce projet.

Même si les femmes étrangères sont apparues plus tard que les travailleurs migrants dans les émissions radiophoniques, elles se sont montrées sur le petit écran plus tôt que ces derniers. En 2005, la première émission télévisée « Les Belles-filles de Taïwan » a été produite et diffusée, avec l'aide du Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères, sur le *Chinese Television System*, une chaîne publique terrestre. En enseignant les coutumes, la civilisation, la langue et la cuisine taïwanaises, cette émission, comme le suggère son titre, visait à apprendre aux épouses étrangères la manière de se comporter pour être une belle-fille exemplaire à Taïwan. Le Bilan 2005 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent montre que l'émission est répertoriée en tant que projet suivant la ligne directrice

de « Diffusion des politiques et décrets du gouvernement ». Wang Li-Jung, une professeure en *cultural studies* et conseillère du Ministère de la Culture, interviewée dans le cadre de cette thèse, souligne l'aspect assimilationniste de ces démarches. Dans l'entrevue effectuée par Wang auprès de la maison de production, le responsable de cette dernière a indiqué que l'objectif principal de cette émission était d'accélérer le processus d'acculturation des immigrés à la société taïwanaise, afin d'atténuer les problèmes potentiels.

Le concept du multiculturalisme au sein des médias adressés à la population issue de l'immigration s'est finalement concrétisé dans la deuxième moitié de l'année 2007, lorsque le *Taiwan Public Television Service* (PTS) a lancé la campagne intitulée *Together We Live in Sisterhood*. Faisant partie de la « nouvelle vague du mouvement multiculturel » au sein du PTS, certains des programmes de la campagne ciblaient la population des nouvelles immigrées comme thème central. La grille de programmation tout au long de l'année regroupait plusieurs types de programmes, y compris des séries et émissions auto-produites, des documentaires dépeignant le parcours d'épouses migrant vers divers pays, des séries importées en provenance des pays d'Asie du Sud-Est, une tournée de projection de films thématiques, ainsi que des événements et des conférences thématiques.

He Guo-Hua, chercheur chevronné du PTS, a expliqué les objectifs de *Together We Live in Sisterhood* lors de l'interview effectuée dans le cadre de cette thèse : premièrement, le nombre des épouses étrangères était devenu trop important que pour être négligé et peu parmi elles avaient accès à l'information. Deuxièmement, le PTS envisageait de corriger les stéréotypes que ces femmes subissaient au sein des médias. Troisièmement, la mission du PTS était de se mettre à disposition de toutes les communautés ethniques, y compris des femmes immigrées — une « démassification » des médias, d'après He Guo-Hua. Cependant, il est important de souligner que les travailleurs migrants restaient relativement ignorés par le volontarisme de l'État en matière de développement des droits culturels.

D'un autre côté, le dynamisme de la société civile était sans doute incontournable durant cette période, dans laquelle les médias imprimés et *grassroots* connaissaient un développement

florissant. Dès l'apparition à la fin de 2004 du magazine philippin « *The Migrants* », le premier journal produit par et/ou pour les migrants, le nombre de magazines/journaux de ce type a commencé à se multiplier. En 2006, deux publications phares ont vu le jour : « INTAI », le magazine indonésien le plus influent, et « *4-Way Voice* », une initiative publiant des journaux en six versions de langue différente pour les communautés d'Asie du Sud-Est. Ces trois médias, ayant tous pour objectif de combler la pénurie d'information pour les migrants dans leur langue d'origine, sont indépendants de l'État. Néanmoins, *The Migrants* et INTAI se distinguent du *4-Way Voice* pour les raisons suivantes : premièrement, *Migrants* et INTAI ont été créés par les communautés migrantes elles-mêmes, alors que le *4-Way Voice* était piloté par une équipe taïwanaise, accompagnée d'une cellule de rédaction/traduction venant du Sud-Est asiatique. Deuxièmement, si les deux premiers ont entrepris un modèle de commercialisation, le dernier a mis en marche un modèle associatif et a collaboré avec des ONG, puis, de plus en plus, puisque le gouvernement avait remarqué ses résultats, avec le secteur public.

Il est intéressant de noter que, contrairement aux caractéristiques de la typologie établie par Dan Caspi et Nelly Elias sur les « Médias-pour » et les « Médias-par », le *4-Way Voice*, au lieu de dicter l'agenda de la majorité à la minorité avec une attitude favorable envers la majorité, critiquait souvent l'injustice sociale entraînée par les politiques étatiques et s'efforçait de créer un espace multiculturel pour que les migrants puissent s'exprimer. Quant à *The Migrants* et à l'INTAI, au lieu de dénoncer le gouvernement et de chercher la solidarité à l'égard de l'ethnie minoritaire comme l'expliquent Dan Caspi et Nelly Elias, leurs objectifs étaient de « remercier Taïwan », d'« établir des passerelles entre les deux côtés » et d'« embellir l'image de Taïwan » — ces propos étant prononcés par la fondatrice de *The Migrants*, Nene Ho, et l'éditeur en chef de l'INTAI, Tony Tamshir, lors des entretiens effectués par l'auteur. Une des raisons de cette différence est due à la philosophie de la fondatrice du *4-Way Voice*, Lucie Cheng. Elle préconise également la théorie de Paulo Freire et sa pédagogie d'émancipation et encourage les réprimés à parler par eux-mêmes à travers les médias.

Si l'on a montré que le président Chen du PDP s'est mobilisé pour mener des changements structurels et mettre en place des mécanismes non seulement pour soutenir, mais aussi pour

veiller au bien-être des épouses étrangères, les politiques migratoires du président Ma Ying-Jeou se sont avérées prudentes durant son premier mandat. Ne mettant en place aucun nouveau dispositif ou changement structurel, Ma a pris un chemin plus pragmatique. De 2008 à 2011, il a assoupli les réglementations sur le droit du travail pour les épouses étrangères et baissé le seuil des conditions pour les demandes de résidence permanente. Surtout, étant pro-unification avec la Chine, il a raccourci la durée de résidence nécessaire aux épouses chinoises pour obtenir le droit à la naturalisation de huit à six ans, puis a tenté de la diminuer encore à 4 ans — tentative bloquée par le Parlement. Dans cette optique, encore une fois, le nationalisme et la manière de répondre à la question « Qui sera Taïwanais ? » ont joué un rôle non négligeable dans l'élaboration des politiques migratoires. De plus, au lieu de mettre en avant le multiculturalisme ou la culture du Sud-Est asiatique, nous constatons une « renaissance » de la culture *hua*, à l'occasion du centième anniversaire de la République de Chine en 2011 et des événements festifs tenus tout au long de l'année.

L'année 2012 a marqué un nouveau jalon dans le développement des droits culturels des « nouveaux habitants » — pour les époux/épouses étranger(e)s. Peu après la réélection de Ma, compte tenu de l'augmentation du nombre d'immigrés de seconde génération en provenance des familles multiculturelles, des revendications des associations et des résultats positifs du *Torch Program* mené à partir de 2007 par la ville de New Taipei, l'État a entrepris d'élargir le *Torch Program* à l'échelle nationale, pour encourager l'apprentissage des langues d'Asie du Sud-Est et la participation des épouses étrangères dans les établissements scolaires. Quelques mois plus tard, les législateurs ont déposé un projet de création d'une chaîne pour les communautés migrantes, en vain. Pourtant, la revendication a fini par donner naissance au « Programme des communications et des productions médiatiques destinées aux nouveaux immigrés », sous la responsabilité de l'Agence nationale de l'Immigration.

Incitées par ce programme de subvention, plusieurs émissions télévisées ont été produites par les chaînes *mainstream*. L'analyse réalisée sur trois des principales émissions constate une évolution vers la diversification et l'approfondissement des contenus ; les migrants étaient non seulement invités ou protagonistes dans ces émissions, mais sont aussi devenus présentateurs.

En 2016, le PTS a mené une enquête sur le comportement de consommation des chaînes publiques chez les nouveaux immigrants. La plupart des interviewés considéraient qu'il existait une amélioration liée à la représentation des migrants au sein des médias. Néanmoins, ils attendaient premièrement d'avoir plus d'options pour les communautés d'Asie du Sud-Est à la télévision et, deuxièmement, de voir augmenter leur participation dans les processus de production.

Ce travail de recherche a également permis d'effectuer un entretien avec Lai Su-Yen, personnalité clef du *Happiness United*, émission radiophonique de niveau national et soutenue par l'État. Primée par le plus grand prix de l'industrie audiovisuelle, cette émission est maintenant produite, présentée et dirigée par une équipe d'immigrées matrimoniales de différentes nationalités. Lai Su-Yen confirme l'évolution et l'orientation de ses émissions de 2005 jusqu'à nos jours. Au début, l'ajout d'un segment destiné aux femmes étrangères dans l'émission avait pour objectif de « créer un environnement bienveillant » pour cette population ; maintenant, le but du *Happiness* est d'« engager la communauté, donner à la fois le pouvoir d'agir et un canal pour parler en leur nom ». Il n'est pas erroné de dire que le développement des médias ethniques soutenus par l'État durant cette période se caractérise dans une certaine mesure par un engagement et une participation des communautés ciblées.

L'*empowerment* a constitué, sans être explicitement déclaré, un concept important dans les initiatives de la société civile concernant les droits culturels de l'immigration dès l'établissement en 1995 du Cours d'alphabétisation pour les épouses étrangères. Le phénomène est devenu une tendance dans les années 2010, puisqu'il existe de plus en plus d'ateliers et de formations destinés aux immigrants qui leur permettent de devenir journalistes citoyens, animateurs de radio ou réalisateurs/producteurs de « we-média ». Ensuite, une autre tendance des associations dirigeant les médias alternatifs pour la population issue de l'immigration concerne la prise de conscience de l'importance de ne pas être entièrement dépendant de l'État. Ceci se traduit par deux orientations : la diversification des modes d'opération et la commercialisation. Les deux acteurs non gouvernementaux — la *Global Workers' Association* et la GFTV — ont étendu leurs collaborations d'une manière trans-sectorielle, parfois purement commerciale, afin de diversifier les sources de revenu.

Le déclin de la presse imprimée constitue une caractéristique de l'évolution des médias au niveau mondial, y compris dans le développement des médias ethniques à Taïwan. Relativement prospères dans les années 2000, les médias *grassroots* — les journaux et magazines par ou pour la population donnée — ont été confrontés au choix de soit arrêter de publier (comme Indo Saura et une dizaine d'autres), soit de réduire le format (comme *The Migrants*), soit de se transformer en une entreprise sociale (comme le *4-Way Voice*), soit de numériser leur contenu (comme *Migrants' Park*). La GFTV, la première et pour l'instant la seule IPTV destinée aux migrants — en l'occurrence aux travailleurs indonésiens —, a été lancée en 2015. Le directeur général interviewé par l'auteur déclare que, à l'ère de la numérisation des médias ethniques, l'équipe de production et l'audience sont de plus en plus liés par une relation d'interdépendance. Le public ne rassemble plus seulement des destinataires, mais aussi des participants, des fournisseurs de contenu, des commentateurs et des diffuseurs.

Une série d'initiatives essentielles de la part de la société civile a été prise par Zhang Zheng après sa démission du poste d'éditeur en chef du *4-Way Voice*. En 2014, Zhang Zheng a inauguré le *Taiwan Literature Award for Migrants* et, en 2015, a ouvert le *Brilliant Time Bookstore*. Le premier, en réunissant les ressources des secteurs privé et public, réussit à augmenter sa portée et son influence chaque année. Il est devenu un prix qui incite les travailleurs d'Asie du Sud-Est dans divers pays d'accueil en Asie à partager leurs points de vue, leurs expériences et leurs talents. Cette prise de conscience couplée à une prise de parole contribue à construire une narration diasporique pour l'ensemble des travailleurs du Sud-Est asiatique. La librairie, accompagnée d'autres initiatives, réussit à attirer l'attention des médias *mainstream*, à Taïwan et à l'étranger. Il est donc intéressant de noter que, à l'aide des réseaux sociaux et des médias indépendants, la frontière entre les communautés ethniques et les médias dits de masse commence à être poreuse. Sans créer son propre média, la librairie a eu recours à des canaux de communication pour toucher directement non seulement les migrants, mais aussi le public taïwanais, par le biais de la création constante de contenus.



En somme, l'analyse des propos, des dispositifs et des documents officiels durant les trois présidences révèle que le terme « multiculturalisme » est quasi-omniprésent. Contrairement à l'Europe où ce terme est parfois mis en cause en raison du risque de destruction de l'unité nationale auquel ils sont souvent assimilés, il a été ces dernières années mis en valeur par l'État taïwanais. Cette notion sert de base conceptuelle afin d'affaiblir une hégémonie culturelle « chinoise », pour reconstruire un rapport de pouvoir plus égalitaire entre les communautés ethniques et éradiquer la doctrine dépassée de l'assimilation. Un des éléments essentiels qui distinguent le multiculturalisme en Asie de celui des pays occidentaux, selon Will Kymlicka, est la *sequencing issues* du développement de la société donnée. La mise en avant du multiculturalisme est synchronisée avec le processus de démocratisation à Taïwan. Par conséquent, ce concept est mobilisé tant par le gouvernement que par la société civile pour rendre équitable l'espace de discussion entre les ethnies et les partis politiques. S'avouant sceptique face au multiculturalisme, la professeure Hsia Hsiao-Chuan explique que le concept apporte tout de même une « avancée relative ».

Presque tous les vingt-et-un interviewés — dix migrants et onze Taïwanais — confirment que le multiculturalisme est non seulement envisagé, mais aussi, dans une certaine mesure, réalisé par les présidents successifs. Ils trouvent que l'accès à l'information, la représentation et la participation de la population migrante au sein des médias se sont sans doute améliorées au fil du temps. Le plus important est qu'ils apprécient la politique multiculturelle qui souhaite apprendre aux Taïwanais le respect de la diversité culturelle. Plusieurs immigrants interviewés expriment le désir et la nécessité de la part des communautés migrantes de « contribuer à la société taïwanaise en retour ». Dans le cas de Taïwan, le multiculturalisme n'est pas incompatible avec l'identité taïwanaise et l'unité nationale ; au contraire, il les enrichit.

Au niveau de l'État, en suivant l'évolution cartographiée par Augie Fleras, les politiques multiculturelles de Taïwan ont évolué de l'*Ethnic Multiculturalism*, qui met l'accent sur la différence culturelle et l'adaptation de la part des migrants, durant la présidence de Lee Teng-Hui et au début de celle de Chen Shui-Bian, à l'*Equity Multiculturalism*, qui envisage de mettre en œuvre des mécanismes et des dispositifs pour avoir une structure plus équitable pour la

population — en particulier pour les épouses étrangères —, durant la présidence de Chen Shui-Bian. À partir du deuxième mandat de Ma Ying-Jeou, nous constatons une orientation vers le *Civic Multiculturalism*, pour lequel les dimensions de l'engagement social et de la citoyenneté de la population issue de l'immigration sont mises en avant. Durant la phase de l'*Ethnic Multiculturalism*, la différence culturelle est mise en relief pour lutter contre les préjugés ; durant la phase de l'*Equity Multiculturalism*, l'administration de Chen Shui-Bian a souligné l'égalité de chance pour régler la discrimination institutionnelle ; pendant le second mandat du président Ma, le *Civic Multiculturalism* a permis de transformer les immigrés d'un objet passif à un sujet actif. Bien évidemment, ces phases des politiques sont progressives et ne sont pas clairement tranchées ; elles évoluent et se chevauchent.

Cependant, il persiste toujours des limites dans les politiques du multiculturalisme menées par l'État taïwanais. Premièrement, les politiques du multiculturalisme sont instrumentalisées par des agendas politiques différents. Pour Lee Teng-Hui, le multiculturalisme servait de rhétorique d'État, d'abord pour résoudre la crispation interethnique — en provenance des Hakkas et des autochtones —, ensuite pour apaiser l'opposition politique et sociale. Pour Chen Shui-Bian, le président pro-indépendance, cette notion, qui met en avant les cultures d'Asie du Sud-Est, a constitué un outil pour diluer l'héritage chinois, dans le but de reconstruire une identité nationale basée sur la culture dite taïwanaise. Néanmoins, l'accent mis sur l'identité locale risquait d'entraîner un « nationalisme taïwanais », qui prône une vision de l'immigration chinoise comme une menace nationale et sous lequel les politiciens du parti au pouvoir émettent souvent des propos discriminatoires envers l'ensemble de la population issue de l'immigration. Quant à Ma Ying-Jeou du KMT, son rapprochement avec la Chine s'est traduit par des mesures visant à améliorer les droits des épouses chinoises. Ma est resté plus pragmatique et prudent que son prédécesseur. Ce n'est que lorsque Ma a été poussé par la société civile, son cabinet et les législateurs, et qu'il a été confronté au fait que les immigrés de seconde génération étaient entrés dans les établissements scolaires, qu'il est revenu aux politiques multiculturelles, durant son deuxième mandat.

Il faut noter que la mise en place des dispositifs en faveur des droits culturels pour les travailleurs migrants sont largement ignorés par le gouvernement central, en raison principal du fait qu'ils n'ont pas le droit de vote et donc pas de poids politique. Tant les émissions télévisées que radiophoniques subventionnées sont à l'attention des épouses étrangères ; le *Torch Program* et les projets encourageant la participation dans les affaires culturelles du Ministère des Affaires culturelles ne s'adressent qu'aux migrantes matrimoniales. Les projets en faveur du droit culturel des travailleurs migrants, notamment les journaux *grassroots*, le Prix de littérature migrante, les librairies mobiles, sont en grande partie pilotés par les acteurs de la société civile.

Nene Ho, fondatrice du magazine consacré à la diaspora philippine, a exprimé la même préoccupation :

Je ne pense pas que le multiculturalisme à Taïwan soit véritable, car les Taïwanais sont en fait assez nationalistes. Ils préfèrent leur propre nourriture, leur mode de la vie ; ils ne veulent pas apprendre la culture des autres et sont toujours en faveur de leur propre culture. La politique reflète ce nationalisme.

La superficialité et l'artificialité du multiculturalisme constituent la deuxième limite dans le cas de Taïwan. Des événements ou des festivals financés par le gouvernement promouvant les cultures de l'immigration envisagent souvent de mettre en évidence la « traditionalité » et une culture essentialiste et rigide. Il est souvent demandé aux immigrés, lors des événements du gouvernement, de porter un costume traditionnel. Vuoch-Heang Lee, une animatrice radiophonique cambodgienne, affirme ainsi : « Cependant, dans le discours du multiculturalisme prononcé par le gouvernement, je ne vois pas de contenu concret. C'est bien d'organiser la journée de l'immigration, des festivals [...] consacrés aux migrants, pour à la fois montrer la pluralité des immigrés et attiser leur confiance. Mais cela reste superficiel, il manque toujours un esprit central et une continuité dans les politiques qui sont menées<sup>584</sup>. » Selon Milena Doytcheva, les contenus de ces activités dites interculturelles sont souvent « réduites aux

---

<sup>584</sup> Entretien avec Vuoch-Heang Lee, déjà cité.

manifestations les plus facilement perceptibles folklorisant ainsi les cultures », et ont du mal à « se défaire d'une relation inégalitaire, teintée de paternalisme<sup>585</sup>. »

D'un autre côté, leur image créée par les médias *mainstream* s'avère parfois problématique. Les reportages et émissions qui leur sont consacrés aiment raconter les réussites des épouses étrangères, des histoires qui montrent la manière dont elles ont décidé de quitter leur pays d'origine pour une meilleure vie sur l'île, la manière dont elles se battent pour s'installer à Taïwan et dont elles sacrifient tout pour élever leurs enfants (souvent après un divorce ou le décès de leur mari). Ceci explique qu'une immigrée s'est plainte dans une tribune de journal d'avoir le sentiment d'être considérée comme une « mascotte ». Néanmoins, une fois que les immigrés s'écartent de ce chemin « exemplaire », ils risquent de devenir des « mauvais » habitants et d'être qualifiés d'ingrats.

Ensuite, le mécanisme de distribution des ressources et la mentalité présente derrière dévoilent la troisième limite des politiques multiculturelles taïwanaises. L'État tend à financer les projets liés à l'amélioration de l'accès à l'information ou des droits culturels de la population migrante au moyen d'un système d'« appel d'offres ». L'appel est relancé et se renouvelle normalement sur une base annuelle, ce qui provoque un changement fréquent des réalisateurs des projets et une rupture d'expérience à chaque fois. L'efficacité des projets est souvent réduite en raison du manque de vision et de continuité. Vuoch-Heang Lee critique ainsi : « L'État lance des appels sans aucune planification en amont, ni gestion pour la suite. [...] Comment pouvez-vous surveiller tous ces projets ? Cela ne suffit pas de juste octroyer des ressources et puis, c'est fini. Il n'y a pas assez de responsabilité ; il faudrait délibérer sur le long terme. »<sup>586</sup> La possibilité dans les méthodes de contrôle des rapports de pouvoir interethnique et de ce à quoi le multiculturalisme devrait ressembler constitue un autre problème. Hsia Hsiao-Chuan et Wang Li-Jung mentionnent toutes deux leur préoccupation à ce niveau quant au *Divisive Model* du multiculturalisme mené par l'État taïwanais. Une fois les ressources morcelées, les

---

<sup>585</sup> DOYTCHEVA, Milena (2003), *Existe-t-il un multiculturalisme à la française? Une étude sur la Politique de la ville, 1981-2003*. Sociologie. EHESS : Paris, p. 128.

<sup>586</sup> Ibid.

communautés ethniques concernées se battre pour les obtenir — cela désolidarise les forces, qui devraient rester unies. Résultat : tous les projets des ethnies minoritaires obtiennent un financement trop faible pour se développer, trop important cependant pour s'effondrer. Selon leur point de vue, afin d'obtenir les subventions publiques ou une opportunité, les immigrés sont obligés de développer des projets en fonction de ce que le gouvernement imagine de ces cultures. Visant à promouvoir la diversité culturelle, la politique multiculturelle risque de laisser le gouvernement piloter le phénomène du développement culturel et de juger de ce qu'est la culture indonésienne, vietnamienne, thaïlandaise, etc. Dans cette optique, le multiculturalisme pourrait donner naissance à une essentialisation culturelle dirigée par la bureaucratie.

Enfin et surtout, avec pour objectif d'atteindre une véritable préservation ou un réel développement de la diversité culturelle, il ne faut pas ignorer les problèmes au niveau de la structure éco-politique. Hsia Hsiao-Chuan a affirmé lors de l'entretien : « On ne peut pas parler de la culture si l'on parle seulement de la culture. Il nous faut absolument traiter la situation éco-politique des migrants et leur position égalitaire ou non au niveau structurel. C'est seulement à cette condition que nous pouvons parler de multiculturalité<sup>587</sup>. » Tony Tamshir, animateur indonésien de radio, et Chen Yi-Chun, employée du *Brilliant Time*, argumentent tous les deux que le seul travail d'organisation d'événements culturels n'aide qu'à inciter l'intérêt des Taïwanais envers les cultures des migrants, ainsi qu'à provoquer une prise de conscience de leur situation et rendre ces problèmes plus visibles.

C'est la raison pour laquelle Milena Doytcheva se demande si le pouvoir d'innovation des politiques multiculturelles n'est pas surestimé. En effet, la mise en place de ces dernières a plutôt apporté des « remèdes correctifs, complétant le fonctionnement des grandes institutions nationales<sup>588</sup> », et n'a pas véritablement transformé les rapports sociaux. Ces politiques n'apportent souvent pas de changements plus profonds. Comme l'a montré ce travail de recherche, les politiques multiculturelles sont appliquées par les gouvernements des deux côtés — indépendan-

---

<sup>587</sup> Entretien avec Hsia Hsiao-Chuan, déjà cité.

<sup>588</sup> DOYTCHEVA, Milena. (2018), *Le multiculturalisme*. Paris: La Découverte, pp. 117-118.

tistes et nationalistes chinois — afin de profiter de ces mesures « peu coûteuses, non dénuées de toute portée électorale<sup>589</sup>. »

Cependant, pour réellement atteindre une cohabitation des diverses cultures, l'essentiel est d'égaliser, ou au moins de rapprocher, les rapports de pouvoir parmi les différentes communautés ethniques. Ceci ne pourra être réalisé qu'au moyen d'une amélioration structurelle et réglementaire. À cet égard, les efforts du secteur public favorisent plus l'amélioration de la représentation dans les médias, que la représentativité au sein des rédactions/productions. Dans cette perspective, ce qu'il faut surtout éviter est que la mise en avant du multiculturalisme — une sorte de vitrine de la diversité culturelle — devienne une stratégie utilisée par l'État pour détourner l'attention et affaiblir les revendications concernant un changement fondamental du système et de la structure.

---

<sup>589</sup> Ibid.

## Bibliographie

### Ouvrages/Chapitres d'ouvrage

BUDARICK, John et HAN, Gil-Soo (2017) (eds.), *Minorities and Media : Producers, Industries, Audiences*. London: Palgrave Macmillan.

BRUBAKER, Roger (1996), *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

COTTLE, Simon ed. (2000). *Ethnic minorities and the media*. PA: Open University Press.

DOWNING, John et HUSBAND, Charles (2005), *Representing race: racisms, ethnicities and media*. London: SAGE Publications.

DOYTCHEVA, Milena (2018), *Le multiculturalisme*. Paris: La Découverte.

FLERAS, Augie (2009). *The Politics of Multiculturalism : Multicultural Governance in Comparative Perspective*. New York: Palgrave Macmillan.

FLERAS, Augie (2011). *The media gaze : representations of diversities in Canada*. Vancouver: UBC Press.

FLERAS, Augie (2015). *Immigration Canada: Evolving Realities and Emerging Challenges in a Postnational World*. Vancouver : UBC Press

HUSBAND, Charles (1994), *A richer vision : the development of ethnic minority media in Western democracies*. Paris: Unesco Publishing

KYMLICKA, Will (1995), *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*. Oxford: Clarendon Press.

KYMLICKA, Will et HE, Baogang (2005), *Multiculturalism in Asia*. Oxford: Oxford University Press.

KYMLICKA, Will (2012), *Multiculturalism: Success, Failure, and The Future*. Berlin: Migration Policy Institute.

KOICHI, I., HYUN, M-K. et HSIA, H-C. (2016) (eds.), *Multiculturalism in East Asia : A Transnational Exploration of Japan, South Korea and Taiwan*. London: Rowman Littlefield International.

MATTELART, Tristan (2007). *Médias, migrations et cultures transnationales*, Bruxelles: De Boeck Supérieur, coll. Médias-Recherches.

MATTELART, Tristan (2014) (ed.), *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*, Paris: Mare & Martin, coll. Media Critic.

MCQUAIL, Denis (2000). *McQuail's mass communication theory*. London: Sage Publications.

MCQUAIL, Denis (2003), *Media Accountability and Freedom of Publication*. North Carolina: Oxford Univ Press.

MILLET, Anne-Sophie (2013), *Les aborigènes d'Australie et les Médias : entre préjugés et bataille de l'image (1990-2007)*. Paris: L'Harmattan.

RIGGINS, H. Stephen (1992), *Ethnic Minority Media: An International Perspective*. Newbury Park, CA: Sage Publication.

RIGONI, Isabelle et SAITTA Eugénie (2012), *Mediating Cultural Diversity in a Globalized Public Space*. London : Palgrave Macmillan.

SARITA, Malik (2002). *Representation Black Britain: Black and Asian Images on Television*. London: Sage Publication.

STAIGER, Janet (2005). *Media reception studies*. New York: New York University Press.

STEVENSON, Nick (2003), *Cultural Citizenship: Cosmopolitan Questions*. London: Open University Press.

SUIN, Roberts (2012). *Language of Migration: Self- and Other- Representation of Korean Migrants in Germany*. New York: Peter Lang.

WALZER, Michael (1993). *Spheres Of Justice: A Defense Of Pluralism And Equality*. New York: Basic Books.

YOUNG, Iris Marion (1990). *Justice and the politics of difference*. Princeton. New Jersey: Princeton University Press.

### **Articles/Périodiques**

AHADI, Daniel et MURRAY, Catherine (2009), « Urban Mediascapes and Multicultural Flows: Assessing Vancouver's Communication Infrastructure », *Canadian Journal of Communication*, Vol 34, pp. 587-611.



AWAD, Isabel et ROTH, Andrea, « From minority to cross-cultural programmes: Dutch media policy and the politics of integration », *The International Communication Gazette*, 2011, 73(5), pp. 400–418.

BLEICH, Erik et al. (2015), « Migrants, Minorities and the Media: Information, Representations and Participation in the Public Sphere », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41:6, pp. 857-873.

BLOEMRAAD, Irene, KORTEWEG, Anna et YURDAKUL Gökçe (2008), « Citizenship and Immigration: Multiculturalism, Assimilation, and Challenges to the Nation-State », *The Annual Review of Sociology*, Vol. 34, pp. 153-179.

BRUBAKER, Rogers (1990), « Immigration, Citizenship, and the nation-state in France and Germany: a comparative historical analysis », *International Sociology*, Vol. 5, n°4, pp. 379-407.

BRUBAKER, Rogers (2002), « Ethnicity without groups », *Archives of European Sociology*, N° XLIII/2, pp. 163-189

CASPI, Dan et ELIAS, Nelly (2011), « Don't patronize me: media-by and media-for minorities », *Ethnic and Racial Studies*, 34: 1, pp. 62-82.

CHANG, Chin-Hwa (1997), « Multiculturalism & Taiwan's Broadcasting Policies — The Case of Aboriginal and Hakka in Taiwan », *Journal of Audio-visual Media and Technologies*, N°3(1), pp. 1-24.

CHANG, Mau-Kuei (2002a), « La formation et le défi du multiculturalisme et le discours multiculturel à Taïwan » (Tdl.), Hsueh, Tien-Tung (ed.), *Taiwan's future*, pp. 223-273.

CHANG, Mau-Kuei (2002b), « Taïwan est un pays multiculturel ?! », *Cultural Studies Monthly*, N° 13, pp. 1-8.

CHAO, Yen-Ning (2004), « Imagined Modernities, Transnational Migration, and Border Control: A Case Study of Taiwan's 'Mainland Brides' », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 32, pp. 59-102.

CHEN, Chih-Jou et YU, Te-Lin (2005), « Public Attitudes toward Taiwan's Immigration Policies », *Taiwanese Journal of Sociology*, N°10, pp. 95-148.

CHEN, Chun-Fu (2012), « Rethinking the Communication Rights of International Migrant Workers/Immigrants: A Local Perspective », *Journal of Communication Research and Practice*, 2 (1), pp. 57-86.

CHENG, Pang-Yen (2015), « Encountering Southeast Asian Immigrant Visitors in Taiwan Museums: Current Practices and Reflections », *Museology Quarterly*, 29(3), pp. 103-116.

CHEN, Yi-Hsiang (1999), « The Exploration of Media Diversity », *Mass Communication Research*, N° 58, pp. 141-169.

CHEN, Chun-Fu (2012), « Rethinking the Communication Rights of International Migrant Workers/Immigrants: A Local Perspective ». Apparu dans Liu et Feng (eds.), *Lack in the Abundance: A Reflection and Reconstruction of Communication Policies*, pp. 217-252. Taipei : Chuliu.

CHIU, Chu-Wen (1998), « A Study of Ethnic Media for Immigrant Workers: Thai Radio Program in Taiwan », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n°31, pp. 169 - 193.

CHIU, Chu-Wen (2000), « Literacy/Life Education of Southeast Asian Immigrant Brides in Taiwan: Assimilation or Multiculturalism », *Bulletin of Adult & Continuing Education*, n° 29, pp. 197-219.

CHIU, Chu-Wen (2003), « Transnational Migrants-Media: Radio Programs Serving South-Eastern Asian Laborers in Taiwan », *Mass Communication Research*, n°75, pp. 79-80.

COTTLE, Simon (2000), « Introduction Media Research And Ethnic Minorities: Mapping The Field ». In Cottle S. (ed.) *Ethnic Minorities And The Media: Changing Cultural Boundaries*. Buckingham: Open University Press.

DEUZE, Mark (2006), « Ethnic media, community media and participatory culture », *Journalism*, vol. 7, n°3, pp. 262–280.

GEORGIU, Myria (2013), « Seeking ontological security beyond the nation: the role of transnational television », *Television & new media*, 14 (4), pp. 304-321.

HALL, Stuart (1989), « Cultural identity and cinematic representation », *Framework*, N°36, pp. 68-82.

HALL, Stuart (2000), « The multicultural question », *Un/Settled Multiculturalisms*, ed. Barnor. Hesse, London : Zed Press.

HALL, Stuart (2011), « Introduction: Who needs identity? », in *Questions of Cultural Identity*, London: Sage Publication, pp. 1-17.

HE, Guo-Hua (2016) (ed.), « Étude sur les comportements d'utilisation du contenu télévisuel et audiovisuel des nouveaux immigrés issus d'Asie de Sud-Est » (Tdl.), *Public Television Service Foundation Research Report*.

HSIA, Hsiao-Chuan (2000), « Transnational Marriage and Internationalization of Capital-the Case of the "Foreign Bride" Phenomenon in Taiwan », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, N°39, pp. 45-92.

HSIA, Hsiao-Chuan (2001), « The Media Construction of the ‘Foreign Brides’ Phenomenon, *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, N° 43, pp. 153-196.

HSIA, Hsiao-Chuan (2003), « The Localization of Praxis-Oriented Research: the Case of ‘Foreign Brides Literacy Program’ », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 49, pp. 1-47.

HSIAO, Hsin-Huang (2005), « Toward a New Paradigm of Ethnic Communication in Cultural Diversity », *Chinese Journal of Communication Research*, 7(06), pp. 3-8.

HUANG, Hao Jung et HUANG, Jing Fen (2002), *Media Representation of ‘Foreign Brides’ — A Case Study of News Paper Reports in 2001*, présenté à Media and Environment International Conference, Fu Jen Catholic University.

HUANG, Wei-wei et LEE, Jia-Ling (2005), *Exploring the cultural marketing model of Hakka TV Station*, présenté à Chinese Communication Society Conference.

HUSBAND, Charles (1996), « The right to be understood: Conceiving the multi-ethnic public sphere », *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, Vol 9 - Issue 2, pp. 205-215.

HUSBAND, Charles (1998), « Differentiated citizenship and the multi-ethnic public sphere », *Journal of International Communication*, 5 (1 & 2), December, pp 134-148.

KU, Yu-ling (2006), « Le nouveau système de servitude à Taïwan — rapport sur la lutte des travailleurs thaïlandais contre la violence du *Kaohsiung Rapid Transit Corporation* » (Tdl.), *Taipei Bar Journal*, n° 321, pp. 41-56.

KUNG, Lorna (2002), « Migrant Workers in Taipei: Biased Central State Policy and Alternative Administration Strategy of Local State », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, N°48, pp. 235 - 285.

LAN, Pei-Chia (2002), « A Transnational Topography for the Migration and Identification of Filipina Migrant Domestic Workers », *Taiwan : A Radical Quarterly in Social Studies*, N° 48, pp. 169 - 218.

LAN, Pei-Chia (2006), « Legal Servitude and Free Illegality: Control and Exit of Migrant Workers », *Taiwan : A Radical Quarterly in Social Studies*, N° 64, pp. 59-90.

LANCE, Bennett, W.. (1993). « A Policy Research Paradigm for the News Media and Democracy », *Journal of Communication*, 43(3). pp. 180-189.

LIN, Chia-Yuan (2005), *Media image representation of ‘The Foreign Bride’: Take ‘China Times’, ‘Apple Daily’ and ‘United Daily’ as case studies*, présenté à Chinese Communication Society Conference.

LIU, Julie (2004), « Mainland and Foreign Spouses in Taiwan's Social Context--A Womanism Perspective and Its Implications », *Community Development Quarterly*, N° 105, pp. 44-53.

LO, Shih-Hung (2008), « Blindspot of NCC's Proposed Draft Communications Act and Regulation Revision to Communications Convergence: A Critique from the Cultural Citizenship/Communication Rights Perspective », *Technology Law Review*, 5(2), pp. 1-29.

LOBERA, Josep et al. (2017), « Toward a multi-ethnic public sphere? Media consumption in highly diverse districts in Spain ». *International Migration*, 55(2), pp. 39–52.

MATTELART Tristan et d'HAENENS Leen (2014), « Cultural diversity policies in Europe: BETWEEN integration and security », *Global Media and Communication*, December(10), pp. 231-245.

MULLER, Pierre (1995), « Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde », dans *La Construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris: Éditions L'Harmattan.

MURDOCK, Graham (2013), « Media, Culture and Modern Times: Social Science Investigations ». Dans K. B. Jensen (ed.), *Handbook of Media and Communications Research: Qualitative and Quantitative Research Methodologies* (pp. 40–57).

NI, Yen-Yuan (2009), « The Politics of Representations: Negative Constructions of the Other in the Popular Press », *Mass Communication Research*, 58(01), pp. 85-111.

ONG, Aihwa (1996), « Cultural Citizenship as Subject-Making », *Current Anthropology*, 37(5), pp. 737-762.

RIGONI, Isabelle (2007), « De l'immigration à l'immigré : quand l'objet devient sujet », *Migrations Société*, vol. 111-112, no. 3, pp. 201-214.

SHIH Cheng-Feng (1996), « Political relevancy of language ». Dans Cheng-Feng Shih (ed.), *Language Politics and Policies*. Taipei : Qinwei.

TSAI, Wen-Yu (2004), « L'analyse et la réflexion sur le phénomène des mariées étrangères » (Tdl), *Community Development Journal*, N° 105, pp. 208-216.

TSENG, Yen-Fen (2004), « Expressing Nationalist Politics in Guestworker Program: Taiwan's Recruitment of Foreign Labor », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 32, pp. 1-58.

TSENG, Yen-Fen (2006), « Who Can Be Us? Class Selection in Immigration Policy », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, N°61, pp. 73 - 107.

van VUUREN, Kitty (2005), « Community Media in Transition: Emerging Frameworks for their Regulation », *Practice and Theory, Australian Journal of Communication*, vol. 32(2), pp. 57–70.

VIOREL, Țuțui (2011), « Between the ‘Spheres of Justice’ and the ‘Right to Citizenship’: The Limits of the Communitarian Theory of Michael Walzer », *Meta: Research In Hermeneutics, Phenomenology, And Practical Philosophy*, Vol. III, N° 1, pp. 130-140.

WANG, Chih-Hung (2006), « Dis/placed Identification and Politics of Space: The Consumptive Ethnoscape around Tao-Yuan Railroad Station », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, No.61, pp. 149 - 203.

WANG, Chih-Hung et SHEN, Meng-Ying (2009), « Territorialization, Interstitial Interface and Transnational Space: The Taipei “Vietnam Street” as an Ethnic Place », *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, No. 73, pp. 119-166.

WANG, Li-Jung (2006), « The Construction of Cultural Citizenship: The Development of Cultural Policy and the Practice of Citizenship », *Journal of Public Administration*, N°20, pp. 129-159.

WANG, Li-Jung et al. (2008), « The exploration of TV Programs on “Transnational Communities” in Taiwan: The case study of “Taiwan’s daughter-in-law” », *Chinese Journal of Communication Research*, n°14, pp. 267-313.

WANG, Horng-Luen (2001a), « Institutional Contexts, External Factors and the Peculiarities of Taiwan's National Question: A Reflection on Theories and Experiences », *Taiwanese Sociology*, n° 1, pp. 183-239.

WANG, Horng-Luen (2001b), « Why is Taiwan Making Trouble? Trends of Globalization and the Problem of Nationhood in Taiwan », in *Nationalism and Cross-Strait Relations*, Lin Chia-Lung et Cheng Yung-Nien (eds.), Taipei: Thirdnature Publishing.

YEH, Yu-Ching (2012), « A Review of the Execution of the Mother-Language Policy among New Immigrants », *Journal of Educational Resources and Research*, N°106, pp. 57-81.

YIN, Mei-Hsiang (2014), *Recherche sur la perception des habitants taiwanais envers épouses issu de l’Asie de sud-est et la relation entre l’usage et l’attitude des médias* (Tdl.), présenté à 2014 Annual Conference of The Chinese Communication Society.

YOUNG, Iris Marion (2005), « Five faces of oppression ». in Cudd A. & Andreasen R. (eds.), *Feminist theory: a philosophical anthology* (pp. 91–104). Massachusetts : Blackwell Publishing.

YU, Sherry et AHADI, Daniel. (2010), « Promoting Civic Engagement Through Ethnic Media », *PLATFORM: Journal of Media and Communication*, 2(2), pp. 54-71.

YUAN, Hsu-Wen (2016), « Multicultural Docent Service in the Museum – Taking “New Immigrant Ambassadors” in National Taiwan Museum as an Example », *Taiwan Natural Science*, Vol.35 (1), pp. P84 - 95.

### **Rapports/Articles en ligne**

AWAD, Isabel et ROTH, Andrea (2011), « From minority to cross-cultural programmes: Dutch media policy and the politics of integration », *International Communication Gazette*, 73(5), pp. 400-418. En ligne : <http://gaz.sagepub.com/content/73/5/400>

CARPENTIER Nelly (2006), « Milena Doytcheva, Le multiculturalisme », *Questions de communication*. En ligne: <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7985> (MAJ le 30/06/2006 ; consulté le 17/10/2019)

CHANG, Mau-Kuei (2009), *Les mouvements et politiques du Multiculturalisme à Taïwan*. En ligne: [https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10\\_taiwanduoyuanwenhua.pdf](https://www.zo.uni-heidelberg.de/md/zo/sino/research/10_taiwanduoyuanwenhua.pdf)

CORCUFF, Stéphane, *Memory and identity in Taiwan's cultural development: Building a civic identity freed from the tyranny of the past*. Discours prononcé au *National Conference on Ethnicity and Cultural Development*, Taipei, Taïwan, le 16/10/2004. En ligne : <https://reurl.cc/k0WvOr>

DAVIS, Charles H. et al. (2012), *Diversity in the Canadian TV & film industry and economic opportunities for new immigrants and minorities*. En ligne : <http://www.ceris.metropolis.net/wp-content/uploads/2013/03/Research-Summary-Davis-Diversity-in-Media.pdf>

DEUZE, Mark (2006), « Ethnic media, community media and participatory culture », *Journalism*, 7(3), pp. 262–280. En ligne: [https://www.researchgate.net/publication/249689802\\_Ethnic\\_media\\_community\\_media\\_and\\_participatory\\_culture](https://www.researchgate.net/publication/249689802_Ethnic_media_community_media_and_participatory_culture)

DOYTCHEVA, Milena (2003), *Existe-t-il un multiculturalisme à la française? Une étude sur la Politique de la ville, 1981-2003*. Paris: EHESS. En ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01186014/document>

DOYTCHEVA, Milena (2013), *Politiques de la diversité: sociologie des inégalités et des altérités*. La Défense: Université Paris Ouest Nanterre. En ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01116618v2/document>

FAIST, Thomas (2006), « Working Papers – The Transnational Social Spaces of Migration », *Center on Migration, Citizenship and Development*, Vol. 10. En ligne: [https://www.uni-bielefeld.de/soz/ab6/ag\\_faist/downloads/workingpaper\\_10.pdf](https://www.uni-bielefeld.de/soz/ab6/ag_faist/downloads/workingpaper_10.pdf)

FAN, Ting (1999), *'New-Taiwanese' Discourse as Constructed by Media Frame*. En ligne: [http://ccs.nccu.edu.tw/word/HISTORY\\_PAPER\\_FILES/834\\_1.pdf](http://ccs.nccu.edu.tw/word/HISTORY_PAPER_FILES/834_1.pdf)

GRAPEVINE, Reykjavík (2011), *Calls for Media Policy on Cultural Diversity*. En ligne: <http://grapevine.is/mag/articles/2011/12/09/media-policy-intergration-and-immigrants-participation/>

HONG, Chen-Hui (2008), *La recherche sur la participation des immigrées issue de l'Asie de sud-est dans les cours de régulation migratoire* (Tdl.). En ligne: <http://210.60.30.128/me-works/v2a/meworks/page1.aspx?no=90474&fno=8120>

Inconnu, *L'analyse textuelle: Etude de cas de deux films sur l'émigration maghrébine en Europe*. Mise à jour le 01/04/2009. [Consulté le 20/02/2015]. En ligne: <http://iberrakencommunication.centerblog.net/m/5-L-analyse-textuelle-Etude-de-cas-de-deux-films-sur-l-emigration-maghebine-en-Europe>

KLIMKIEWICZ, Beata (1998), « Ethnic Minorities And Media In Poland: Democracy Without Advocacy? », *International Development Studies Network*, En Ligne: <http://archive.li/B1Uot#selection-219.0-234.0>

KOSNICK, Kira (2014), « Mediating Migration: New Roles for (Mass) Media », *InMedia*, Vol. 5, En ligne: <http://journals.openedition.org/inmedia/761>.

KU, Yu-Ling (2006), *Le nouveau système de servitude — le rapport d'investigation du soulèvement des travailleurs thaïlandais au métro de Kaohsiung* (Tdl.). En ligne: <http://blog.udn.com/mayersu/1190376>

KYMLICKA, Will (2012), *Multiculturalism: Success, Failure, And The Future*. Berlin: Migration Policy Institute. En ligne: <https://www.migrationpolicy.org/research/TCM-multiculturalism-success-failure>.

MATTELART, Tristan (2009), *Enjeux intellectuels de la diversité culturelle. Éléments de décontraction théorique*. En ligne: <file:///Users/tsengtingshuan/Downloads/CP-2009-2-site.pdf>

MATTELART, Tristan (2014), « Introduction : Penser les médias et les migrations en Méditerranée ». Dans *Médias et migrations dans l'espace euro-méditerranéen*. Paris: Mare et Martin. En ligne : [https://www.academia.edu/6369858/Penser\\_les\\_m%C3%A9dias\\_et\\_les\\_migrations\\_en\\_M%C3%A9diterran%C3%A9e](https://www.academia.edu/6369858/Penser_les_m%C3%A9dias_et_les_migrations_en_M%C3%A9diterran%C3%A9e)

National Communications Commission (2010), *L'analyse des présentations des enjeux ethniques dans les programmes télévisés à Taiwan : Rapport Final* (Tdl.). En ligne: [http://www.ncc.gov.tw/chinese/files/12050/2836\\_24587\\_120502\\_1.pdf](http://www.ncc.gov.tw/chinese/files/12050/2836_24587_120502_1.pdf)

RIGONI Isabelle (2010), « Éditorial. Les médias des minorités ethniques. Représenter l'identité collective sur la scène publique », *Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 26 (N°1). En ligne: <http://remi.revues.org/5027>

SIEVERS, Wiebke (2008), « Writing Politics: The Emergence of Immigrant Writing in West Germany and Austria », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(8):1217-1235. Disponible

à [https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/kommissionen/KMI/Dokumente/Working\\_Papers/kmi\\_WP11.pdf](https://www.oeaw.ac.at/fileadmin/kommissionen/KMI/Dokumente/Working_Papers/kmi_WP11.pdf)

TALLMEISTER, Julia (2013), *Is Immigration a Threat to Security?*. En ligne: <http://www.e-ir.info/2013/08/24/is-immigration-a-threat-to-security/>

THIEBLEMONT-DOLLE, Sylvie et MATTELART, Tristan (2008) (eds.), « Médias, migrations et cultures transnationales », *Questions de communication*, 2008(13). En ligne: <http://questionsdecommunication.revues.org/1918>

WU, Ke-Nung (2005), *Les politique du Broadcasting canadien dans le cadre du multiculturalisme* (Tdl.), le Conseil des affaires de Hakka. En ligne: <https://report.nat.gov.tw/ReportFront/ReportDetail/detail?sysId=C09401395>

YANG, Wan-Ying (2011), *L'évaluation et la contre-mesure des politiques des immigrations matrimoniales à Taiwan* (Tdl.), National Development Council. En ligne: <http://www.ndc.gov.tw/m1.aspx?sNo=0058954#.VR36Eztim1k>

## **Thèses et Mémoires**

CHANG, Bai Lin (2009), *Nouvelles migrantes de l'Asie de Sud-est dans les yeux de l'audience : le lien entre l'usage des médias des jeunes publics et la connaissance au sujet des groupes des nouveaux immigrants* (Tdl.), Mémoire, Graduate Institute of Journalism, National Cheng Chi University.

CHANG, Shun-Chun et CHANG, Ming-Hua (2002), « L'étude sur la construction de l'image médiatique des main-d'ouvres étrangers — en prenant le perspectif de la théorie du cadre » (Tdl), *Collection de la Conférence annuelle de Chinese Communication Society*, Department of Communication, National Chung Cheng University.

CHEN, Chih-Jou et YU, Te-lin (2005), « Public Attitudes toward Taiwan's Immigration Policies », *Taiwanese Journal of Sociology*, n° 10, pp. 95-148.

CHEN, Yi-Ju (2010), *The Comparative Study on the Immigration Policy between the Republic of China(Taiwan) and the Federal Republic of Germany*, Mémoire, Graduate Institute of National Development, National Taiwan University.

CHEN, Xue-Hui (2007), *A New Look of Taiwan's Discourse on Nationalism— Discrimination and Exclusion of Marriage Migration in Immigration Acts*, Mémoire, Graduate Institute for Social Transformation Studies, Shih Hsin University.



CHU, Han (2007), *L'analyse de représentation des « épouses étrangères » dans les journaux taiwanais — cas d'étude d'United Daily News et Liberty Times*, Mémoire, Department of Journalism, Shih Hsin University.

CHU, Shu-Chuan (2007), *The exploration of TV Programs on “Transnational Communities” in Taiwan: The case study of “Taiwan’s daughter-in-law”*, Mémoire, Graduate Program in Social Informatics, Yuan Ze University.

GUO, Jia-min (2014), *La recherche sur la production des contenus des médias broadcast des nouveaux immigrants taiwanais — un perspectif de « l’extérieur » à « l’intérieur »* (Tdl.), Mémoire, Graduate Institute of Mass Communication, Fu Jen Catholic University.

HSIEH, Min-Fang (2004), *A Trend Study of Newspaper Images of Foreign Labors*, Mémoire, Department of Mass Communication, TamKang University.

JIAN, Xiao-Juan (2010), *Riot or Uprising - The Interaction and Meaning Construction Between The Migrant Organization and News Media in “The Thailand Workers Strike in Kaohsiung”*, Mémoire, Graduate Institute of National Development, National Taiwan University.

KONG, Bo-Zhun (2013), *New Immigrants Nation Identity and National Security : A Case Study on the Repors form Taiwanese Four Major News Papers 2011*, Mémoire, Department of International Studies The M.A. Program of Asia-Pacific Studies, Nan Hua University.

LEE, Chia-Lin (2006), *Recherche sur la production et le retour des programmes destinés aux communautés minoritaires — cas d'étude des radios au service des épouses étrangères à Taïwan* (Tdl.), Mémoire, Department of Radio and Television, National Cheng Chi University.

LEE, Wan-Ching (2013), *The Study of Cultural Identity for New Immigrant Women: A Case Study of Taoyuan County*, Mémoire, Department of Social and Policy Science, Yuan Ze University.

LI, Shih Hung (2009), *A Research on the Changes of Taiwan National Identify from Constructivism Perspectives*, Thèse, Institute of Political Science, National Chung Cheng University.

LI, Zhao-An (2007), *Analyses des éléments de productions des infos sur les épouses étrangères à Taïwan : de point de vue des praticiens*. Mémoire, Département de Communication, National Chengchi University.

LO, Chao-Ting (2006), *The Stigmatization of Foreign Workers in Taiwan : A Case Study of the Thailand Worker Incidence in Kaohsiung*. Mémoire, Graduate Institute of Future Studies, TamKang University.

SUN, Mei Chuan (2011), *Promotion of the Immigration Policy in Taiwan: the case study of the Cultural Education in Immigrant Learning Center in Taoyuan County*, Mémoire, Department of Public Affairs and Management, National Kai Nan University.

SUNG, Shih-Chieh (2010), *A comparative study on the factors of immigration policy-making in Taiwan and in Singapore*, Mémoire, Graduate Institute of Southeast Asian Studies, National Chi Nan University.

TAN, Ju-Fen (2012), *The Image of Foreign Spouses in Taiwan – A Reflection on the Mainstream Ideologies and Nationalism*, Mémoire, Graduate Institute of National Development, National Taiwan University.

TSAI, Tai-Hung (2009), *The foreign news's infamy - take the media event report as an example*, Mémoire, Graduate School of Sociology, National Taipei University.

WANG, Hsiu Pin (2011), *The cultural politics in Taiwan: narrative analysis on the image of the immigrant women in films*, Mémoire, Graduate Institute of National Development, National Cheng Chi University.

WANG, Meng-Chi (2014), *An Evaluation of Guidance and Assistance Classes for Foreign and Mainland Spouses' Life Adaptation — The Case of Siaogang District, Kaohsiung City*, Mémoire, Institute of Political Science, National Sun Yat-Sen University.

YANG, Sheng-Jen (2012), *On Bridging Taiwan's Marriage Immigrant Policy and International Human Rights Norms*, Mémoire, Graduate Institute of Political Economy, National Cheng Kung University.

YE, Mon Zong (2004), *Recherche sur l'identité nationale et la socialisation politique des épouses étrangères dans les mariages internationaux (Tdl.)*, Mémoire, Graduate Institute of International Politics, National Chung Hsing University.

ZHANG, Zheng (2008), *Cross-boundary Cultural Struggle for new migrant (labor) communities under Globalization*. Mémoire, Center for Southeast Asian Studies, National Chi Nan University.

## Corpus

1. Les rapports d'activité annuels de 2003 à 2012 du Mécanisme de conseils destinés aux épouses étrangères et chinoises du continent du Ministère de l'Intérieur ;
2. Les bilans annuels de 2005 à 2016 des subventions octroyées par les Fonds de soins et de soutien aux épouses étrangères du Ministère de l'Intérieur ;
1. Les rapports d'activité annuels de 2007 à 2016 de la National Immigration Agency ;
3. Les bilans financiers annuels de 2012 à 2016 du Programme des communications et des productions médiatiques destinés aux nouveaux immigrés de la National Immigration Agency ;
4. Les rapports annuels de 2008 à 2016 des subventions de la National Immigration Agency octroyées aux gouvernements locaux pour les aides destinées aux épouses étrangères ;
2. Les projets politiques annuels de 2007 à 2016 du National Communication Committee ;
3. Les rapports d'activité annuels de 2007 à 2016 du National Communication Committee ;
4. Les discours d'investiture des présidents de 2000 à 2016 ;
5. L'émission de télévision *Belles-filles de Taïwan* par *Chinese Television System* en 2005 ;
5. L'émission de télévision *Don't Call Me Foreign Brides* par *Taiwan Public Television* en 2007 ;
6. L'émission de télévision *Love Family* par *CTi News* de 2013 à 2014 ;
7. L'émission de télévision *Taiwan is My Home* par *TVBS* de 2014 à 2016 ;
6. L'émission de télévision *Far and Away* par *Taiwan Public Television* de 2013 à 2015 et 2017.

## Table des annexes : Transcriptions d'entretiens

1. Hsia Hsiao-Chuan (Taïwanaise) : universitaire et militante, fondatrice du programme d'alphabetisation des épouses étrangères à Meinung -----	502
2. Zhang Zheng (Taïwanais) : ancien éditeur en chef du 4-Way Voice et fondateur du Brilliant Time Bookstore-----	507
3. Nguyễn Kim Hồng (issue de l'immigration vietnamienne) : réalisatrice des documentaires et fondatrice du Khuôn viên văn hoá Việt Nam (Vietnam-Chiayi Culture Hub) -----	510
4. Tony Thamshir (issue de l'immigration indonésienne) : animateur de radio et fondateur d'un magazine indonésien INTAI-----	511
5. Wang Li-Jung (Taïwanaise) : universitaire et membre en consultation de l'élaboration de la Loi fondamentale de la culture -----	516
6. Ho Gwo-Hwa (Taïwanais) : ancien manager et chercheur chevronné de Taiwan Public Television Service-----	520
7. Asuka Lee (Taïwanais) : ancien éditeur en chef du 4-Way Voice et fondateur/éditeur en chef du Migrants' Park -----	525
8. Tran Thi Hoang Phuong (issue de l'immigration vietnamienne) : animatrice des émissions de radio et productrice de l'émission télévisé Happy Vietnamese Show -----	527
9. Cheng Li-Chieh (Taïwanais) : manager général de la GFTV (IPTV destinée aux habitants indonésiens)-----	531
10. Virut Taoprasirt (issue de l'immigration thaïlandaise) : animateur des émissions radio destinées aux Thaïlandais -----	536
11. Anny Ting (issue de l'immigration indonésienne) : ancienne éditrice du 4-Way Voice, animatrice de l'émission radiophonique Happiness United et actrice de l'émission TV Happy Vietnamese Show -----	542
12. Lee Vuoch-Heang (issue de l'immigration cambodgienne) : animatrice de Happiness United et secrétaire générale de la TransAsian Sisters Association, Taiwan -----	545
13. Shie Shih-Shiuan (Taïwanais) : secrétaire exécutif de la TransAsian Sisters Association, Taiwan -----	549
14. Lai Su-Yen (Taïwanaise) : productrice des émissions de radio, notamment le Happiness United-----	551
15. Nene Ho (issue de l'immigration philippine) : fondatrice et éditrice en chef du journal The Migrants-----	556
16. Xu Rui-Xi (Taïwanaise) : fondatrice de la Global Workers' Association-----	560

17. Tsai Chen-Chien (Taïwanais) : manager du bureau du Directeur de la National Immigration Agency -----565
18. Chen Chiao-Yu (issue de l'immigration chinoise) : animatrice du Happiness United -570
19. Hung Chin-Chih (issue de l'immigration vietnamienne) : militante, enseignante et membre de la TransAsian Sisters Association, Taiwan -----572
20. Hung Man-Chih (issue de l'immigration vietnamienne) : secrétaire exécutive de la TransAsian Sisters Association, Taiwan -----573
21. Chen Yi-Chun (taïwanaise) : employée du Brilliant Time Bookstore-----574

## 1. Hsia Hsiao-Chuan (Taïwanaise) : universitaire et militante, fondatrice du programme d'alphabétisation des épouses étrangères à Meinung

### 1. 多元文化主義是否適合做為台灣弱勢族群文化推廣保障的理論？

要看是什麼樣的多元文化。多元文化可以純粹是異國情調包裝，這是我們所反對的。在澳洲、加拿大、美國，其實多元文化已經變「辭字」了，因為它很多問題。他不去處理結構上的問題，就只逼他們唱歌跳舞，這就是控制某些移民社群，也忽略社群內部不平等的問題，例如階級跟性別問題。從西方的經驗確實是這樣，但東亞這些血統論國家而言，在全球化時代談多元文化是有它的意義跟一定的有效性。多元文化論可以某種程度去挑戰既有的血統論。特別是在東亞這些國家（台日韓），這20年來，主要的移民是婚姻移民。這婚姻移民對於去突破血統論有一個重要的角色，因為婚姻、家庭本身，他本身就是MIX，你要怎麼去否認一個血統論而言就是你公民的人的家屬，作為你的公民？這任何號稱民主國家中這是講不通的。在這個條件下，多元文化變成可以去促進這些移民在地的基本人權，就是廣義的公民權。所以在這意義之上，在台灣談多元文化主義是應該的。但接下來的問題是，是怎樣的多元文化。對統治者來說，他想推廣的多元文化就是在歐美批評的那種多元文化：就是越南人就要穿國服，泰國人就是潑水節，就是非常物化根本質化所謂的這些人母國的文化。第二個，西方國家發生的事情在台灣也發生，就是用多元文化政策作為一種統治的技術：我給你經費，因為我要promote多元文化。透過經費的給予，來控制多元文化是我們要的，是值得被補助的。因此造成台灣的團體或個人，為了要去爭奪釋出的資源，把多元文化庸俗化了。因此現在有各式各樣東南亞文化的活動。我覺得這本質上沒有不好，但問題是出在，這些東南亞族群他們不是唱歌跳舞就可以過日子啊，他們的經濟怎麼辦？他們的政治權力怎麼辦？他們的公共參與在哪裡？好像法令政策的約束都不重要，我只要每天快樂唱歌跳舞就好。我覺得這是現在多元文化最大的問題，而這個恰恰是統治者要的。你不要跟我說什麼法律權力。而他在標舉自己很多元的同時，是去合理化結構上的不平等，他不去處理，只把大家的注意力轉移到唱歌跳舞上。另一個結果是，因為我要展演多元文化我才能得到資源，在展演的過程，移民社群也把自我給本質化了，還會去比較誰才是真正的泰國人越南人等等。這本質化論述不就是多元文化論述中想要挑戰的東西嗎？所以這其實是矛盾的，就是多元文化政策卻造成了本質的操作。很有趣的是，台灣的印尼姊妹很多都是華裔的，她們根本不會那些印尼傳統樂器，但他會需要去演一個他們想像中的印尼人。因為他要演出你們想像中的樣子，他才能擁有資源或獲得舞台，進而把那個講成是「我的」。可是印尼華人本身也有很豐富的文化，原生中國福建或廣東加上當地文化，就是「混合」就是他們的特色。但我要去學一個台灣人心目中的峇里島的舞，但其實峇里島也只是印尼的一個地方，諸如此類的狀況很多。這是多元文化政策的狀況，而且正在繼續往下走。所以我曾經寫過一篇文章說，多元文化其實是一個拔河、一個戰場，統治者有他統治技術的需求，社運者他有希望藉多元文化主義打開爭取移民移工權益的空間，這就是兩邊的角色。現在很明顯，特別南向之後，釋放大量的資源。這個資源的拉扯讓運動的力氣變得很弱，所以是大方向往那邊走。目前狀況是這樣，我覺得只會更糟。資源越多，大家都會往那邊跑，讓

翹翹板變得很不平衡（我：而且可能會分化內部），是是，就為了搶資源。這在各國都發生，台灣就是要走別人走過的路就對了。

### 1. 加拿大、澳洲的族群媒體其實一直都被視為Model。在老師看來，他們是否真的有做到推動族群權益的角色？

我覺得很多東西的進步性都是相對的。相對來說，澳、加的公共電視系統的確做得比較好，還有原住民的電台，例如在不同時段會有不同語言的節目。我覺得這部分他是必要的。你在講權益之前你必須要先知道你有什麼、沒有或應得的權益，這就涉及到訊息的傳遞。對新移民來說，他取得正確和關鍵的訊息是很重要的，這部分公共媒體扮演很重要的角色，而且我覺得它必須是公共的、由國家介入的，因為他沒市場。如果他變成市場化，那也會變成剛剛說的，唱歌跳舞那種演藝類的媒體，所以我覺得公共電視系統需要介入。可是之前也有移民跳出來說要成立越南台，我反對這樣的看法。因為曾經有人（陳鳳凰）說要爭取越南電視台，因為她說有原民台、客家電視台，為什麼沒有越南台，他不是說要新住民的台。那時就有記者問她，那其他語言的怎麼辦？她說別人我不知道，我只知道我們需要越南台。其實就算是新移民電視台我也覺得沒有必要。我覺得一個什麼什麼台，常常會變成是自我的邊緣化。當然你可以有不同的語言，他就是多元語言的一種。我覺得每個語言一個台，公共系統的媒體就會越用越小；而且若是公共系統媒體內加了很多語言的節目，別的人也可以透過這個看到移民相關的訊息。所以我不贊成另外特殊化去設立。而且我覺得新住民的節目不應該只設定是新住民看，當然剛剛講法規這部分是可以針對他們，因為法規是針對他們管束的，但更重要的是別人怎麼認識新住民，我覺得新住民應該不是只是唱歌跳舞。移民作為移民他們有很多種角色，不要只把他們當成女人，只扮演媽媽的角色，還有很多的角色，例如，他們也需要公共參與、關心台灣環境議題，他也必須認識教育的問題、政治的問題。我們想像中的新移民節目、媒體，必須要拓展新住民的空間，而不是把它侷限在某種特定的角色，或者說他也需要找工作啊，為什麼新住民只能做某些特定的工作？我覺得媒體要發揮作用的話，是要能做到這件事，而不是順著這個方向，就是叫他們只能教小孩，或表演你的母國文化，你不能做別的事情。

### 2. 那老師覺得客家電視台跟原住民電視台，現在有邊緣化的問題嗎？

我覺得是有啊，你問非原住民，看原住民電視台的有多少，客家電視台還更嚴重。原住民可能還好一點，因為原住民有某種多元文化象徵，就大家會覺得說我就應該認識原住民，某些漢人的「原罪感」吧，就覺得我要很多元很包容，我就要認識原住民。你很少看到漢人說：我要去認識客家文化，對吧？所以我覺得是有這個趨勢的。我覺得有點兩難，因為原住民當初是自己爭取要獨立出來，本來在公視系統下，因為覺得能有更多的主導權，這我也可以理解。可是就長遠來說，這就涉及多元文化，即我們到底是要一個大家越分越多，還是我們是不一樣，但我們是彼此理解，而不是區隔的，我覺得這是多元文化根本的一個問題。我們是要不斷強調每一個族群的特殊性，我覺得這是認同政治最大的問題。你在講「認同」的同時，其實就是「排除」；然後不斷

強調我們跟別人有多不一樣。例如台灣人很愛說台灣的特質藉是友善，難道全世界其他的人都不友善嗎？這種本質化的論述是非常有問題的，而且在任何一種客觀分析中都站不住腳。但我覺得這就是保守多元文化主義一個很大的問題。如果要談文化的多樣性的保存或生長，你不能不處理政治經濟結構的問題。光是談文化是無法談文化的。如果要談移民的多元文化，你不能不處理移民在政治在經濟上的位置，以及在結構上他是否被賦予平等的位置，在這前提之下你才能談文化。現在原住民很清楚，巴奈講得很好，她說：你需要包裝你就叫我上台跳舞，我們現在要談土地問題你就不讓我。這情形一直都這樣，不是現在才發生的。我覺得這在新移民非常的明顯，你跟政府談修法，他就不理你，還把你說成是刁民。之前姊妹會有開記者會說兩黨的新移民委員會不能只談歌舞，民進黨還發一個聲明說我們歧視演藝人士，還說我們對東南亞文化不了解，然後移盟後來還寫了一個聲明回覆他。這就是你明明知道我們說的是什麼還故意這樣說，她難道不知道姊妹會是最早推動東南亞文化，在政府推動東南亞母語之前，我們早就在做了，所以他們是故意的，我不認為他們是不小心的，這就是統治術。

3. 台灣在談多元文化主義，背後的思考還是民族主義，很多學者都有提到這個。在民族國家的框架裡面談多元文化，老師的看法是？

我同意！在理論上是這樣沒有錯。但就像我一開始講的，在台灣、甚至東亞，在現階段談多元文化是有意義的。原來的民族國家框架，他就是一個民族的想像，當然事實上不是，如果你想要突破這個東西，用多元文化其實是一個切入點，但我不覺得他是最終的那個東西。所以我覺得是在現階段策略上，他有一個進步性。

4. 老師剛提到說族群媒體應該要由國家來做，但移民族群本身他們也有自製的媒體，例如The Migrants、INTAI等，或者台灣民間製作的如四方報、GFTV等，政府在民間族群媒體發展的角色上是什麼？

我覺得是兩件事。我剛講的是說，國家不能把它丟給市場處理，所以必須在公共媒體上處理這件事，否則他就會偏。至於移民自辦媒體，就是「另類媒體」，這是兩件事情。當然移民自己辦的媒體越多越好，可是你仔細看裡面內容，大部分比較像社群內部的訊息，像外國華人媒體，例如招商等，也是有一些會講議題。所以他比較像是社群內部網絡的溝通的平台，這當然也很重要，但我覺得這跟我們前面講的媒體近用是兩件事情。因為你講近用，就是講在你取得這個東西之後，能得到更多我應該得到的。而這個比較像是內部溝通，類似同鄉會的系統，尋求某個支持等，很重要，可是跟我們說的媒體近用不能混在一起談。

5. 那對於這樣的另類媒體，你覺得政府應該不該去補助他們？

我不贊成，因為他就必然會變成前面剛講的傳聲筒或被操控。但政府一定會做這個事情，邀請他們前來申請補助。就理論上來說，我不贊成我們去promote這個東西，要國家去補助這些社群媒



體，因為國家就已經在做了，他就已經在控制這個東西了，所以我覺得我們不應該再去promote這個東西。我覺得反而應該是草根東西自己長出來，越多越好，是不一樣的。

#### 6. 就你的觀察，1990年代和現代移民工的媒體再現，有沒有發生什麼變化？

有變得，也有不變的。變的是說，以量化而言，所謂的正面報導變得很多，以前就是千篇一律犯罪跟可憐，現在越來越多正面。可是我覺得這個東西看起來正面，但背後的某一種「價值」還是一致的，這些人他們還是被工具的利用。以前我覺得你沒有用，想把你趕走，所以會說你是問題；這幾年他變成我們南向的「尖兵」，你對移民好因為他可以幫你打仗。尖兵就是一個戰爭的概念啊。所以現在標榜的，是成功的新移民：努力唸書，小孩高薪，在跨國企業裡有母國語言的優勢等等。這樣的東西越來越多，這是一個。唱歌跳舞、文化展演的報導越來越多，這也是廣義的正面。但像這樣的報導背後，都還是把這些新移民當成他者。以前覺得是很爛的他者要把你丟掉，現在覺得你是可以增加門面的資源。所以回到前面，對於議題爭取的東西是很少有人要做的，媒體報導也是，不太會去報他們是如何去爭取權益的、他們怎麼去突破這些困境的，很少去報導這些東西。所以在這意義上是沒有變的。還有一種報導是他們含辛茹苦、撐起一家，好像女人要受這些苦，所謂模範的新移民就是要長這樣。要嘛就很成功，要嘛都逆來順受，老公對你很壞還是不離婚，因為想照顧婆婆等。對啦這些人是好人，但你到底想要傳達什麼樣的訊息？

#### 7. 如果要達到移民工媒體近用，然後真正的賦權，政府政策應該要往哪裡走？

這實在有點兩難耶，因為政策一旦下去之後，他就會變成一種控制術。所以還是回到前面講的，就是回到公共媒體系統，就是公共媒體應該要做什麼？他應該要扮演什麼角色？公共媒體對新來的成員，應該做什麼？我覺得他不應該被特殊化到一個程度要來另立一個系統。國家必須要承擔的公共媒體，就像公共照顧一下，國家必須要提供公共照護。在公共媒體系統中，無論你是否為新移民，國家都是要顧及的，只是說新移民是新來的人，所以他們有很多語言、文化各面向的不適應，或者必須要透過多種語言讓他認識host country的各式各樣的資訊，如此而已，我不認為他該被特殊化。應該是去顧及普遍性裡面一部份特別的需求。

#### 8. 有些姊妹向公視表達想要看到自己的頻道，老師認為？

這頻道一定會被邊緣化。公視還能扮演另一個角色是，他訓練媒體工作者，因為這個新移民自己是做不來的，並且有個平台讓他們可以發聲。好像澳洲吧，本來原住民台是獨立的，後來又回到他們的公廣系統裡，剛好那時候台灣正好在談要獨立出來，我覺得可以多去比較。我現在看起來，我的想法是不應該區隔。區隔的結果就是會越分越細啊，現在有越南台，之後是不是還要有北越或南越？那種區隔是無限的，任何兩個人都會不一樣。就資源上來說，我覺得反而是分散資源，力量也不會更大。例如說天災，難道新住民需要去跑不同語言的報導嗎？公共系統下一則新聞，可以直接翻成不同語言報導。資源被分散後你勢必做不了深化的東西，只能跑這些訪問越南

小吃店啊這種東西。

### 9. 陳水扁時期的移民政策？

蔡英文在當陸委會主委時，就是陸配權益損害最大的時候。他本來要把8年變10年，然後說可以給生活權但不能給他們公民權，就是「生活從寬、身份從嚴」，就是他那時候講的。那時候他們的幕僚跟我說，就是這些人素質很差，會造成台灣的問題，可是來了又不能怎樣。所以兩關：來了就好好教化他們、讓他們提升素質，所以就搞了很多課輔，然後教育部長叫他們不要生太多也是那時候的事。第二步，要把源頭關掉，讓他們很難進來，進來後很難留下來。移民很早就通過，但移民法裡面說要成立的移民署就一直還沒做，陳上來之後就很急著做這件事。當時組織條例還要經過立法院審查，所以我們就到立法院攻這個。後來改了，變成他們不用經過立法院同意。當時看到組織條例嚇一跳，裡面75%是警察，就是從境管局那裡把警察調過來。所以移民入籍、歸化種種規定越來越嚴格是在陳水扁的那八年，不只陸配喔，外配也是。這跟民進黨一直以來的立場是符合的，針對外勞的種種排擠言論，如他們造成犯罪等，也是以民進黨為大宗。當時為何引進移工？就是希望可以阻止台商去大陸，用南進阻擋西進。而且台灣的多元文化主義也不是現在開始的，也是當時反國民黨，還我母語運動等等的脈絡，原住民則被當成是一標竿，所以這對話是順著這個來的。可是其實在promote原住民這些人，其實是最反外勞、外配的。看起來似乎很矛盾，但其實不會，他就是台灣民族主義，台灣人第一名的一脈相承。所以他們會覺得外來人口是會造成台灣人口素質下降的音速。所以不矛盾，「台灣優先論」跟要排斥他們其實是同一件事情。

### 10. 馬英九呢？

我覺得他就是一個笨笨的人，但他自己覺得是好人。移民法規大動作時期是陳水扁，馬英九上來大部分已經定案。07年我們抗爭一年財力證明，我們拜會各黨團，我們要求立院多數黨國民黨提案，他們有聽進去，有提但沒有過，但誠意到了。上台之後真的修法，但只是放寬財力證明的辦法（不一定要40幾萬等很多種條件），但是法源在國籍法，沒有動。這是他友善的地方。陸配的部分當然比民進黨友善很多，8改6就是他們做的，當然這跟兩岸關係也有關。我覺得也不必然是說他對移民很好，但可以說他在移民的政治角力中，扮演了這個角色。但民進黨是真的壞。民進黨動作很大，很懂得這些東西：南向啊、成立委員會，很會包裝，但看他們修法時就知道根本不是這麼一回事。

2007移民法修法前進一大步是移盟爭出來的，不是民進黨的。移民法休了兩屆立委2003移盟成立-2007才通過。提案立委也是國民黨徐中雄。

## 2. Zhang Zheng (Taïwanais) : ancien éditeur en chef du 4-Way Voice et fondateur du Brilliant Time Bookstore

### 1. 創立書店的原因

書店開始前半年做移民工文學獎，讓移民工得以自我實現。「reading makes me free.」。其他NGO在前面衝，我們在後面媒體支援。但日復一日，情況改善慢，又無法衝撞體制。所以改成做書。滿足閱讀需求。先開始是買書回來，請東南亞的台灣朋友寄書回來，拿給家附近的移工看。集中書的基地，「書店」的概念漸漸浮現。

### 2. 創立的迴響

請朋友買書無法長久，於是發起「帶一本自己看不懂的書回來」，諾貝爾等級的發明。三不一堅持原則：希望前一位讀者和後一位讀者有聯繫。用一間書店改變世界，用這些小小的規則。

### 3. 燦爛時光的困難

2017金車調查，全台2.4%的人對東南亞語文有興趣。不驚訝，如果有24%的人對東南亞語文有興趣，也不用成立這書店了。「主計誤國」，「主計亡國」：導致即使有外配基金也不想申請經費，昏天暗地。2006成立四方報時，沒有特別注意政府經費，心態是自己先做，做出成績後人家看到會來支援。政府經費通常是比較晚的，因為結構沒有那麼自由，會受限。後來有拿到政府勞動部（勞委會）「多元就業」的幫忙，還有移民署的一些。從四方報到燦爛時光，一直都蠻受到社會的支持，包括政府或民間基金會。

### 4. 創立目的

解決移民工，尤其移工被歧視的問題：給予部分的公民權，投票權。選里長、地方議員等。有正當性。人權沒有普遍性，沒有公民權就沒有人權，這就是歧視。他們是人，他們不能選總統並不減損他作為人的權利。我們採取文化路徑，出書、辦講座，一個月40場講座，講東南亞。當台灣人對東南亞文化、歷史、社會現象、自然現象比較了解時，就比較不會歧視他們。近的就是認識他們的文化、認識他們的語言。翻轉彼此的位置，各有互相學習的地方。階級不要那麼僵硬。真的要南向，個人怎麼做：三個一：嘗試學一個語言、交一個朋友、讀一本跟東南亞相關的書。工作的薪資以及工作的尊嚴。看護工的薪水與尊嚴變高。教育也需要。他們來也是因為台灣需要他們，合法進來的。所以政府有絕對責任。但是移民無法跟政府對話，所以要透過TIWA、南洋台灣姊妹、我們、移人，這些來幫他們吵。或者電視移工的節目。「因為你在我身邊，我看到你，我就無法忍受你出狀況、被欺負，這才是真正的人的同理心。」

### 5. 四方報與燦爛時光兩者挑戰有何不同

四方報以紙媒來說，我覺得已經過去了。網路可以99%取代。四方報已經功成身退，那對時間做了很棒的事。應該讓它過去，不讓它過去我覺得才，要主張安樂死。現在卡在那邊，讓人感覺很難過。書店跟讀報大眾媒體不一樣，它是很小眾的。65萬的移工，20萬的配偶，有沒有1%的人要讀書，我相信是有的。讓緩慢地閱讀在這個快速的時代中存在，因為我們希望台灣社會存在。

## 6. 總統來訪的意義

總統來書店有宣示性的作用，作秀也很好。現在的確需要這樣，因為這個議題比較邊緣、無人重視，所以政府的口號可以導引一些人，發現其重要之處。我盡量對他們友善，他們的問題是被綁手綁腳，不像民間行動那麼自由，但我覺得裡面是有些和我們聲氣相通的人，只是會了要讓他們的標案合法，所以姿勢可能要變怪一點，但是還是OK的。

## 7. 與文化部的合作

跟文化部也有討論，現場發想了一個跟移工有關的很棒的計畫，當然執行還會有困難：在台65萬移工大部分都需要回去，大部分對台灣的印象都不錯，也學到了語言或一些新的概念知識。回國之後這些知識卻無用武之地，甚至與當地脫節，所以才會又來台灣。我想到的辦法是，從中挑選一些比較熟悉台灣社會運作的人，派他們回去開書店，開一個公共圖書空間，由台灣政府付薪水，這個點有台灣的出版品、藝術品，讓他介紹台灣文化。接待台灣的背包客跟當地的民眾。他們通中文又跟當地文化有連結。在正規的外交體系中外，開一個文化外交的路徑。跟當地連結，這些移工才是最好的人才。但可能執行上會真正有困難。政府不出錢我們可能也會想辦法看跟誰合作，我覺得這很有趣，可大可小。這對台灣文化的擴展及與當地實質交往，是有幫助的。

## 8. 移工培力行動

燦爛也嘗試培力一兩位寫中文寫得不錯的看護工，每天寫安養日誌，會帶去一起演講、分享。不過因為經費有限，所以也無法請他們。所以只能培力他們演講或語言教學。這個我們有在做。2012年李三財出資和四方報合作開了「五語學堂」時就是了，培力他們當語言老師。提供教學場地、招生。現在在燦爛就是讓學生繳費，比例蠻大是給老師。燦爛時光是個平台，在印尼也有四五個據點，但也是「心靈相同」，沒有任何經費。書店大聯盟：之前移工irene回印尼的店，組織協會，因為燦爛時光，要讓家鄉的印尼小朋友有書也可以讀，把自己的客廳變成圖書館。跟印尼國內的出版社募書。所以只是精神相同、互相宣傳。

## 9. 實體書店倒閉風潮？

回到書店存在的意義為何？我倒覺得實體書店的樣貌變多了。現在全台各地的獨立書店都不太一樣，兼賣豆花的、不賣書的、開計程車送書的等。看書有無法被取代的特質。紙媒不存在，是因為我們不再需要它，那也不需要可惜。書店的空間還有它的意義，可能是一種緬懷，或其他意義，就我來說，它是改善社會的其中一條路，終點是要讓社會更好。一個定義更鬆散的書店，一

些分類、標準跟界線，都可以重新定義。包括北車的地板書店，如果有人在看書就是書店的話，那我們那邊就是書店啊。一個空間被叫做什麼名稱，應該是使用的人去定義它。我們的書店聯盟裡，也有房仲跟五金行、廟口雜貨店等。同一個空間可以有很多不同的利用方式。書店比較像是不斷在變動的博物館。

#### 10. 經費來源：

演講收入、語言教學收入（場地費）、導覽收入，少部分有申請實體書店補助（去年沒過）。文學獎可以拿到移民工相關的補助，還有翡翠計畫，就是書店兼辦公室。

### 3. Nguyễn Kim Hồng (issue de l'immigration vietnamienne) : réalisatrice des documentaires et fondatrice du Khuôn viên văn hoá Việt Nam (Vietnam-Chiayi Culture Hub)

#### 1. 製作紀錄片的目的

想貢獻給臺灣，讓臺灣多了解我們。我心很急，很想協助社會了解新住民這個族群，所以很積極。也有不少人批評我幫新住民討拍抱怨，但我們的目的只是要讓大家更了解我們，並沒有想要求什麼。許多人一直問我為什麼移工要逃跑，與其一一解釋，還不如製作一部紀錄片，把真實情況搬到社會大眾眼前。跟文字比起來，影像更快更直接，也可以讓臺灣認識不同文化。

#### 2. 社會對新住民態度轉變

政府和民間團體都在推動，很多姊妹也都站出來；一直有在進步，但還有努力空間。例如政府推動教導媽媽的母語，但重點不只在培力動員姊妹，更重要的是，如何引發孩子的學習意願，如何獲得夫家的認同，並尋求整個家庭的支持。

#### 3. 主流媒體做的夠嗎？

對50幾萬新移民而言，主流媒體做得還不夠，例如國家的公共電視，為什麼沒有固定報導東南亞新聞？一來是讓臺灣民眾更了解我們，二來讓我們可以看到自己的東西。而且民眾在媒體上看到的都是一些不好的事，例如有姊妹去賭博、坐檯等負面報導，造成負面的刻板印象。

#### 4. 對新住民姐妹的呼籲

如果生活穩定了，也要回饋社會，不要永遠當弱勢，等著別人關心；要懂得感恩、懂得服務，我也會這樣一直提醒自己、教導我的孩子。我現在積極參與社區、民間機構，用我的方式協助獨居老人與身障朋友。我們身體健康，就已經很幸福了，要把愛分享給別人。

#### 4. Tony Thamshir (issue de l'immigration indonésienne) : animateur de radio et fondateur d'un magazine indonésien *INTAI*

##### 1. 你待了多久？服務內容算是跨部會的嗎？

移民媒體，沒什麼人要做，要募款、或轉型社會企業，做得很辛苦，能否成功，還需要時間觀察。先進國家要靠社會企業，不能一直靠國家，像中國一樣。但人還是要賺錢，人能不能改變，好像會有困難，臺灣到底行不行，是一個問號。印尼成長的腳步，目前在亞洲僅次於新加坡、中國。之前臺灣不看重東南亞市場，很可惜。我2001年從政大畢業，3.1進入是政府工作，那時正好要抉擇是否能留在臺灣，就是你寫的龔允倩、鄭村棋，很多恩人，包括馬英九，幫助我留下來。因為我的工作證不需送勞工局，直接從臺北市政府特別發的，「市長顧問」。市長可以有三個外籍顧問，總統好像可以有七個。那時就有一個菲律賓、一個印尼顧問，可見馬市長的重視。待會五年半。但主要是勞動局，以及下面的「勞動諮詢中心」。但若其他部會需要我，我都會支援。例如文化局龍應台那時舉辦了外勞詩文比賽，勞動局鄭村棋也幫忙，所以我也參與，龍應台一個字一個字告訴我如何修改文案

##### 2. 確切工作內容是？

確切工作內容，龔允倩沒有把我當印尼人看。只要是勞工局和外勞有關係的，我就會處理，而且那時可能也找不到適合的人選，15年前東南亞語言還是被人認為是低階層的。所以我會處理所有印尼的案子，包含移工逃跑、外勞的案子，還有海嘯、外勞家人往生，那時欠缺一個方便的媒體、一個平台。例如2003年SARS發生，外勞的會看電視，但臺灣沒有一個走國際路線，全部都是國語、台語、客家，英文新聞也只有一點。所以外勞都知道有事件發生，但都不知道是什麼病毒、要怎麼防、要做什麼、有沒有藥、要去哪裡報到，大家都不知道。那段時間我接了3個在和平醫院工作的印尼看護因病毒往生的案子，我就幫他們申請補助及保險，因為那時外勞不在勞基法的範圍之內。求學時期科技還不是很發達，所以都是靠報章雜誌，因此常不知道印尼發生什麼事。1997年東南亞金融風暴，97年底、98年是印尼大排華。大排華時我大二、人在臺灣，父親工廠被迫關閉，我也只好開始打工。剛好我朋友跟我說中央電台在招人，擔任特約，主持兩個小節目，打工性質、兼職。

##### 3. 台北市「外勞e通訊」是你推的嗎？

不能算是我完全推的啦，應是龔允倩、鄭村棋等前輩推的。原因是當時欠缺給印尼等外籍朋友的資訊，全臺灣也只有台北市有「外勞諮詢中心」，那時全台外勞都知道台北市「外勞諮詢中心」的電話號碼，有問題都會打來，因為管道還不多。

後來我接到一個印尼外勞被僱主性侵的案件，是一個很大的案子，台灣當局除了積極偵辦外，也盡力在壓媒體，不希望讓國際媒體知道，破壞臺灣形象。那時我們就覺得很多事情我們希望跟外勞說、很多政策我們想直接讓外勞知道，而不希望外勞是透過菲律賓、越南、泰國、印尼的管道

知道，而不是我們給的訊息。不僅繞了一圈，而且可能是不正確的。每天我們大約有500通的電話，我們諮詢中心只有25個人，台北市外勞則有三萬多人，所以人力是不足的，很多時候求救的已經來不及了。這就是因為諮詢的不足，我們就想從做簡單的A4的一張，先教外勞如何去搭公車、景點旅遊，總共五個語言，英文、中文、印尼文、越南文、泰文，一季一次，一次五本。25個同仁一起協助。當初的想法除了讓外勞獲得更多資訊外，也是要讓他們知道我們的存在，知道有問題可以找誰。像被性侵的那位外勞，她只能在廁所喊救命，是鄰居報警才獲救。

很多移工從鄉下來到臺灣，沒有人給他資訊，資訊來源通常只有仲介，而仲介給的資訊，通常是有利於仲介公司本身，第二是雇主，第三是政府法令、外勞是他們最後才考慮的因素。很多東西，我覺得不需要以「發包廠商」的方式去做，因為如果廠商出了問題，你要如何去管理？有些東西適合標，有些東西不適合標。或者你用限制性招標，也是可以。

#### 4. 進入央廣

除了央廣打工之外，2001年也台北市政府與「台北電台」合作，挪出各一個小時給印尼、越南、菲律賓、泰國節目，所以我兩邊同時主持。聽眾非常多，我們還必須請一個志工幫我們處理聽眾來信，一天約有20封左右。「台北電台」就是一個與外勞互動的平台、宣傳的管道。2003年，我們在228公園舉辦了全臺灣第一次的外勞文化節，為期一個月，一週一場。之後每縣市政府也開始舉辦類似的移民文化活動，我們開了首例。讓台灣朋友不需要出國，也可以體會異國文化。我們不是要取代台灣的文化，而是增加新的文化近來，讓台灣文化更多元。要讓台灣的朋友「習慣」他們的文化。最後我做到沒東西可做，因為更大的改變要靠修法，不是活動能達成的。

2006年，我正職進入央廣，那時剛好央廣想轉型推在台灣的廣播，這與政府政策以及電台的危機意識有關。中央政府知道說，不能一直靠對面，要開發新的市場。新的市場就是所謂的東南亞。台灣近年外交遭到孤立，但台灣也擁有60萬的外勞，而且這些數字每天都在動，若是不看這些人力，這會很可惜。因為一個移工，他可以牽動母國至少20個人，60萬乘以20，你看這個市場有多大。這些移工若他們能很放鬆、自在的在台灣工作、生活，那他們自然就會變成台灣的代言人、大使。

相較之下，台北電台一下子就紅了，因為那時他們剛好缺娛樂、缺印尼文的廣播電台，時間點剛好，播出的時間很好，週六晚上九點到十點。央廣想改變，剛好也看到台灣的族群需求，服務他們是合理的。但最大的問題是修法。《財團法人中央廣播電臺設置條例》規定，原本是要服務台灣以外的聽眾，法條沒有修，電台也不能轉型。2006年才要推其實已經很晚了。如果馬上推、馬上修法通過，你至少還能佔到一個FM頻道。但修法曠日費時，還需要跟既存的電台競爭頻道，NCC一定會先把你擋掉，因為NCC背後也有很多利益關係、國營或民營的組織在卡位，使得電台很難前進。2006年準備轉型，所以增聘人員。越南、泰國、印尼三個語言，2006當時各增加兩個全職人員。當時沒有電視台願意用母語播報，我們有詢問過，但沒有辦法，也許他們沒看到趨勢。



## 5. INTAI的緣起？

這時我在央廣，工作量較台北市政府時期少很多，就開始想做另一件想做的事，辦雜誌。這個時候還沒有台灣出版的印尼文雜誌，只有在印尼出版運送來台的雜誌。但印尼移工真正需要知道的是在台灣的訊息，知道他們的權益在哪裡。因緣際會，我就被介紹給雜誌的合夥人，曾國榮。INTAI是Indonesia Taiwan的簡稱，INTAI在印尼文的意思是「觀望」。因為之前有做過「外勞e通訊」跟「詩文集」，所以相對熟悉。我把雜誌走向設定在Vogue跟Cosmo雜誌，因為我知道我的讀者群是以女生為主，女生很容易被時尚、鮮豔、可愛的東西吸引，所以我就走這個路線，當然裡面的內容是綜合的，只是包裝是很鮮明的，讓人一下就看到他。我的原則：在封面的永遠不是明星，都是在台灣的印尼朋友，而由台灣團隊負責妝髮造型。我在當總編時，為了感謝台灣，希望團隊成員都跟台灣有關係，最好是台灣人，由他們做他們看不懂的東西。但因為他們看不懂，所以我就有機會請印尼華僑、印尼新住民來擔任編輯、撰稿，雙方搭起橋樑。我是一邊做一邊學的，那時就我跟合夥人，他負責找廣告、行銷，我負責內容與總編輯。其實我們第一本就已經有賺錢了，算是時機點對，推的東西也對，所以效果也不錯。大概一年半之後，我們就擴大辦公室。雜誌也從20頁增加到40頁，這時我就請人幫忙設計、編排，最後更做到64頁。我就是請台灣人來做印尼的東西，應該會有不同的火花，也想要報答台灣人。

## 6. 一直以來，雜誌營運有拿政府經費嗎？

我們的第一本，扣掉印刷費，我跟合夥人各賺1000元，我們沒有辦公室、人事費。我們也不知道政府經費可以申請，因為我們是以開公司投資人的想法去做，所以怎麼可能投資了還跟政府拿錢，我覺得很怪啦。所以那時如果政府要在我們雜誌裡露出的話，我們都不會收費，除非他們有一筆預算，他們給我多少，我就收多少。台北市、移民署（INTAI中期，5年後）、內政部、勞動部、社會局等都跟我們有合作，協助露出政府資訊，當作雜誌內容，把政令寫的生活化，讓印尼朋友有興趣。我們也很少能去標政府的案子，因為我們不是協會、不是社團法人，我們是公司，反而我會認為是公司要回饋給台灣社會，並協助台灣、印尼政府搭起橋樑並化解誤會、減少衝突。因為每天看到都是印尼負面，或不斷抗議的新聞，一定會影起台灣人反感，把他們解讀為非理性，所以我想美化兩邊。不過初期我們真的沒有想到跟政府拿錢，我覺得這是一門投資。我本來也想轉型數位化，但我的合夥人想要走商業化。發行量目前是一千多份（目前印尼外勞約26萬）。最高峰的話是10%的印尼外勞，是10年前。但同時期發展的紙媒，最高峰時有10家，大約是2012年，已經全都收了（Intai、Indo Suara、Java Post、Holiday，這些都是在台灣印製的），現在只剩INTAI，就讓它成為傳奇。「四方報」也是，就讓它成為歷史吧。如果你要讓一個人倒下來，你就讓他辦雜誌吧。

## 7. 草創時期困難的地方？

我沒有申請台灣國籍，因為我必須要先放棄印尼國籍，然後在沒有國籍的情況下，冒險申請台灣國籍。我每次想申請的時候，我朋友都會勸我不要，因為不知道台灣是不是我們的未來，東南亞

可能才是未來。現在如果沒有要從政，我想我會繼續保持永久居留證。INTAI是個投資，但我沒有實際拿錢出來過，因為一開始也就兩個人，一個筆電，沒有什麼成本，第一集也就賺錢了（1000元），用摸索方式成立。因此無論是雜誌或央廣，都沒有碰到什麼樣的困難。跟錢比起來，know-how和包裝方式才是最大的關鍵。我覺得做雜誌，外觀是第一重要，內容是第二。因為這就是現在快速閱讀的方式，只有5秒鐘吸引讀者。我不是商業頭腦的人、不是也賺錢為目的的人，也是因為這樣跟雜誌合夥人理念比較不合。

#### 8. 陳水扁與馬英九對移民工媒體政策的差別？

李登輝那時剛開放外勞，把他們當作商品，不好就回去。從陳開始，很多保護跟政策是越來越好，所以台灣被認為是外勞友善國家。所以日前印尼政府宣佈2017年不再輸出外勞是只針對中東國家，沒有包含台灣。

馬或陳其實都是背後有政黨的操作。馬英九當總統時，也沒有請勞動部做更多的服務。而原本已經有的，從台北市建立的，也不可能馬上被勞動部完全接受，會有一些官僚運作。馬英九的個性，他希望自己是乾淨的，不希望自己名譽受損，所以難免會給人壓力，所有下面的人會怕事，所以很多事情走不出國際。陳比較偏南向，馬則是偏中國，這個大家都看得很清楚，但中國已經往印尼扎根了，台灣卻還在原地。

我覺得政府的規劃，應該要趕快把央廣的功能拓展到網路世界，例如韓國、日本、中國廣播電台都在印尼扎根很深，因為他們透過網路平台，而且還和當地合作。台灣就會有很多法律問題，有時候連播流行歌曲的版權都不願意付，什麼都先怕。而印尼的國家廣播電台RRI也很快要跟印尼電視台合併，而印尼中央社則獨立出來。

個人觀點，15年前外勞的確是弱勢沒有錯，但現在每個國家都在發展，各國也越來越不希望輸出勞力，也才会有2017年印尼不再輸出外勞的新聞。但15年過後，外勞的生活水準有提升，且有很多法令在保障，1955專線。但以前真的沒有現在這麼多的平台，橋樑也建立起來了，就看台灣人要不要了解他們。他們已經進來了，就看台灣要不要接受他們。

#### 9. 央廣的現在？

現在手機時代，廣播跟紙媒都在下滑。APP是未來趨勢，央廣也開發APP，但怎麼做都做不好，很low，因為經費不足。700萬要做10個語言的版本，跟網頁一起設計。我們一直在推，但使用的人不多。跟其他國家的國家電台比較下，發展情況不好，他們都轉型了，台灣沒有，因此聽眾人數也都下滑。必須要跟當地合作、合製，用當地的語言。但央廣基於很多「考量」，例如版權、誰來監督、有沒有效益等，一直都沒有動作，只要要花錢，就不要。政策一直只想預算cost-down，政府不做，誰要來做？而且央廣40%的經費要自己找，雙軌制。印尼則是百分百國家。而且央廣總台長每次總統、行政院長換人就跟著換，政策不連貫，淪為政治鬥爭的工具。電台從2006年說要做台灣的頻道，到現在為止，還沒做，只有一個AM的頻道，在嘉義附近，推不動的原因是因為要修法。所以目前還是以在印尼的聽眾為主，台灣只能透過臉書或網路。我也是覺得

很無法置信，2006年我進來在說，說到現在都還沒達成。國內廣播電台也不讓我們進國內頻道，修法也常被擋。不過他們在央廣官網上還是能聽得到，所以我還是會分別針對在印尼的聽眾或在台灣的印尼人設計節目。然後現在臉書直播，也可以讓在台灣的印尼人聽到，一直以來都是這樣做的。官網目前推得沒有很好，下一步我覺得可以直接我新媒體方向走，臉書，或甚至IG。但其他主持人是否會願意一起去操作新媒體？可能內部也會需要有建設性的交流。

## 5. Wang Li-Jung (Taïwanaise) : universitaire et membre en consultation de l'élaboration de la Loi fondamentale de la culture

### 1. 台灣의 多元文化脈絡

過去我們對於多元文化的理解，就是成立原住民委員會或客委會，他們不會想到漢人如何增進對原住民或對客家的了解。對我們來說這不是多元文化真正的互動或理解。所以這幾年我們也勸政府不要再做分割型的文化政策。這種分割型的缺點就是更去強化刻板印象，所以客家就越需要去凸顯出我們是跟你們不一樣，可是現在族群關係就不是這樣，是流動的。例如我是閩南人我先生是客家人，我的小孩本來就在這兩種文化中長大。有的時候越凸顯客家，其實對族群的互動不是很好。但目前沒有一個法案或政策來處理這件事，所以之前在修客家基本法時，我有問客委會的人是不是要跨部會共同推一個多元文化法案，像加拿大跟澳洲就是用這個字，他不會說去成立一個什麼原住民基本法或客家基本法等。這是我們的概念，但我不確定這是否可行。在去年文化會議中我提出cultural diversity文化多樣性，這個詞在台灣還是有點爭議性，但我有去勸文化部或是我自己的論述方向是，每一個人如何去定義他自己，是有自己的定義權，看我們覺得自己是誰。就是去開放一個空間，政府不試圖去對文化藝術做分類，自己覺得自己的音樂是客家或原住民音樂等，有一個開放流動的概念，揚棄過去文化族群分類的傳統。因為在處理客家議題時，有時候會有原生道卡斯，經過漢化過程變成客家人，所以在promote客家文化時，他會對發現的道卡斯背景有困惑感。

### 2. 陳水扁與李登輝的多元文化

李登輝或陳水扁，他們當初提多元文化都有他們的脈絡，其脈絡就是要把原住民整個拉起來，讓政府提供合法資源去支持原民會跟客委會。兩個會目前也是有正面有負面，我們覺得成立這兩個會的最大問題是政府去主導了文化發展現象，由政府去判斷什麼是客家菜。所以我傾向未來走開放流動，第一，一個人可有多種認同，第二我們不去定義其文化內涵。

整體來說，我幾年前有去韓國參加一個論壇，比起東亞來說，台灣算是不錯。因為日韓他們單一民族的概念很強，而台灣本來就是移民社會，所以對於外來文化是相對友善。但也不能說台灣做得很好，歧視狀況還是存在。

一個問題是，政策有沒有落實；第二個到底民眾有沒有改變。常常學術界是一回事，一般民眾的看法是一回事。真的很難知道政策是否能進入日常生活。所以我覺得我們是空前混亂的階段，就是有很開放的部分，也有很封閉的部分。

### 3. 通盤法規放在文化基本法裡可行嗎？

文化基本法裡有一條是在講文化多樣性，可是它只是處理文化平權，就是當你覺得文化受到侵害，可跟政府申訴。有點接近反歧視法，但我覺得反歧視反而更具體，所以我當時有勸是否用反歧視，但我想就一步一步來。至少當民眾覺得文化權受到侵害，他是有法可以claim的。另一個

就是文化影響評估，就比較像美麗灣，針對重大建設、開發案或對外締結條約影響到集體文化的問題。這兩條雖不是多元文化法，但是可以去保障個體跟集體的文化權利的部分。反歧視法的好處是可以處理個人或單位歧視語言的狀況。我覺得如果有多元文化法的話，就可以在政策上幫助大家互相交流互動的部分，這目前是政府最缺乏的，但目前也沒有能力去做。我們都去教育少數族群了解多元文化，可是沒有讓majority去了解多元文化。還有寫在最前面的「文化權」，就是說政府要提供經費去保障不同族群的語言、文化、宗教等。然後其下有子法，包括國家語言發展法。

#### 4. 有沒有設計跨部會的水平平臺，共同對於多元文化可以著力的平台？

目前沒有，但文基法有講說在基本法裡，它可以跟原住民基本法、客家基本法來連結。國發法裡有授權「文化部」作為平台，但其他沒有。所以你覺得是否還是要有多元文化法比較好？我也覺得？因為國發法還是偏向語言，文化產業就沒有，而且文化產業各委員會的看法又不同。現在媒體的最大問題就是它歸屬在文化部還是NCC。NCC目前想做一些台灣內容產業的發展規劃，他們是產業角度去看。現在公共電視理應做產業的火車頭，可是現在「公共媒體法」又很困擾，鄭麗君想繞過公視，他覺得公視他管不動，可是一時半載也是卡住。影視司好像是管公共，影視局管私人，有點搞不清楚，很複雜。NCC是regulator，執照發放以及通訊硬體，對於內容這塊應該是沒有的。可是文化部好像又沒有在做content，所以NCC又認為他們可以做content，有點混亂。我覺得新移民目前access to media是沒有什麼問題。我認為他們比較大的問題是在主流社會沒有發言權，不斷受到媒體歧視。主要因為手機很發達，不像幾年前還需要四方報，現在都直接用手機接受訊息。不過現在的問題是發言權的問題，所以這幾年我在提的文化平權案子就是針對這部份，希望local電台、電視台能製作這些program，可是我自己也不知道這些東西到底是新移民想看的，可能要在設計節目的過程裡傾聽他們的意見。不過目前這部分比較少，所以我會覺得有些節目是一廂情願，甚至有些是寫project的人帶頭歧視。以客家電視台來說，你有沒有一個channel其實不是最重要，主要是content的生產，製作後可在不同的平台上架，所以客家電視台也不會死守17台，所以content的產製中心是最重要，公視也應該要有這樣產製中心的設計。最終回來還是要看公視，但現在文化部管不動公視，這是主要問題。我覺得一個強大的公共電視的產製其實解決這方面的問題。因為民間機構在組織的diversity其實還是有困難的。

#### 5. 公視最大的問題是什麼？

對大的問題是經費太少、人力太少。我們前幾年其實花最多力氣的是要公視做英文台，因為台灣對外的文化推廣其實一蹋糊塗，我們到其他國家到飯店也是轉他們當地的英文新聞。我覺得民視的新聞太local了。因此推廣台灣文化很困難，例如這幾年日本的cool japan向世界推廣他們的文化，我覺得目前這是公視的當務之急。不過你的主題也是很重，只是比較簡單，推廣台灣文化又更複雜，牽涉全球佈局。另外移民文化推廣由移民署來做很怪，這是更根本的問題：現在新移民文化政策到底是應該由誰來主宰？張正說：「越在地，越國際」，或許可以詢問文化部的國際

交流司。不過看來他們現在關心的是外面，台灣外面的外國人，不是台灣內部的外國人。但現在很多台灣的新住民也都是藝術家，表演或視覺藝術。我在國發會有看過一個文化部的計畫，要花非常多錢去建置新住民博物館。不過我本身不是很喜歡這個概念，就像原住民博物館，原住民進去都不舒服，好像他者被觀看，還不如各個博物館在文化平權概念上介紹新移民文化。總之這部分給內政部超奇怪的，因為移民署一定不會有對文化藝術或媒體的了解。

## 6. 「台灣媳婦」

很古老，論述都很陳舊。那時也有拿補助，江霞時代，民進黨任內。之前新南向的時候，新二代的主題很受歡迎，新二代感覺就很差，好像被貼標籤。

## 7. 多元文化是否威脅國家認同或造成分離主義？

這要看政府政策怎麼去用，以前會以原住民跟客家兩個族群為對象，另一個則是新移民。每個國家通常都希望後者來之後就放棄原來國家的認同加入接納國。所以法國或其他國家會有「融合式」的移民政策比較多，但我覺得要case by case。以政策來講當然協助他們融入可以降低目前法國恐攻的問題，但是希望你趕快融入某種程度也會助長歧視，這種歧視就是移民二代三代不舒服的點。所以我覺得要教育主流社會的人理解多元文化，也要教育移民盡快融入法國，我覺得這是兩個層面的問題。不能只要求移民融入主流社會，主流如何好好對待這群人這也是要做的。過去只強調前者，所以majority沒有改變他們看法的時候，當然很容易出狀況。所以多元文化主義當然有部分是問號，但是對於主流社會而言我覺得是需要的。一個世界盃都會搞得人退賽。重點在我們有沒有真心去理解。所以政府還是有責任的，所以我覺得對majority來說多元文化主義還是需要的。分離主義是對於少數族群，但當少數族群面對主流社會的壓力，你不能責怪新移民，你要看主流社會是怎麼去理解他。假如他從小到大都受盡歧視，你覺得他也辦法好好融入嗎？我覺得這都是可以去檢討的，這絕對不是多元文化主義做的太多的問題，反而應該是多元文化做得不夠。當然前提還是你如何定義多元文化主義，舉例原住民政策，到底我們的政策是加強理解還是加強刻板印象？到底民眾的觀感有無改變。這就是做政策者的疑惑：政策是這樣走，其影響是什麼？outcome是最難去衡量的。

## 8. 政府在推展族群媒體，或移民媒體的角色為何？

很多層次，第一個是在教育、教學的部分，牽涉到教材如何談這些事。但這要謹慎，要讓新移民參與，確認內容。目前國小有很多新移民相關的節慶，例如多元文化節等，但實際上的了解還是重要，否則會是慶典化。例如台灣對越南族群很不了解，他們佔新移民三成多，表示我們多元文化教育不成功。另外，東南亞各國間的文化差異也很大，一概而論也會有風險。

## 9. 文化基本法的進展為何？

部的部分已經用完了，前陣子在開院的會議，下個會期應該會送到立法院。目前最大的問題還是在預算跟文化影響評估。主計單位很痛恨所有部會都在基本法裡匡列最低預算的限制，例如我們

希望文化預算最少要到2%之類的。文化權的部分應該還好。還有就是文資，這幾年也是問題很多，特別是中央跟地方的權職。

#### 10. 那多元文化可以放在子法嗎？

可以啊！你要去推嗎？我跟鄭麗君講過啊！可以推啊！當然不是立了法就可以長治久安，但是有了這個法後你可以叫公務員做事啊，文化部會告訴你這不是我們的事，有個法才可以逼他們做事。現在各族群委員會只管自己的是，這到底對族群關係是好還是不好？桃園是最有趣的，因為客家閩南一半一半，所以閩南的議長就會有點打壓客家委員會的推廣，所以族群關係是最尷尬的，所以鄭文燦沒辦法才撥出3000萬成立閩南事務委員會，招集人是鄭文燦，每半年開一次會。我覺得這種委員會就是增加族群關係緊張。

而且文化部要成立台語電視台了，我非常反對。第一個電視台本身很蠢，第二個用「台語」這個字會讓很多人不爽，原住民會說，我們也是「台語」啊，台灣的語言。我們全部的人都去勸鄭麗君，但你知道他也有一些選票要交代，閩南語系的人開始會就得他們相對弱勢，資源變少。政府最後目的都是為了選舉，到最後你沒有辦法，只好全部都給。結果每個都吃不飽餓不死又做得很差。

#### 11. 文化公民權如何作為推動移民權利的論述？

我覺得很難，因為講公民時還是跟國籍連在一起，所以我覺得普世「文化權」比較容易。所以可能比較適合新住民，移工就無法。文化權在聯合國就有很多方向，就是要尊重他們的文化經驗，包含語言、宗教、接近文化藝術等。政府這幾年也有推動很多移民文化的活動，當然最好還是要有他們參與組織，確定這是他們需要的。不過這樣的概念近幾年在台灣已經越來越沒爭議，也不會有人說是浪費納稅人的錢。但落實在日常生活中他們還是弱勢。例如雇主會希望他們不要戴頭巾，仲介要叫他們一來台灣就拿下頭巾，所以還是在很不對等的狀況下。我覺得他們access資訊可能不是問題了，但是在台灣主流媒體中的參與，以及主流社會對他們的了解，是要努力的方向。政府在這方面可以協助宣導的話，會比較好。

## 6. Ho Gwo-Hwa (Taiwanais) : ancien manager et chercheur chevronné de *Taiwan Public Television Service*

1. 2006年底2007年到任，所以「姊妹同國」時，已經在了。「姊妹同國」有獲得移民署的幫助，其目的與TA大概是？

TA主要是本國觀眾，對外配很陌生，讓他們了解外籍配偶、教育台灣觀眾；但同時也能服務外配，讓他們有媒介，了解台灣社會。2007年網路並沒有那麼普及，剛好是一個銜接期，無法用手機看母國資訊。幾個原因：1. 東南亞族群越來越大，無法忽視。公視的使命就是服務所有族群，包括外配。2. 台灣媒體對新移民的報導比較偏頗。3. 公視目的，除了大眾，還有分眾。4. 2006年公廣集團剛成立，2007年希望找個主題，展現公廣集團的力量，服務不同族群。客家台跟原民台本來就是服務族群，所以這樣的主題也符合宗旨。

「姊妹同國」包括「別再叫我外籍新娘」，不過後來很多人說不要再播，因為太悲苦了。那時的收視率1.1算蠻高的，後來娘惹的滋味莫愛芳也得到最佳女主角獎。所以當時的社會氛圍對於新移民其實是有感覺的，所以對台灣社會認識新住民是有幫助的，新移民也會認為某種程度被重視了，因為媒體一直報導。那時投入的影視資源算比較多的，對教育臺灣民眾跟服務新住民多少還是有點幫助的。

2. 當時的節目製作方式跟現在有何區別？

這幾年的改變開始加入第二代的觀點，範圍更廣泛；且不只東南亞，還有中國配偶跟其他國家。資源相對較充裕，我們可以到母國外拍，把訊息帶回來，我們還能看到他們的本國文化，交流是雙向的。例如我在台灣你好嗎或外婆家系列計畫。可以到當地看到故鄉的生活方式，甚至台灣出生的第二代都可以一起去看，有一些互動。這種互動對於觀眾的啟發跟影響更顯著。所以節目設計方式跟2007年不一樣，會更多元。例如之前會著重不對等的婚姻關係，但現在可能會探討新移民的心理層面。2007比較多是從台灣人的觀點看外配，他們的辛苦啊等等（例如別再叫我外籍新娘），現在會從他們的觀點出發，他們的心理層面的考慮。以前時台灣人在看角色，現在是從角色本身看角色。還有從原生家庭的角度看，以及移民怎麼看台灣以及原生家庭，所以角度更多元。



### 3. 新住民員工的參與？組織的多元？

現在只有東南亞語新聞有新移民員工，主播跟翻譯，大概只有這樣。工作人員裡有沒有新住民二代不知道，不會特別去問，這可能有。我們不會設招募條件。

2006年族群委員會基本上是針對原民台跟客家台，當時成立公廣集團成立這個委員會，是要協助他們一些製播事項。現在客家台已有客家諮議委員會，原民台也有原基會，所以目前是沒有了。

### 4. 公視會不會特別限定新住民節目的製播比例？

目前沒有。其實任何比例的產生涉及到族群的，例如聽障視障或之前原民節目，基本上都會跟政治有關。第一是立法的監督，第二是預算資源的分配有關。立法監督的意思是指，即便現在原民台已自主營運，但原住民籍立法委員，例如高金素梅，或在立院要求公視製播原住民相關的節目，所以我們製作了《行走TIT》，因為他們在立法院要求，你就必須要有資源去製播節目。還有之前身障立委楊玉欣，關心視障者的收視權益。他們在立法院提出政策需求，文化部就會透過預算的捐贈的方式，要求公視製播，預算基本上會逐年增加。在公視的製播規範裡沒有特定族群節目的製播比例，透過立法監督和預算資源配置，公視會某種程度被要求增加他的製播比例。這部分在法規上沒有明顯要求，但在政策上，我們本身就是要多元服務。所以只要某族群預算配置到位的話，我們就會執行。

台灣跟法國不一樣。因為我們有客家、原民，以及之後的台語台，他們的族群屬性很清楚，法國一個頻道可以容納很多族群。所以我們的預算就是很清楚dedicate給某個族群。所以如果有製播比例的話，對公視其實會很難執行。另，若我們把新住民族群依國籍來分，中國、越南、印尼，這樣我們的預算跟頻道時段又會不夠，對於本國觀眾會有排擠。定製播比例也會有很多辯論，誰訂？訂多少？誰代表你的利益？所以現在都是特定立委質詢文化部時直接要求。

### 5. 為什麼當初不放在一起就好？

這有一個主體性的問題，這沒得辯論。因為原民台跟客家台已經分眾，變成小眾，所以他當然希望有越多頻道能播出相關節目，讓他的聲音出去，這是很重要的。雖然有一個單一頻道，不代表單一頻道就能符合或滿足特定族群的需求。不過台灣各族群資源切割的現況要打破重來是不可能的。現在內政部預算還是有給移民節目製播，但是是用招標的方式，各家電視台都可競標。公視

也會去標，但就會被罵，說我們已經拿國家預算還去標這個，與民爭利。可是這很弔詭，我們又沒有預算做新住民節目，那沒有錢我們要怎麼做？其實比較好的方式，就是給公視「法定預算」，而不是「標案預算」。另外有一種方法就是，公視會跟文化部提四年的「專案預算」，文化部每年捐贈。公視可能也可以向內政部提四年的專案預算，指定製播新住民節目。這是比較可行穩定、常態性的播出策略。法定預算無法規定如何使用，所以專案預算，有目的性的，會比較適合。文化部是公視的主管機關，所以有確保戲劇發展的使命。

6. 台灣多元文化發展，或說新住民的文化，到底是內政部負責還是文化部負責？

不知道耶。台語電視台也是，目前是文化部在編列預算，但原民台跟客家台是客委會和原基會在處理。但文化部應該台語台的主管機關嗎？應該不是吧。但之前的國家語言發展法又是文化部在推動的，所以這是應該有點混淆，需要釐清的，就像新住民文化發展的狀態一樣。之前我們在做新移民研究案時，我跟移民署官員聊，就在談可能移民署會要升格成「移民委員會」，他們說蔡總統是有這樣的想法，但目前也是無聲無息。新住民委員會的成立，應該就能解決新住民傳播權的問題。可是現在不曉得哪個部會在主責，所以感覺像沒有主管機關。

7. 新住民頻道有需要嗎？

新住民需要有自己的發聲平台，我不講「頻道」，我講「平台」。頻道的概念已經窄化了傳播的影響力，沒有人會像儀式一樣的按時守在電視機前，收視的方式已經多元了。但不管頻道或平台，都是需要資源跟人力，可以往平台概念發展，多平台呈現方式，以網路為主，但可以撥一點預算買頻道的播出時段。因為網路製播成本最低，降低設備成本後就可以拿來做內容。如此一來可以符合新住民專屬平台的要求，也可以讓更多台灣人看到他們的生活樣貌。

8. 東南亞語新聞成效如何？

因為從零開始，成效當然不錯啊！不過基本上收視率有限，要透過頻道五分鐘去呈現收視率，是不太可能的。所以我們也有透過網路平台。這就是為什麼移民平台的概念會優於頻道。不過即使YT上可以看到，但觸及還是有限，主要原因在於節目量不夠。五分鐘的節目量跟半小時是完全不同的意義，收看的普及度跟觸達率都不一樣，所以五分鐘要求收視成效，我覺得有點不切實際。時間要加長的話還是涉及到兩塊，一個就是預算，再來就是時段。所以平台是最好的選擇。

新住民的人口越來越多，加上第二代、第三代，還有移工，這樣零零散散的資源，對他們的傳播權完全說不過去。我認為他們是台灣很棒的多元文化資產，當然本國也有很多文化，但我們沒有給這些東南亞文化展現的空間啊！所以如果可以訓練他們的製播人才、演員，那絕對是不一樣的。

我記得我去加拿大公視CBC做訪談。法語在加拿大是弱勢，所以為了保留法語人口，他們鼓勵非洲法語國家的移民。當時加國也有人說非洲移民落後，之後才發現他們能成為加拿大與非洲世界很重要的橋樑。加拿大是大英國協成員，也是非洲聯盟的成員，就是因為移民的連結。這些非洲菁英份子成為加拿大與非洲政治、商業、文化的重要橋樑，有任何加國走不通的地方，就靠這些移民。所以這些資源歐洲國家做不到，加拿大卻可以。他們發現移民進入加拿大社會帶來正面影響。

從比較利益導向的角度看，只要你願意把他們本來手上的工具還給他們，他們也可以變成台灣與東南亞間的橋樑。我們現在說要連結東南亞，現在都還是靠台商，但台商有局限性，他們都還是商業導向，不可能去長期培養各種與利益無關面向，如文化等的人才，只有政府可以做得好，因為政府手握資源，但目前還做得太少了。

#### 9. 移民媒體製播人才培訓，誰做、如何做？

原民台在成立之前，公視從2000年前就開始培訓原民多元媒體人才。之前我在台視也聘了幾個公視培訓出來的原民記者，現在他們也在原民台當主管。所以培養不是問題，預算也不用太多。所以最好是某個政府部門，不過現在也不知道哪個部門要負責，能編一筆長期的預算去培訓移民媒體人才，然後規定例如1/10的人要留下來，這樣就能慢慢培養他們的媒體能力，這就可以作為未來新移民平台人才的養成。這不難，端看政府要不要做，但政府要不要做又要看有沒有立委去push。

#### 10. 移民署也有移民影音網站，這樣內容是否重複，能否合併？

合併不太可能，這涉及到公部門政策的功能使命。移民署政策宣傳的責任重，公視在公視法上就已經要求獨立自主，所以兩邊功能使命是互斥的。所以公廣集團反而是完全不會講到政府的政策宣導。

#### 11. 公視的跨族群溝通的角色？

依據公視法，我們就是有多元族群傳播的使命，光看這幾個台成立，就是有做到。從人才養成，甚至電視台的協助，但是有做到。但回到新住民的部分，這就比較沒有，因為還是牽涉到預算。新住民的部分雖然有做，但節目是零散的，很少人搞清楚新住民節目什麼時段在播。所以在新住民傳播權上是不夠的，最好有穩定預算去做這塊。

新移民媒體資源基本上是很弱，只是符合政府在族群政策的低度滿足而已。在公平性上來說，新住民人口其實並不少，但獲得的傳播資源是很低的。目前最欠缺穩定資源，目前都是標案，還可能會被刪，所以穩定預算是最重要的。

## 12. 台灣是否是多元文化社會？

有啦，台灣算是不錯。原民、客家、台語台都有。但新住民的資源要從哪來，可能政府要願意調整預算，目前族群頻道的預算，在政府總預算中是很少的，所以是看政府願不願意做。移民進入台灣社會我認為是加分。越南到台灣後，也不是越南文化，而是台灣與越南融合下的新文化。49年來台的中國移民，也在台灣發展出了新的文化。

不過這些頻道都是選舉考量，台語頻道也是啊，所以很快預算都通過了，半年就成立了。比原台跟客台更快，因為他選票數太大了，佔七成人人口。若傳播權能落實，對移工的工作環境改善是有幫助的，在報導之後，會漸漸改善工作條件跟待遇。

## 13. 移民平台的展望

希望是由移民自己來做。我認為若可以跟東南亞有合製劇，例如印尼的戲劇也拍得很好，可以有不一樣的文化呈現方式，會讓台灣人更有感。這就是為什麼要讓他們自己來，這樣的文化意涵以及角度和他們的生活方式、記憶，都是不一樣的。若能有移民文化的戲劇，戲劇的感染力是最直接的。用一個平台，不會涉及到NCC，不會涉及到法令修正，就只涉及到預算跟人才培養。用一個頻道你要政治說服跟cable台上架，要花百分百的力氣，若是網路平台，就只要百分之十的力氣，只要確認主管機關、政府編預算就達成了。我建議，請新住民跟立委，請總統候選人簽字，要求他們不管誰當選，承諾移民的傳播權，要把這個寫入白皮書裡，這是最好的時間點。

## 7. Asuka Lee (Taïwanais) : ancien éditeur en chef du *4-Way Voice* et fondateur/éditeur en chef du *Migrants' Park*

### 1. 四方報經費來源

四方報一開始是靠自己，「台灣立報社」拿50萬；但能擴張，的確是有靠政府的幫助。一開始四方報有拿到Western Union的廣告，得到好幾年的穩定。當時泰文紙媒只有四方報。

2011年「外配基金」，給我們經費聘請更多的人力。為配合外配基金補助，我們也發行新移民雙月專刊，16頁。本來三種語言也擴展成五種語言，時間大約兩年左右。

2011-2015 我們也有獲得配合勞委會多元就業開發方案，藉此聘請外語翻譯，以及更多人力。到2015年底停止補助，再也申請不到。

另，四方報是以財團法人社會發展文教基金會這個名義申請。因為「台灣立報社」是營業公司不能申請。2014年立報解散、破報結束。重組之後的立報與四方報都回歸學校。

除政府經費外，我們2009-2010年開始也向聯合勸募申請「新住民友善計畫」補助。2011年獲得400萬。2014年「新住民親子共讀計畫」失敗，款項出現問題。聯合勸募補助也終止。

2013年我們推出「五語倫比—拓展新移民/工台灣文化傳播權計畫」作為轉型的重要方針，並且獲得財團法人國家文化藝術基金會舉辦的「藝文社會企業創新育成扶植專案」補助，讓本報取得了轉型的可能。

我認為四方報就是一個溝通橋樑，公益、正義、社會責任，有立場的。

2012與成長文教基金會成立「多元文化列車」支援內政部「新移民火炬計畫」

### 2. 其他新移民雜誌

GWO和Taiwan Kini都是因為政府補助扶持才出現。

菲律賓《The Migrants》則是靠自己資源，商業化方式經營，拉廣告，例如仲介公司或旅行社。與辦事處關係很好，在菲律賓圈中很有影響力，發行量有兩萬多份。菲律賓全盛時期有四份（註：應該有七份），包含manila post、Chikia，但都結束了。

菲律賓四方報發行約2000份，其他雜誌現在也都結束了。

印尼indo suara改成網站，剩下Intai。

泰文報一直做不太起來，除了人數較少外，可能與不太看報紙的習慣也有關係。

東、緬報紙的推廣就是公益性質，需要有補助才能做。

### 3. 現在移人都是寫中文，放棄最開始東南亞語的設定，為何會有如此轉變？

全中文報導讓我們可以更有效地接近更多的讀者。目的是要讓台灣人瞭解移民的處境。我對移人的展望，是我希望他能成為移民議題的代表性獨立媒體，當人們談到移民媒體時，就能想到我們。2018年我們也有好消息。移人的3篇報導被南一出版社選為高中生的歷史教科書了。這三篇報導剛好關於新住民、移工和新二代。這樣一來，移人就能接觸到更年輕的讀者了。



## 8. Tran Thi Hoang Phuong (issue de l'immigration vietnamienne) : animatrice des émissions de radio et productrice de l'émission télévisé *Happy Vietnamese Show*

### 1. 走入媒體工作的契機

我們一開始做刊物是2003年在伊甸基金會當志工，那時很少直接接到新住民的電話，感覺家屬會限制姊妹，所以我想說有什麼方法讓姊妹直接接觸資訊。我跟伊甸提，但他們沒有經費。所以我請姊妹幫忙，每人負責一個專欄，自行編寫，我來統整，做成一張A4的紙，一般方式列印，伊甸會協助郵寄。7-8份之後，我就發現「賽珍珠」拿到政府經費，做得更好一點，所以我就不做了，姊妹們有的也無法繼續。後來，我發現姊妹真正的需求是快速融入台灣生活，所以我在2003年底就開班教中文。另外，我發現新住民的家屬，也應該了解新住民文化，因為我遇到很多家屬因懷疑或好奇會跟著一起來上課。所以我開始認為家屬也應該了解新住民的文化和語言，所以2004年初我又開班教越文，那時就開始有很多媒體報導，很多人要講義。2004年底中山大學蔡主任受邀到教育廣播電台上節目，燕子姐的節目，他要我一起上。效果很好，我又再度受邀。之後燕子姐邀我一起主持「越語輕鬆學」，每天五分鐘，線場直播，2005年初開始。到60集時，反應很好，很多人要求學發音。所以61-80集是教發音。

### 2. 何時開始做新移民電視節目？

當時媒體對新住民非常負面，但那是因為媒體只接觸到一方，家屬或仲介，所以對新住民抱著一種不信任的態度，新住民沒有聲音。2007年我就想做電視，但不知從何切入。所以我們開始先找電視台合作，找到唯一華視接受提議。其他電視台都只問廣告的價值跟效益和收視率。2008年，因為很多人想學越文，卻無法到政大空大上課，所以決定透過媒體做免費資源，就開始想做電視。華視教育頻道答應若我們找到經費，他們願意協助硬體跟播出。後來我們找「族群和諧基金」，民間的。那時政府單位沒人理我。第一、我是個人政府不補助個人。第二，他們問做這節目給誰看？我也不知道有外配基金，但政府單位都拒絕我，問我收視率。但這是公益，是社會需要，為什麼要問這個？！第三、他們說我是教越文，這不是給新住民的。但我推廣越南文化語言給台灣民眾，就會更了解接納新住民，所以是間接幫助到我們，讓我們自在。基金會有位教授是我的貴人，全力支持我，是張茂桂，破例給我個人，給我120萬，充足的經費，做了8集，每集30分鐘的「越說越好」，只教越文。有人反應30分鐘有點長，完整的教學可能受眾較少，不是每個人都能看完完整，所以規劃每日一句，五分鐘。2009年，我開始自掏腰包做「越說越好每日一

句」，第一二季我自己拿，第三季有個企業支持。華視協助每費播出，但製作經費我需要自己出，第四季才拿到移民署經費，這是我第一次拿到移民署的錢。總共四季100集、100句。

然後新住民姊妹跟我反應為什麼不教我們中文，我發現新住民最不會的是成語，所以開始教中文成語，用越文教中文，直接服務姊妹，我找國語老師一起教，也請新住民來參與演出。2010年「新住民學成語」，第一季自己出錢，第二季文化部有出一點錢。過程中發現很多姊妹很願意，有舞台很開心，我就想為什麼不製造一個舞台讓姊妹來表現呢？就發現他們最大的優勢是文化與藝術，希望有這樣的舞台給他們，製作給他們的娛樂節目。但沒有人支持，都問收視率。但這是特殊族群，不能用商業的角度來看啊！可能是政府單位請來的委員根本不了解這塊，包含移民署，這些委員都是帶著批評的態度。還問我用母語，誰能製作？我說我們可以自己，為什麼不行？他們都不相信。所以我先用新住民母語教學，用母語做節目，說服他們。後來2014年底，終於拿到移民署新住民基金的補助。文化部說，雖然我們很欣賞你，但文化部不能補助新住民，項目不對。但拿到補助後，我們就趕快準備自籌款，壓力很大。好險，當時拿到一年52集800多萬補助，算是很高的錢，華視也協助很多。那時我向台商募款，還是問我效益跟收視率，沒有人真的贊助我。2015年6月正式開始錄，2016年8月製作完成。有幾個單元：戲劇（語言教學）、VCR外景（新住民活動並宣揚政府對新住民的照顧）、邀姊妹談新住民主題（談話性）、健康操。從8月播到年底結案，剛好年底有個親子歌唱比賽，決賽就邀請至棚內，作為特別節目53集，目前仍在重播中。中午一點、下午六點、半夜一點。宏觀也在詢問想在頻道中播出。

### 3. 政府在推動新住民媒體上的角色？

我覺得政府無論哪個政黨，都算關心新住民。只是以前都是一種「上對下」的照顧，現在心態、思考慢慢改變，新住民能自己作主。就像原住民說漢人不能代表新住民，台灣人也不能真正代表新住民，所以直接聽我們的聲音才是最好的。最近政府開始正視新住民的聲音，過去都是透過一個單位，一層關係，新住民變成被動接受，不是主動。所以委員會說：「你做的節目應該要符合補助單位的目的」，我說為什麼要為政府單位做節目，應該要為新住民。移民署已經做了那麼多稱作為新住民做的節目，但哪一個是真正為新住民的？哪個是新住民拍的？哪個是用母語？如果我要做跟你們一樣，我還需要做嗎？我們互相尊重，我不想抗議，因為我還是認為我是後到的人，我尊重台灣的制度，但是我還有聲音，希望被平等對待，希望觀念改變，真正照顧新住民。新住民委員應該要以新住民為出發點思考，而不是為台灣主流社會執政者，我認為這是不公平的。我希望以新住民的原則來考慮要不要贊助我，而不是要我照各位的想法去製作新住民不想要的節目。移民署拿四千萬用國語去拍新住民的故事，我們好幾個單元才800多萬，還到處嫌我們，雞蛋怎麼跟石頭比啊？他還說我們態度不友善，我們只是表達出我的想法而已。我覺得政府如果要做這方面，應該要多聽我們的聲音，不要為我們代言，這也是我接受成為民進黨新住民委員會主委的原因。他說希望我「幫助」他們，讓我覺得被尊重，只要是和新住民有關，我都義不容辭。我看到政府漸漸用不一樣的態度和思考來看待新住民，我覺得很欣慰也很開心。



#### 4. 是否有成立中央新住民委員會的需求？

當然是要啊。新住民沒有顏色，因為我們沒有這個基因這個歷史和情感，我們愛台灣的角度和方式和台灣人是不一樣的。因此要有一個中央的委員會，任何政黨上任都要尊重這個委員會。

#### 5. 新住民電視台的可能性？

2013年馬總統執政，邀請新住民代表到總統府茶會，我代表發言。我在現場就向馬總統提到新住民電視台，他就跟我承諾一個節目或一個頻道，但一個台可能還比較困難，要等新住民更成熟。我覺得有發聲管道也很好，真正做到多元文化。所以我覺得這個台若能存在，表示新住民可以發揮自己。文化藝術才是新住民的最大優勢。越南泰國印尼的文化，融入台灣元素，才是真正的新住民創造出來的多元文化，否則永遠還是越南泰國印尼的。而新住民有能力創作新的奇蹟，不是叫我們跳傳統舞就是多元文化，不是，那只是越南文化。多元文化是台灣融合新住民文化，像「娘惹」一樣，在馬來西亞、泰國、印尼，都有不同風貌，這才是真正的台灣文化。

#### 6. 比較陳水扁與馬英九？

我2001剛到台灣，陳水扁在走本土化，尊重多元文化。我覺得被照顧、被看見。馬也說關心新住民，但他沒有具體的政策，他只是呼籲，但不具體。不過只要新住民有需求去跟他說，他還是會想辦法處理，但來一個處理一個。但陳時期新住民議題剛浮出檯面，所以他呼籲尊重，當時新住民是叫外籍新娘，然後改變為外籍配偶，然後新住民，把新住民的形象從負面改為正面，「污名化」得到改善。馬也是很照顧，但政策上沒有明確。現在民進黨新住民委員中，新住民佔多數，主委也是新住民，所以我覺得做到民主、打破保守的思維，是往前的一步。

#### 7. 大環境態度是否變友善？

台灣民眾算非常友善，之前的誤解跟衝突是因為不瞭解，瞭解之後，加上新住民姊妹也努力推動自己的文化，雙方都努力，媒體也看見，政策、法令也開始改變，為新住民辦活動，所以我覺得環境漸漸改變。一開始我來台灣，我覺得台灣的媒體太可怕了，不斷重複報導負面消息。後來發現是媒體不懂，而且也只有機會聽到一方的聲音，所以我決定做媒體的朋友，開始投書，報社也都對我非常友善、從未拒絕我，所以我覺得媒體是願意聽的，只是我們沒有發出聲音。

#### 8. 最想提議的媒體政策？

我覺得希望給新住民一個電視台，若太困難就一個電視的管道，讓他們在這個平面上表現自己。我覺得很多新住民電影都太淒慘了，但新住民也是很陽光的，為什麼只讓民眾看淒慘的那面？雖然淒慘會讓民眾同情，但我們也不想被同情。要陽光才会有希望。雖然也有可憐的一面，但那是少數，如果大家都這樣，那我們都不要在台灣了，我們也不希望家鄉的人看到姊妹在台灣是這個樣子。來參加我節目的300多個姊妹也都很辛苦，講到適應的過程也可能會落淚，但落淚完就笑

得很開心，說現在已經很好了。所以希望能有新住民的電視平台，讓姊妹發聲做自己，也讓民眾真正認識我們，而不是透過台灣觀點認識我們，而是我們的觀點。我還很想做小朋友的節目，因為現在有很多小朋友，要讓他們認識媽媽的文化，不管是台灣或新住民小朋友，都讓他們看到並欣賞多元的文化。其實我不想強迫小朋友，我不喜歡「新二代」這個標籤。因為他們也都是台灣出生長大的，原住民二代、總統二代、官二代，是不是都要分？小朋友去學校上課，彼此會問嗎？小朋友才不管那些。政策上，讓有優勢的人給予他們更多機會表現這是OK的，但不應該以「新住民二代」來作為區別或對象，否則無形中就標籤了他們，讓他們帶著沈重的包袱：因為我是新住民二代，我就一定要道東南亞發展。這對他們不一定是好的，不要侷限。

#### 9. 關於入境面談？

入境面談，是為了假結婚。因為他們還未入境，還不是新住民，所以不是我關心的責任。我認為政府要照顧所有新住民，無論他們是否已有國籍，要給他們保障，以及法律上的權益。

#### 10. 陸配6改4？

以平等原則來說，我覺得是要一樣的。陸配跟外配一樣，在情感上都是脆弱的，不是像外界想的那樣。新住民委員會裡有一位中國籍姊妹，他壓力就很大。我覺得國和國之間的關係是一回事，已經屬於台灣的公民，還是要從人權的角度來照顧，不應該有不一樣的對待。

## 9. Cheng Li-Chieh (Taïwanais) : manager général de la *GFTV* (IPTV destinée aux habitants indonésiens)

### 1. GFTV的收視狀況

本來是要做手機APP，符合印尼人使用習慣，因為有近百分之80是看護工，在家中電視沒有選台權，只能跟著雇主看，語言方面也無法收看電視，無法從電視中擷取需要的資訊。只能在閒暇時間用手機跟朋友聯繫，以及觀看印尼衛星電視，現在有很多這種APP，傳送印尼節目。所以我們進入市場的方式就是開發手機app。但是兩年以來，我們越來越瞭解印尼人後，發現文化差異使結果跟我們想的不一樣。例如台灣人可接受online shopping，印尼的話可能只有留學生，比較開放的人才可以接受。而看護大部分都是爪哇島來的，教育程度通常小學或中學肄業，甚至文盲，所以他們的商業行為是比較仰賴面對面的，買東西時希望有服務人員。所以他們對e化的東西不太會用，要一直教。導致在APP這塊有點受挫。不過後來我們發現印尼族群比較仰賴臉書跟LINE，祖克伯也公開講印尼臉書在全部社群軟體使用比例是全世界第四高的。所以我們把管道拓展到網頁、臉書、LINE (line交朋友、傳訊息)，比較接近face to face，讓他們比較信任。原本APP也有商場，可是只有一個會員。Youtube也有，但YB上會有著作權的問題，因為我們是新聞性的，如果節目中有帶到有版權的音樂或影像，頻道很容易就被鎖起來。所以臉書是大宗，推動非常順利，現在幾乎可以用臉書找到要找的客群。臉書基礎目前已有三萬七千個粉絲，佔大約十分之一，印尼移工大約三十萬左右，不過其中三分之一是住在印尼。因為外勞是流動的，在台灣服務過就會回去，人會流動，也會把我們的節目帶回印尼。

我們公司也有另一個部門在做直播系統，我們有設針對台灣人的粉絲頁，推台灣人就困難許多，民族性很不同。APP其實沒什麼成長，最高峰在2015，安裝大概一萬七千人，常駐手機率大概兩千人左右，去年最高兩千七百人左右。今年我們也想重新嘗試。一開始沒有做ios的APP，因為印尼移工使用iphone比較少，但隨時科技進步，使用iphone越來越多，所以我們也試試看開發ios的APP。以前nobody，現在channel有點知名度，想再試試看

### 2. 特別的內容

我們有做選美活動，並在臉書上直播，也收到西瓜哇觀眾的feedback說覺得活動很有意思。表示收視戶在印尼也有，不過大宗還是在台灣。現在的駐印尼代表處也跟我們簽合約，承認我們是代表處對印尼移工合法的官方的媒體夥伴。今年開始也有印尼的大廠商如紅白電信公司、印尼最大的泡麵公司，都開始跟我們合作。我們跟傳統媒體收廣告費打廣告的方式不一樣，曝光的效率不一樣，IPTV是非常分眾、小眾的市場，無法接觸大眾，所以網路廣告能拿到的資金不一樣，而拍廣告有要較高成本，所以經過這兩年的跌跌撞撞，我們目前的策略是期許自己當「印尼人在台灣的康樂股長」。他想要看影片、新聞、參加活動、買東西、匯款等，全方位提供服務，吃喝玩樂都來找我們。這樣一來，除了廣告之外，我還可以從其他部分賺錢，例如銷售產品、辦活動找贊

助、跟政府、代表處申請經費，就像雞尾酒的模式，這樣比較有可能生存。如果跟電視台一樣看大眾廣告的話，我們是無法的。

### 3. 業界合作方式

打廣告、協助製作影片、綁活動、製作置入性行銷。全方位，一包給。一開始開台時都沒人要理我們，現在sales出去外面談，遇到的阻力比較小。

### 4. 如何知道節目的回饋，什麼樣的節目較受歡迎？有何機制？

因為主要是移工觀眾，而經營團隊是台灣人，所以這是我們遇到的問題，我們並不那麼瞭解印尼文化。所以在請員工時，會直接找印尼人，也就是跟勞動部申請「外籍白領」。在台印尼人留學生、配偶、移工，而移工會有法令問題，不能隨意轉換雇主，所以主要找前兩種。現在我們找一個印尼的留學生，另一位是曾在台灣仲介公司管理外勞的印尼人。我們之前向勞動部申請聘用，他們是白領勞工，權益就跟台灣人差不多。節目製作人員或主持人，我們都找留學生為主，因為他們可以申請臨時工作證，而且領域不限。因為申請白領工作證的話勞動部會看專業領域合適性。目前主持人也是留學生，之前在印尼當過平面model。因為印尼移工百分之80是25-35歲的女性，所以要找一個帥哥，比較對味。

印尼場勞大約四到五萬，相對還是比較少。女性大約20萬。看護工比較孤單，所以更傾向收看。

### 5. 是否考慮納入台灣觀眾，例如加入中文字幕？

很難，因為台灣人的選擇性太多了。之前也有試著做台灣人的online shopping APP，但後來發現那是無底洞，因為就是要大量，需要龐大資金。而台灣人也沒有品牌忠誠度，所以就放棄。目前沒有這個考量。我們想的比較是，把台灣做好，然後往香港澳門馬來西亞韓國，有印尼移工的地方。因為網路無國界，我們現在訊號是打到日本的amazon上面，所以全世界都收得到，所以我不需要到其他國家建機房。只要我把內容做好，再搭配當地的通路商，做一些在地的商品推廣或物流就好。這是我們未來的方向，但基本上要在台灣賺錢，但目前還在過渡時期。過去投資兩年，希望未來往上成長。所以我們鎖定的是全球的印尼移工族群。等到未來穩定，再針對各國差異性在其他地方設攝影棚之類的。需要先標準化，才能準備輸出。我們是一條鞭，所以硬體不是問題，主要是人力跟內容產出。

### 6. 不同媒介的不同策略

印尼媒體市場一開始是雜誌當道，但現在雜誌式微，舊的經驗都不適用，都面臨轉型的壓力。一進這個市場我們就發現無敵手，因為其他人都有資金的門檻，要這些設備，但我們就不用。所以印尼代表處要找我們，就是因為他們發現沒有第二個可以這樣做的。這優勢我不敢說能保持多久，但至少一兩年內沒有人可以跟我們一樣。因為我們本業不是媒體業或零售業，背景都是工程，所以怎麼把節目做到心坎裡，加速發酵，這是我們還在努力的。

YT上是24小時streaming，臉書則是把精華片段放上，或重大事件的直播。整段影片除了APP之外就是YT。我們每天都會有新節目，其他則是會重播。因為他們的收視習慣也比較特別，不會一直看。第一網路沒有吃到飽，第二只能工作之餘抽空觀賞。我們的節目也不超過半小時，五分鐘、八分鐘、15、20，適合他們觀看的模式。每天約有一小時新的節目，搭配重播。新聞會每天做，但不是即時的，會有時間差，可能12小時。因為他們也不需要知道即時新聞，印尼本土新聞反而不是最急的，反而是台灣的事件。所以印尼的新聞我們可以可以用專訪或專題形式做。目前收視做好的還是伊斯蘭宗教相關的節目。上次宗教直播臉書上觸及一百萬人，兩萬多則留言，連在萊門的印尼移工都在看。因為那個長老在印尼非常有名。宗教在印尼文化中還是很重要。牽線的都是導演，代表處跟這名長老。

## 7. 節目種類

宗教、新聞、旅遊節目，這是為了要綁sponsor。介紹台灣景點給移工。因為移工放假不知道要去哪裡。之前玉山下雪還有移工打電話要他們包車帶他們上山看雪，因為那時我們有推旅遊節目，想說可以報名。所以現在我們和台灣一些旅行公司有合作，現在開這節目也是跟他們合作，像草莓季等。只是台灣消費比較貴，和移工薪水的差距還要看如何拿捏。LINE跟臉書都有客服服務，請工讀生處理。此外還有教中文、教台語，生活化中文，搭捷運、點餐等等，用外景方式教學。還有印尼心靈導師或名人，若剛好有行程來，我們就會請她上節目專訪。最近在籌劃美食節目，因為政府有南向政策，各單位都想要跟新南向結合，醒吾有資源，就找上我們合作，做南國料理。我們有channel跟人，就結合，開發特色南國料理，甚至好的話，可以變成產品銷售給台灣或印尼人。

之前也拍過足球，但收視還好，後來就沒做了。另外還有歌唱節目，印尼的地下樂團很多，非常活躍。台灣的刻板印象好像認為他們什麼都不會，我們收入了解之後才知道，印尼人真的很可惜，他們政府效率不彰，導致很多在台灣很多才藝才能的人，在印尼無法生存，只好到外國工作。節目都是塊狀的，他們通常都很樂意接受拍攝。我們也有call-in節目，找族群裡的「網紅」，來節目跟大家聊天。

目前還沒有跟印尼節目合作，因為小本經營。印尼當地電視台的APP粗估約有五個，所以我們要區隔，不一樣的內容。差異化就是在於我們專門報導印尼族群在台灣的大小事，你想知道印尼人在台灣的狀況，就是要看我們的頻道。

## 8. 政府的經費？移民署的嗎？

有很多地方。但是都不多。縣市政府的觀傳局、勞工局、移民署、勞動部、文化部，大概就這幾個。目前台北市觀傳局，印尼的開齋節直播，我們有派人去訪問。文化部我們有申請一個案子，但沒有通過。我覺得可能申請錯了，應該向法務部或勞動部申請，因為這是移工的法律知識，例如匯款不要走地下、不要非法打工等。文化部好像比較focus在對台灣人的文化，所以要向文化部

申請的話可能比較像是介紹印尼的文化給台灣人知道，所以今年可能做一個美食博覽會，再向文化單位申請看看。

#### 9. 草創期與現在遇到的困難有何不同？

草創困難點是不了解文化，不知道方向在哪，一直 trial and error。現在的困難的是一個瓶頸，我們成長到粉專三萬多。我們一開始就是瞄準小眾，是以學中文為賣點。但現在我們是要走向大眾，所以內容要多樣化、內容要精緻化，會面臨公司資源不夠的問題。所以我們開始找不同單位合作，例如醒吾，才能比較省力。因為在完全獲利之前不能大量投資。

#### 10. 政府推動新住民媒體的角色？

政府完全不懂、也不理我們，還是以台灣人的方式想事情。還是想透過大電視台來做，但做出來，例如台視華視做的學中文的節目，還是以台灣人的觀念在做節目，觀念還是很老舊。我們的競爭者還是那些電視台，因為他們也開始往新媒體發展。我們有在賣新媒體直播的設備，很多電視台都跟我們詢問。電視台他們有資源、品質，但電視台最大的問題，他們就像一直大恐龍，如何能在這麼小的分眾市場中獲利？我們的迴轉半徑比較小，會比較簡單。如果有一天他們想通了，我們就很難與之競爭，但目前他們還是以老舊觀念在操作新住民媒體，所以我不擔心，至少三年內。

我覺得政府要跟 open minded，現在被很多舊思維綁住。應該要更鼓勵新創公司，我們跟政府單位打交道，他們還不懂這塊，所以都視而不見。還是選擇用舊的方式，如電視台，來做這個。有些製作人申請到經費，做的內容放在 YB 上，卻用中文標題，這樣印尼人怎麼查詢的到？這樣就很好笑。我們就深入族群、了解他們要什麼，鎖定觀眾。

IPTV 的主管機關是法律的灰色地帶。適法性不確定，不過我們先跟文化部申請電視節目製作者執照，至少可以做節目。

台灣人很多都是做事做一半，只要申請到經費就結束了，有沒有到位我也不管。我覺得很多官員還是帶著歧視的眼睛在看外勞，所以不把它當一回事。我們談合作，也發現很多人還是認為外勞窮、沒有消費力，所以看不起他們。

#### 11. 紙媒的未來

覺得不太可能。因為使用習慣，印尼人很依賴手機。

這個公司 27 年了，在台灣有線電視設備業界，機房都有我們的東西。不過有線電視式微，我們就有新媒體直播與 GFTV 這兩個新戰線，GFTV 就是 Demo site。

#### 12. 馬政府跟蔡政府最大的差異

是申請外籍白領的流暢度差很多。馬政府時申請非常快，那時鼓勵外籍人才，說希望外籍人才來台發展。申請時都不到一個月就申請下來，承辦人員都會主動協助我們，補件用傳真即可。蔡政

府上來就差很多，我們申請一個，要兩個多月才下來，過程中補件又一定要以公文傳遞，書面為主，就只能在家等公文。我們懷疑是技術性的讓你聘請外籍人士有困難。蔡政府的南向政策，我覺得最大的問題是手中有保，不把它當寶。台灣的優勢不是花錢去印尼設廠投資，而是在台灣的這些印尼族群，這是台灣最大本錢。因為他們接受台灣文化知識的薰陶教育，回國後都會變成台灣人的幫手跟種子。讓他們training好，台灣求職方便，以後他們回印尼發展都可以跟台灣有交互作用，就像我們的「暗樁」。馬英九比較開放。蔡英文的南向是財團的南向，跟中小企業一點關係都沒有，我們得不到任何南向政策的幫助，反而是阻礙。我們得不到幫助，要靠自己。我們之前在這裡的P T現在回印尼，在當地當我們的reseller，這不叫南向嗎？能透過他掌握當地市場。台灣最重要的是軟實力，content要如何過去，才是重點。

## 10. Virut Taoprasirt (issue de l'immigration thaïlandaise) : animateur des émissions radio destinées aux Thaïlandais

### 1. 一開始是湄南河畔，開始節目的機緣是什麼？

在此之前我就是做廣播，做中華民國新聞局對泰國廣播節目「亞洲之聲」的主持人，這是在民國78年的時候就開始了。他是央廣的前身，當時沒有國家電臺，所以「亞洲之聲」跟「自由中國之聲」就是由中國廣播公司在管。工作一兩年之後，我在找一個資料，我就遇到泰國駐台大使，說要成立勞工處，處長就問我一些勞工的問題。之後他就邀我一起工作，透過廣播協助泰國勞工，都給他們一些法令問題的資訊，而且資料來源都會是正確的，來自泰國辦事處的，這差不多是80年的時候。然後差不多83、84年的時候就開始做這個廣播節目。因為那個時候亞洲之聲沒有對台灣，都是對泰國，所以是由「台廣」，還有其他幾個電台，開始做這個節目給他們。然後成立國家電臺「央廣」以後，才正式透過「漢聲電台」，把我們特別製作的勞工電台傳遞出去。

泰語移工節目是台灣第一個給移工的節目，那時候泰國勞工因為不了解台灣的法律，不了解風俗習慣，會聽信一些非法仲介，所以逃跑率就會很高，那時逃跑率一個月三四百人。那時泰國勞工人數還是最多，那時就想透過廣播節目，跟辦事處的處長合作，邀請他們去上節目，或call-in回答問題。這個節目當時在泰國勞工界就蠻轟動的。很多人在家鄉都不聽廣播節目的，但到國外人生地不熟可以聽到母語，而且是有關自己權益的議題，就會非常關心。這個廣播節目那時是泰國勞工交流、尋求知識跟協助的平台。

### 2. 就業安定基金有協助到這個節目嗎？

開台都時候都還沒有，到後面過了幾年效果出來了，例如泰勞逃跑率從最開慢慢下降。政府才在找原因在哪裡。那個時候台大教授「詹火生」，他曾經在中廣做過廣播節目，我們也算認識。後來他出任勞委會主委，相遇後再聊，才知道勞工逃跑的問題在院會中有被討論，我就跟他說這個節目能有效地幫助降低逃跑率。再加上在一些會議裡都有討論到移工逃跑的原因及解決方法，有時候會請我參加，我就會提出我的建議—就是透過廣播節目。因為以前政府都只做手冊，一本成本就30、40元，一做就十幾萬本，費用不少。但廣播節目你只要支援一百萬、兩百萬，到出去的效果很大。

### 3. 那政府看到效果有了才補助，是什麼時候開始呢？

確切時間要再查。勞委會真的逃跑外勞的問題開了很多次會，我們都有提到。勞委會原先只有補助泰語，在我們建議之下，才又再增加其他三個語言的補助。補助的比例也跟逃跑率有關係，越南的補助比較多，因為他們逃跑的人數也比較多。

### 4. 所以節目製作初衷就是讓泰勞可以了解他們的法令、權益，台灣的風俗文化。這跟現在做節目關注的點，有沒有差別？



差別很多。以前大部分是讓他們了解法令、文化。例如當時有遇到雇主在工廠裡面聲音很大，因為工廠裡面聲音吵雜，所以雇主講話很大聲，而且比較嚴肅，工人就以為他在罵他；有時雇主還會拍他肩膀，甚至摸他的頭，工人就會覺得很不尊重，就因為這樣解約回去的還不少。我們在節目就會解釋工廠裡很吵，大家才會講話大聲，而且很認真，所以才會看起來嚴肅，不是要指責，台灣人大部分都這樣子。摸肩跟拍頭也只是比較親切的表達，但是在泰國摸頭是相當不尊重的，可能會翻臉的。後來了解了，就比較不會去在意。以前比較多的法令問題就例如不遵守勞動契約、不遵照法令、加班費或薪資短少，或薪資分項太多，藉故扣除全勤獎等項目，工人有時因為不了解造成很多問題，或者逃跑。這些問題慢慢慢慢解決，只有喝酒還沒解決，因為這比較根深蒂固。

後來法律的問題變少了，大部分都是私人的。比如說來台灣工作，自己不會管理收入，對金錢的觀念比較薄弱，而且沒有親人在旁邊盯著，所以有時候花錢就比較隨便，錢不夠用。所以現在有個行業是專門借貸給工人的，以前是拿公司證件，現在是拿護照去辦。合法非法都有，大部分都是泰國母公司來台灣註冊的分公司。而且放貸都需要保證人，所以會有一些衍伸的問題，造成有時工人就提早解約，找各種理由回去。現在這種問題比較多。

5. 那為什麼現在節目內容比較少法令權益？

因為他們自己比較了解了，再來就是勞動部在宣導雇主、在檢查雇主方面比較積極。雇主不想被罰款，所以雇主也有改善，因為政府的監督，所以違法的部分減少了。

6. 央廣透過漢聲對台灣移工廣播，但漢聲在3-4年前已經停止廣播央廣節目。原因是什麼？

漢聲是國防部的，也是政府的。但漢聲認為有點不搭嘎，當初合作也是行政院這邊要求合作，他們不得不合作。後來他們也想做自己的內容，因為新南向，他們也有想做的。這是央廣製作的泰語節目，透過漢聲去發射到全台，所以非常方便，而且是FM。這段時間透過漢聲讓工人得到資訊。有的人會問說為什麼有越南廣播節目，越南移工逃跑率還那麼高，我想就是要透過輕鬆的方式，給他們一些法令、權利、逃跑等正確觀念。要做這個節目，你一定要了解勞工，剛好我本人也在辦事處工作，所以對這方面就比較熟。

7. 總之，現在央廣國內的移工就聽不到了嗎？

聽不到了。但是這三年來我們也開始，因為現在收聽的載具也不一樣了，內容還是需要，但現在收聽的載具不同了。以前一定要收音機，但現在移工也是人手一台智慧型手機。所以我們三四年前就開始改變：收音機還是照樣播出，但是我們增加了隨選收聽的選項，透過央廣的網站，然後還有FaceBook。幾年前央廣政策還沒有著重這方面，但是我們就已經先做了，因為我們做節目出來就是希望能有更多的人聽。所以漢聲到後來停止之後，其實對我們也沒太大影響，還是有一部分。但大部分的人都開始線上收聽。

#### 10. 所以現在線上收聽的人數大概是多少？

我們線上收聽上線都會貼到FB，因為勞工很多都用FaceBook，可以只看文字，或點選連到線上收聽。這個隨選收聽的平台央廣已經建置很多年了，但是我們把它連結到社群媒體，後來央廣也覺得成效不錯。分享次數都很高。<https://www.facebook.com/RtiFanpage/>

所以央廣節目是製作內容，但是透過不同媒體或新的載具把它推出去。臉書按讚人數差不多三萬人左右，不多啦，可是我們互動的次數很好，像地震一些大的新聞，按讚就會有十幾萬人。所以漢聲沒有我們當然是覺得遺憾啦，但從漢聲停播之前我們就開始經營這塊，所以他不播了我們也還可以，就想說直接從這方向去做。泰語是央廣臉書頁中成效最好的。

我們的立場公正，關心他們的權益。而且也不是硬梆梆、宣教八古式的跟他們說，而是用兩個人對談聊天的方式傳達，搭配家鄉的一些音樂。我們的聽友也會寫信給我們，現在當然是email跟臉書comment比較多，現在傳統信件比較少了，但一個月還是有三四百封。

湄南河畔現在是我的搭擋許小姐在主持，我現在只在央廣，湄南河畔現在仍在台灣廣播公司。有聽廣播就比較不會提早回去，沒有聽得很多都打退堂鼓，因為跟他們當初想像的不太一樣。信分很多種，有的問問題（台灣的各種現象），有的是分享感想。所以我們很注重跟聽友的互動。所以我們也會到泰國辦聽友會，兩年辦一次。泰國聽眾主要是對台灣有興趣的泰國民眾，也不是返鄉移工。可以直接了解台灣的事，不用透過香港或中國的新聞。

#### 11. 高捷事件算是轉捩點，民眾看到泰國移工的處境，媒體也開始報導。您那時的角色為何？

其實第一次是台塑麥寮六輕暴動，是泰勞跟菲律賓移工打架，那次更大，CNN還轉播。第二次才是高捷。兩次我都參加了。因為我在辦事處，而且是廣播主持人，勞委會還特別打電話來。除了節目請有關單位來說明外，我也直接下去了。台塑那次泰國移工有一萬多人，菲勞有七八千人。導火線是搶打公共電話的問題，那時手機還不發達。菲勞電話佔用太久，泰勞不滿。六輕那邊有兩種外勞來源，一是政府直聘，另一是仲介聘僱，打架的都是仲介那邊，因為前者是雇主直接管理，沒有仲介費，後者不僅有仲介費，而且管理、環境都很差，加班費跟勞健保也被剝削，所以不滿情緒已經高漲。我就去跟他們說：問題已經在協調，我們會幫忙解決，請他們冷靜，不要影響在台形象。台塑也算幫忙，要求承包商三輕，也免收服務費，由雇主出。

高捷的問題主要是仲介費高，管理時很多剝削，管理公司的翻譯都是能撈盡量撈。最離譜的是零用金不能領現金，只能換代幣，代幣只能在裡面用，就是要控制你不能到外面去買東西，只能在裡面買。這些都是管理公司跟翻譯在搞鬼，工人就很不滿。還在裡面賣彩券、賭博，工人有任何一點問題就毆打處分。管理規則裡面還規定不准收聽廣播節目，住的也很狹小，所以就是針對我們，不希望他們知道太多。主因是一名泰勞晚歸，被管理員毆打。高捷就丟給仲介去負責，主管機關都沒有在監督。

12. 事件之後政府承諾許多事項，包含改善移工狀況與增加資訊傳播管道，所以在事件後，你廣播節目的資源有變多嗎？或有沒有一些實質的改變？

法令上面是有改善，但對我節目是差不多。好像對於其他語言廣播節目的補助是從那時候才正式開始的。泰語開始補助很久以後，其他三個語言才開始的。

13. 可否講述一下您一個小時的節目中會有怎樣的內容？

現在沒有分那麼清楚了，但我們的聽眾兩種都有。一些新移民、移工都透過我們的節目去了解台灣文化、習俗。現在也沒有分得那麼仔細了。一開始是專屬給移工，但這個界線大約在十年前開始模糊了。因為我發現聽友之中有很多新移民，他們也會問問題，例如親子教育、公婆相處，我們就會在節目中跟大家討論，甚至以前還會開放call-in（現在沒有了），因為現場很難控制。所以14,15年前就改成打給答錄機，我們再剪接，同類歸類好一起回答。

14. 在多元文化社會裡，政府對於移民媒體的角色是什麼？

政府很有心，但很多方向都不太對。例如在新移民方面，每一個種族的習性都不一樣，比如泰國比較群聚，不太會向外尋求資源。所以很多資源，例如什麼中心，都比較是給中國或越南的，印尼菲律賓泰國的比較少。政府花了很多錢，但是效果有限，比較少真正幫助到他們。他們需要的是就業的問題、職業訓練的問題，不過他們也很難去學，因為認為去學收入就沒有了。政府的資源是很多，現在很多電視台、廣播都在做，但花出去的錢跟成效不成正比。目前有的節目不錯，但有的節目就....。還有一些單位會做手冊，但內容連我們都看不懂。政府心態就是有了就好，沒有這方面的人才幫你審。有關單位就發標給承辦單位去做，都是最低價標，不是說找會那個語言的人就好，內容還是要有一定標準，做起來往往詞不達意、錯誤的。

15. 在你理想中，移民媒體的功能為何？

提供正確的資訊、觀念，反應政府部門的新措施，用正確但不嚴肅的方式告訴移民工；聽眾聽了後能了解，能知道措施的原因，以及政府的關心。翻譯的東西若能夠簡單明瞭、用詞正確，他們會感受到。作為這方面的媒體，我覺得這個是最重要的。台灣這方面的人才非常少。

16. 你覺得培訓是不是也是政府應該做的？

因為台灣以前也不重視，所以這是長久的問題。現在新南向，得到政府的重視，但這不是一朝一夕能達到的。人才一部分指的是語言的人才，不只母語好，中文也要好。

17. 你覺得族群媒體是會讓移民工更接近台灣主流社會，還是更在他們自己的小圈圈裡？是對外連結還是對內凝聚的功能比較多？

因為他們在台灣，所以必須要了解台灣的制度。泰國人的習性是比較在小圈圈裡，所以我也鼓勵他們要走出去，和台灣人做朋友，對學習中文很有幫助。如果中文不好，發生問題就不能夠幫助

自己。媒體應該是要鼓勵他們多了解當地的風俗習慣、讓他們調適自己好在這個社會裡能夠生存。希望他們能夠融入台灣社會、走出去，才能獨立生存。要如何能融入呢？就是要給正確且足夠的訊息。

18. 新住民長期住在台灣，融入台灣，會不會被台灣同化的問題？國外有些移民族群在爭取自己的identity身份認同，不要被同化。你覺得台灣有這個問題嗎？

我覺得不會耶。因為你在一個地方，不可能把自己的文化忘掉，你還是會以它為傲；同時你在那個地方，你總是要了解那個地方。我覺得「同化」應該是不會有的，只能說你增加一種文化，讓內涵更豐富。我目前遇到的新住民都是這個樣子，一邊融入，一邊也不忘本。我也教我的小孩泰文，不過很少講，慢慢長大就忘了，是有點可惜。

可能第一代不會有同化的問題，但可能第二代就會面臨。像我的孩子，還是會傳承部分泰國文化，只是不會講泰文了。遇到有人批評泰國，他們也會挺身而出，只是他也認同台灣。所以我認為你在這邊，你不可能不融入，但文化「同化」也不會是什麼問題。小朋友之間可能因為不懂事會有被嘲笑的狀況，但年輕人就不太會了，而且我的孩子也有能力去解釋。台灣社會和泰國社會蠻類似的，就是比較友善，可能跟習性及宗教（佛教）都有關係。另外就是，台灣不像大部分的工業國家，它還保有一些美德，如友善、熱情，不像香港、新加坡，都是以利益為主。不過泰國是母系社會，有些移民嫁來台灣，家庭比較傳統，就會很不習慣。

19. 你看李登輝、陳水扁、馬英九，哪一個比較接近「多元文化」的精神？

三個都有自己的特點，也不能說哪個做得好，因為時代不一樣，時代在演進。剛開始時環境就是比較保守。我覺得三位都算有心，但在一些細節方面可能沒辦法去注意到。例如花的預算、得到的效果、推動的方式。譬如說有一段時間各個部門——內政部、外交部、移民署等，都在做宣導手冊，做起來很浪費錢，差不多是10-12年前很常這樣。陳水扁跟馬英九的前面一段，可能跟他們沒有直接關係，就是行政部門在消耗預算，可是做出來就是很浪費錢。政府有心做，但效果不見得很好。

20. 我看台灣很多獨立的族群媒體大概都是在2006年的時候出現的，這跟政策有關係嗎？

我覺得是跟大環境比較有關係，還有一些NGO團體在推動。不過四方報的泰文版，內容比較不吸引人，因為他們是NGO，所以立場比較反對政府。我覺得這種媒體應該是要多幫政府做橋樑，讓兩方互相了解。內容有時候太硬不太吸引泰國族群。可能跟選的議題，也可能跟翻譯素質有關，加上還有其他資訊來源，所以泰文報做不下去。其實這個媒體（紙媒）本身就比較困難，因為消費者可以挑，又要花錢買，不像廣播跟電視都是免費，而且還有手機。

21. 台灣的多元文化政策有被執行嗎？台灣可以算是多元文化社會嗎？

看起來是，但實際上....。政府也希望它是，但目前看起來要達到那個目標還需要一段時間。這個差距因為移民工面臨的問題，都還沒有辦法解決。台灣家庭的傳統觀念都給新移民很多的壓力，把她們當外人防。政府有在推動一些新移民中心，但這個是否能真的解決新移民的問題？

## 11. Anny Ting (issue de l'immigration indonésienne) : ancienne éditrice du *4-Way Voice*, animatrice de l'émission radiophonique Happiness United et actrice de l'émission TV *Happy Vietnamese Show*

### 1. 幸福聯合國當初怎麼找到你的？

燕子姐認識雲章姐，那時我在四方報，他們就在四方報找人。一開始我沒經驗所以沒興趣，就試試看的心情。他問我們喜歡什麼，因為我有小孩，會唸故事給他們聽，所以就把我的單元訂為「幸福故事館」週四播出，邀請出版社跟講故事，有時介紹印尼民間故事。主要用中文，幾句印尼文。一開始內容是燕子姐決定，和我們每個人搭配，有中國、泰國、越南、柬埔寨跟印尼。

### 2. 聽眾鎖定？是否有改變？

鎖定各國外配，不是只有印尼，還有其他，所以還是用中文。只會偶爾穿插幾句印尼文。但原來台灣人收聽比較多，即使鎖定外配。現在外配也多起來了。

### 3. 幸福聯合國的目的？

給新住民在台灣有外配自己做的節目，給我們自己同胞聽。因為台灣外配已有50萬了。網路上也可以收聽，手機或app都可以聽。

### 4. 新住民主持人培力

兩年前教育廣播電台開始培訓外配姐妹，應該是有「文化部」的補助。因為現在越來越多外配可以當主持人，他們人數也越來越多。目前培力後加入廣播節目的有八位，彰化有兩位，一個中國一個越南；加入幸福聯合國有四位，還有週六日的節目「幸福北台灣」之前沒有外配，現在也新加入兩位。聯合國總共有9位主持人。因為外配知道這個節目與他們有關，所以收聽人數變多了。

### 5. 四方報

在四方報五年。以前有其他雜誌，都是印尼文。四方報是唯一有加中文的，不只是印尼人可以看，台灣人也可以了解。也有介紹健康、法律知識，也有訪問外配姐妹成功的故事。讓外配跟台灣人都可以看到。以前的印尼雜誌很多，有15.16家，最有名是intai跟indo suara。因為現在網路資訊比較快，印尼移工也沒時間看報紙，intai現在也不販售，免費的。手機內容更豐富。我覺得台灣移工的紙媒會消失，因為內容一個月一次，以前四方報是兩個月一次，新聞都已經不是新聞，網路上早就看過了。我不太看雜誌，有時候介紹一些很可憐的故事我覺得對我來說沒什麼幫助。現在我也偶爾看四方報，因為他們在臉書上有，因為我本來就有用手機瀏覽新聞的習慣，四方報或移民署都有。

## 6. 快樂新住民

2016年開播，新移民姊妹製作。我一開始就參與，內容有外拍、棚內（夜市），例如用小短劇的方式介紹ubike，還有談話訪問。因為媒體關於外配都是很悲傷的，所以我們希望不要一直看這樣的，希望看到新住民看到快樂的地方，也希望有自己的「娛樂」，不是只有台灣人有。不太清楚收視率，但身邊有印尼朋友都在看。現在已經沒有了，因為這個是移民署的一年標案，主要是給外配的電視節目；現在這個標案好像是要介紹各國新移民（不只東南亞），好像是民視標到了。華視之前也有另一個一年的案子，是把新聞翻譯成東南亞語，一天十分鐘。現在這案子好像也是到公視，好像也是標案形式。所以這個案子的開始也是因為政府的推動。製作人每集會設定主題給我，內容由他們決定。陳鳳凰是製作人，越南的部分最多應該有30多集，印尼12集，泰國8集。

## 7. 新住民媒體製作的參與？

機會當然是越來越多，很多電視台，例如公共電視、TVBS、大愛（在台灣站起，有越南主持人）都是新移民相關的節目。

## 8. 台灣新移民的媒體形象如何？

這幾年改變很多，越來越好。不只常會訪問外配，也開始會訪問移工，也給他們表演的舞台。以前都是負面新聞報導，例如虐待阿公或外配遇人不淑等。

## 9. 台灣政府對新移民媒體發展所做的努力夠嗎？

這要一步一步來，這也沒辦法馬上達成。我覺得政府有在做，因為以前外配的節目都沒有，現在也都有了，關心也越來越多。我覺得這需要政府幫忙會比較好，因為我們也沒有這麼多錢。政府以前一開始在電視上推的案子是TWO，後來是「緣來一家人」，現在就是剛說的民視的節目，然後大愛。還有以前比較不會納入移工，現在不只是外配連移工都會關心。

## 10. 發展移民媒體是越來越接近主流，還是獨立於主流？

應該不會越來越遠，目的還是讓我們跟台灣人越來越好，不要太分彼此。也不會擔心我們的文化會消失，因為我們的文化也會出現在媒體上，例如印尼舞蹈或介紹母語。2018或19年9月開始學校會有東南亞語母語教學的課程，我也有在幫政府配一些印尼文教學的教材。下一代孩子是有機會可以學習媽媽的母語。政府也有協助，例如回媽媽母國政府可以補助。

## 11. 讓新住民有自己的媒體是重要的嗎？

很重要。我雖然在台灣這麼多年，但是中文還是有不懂的地方。一個不懂中文的人來這裡，什麼都不知道，會很需要媒體告訴你一些資訊。所以移民來台灣還是建議他們去上中文課，這是最基本的。政府都有補助在學校可以上課，國小國中都不用錢。以前移民署都會寄信到家裡，通知你

有這些權益。但有些新住民可能因為忙工作，或家人不讓他去上等原因，所以也沒有上課。我覺得新住民還是自己要努力，學些中文，才能得到你想要的資訊跟幫助。有些人希望什麼都不學，就等著別人，就好像想要有錢但又不願意工作，不太合理。



## 12. Lee Vuoch-Heang (issue de l'immigration cambodgienne) : animatrice de *Happiness United* et secrétaire générale de la *TransAsian Sisters Association*, Taiwan

### 1. 過去參與的影音製作

很多年前2011-2012年我們在新頭殼網路媒體有做影音節目「當椰奶遇上珍奶」，談多元文化料理、親子、法律議題等，很多主題。是姊妹會跟新頭殼合作，後者免費提供攝影棚。中間有「俗諺」單元，我們還拍小短劇。那時候號召很多志工，一起寫腳本一起討論，而且沒有經費，只有攝影棚，就放在新頭殼上面，首播重播，近期才放到youtube上。那時候我感覺用網路的人還沒那麼多，手機也是，好像是從2013年才開始普及。目標觀眾台灣人為主東南亞姊妹為輔，了解移民的文化與法律政策，一集30分鐘。那時網路沒有很發達，所以收視應該不太好，只是我們即使沒有錢，姊妹們都很認真的做，也都動員起來。剛好那時新頭殼剛成立沒多久，就接洽姊妹會看能不能做節目播出。剛好姊妹會也有培訓多元文化講師隊，大多都被動等邀約才能出去演講，所以剛好藉這個機會讓姊妹們練習。每一集都不一樣，讓姊妹會對話，也會請外面的專家老師，進行討論。我們總共做三季，每週一次，最後覺得太耗心力時間才決定結束。但過程中大家凝聚在一起，一起製作的感覺是很棒的，姊妹們看到自己在螢幕上也都很開心。

### 2. 快樂新住民

我2016年進去，燕子姐新年度希望有柬埔寨姊妹加入，就找到我。一開始我也不太清楚要幹麻，以為是要做訪問來賓，不過都是跟燕子姐搭配，後來是印尼，現在則是和另一個馬來西亞姊妹搭配。我的單元是「幸福拉拉隊」，可以分享組織、移民政策法令等，或是移民相關的議題、出版、活動、課程等。過程中學習很多，第一年由燕子姐帶，先錄來賓，換場再找時間另外錄。目的也是讓移民姊妹有機會出來分享自己，聽眾有台灣人，也有姊妹，所以也讓姊妹聽到自己相關的一些故事、資訊。TA沒有限定台灣或姊妹，只是會希望姊妹多聽。

### 3. 讓移民工有媒體管道獲取資訊有什麼重要性？

很重要，最基本的資訊若能掌握到，才知道如何有基本的權益。現在台灣還不夠，因為以廣播來看就教育廣播電台，有政府補助，所以比較不用擔心。目前也沒有移民的電視節目，兩年前有陳鳳鳳的「快樂新住民」，另外還有一個中華什麼協會（GWO），做播報的，後來也沒有了。我看了幾集，它是把東南亞新聞拿來播報，我覺得不夠。

### 4. 政府的角色

我覺得應該要有更多相關資源，但資源不能亂用。我看一兩集陳鳳鳳的節目，不曉得其他集是不是比較好，但我覺得有三四個姊妹一起去逛街教大家買東西，我覺得不切實際。我覺得媒體方面需要資源，但不是這樣去運用的，要考量效果，不是教大家去shopping。政府對於新移民媒體的推廣是有責任的。還有台灣的標案制度，外包給不同的機構，好像也是有勾結的色彩。回到母語

推廣這塊，感覺政府也是因應趨勢提出，然後發包，就不管了，沒有後續規劃，這樣很不好。你要怎樣去監督這些標案，不是發包出去就沒事了，放資源了事的感覺，不夠有責任，思考要更周全長遠一點。

## 5. 新的媒體平台

以前有四方報提供資訊，但現在紙媒都被手機取代了。網路媒體的特色，可能就是文字不能太長，標題內容也是要比較有趣、吸引人的。假設今天可以比照原民電視台，創造一個新移民的頻道，頻道內容可以後續詳細規劃，我覺得那會是好的。一定要有一個時段是關於現階段法律修改，不管是談話節目或什麼，因為資訊不斷在更新，還有移工的相關資訊也可以放一些進來，我覺得是好的。當然娛樂性的內容，例如各國的影片，我覺得也是好事，配上中文字幕，其他人也可以一起看，當然頻道的規劃還是要再討論，但這是一個不錯的可能性。

## 6. 由移民工自己參與製作媒體內容的意義？

出發點會是由我們，會思考多數移民工的問題，會比較貼切。再來，製作的過程也是一個培力，例如電台主持的引導。我覺得讓移民參與製作過程是好的，只是在這個前面，是不是有一些關於媒體傳播知識、內容意義的培訓，也需要知道分析每個族群需要的內容資訊分別是什麼。前面的初步訓練，認識各個族群的媒體需求是很重要的。

## 7. 這幾年新移民在媒體形象的轉變

這幾年推動新移民文化或議題的推動，所以在媒體這塊算是稍微有進步，比較像早期「越南印尼新娘來台賣淫」或「很會賭博」這類描述毫不忌諱直接講出來，媒體的用詞跟報導的方式都不好。現在還是不太好的是，就是媒體都喜歡放大，不管是不是新移民，就會一直強調他的某些背景或事情。有些事情不管怎麼樣的人都會犯，但是媒體會一直強調、放大身份背景，這是台灣媒體的問題。整個社會來看移民，的確是進步很多。早期很多人聽到東南亞國家就會很多刻板印象、落後的想像，現在可能對東南亞現況更多了解，可能跟趨勢有關，就比較多台灣人往東南亞發展、投資，這會互相傳播。早期政府也比較不重視移民，影響移民家庭，所以很多家庭不會教孩子東南亞母語，都比較負面看待。近年來也因為民間團體開始推，姊妹們也開始教導東南亞語，政府也有計畫要在學校教東南亞語。不過一直在拖，之前說2017，現在又說2018，我2016年時有參與擔任課程大綱的委員。無論是任何事情，因為政府是最有資源的，老百姓最聽也是政府，雖然民間團體會持續倡議，但對一般民眾來說，還是要等政府行動才會聽。所以當政府開始推母語這塊時，整個移民家庭的想法才開始改變，會鼓勵教母語，但有些小朋友已經長到，不好學了。整體來說移民政策是有進步，但還有待改善的地方。另外，政府一直說要做「多元文化」，但我一直看不到實質內容。例如國際移民日，比較像是凝聚移民的節日，這是OK，但這些都是傾向辦嘉年華、唱歌比賽、跳舞，來呈現多元文化。當然這也是好的，因為讓喜歡唱歌跳舞的移民有表現的舞台，增加自信，也讓大眾有更多接觸認識，也透過活動任台灣民眾知道有這

樣一群人存在。但是這還是表面的東西，效果有，但一直覺得缺少了核心跟延續的政策面的東西，如何讓制度面更好，這要去討論的地方。很多政府單位都是傾向遇到後再個案處理，在媒體上也很少探討。當然這樣的嘉年華有好的效應存在，但有些時候是政治人物要透過這個膨脹他的政治立場。像前年國民黨跟民進黨都相繼成立「新住民委員會」，但到目前為止我還沒看到他們做了什麼事，只是穿國服然後跟政治人物拍照，阿然後咧？都是表面，好像有這個委員會很好，但實質內容是什麼？我會覺得政府只是想藉由「你」的身份，來呈現出「我」是有這樣的視野跟肚量，來接受這些族群，呈現社會多元的樣貌，但真正要做的事情我覺得是沒有達到的。

#### 8. 要推動的實質內容比如有哪些？

例如你找到這些人來，參與的人都要受過訓練，先前的訓練是很重要的。帶頭的人你用什麼樣的眼光或角度來看這群人。你成立新住民委員會，是不是要好好討論後續的政策是什麼，在娛樂的部分大家需求是什麼，在親子教育或政策各方面的需求或遇到的困難又是什麼？那個困難若與法律有關係，無論多麼小，是否應該也要好好思考討論，成立之後應該要進行實質討論後續。另外，我覺得政府的做法看來比較像是大家都想要各自出頭，不同黨派各自想要呈現自己是多優越的感覺，忽略真正應該要做的東西。

#### 9. 就你觀察陳水扁和馬英九對移民族群的真實態度？

陳水扁成立移民署跟新移民會館，陸配八改六是馬英九。我印象中馬英九我們去談財力證明他沒有做到，我們2007年有廢除財力證明大遊行，有去拜會馬英九，他答應會做，但他上任後沒有做到。我知道從陳水扁開始有國際移民日跟新移民會館，但我沒有去深入瞭解。我只知道陳有確實做一些事，比如外配基金也是，所以他應該算是一個起點，對這個面向的關注，開始把它當一回事來討論。馬英九的部分有不少批評，我們沒有看到他做什麼，承諾要做的事也沒有做到。

#### 10. 移民媒體是否導致同化或脫離？

對我來說，畢竟你在台灣生活，無論你怎麼接收母國資訊，你勢必要靠台灣社會越來越近，除非你的社區全部都是你家鄉的人。例如我認識幾位去美國的人，住在不同州不同社區，一個是住在族群混雜的社區，一個是住在。前者還是會去看母國文化、報導、節慶，與家鄉有連結，但生活圈就很多元、融入當地，沒有忘記自己。另一個就是在柬埔寨的圈子，沒有跟當地互動，對我來說第一個比較好，畢竟你在那裡生活，融入的話你就到哪都能生存，另一個一離開那個圈就無法生存。在台灣比較不會在後者，應該都是前者。

#### 11. 第二代會不會比較無法保留母國文化？

我覺得這是一定的，畢竟這塊是現在才開始有，才慢慢開始重視這些族群文化。孩子從小很少接觸到，台灣的移民家庭也不會常常回母國，所以和母國連結大部分都很少。這幾年開始有唱母語比賽等等，但有傳承的還是少數。這塊我們起步的比較晚，孩子也比較難傳承媽媽的文化。要如

何傳承給孩子現階段我也不知道，但我很想知道未來孩子會有什麼想法。現在孩子雖說不會想傳承下去，但至少他們對媽媽家鄉文化有多一點的認識跟了解，也比較不會太排斥，也知道尊重多元。有些孩子不太諒解媽媽，這可能跟家庭對待媽媽的態度有關，有些家庭把媽媽當幫傭看待，所以孩子就會不尊重媽媽跟文化。政府有在推「外婆橋」計畫，藉機會接觸媽媽家鄉文化，是會有幫助。但是這些案子都需要寫計畫，所以更好的話，政府要著力宣導校園老師進一步瞭解哪些移民家庭有狀況，要讓真的有困難的家庭的姊妹可以回去。目前大部分是已經比較活躍的姊妹，已經知道這個計畫也有資源寫企劃獲得補助。當然他們獲得補助也都很好，但希望能主動接觸更需要回去的姊妹，協助他們。不過這就要看老師的積極。

### 13. Shie Shih-Shiuan (Taïwanais) : secrétaire exécutif de la *TransAsian Sisters Association, Taiwan*

#### 1. 移民媒體近用權

其實我在進姐妹會之前有考慮過要去做移民媒體，因為我自己的專業也是媒體。會這樣想是因為當時移民媒體的資源雖然有，但內容非常單向。大概就是台灣主流媒體的新聞媒體，當中在有一些額外零散的，並沒有專門針對新移民提供以移民為需求導向的媒體，在過去是很缺乏的，雖然會有四方報等非主流媒體平台在，但不可避免的，因為他們媒體規模比較小，所以有很多即時新聞等，他們是沒有能力去跑線的。這幾年來，我覺得在新聞來源上有增加，但在新聞內容品質上，還是很有限。現在有一些公部門的標案，專門是要做移民媒體，但是這些媒體的內容還是不脫過去官方的政令宣導，或者只會做政策跟活動的描述，而不會去談到移民在台灣遇到的真正問題，或者有政策的討論。這就是台灣移民媒體的情況。我覺得移民的媒體近用權一直都不是很好，相較於原民台、客語台，這樣一個族裔媒體的存在，就開始有我們是不是要有新移民頻道存在的思考，但這樣的思考又回到剛剛的問題。就是現在移民的媒體製作它沒有去思考如何去做有批判性的、對話性，或主體來自於移民本身的節目，它還是以國家傳統主流的位子來思考移民要什麼。所以我很期待看到的移民媒體應該除了基本用東南亞語報導在台灣的新闻外，還要更大量的東南亞新聞。因為他們不僅需要移居社會的資訊，也需要與過去本地社會的連結。所以現在新移民要獲得母國資訊，都是透過網路，回到他們自己過去的媒體型式，只不過是在網絡上的，我覺得現在這樣的媒體思維有點可惜。就我來看，移民媒體除了給移民社群之外，也是有助於台灣本地人理解、認識東南亞社會的來源。

#### 2. 政府政策這方面能加強的地方？

傳統思維是會想讓公廣集團來處理這件事。我們看到原民台或客語台，這已經不是媒體近用的問題，因為他是人人都能收看的無線頻道，重點是：大家要看嗎？其思維應該已經不是要做無線台，而是要做「新媒體」了，因為移民工用的媒體大多都是行動載具。從商業媒體的角度來看，應該很難找到投資的意願，所以還是會從公廣集團的角度切入，只不過途徑不要只侷限在無線臺，應該要有社群媒體、新媒體思考。

#### 3. 李登輝、陳水扁、馬英九的多元文化政策？

比較悲觀來看，早期多元文化的思考其實是拿來化解文化對立，例如漢人和原民，這個阻力比較小，再來就是台灣本地文化跟所謂中國文化的對立。早期對多元文化的期許，其實是有政治意涵在當中的，它不是真正的多元文化。所以我們很難去確認早期對多元文化的推動是在什麼樣的主張之下，或者他真正的方向為何。但因為「多元文化」是很政治正確的名詞，所以它會一直在過去的政治環境中出現，也沒有敢干冒大不諱地說我們不要多元文化。我們有很大的聲量在談本土化，本土化對多元文化是一種，我不認為它是一種對話，或是去重新檢視自己文化的，我認為它

也是在多元文化下的一種「文化偏好」的選擇。這樣氣氛的改變我不認為是隨著執政者的政策改變，而是在社會氛圍對台灣中國對立的論述已經開始疲乏了，或是說台灣在開始有更多南洋文化加入之後，是不是要有新的對話、新的視角？我比較傾向是後面，就是因為已經疲乏了。的確是有更多的多元文化的對話在發生，只是它並會因為我們表面看到的大量的活動，或新南向政策的推動而有實質的變化。在我來看，現在很多在做的都還是形式上。相對來看，民間的腳步在公部門之前非常多。

#### 4. 移民媒體會帶來同化或分離？

我覺得移民媒體在這個問題當中只是一個變音，而且也不是決定性的變因，移民社群的發展在台灣才是。移民社群在台灣的發展讓移民不得不融入主流社會。台灣給予移民社群的特殊性或獨特性的文化空間其實沒有那麼大。另外，台灣的移民在台灣整體的社會資源掌握上，經濟或政治權利上都比較少。移民為了要改善生活、階層流動或社會發展，都會傾向進入或迎合主流社會需求。在某程度上就會揚棄過去的生活方式，包括族群生活方式。這件事跟媒體關聯不會那麼高的緣故是在於第一、台灣的族裔媒體在這件事情上，它的存在並沒有那麼強，第二，會使用這些移民媒體的社群也沒有那麼多。

## 14. Lai Su-Yen (Taiwanaise) : productrice des émissions de radio, notamment le *Happiness United*

### 1. 何時開始做新住民主題相關的節目？

以前教育體系叫新移民，內政部體系叫新住民，後來統稱新住民。我在民國94、95年，在我週一到五的帶狀節目裡，每週有開一個固定的時段，開跟新住民有關的題材。我整個做新住民的節目都是在國立教育廣播電台。大約在95年，那時已有很多新住民，台灣已經都注意到在新住民議題上對新住民的友善度還不足夠。那時節目的著眼點會放在「營造友善環境」。因為那時台灣總會莫名其妙有優越感，部分人有時對新住民並不是太友善，甚至有歧視。也許心裡沒有特別的歧視或意見，但就會在無意間或習慣上表現出對新住民的不尊重。因為我們是教育電台，隸屬教育部的社會教育司，當時我在節目中希望透過節目盡一份力量。每週五一個小時（節目名稱：「教育百分百」或「教育生活家」，不太確定）做了這樣的設計。那時談論比較多是新住民的政策，著重在提供學習的資源給新住民。因為其實一開始台灣政府前面那些年對於新住民也沒有做好準備，這是從民間發起的。他們發現讓新住民融入台灣社會最重要的是語言，所以開始在學校開「夜補校」，讓新住民進入正規教育體系，兩到三年就可以拿到畢業證書等。還在各地方社教場所，開設新住民烹飪、美甲美容證照課程。但新住民未必能接受到訊息，因此節目一方面是希望傳達訊息，另一方面更重要的是台灣整體社會的氛圍。TA是台灣人跟新住民，但那時節目是針對台灣的民眾，所以是希望台灣聽眾把消息傳達給新住民，當然也希望吸收新住民聽眾。該節目也陸續邀請一些新住民。那時跟各地新住民學習中心聯繫，請他們推薦。當時那些推薦的人，通常都是學習很好、婆家支持的，請他們來節目分享生活。那時節目是中文，就是我自己當主持人，邀請與新住民相關的政府機構長官、官員、承辦人，或新移民學習中心推薦的新住民來上節目聊。

一直到103年，上述節目也持續在做。只是我們更看到很多新住民在台灣已經10幾年了，在台灣生根立命，所以想要開一個新的節目以新住民作為節目企劃的焦點。本來一開始規劃時，就想說週一到週五是不是一天找一個國家的姐妹，可是覺得這樣的節目沒有整體性，也無法養成聽眾收聽的習慣，例如泰國姐妹就只聽禮拜一，可是我們有太多的東西想分享。所以就決定一到五，每天找不同國籍的姐妹，和我搭配，由我帶著他們一起做節目。等於是他們邊跟著我主持，邊學著怎麼做節目。到滿三年之後，就由他們自己接手做。2014-2017年正式給他們製作跟主持。這三年我們會一起討論，了解他們會想要聽什麼樣的內容，依據其需求去規劃一到五的節目，每天會有一段簡單的用他們的母語開場，跟母語字彙的分享。但主要還是以中文為主，這樣才能照顧到所有的人。

### 2. 2006年開始這樣的節目單元，是否受到多元文化政策的鼓勵？

其實是有的，包括2014年「幸福聯合國」也是。因為我們是教育部的教育機構，所以部裡面他們想要做社會教育的宣達或者是跟民眾溝通，就會想到以教育電台作為溝通的窗口。民國95年那時

社教司他們想推動多元文化。以前講的「多元文化」其實是「島內」的多元文化：客家人、原住民、漢人等。但後來看到越來越多的新住民，便把多元文化的詮釋放得更寬廣，就包括了來自世界各國的新住民。當時社教司有說會找我們電台，就是想做這樣的推廣，看我們能不能做這一系列的規劃。的確那時是因為「多元文化的政策」跟當時整體社會友善氛圍不足的情況下，我們開關這樣的節目

### 3. 與外籍配偶照顧輔導基金的關係？

該基金比較是內政部的體系，我們是教育體系。但是我們在做節目內容時，都會協助一起宣傳，不會彼此區分。

### 4. 早期製播的困難？聽眾是否會排斥？

不會，也可能是電台聽眾素質的關係，比較高。我們電台不是八卦聊天，比較是社教，陪伴聽友的學習。這麼多年，我並沒有接受到對於節目的反對意見；反而是很多人在聽了新住民的故事後，覺得很感動，說自己身為台灣人都還沒辦法做到這樣（起雞皮疙瘩）。因為並非所有人都有機會接觸到新住民，也不容易跟他們聊到內心生命的歷程。但透過廣播，可以談他們從一開始自閉、足不出戶那段的歲月，但後來慢慢學習，成為優秀的人。台灣人覺得透過故事可以被感動、被激勵。

### 5. 電台高層也都支持嗎？

是的。像103年幸福聯合國製播，這個節目都是教育部專案補助，除了節目本身就是國家製作外，讓來賓的車馬費等可以有更好的經費。之前節目就沒有專款補助。所以可以看到教育部對這件事的看重。所以製播條件是無虞的。唯一挑戰就是要帶著廣播素人。找素人其實是不得不的選擇，因為在台灣本來就沒有培養新住民當廣播人，我還在電台辦了新住民的廣播培訓課程。一開始要這麼做時，心裡也是惶恐，對於我要去哪裡「找人」這件事，其實是困難的。因為95年開始就做這樣的節目，所以有一點的人脈，例如張正，找他幫我「物色」，或是陳鳳凰老師。之前做週五節目時，鳳凰就經常上我的節目，還錄了一系列80集的越語教學「越語輕鬆學」的單元，到現在還很多人在聽，現在都還在電台的網路上可以下載。我跟鳳凰是長期合作的夥伴。

### 6. 為什麼要讓他們一起主持呢？

因為我覺得這是一個重要的轉折。過去我自己做節目的時候，再怎麼樣我都還是以台灣人的角度在看他們的問題、看他們的生活。可是，我們希望做的是真正貼近新住民的生命經驗、在台灣遇到的難題與成就的挑戰等，跟土生土長的台灣人是不一樣的，有些事對我們來說很簡單，但對他們而言是一個很大的跨越。所以我們才會想找新住民自己做自己的節目。一開始我們沒有這樣的人才，央廣有，他們有做海外廣播，但是那批主持人在台灣都太久太熟悉了，也有二代的，所以不是我們想要的人。我們想要的是因為婚嫁而來台灣的新住民，有一開始適應的這一段歷程。而



且當他們有機會站在媒體上為自己發聲時，我覺得其意義很不一樣，跟我們在旁邊指指點點很不一樣。角度截然不同，但難度也大很多，每天跟不同國籍的姐妹：泰國越南中國印尼柬埔寨菲律賓馬來西亞。一開始錄音進度會很緩慢，半小時節目要錄兩個小時。但我覺得是必要的，而且意義不同，否則我自己做是最輕鬆的。

#### 7. 新住民廣播培訓？

從105年開始，幸福聯合國已經開播兩年，我們認為主持人是可以培養的，慢慢發現他們獨有的優勢，就是他們最懂得自己國家的文化，跟不同國籍的主持人對話總能激發火花。一方面是看是否能為電台培育未來新血，一方面也讓新住民能取得一個發聲的管道。畢竟做廣播，若你沒有經歷，就沒有任何入門票，除非有人願意帶。訓練課程非常扎實嚴謹，時間也很長，整整三個月個課，48個小時培訓，之後還有三個月的見習，讓學員去現場節目跟班，錄完節目再提問，最後就是實習，一組三個人，自己準備一集的製播。10組10集，再放到幸福聯合國裡的單元裡播出，對學員也是一種肯定。每年辦太累了，且招收學員素質可能比較不足，也沒有那麼多電台需要，105年辦一次，107年也一次，等於兩年一次，後需應該會比照。費用一樣也是教育部補助，花了40、50萬，30個學員。之後他們有能力後，可以到有需要的電台，第一年培訓出來的學員，有好幾位已經在廣播線上了，包括「幸福」成員有好幾位是第一年培訓的，以及彰化分台，也有新住民的節目。

也是因為「幸福」這幾年也做得不錯，包括金鐘獎，也被很多的媒體看到，所以越來越多的媒體也在做這樣的節目。我們電台台長就覺得這樣的東西不是只有總台要做，有一些話題是比較地方性的，所以後來在彰化、高雄、花蓮、台東，都有做「幸福」系列的節目。

#### 8. 這幾年來，節目內容與聽眾輪廓有怎麼樣的轉變？

95年設定的目的是「友善環境的經營」，當時的著眼點是台灣的民眾，同時也希望會有新住民加入。103年則是以新住民作為主要訴求，可是不諱言，目前還是以台灣的聽眾為主，但也可能是因為我周遭聽眾都是台灣的朋友。我們沒有做調查，不過知道這幾年新住民的聽眾有越來越多，開始在新住民圈子打出知名度。第一年還在經營的時候，我們就靠他們的人脈。當時找他們來還有一點很重要，就是每一個人背後就有一群他們的親友姐妹，透過他們的人際網絡，找更多的聽眾與受訪者，然後再透過受訪者的人脈接觸更多圈子。尤其這兩三年，聽這節目的新住民朋友也越來越多。節目受訪者有兩大類群，一群是台灣的專家學者、政府官員，另一大群就是新住民，由他們現身說法聊他們自己的事，主題就會比較廣。

#### 9. 媒體對於移民工文化權的擴展，扮演什麼角色？

應該扮演一個「橋樑」或者協助新住民或移工發聲的重要管道，現在也有很多媒體在做這樣的節目，我們也很高興。以前新住民上新聞版面都是負面的，逃跑、鬥毆、離家等。一方面我們希望站在教育跟學習的立場在談，所以節目都是正向表述。我們也看到媒體也改變了，包括公視、大

愛、甚至商業渲染的TVBS、三立，都做一些新住民的報導，鄉土劇中也會有新住民的角色，一直都一些改變。例如紀錄片的「拔一條河」。如果媒體不提供這些管道跟素材內容給大眾的話，那我們還是會停留在負面報導，「好事不出門」。當然，有問題需要去理解，但不要有刻板框架，而是要去了解問題根本，同理。所以我覺得媒體要多關照他們，多正面表述，渲染不會解決問題，只會讓社會氛圍更加不友善，媒體要能看到問題根結點。

#### 10. 陳水扁與馬英九的多元文化政策，有何異同？有何協助？

我沒有直接接觸，但就教育部傳達下來的方針，這兩個總統都是推動支持多元文化的，至少政策都是這樣說的。例如2006年就是社教司透過部務會報還是甚麼管道，提到相關的訊息，知道教育部希望做的，所以我們就會因應。但2014年找新住民自己來做節目，這就是我們自己的想法，但也獲得教育部補助。但推「多元文化」這樣的大方向，就是來自教育部、來自政策。基本上，國家元首只要說出你的方向，你「多元文化」的訴求，底下的人做事，就會有一個好的評鑑。所以這個「宣示」是重要的。

以前比較多經費都編在內政部，就是外籍配偶照顧輔導基金，經費非常龐大。

#### 11. 政府做的夠嗎？

我覺得還可以更好。有些事會流於「形式」或「表面」，例如一些新移民學習中心或據點學校，一方面量不夠多，因為新住民人口數已經超過50萬，台北之外的其他縣市資源都太少，感覺只是有做，但是否真的符合新住民需求，我想還有空間。而且現在怎麼做，就是開各種的技能班、烘焙、西點、中餐，拿各種證照，很多新住民服務協會都可以，或是教育部跟學校合辦。我覺得這已經飽和了，尤其在都會地區，這類的資源已經太多了，反而是其他地區沒有。不過我聽到有一些，是內政部推的，是某個學校若可以找到幾個人開電腦課程，內政部就派講師去，我覺得這個就做得很好，就是真的以新住民需求為起點，而不是說以縣市角度，在哪個地方開個課，對新住民來說可能沒那麼多的自由，因為他們可能還要去上班，或是家庭不支持你去學。

#### 12. 對於多元文化主義，在保留各文化主體性的同時，是否會威脅到國家認同的統一性？

我覺得完全沒有是不可能，應該是多多少少會有，但一個人對一個地方有沒有認同，我覺得最重要是他的生活，還有其他週圍的人是怎麼對待他的。人都是要互動的，若我在這個地方能獲得好的照顧、自己足夠的自由，能夠自我發展，我當然會對這地方產生認同。跟我是否能保有我自己的文化，我覺得是不衝突的。像你到法國，一定有許多美好的事物，你一方面認同它，一方面仍保有自己台灣的認同跟歸屬，我認為是不衝突的。他能保有他的獨立性跟他對於文化的保留，台灣本來就是移民社會，他對台灣的文化是一種挹注、一種資產。在「幸福聯合國」的時候，我一直提到「多元文化」是台灣的資產，不是負債。因為在過去很多人認為它是負債、是問題，可是現在又要講「南進」，若過去我們更早注意這些事情，「南進」也會更順利。過去我們沒有尊重，沒有讓東南亞的媽媽保留他們的母語，讓他們的孩子學習故鄉的語言，過去是不鼓勵的，是這幾

年才慢慢轉變，認為這是新住民家庭孩子的優勢。小孩學媽媽的語言，把文化跟家庭、鄰居、朋友分享，這能開拓我們的眼界、國際觀，台灣人的國際觀就是學英語。真正的國際觀是從你身邊的這些兄弟姐妹身上，去學習文化觀念上有什麼相同與差異。所以我並不覺得讓他們保有多元文化、母國文化，會造成認同問題或社會分裂，會造成國家認同或社會分裂問題，都是來自於人跟人之間對待的問題。

### 13. 是否會加速同化？

其實會，一定會。可是同化與分裂並不必然會同時發生。他們一方面知道，能和台灣人有更好的連結，同化有他的必要性，因為他要跟他身邊的台灣人一起生活、互動，所以同化，那個文化的連結是一定要的。可是另一方面，我們要尊重他可以保有他文化的特性。我覺得這兩者之間沒有很大的衝突。就像結婚，我們一方面保有自己的價值觀、特質，一方面了解夫家的人是如何看待事情，但他不影響我作為獨立的個體。

台灣早期對新住民的政策都強調同化，但後來慢慢談到「多元文化」後，才開始重視各國不同文化的個體。可是，若沒有前面同化的凝聚，這其實是一個拉力，否則各國就會在他的小圈圈，cf. 越南姊妹。其實現在還是有這樣的情況，因為一定血濃於水。可是如果沒有前面那個跟台灣社會的連結的話，就會變成你說的分化嚴重。

## 15. Nene Ho (issue de l'immigration philippine) : fondatrice et éditrice en chef du journal *The Migrants*

### 1. What motivated you at the very beginning to this publication?

I've been in TW for 40 years now. At the beginning there was one company who made this, it was a franchise business from Hong Kong. I worked there for around five months. But there's some problem with the premium with the HK company, so few months later they stopped it. That's when I saw people who need this. There are lots of workers who, until now, don't have any day-off. They wanted this, and they wanted this to mail to their house. That's what motivated me in founding « The Migrants ». A Taiwanese girl helped me to do the layout.

At the beginning of course we had small budget, we processed everything on my own. During the first month I lost some money, and the second month we break even, and the third month I started to make money. It was fast. At first we made little amount of money, but two, three years later, we made enough of money.

Before people like to go to Canada, Philippines workers came to Taiwan as a relay station before heading for Canada. They earned money first so that they can pay for the agency to go to Canada. There were hence a lot of agencies hiring people to Canada; however there is no more. At that time I got lots of advertisement and made a lot of money. And now they don't have business in Canada anymore due to the lack of job opportunity and immigration policy, so I don't have ads. Therefore the publication is giving me a lot of trouble now. Most of the budget came from myself and the advertisement. No financial support either from Taiwan or Philippines governments.

However, I'm thinking about stopping the publication. I'm too old. My daughter she can do the layout but she can't do the writing. Because we're losing, we don't make money here. Ads are only very few. Before, starting from August 2018, one month ago we have bigger format, now it's A4, to save some money. So it's the turning point. I wanna quit but people are asking still.

### 2. Have you thought about asking subsidies from Taiwanese gov?

I tried one time talking to Tsai Meng-liang, head of the council's foreign labor department. But we were just beginning and he didn't know what was going to happen. So he didn't approve it. I didn't blame him because we haven't really start yet. That's the only time I asked for gov's help; I try to do it by myself. We started in 2004 and since about 2010, we were making profit. So I prefer do it by myself. I put out government information from both countries for free. I wanted help, and they didn't offer. However, since I can make profit, I carry on the publication.

### 3. TA of the Migrants

Philippines. At the beginning I wanted to do Indonesian and Philippines, but I didn't get enough people to work with me, because I don't know the language Indonesian. So I stopped this goal. We now target all Philippines — workers, spouses, students, Philippines-Chinese — Philippines community. It's in three languages — Tagalog, English and Taglish.

Now I contributors writing with me — priest, pastor, doctor, lawyer, radio and TV professionals — and it's all for free, because they also want to promote their programme or project, also it's a service for the people.

### 4. Role and fonction of « The Migrants »

our fonction ; i could reach out to many people, especially those who don't have day-off and to provide them with information. That's why i want to get information from both governments for people to know. This is considered as public service.

### **5. Why is it important for them to be informed?**

cause they are foreign workers who need to know the policies, fees, regulations, etc. at the time, it's hard for them to know these information, esp. those who didn't have day-off. so it's public service.

### **6. Circulation?**

In the beginning only 10,000 copies per month. 2nd and 3rd month the number grew. later on i printed 17,000 copies. the peak was 20,000, it's around 2010. otherwise i have 17,000 all the time. previous month i had 15,000 and now i have 10,000. due to social media, there aren't so many people who like to read; they can get all the information there. it started to decline around 3 years ago, because of the smartphone, they dont like to read anymore. i think it's the problem worldwide; even the newspaper in Taiwan is facing the same problem.

Ads from grocery stores, hospital serving philipinos, churches, etc.

Readers can also interact with the publication. they can send their photos and have way to exchange within the community.

At the beginning i sent out copies for free, but later on i asked money for stamps, cause too many. and now, since the number decreased, i give them for free again.

There are 85,000 philippino in TW, including the undocumented. It's better to have a hard-copy. Some people still prefer hard copy cause sometimes they dont have time for internet.

### **7. Biggest difficulty?**

the relationship with the contributors, if they have delays, we need to have patience, talk nicely cause they dont get paid. and make friends with them. otherwise no particular difficulty in publishing immigration journal. i have to keep up with the latest policies all the time and let people aware of it.

### **8. Access to information and right to communication for immigration in Taiwan?**

They always have the access to the media. We have also philipino married to Taiwan association for 13 years, i founded it.

The importance of immigration media is to provide information and new policies. We have to reach out to many people to tell them the policy, that's our main fonction. and also some amusement, joke and religious thing if they cant come to church, catholic or protestant, both.

### **9. Government's role?**

i think having gov support is good but I've never got any support from them. and those who receive gov's support, i promote their project on my newspaper. i think it's only partly gov's responsibility to promote immigration media. because if you organise something, you should be able to afford and operate it; however if you really need some help, then the government can help a little. anyway, i dont do this for money.

### **10. Opinion toward TW policy on immigration?**

for example it has founded hotline 1955. and i think the migrant workers here are in good hand, esp. philipino workers, cause a lot of people are helping them, including churches, NGOs, philipino communities and our representative office. philippine workers may not have the same treatment in other countries as they have here, here they are in better condition. personally i think some researchers are asking too

much, dont you think so? but yes, some workers like fishermen they do have problems, they have the worst working condition. (may these lobbying NGOs need your help?) no, i dont want to publish anything against the government. i can criticize the gov in person, but won't do it on newspaper. because i need friends, so that more people can be helped. i have very good relationship with PH gov. i might still say something on newspaper, but not in a harsh way.

### **11. The meaning of immigrants producing their own media content?**

I think we can do it together. it's ok that the gov. produce media for all immigrants, cause it would be fair, no biais, like « Migrants Express ». i think it'd be nice if the gov. work with four ethnies to produce publication for all communities. the gov. could recrute immigrants to participate. Having immigration participating in media production is good cause we can feel that we belong to the community; so that we know what is happening.

### **12. Did you witness any changes in immigration policy within 40 years?**

Sure. Change for the better. First, it's easier for tourists to come here. Secondly, the policy for workers is better as well. for example, gov. to gov. direct hiring and salary is getting higher.

### **13. How about create a immigration channel?**

Yeah!! why not?! yes it'd be nice!! can be for four ethnic communities, have our own time slots. my daughter has a philippine programme on Taiwan Radio Broadcasting Company. sunday 18h for one hour. i had a slot on ICRT to announce activities too.

### **14. Multiculturalism under different presidents?**

i think all three president have done a good job. but most of them from MA; he is connected with migrant community as well. he's involved with foreign communities, he visited us and kept the communication channel opened. Chen was against foreign workers. we prefer MA, more friendly. i don't think the multiculturalism in tw is genuine, cause Taiwanese are really nationalist you know? they prefer their own food, their own way, dont want learn other culture and always in favor of their own culture. and the policy reflects this nationalism.

To achieve this, the most important thing the gov should do is the language. we should have english, now everything's only in chinese. for example, I've been the judge for taipei labor bureau's poetry competition, but all the entries should be translated into chinese to be judged, which is not fair. different language usage should be accepted in public sphere. the gov officials need to get close to them and attend their activities to know what they need. also provide us spaces for some events — fun run, basketball, parties etc.

### **15. Other publications for philippine community in Taiwan?**

We have 2 more other publication for the Philippines, which are « Manila Post » — still exists but only few thousands copies, from an immigrant in Taiwan, Mr. Manila. The other one is by EEC « Now », still running. Both in A4 format, this one is more commercial, selling their own product. i think it'd be nice if the gov publish a magazine for each migrant community.

assimilation policy was only at the beginning, not anymore now. now it's more like : we belong to here, a sense of belonging, something like that. i do have a sense of belonging here. but still, of course, we are able to keep our own culture and identity. whenever we initiate some projects, we try to invite Taiwan people. don't feel that i'm forced to be assimilated, i try to join them too. i dont think we are forced to assimilated. the policy is very much different than before, they are more involved with us; sense of belonging, that's the term.

Comparing to other countries — I've been to Yemen for many years — Taiwan's system and policy are really much better.

## 16. Xu Rui-Xi (Taiwanaise) : fondatrice de la *Global Workers' Association*

### 1. GWO的緣起？2014唱四方？

協會2013年六月成立。1999年開始，透政府的採購法接跟移民工有關的標案。一開始是跟台北市政府合作，就是鞏允倩，一開始是台北市文化地圖，因為這個關係，有些學習。後來到伊甸基金會，開始接觸NGO與非主流議題。我之前都是在大媒體工作，比較不會注意這些議題。2013年離開伊甸，覺得NGO很辛苦，結果因緣際會還是做了移民工的NGO，偶然成立了這個協會。那時剛好張正要製作唱四方，結合之前的媒體經歷與伊甸的經歷，我覺得應該要教導「被幫助者」如何利用媒體來自我發聲，就是資訊平權。在伊甸時，對助人的觀念有不同的理解，發現很多所謂弱勢其實並不是沒有能力，就開始做培力，希望他們能自我發聲。當時就找了視障者做了電視節目，談老人身障的議題。那時就覺得應該利用我的媒體專業，站到後面幫助他們，成為他們的back-up，讓他們學習這樣的技能、自我發聲。好像30還是40年代就有這樣一個運動：« Nothing about us without us »，運動裡要有我們的聲音，若沒有我們的參與，就不能說是為我們發聲。我開始想：我所認識的移工，真的那麼弱嗎？如果我給移工「資訊平權」的訓練與服務，或許能稍微改善他們在台灣的生活。然後就開始培訓外籍素人主播，教他們關於新聞、電視播報的課程。張正的唱四方也是有類似的想法，他來找我，所以就開始合作。過去我有種感覺，就是台灣社會一直想跟他們交流，但交流方式都是單向的，我要讓你看到台灣的什麼，至於對方有什麼台灣都沒興趣。移民工就是「被交流」，他們的本質、表現、多元性，都被限制在你想要的框架下展現出來的。但後來的改變是，有越來越多的年輕移工進來，加上通訊工具的發達，使得台灣移工的網絡圈已經有很大的改變，已經可以讓他們自我發聲。當然台灣人的報導是可以增進台灣人對移民工的了解，但當移民工可以自己發聲時，台灣才有更多的可能去看見他們，以他們為主的主體性，而不是「被交流」、「被看見」，我覺的這是有差別的。

### 2. GWO狀況：

其實我們協會前幾年狀況不好，有一年差點就要倒了，因為真的拿不到經費，2017年。年初的經費就不夠，只夠撐到五月。我不希望走捐款、募款這條路，好像說這些移工處境很可憐，需要「被捐款」、「被救」，對我來說有點難。我們應該要讓政府、企業老闆知道，讓移工有更多技能，讓他們變成更好的資產與力量，對台灣社會是正面的。我覺得應該重新調整我們對移工的看法，他們跟海外打工的年輕人沒什麼兩樣。

我們有做政府標案。我們一開始剛做時，就是做新移民的影音培訓班，2013年11月，2014年一月上傳第一支移民工影音新聞GWO News。那時我們看到，其實很多新住民在嫁來台灣之前，也是大學畢業、白領，但只是因為從東南亞過來，加上中文不好跟習慣不同，感覺就被社會看不起，或是學歷不被認證，只好去洗碗、打掃。我覺得若台灣要深化與東南亞的關係，就要善用他們的力量，所以我們開始培力新住民。第一期培訓班我沒有跟政府拿錢，我也很受不了為了一點錢寫一堆報告；我覺得這件事很棒很有意義，就自掏腰包，或是拿標案談合作。第二年開始了印尼移



工的「公民新聞工作坊」和「移民工影音獎」，這是一個文化部的案子，我們從印尼找些媒體人來，請移工製作一部關於他們眼中台灣的影片。2016第二屆影音獎，我們就申請到一個更大的案子，那時還是國民黨執政。那年除了印尼外，還有越南。我們看到資訊的落差，看到台灣社會對穆斯林還是有偏見。我想到半島電視台，就想說台灣為什麼沒辦法有一個「用亞洲視角的東南亞connection」。但台灣媒體不但欠缺東南亞新聞的量，在質上也是很不可OK的。當時我們就寫了案子，希望透過我們翻譯的協助，希望台灣的媒體也可以接收到印尼的新聞，由我們來改編成中文，讓媒體去使用。為此我們推出雜誌「Taiwan Kini」，移人那邊也有幫忙編輯。我們會把新聞提供給自由時報、蘋果或其他網路媒體。其實我們要培訓主持、主播，還比培訓翻譯人員容易，需要更多專業用詞。2017年這個案子文化部給10萬，之前都40、50萬，我就很不爽，直接說不需要了。我們的員工都是外籍，希望能了解他們內心、服務能做到他們圈子，而且由他們自己做。在經費拮据時，我們選擇先辭退台灣人。那時我就想，有能力就不要再拿政府計畫案補助，要找商業模式，做生意賺錢，我自己拿標案，又再開始發展標案。因為在台灣，你做政府的計畫案，都要設KPI，有些時候這是一種詭計，要去因為補助的多少去修改目標，申請核銷還會被刁難，我不需要這樣。補助計畫也不能申請人事經費，但沒有人我們怎麼運作、怎麼培力員工？2018年底我們又申請文化部「新南向出版企畫」補助案，但經費比例上佔得不多，不像以前一樣仰賴。

我們做移工有一點跟其他單位很不一樣，我們是希望做在他們的社群網絡裡，所以我們一定會有新住民進來。新住民也是一個培訓的過程，但帶起來後，新住民會開始帶著移工辦活動，所以後來也有年輕移工加入一起辦活動。我們經營他們local社團，並進一步把他們帶到台灣的社會場域當中。去年是很有成果的一年。去年台北市政府開齋節要辦活動，我們就把印尼穆斯林團體介紹給市政府，協助政府規劃，並用移工的人力去幫忙參與活動、維持秩序，組織一個警衛隊。我們也串聯不同穆斯林團體，進來一起參加市政府的開齋節，舉辦各種文化體驗。成效很不錯，所以我覺得團體的進入其實是很不錯的一件事。去年下半年則是拿桃園勞工局的標案，去教移工中文課，讓他們更容易融入，也不要講融入，「參與」台灣社會。我們希望他們不只是學中文，更能進來一起辦一些活動、當志工、培訓他們。年底還和台北市捷運局在跨年一起合辦了國際志工的活動。他們跟我們說這兩年，越南印尼菲律賓來參加跨年的人很多，可是因語言問題，在維持交通秩序時，北捷也沒有辦法。由於看到開齋節活動的例子，就提出這個需求，請我們找一些志工，培訓協助跨年交通疏導。我們就找了一些中文班的學員，若有機會讓他們參加全球最好捷運之一，北捷，以及101跨年活動的志工，會很有榮譽感。媒體也有報導事前培訓的過程。這些所謂藍領移工，在我看來，就跟自己的孩子差不多，都是很熱血、樂意助人的。

### 3. GWO News是否已停止更新？

2018年我進入公視當董事，也一直在推東南亞語新聞。我認為東南亞語新聞對於移民工而言，是非常基本的平權問題，很多時候出現誤解或誤會，都是因為他們沒有這些資訊。我們幾年前把外語新聞貼在臉書上，都有很不錯的回應。後來公視2018年四月開始有了東南亞語的新聞，經費也

充足，所以我們就沒再做了。而且公視東南亞語新聞不只在電視上，也放在網路上，觀看人數也很多，瀏覽位置也有國外的IP。GWO News的人力都是公民新聞工作坊培力的人員做的，那現在平台沒了，所以2019年，我們會和公視公民新聞網和我們一起培訓移民工，所以作品也可以放在這個公民新聞網上，若需要翻譯成中文，GWO也會協助讓台灣人看到。我們活動目標主要是移民工，不過這有一個缺點，就是我們做了很多事，但對於台灣人，我們的宣傳是不夠的。透過這樣的新聞製作，我們把它翻譯成中文，使台灣媒體都可以看見移民工的作品。另外影音短片獎，2018年停辦工作坊，只有徵件比賽，效果不好、投稿不多。今年改為「新台客」影音獎，徵獎前，還是會有一個培訓工作坊，讓大家的作品能夠符合基本規範，順便宣傳比賽。而且每個國家對於「公民」透過媒體參與社會的看法也不一樣，像越南就比較沒有這樣「公民新聞」的概念，許多議題在越南也不適合播放。印尼就不會。培訓後的主播或編輯可能本來就有自己的自媒體，或是幾個人用一個部落格等，蠻多都這樣。有些是會寫稿頭到台灣或母國，或是在台灣拍片寄回母國電視台，變成公民新聞等。目前我沒有一定要針對新聞，可以是影音的全面發展，而且各國新聞體例也不同，新聞本身也越來越活潑了。例如菲律賓有個攝影獎，拍台灣風景，很多移工都開始成立婚攝工作室或攝影工作室。今年影音工作坊就沒有申請文化部經費，自己想辦法，以後也希望盡量少拿政府幫忙。

我覺得在資訊平權這件事情上，因為台灣大眾媒體的參與，也進步很多；移民工的媒體近用進展也是很多了。但我希望公視能做更多移民工媒體記者的培訓，畢竟新聞跟NGO推的影音培訓不一樣，最好還是由公視來做這件事，政府才有資源。目前移工的情況，要整合他們不容易，要有專門的單位。下個月我們會推一個研究案，新住民的媒體近用權。

「媒體就是一個工具，把它拿來當作弱勢族群發聲的輔具。」雖然他們自己可能做得不夠專業，但若總是礙於專業性或預算，不然他們自己發聲，總是等著大媒體有空時才去報導他們，根本無法體會他們的處境與需求。

#### 4. 政府在推動移民工傳播及文化權的角色為何？

這些年來，政府很努力在推動這部分。我認為移民工是非常重要的介質，是個種子，有不同背景也有台灣經驗，能比較、結合台灣與母國的視野。但很遺憾，我們做文化權。這不全然是文化部的問題，我覺得移民署的問題還更大。他們的問題比較是「被交流」、「被展示」，什麼是他們文化的主體性？應該更多一點讓新住民自己去參與、去表達。讓他們進到台灣社會去展現，否則我們總是只看見我們想看見的，這很可惜。雖然我們提供舞台讓他們表現，但「框架」還是去不掉，我們會看不見他們真實的樣貌，不過這幾年來還是有在改善。有些姊妹會覺得每次去公開場合，主辦單位都會要求我們講什麼，很刻板，也認為他們的權力只要差不多就夠了。

#### 5. 文化權的部分政府還能怎麼做？

應該要走草根且基本的做法，就是讓他們自己講，他們會講什麼我們不知道。應該是讓他們自己提出看法，這樣可能更能讓台灣看見自己，去審度標籤框架以及我們提供的空間與交流。

## 6. 2017年的狀況與蔡政府有關嗎？

跟我們自己的摸索有關，時機點剛好。之前我們是大量依靠補助，忽然間補助沒有了，就會有經濟危機。

## 7. 台灣是否真的有多元文化？

移民工的部分看起來是有努力尊重多元文化，但你人的標籤還沒撕下來，怎麼能看得到多元文化？你看到多元文化是很受限的，是被定義的多元。應該要先試著用另一個角度看移民工現在的狀況，才能看得到展現出來的多元文化。我們永遠有盲點，要突破盲點，就是要靠不同文化背景或不同文化元素的衝擊，當你框著你自己，那種多元文化反而是一種標籤。例如，文化部這幾年做了一些新南向的文化交流，因為很多人都說很多移工在台灣，是文化資產要好好利用，所以他們開始交流。但台灣移民工NGO大部分都是社運團體而非文化團體，所以我們推動的文化可能都是邊陲、非主流的東南亞文化，因為我們從運動的角度出發，所以文化交流的容量或深度可能被限制。會變的可能folklore，文化交流只看得到地方民俗藝術、音樂。文化當然是有不同面向，但我們這些團體本來就不是文化團體，所以深度廣度會受限，傳達出來的文化印象可能會比較落後、邊陲，精緻文化我們無法接觸到。所以這種東南亞交流的工作，文化藝術團體也要一起做，但他們又對東南亞文化並不是那麼了解。所以有點矛盾。

最近翻譯剛被降為「藍領」，引起移民圈熱議，我剛講的「被演出」、「被交流」就是這個意思。蔡政府看起來是比較民主自由，但他們在看這些外國人，還是有國族主義色彩。在馬英九時期反而還比較管那麼多，在某些交流的事情上，他是比較開闊的，開闊的原因可能是他還在尋求一個方式。現在時間久了，很多制式的規範就跑出來了，反而變得沒有彈性。所以文化部現在在做東南亞文化交流，當然出發點是好的，也是我們的訴求，但時常展現出來的，並不是那個國家的全部。但當你所有經費都匡在這票人的身上，都是在移工團體上，但我覺得文化的深度是沒有提升的。東南亞語新聞也是，經費很少，僱傭的方式也是用承攬，就是一（幾）次翻譯簽一張單子。我跟公視說要重視新住民，很多時候新住民到場支援文化部的活動，都是免費。今天他們經過培訓，你還要他們跑場，很沒有誠意，就是不重視他們跟他們生涯的發展。

新住民在台灣資源其實是多的，因為她們嫁來台灣，會有投票權，會重視。移工就會變貶低。所以移民跟移工還是不同的。

## 8. 移工翻轉學苑

東南亞女性常常為了家庭犧牲，到外地工作，可能做看護工或家庭工，沒機會學習新的技能。我們設計一些技能課程給女性，讓他們回家後可以微型創業。結果很多男性、非看護工都想來上課，所以之後見拓展到移工創業課程，但女性還是首要對象。香港的樂施會給了我們的一筆錢，一開始政府不太可能花錢培訓外國人。但其實這是可行的，在移工返鄉前先訓練他們服務業，讓他們回國發展，也把台灣的服務業跟文化帶回母國。很多政府官員都會疑問：移工能做什麼？印

尼政府有出一本書，「100個成功的外勞」，就是在寫移工返鄉成功創業的故事。印尼政府這兩年來跟我們的合作與互信基礎都蠻強的，例如去年10月，就和印尼合作，進行雞排創業課程，印尼政府也找了印尼當地連鎖雞排店的業者來演講，尋找合作機會。

2018年開始進入具體的培訓，跟移工常態性的合作，有點轉型的感覺，不大量仰賴政府補助。第一年辦跟現在辦已經有很大的不同。第一年報名的人出席率不高，有些人上課之後有不知道自己能做什麼。但現在活動越來越多，加上科技發展，現在就不會有這種狀況了。

## 17. Tsai Chen-Chien (Taïwanais) : manager du bureau du Directeur de la *National Immigration Agency*

1. 從「管理、管制」用詞到「多元文化」、「推廣母語」，都是在馬英九總統任內。火炬計畫應該是結果，但先前的動機為何？

移民署一開始成立，七成都是從警界移撥過來，包括我在內。警界一直以來都沒有在做「輔導」這塊，例如我之前在警戒對中國人的態度，也是做「查處」。很多警察的觀念，對於外國人都是比較保持「敵對」的觀念。一直到謝立功副署長，他也是警大系主任，一直有在做移民議題，也跟NGO都有聯繫，也有移民人權的概念。他一開始做副署長無法推動改變，後來2008年底當上署長後也無法馬上去動所有的線、去推動改革改變，因為基層會反彈很大。但他有慢慢在往這方面著墨。我覺得不用搭到馬英九總統的層級，因為我一直覺得臺灣沒有整體的「移民政策」，所以決定方向的並不是總統層級，總統都是放給底下的幕僚去做，所以當時整個移民推的比較用心的就是謝立功前署長。所以轉變他已經在醞釀，慢慢交辦事項。NGO團體的一些訴求，他也比較正面回應。警政系統很重視專勤隊的績效，但在謝前署長時期，我覺得專勤隊的重心慢慢有被轉移，專勤隊逐漸要協助服務站去服務、輔導移民。隊裡當時也有人心態調適不過來，本來的查處對象怎麼變成服務的對象？

2. 移民署每年有一部分經費是給各地方政府去做移民服務，根據經費表，這筆預算在逐年減少，從1000多萬到400多萬？

你說的這是「外配基金」，因為移民署的公務預算是沒有補助縣市政府的，所以我們的預算書是分兩本的，一本是「基金預算書」、一本是「公務預算書」，我們公務預算應該是不夠補助縣市政府了。外配基金的執行窗口就是移民署，所以就是移民署會跟外配基金提出申請，有點自己人跟自己人申請，有點有趣。所以減少應該是因為這兩筆的分配不同，公務預算的比例減少，轉移到外配基金。另外，移民署剛成立時，縣市政府沒有很重視這一塊，很現實的原因是因為沒有選票。漸漸新移民人數越來越多，二代也開始有投票權，立委也開始呼籲，所以從那時開始，縣市政府才開始慢慢重視。後來縣市政府在局處裡面會設專責移民事務相關的業務承辦人，或並在科室裡面，成立以後也會編列預算。編列預算後，他們跟中央爭取的經費也會降低，這也是原因之一。那時也在謝署長任內，他去拜會全台每一個縣市政府，請他們自己成立內部移民局，雖然最後成立的不多，但至少都會有一個承辦窗口可以對應的到，或成立地方的移民服務中心。「新住民發展基金」目前還是會繼續補助縣市政府，只有地方政府經費不夠時就會向中央提出申請，所以也沒有什麼特別的區分。有時地方政府也事先申請看看中央補助，沒有申請到再動用其移民預算。移民署向發展基金申請的就是移民署自己要用的，不會再去補助地方政府。

我：但我這邊的預算，支出單位就是移民署啊！（ex: 生活適應輔導計畫）

這樣講，這些項目比較像是合作項目，例如屏東燈節，是移民署跟地方政府合作，向發展基金申請的，或者每年的移民節，今年我們會和台南市政府結合，會是由移民署向發展基金申請200萬，所以支出單位就會是移民署。

但比較難以理解的，如你剛才提到，是移民署自己本身承辦業務，然後自己又是花最多錢的人。移民署的移民輔導科自己承辦業務，最知道怎麼寫計畫要到錢。我個人其實不覺得這樣不好，因為我們移民署主要就是辦移民輔導，比縣市政府更了解。我們會比較清楚知道新住民朋友知道什麼，由我們的業務單位來申請基金，由我們來做會比縣市政府來做，會更切合需求。而且縣市政府可能只照顧自己的新住民，移民署則是全台灣。

我：有聽說過發展基金是小金庫....

我們署也希望基金可以獨立，這樣我們也少一個業務、負擔，但問題是誰要來做？從移民署業務單位的立場，我們也沒有被獨厚的感覺。這幾年來我們都有提供這樣的服務，如果收起來，新住民怎麼辦？

3. 立法院的開會紀錄2012年有立委要求要多做新住民的節目，內政部就承諾要撥更多經費來做「新移民電視廣播宣傳計畫」，金額也不小，但網路上沒有看到成果報告？我覺得項目蠻單一，就promote幾個節目。

我有直接問，但其實成果報告沒有公佈，只對基金委員會負責。

4. 移民影音網站的補助金額蠻大，但成效不彰，觸及率極低，有內部檢討嗎？

內部檢討是沒看過，這可能要調委員會的會議記錄來看，因為他們成果報告是提給委員，包括外部委員，其實我也是這樣覺得，老實說。計畫到現在都持續，今年五月會開始跑，每一年都要重新提計畫重新向新住民發展基金申請。NIA News點擊率不高，我覺得重點問題是「台灣是否真的有這麼多人在注意這塊？」我們主要是針對移民工，但若要真的有效益，是希望台灣人能一起看，但台灣人對這方面有興趣的不多。而且移工其實看這個也不多，覺得看著個對他們來說也沒用。這個是標案。移民署並不是以新聞製播為目的，可能還是會著重政策宣導為主，或是移民輔導、適應、融入比較有關的措施。公視東南亞語新聞他還是新聞，不同語言而已，跟我們這邊還是不太一樣。不過由於移民署NIA News的承辦人本身也沒有媒體相關背景，我們都是公務人員，就是因為這樣才採取外包，讓專業的去辦。承辦人也無法提出增加觸及率的策略或想法。所以要如何改善，對公家機關來說，真的蠻有挑戰性的。

5. 讓移民獲取資訊，打造友善的媒體環境，對他們來說有何重要？參與媒體製播？

從我們的角度來看，當然是希望他們能更融入台灣社會，畢竟這是他們能接觸了解台灣脈絡、訊息的一個管道。我們推動的是全面的參與，也不強調媒體，是希望移民工能參與到台灣各個領域面，這講回來跟輔導就業、技能培養相關，並不是只講媒體。這方面我們本來都有在做，所以媒體製播參與，跟學美容美髮，對他來說都是一種技能的培養。

## 6. 「融入」與「多元文化」的意涵是否矛盾、漸進、相似？

以前講文化熔爐，早期的移民觀念，就是你要進來我的國家，你就要入境隨俗、成為我的國民，成為文化大熔爐。慢慢地，大家開始學著如何彼此尊重。雖然你來我的國家，但是我要尊重你的母語、文化、生活習慣，慢慢形成多元文化。但在多元文化的前提，是要彼此尊重，就是你來到這個國家，我有我的法令、生活方式，你也要想辦法融入。但我也不要去忽視你原本的生活習慣，例如宗教等基本權益。我覺得兩者是可以並存的，所以要學會彼此尊重。所以馬英九那時才說，「尊重多元，欣賞差異」。所以比較像沙拉盤，所以兩者是可以並存，都不用做到太極端。我覺得政府機關一直想做到多元文化，可是民間還是有「文化熔爐」的觀念。例如外籍或大陸配偶嫁到中南部去，他能跟她的婆婆說要尊重我的文化，很難。但政府機關現在所有的宣導都是多元文化，因為整個社會，除了幾個都會區外，都還是偏向要他們入境隨俗的觀念。

## 7. 之前推動資訊傳播的是新聞局，解散後就分給文化部、外交部、移民署。「移民工文化權」的主管機關，到底應該是要文化部還是移民署？

這個蠻有意思的。從我一直在移民署以來，我覺得這件事移民署可以做得比文化部好，因為我們比較了解移民工。我覺得文化部在推的多元文化跟移民署的多元文化，可能還是有些區隔的。不過移民署只是一個三級機關，要肩負新移民文化推動，它們能量夠不夠？這是非常現實的問題。

「部」是二級機關，它能運用的人力財力跟署差別多大。這就是為什麼最後的移民政策，經濟方面的移民政策，交給國發會做的的原因。一般來說移民政策應該是要移民署來規劃，不管是經濟、勞工或什麼面向，但上頭就認為移民署層級不夠、推動不了。政策推出來涉及經濟部，移民署有辦法跟經濟部談嗎？談不了。所以移民署曾經成立移民政策小組，有提案把移民署拉到「部會」層級，那時的李鴻元部長是蠻支持的，但後來就不了了之了。所以反而很多事情不是移民署不想做，而是層級不夠。在署裡面可以做的事情我們能handle很好，可是一旦要跨出署，光是內政部底下的單位，老實說台灣公家機關「本位主義」都蠻重的，例如跟勞動部討論勞工逃逸的問題，已經從移民署成立談到現在了。第一它會覺得你層級比我低。第二它會說就服法第一條就說我是要保障國人就業，不是保障移工就業。所以他們現在把移工問題丟給你們，但勞動政策還是不改變，所以移工還是會逃逸，抓不完。勞動政策上面不變，下面執行面只會越做越累。真正的問題在於政策，但談了很久還是不變。所以我們也想過、推動過把層級拉高以全權負責移民事務，讓我們做更多的事。但這涉及到部會的組織改革，蠻重大的，所以最簡單的就是把業務往外丟。經濟移民法丟給國發會，多好，我們少做多少事。可是國發會有多少人懂移民？如果不論資源，就論適合性來說，會是移民署。

簡單說，文化部所要推動新住民多元文化，和移民署所要推動的新住民多元文化，本質應該是一樣的，都是要把新住民所帶來不同的文化，介紹給台灣人，讓外來的文化和本地的文化能夠共存，彼此都能欣賞和尊重彼此之間文化的差異性。我之所以會說文化部和移民署會有所不同，主要是在於兩個機關的核心業務不同，文化部的最重要的責任，還是在於推廣台灣文化為主，新住

民文化的推廣雖然也是文化部的工作項目之一，但不會是核心項目，所以與其說文化部在推廣新住民文化，我倒是覺得可以說文化部是在介紹新住民文化，是比較表層的工作。所以，在政府官方的文字上，文化部做的是推廣新住民文化，增進國人對其文化的認識。而移民署因為工作的關係，和新住民接觸的機會多，且對新住民瞭解較深，當移民署在推動新住民的文化，是在推動一種生活方式，讓新住民能保有既有的文化來結合台灣的文化；也要讓台灣的國人配偶從瞭解，接受，到融入新住民的文化，而不只是認識而已。所以，移民署和文化部對於新住民文化的推動，是程度上的不同，但新住民文化的本質，是一樣的。

8. 若是跟移民文化有關的業務，你們會跟文化部討論嗎？每三個月一次的新住民事務協調會報有發揮作用嗎？

很少耶。我覺得效用不大，而且跨部會協調來到院的層級，很多東西丟下去，下面的不做就是不做。勞動部當時搞到連國安局都出來了，覺得逃逸外勞已是國安問題，要他們正視。勞動部很不好溝通，很會切割。

9. 中國配偶除了歸化政策不同外，還會遇到哪些差別待遇？

「陸外配權益衡平」。NGO最在意大概是取得身分證的年限。很好笑的是，越來越多是NGO在重視，陸配自己反而還好，因為越來越不想拿台灣身分證，因為大陸的福利現在不輸台灣，假結婚也不會來台灣了。外國配偶還是有境外面談，中國則是境線面談，飛機落地尚未入境之前先面談。最最開始補助對象是只有外籍配偶，沒有中國；後來把中國放進去，分中國跟外國；現在則是兩者混在一起，沒有以國籍來分的。但參政權、學歷認證等還是有差，因為我們還是把中國視為「敵對國」，所以我們對他們的一些規定會比外國人來的嚴格。學歷認證是教育部的問題，我們有把問題丟出來。所以常常是你們遇到問題，但是不靠別人沒辦法解決，可是別人會拖，他們可能覺得這只是個案。

10. 您覺得移民工進來台灣，對社會有何影響？

移民跟移工要分開來說，而移民也可以細分婚姻、經濟或政治移民。回到最初的問題：台灣到底適不適合移民？很客觀的說，台灣是不適合接納移民的地方，因為台灣物資跟地都不大，且人口本身已算稠密。而且到底需要什麼樣的移民？我覺得移民政策沒有出來，這問題會一直存在。我們要不要移工？像加拿大他們每年都會清楚列出需要的勞動力，例如醫生、營建技工等。台灣則是來的全收。

就治安面來說，他們的治安的影響非常非常低，因為移民犯罪率非常低，頂多就是為了餬一口飯非法打工被抓。就婚姻移民來說，對台灣來說是很正面的。內政部的人口政策白皮書少子化、老齡化，未來人口趨勢要靠移民補充。而少子化老齡化的問題，導致勞動力不足，也需要移工進來。所以婚姻移民跟適量的移工，對台灣是有正面影響的。但移工也不要太多，因為勞動政策很爛，他們進來會一直逃跑，我們要一直抓。我們需要整體的移民政策做引導規劃，現在真的很



亂。移民政策就是要站在國家的立場，去分析我們需要什麼樣的移民。例如新加坡國家小資源少，所以就說要以高科技人才優先，明確的經濟導向。但臺灣又吸引不了高端人才。但我們現在自己都搞不清楚什麼樣的移民，這是蠻嚴重的。

## 18. Chen Chiao-Yu (issue de l'immigration chinoise) : animatrice du *Happiness United*

### 1. 新住民自己做自己的節目有何意義？

燕子姐身上得到「社會關懷」的精神，真正關心新住民族群的能量。開始有了使命感，也很榮幸能夠在台灣社會走過來，經歷適應婆家生活、融入社會過程，能了解姐妹的心聲。所以不管是哪個國家的姐妹，只要一聊起天，就感覺像是同一國的。有一個媒體、一個節目是能夠這樣尊重我們、讓我們自己來發聲，我覺得特別榮幸，特別感到使命感，可以為這個族群做一點什麼。

### 2. 這樣的節目在台灣夠多嗎？

當然是更多更好，現在還太少。幸福聯合國應該是創始吧。現在其他教育電台分台有跟進，但全台灣讓新住民自己做廣播節目的媒體不是很多。

### 3. 政府如何協助？

像教育電台是有經費支持節目製作。但現在有一些媒體如公視、大愛等也有在做。我覺得這幾年跟之前比起來發展是蠻大的，以前都不太重視，感覺扶不上檯面那種。這幾年我們感覺是被重視的族群，我們有歸屬感，覺得是這個地方的人了。

### 4. 2003年新住民在媒體上的形象跟現在有什麼改變？

差非常多。那時能夠看到新住民（外配）的報導，都是負面的，幾乎沒有正面。現在就看到有很多新住民創業成功或在他的領域做得非常好之外，還可以服務社會。我孩子國小之後我去學校做志工，發現好多新住民媽媽也在做志工，把多元文化、自己國家的文化，在早上「故事媽媽」的時間，或是小的表演活動中介紹給大家，從學校開始，都開始關注新住民文化。

### 5. 多元文化政策，有成效嗎？

我覺得政府是有在做，但我覺得可以做得更廣泛，更貼近新住民需求，目前比較單一，都是在框架之下，做什麼課程什麼課程。我覺得需要心靈方面成長，能夠更好的融入這個社會、融入家庭，有更好的溝通，這種親子教育學習課程蠻重要的。

### 6. 在融入的同時，文化會消失嗎？

完全不會，我覺得不會。越在雙方認同的情況下，我們更能夠保留原來的東西。因為我不會害怕把我原來的文化呈現出來會被你取笑。在你越認同的情況下，我越願意去分享，我也會以自己的文化為傲、把它保留下來。所以「認同」的前提下，各自文化都會更好的被保留。當我的文化被你接受，我也更願意去接受你的東西，是互相的。

孩子接不接受我的母國文化，跟社會氛圍非常有關係，這我感觸很深。以前當我覺得自己不被社會接受時，我自己都不太提我家鄉的事情。但現在社會都知道也都尊重新住民族群時，我自己也很自信、自然地教導孩子母國文化，不會擔心被看不起。

#### 7. 中國籍姐妹是否感受到不友善？

拿身份證，以前是八年，後來是六年。但越南只要三或四年，這就是很大的差別，現在還是不一樣。畢竟兩岸的狀況不一樣，如果政策寬鬆，可能對台灣社會會有影響，例如來的人越來越多，我不知道。政策可能有他的考量，因為兩岸狀態不同，所以有差別是可以理解的。早期確實蠻多歧視語言，例如「大陸妹」等，這幾年已經少很多了。不過我覺得我們要成長，畢竟我們要來這裡生活，就要先敞開我們自己的心，不能硬是要求你們接受，這還是有一個客跟主的關係。我自己覺得現在態度跟社會氛圍還是有改善。

## 19. Hung Chin-Chih (issue de l'immigration vietnamienne) : militante, enseignante et membre de la *TransAsian Sisters Association, Taiwan*

你有聽過NIA News嗎？對內容有何看法？

在你問我之前我從來沒聽過這個，所以第一個問題就是他的宣傳不夠，在移民之間沒有能見度。接下來內容方面有三個問題。第一，內容和我們日常的需求無關；第二，由於每週更新一次，就會沒有時效性，換句話說，若他可以增加更新次數，可能會更有用；第三，由於每則新聞只有不到一分鐘，資訊量非常少，就像一個宣布，也沒有給細節或解釋。我建議要增加內容豐富度，給解釋，或是給新住民需要的措施資訊。

不過還有一件事就是這個主持人的口音，他是北越的口音，但台灣大部分的越南新住民都是南越的，因為過去越戰歷史的關係，南北越民眾互相不信任。如果想要中立一點，我建議請多幾位不同地區不同口音的主持人。

但最重要的是，越南人和很多東南亞國家的民眾，因為獨裁政權的關係，都不願意參與政治，也不太相信媒體報導的事情。所以從這些國家來的移民很自然地就不會相信媒體所說的。相反地，他們比較喜歡在社群媒體裡討論或取得所需資訊。若他們需要知道台灣的新聞，那就看台灣24小時播放的新聞就好了，即使我們不完全懂中文，光是看畫面取得的資訊就比看NIA News的還多了。

## 20. Hung Man-Chih (issue de l'immigration vietnamienne) : secrétaire exécutive de la *TransAsian Sisters Association, Taiwan*

### 1. 為什麼移民署新聞NIA News點閱率這麼低?

我兩三年前就聽說移民署每年花很多錢，兩三千萬在做這個越南語新聞。點閱率這麼低的原因，是因為他沒什麼宣傳啊。他會靠一些團體、廣播電台或是受移民署新住民發展基金補助計畫，要他們把網站放在他們的刊物或平台上宣傳，但姐妹不一定會看到。而且那個新聞內容很簡單。每週就只有5分鐘把台灣一週發生的新聞講成越南文。他們說用意是給剛來台灣中文還不太好的姐妹，但姐妹只要來台灣半年一年就可以聽懂台灣播報的新聞了。而且有一些偏鄉的姐妹不像在都市，不是隨時有網路、有時間，偏鄉姐妹可能宣傳會更不夠，因為他們取得資訊的管道比較少，可能要去一些團體、上課拿到一些手冊才會知道這個網站。

### 2. 覺得移民署新聞網站的效用？

我自己是覺得沒有實質的效用啦。可能是移民署需要有這樣的網站，這樣之後各部會或其他地方講起，他們可以說「移民署有建立這樣的網站啊，是姐妹要不要看的問題而已」。又或者移民署可以拿這個去跟國外宣傳或報告說台灣內政部有為新移民族群設立這樣的網站啊。這是我的看法。像我們來比較久的姐妹，就會去查台灣的新聞，也不需要這個新聞，因為他每週才5分鐘，根本就不實用。

### 3. 聽說剛來中文還不好的姐妹通常不會在台灣媒體上尋找資訊，而是在各國的社群或社團裡面找資訊，或是向比較資深的姐妹請教，是這樣嗎？

對啊，剛來中文還不好的姐妹他根本就不會看到中文的網站，因為中文搜尋會有一些專有用詞，要會打才搜尋的到。所以這樣的姐妹通常都會搜尋自己母國的網站。但有些姐妹不會用網路，或者住偏鄉沒網路，那也沒辦法搜尋，只有到學校上課或者到移民署服務站他才能看到一些訊息。或者問同鄉的姐妹是最多的例子。其實很多姐妹都有習慣，就是剛來時不知道的資訊，都會找同鄉來比較久的姐妹問，而不是自己去找，因為也不知從何找起。一般嫁來台灣的姐妹，有的是從母國偏鄉來台灣的，對於上網搜尋資訊也不是那麼熟悉。

## 21. Chen Yi-Chun (taïwanaise) : employée du Brilliant Time Bookstore

### 1. 地板圖書館是週六日兩天嗎？北車大約會有多少移民工聚集？

地板圖書館的時間是每週日下午一點到五點，

移民工與台灣人聚集在台北車站大廳的比例大概是七比三，人數沒有特別算過。

月初領薪水時，北車的移工會特別的多，另外聚集人數多的狀態是有穆斯林活動時也會聚集特別多。到了月底，移工們聚集的人數就會比較少。月底及月初的移工人數落差非常多，我們都笑說光看密度就可以知道是不是大家剛領薪水，還是月底大家已經沒錢了（寄錢回家之後自己能使用的不多了）。

### 2. 根據Tantri之前採訪所說，每次差不多都是帶100本書左右，現在也是這個數量嗎？

之前因為是有兩箱書（但我們是一起拖的，放置的地點在小印尼區的一間店裡），一個燦爛時光一個Tantri的書箱，現在只有燦爛時光的一個行李箱。

使用的是一個30寸的行李箱，裡面放有大概五六十本。

### 3. 現場閱讀的情況如何？來借書的人多嗎？大概會有幾本被移工朋友借回去閱讀？

其實閱讀不是大家來到書攤的主要原因，書攤比較像是一個據點，許多認識的移工每個禮拜日會來，但他不會借書也不會看書，反而是來跟我們聊天、準備許多食物給我們吃。

有些移工來到書攤，選擇在北車靜靜地閱讀，但不借書回去（主要原因應該是工作很忙，覺得自己沒有空閒時間可以閱讀，但他們會在書攤閱讀很久）。但這部分我們都會跟他說借回家不還也沒關係，或是送他一些雜誌讓他可以帶回去閱讀，或分享給其他移工朋友。

借書的頻率不高（有時候一本都沒借出，有時候借出十幾本），但黏著度很高。北車聚集的有看護工及廠工，女性借書的比例比男性廠工來得多（男女比例為3:7），頻率也比較高。熟客的狀態，都會一次借三四本，過一段時間看完才會拿來還。

### 4. 北車大廳聚集的是否印尼為主？圖書館的書是否也是印尼文為主呢？

移工的話大多都是印尼，所以書攤的選書印尼文書為主，幾本越南書。

書攤的書因為是贈書，很難控制書的類別。而女性移工們七成的人喜歡閱讀愛情小說，有關伊斯蘭相關的書籍無論男女都會有興趣。

### 5. 燦爛時光書店的相關行動，包含移民工文學獎、閱讀大聯盟以及地板圖書館等，你覺得目前有沒有遇到什麼限制/困難？

最根本的問題及困難是經費，而燦爛時光的困境應該是，我們其實是個公司但大家會辨識書店為NGO、NPO，矛盾的是，我們做的事情幾乎沒有一項是營利有進帳，甚至很多時候是入不敷出的狀態（書店主要是向政府申請補助案，以維持人員薪資及活動舉辦支出開銷）。我想這是很多

非營利組織的困境，沒有找到足夠支撐想做的事情的經濟模式。但書店有個堅持，我們不傾向向大眾募款，因為很清楚我們自己不是慈善機構，只是做的工作項目剛好是善的方向，而且無論是老闆還是員工，都很不會賺錢。

我們更想找到是，不透過溫情牌可憐牌取得大眾的金錢支持，而是能讓大眾真正會掏錢買他喜歡的服務，或是透過別的方式（像是開發講者讓他來書店講座、募物資給漁工、帶一本看不懂的書回台灣等等）來支持這個組織（但非常理想化哀哀）。

所舉辦的移民工文學獎是開拓並創造一個平台讓移民工可以發聲、閱讀大聯盟及地板圖書館的書籍，是由大家所捐贈書才能到目前的狀態，書店的存在最奇妙的是，他是被對這議題、對移民工友善的人類們支撐著（但我也不能否認我們自己也很努力XDDD）。

我的認知下，燦爛時光是一個全民共構的書店/組織，他的產生以及維持不在於書店本身，而是在於這個時代似乎還需要它的存在。

如同張正雲章在十幾年前經營的四方報，那是符合當下那個時代（沒有智慧型手機網路不普及的年代），四方報成功是因為當時候人類使用模式才能經營持續下去的產物。書店應該就是在2015年後到現在，最能與台灣當代社會作為連結，讓人更輕易進入移民工議題的方式。也許在不久後的有一天，獨立書店的模式不是最適合傳達我們想傳達的理念，他將變形成另外的模式，與那時候的人們對話。

## 6. 有沒有什麼行動你覺得是可以再更努力，以進一步協助台灣東南亞移民工群體？

身為書店員工很清楚一件事，我們無法真正協助到東南亞移民工群體，移民工議題是結構性問題，最能協助到的應該是透過社運衝撞政府的組織。創辦人張正曾經於一次演講時提到：「他沒有足夠的勇氣衝進雇用移工的台灣家庭跟他們說，你不該這樣對待他們。只能用小小的一本印尼書，讓移民工可以得到片段寧靜。」

書店的客群主要是以台灣人為主，如何協助台灣東南亞移民工群體，我們無法像其他單位解決結構性的問題。我們透過書店號召、集結、發現對移民工友善的台灣人，因此有了書攤、移民工文學獎、募集冬衣給漁工等等。而很多時候，我們面對的是對移民工不友善的台灣人，而這群人才是我們比起結構性問題更需要面對的群體。

無論是移民工文學獎、地板圖書館、閱讀大聯盟等等書店所舉辦的活動，建構一個平台，讓移民工可以放心說自己想說的話，讓台灣人可以願意好好聽他們說話，進而讓移民工及台灣人可以一起對話。我認為是去鬆動原本大家對於移民工的既定想像，進而慢慢撼動台灣人對於移民工的態度以及想像。

## **Résumé (1700 caractères) :**

Cette recherche porte sur la dernière vague d'immigration arrivant à partir des années 1980 à Taïwan : les immigrées matrimoniales en provenance de Chine et d'Asie du Sud-Est, ainsi que les travailleurs migrants en provenance des pays du Sud-Est asiatique. Elle étudie l'évolution des dispositifs étatiques et des initiatives collectives visant à améliorer l'accès/la représentation/la participation de ces nouveaux immigrants dans la sphère publique.

Ce travail se développe autour du concept de « multiculturalisme ». Le terme se trouve, sous trois présidents consécutifs de Taïwan — Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2012) —, au cœur des politiques socio-culturelles touchant les ethnies minoritaires.

A travers des analyses de corpus et de contenu, mais aussi des observations participantes et 21 entretiens effectués sur le terrain, ce travail vise, premièrement, à analyser comment les rhétoriques du multiculturalisme ont été déployées dans l'élaboration des politiques pour traiter les rapports interethniques, voire géopolitiques ; deuxièmement, à démontrer comment ces politiques se sont traduites à travers des mesures facilitant l'accès à l'information, la participation et le droit de communiquer de la population visée ; troisièmement, à examiner des initiatives lancées par la société civile afin, d'une part, de compenser l'inefficacité du secteur public et, d'autre part, d'élever le poids et la parole de cette population au sein de la sphère publique. Enfin, cette thèse s'intéresse également au dynamisme du dialogue entre l'État et la société civile au travers de mouvements sociaux, de plaidoyers, d'événements culturels et de productions médiatiques.

*Descripteurs : Multiculturalisme, immigration, média, empowerment, média ethnique*

## **Abstract (1700 characters):**

This research effort focuses on the latest immigration flows arriving in Taiwan since 1980s : marriage migrants originating from China and Southeast Asia, as well as Southeastern migrant workers. It explores the evolution of governmental policies and collective initiatives aiming at improving access, representation and participation of new immigrants in the public sphere.

The thesis develops around the concept of « multiculturalism ». The term positions itself at the heart of socio-cultural politics regarding ethnic minorities by Taiwan's three consecutive



Presidents — Lee Teng-Hui (1988-2000), Chen Shui-Bian (2000-2008) et Ma Ying-Jeou (2008-2012).

Through corpus and texts analyses, participant observation and 21 interview conducted during the field study, this research work intends first of all to analyze how rhetorics of multiculturalism were rolled out during politics elaboration in order to deal with interethnic, even geopolitical relationships; secondly, it attempts to explore how these politics were translated into mechanism facilitating information access, participation and right to communicate of the target population; thirdly, it looks into the initiatives launched by civil society to, on one hand, compensate public sector's inefficiency, and on the other hand, uplift influence and voice of this population within public sphere. Lastly, it aims also at discussing, through social movements, advocacies, cultural events and media productions, the dynamic and dialogue between the Nation and the civil society.

*Keywords: Multiculturalism, immigration, média, empowerment, ethnic media*